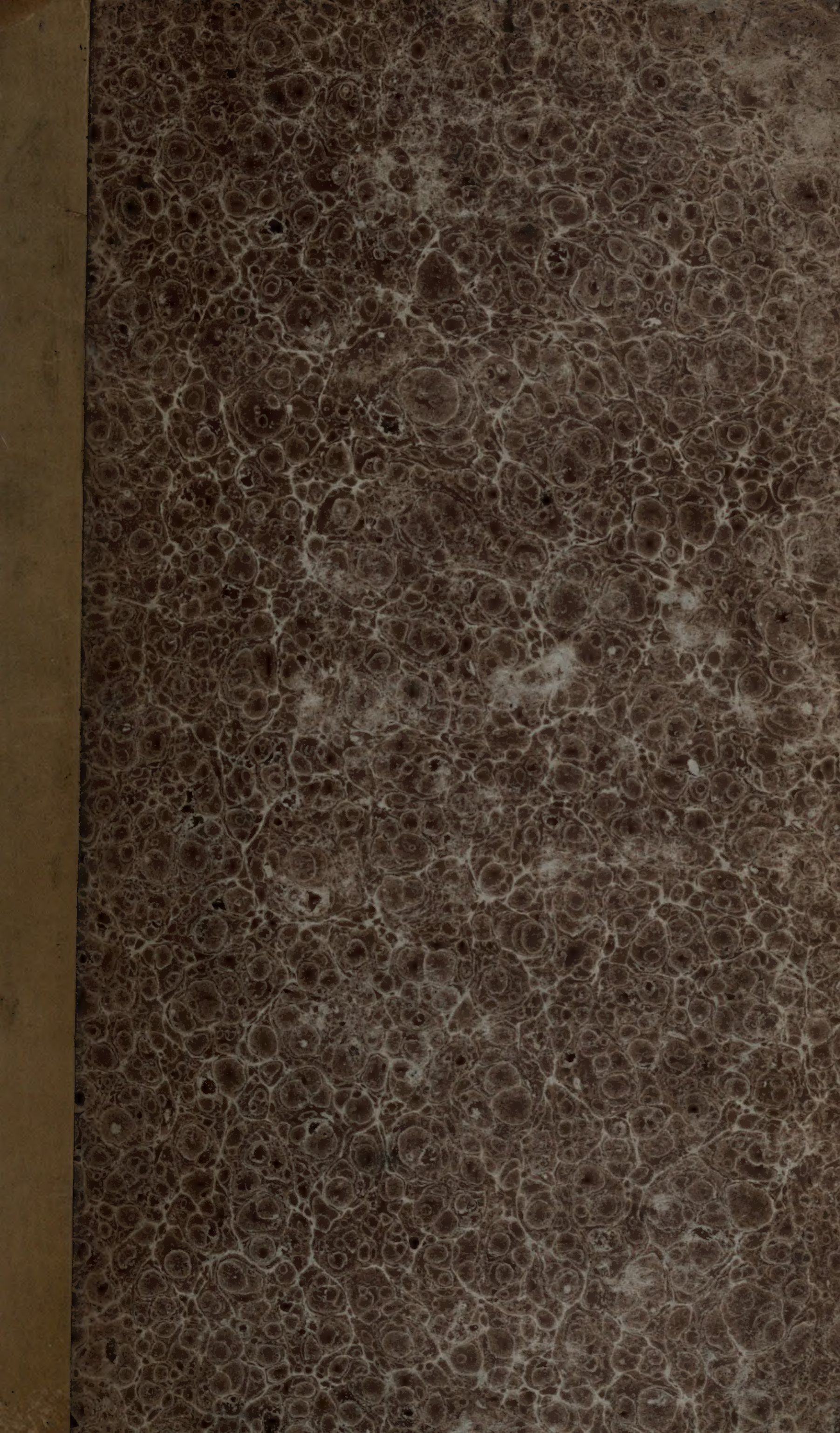
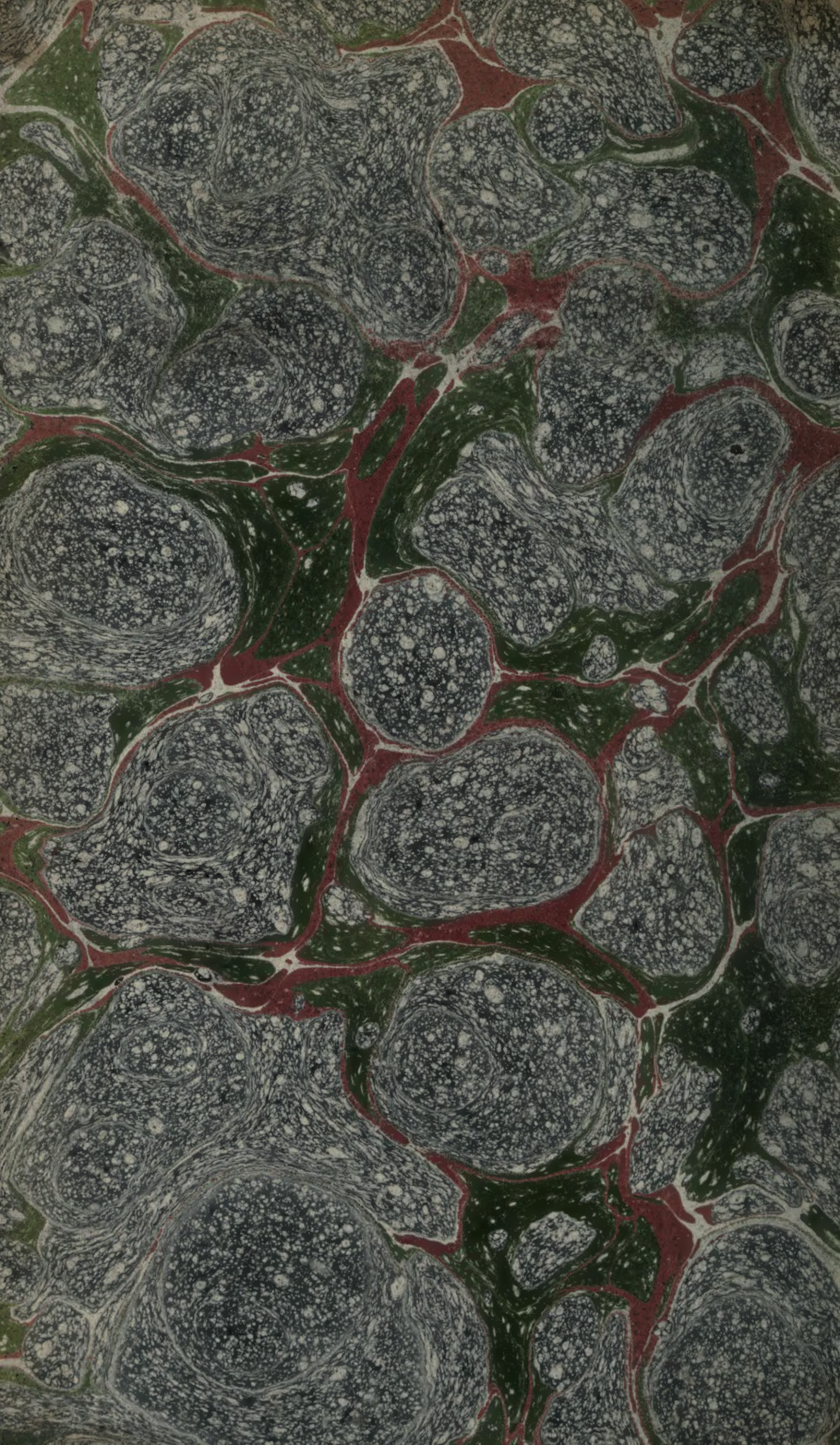
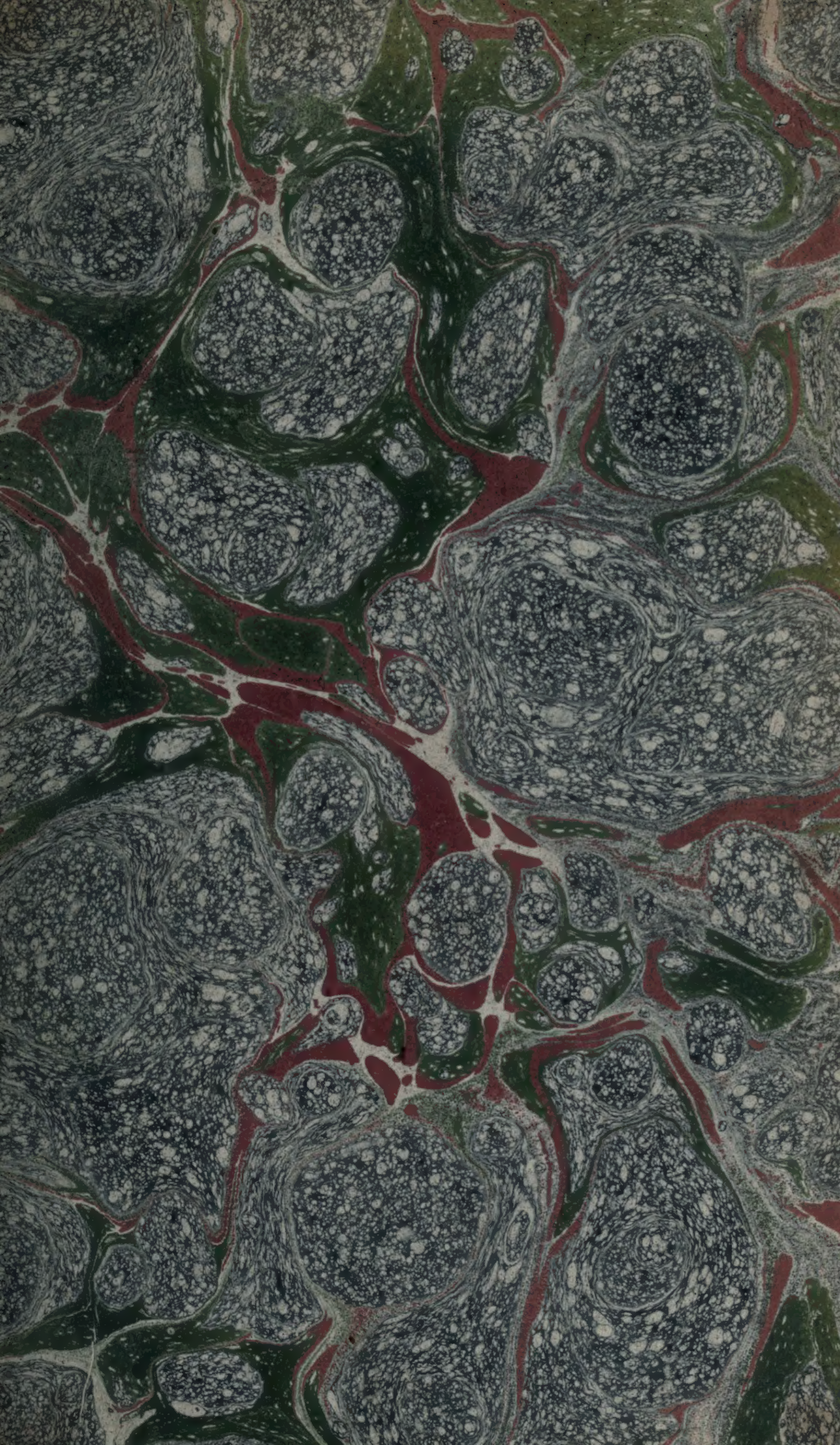






HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

. . . . O ! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere . . . .

TOME PREMIER.



PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35.
ET CHEZ PONTHIEU ET CIE, LIBRAIRES,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

DE L'IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

AVANT-PROPOS.

La campagne de 1814 semble, au premier coup-d'œil, se présenter, pour ainsi dire, comme quatre campagnes séparées; car on y voit agir quatre armées qui, aussitôt que les coalisés eurent passé le Rhin, n'eurent aucune liaison directe entre elles. L'armée du nord, séparée dès le mois de janvier, ne quitta plus les frontières de la Belgique; l'armée du sud, formée à la fin de janvier, ne combattit qu'entre Genève, Macon et Lyon; l'armée d'Espagne, rentrée au mois d'octobre 1813 sur les frontières de la France, resta jusqu'à la fin de la guerre entre les Pyrénées et la Garonne. La grande armée seule, commandée par Napoléon en personne, eut à soutenir le poids des forces principales de la coalition : les événemens de la guerre se décidèrent sur le théâtre où elle combattit. Cette considération paraîtrait devoir nous engager

à décrire, d'abord et d'un seul trait, toutes les opérations militaires qui eurent lieu entre la Meuse, la Seine et la Marne; celles des armées du nord, du sud et d'Espagne, devant suivre comme autant d'appendices. C'est la méthode qui a été suivie dans quelques relations étrangères.

Mais elle ne se comporte pas, à notre avis, avec le point de vue sous lequel il convient de considérer la campagne de 1814. Elle fut une guerre d'invasion, dont le système embrassait toutes les frontières continentales de l'empire français. Il faut donc la présenter, la développer et la suivre dans l'ensemble de ce système. S'il ne s'agissait que du résultat de cette guerre, il pourrait suffire de s'occuper de la partie des forces de part et d'autre, dont les succès divers l'ont amené. Mais ici l'objet doit être tout-à-fait différent : le succès de l'invasion est dû, d'un côté, à des circonstances politiques qui ont, je ne dirai pas justifié, mais couvert une faute majeure; d'autre part, il est dû au manque d'un système de défense, tel qu'il aurait été possible de l'organiser,

sans les causes que nous développerons dans le livre premier de cet ouvrage.

Une guerre d'invasion pareille pourrait se présenter de nouveau, et nous obliger à l'emploi de toutes nos forces, au développement de tous nos moyens de défense, qui sont, *si nous le voulons fermement*, assez formidables pour que l'Europe entière vienne s'y briser. Tel est le motif qui nous a décidé à décrire celle de 1814, dans son ensemble stratégique, afin d'en faire voir la situation totale à chacune des époques, qu'on peut également appeler stratégiques. La campagne de 1814, considérée sous ce point de vue, se divise en quatre époques principales, et nous avons conservé cette division dans la distribution du présent ouvrage, qui se composera de cinq livres. Le premier comprendra l'exposé de la situation générale de l'Europe, à la fin de la campagne de 1813, le développement des moyens politiques et militaires employés par les coalisés pour l'invasion qu'ils méditaient, et de ceux que le gouvernement français prépara pour sa défense.

Nous y joindrons un examen raisonné du plan de campagne des coalisés, du plan défensif que les circonstances ont imposé à Napoléon, et de celui qu'il aurait été et qu'il serait encore possible de suivre contre une guerre d'invasion.

Le second livre, correspondant à la première époque de la guerre, comprendra les événemens qui se sont passés entre le 10 décembre 1813, époque à laquelle les coalisés se mirent en mouvement pour passer le Rhin, et le 31 janvier 1814, lorsque leurs colonnes se trouvèrent réunies entre l'Aube et la Marne, que leur aîle droite s'avança sur les anciennes frontières de la France, et que leur aîle gauche s'approcha de Lyon. En parlant de l'armée d'Espagne, nous reprendrons ses opérations depuis le passage de la Bidassoa, au mois d'octobre 1813.

Le troisième livre comprendra les événemens qui se sont passés entre le 1er et le 26 du même mois. Après la bataille de Brienne, la grande armée coalisée, s'étant inconsidérément étendue, et ayant séparé ses corps, fut battue en détail à Champ-

Aubert, Vauchamps, Montmirail, Mormant et Montereau. Elle fut obligée à un mouvement rétrograde, en arrière de la Marne et de l'Aube, et se trouva dans une situation très-critique. L'armée du nord était restée stationnaire autour de Lille et de Valenciennes; l'armée du sud avait repoussé les coalisés sur Genève et au-delà de Macon. L'armée d'Espagne avait malhabilement quitté la position de Bayonne, et commencé une retraite transversale.

Le quatrième livre comprendra les événemens qui se sont passés depuis le 26 février jusqu'au 16 mars. L'armée russo-prussienne fit un mouvement latéral, pour se porter au-devant des renforts qui lui venaient du nord. Cette jonction ne put être empêchée; mais l'armée russo-prussienne ayant été contenue sur l'Aîne, l'Empereur Napoléon tenta un mouvement sur le flanc de l'armée austro-russe : celle-ci chercha sa concentration derrière Troyes. L'armée du nord resta toujours stationnaire. Les coalisés ayant envoyé de nouvelles troupes

contre l'armée du sud, celle-ci fut acculée sur Lyon. L'armée d'Espagne, dans sa retraite transversale, ayant livré mal-à-propos la bataille d'Orthez, fut obligée de continuer son mouvement de retraite.

Le cinquième livre comprendra les événemens qui se sont passés depuis le 17 mars jusqu'à la fin de la guerre. Nous y joindrons tout ce qui est relatif aux forteresses que la France possédait tant à la gauche du Rhin qu'en Allemagne.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

LIVRE PREMIER,

Comprenant l'exposé de la situation de l'Europe, les préparatifs d'invasion des Coalisés, ceux de défense de la France, et l'examen du plan de campagne des Coalisés, de celui qu'on y a opposé et de celui qu'on aurait pu adopter.

CHAPITRE PREMIER.

Situation dans laquelle la campagne de 1813 avait placé la France et les coalisés. — Moyens que ces derniers préparent pour l'invasion. — Traités de subsides conclus avec l'Angleterre. — Projets réels des Coalisés. — Organisation militaire et politique de l'Allemagne. — Impulsion et direction donnée à l'esprit public dans ce pays. — Sa tendance depuis quelques années. — Les revers de 1812 et 1813 achèvent d'organiser la ligue populaire allemande. — Sa composition, son but et ses élémens. — Mesures des Coalisés pour paralyser la défense de la France. — Note de Francfort. — But de cette note. — Déclaration de Francfort. — Négociations. — Neutralité, et puis défection de la Suisse.

J'ai déjà développé dans l'histoire de la campagne de 1813, comment la défection successive de l'Autriche et de la Bavière, après avoir causé nos désastres en Saxe et amené les sanglantes

journées de Leipzig, força notre armée à se retirer sur le Rhin. Le changement du système politique du roi de Wurtemberg, qui, après la convention de Ried, avait loyalement prévenu l'empereur Napoléon, que pour sauver ses états de l'invasion immédiate de l'armée austro-bavaroise, il se voyait obligé d'accéder à la coalition; l'accession forcée du grand-duc de Baden à cette même coalition, dont les armées allaient inonder ses états, et que le sort du prince primat avertissait des dangers qui l'attendaient (*); enfin l'organisation complète de l'Allemagne contre nous, dont les bases étaient déjà posées : tous ces puissans motifs auraient empêché une armée, plus forte que la nôtre, de chercher à défendre la rive droite du Rhin, en couvrant nos têtes de ponts. Elle repassa donc le fleuve, ainsi que nous l'avons dit.

La face de l'Europe avait changé; l'empire fédératif de Napoléon marchait à sa dissolution; la France elle-même allait se voir menacée dans son existence, non moins que dans son indépendance. Les élémens hétérogènes dont Napoléon avait espéré former un tout durable, et que sa main puissante avait tenus pendant plusieurs années dans un faisceau, se séparaient et tournaient successi-

(*) En arrivant à Hanau le 28 octobre, le général de Wrede avait, par une proclamation, pris possession, au nom des coalisés, du grand-duché de Francfort. Le grand-duc fut postérieurement relégué au château de Moesburg, sans doute au nom de l'indépendance des souverains d'Allemagne. (Voyez *Pièces justificatives*, I.)

vement contre lui. Les états qu'il avait agrandis et consolidés, pour en former l'enveloppe extérieure de l'empire national, allaient chercher dans les rangs du vainqueur la garantie de leur accroissement. Les événemens qu'il était impossible de ne pas prévoir à sa mort, dont ils étaient la conséquence inévitable, allaient se réaliser de son vivant; il voyait se vérifier par un exemple aussi menaçant qu'il sera mémorable, deux axiomes qu'il ne faudrait jamais qu'un souverain puissant perdît de vue et qui ont causé la chûte de bien des conquérans : Quand on dépouille à moitié un ennemi vaincu, la reconnaissance humiliante d'une restitution partielle, se fond dans la haine que cause la spoliation et l'augmente peut-être encore. Parmi le commun des hommes, et surtout entre les gouvernemens, la gratitude n'a d'autres limites que celles que lui donne l'intérêt personnel. Ces vérités paraîtront peut-être trop sévères; j'en appelle à l'histoire pour les temps passés ; j'en appelle à la génération présente pour l'époque à laquelle j'écris.

Lorsque les souverains coalisés furent arrivés à Francfort; lorsqu'ils virent toute l'Allemagne réunie sous leur domination autant que sous leurs drapeaux, leur premier soin fut d'organiser les élémens qui étaient venus se joindre, ou qu'ils avaient réunis à leurs moyens d'action. Nous allons donner au lecteur un aperçu des ressources de tous genres avec lesquelles les quatre nouveaux dictateurs européens avaient engagé la lutte, et du

développement qu'ils leur donnèrent pour remplir le but qu'ils s'étaient proposé. Mais pour saisir l'ensemble de cet exposé, il nous conviendra de remonter au milieu de l'an 1813.

Dès le 3 juin, pendant la négociation de l'armistice, un traité fut conclu entre l'Angleterre, la Russie et la Prusse. La première puissance fournissait aux deux autres un subside de soixante millions et un crédit de la même somme pour le restant de 1813; toutes les trois s'engageaient à continuer la guerre avec la plus grande énergie. L'Angleterre, avec son papier, la Russie, avec cent soixante mille hommes et la Prusse avec quatre-vingt mille. Un traité pareil fut conclu le 3 octobre entre l'Angleterre et l'Autriche, qui dût recevoir vingt-cinq millions et cent mille fusils (*). La Suède reçut un subside à part, qui s'éleva pour elle seule à cinquante millions (deux millions de livres sterling). Outre ces prestations en argent, l'Angleterre fournit, pour faciliter l'armement de l'Allemagne, quatre cent mille fusils (**). C'était donc avec un secours d'environ deux cent millions en argent et d'un nombre considérable d'armes, que la coalition avait soutenu la guerre depuis l'Elbe jusqu'au Rhin. L'Angleterre, nouvelle Carthage, guidait, par ses trésors, l'Europe qui était pour ainsi dire à sa solde; et son or,

(*) Voyez *Pièces justificatives* II.

(**) Discours de lord Castlereagh au parlement le 14 novembre 1812.

taché du sang de tous les peuples et de celui de dix souverains des Indes, lui servait à entretenir des discordes qu'elle n'a jamais cessé d'attiser. Le calcul que nous venons d'établir doit singulièrement diminuer l'idée gigantesque qu'on se fait encore, des efforts extraordinaire, et presque inimaginables qu'on attribue à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche. Il est temps cependant qu'un récit exact des *causes*, des *moyens* et des *événemens* de la lutte gigantesque que nous avons soutenue, vienne dissiper bien des prestiges, faire cesser un étonnement trop peu fondé, et en nous rappelant les leçons du malheur, afin de nous épargner les fautes qui nous y ont conduits, nous rendre le sentiment de notre force et de notre dignité.

Les armées coalisées étant arrivées sur les bords du Rhin, le but de la coalition n'était pas rempli. Jamais il n'avait été dans l'intention des puissances qui la composaient, de laisser l'empire français s'étendre jusqu'à ce fleuve. Ce n'était pas assez pour elle que d'avoir des frontières assurées et d'avoir, pour le passage du Rhin et des Alpes, des chances égales à celles de la France; il leur fallait posséder toutes les clefs qui pouvaient les conduire chez nous. Il serait inutile de vouloir nier cette vérité, que bien des malheurs futurs peuvent encore confirmer. On a bien pu, dans le temps, chercher à la déguiser par des protestations ou par des sophismes diplomatiques, qui en imposent toujours à ceux qui donnent une valeur réelle aux

promesses faites dans le moment du danger; mais les faits ont parlé : l'esprit de spoliation qui a présidé à la politique depuis le partage de la Pologne, est né de cet acte, qu'on ne peut trop souvent rappeler à la mémoire de tous les peuples de l'Europe civilisée. L'Europe est en ce moment soumise à la même impulsion, de l'est à l'ouest, qui agissait sur elle il y a quatorze siècles. Les mêmes peuples qui avaient alors inondé et subjugué la Germanie, conquis l'Italie et qui accablaient les Gaules, exercent encore une pression politique dans le même sens. Qui pourrait nier que la Russie ne tende à gagner les bords de l'Oder, que la Prusse forcée de reculer devant son redoutable voisin, ne veuille s'établir et même s'agrandir à la rive gauche du Rhin; que l'Autriche ne cherche à réunir toute l'Italie et même l'Allemagne méridionale sous sa domination (*)?

Les véritables projets des coalisés étaient connus dans toute l'Europe, excepté en France, où l'on semblait vouloir les ignorer, et où le gouvernement même, par un aveuglement fatal, se faisait illusion sur l'étendue du danger qu'il courait, ou peut-être croyait le conjurer, sans réveiller la

(*) Qu'on examine les liaisons politiques qu'a contractées l'Autriche et celles de consanguinité, qui ne laissent entre elle et le royaume de Sardaigne, que la maison presqu'éteinte de Carignan. Les querelles pour la succession de Baden, qui aurait dû passer dans la ligne féminine, et dont un mariage, mis alors en question, assurait la reversibilité à l'Autriche; le projet qui a transpiré de ne laisser au successeur de Pie VII, que la souveraineté spirituelle......

nation, en l'appelant à son secours. Une foule de pamphlets publiés alors, et qu'il aurait fallu faire connaître aux Français, au lieu de les repousser par une censure imprudente, annonçaient hautement et clairement la destruction et le partage de la France : c'était le langage d'Arioviste aux Gaulois. Nous aurons l'occasion de citer plus bas quelques-unes de ces pièces, qui peuvent être considérées comme officielles. Dans plusieurs écrits, l'impatience des sectaires de la *teutomanie*, reprochait aux souverains coalisés de n'avoir pas su profiter de la victoire de Leipzig et de celle de *Hanau*, et de retenir leurs armées sur les bords du Rhin, au lieu de leur faire passer ce fleuve, et de récompenser leurs travaux par l'invasion de la France et la destruction de son orgueilleuse capitale. Ce reproche était injuste et peu réfléchi. Malgré qu'il n'y ait encore en France aucune mesure ostensible de prise, pour une défense nationale, elle pouvait naître spontanément d'une invasion si directement contraire aux principes de modération et aux protestations purement défensives faites *jusqu'alors*. Or, la force des armées qui étaient sur les bords du Rhin ne s'élevait pas au-dessus de cent quatre-vingt mille hommes, et la réserve d'environ quatre-vingt mille hommes, sur laquelle elle pouvait compter (*), était encore sur

(*) Cette réserve consistait dans l'armée du prince de Suède et dans celle du général Béningsen.

les bords de l'Elbe. Il était donc à craindre qu'en marchant directement sur Paris, et en s'éloignant autant d'une base d'opération qui n'était pas même gardée, on ne se précipitât dans un danger imminent.

Les coalisés s'occupèrent donc d'abord à organiser les moyens *militaires*, *financiers* et *politiques* qu'ils voulaient employer, et à leur donner toute l'extension dont ils pouvaient être susceptibles. Dès avant la bataille de Leipzig, ils avaient jeté les bases du système politique qu'ils suivirent après, par un acte qui fut notifié, au moins confidentiellement, à tous les princes allemands. Nous croyons devoir le faire connaître à nos lecteurs français, ainsi que toutes les mesures qui en furent la conséquence, en le rapportant textuellement (Voy. *Pièces justificatives*, III). L'acte que nous citons ôtait aux princes de la confédération du Rhin toute indépendance politique, et ne leur laissait aucun choix entre la spoliation et leur adhésion à la coalition. Le résultat devait donc en être de mettre toutes les ressources de l'Allemagne à la disposition des coalisés.

Quand l'armée française eut repassé le Rhin, l'acte d'administration reçut son premier développement, par un plan financier qui assurait à la coalition un crédit extraordinaire équivalant à une année du revenu brut de tous les états de la confédération du Rhin, en sus du revenu ordinaire des états de cette confédération, qui se trou-

vait chargée des frais de l'armement (Voy. *Pièces justificatives*, IV). Le crédit que cette mesure financière donnait aux coalisés montait, à près de cent quatre-vingt-dix millions (*), non compris une contribution de plus de dix-sept millions (huit millions de florins), imposée à la Saxe et aux principautés d'Altenburg, de Reuss et de Schwarzburg. Qu'on y ajoute un subside de cent vingt-cinq millions, payé par l'Angleterre pour l'an 1814, et garanti par le traité de Chaumont ; et on verra que la coalition avait un crédit extraordinaire de trois cent trente-deux millions, pour la campagne qui allait s'ouvrir. (Voy. *Pièces justificatives*, V.)

Les moyens militaires que se préparaient les coalisés, n'étaient pas moins imposans ; ils présentaient le développement du système de guerre nationale, que la Prusse et l'Autriche avaient mis en exécution dans leurs états. Les princes de la confédération du Rhin organisèrent leurs peuples en troupes de ligne, ban et levée en masse, sans que la plupart aient eu le mérite de l'initiative. Tout devait ployer devant la dictature confédérée, qui fixa elle-même les contingens, et les porta au double de ce qu'ils avaient été d'après l'acte de la

(*) On accusait Napoléon d'avoir violé l'indépendance de la confédération du Rhin, en l'engageant dans une guerre qui n'était pas purement défensive. Mais les avait-il surchargés de prestations aussi exorbitantes que celle-ci, et d'une levée de troupes aussi forte que celle qui sera détaillée plus bas ?

confédération du Rhin. La plupart des états de cette confédération, et surtout celui qui s'en était le premier détaché, se plaignaient cependant du contingent primitif, et prétendaient qu'il avait été onéreux (Voy. *Pièces justificatives*, VI.) Quoi qu'il en soit, les forces de la coalition se trouvèrent, par cette mesure, augmentées de deux cent quatre-vingt-dix mille hommes, dont la moitié devait avoir rejoint la grande armée au 31 décembre, et le restant au 12 janvier suivant, au plus tard. (Voy. *Pièces justificatives*, VII.)

Mais ce fut plus particulièrement sur les moyens politiques que les coalisés portèrent leur attention. Achever de nationaliser la guerre en Allemagne, empêcher qu'elle ne devienne nationale en France, détourner le gouvernement français de recourir aux mesures les plus extrêmes de défense, par des apparences de négociations qui en éloignaient la nécessité et qui en paralysaient l'effet, tels étaient les moyens que pouvaient employer les coalisés, pour faciliter l'invasion qu'ils avaient décidée. Nous allons voir s'ils les ont négligés.

Le projet de nationaliser la guerre en Allemagne était déjà accompli; les écrits des apôtres du *Tugend-Bund* (*), les seuls qu'il fût permis de publier, n'avaient rien laissé à désirer à la coalition, qui les protégeait et les appuyait en raison de

(*) Association de la vertu.

leurs services. Les peuples étaient entraînés contre la France, et l'étaient d'autant plus irrésistiblement, qu'ils croyaient marcher à leur indépendance et à leur liberté par les constitutions qu'on leur promettait. Rien, en effet, n'était plus séduisant que les exhortations qu'on leur adressait, et l'avenir qu'on faisait briller à leurs yeux, et qui laissait un champ d'autant plus vaste aux espérances et aux illusions, que le fond du tableau était à dessein laissé dans l'ombre, et sans présenter aucun trait défini. Le mysticisme dont le Tugend-Bund s'était servi, par une prudence nécessaire, pour déguiser ses premiers pas et ses premiers manifestes, devint le langage presque universel de l'Allemagne. Ce langage ridiculement pompeux, et où les pensées se perdaient en fumée, remplaça les accens de la raison ; une idéologie fantastique née du mélange des notions les plus contraires, s'empara de toutes les têtes. Au milieu de cette effervescence des esprits, naquit cet être idéal, moitié sauvage, moitié civilisé, qu'on décora du nom de *Teutonia ;* fantôme lugubre, qui menace encore le repos intérieur et la véritable indépendance de l'Allemagne.

Tel devait cependant être le résultat des moyens que la coalition voulut employer contre nous, et de la manière dont elle les mit en action. Telle devait être la conséquence des prédications révolutionnaires de l'aristocratie féodale, de ses réticences, en exposant le but auquel elle voulait

arriver, de l'opposition de ses intérêts réels avec ceux qu'elle faisait mouvoir. Dès l'origine, le tugend-bund fut composé de deux élémens, non seulement hétérogènes, mais même opposés; ou pour mieux dire, l'élément aristocratique appela à lui l'élément libéral, et, en lui présentant un premier but pris dans l'intérêt commun, s'assura de sa coopération. Cette union factice ne pouvait amener que des résultats désastreux et une scission absolue; c'est ce qui est arrivé et ce que l'aristocratie n'avait pas su prévoir. L'intérêt du moment avait été bien servi, et cet avantage passager avait aveuglé l'aristocratie sur le danger futur. Elle se plaint de la révolution morale qui s'est opérée en Allemagne; elle en accuse les partisans de la démocratie. C'est plutôt elle-même qu'elle devrait accuser; car elle recueille le fruit des peines qu'elle a prises pour hâter le développement des idées libérales, qui peuvent seules la renverser. Un coup-d'œil rapide sur la marche de l'esprit public en Allemagne, et sur les menées que l'on employa pour le diriger, suffira pour développer et prouver ce que je viens d'avancer.

Il est incontestable que plusieurs années avant celle dont nous écrivons l'histoire militaire, la classe mitoyenne des citoyens de l'Allemagne, celle qu'on peut à juste titre appeler la nation, était suffisamment éclairée sur les droits et les devoirs de l'homme en société, et sur les devoirs de ceux qui gouvernent, pour en avoir des notions justes et

inébranlables. Dans ce pays comme dans toutes les nations civilisées, la tendance plus ou moins rapide, mais constante de l'opinion publique, la dirigeait vers la liberté civile et l'indépendance politique. Cette tendance que le gouvernement de la république française aurait pu activer et diriger, s'il était entré dans ses vues de se mêler du gouvernement intérieur de l'Allemagne, aurait peut-être été étouffée par Napoléon, premier consul et empereur, s'il était possible d'étouffer le plus puissant des vœux de l'homme. Au moins l'a-t-il comprimé et en a-t-il retardé le développement, en conservant et consolidant les intérêts aristocratiques. Cet état d'inertie aurait peut-être pu durer long temps, si Napoléon, protecteur de la confédération du Rhin, eût ménagé davantage l'indépendance des gouvernemens qui formaient cette ligue. Ce n'est pas que les peuples se soient d'eux-mêmes alarmés de sa suprématie; privés presque de leur liberté individuelle, la dépendance de leurs gouvernemens ne pouvait que les intéresser faiblement; mais ces gouvernemens même devaient réagir sur les peuples, et c'est ce qui arriva.

Un mécontentement sourd se joignit au malaise que faisait éprouver une état de guerre presque continuel. Toutes les mesures arbitraires, même les plus étrangères aux conséquences de l'alliance avec l'empire français, furent attribuées à ce dernier, parce qu'il était dominateur. Sous de tels auspices, se forma le Tugend-Bund, né des consé-

quences de la paix de Tilsit et du morcellement de la Prusse. C'est dans ce dernier état que l'association anti-française devait, par la nature des choses, être et plus nombreuse et plus active. C'est aussi de là que partirent ses premiers actes. Le grand but qu'elle se proposait, l'affranchissement et la restauration de la Prusse, ne pouvait jamais être rempli et moins encore consolidé sans l'appui de toute l'Allemagne ; ce fut donc dans le but de se procurer cet appui, que la ligue se répandit dans toutes les provinces de ce pays. L'indépendance de l'Allemagne et sa réunion dans un seul faisceau, dans une confédération nationale, furent les deux objets qu'on présenta aux Allemands. Il ne faut donc pas s'étonner qu'une idée aussi éminemment patriotique ait été universellement adoptée. Le gouvernement français fut alarmé de cette ligue et chercha à la dissoudre; la Prusse même fut obligée d'écarter quelques-uns de ses plus ardens prosélytes ; mais le mouvement était donné, et il continua dans l'ombre. Nous avons vu que la campagne de 1812 arrêta une explosion prochaine. Les victoires de Napoléon auraient pu détruire le Tugend-bund; ses revers lui prêtèrent de nouvelles forces.

C'est dans cet état de choses que se consomma la ligue entre la Prusse et la Russie, qui servit de base à la coalition. Les grandes pertes qu'avait éprouvées l'armée française par sa retraite de Russie, firent concevoir à ces deux puissance et à

l'Autriche, disposée à se joindre à elles, la possibilité de consommer la dissolution de l'empire français, par le soulèvement de l'Allemagne. Les élémens de ce soulèvement étaient préparés; le Tugend-bund était là; et les souverains songèrent à organiser à leur profit une association, dont les principes généraux étaient en harmonie avec la base de leurs projets, et qui elle-même avait besoin d'un appui ostensible: ils y trouvèrent d'autant moins d'obstacles, que depuis long-temps elle était accoutumée à leur protection secrète. Dès ce moment, commença à s'établir la divergence, entre le but réel des chefs et des meneurs aristocratiques du Tugend-bund, et le but ostensible de l'association. Les résultats de l'affranchissement de l'Allemagne se présentèrent sous deux points de vue opposés, aux deux élémens contraires, qui se réunissaient pour atteindre cet affranchissement. D'un côté le parti aristocratique, à la tête duquel devaient naturellement être les souverains absolus, voulait le rétablissement d'une ligue fédérative, sous la protection et l'influence des deux plus grands états; l'indépendance de cette fédération, mais non pas celle de chacun des membres; et le rétablissement ou l'affermissement de toutes les institutions féodales. Le parti libéral, au contraire, désirait l'établissement d'un régime purement constitutionnel, l'abolition de tous les priviléges incompatibles avec l'esprit du siècle, et un système représentatif populaire. Quant à l'unité

de l'Allemagne, les libéraux étaient divisés d'opinion ; les uns préféraient une fédération libre, modelée sur celle de la Suisse, qui assurât en même temps l'indépendance de chacun des membres et l'union du tout; les autres voulaient la fusion de tous les états dans un seul corps; c'est dans le sein de ces derniers que naquit l'idéale *Teutonia*. Jusque-là, le système général du Tugend-bund n'avait rien eu que de raisonnable et de juste, et il est probable que, sans les causes de discorde que nous venons d'exposer, sans les réticences et les menées de l'aristocratie, sans les vues secrètes des gouvernemens qui marchaient à la dictature, l'Allemagne aurait obtenu, et un régime constitutionnel, et un système fédératif plus que nominal. Mais ce but ne pouvait pas être atteint et les patriotes allemands devaient tomber dans le piége, que leur tendaient ceux qui n'entendaient se servir d'eux que *comme d'un moyen passif*. Cette prétention ne pouvait pas être avouée hautement dans le moment du danger, mais toutes les mesures furent prises pour la faire valoir en temps et lieu.

Si les patriotes allemands, las enfin des guerres continuelles qu'excite l'ambition des gouvernemens, avaient exigé pour condition de leur prise d'armes et de la levée en masse du peuple, des constitutions qui garantissent ses droits, il est probable qu'ils les auraient obtenues, à moins qu'on ne veuille admettre que les gouvernemens

n'eussent préféré traiter avec Napoléon, et rechercher son appui contre les prétentions libérales. Mais la loyauté patriotique céda à l'annonce du danger de la patrie, et se contenta de la promesse vague *d'accomplir le vœu des peuples, lorsque l'indépendance nationale serait conquise.* L'enthousiasme écarta toute réflexion, et, pour en détourner l'objet, le parti aristocratique chercha à diriger l'esprit public loin de celui du siècle. On entendit de toutes parts vanter le *bon vieux temps ;* on ne parla plus que des vertus des Allemands du moyen âge; les plus fervens en reprirent le costume. C'est que le bon vieux temps était celui de l'ignorance et de la féodalité, et que les bons Allemands du moyen âge étaient les esclaves dociles de leurs seigneurs. Mais encore ici comme partout, l'aristocratie féodale fut trompée par son égoïsme, et parce qu'elle méconnaîtra toujours, et le progrès des lumières, et la tendance des peuples vers une sage liberté. Les exhortations adressées à la jeunesse, et particulièrement à celle qui se trouvait réunie dans les universités, et qui, par cette réunion même et par l'esprit de corps qui en est la conséqnence, offrait un *recrutement plus facile et plus abondant*, ne pouvaient manquer leur but, qui était celui de l'appeler sous les armes. Une jeunesse ardente, instruite déjà, ou sur la voie d'acquérir des lumières, ne pouvait pas être sourde à la voie du patriotisme; elle devait accourir en foule

sous des drapeaux qu'on élevait au nom de la patrie et de l'indépendance.

Sous un régime constitutionnel, la loi, en l'appelant dans les rangs des défenseurs de la patrie, aurait tracé l'étendue et les limites de ses devoirs; la patrie aurait existé à ses yeux, non comme un être fictif, mais comme un être réel et constitué. Aucun écart d'imagination n'aurait été possible, mais il n'en était pas ainsi : le but de l'aristocratie n'était pas de présenter à l'enthousiasme patriotique un objet fixe, qu'il pût saisir et réaliser malgré elle : il lui suffisait d'échauffer les esprits par des griefs vrais ou prétendus, mais dont la gravité fût de nature à exciter l'indignation; de les agiter par des espérances vagues; de diriger et d'aiguiser la haine dans le but qu'on se proposait. Les universités allemandes saisirent rapidement l'idée de diriger toute leur haine contre la nation française, comme ennemie de l'indépendance nationale.

Mais si les jeunes gens qui peuplaient les universités allemandes, adoptèrent sans commentaire le sentiment d'une haine aveugle contre la France, que voulurent lui imprimer les meneurs du Tugend-Bund; il n'en fut pas de même de l'appel qu'on faisait au *bon vieux temps*, pour ramener le système politique du moyen âge. On avait promis des constitutions sans en présenter la base; ils y suppléèrent. L'imagination ardente de ces jeunes gens, idolâtres de la

liberté et élevés dans la république des lettres, ne pouvait se porter sur l'esclavage et la glèbe du dixième siècle; ils remontèrent jusque dans les forêts sauvages de la Teutonie; ils évoquèrent les adversaires de Marius, les soldats d'Arioviste et les compagnons d'Arminius. L'antique patrie des Teutons devint le type de leurs conceptions politiques; mais ils l'habillèrent et l'organisèrent à leur manière. Au lieu d'une agrégation de républiques indépendantes, ils n'en conçurent qu'une; ils dépouillèrent l'antique Teutonie des peaux de bêtes dont elle se couvrait, et ils lui donnèrent une casaque polonaise et un pantalon cosaque. C'est ainsi qu'ils voulurent réaliser le bon vieux temps; mais ce n'est pas ainsi que l'avait entendu l'aristocratie. Au milieu de ces écarts d'imagination, qui étaient les coupables? Faut-il s'étonner que le fanatisme se soit emparé de ceux qu'on a cherché à fanatiser, dans l'âge où l'homme est le plus susceptible de ce sentiment? Faut-il s'étonner que plus tard, lorsque les gouvernemens ont voulu paralyser et même briser les instrumens, dont ils s'étaient si avantageusement servis; lorsque la partie aristocratique du Tugend-Bund eut jeté le masque et eut séparé sa cause de celle de la nation; qu'alors, dis-je, l'effervescence ait continué et même augmenté, par le mépris ouvert qu'on faisait de promesses dont l'accomplissement avait été acquis au prix de tant de sang? Faut-il s'étonner que Kotzebue, un des plus ardens mo-

teurs de l'*association des jeunes-gens* (*), et qui depuis était devenu son plus ardent détracteur, ait été frappé par *un* fanatique, et soit tombé sous *un* des poignards qu'il avait aiguisés contre nous? Il y a de l'extravagance ou de la mauvaise foi à chercher des complices là où le crime n'a eu pour moteur que le fanatisme. Hommes qui gouvernez ou qui vous croyez appelés à diriger les peuples, gardez-vous d'allumer des passions violentes, en excitant des espérances que vous ne voulez pas accomplir, votre destruction en serait la conséquence presque inévitable; et dussiez-vous y échapper, le sang qui coulerait irait vous accuser au pied du trône de l'Éternel, et retomberait sur vos têtes!

A la fin de 1813, dans le moment de la plus grande effervescence des peuples, et lorsqu'il ne pouvait pas encore y avoir de scission entre les deux élémens des Tugend-Bund, puisque le terme de l'accomplissement des promesses faites n'était pas encore passé, la coalition caressa cet esprit teutonique qu'elle repousse en ce moment. C'est qu'alors il était utile au but qu'elle se proposait d'arracher à l'empire français les provinces de la rive gauche du Rhin, démembrées de l'antique empire gaulois, et qui lui avaient été rendues en 1801. Une foule d'écrits annoncèrent hautement ces prétentions, et les sophismes les plus ridicules

(*) Burschenschaft.

furent mis en avant pour les soutenir. Selon les écrivains du Tugend-Bund, les provinces de la rive gauche du Rhin formaient une partie de l'antique et puissant empire des Teutons ; les peuples qui les habitaient étaient des Teutons conquérans, qui jouissaient, depuis vingt siècles, du fruit de leur conquête. Leur réunion à l'empire français était une usurpation. Ils faisaient même à la Lorraine l'honneur de la teutoniser, honneur dont nos Leuçois ne sont pas très-jaloux. Ils oubliaient donc que ce ne fut qu'à la division de l'empire de Charlemagne, leur maître par le seul droit qui existait alors, celui de la conquête, que ces mêmes provinces furent séparées des Gaules, auxquelles elles n'avaient jamais cessé d'appartenir ; ils oubliaient qu'au temps de César, la Gaule était bornée à l'Orient par le Rhin, et que la Batavie même lui appartenait ; que la Gaule resta telle pendant toute la durée de l'empire romain, et qu'on n'entrait en Germanie qu'après avoir passé le Rhin; ils oubliaient enfin que si quelques peuplades germaniques passèrent ce fleuve pour s'établir le long de la rive gauche, ce fut par le consentement et sous la domination des Gaulois, dont ils étaient chargés de défendre les frontières. En établissant le droit de chaque peuple à réclamer ses antiques frontières, celles que la nature lui avait données, ce serait donc à nous, Gaulois, à réclamer des provinces qui n'ont jamais appartenu à la Germanie. Il suffit que les Germains

aient conservé l'héritage des Francs, qui sont venus se fondre parmi nous. Si donc la Gaule, dès le temps de César, s'étendait jusqu'au Rhin, à quelle époque les Teutons ont-ils possédé les provinces qu'ils prétendent leur appartenir par droit national ? est-ce au temps de Brennus et de *Bellovèse*, à la naissance de Rome, lorsque les nombreuses armées fournies par les trois cents cités de l'empire des Gaules, traversaient sans obstacle les forêts désertes et sauvages de la Germanie, pour humilier la Grèce et subjuguer l'Asie mineure ?

Cependant cette conception, née du désordre de l'imagination, fut accueillie par la coalition dont elle servait les projets. Des proclamations, qui parurent dès le commencement de 1814, et qu'on peut regarder comme officielles par le caractère de leurs auteurs, attestent ce que j'avance (*). Fallait-il recourir à d'aussi singuliers moyens, pour chercher à légitimer des prétentions qu'on voulait faire valoir par la force ? fallait-il annoncer pompeusement que chaque peuple doit rester dans ses limites naturelles, pour violer ensuite ce principe contre nous ? Certes que la

(*) Nous citerons deux de ces proclamations tissues des plus atroces calomnies, et dont l'opprobre doit retomber sur leurs auteurs. La première est du général Bulow aux peuples de la Gaule Belgique (VIII). La seconde est de ce même Justus Gruner, dont l'odieuse conduite à Paris a dû mériter le mépris des âmes honnêtes (IX). Nous en citerons plus tard une de 1815, au moins aussi atroce et du même individu.

Prusse, la Russie et l'Autriche ne voudraient, ni nous remettre dans les vraies limites des Gaules, ni rentrer dans les leurs.

Assurés de la coopération de toute l'Allemagne, tant par les mesures d'autorité qu'ils avaient prises, que par la direction donnée à l'esprit public; certains que le parti aristocratique ne manquerait pas de s'agiter dans les provinces de la rive gauche du Rhin, pour répondre à l'appel qui lui était fait, les coalisés pensèrent aux moyens de paralyser la défense de l'empire français. Dans l'état où la sanglante campagne de 1813 avait réduit les armées françaises, la France ne pouvait être défendue que par une levée en masse qui renforcerait les troupes de ligne par de nombreux bataillons de volontaires, composés, en grande partie, d'hommes familiarisés avec la guerre. Mais les coalisés n'ignoraient pas que si cette levée en masse avait lieu, ce serait en vain qu'ils essaieraient de se soutenir dans le sein de la France, s'ils réussissaient à y pénétrer. Il fallait donc détourner cette mesure, en présentant au gouvernement français des motifs de sécurité, qui éloignassent de lui la crainte d'une invasion immédiate. Ils savaient que l'Empereur Napoléon ne se déciderait qu'à la dernière extrémité à une guerre nationale, totalement contraire à son système de gouvernement. Pour nationaliser la guerre, il ne suffisait pas d'un décret, il fallait y porter l'opinion publique, et réveiller la nation assoupie à

l'ombre des lauriers de ses armées; il fallait rendre au corps législatif son indépendance, à la nation ses droits politiques. Le moyen le plus efficace que les coalisés pussent employer pour parvenir à leur but, était celui de se montrer prêts à traiter sur des bases qui parussent indiquer qu'ils ne voulaient pas passer le Rhin, si Napoléon voulait consentir à y fixer les limites de son empire. Ils s'assuraient ainsi un triple avantage. D'abord, ils prévenaient l'empereur Napoléon dans l'opinion publique, en offrant de respecter les seules frontières que la masse des Français désirât conserver. En second lieu, en paraissant laisser au gouvernement français le temps de se préparer, puisqu'il semblerait que l'invasion n'aurait lieu qu'en cas de refus de sa part, les coalisés gagnaient eux-mêmes le temps d'achever leurs préparatifs, sans perdre l'avantage de passer le Rhin à l'improviste, et avant de pouvoir rencontrer de la résistance. Enfin ils plaçaient l'empereur Napoléon dans l'alternative de paralyser ses moyens de défense, de mécontenter la nation, en rejetant des propositions qui étaient appuyées par l'opinion publique, ou de compromettre le système de son gouvernement en excitant un mouvement tout-à-fait national au nom de la liberté et de l'indépendance. Un parti mitoyen leur livrait la France sans défense. Une circonstance assez favorable se présenta aux coalisés, pour renouer, sans cependant s'engager trop avant, des négociations

dont la possibilité avait été mise en avant dès le mois d'août (*), et dont on avait voulu marquer de nouveau la trace au mois d'octobre. Les ténébreux mystères de la politique se cachent toujours sous le manteau de la bonne foi; les guerres, dans son langage, sont commandées par *le désir de la paix;* les invasions, par *le besoin de défendre ses foyers.* Cet hommage forcé rendu à l'équité, oblige à conserver les formes apparentes de la modération, et la prudence même impose à la politique la plus fallacieuse la nécessité de se conserver un moyen, soit de gagner du temps, soit de revenir sur ses pas, si on y était contraint par des revers. Le baron de Saint-Aignan, ministre de France près des ducs de Saxe, avait été détenu prisonnier à Weimar, contre le droit des gens, qui avait déjà reçu plus d'une atteinte dans la guerre de 1813. On ne sait trop pourquoi, après avoir réclamé auprès du général en chef de l'armée coalisée, il s'était vu obligé de suivre sa destination, comme prisonnier de guerre. Il n'était probablement pas encore temps de l'envoyer à Napoléon avec des ouvertures de paix; la bataille de Hanau n'était pas encore livrée. Enfin M. de Saint-Aignan fut appelé à Francfort. Après

(*) La réponse du gouvernement français au manifeste de l'Autriche contenait la proposition d'un Congrès. (Voyez Campagne de 1813, *Pièces justificatives* XXII.) Le 21 août, le gouvernement autrichien y répondit par une note assez vague (*Pièces justific.* X.)

une longue conversation avec les ministres des puissances coalisées (Voyez, *Pièces justificatives*, XI), il fut chargé de présenter au gouvernement français une note confidentielle (Voy. *Pièces justificatives,* XII.), par laquelle ces puissances paraissaient proposer la paix sur les bases générales suivantes : l'intégrité de l'empire français tel qu'il était après la paix de Lunéville, c'est-à-dire entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ; la cession à l'Autriche d'une partie de l'Italie, et l'indépendance totale du reste; l'indépendance de la Hollande (*) et de l'Allemagne; le rétablissement de la maison d'Espagne, et la liberté du commerce et de la navigation.

Les coalisés connaissaient trop bien l'opinion publique; trop de notes secrètes la leur auraient fait connaître s'ils avaient pu l'ignorer, pour ne pas être certains que Napoléon, qui allait avoir besoin de la nation entière, ne pourrait se refuser à négocier; mais les démarches qui allaient suivre la communication qu'on lui faisait faire, devaient donner la mesure des moyens de défense qu'il voulait ou qu'il pouvait opposer à l'invasion. S'il réunissait promptement le corps législatif; si,

(*) Le 1[er] décembre, en arrivant en Hollande, le prince d'Orange avait fait un appel au peuple en sa qualité de stadhouder. D'après les arrangemens successifs des coalisés, préjugeant eux-mêmes sur la négociation qu'ils avaient ouverte relativement à ce pays, le prince d'Orange prit, le 20 décembre, le titre de prince souverain des Pays-Bas. (*Pièces justific.* XIII *et* XIV).

communiquant à la nation entière, par l'organe de ses représentans, les conditions qu'on lui offrait, il déclarait solennellement les accepter; si enfin il appelait la nation à son secours, pour une guerre dont l'unique but serait de défendre l'intégrité d'un empire dont il n'était que le dépositaire; alors il était plus que probable que la France, qui ne fut jamais sourde à un appel franc et loyal de ses souverains, se serait levée en masse, et aurait opposé sa population à l'ennemi. Quelque nombreuses que fussent les armées coalisées, elles étaient trop faibles contre la France réunie, et on ne pouvait pas se dissimuler qu'un plus grand effort était impossible. Cette hypothèse présentait donc des chances assez redoutables, pour que les coalisés dussent chercher à connaître si elle pouvait se réaliser, avant de se décider eux-mèmes à passer le Rhin; mais si Napoléon se contentait d'organiser une défense purement militaire (*); s'il retardait la convocation du corps législatif, sans l'appui libre duquel il ne pouvait espérer de rendre la guerre vraiment nationale; ou enfin, si au lieu de réunir les citoyens autour de la patrie il ne voulait réunir que des soldats autour de ses drapeaux; rien ne pouvait plus s'opposer à l'invasion décidée. Pour organiser des moyens purement militaires, il fallait un assez long temps; la

(*) Nous entendons par défense purement militaire, celle qui ne repose que sur une armée permanente.

France n'était couverte et défendue pendant cet intervalle que par des armées affaiblies; une levée en masse fondée sur un simple décret se trouverait en partie paralysée par l'opposition qui s'était établie contre le gouvernement et qui allait toujours en croissant

Cependant le gouvernement français se hâta de répondre aux ouvertures confidentielles des coalisés, en acceptant l'offre d'un congrès, sur les bases de l'indépendançe de toutes les nations; il demanda la fixation du jour de l'ouverture, (*Pièces justificatives*, XV). Cette note datée du 16 novembre fut répondue le 25 par une contre-note, (*Pièces justificatives*, XVI), où les coalisés se plaignaient que la réponse, que venait de donner le gouvernement français, ne faisait pas mention des bases de négociation, qui avaient été communiquées à M. de St.-Aignan. C'était une querelle de mots; car si ces bases n'avaient pas été textuellement rapportées, elles étaient comprises formellement dans la déclaration de traiter sur le principe de l'indépendance des nations. Mais les choses avaient déjà changé de face. Le sénatus-consulte du 12 novembre, avait appris aux coalisés que Napoléon reculant toujours devant l'idée d'un mouvement national, cherchait à organiser une défense militaire. Il ne se croyait donc pas soudainement menacé d'une invasion; car la réunion, l'organisation et l'armement des conscrits qu'il levait, demandaient près de trois

mois, avant qu'il pût s'en servir. Le corps législatif n'était convoqué que pour les premiers jours de décembre; ainsi, en admettant même que les premières démarches de l'empereur Napoléon, auprès des représentans de la nation, fussent de nature à raffermir la confiance publique ébranlée, et à réveiller l'enthousiasme patriotique dans tous les cœurs, on ne pouvait pas avoir à craindre l'effet de la levée en masse avant la fin de janvier. Mais à cette époque, la moitié de la France pouvait déjà être envahie, tant par les armées qui passeraient le Rhin, que par celle qui avait franchi les Pyrénées; la moitié de la levée en masse se serait alors trouvée comprimée. Il était donc nécessaire de prolonger encore la discussion préliminaire à l'ouverture du congrès, pour gagner le moment où les coalisés pourraient enfin dévoiler leurs véritables intentions.

Peu après cette contre-note, parut une déclaration solennelle des puissances coalisées. (*Pièces justificatives*, XVII.) Cette pièce très-adroitement rédigée, est un jeu de mots presque continuels. Le but évident en était d'achever d'ébranler l'opinion publique, et d'empêcher l'explosion d'un mouvement national spontané, qu'aurait pu causer le passage du Rhin, qui allait avoir lieu. Il était facile de prévoir que les ouvertures confidentielles faites à M. de St.-Aignan, seraient communiquées au corps législatif et rendues publiques. La déclaration du 1 décembre devait

paraître le complément de ces ouvertures, et une espèce de garantie solennelle des principes qui avaient été mis en avant; mais la manière dont ces principes avaient été énoncés, était susceptible de deux interprétations bien différentes, dont l'une devait être donnée par la *loyauté française*, et l'autre était celle que les coalisés lui avaient réservée dans leur pensée, et qu'ils énoncèrent plus tard. Une intention franche et sincère aurait conservé dans cette pièce les expressions officiellement dictées à M. de St. Aignan, et qui établissaient les limites de l'empire français *au Rhin, aux Alpes et aux Pyrénées*. Au lieu de ces mots, on y trouve les suivans : *les souverains coalisés souhaitent que la France soit grande, forte et heureuse..... Les puissances coalisées confirment à l'empire français une augmentation de territoire, telle que la France ne l'a jamais eue sous ses rois*. Ces promesses qui ont donné lieu à tant d'illusions, ont cependant été accomplies avec toute l'exactitude grammaticale : car *la France est forte et grande* avec vingt-huit millions d'habitans qu'on lui a laissés, et en lui conservant *un petit coin de la Savoie*, on l'a rendue, UN PEU *plus grande qu'elle n'a jamais été sous ses rois*. Au reste, on serait injuste, si l'on voulait se plaindre, et si l'on prétendait que la dérision a été ajoutée à la mauvaise foi; rien n'a été fait que dans les principes que la politique européenne a suivis depuis le partage de la Pologne.

Depuis cette époque, le plus habile à employer les *équivoques* et à faire usage des *réticences*, a toujours été regardé comme le plus grand diplomate.

Cependant le gouvernement français avait fait remettre aux coalisés, par le duc de Vicence, une seconde note qui contenait l'adhésion qu'ils avaient demandée (*Pièces justificatives*, XVIII). Cette note du 2 décembre fut répondue le 10 d'une manière vague par le prince de Metternich, qui prétendit devoir encore consulter les autres alliés (*Pièces justificatives*, XIX). Pendant ce temps, les armées se mettaient en mouvement pour passer le Rhin, et gagnaient du temps pour effectuer ce passage. Nous verrons plus bas, en parlant du congrès de Châtillon, jusqu'à quelle époque les coalisés prolongèrent l'ouverture des négociations avec la France; d'autres négociations avaient été en même temps entamées avec la Suisse. Les coalisés devaient être assurés de la part que prendrait à une guerre conduite dans les intérêts des castes privilégiées, l'aristocratie de la Suisse, mécontente de l'acte de médiation; mais il fallait détourner l'attention de l'empereur Napoléon de ce pays, et l'empêcher d'y envoyer des troupes qui, en comprimant le parti aristocratique, auraient pu leur enlever une base d'opération. Rien ne les servit mieux pour atteindre ce but, que l'acte de neutralité publié le 18 novembre à Zurich, par une diète extraordinaire (*Pièces justificatives*, XX). Cet acte fut notifié par une députation aux coalisés et

au gouvernement français. Napoléon reconnut sans balancer une neutralité qui le dispensait d'employer un corps d'armée de ce côté, et assurait la droite de sa ligne d'opération, si elle était maintenue franchement. Les coalisés ne se prononcèrent pas de suite et négocièrent avec les députés (MM. de Reding et de Escher). Il leur con venait d'attendre d'abord que le gouvernement français se fut prononcé, et surtout que leurs armées fussent assez rapprochées de la Suisse, pour pouvoir y pénétrer avant que Napoléon pût envoyer des troupes vers Bâle. Assurés plus tard qu'aucune troupe française n'étaient sur les frontières de la Suisse, et que l'armée fédérale, réunie pour la forme, n'opposerait aucune résistance, ils y firent entrer leurs armées, se contentant de faire remettre pour leurs ministres une note au landammann. (*Pièces justificatives*, XXI.) Dans cette note et dans la déclaration qu'ils publièrent (*), les coalisés s'efforcèrent de considérer la

(*) Nous allons rapporter quelques-uns des passages les plus importans de cette déclaration.

« La marche irrésistible d'une guerre, sur le but et le caractère » de laquelle l'opinion des contemporains justes et éclairés ne saurait » être partagée........ a conduit les armées des souverains alliés, sur » les frontières de la Suisse et les oblige, afin de suivre leurs opéra- » rations, à traverser une partie de son territoire. Il suffit peut-être, » pour justifier cette démarche aux yeux du monde, qu'elle soit une » conséquence nécessaire d'une entreprise dont la justice est recon- » nue. Néanmoins les souverains alliés n'auraient pas regardé cette » considération comme suffisante, quelle que soit son importance,

neutralité de la ligue helvétique, comme faite sous l'influence de la France. Elle était donc nulle sous

» si la position de la Suisse était telle qu'elle pût opposer au progrès » de leurs armes, une neutralité vraie et légitime. Mais la Suisse est » si peu dans ce cas, que ce qu'elle appelle aujourd'hui sa neutra- » lité, doit, d'après tous les principes du droit des gens être regardé » comme nul et intolérable.

» La vraie neutralité ne peut exister sans la possession d'une » véritable indépendance; la prétendue neutralité d'un état, qui » est non pas seulement dirigé accidentellement, mais régu- » lièrement gouverné par une volonté étrangère, est pour » cet état même, un mot vide de sens, et pour ses voisins un » glaive à deux tranchans; pour celui-là seul dont il porte les fers, » cette neutralité est un avantage certain sur ses adversaires, et un » moyen assuré de réussir dans ses desseins. Si donc dans une guerre » spécialement et uniquement dirigée dans le but de poser des bornes » à une prépondérance pernicieuse, cette fausse neutralité sert de » boulevart à la prépondérance, et d'obstacle aux défenseurs d'un » meilleur ordre de choses; elle ne peut pas plus subsister, que le » principe même du mal auquel elle sert de protection et de défense. » Que tels soient les rapports où se trouverait la Suisse envers la » France d'un côté, et de l'autre envers les souverains armés pour » la liberté de l'Europe, si la neutralité proclamée par le gouverne- » ment fédéral devait être maintenue, c'est une vérité incontes- » table.

» La forme du gouvernement de la Suisse a été exclusivement » calculée dans le but de donner une forme solide et durable ou un » vernis de légitimité à la souveraineté de la France, qui jusqu'à » l'an 1803, avait été exercée avec un arbitraire aussi irrégulier que » coupable. Il est donc permis d'établir en fait, ce que toute l'Eu- » rope a vu, que sous la constitution qui lui avait été imposée, la » Suisse, quoiqu'elle portât le nom d'un état séparé, n'était dans » tous ses rapports essentiels, qu'un état subordonné et dépendant, » et une province de France qui conservait quelques faibles restes » de ses formes et de ses droits patrimoniaux.

» Dans de pareilles circonstances, toute mesure politique prise » par le gouvernement fédéral helvétique, doit, quelle que soit son

ce rapport. Elle l'était également *parce qu'elle était avantageuse à la France* et *parce que cette puissance ne la respecterait pas quand elle n'en aurait plus besoin.* Il faut avouer que cela s'appelle puissamment raisonner; mais tel est l'empire de la justice, qu'on ne peut se dispenser de chercher à en donner la couleur, même aux actes qui n'ont de justification que dans la combinaison de la force et de l'intérêt. De là, tant de faux raisonnemens et de mots vide de sens. Les coalisés offraient de

» origine immédiate, porter nécessairement l'empreinte de la domi-
» nation étrangère dont elle a reçu l'impulsion et la direction primi-
» tive. Une déclaration de neutralité émanée de cette source, perd
» toute prétention légitime au titre dont elle se pare. A l'égard de la
» puissance prépondérante, et dans un moment où celle-ci est me-
» nacée, elle devient une faveur d'une bien plus grande importance
» qu'une participation formelle à ses opérations ; *car il en résulte né-*
» *cessairement, sans qu'il faille le démontrer plus au long, que la neu-*
» *tralité n'est tolérée, qu'autant qu'elle est utile à cette puissance, et que*
» *dans le cas contraire, elle serait annulée aussi vite et aussi aisément*
» *qu'elle a été décidée......*

» Les souverains alliés regardent l'entrée de leurs troupes en Suisse,
» non-seulement comme une mesure inséparable du plan général de
» leurs opérations, mais en même temps comme un préliminaire à
» des démarches qui doivent fixer, même pour l'avenir, le sort de
» cet intéressant pays. Ils déclarent encore que, dès que l'époque
» des négociations de la paix générale sera arrivée, ils dirigeront
» toute leur attention et leurs soins aux intérêts de la nation helvé-
» tique, et qu'ils ne regarderont comme satisfaisante aucune paix
» par laquelle le système politique futur de la Suisse ne serait pas
» réglé d'après les principes qui viennent d'être énoncés, assuré de
» toutes part et particulièrement reconnu et garanti par toutes les
» puissances de l'Europe. »

reconnaître la neutralité de la Suisse, du jour où elle serait libre et indépendante. Sa neutralité et son indépendance devaient sans doute dater de celui où elle ferait la guerre de concert avec eux, et que leurs armées occuperaient son territoire; car ils faisaient ces deux demandes à la diète. Quoi qu'il en soit, le parti aristocratique, obtint ce qu'il voulait; l'acte de médiation fut détruit, l'ancienne constitution rétablie, et le 7 février, l'arsenal de Berne fournit de l'artillerie pour le siége de Besançon. Outre le but direct qu'avaient eu les coalisés en négociant avec la Suisse, et qui était d'assurer toute la ligne de leurs opérations sur le Rhin, une autre circonstance, qui tenait à l'exécution du système général d'invasion, leur imposait la nécessité d'occuper l'Helvétie. Afin de pouvoir embrasser la plus grande étendue possible des frontières de la France, et menacer cet empire par tous les points par lesquels il est attaquable du côté du continent, il ne leur suffisait pas de garnir de leurs forces les bords du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, tandis que Wellington, avec une armée anglo-espagnole, s'apprêtait à franchir les Pyrénées occidentales. Ils avaient jeté les yeux sur l'Italie, dans le dessein de pénétrer également en France par les Alpes, et d'unir, s'il était possible, l'armée de Wellington à leur ligne d'opération. Dans les derniers jours de novembre, le prince de Taxis, aide-de-camp du roi de Ba-

vière, fut expédié au vice-roi d'Italie, pour lui offrir cette brillante couronne; le royaume d'Italie devait reprendre du côté de l'Autriche la ligne de l'Adige pour limites, et, suivant l'exemple du roi de Naples, se déclarer contre la France. A cette condition, on promettait au vice-roi de le faire reconnaître par le *sénat* et par le peuple italien. Le vice-roi, simple gardien d'une couronne dont son souverain et son père adoptif lui avait confié le dépôt, ne consulta que son devoir. Il repoussa une proposition qui ne pouvait pas même porter le caractère de la bonne foi (*). Nous avons déjà touché cette circonstance dans l'Histoire des campagnes d'Italie (page 194); le développement en appartenait à celle que nous écrivons.

Privés de cet appui, il était urgent que les coalisés cherchassent à couper la communication de l'armée d'Italie avec la France. Ils ne pouvaient se dissimuler qu'ils n'avaient pas obtenu en Italie les mêmes succès qu'en Allemagne; il fallait donc se prémunir contre une diversion rapide qu'aurait pu faire une armée, qu'aucun revers n'avait

(*) Le roi de Bavière devait au succès de la cause qu'il avait embrassée; il devait à sa sollicitude pour sa fille et ses petits-fils, de faire la démarche dont il chargea le prince de Taxis. Mais quiconque connaît la loyauté de ce souverain, ne doutera pas qu'il n'ait été plus touché de recevoir dans le sein de sa famille, son gendre, simple citoyen, qu'il n'aurait été flatté de le voir assis sur un trône, au prix où il était offert, si toutefois on peut croire que vraiment on l'y aurait placé.

ébranlée et qui menaçait la base de leurs opérations : l'un et l'autre but ne pouvait être atteints qu'en occupant la Suisse. Ils ne balancèrent donc plus à le faire; décidés à employer la force où les négociations seraient insuffisantes.

CHAPITRE SECOND.

Mésures de défense prises par Napoléon. — Session du corps législatif. — Sa prorogation. — Réflexions sur cet événement. — Ressources qui restaient à la France. — Coup-d'œil rapide sur l'ensemble de la guerre de 1814.

Nous venons de présenter à nos lecteurs le tableau des moyens qu'avait préparés contre la France, la coalition formidable, qui s'était organisée pendant le cours de l'année 1813. Leur développement que le gouvernement français devait connaître, ou au moins préjuger dès le mois de novembre, prouve bien évidemment que la France ne pouvait leur opposer rien moins qu'un grand mouvement national. Nous allons voir jusqu'à quel point l'empereur Napoléon sut apprécier le danger qui menaçait la France et lui; quels moyens il chercha à opposer à l'ennemi, et par quelle fatalité il s'écarta, ou il fut écarté des mesures qui auraient pu seules sauver la patrie : mais sans doute aux dépens de l'excès de son autorité monarchique.

Dans les premiers jours de novembre, Napoléon avait repassé le Rhin, avec l'armée française,

réduite à environ soixante mille hommes. Ces troupes furent réparties le long de la rive gauche du fleuve, pour le défendre contre des invasions partielles. L'urgence du danger et l'énorme disproportion entre les moyens de défense, tels qu'ils existaient alors, et ceux employés pour l'agression, nécessitaient des mesures promptes. Napoléon se rendit sans délai à Paris, et s'occupa de former de nouvelles armées. Un sénatus-consulte du 12 novembre (*), ordonna la levée de trois cent mille hommes pris sur les classes des années 11, 12, 13, 14, 1806 et jusqu'à 1814. La moitié de ce nombre devait être levée sans délai, pour être mise en activité sur-le-champ; l'autre moitié devait être tenue en réserve. Cette conscription qui

(*) Le discours qui développa les motifs de ce sénatus-consulte, contient quelques passages qui nous ont paru mériter d'être conservés dans l'histoire. Nous en abandonnons l'examen aux réflexions du lecteur. Au reste ce sont les passages auxquels il est fait allusion dans la déclaration des coalisés du 1er décembre (*Pièces justificatives*, XVII.)

« Quelle serait en effet, Messieurs, notre situation si les enne-» mis, qui sont déjà sur quelques points de nos frontières, et qui » les menacent d'un autre côté, pénétraient sur notre territoire? » Quelle paix nous resterait-il a espérer, que la paix de l'esclavage » ou celle des tombeaux? Par quelles insolentes et avilissantes condi-» tions, les puissances que leurs intérêts divisent, et qui ne sont » unies que par leurs ressentimens, se vengeraient-elles de l'éclat de » nos succès, de l'humiliation de leurs défaites, de la nécessité qui » leur a fait souscrire les traités qu'elles ont violés et même de la gé-» nérosité qui les a consentis?.......

» Que feraient-ils s'ils avaient franchi le Rhin ou l'Escaut, les Al-» pes ou les Pyrénées? Je ne demande pas quelle justice, je de-

portait sur tous les mâles de l'âge de vingt à trente-cinq ans, c'est-à-dire sur deux millions trois cent cinquante mille âmes, dans les départemens en deçà du Rhin, s'élevait donc à environ un huitième du total ou un peu plus d'un cinquième trois quarts des non mariés. Un décret impérial du 17 du même mois ordonna la formation de quatre cent cinquante-sept cohortes de gardes nationales et cinquante-quatre compagnies d'artillerie, savoir : cent vingt-sept cohortes de grenadiers de cinq cents hommes; deux cent soixante, de trois cents hommes; et soixante-dix cohortes de fusiliers ou mixtes de cinq cents hommes; ce qui faisait un

« mande quels ménagemens la France pourrait en attendre; quel » repos l'Europe en pourrait espérer?

» La réponse, Messieurs, est dans les documens de l'histoire.

» A la fin du règne de Louis XV, l'Europe croyait avoir une balance; les couronnes une garantie; la civilisation un boulevart; le » trône de Pologne existait.

» Une coalition impie se forma. Un triumvirat de rois osa se confier son ambition, se désigner la victime, marquer chaque part » dans la proie commune, et la Pologne, d'abord démembrée, disparut entièrement quelques lustres après, du nombre des couronnes européennes.

» Quels amers regrets n'a pas éprouvés, quels honteux reproches » n'a pas essuyés la France, dont la faiblesse souffrit cet attentat politique; qui a amené depuis des résultats si grands, si remarquables.

» Eh bien! Messieurs, ma question est répondue par ces reproches, » par ces regrets.

» La Pologne avilie, partagée, opprimée, détruite, est une leçon » terrible et vivante pour la France, menacée par les mêmes puissances qui se sont disputé les lambeaux de la monarchie polonaise. »

total de cent soixante-seize mille cinq cents hommes, non compris six mille sept cent cinquante canoniers. Ces cohortes et ces compagnies de garde nationale furent destinées à la garde des places fortes et à la police des villes ouvertes les plus considérables. La troisième mesure que prit Napoléon, de retirer des troupes de ses deux armées d'Espagne et de Catalogne, n'eut lieu que plus tard, et lorsque se voyant prévenu par l'invasion, qui avait paralysé la conscription dans un grand nombre de départemens, il se trouva privé d'une partie de ses resources.

Cependant, l'ouverture de la session du corps législatif, qui avait d'abord été indiquée pour le 2 décembre, fut ensuite retardée et n'eut lieu que le 19 du même mois. L'empereur Napoléon lui annonça qu'il venait d'adhérer aux bases préliminaires de la paix, telles que les avaient posées les puissances coalisées, et que les pièces originales relatives à cette négociation allaient être communiquées, par son ordre, aux représentans de la nation. Le corps législatif nomma une commission pour les examiner. Mais ce n'était plus ce corps législatif, qui si long-temps s'était tenu dans le silence : pénétrés du sentiment des maux de la patrie; inquiets sur le résultat des mesures, purement militaires, que le chef de l'état venait de prendre; connaissant parfaitement et la tendance générale de l'esprit public, et les vœux des Français; les législateurs voulurent être les véri-

tables représentans de la nation. Une mesure imprudente, qui en témoignant une méfiance injurieuse, violait ouvertement la constitution; en un mot, la nomination par sénatus-consulte, d'un président du corps législatif, avait également mécontenté ce corps. Tous ces motifs avaient formé une opposition d'autant plus forte, qu'elle était fondée sur le bien de la patrie et sur la justice; mais qui, en se brisant contre une volonté inébranlable, devait entraîner la ruine de l'état. Napoléon avait-il perdu le souvenir de l'époque glorieuse, où appelé pour la première fois à la tête de l'état, par la confiance de la nation, il avait justifié cette confiance en sauvant la patrie des dangers du dehors et des divisions intestines, et en consolidant la liberté? Avait-il oublié ce que put alors la reconnaissance des Français?

Dans la séance secrète du 28 décembre, le comité fit son rapport au corps législatif (*). Ce rap-

(*) Nous ne pouvons nous dispenser de citer quelques passages du rapport fait par M. Laîné, au nom de la commission. L'histoire les réclame; parce qu'ils expriment avec autant de vérité que de dignité, le vœu de l'opinion publique. Nous verrons plus bas que ce rapport indiquait les seuls moyens par lesquels Napoléon pouvait, quoiqu'il fut déjà un peu tard, sauver et la patrie et son trône.

« Si les déclarations des puissances étrangères étaient fallacieuses, » si les monarques alliés voulaient nous asservir, s'ils méditaient le » déchirement du territoire sacré de la France, il faudrait pour em- » pêcher la patrie d'être la proie de l'étranger, rendre la guerre » nationale. Mais pour espérer plus sûrement ce beau mouvement, » qui sauve les empires, n'est-il pas désirable *d'unir plus étroitement* » *et la nation et son monarque*

port disait sans détour à l'empereur Napoléon que le moment était arrivé, où par la force même

» C'est un besoin d'imposer silence aux ennemis sur leurs accusa-
» tions d'agrandissement, de conquêtes, de prépondérance alar-
» mante. Puisque les puissances alliées ont cru devoir rassurer les
» nations par des protestations publiquement proclamées ; n'est-il
» pas digne de S. M. de les éclairer, par des déclarations solennelles,
» sur les desseins de la France et de l'empereur ?

» Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conservé le nom de grand,
» voulut rendre de l'énergie à ses peuples, il leur révéla tout ce
» qu'il avait fait pour la paix, et ses hautes confidences ne furent
» pas sans effet.

» N'y aurait-il pas une véritable grandeur à désabuser les puis-
» sances coalisées par une déclaration formelle, afin de les empêcher
» d'accuser la France et l'empereur de vouloir conserver un terri-
» toire trop étendu, dont elles semblent craindre la prépondé-
» rance ?

» Il ne nous appartient pas, sans doute, d'inspirer les paroles qui
» retentiraient dans l'univers ; mais pour que cette déclaration eût
» une influence utile, pour qu'elle fît sur la France l'impression es-
» pérée, ne serait-il pas à désirer qu'elle proclamât à l'Europe et à
» la France, la promesse de ne continuer la guerre que pour
» l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son territoire ?

» Que si l'empire restait seul fidèle aux principes libéraux, que
» les chefs des nations de l'Europe auraient pourtant tous procla-
» més, la France alors forcée, par l'obstination de ses ennemis, à
» une guerre de nation et d'indépendance, à une guerre reconnue
» juste et nécessaire, la France unanime dans son vœu pour obtenir
» la paix, montrerait encore au monde qu'une grande nation peut
» tout ce qu'elle veut, lorsqu'elle ne veut que ce qu'exigent son hon-
» neur et ses justes droits.

» Mais ce n'est pas assez pour ranimer le peuple et le mettre en
» état de défense : c'est, d'après les lois, au gouvernement à propo-
» ser les moyens qu'il croira les plus prompts, les plus sûrs, pour
» repousser l'ennemi et asseoir la paix sur des bases durables. *Ces*
» *moyens seront efficaces, si les Français sont persuadés que le gou-*
» *vernement n'aspire plus qu'à la gloire de la paix* ; *si les Français*

des choses, le cri de la patrie en danger, toujours si puissant sur le cœur des Français, ne pouvait plus les émouvoir, tant qu'il ne serait pas proféré par la patrie elle-même. La commission ne cachait pas à l'empereur le tort qu'il avait eu, en se laissant prévenir par la déclaration des coalisés, qui devait si puissamment agir sur l'opinion publique, puisqu'elle offrait à la nation une paix honorable. La France était lasse de la guerre; les Français répugnaient à des conquêtes hors des limites naturelles de l'empire. Il fallait donc les ranimer et les rassurer par une contre-déclaration qui, en adoptant solennellement les principes des coalisés, en reconnaissant les limites qu'eux-mêmes paraissaient poser à leurs prétentions, établît ces mêmes bases comme la condition absolue de la paix, et annonçât que la France, contente du territoire dont les puissances de l'Europe reconnaissaient pour la seconde fois la légitime possession, n'en

» *sont convaincus que leur sang ne sera versé que pour défendre une* » *patrie et des lois protectrices. Mais ces mots consolateurs de paix et* » *de patrie retentiraient en vain*, SI L'ON NE GARANTIT LES INSTITU- » TIONS QUI PROMETTENT LES BIENFAITS DE L'UN ET DE L'AUTRE. » Il paraît donc indispensable à votre commission, qu'en même » temps que le gouvernement proposera les mesures les plus » promptes pour la sûreté de l'état, S. M. *soit suppliée de* » *maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent* » *aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, et à la nation le* » *libre exercice de ses droits politiques.*

» Cette garantie est le plus efficace moyen de rendre aux Français « l'énergie nécessaire à leur propre défense.........

dépasserait pas les limites, mais aussi ne les laisserait pas violer.

L'empereur Napoléon s'irrita de voir poser des bornes à son autorité, en lui opposant les sacrifices qu'exigeait l'opinion publique; il ne put pas supporter l'idée de voir les représentans de la nation, préjugeant pour ainsi dire ses intentions, lui tracer les limites que les plus grands succès même ne lui permettraient pas de dépasser. Il se frappa de l'idée d'une conjuration contre son trône et contre le gouvernement impérial; et un rapport, que l'histoire, à laquelle il n'est pas permis d'opposer une intention présumée à la voix de la vérité, classera parmi les monumens patriotiques, un rapport qui présentait lumineusement les seuls moyens de sauver la France, fut repoussé comme séditieux. Le 30 décembre, le corps législatif fut prorogé sous un prétexte qui ne put éblouir personne (*). Le 1er janvier, Napoléon témoigna aux députés son mécontentement dans des termes qui, en séparant pour toujours les représentans de la nation, du souverain, devaient achever d'aliéner l'opinion publique. Rien ne se présentait plus pour couvrir l'abîme qui s'ouvrait, et dès-lors la chûte du trône impérial fut inévitable. Mais la France devait elle-même être ébranlée jusque dans ses fondemens.

Il est affligeant pour l'humanité de voir le

(*) Le renouvellement d'une série.

même homme qui a mérité le titre de *grand*, qui, en montant sur le trône, avait acquis l'attachement et la reconnaissance des Français, creuser pour ainsi dire lui-même le précipice dans lequel il a été enseveli, et dans lequel il a pensé entraîner la patrie. Napoléon, dont le génie profond, dont les hautes conceptions avaient si souvent étonné l'Europe, n'a-t-il pas mesuré le danger qui le menaçait? sa grande âme a-t-elle été au-dessous de l'idée de se confier, de s'abandonner lui-même à la loyauté et à la générosité des Français? Celui qui avait consolidé la liberté en ramenant la paix intérieure, n'a-t-il pas conçu que la liberté seule pouvait le soutenir; que les bras des Français devaient être dégagés de toutes entraves, et leur volonté libre de toutes chaînes, pour être capables des efforts qu'il leur fallait faire? En un mot, qu'il fallait que la patrie existât dans la plénitude de ses droits, parce qu'elle seule peut exiger des sacrifices auxquels un homme ne doit pas prétendre? Un peuple ne sera jamais capable d'un grand effort national, tant que son gouvernement conservera des formes despotiques.

La première faute qu'avait commise l'empereur Napoléon, avait été celle de ne pas convoquer le corps législatif, dès les premiers jours de novembre. Quels que fussent les moyens de défense qu'il voulait en tirer, il gagnait deux mois de temps pour les organiser. La seconde fut celle de

ne pas rassurer et fixer l'opinion publique, en traçant lui-même les bornes qu'il ne voulait pas dépasser. La note confidentielle que lui avait apportée M. de Saint-Aignan, lui offrait les moyens de le faire honorablement, et de rendre à la nation toute son énergie, en comblant tous ses vœux. Il avait répondu aux coalisés, en acceptant les bases de négociations qui lui étaient présentées ; c'était le moment de faire connaître à la France, de publier à la face de l'Europe les propositions qu'on lui faisait, et la réponse qu'il avait donnée. Les limites naturelles de l'empire français avaient été fixées avant qu'il ne montât sur le trône ; il ne pouvait céder une seule des provinces qui le composaient alors, sans se rendre coupable envers la France, qui les lui avait confiées. Mais il n'avait que ces limites a défendre, lorsque les coalisés, en développant leur plan d'invasion, auraient voulu les dépasser ; et le peuple français, certain du but pour lequel il avait à combattre, se serait levé en masse pour conserver l'héritage immédiat de la république française, et l'antique patrie des Gaulois, ses ancêtres. Pour y parvenir plus sûrement, il avait plusieurs choses à faire : briser d'abord toutes les entraves qu'il avait lui-même mises à la liberté, rendre au corps législatif la dignité et la force dont lui-même allait avoir besoin, consulter l'opinion publique dans le choix de ses premiers agens, et enfin rendre à la garde

nationale son organisation primitive, et l'armer. C'était, en effet, plutôt d'une garde nationale patriotique et en grande partie exercée aux armes, qu'il pouvait attendre le salut de la patrie, que d'une armée presque toute neuve, insuffisante pour le nombre, et qui ne pouvait même pas être réunie et organisée assez tôt (*). Il avait, à la vérité, appelé trois cent mille conscrits; mais il était presque impossible que la suite des événemens lui permît de les lever tous. La moitié seulement devait être appelée sur-le-champ, et une invasion, en occupant d'abord les départemens de la rive gauche du Rhin, pouvait nous priver de près de vingt-cinq mille de ces conscrits. Il se pouvait donc qu'à l'instant où les colonnes de l'ennemi se déploieraient entre le Rhin, la Meuse et la Saône, nous n'ayions pas deux cent mille hommes sous les armes à lui opposer depuis Anvers jusqu'à Lyon. Napoléon avait bien mis cent soixante-quinze mille gardes nationaux sous les armes; mais, excepté les cohortes qui servaient de

(*) Ce que nous indiquons n'a pas été fait, dira-t-on, à quoi bon en parler? notre réponse est dans la solution des questions suivantes. Croit-on que les mêmes circonstances, les mêmes dangers ne se présenteront plus? Pense-t-on que la coalition n'ait fait la guerre qu'à une dynastie, et qu'un gouvernement constitutionnel soit précisément ce qu'on veut de nous? Le dernier acte du grand drame politique, s'avance pas à pas, et il prouvera si les leçons du passé doivent nous être utiles.

garnison aux places fortes, le reste était trop dispersé pour pouvoir être compté dans les moyens de défense. La seconde moitié de la conscription devait se réunir dans quatre camps de réserve, savoir : Utrecht, Metz, Lyon et Bordeaux. Les deux premiers étaient trop près des frontières; en effet, Utrecht fut occupé par l'ennemi dans le mois de décembre, et Metz bloqué dès la moitié de janvier. Les circonstances subséquentes empêchèrent la formation du camp de Bordeaux.

La garde nationale, organisée ou plutôt rendue à son organisation primitive, lui offrait des ressources bien plus considérables, et certainement suffisantes pour résister à l'invasion, quelque formidable qu'elle parût. En effet la population, dont l'empire français pouvait encore disposer, montait à trente-quatre millions neuf cent mille âmes, dont vingt-neuf millions quatre cent mille appartenaient à l'ancienne France. Il est bien entendu que nous n'avons pas compté les départemens ni le royaume d'Italie. En répartissant tous les mâles de vingt à quarante ans en deux bans, ainsi que Napoléon l'avait fait en 1812, le premier ban se trouvait monter à seize cent trente-un mille hommes, dont deux cent soixante-dix-neuf mille huit cents appartenaient à la conscription. Le second ban s'élevait à deux millions sept cent quatre-vingt-trois mille hommes (*); mais ces

(*) Voici le tableau de la répartition des deux premiers bans,

ressources formidables, et que la levée du troisième ban pouvait aisément doubler, ne pouvaient être nécessaires en entier, que dans le cas où les progrès de l'invasion auraient été tels, que la nation se soit trouvée dans l'alternative de vaincre ou de s'ensevelir sous ses propres ruines. Une coalition des états de l'Europe ne nous réduira jamais à une pareille extrémité; celles de 1814 et 1815 ont présenté le plus grand effort dont ils soient capables; ils ne pourraient plus le renouveler.

On peut établir le nombre des hommes non mariés aux deux cinquièmes de celui des mâles, et c'est à cette proportion qu'on peut fixer le nombre des gardes nationaux disponibles qui auraient pu être employés activement à la défense de la patrie, et la quotité de la conscription qui

d'après les bases que nous avons détaillées dans les mémoires pour servir à la guerre de Russie (page 11, introduction).

		ANCIENNE FRANCE.		DÉPARTEMENS réunis depuis 1791.		TOTAL disponibles.
		TOTAL.	2/5 disponibles.	TOTAL.	2/5 disponibles	
1er Ban	1re Classe, conscrip. .	235,800	94,320	44,000	17,600	111,920
	5 dernières classes. ...	1,121,400	448,560	209,800	83,920	532,480
2e Ban.		2,345,000	938,000	438,000	175,200	1,113,200
		3,702,200	1,480,880	691,800	276,720	1,757,600

pouvait être levée pour le complètement nécessaire des armées. Il résulte de ce calcul, que la classe ordinaire de la conscription ne s'élevait qu'à cent douze mille hommes environ. On aurait donc pu se contenter d'en lever cent mille, et cette diminution aurait facilité une mesure coercitive, la plus sage dans son principe, et devenue la plus odieuse par son abus. Quant à la garde nationale active, il était possible que la proximité de l'ennemi, la menace d'une invasion soudaine, et surtout l'agitation de l'esprit public, travaillé par les menées du parti féodal, paralysassent au moins en partie son organisation dans les départemens réunis de la rive gauche du Rhin. Mais on pouvait s'en passer, sans affaiblir trop les moyens de défense. Dans les départemens de l'ancienne France, le nombre d'hommes disponibles des cinq dernières classes du premier ban, s'élevait encore à près de quatre cent cinquante mille hommes; le second ban à plus de neuf cent mille. En prenant en considération les pertes que le premier ban avait faites, surtout en 1813, on pouvait cependant en tirer trois cent mille hommes; le second pouvait en fournir six cent mille. Toutes ces gardes nationales, formées en bataillon, pouvaient être armées en fusils de calibre. Il résultait de ces mesures, que l'empereur Napoléon se serait trouvé, avant la fin de décembre, une armée de ligne de près de trois cent mille hommes (y compris celles d'Espagne et de

Catalogne); une première armée de réserve de trois cent mille, et une seconde de six cent mille.

Nous verrons plus bas, en examinant le système de défense nationale qu'on aurait pu suivre pour la France, quel aurait été l'emploi de ces forces, et à quoi auraient abouti les efforts de la coalition.

Voilà cependant les ressources qui restaient à la France, lorsque la coalition, se préparant à franchir le Rhin, réunissait toutes ses forces pour consommer la ruine de ce beau pays. Si ces ressources avaient été employées, si une confiance réciproque avait uni le gouvernement et la nation, si tant de causes n'avaient pas étouffé l'élan national, égaré et ébranlé l'opinion publique, assoupi cette noble ardeur patriotique qui, vingt ans auparavant, presque sans armée, sans officiers, sans soldats expérimentés, nous avait fait triompher de cette même Europe, en cent combats glorieux; il n'est pas de doute que nous ne soyons sortis vainqueurs de cette dernière lutte. J'ai développé plus haut les causes qui ont engourdi les bras de nos concitoyens, qui leur ont pour ainsi dire fait tomber les armes des mains. Je m'abstiendrai de réflexions; c'est aux âmes patriotiques à les faire pour moi; qu'elles apprécient le facile triomphe que nous avons laissé à nos ennemis; qu'elles disent si nous avons été vaincus! Mais la leçon du passé ne doit pas être perdue pour nous. En reportant la vue sur nos désastres,

en réfléchissant sur nos malheurs, reprenons le sentiment de notre valeur et de notre dignité, jetons les yeux sur notre propre force, et prenons l'engagement sacré de ne plus laisser violer notre territoire. Que le gouvernement se lie d'une manière indissoluble à la majorité de la nation; que les bons citoyens s'unissent entre eux et autour du gouvernement; que la confiance renaisse réciproquement, et nous serons encore invincibles, malgré les menées obscures de quelques factieux, qui voudraient rappeler l'étranger ou rallumer les discordes civiles. Gouvernans et gouvernés, que tous se rappellent que la somme du pouvoir ne réside que dans la nation; que cette nation n'est constituée que par la majorité des citoyens, et que la minorité seule peut être rebelle.

Les coalisés, ayant achevé leurs préparatifs, se mirent en mouvement et passèrent le Rhin, du 20 décembre au 1[er] janvier, depuis Bâle jusqu'à Coblentz. Leur extrême droite passa le Vaal vers la même époque et s'avança dans la Belgique. Ils avaient acquis la preuve que, l'empereur Napoléon n'avait point encore réuni des moyens de défense suffisans pour leur disputer le passage du fleuve, qu'ils semblaient avoir promis de ne point franchir. Laissant donc de côté des négociations, dont le but était déjà rempli; ils songèrent à s'avancer rapidement en France et à atteindre l'époque où ils pourraient faire connaître leurs *véritables intentions*. Nous ne reviendrons plus sur

la faute que commit Napoléon de se laisser prévenir; nous avons déjà fait voir qu'elle était toute entière dans *la confiance*, qu'il avait donnée aux protestations des coalisés, et dans *sa méfiance* d'un mouvement national. Les différentes colonnes des coalisés se donnèrent rendez-vous dans les plaines entre Chaalons et Troyes. Les corps de l'armée française qui se trouvaient sur les bords du Rhin, trop faibles pour résister aux masses qui les attaquaient, et menacés de flanc, en même temps que débordés, par le mouvement de Schwartzenberg, dans la direction de Bâle à Chaumont, se virent obligés de se retirer presque sans combat, pour se concentrer. Cette concentration devait également avoir lieu dans les environs de Chaalons. Alors déjà Napoléon se croyant suffisamment assuré de la défense de Paris, à laquelle devaient puissamment contribuer les troupes qui lui venaient de l'armée d'Espagne, avait conçu le projet de menacer la base d'opérations des coalisés. Il voulait passer entre les colonnes de leurs deux armées, et se porter sur les places de la Lorraine et des Vosges. Là il détruisait tous leurs magasins et leurs dépôts, coupait leurs communications avec l'Allemagne, et, en organisant la levée en masse de neuf à dix départemens, opposait une barrière formidable à leur retraite. Mais il trouva déjà les colonnes de l'ennemi réunies et la bataille indécise de Brienne, arrêta l'exécution de ce plan. Réduit à la défensive, tandis que les

coalisés, pleins de confiance, s'étaient de nouveau séparés et marchaient sur Paris le long de la Seine et de la Marne, il sut habilement profiter de leur sécurité. Les journées de Champaubert, de Montmirail et de Vauchamp, ramenèrent l'armées prussienne sur Chaalons. Celles de Mormant et de Montereau obligèrent Schwarzenberg à se retirer derrière Troyes.

Pendant ce temps, le maréchal duc de Dalmatie, qui, dès le mois de décembre, avait été forcé de se replier sur l'Adour, s'était vu obligé de quitter les environs de Bayonne et avait perdu la bataille d'Orthez. Après cette journée, le duc de Dalmatie se replia vers Tarbes, sans doute pour se rapprocher de l'armée de Catalogne; nous examinerons plus bas la faute qu'il commit en prenant cette direction. L'aile gauche des coalisés s'était d'abord avancée jusque sous les murs de Lyon, favorisée par la prise inattendue de Genève; mais les troupes que le duc de Castiglione réunit à Lyon, et les corps des généraux Desaix et Marchant, reprirent bientôt l'offensive, et acculèrent d'un côté l'ennemi sur Genève, tandis que de l'autre elles atteignirent Chalons-sur-Saône; menacèrent la base d'opération, de la grande armée coalisée, et obligèrent Schwarzenberg, à faire un fort détachement pour s'opposer à leurs progrès. Dans le nord, le général Maisons, réduit à la défensive par le départ du duc de Tarente et de son corps, se replia sur les places frontières de l'ancienne

France, et s'y soutint d'une manière qui ne peut que faire honneur à ses talens militaire.

Les premiers revers des coalisés semblaient avoir activé les conférences, qui s'étaient ouvertes à Châtillon, le 22 janvier, afin d'avoir l'air de vouloir remplir les promesses de la déclaration du 1er décembre. Des propositions d'armistice avaient également été faites, dans le but de rectifier la ligne d'opérations des coalisés, et de la porter plus avant; elles n'eurent pas de suite. Cependant Blucher, de Chaalons, avait joint Schwarzenberg vers Arcis, et tout paraissait présager la prolongation de la retraite des coalisés, dont la situation devenait assez critique, dans un pays ruiné, au milieu d'habitans exaspérés par les brigandages inouis de leurs troupes, et menacés sur leurs derrières par une levée en masse, qui commençait à s'organiser, surtout dans les Vosges. Alors les Prussiens se séparèrent de nouveau de Schwarzenberg, et se portèrent encore une fois sur la Marne; allant ainsi au devant des deux corps de Bulow et de Winzingerode qui venaient de la Belgique, et avec lesquels ils comptaient se réunir devant les murs de Paris. Mais leur marche n'échappa pas à Napoléon; laissant une partie de son armée en observation devant Schwarzenberg; il se porta avec le reste sur la Marne. Blucher prévenu à Meaux, contenu et obligé de remonter l'Ourcq, se voyait acculé sur Soissons et dans une position qu'il appela lui-même dange-

reuse, lorsque l'inconcevable reddition de cette ville, lui ouvrit le passage et consomma la jonction qu'il avait projetée. Déjà la reddition non moins coupable de la Fère avait donné aux Prussiens une place d'armes. Napoléon suivit Blucher: la journée de Craone précéda l'attaque infructueuse de Laon. Mais une partie du but avait été rempli; les Prussiens étaient contenus, écartés de Paris et de Schwarzenberg.

Ce dernier avait repris l'offensive, le 27 février, par le combat de Bar-sur-Aube, et avait poussé devant lui, jusqu'à Nogent-sur-Seine et Provins, les deux corps français qui lui étaient opposés. Napoléon prévenu de ce mouvement revint rapidement sur Reims, où il détruisit presque un corps ennemi, et occupa Chaalons. De là il se porta sur le flanc de l'armée austro-russe de Schwarzenberg, qui s'était mise en retraite, et il vint occuper Arcis. Il y fut attaqué le 20 mars; l'ennemi fut repoussé partout; mais cette bataille n'eut et ne pouvait avoir aucun résultat: tous les corps ennemis, que Napoléon avait cru pouvoir attaquer séparément, étaient réunis. Cependant la position de la France, devenait de jour en jour plus critique. Bordeaux avait été occupé par les Anglais, le 12 mars; Lyon fut rendu le 21. Il n'y avait qu'un coup décisif qui pût faire pencher de nouveau la balance; Napoléon résolut de le tenter. L'armée prussienne était encore sur l'Aîne; celle de Schwarzenberg réunie devant

Arcis, Napoléon résolut donc d'exécuter alors, le projet qu'il avait conçu dès le commencement de la campagne; celui de se jeter sur les communications de l'ennemi, et de l'envelopper par une levée en masse; appuyé par les forteresses frontières. Il quitta Arcis et marcha sur Vitry, voulant gagner Chaumont, et persuadé que l'ennemi, sentant tout le danger de ce mouvement, le suivrait dans un pays, où la supériorité du nombre et surtout celle de la cavalerie était moins à craindre et où la levée en masse devait être formidable. En effet, le premier mouvement des coalisés fut de réunir toutes leurs forces entre Vitry et Chaalons, et de se mettre à la poursuite de l'armée française; ils s'avancèrent même jusque près de Vitry.

Mais appelés par des combinaisons politiques, qui leur assuraient la possession de la capitale, les souverains coalisés se décidèrent à rebrousser chemin le 24 mars, et à marcher sur Paris. Ce contre-mouvement, et la jonction de l'armée prussienne, qui eut lieu le 25, amenèrent la fatale journée de Fère-Champenoise; et aucun obstacle n'arrêta plus leur marche sur la capitale. Napoléon, masqué par le corps de Winzingerode, s'avança jusqu'à Vassy; il revint à la vérité sur St.-Dizier, et dispersa le corps de Winzingerode. Mais il s'apperçut trop tard du véritable mouvement des coalisés, et il ne lui fut plus possible de les atteindre: moins encore de les prévenir à Paris.

Les ducs de Trévise et de Raguse, par une marche rapide, arrivèrent, il est vrai, assez tôt pour couvrir la capitale; mais que pouvaient quinze mille hommes contre deux cent mille? Après un combat aussi glorieux qu'inégal, ils furent contraints de céder, n'étant appuyés par aucune mesure défensive dans Paris. Ils sauvèrent par une convention les restes de leurs troupes, et Paris fut livré aux coalisés. Ainsi se termina une révolution qui remplit le but que nos ennemis s'étaient proposé dès le commencement de la campagne. Les inutiles conférences de Châtillon s'étaient prolongées jusqu'au 1er mars; à cette époque, les coalisés, instruits de la situation intérieure de la France, et certain que l'empereur Napoléon ne pouvait plus leur opposer des moyens de défense suffisans, ne trouvèrent plus nécessaire de cacher leurs véritables intentions. Ils les firent connaître, et le congrès fut rompu.

CHAPITRE III.

Positions de l'armée coalisée à la fin de 1813. — Positions de l'armée française à la même époque. — Système des frontières de la France. — Examen du plan de campagne des coalisés. — Plan défensif que les circonstances imposèrent à Napoléon. — Examen du plan de campagne à opposer à une invasion de la France.

A LA fin de la campagne de 1812, après que les armées françaises eurent repassé le Rhin, les armées coalisées prirent des cantonnemens d'hiver. Ce fut du 18 au 20 novembre qu'elles commencèrent à s'étendre le long de ce fleuve, appuyant leur gauche à Krotzingen, entre Freyburg et Bâle, et leur droite à la Lahn, en face de Coblentz. A l'extrême droite, le corps de Bulow était cantonné derrière l'Yssel et le Waal, en avant d'Utrecht, ayant la division Borstel détachée devant Wezel. Le corps de Winzingerode était en seconde ligne de Bulow.

La grande armée coalisée fut répartie de la manière suivante dans ses cantonnemens.

ARMÉE DE BOHÊME.

Ier Corps autrichien (Colloredo) entre Krotzingen et Lohr; quartier-général à Freyburg.

Armée austro-bavaroise, entre Lohr, Achern et Bischofsheim; quartier-général à Offenburg. Elle bloquait Kehl.

IIIe Corps autrichien (Giulay), entre Achern et Weingarten; quartier-général à Carlsruhe.

IIe *id.* (Meerfeld) de Weingarten, à Manheim; quartier-général à Gruben.

Ire division de grenadiers *id.* Weissenwolf, à Heidelberg.

IIe *id.* *id.* *id.* (Bianchi) à Wisloch.

Ire et IIe division légère (Bubna et Lichtenstein) entre l'embouchure du Necker et Gernsheim.

Cavalerie autrichienne de réserve, entre Heilbronn et Tubingen.

Garde russe à pied, Ire division, à Francfort, IIe division à Offenbach.

Garde prussienne à pied, à Sachsenhausen.

Garde à cheval russe, à Umstadt et Dieburg.

Garde à cheval prussienne, à Reinheim.

Grenadiers russes, à Michelstadt et Miltenberg.

Cuirassiers russes, autour de Seligenstadt.

Corps de Platow, autour de Zwingenberg, entre Darmstadt et Heidelberg

Corps de Wittgenstein, en seconde ligne, la gauche à Neuenstadt sur le Kocher, près Heilbronn, la gauche au Mein.

Les souverains, ainsi que Schwartzenberg, étaient à Francfort.

ARMÉE DE SILÉSIE.

Les avant-postes, le long du Rhin, entre le Mein et la Lahn.

L'avant-garde. à Wisbaden et Hocheim.

Corps de Sacken, entre le Schwarzbach et Wickert, bloquant Mayence ; quartier-général à Darmstadt.

Corps de Langeron, en seconde ligne, entre le Schwarzbach et la Nidda; quartier-général à Hœchst

Corps d'York, à Langen-Schwalbach et Nastedten jusqu'à la Lahn; quartier-général à Wisbaden.

Blucher était à Hœchst.

L'armée française, de son côté, après avoir repassé le Rhin, n'avait pu être placée derrière ce fleuve assez en force pour en défendre le passage, si les coalisés avaient voulu le forcer. Nous avons déjà développé les motifs qui les en ont empêché. Les pertes de la campagne, et surtout celles de la bataille de Leipzig, avaient tellement affaibli l'armée en totalité et certains corps en particulier, qu'une réorganisation était indispensable. Les 1er et 14e corps étaient restés à Dresde; les 9e et 10e à Dantzig; le 13e à Hambourg; le 4e corps était réduit à la division Morand, par le départ de la division italienne et la défection du Wurtemberg; il resta dans Mayence.

Le 8e corps était dissous par la bataille de Leipzig, le 12e l'avait été après la bataille de Juterbock. Il en était de même de l'armée d'observation de Bavière et du 4e corps de cavalerie. Il ne restait donc de disponible que les 2e, 3e, 5e, 6e et 7e corps d'infanterie, et les 1er, 2e, 3e et 5e de cavalerie. Chacun de ces corps était extrêmement réduit, quelques-uns n'équivalaient qu'à une division.

Ils furent d'abord répartis le long du Rhin, ainsi qu'il suit :

Le 2e corps (général Dubreton), à Worms; le 3e corps (général Ricard), à Bechtheim; le 5e (général Albert), à Ingelheim; le 6e (général Lagrange), à Oppenheim; le 7e (général Durutte), à Cassel, devant Mayence; le 11e (Duc de Tarente), à Nimègue; le 2e de cavalerie, (général Sébastiani), à Cologne; le 3e (duc de Padoue), à Andernach; le 5e (général Milhaud), dans le Haut-Rhin; le 1er (général Doumerc), vers Simmern.

Peu après, le 5e corps, réduit à une seule division, sous les ordres du général Albert, passa sous le commandement du duc de Tarente, et se rendit vers Cologne; le 2e corps passa dans le Haut-Rhin, sous les ordres du duc de Bellune; le 3e et le 6e corps furent réduits chacun à une division; le 7e ne comptait déjà plus, depuis Leipzig, que la division Durutte. Alors l'armée française occupa les positions suivantes :

A l'aile droite, le duc de Bellune, avec le 2e corps et le 5e de cavalerie, s'étendait de Colmar vers Landau.

Au centre, le duc de Raguse avait la division Ricard à Coblentz, la division Lagrange à Worms, et la division Durutte derrière Mayence; (ces trois divisions réunies, prirent le nom de 6e corps); le 1er corps de cavalerie était autour de Simmern.

A l'aile gauche, le duc de Tarente, avec le 11e

corps, (auquel venait de se réunir la division Albert) et les 2e et 3e de cavalerie, appuyait sa droite à Cologne et sa gauche à Nimègue.

Un nouveau corps, destiné à former la réserve, devait se réunir à Nanci, sous les ordres du prince de la Moskowa.

La garde était en partie à Paris, en partie à Châlons et à Troyes.

Le total de ces troupes montait à environ quatre-vingt mille hommes.

En Belgique, il n'y avait que les troupes qu'avait rassemblées le général Molitor. Plus tard, Napoléon y envoya la division Roguet, de la garde, et y réunit un corps d'armée qui prit le nom de premier.

Le duc de Castiglione fut chargé du commandement des troupes qui devaient se rassembler vers Lyon.

C'est dans cette position que l'empereur Napoléon attendit l'ouverture de la campagne et l'invasion dont la France était menacée; tandis qu'il hâtait, autant que les circonstances le permettaient, la levée des conscrits, le complétement des corps et l'armement des places fortes qui allaient être exposées aux attaques de l'ennemi.

Le grand développement que les coalisés avaient donné à leurs moyens militaires, en doublant à leur profit les forces de l'Allemagne, allégeait singulièrement leur plan de campagne. Il leur permettait d'embrasser toute l'étendue des frontières

orientales de la France. Il en résultait donc, que l'invasion qu'ils méditaient pouvait être assimilée à une inondation, et ne demandait pas l'emploi des combinaisons stratégiques qui auraient été nécessaires, s'ils eussent trouvé devant eux des forces à peu près égales. Leur but arrêté, quoiqu'il ne fût pas encore avoué, était de détrôner Napoléon et d'affaiblir l'empire français autant qu'il serait en leur pouvoir. Pour y parvenir, il leur était nécessaire de se rendre maître de la capitale et d'y faire naître, ou d'y protéger une révolution, sur la possibilité de laquelle on cherchait à ne leur laisser aucun doute. La seule mesure stratégique que pût exiger le succès de leur marche sur Paris, était celle d'éviter le plus qu'ils pourraient les places fortes, afin de ne pas trop affaiblir leurs armées par des détachemens pour les masquer.

C'est d'après ces considérations que les coalisés établirent leur plan de campagne. La direction de leurs colonnes fut fixée, par la disposition du système défensif des frontières de la France. Nous allons jeter un coup-d'œil rapide sur ce système et sur la manière dont il se présentait aux armées coalisées. Vis-à-vis de leur aile droite, c'est-à-dire depuis Coblentz jusqu'à Nimègue, le cours du Rhin n'était défendu que par les deux places de Mayence et de Wezel. La véritable ligne de défense était bien plus en arrière. Elle était formée par trois lignes de forteresses, qui s'étendaient

depuis la mer; à Dunkerque et Ostende, jusqu'à la Meuse à Givet et Mézières; de là, elles se rattachaient à la Moselle par Montmédy, Longwy et Luxembourg. Entre cette ancienne ligne de défense et le Rhin se trouvaient bien les places fortes de Juliers, Maestricht, Venlo, Graves, Gorcum, Berg-Op-Zoom, Flessingue et Anvers; mais comme elles appartenaient à un système inverse, qui était celui de la Hollande, on doit les considérer comme isolées. Vis-à-vis du centre des coalisés, le Rhin n'était défendu, par des forteresses, que depuis Huningue jusqu'au Fort-Louis; tout l'espace depuis ce point jusqu'à Mayence était ouvert. La communication entre les places du Rhin et celles de la Meuse était établie par Metz, Thionville, Sarrelouis, Bitche, Phalzbourg et Landau. A la gauche des coalisés était la Suisse, que sa neutralité avait jusqu'alors fait considérer comme un boulevart de la France, qui en effet n'était couverte de ce côté que par Béfort et Besançon.

La courte description que nous venons de faire du système de défense de l'empire français, suffit pour démontrer que le triangle compris entre le cours de la Meuse et du Rhin, depuis Gorcum jusqu'au Fort-Louis, et une ligne qui, de ce dernier point passerait par Landau, Luxembourg, Mézières, Maubeuge, Lille et Dunkerque, devait d'abord tomber au pouvoir de l'ennemi. Il fallait, pour défendre ces pays, y avoir des armées, qui, en

s'appuyant sur les places fortes, aient pu obliger l'ennemi à en faire le siége; et par-là le contraindre à y porter des forces considérables et y établir le théâtre de la guerre. Il fallait que ces armées pussent être formées, sans diminuer la force nécessaire de celles qui devaient agir sur la Moselle et le Haut-Rhin. Les armées françaises n'étaient pas assez nombreuses pour admettre une pareille répartition; ainsi rien ne s'opposait à ce que les coalisés ne fissent avancer leur aile droite jusqu'aux forteresses de la Flandre. Elle ne devait pas s'avancer plus avant, non-seulement pour ne pas se trouver engagée dans des siéges longs et difficiles, mais même parce qu'un mouvement prolongé, de ce côté, n'était pas nécessaire au succès de l'invasion. En effet, l'aile droite des coalisés, placée devant Valenciennes et Maubeuge, se présentait de flanc sur la ligne d'opération de l'armée française de Paris à Metz : elle pouvait donc, dès l'instant où elle serait suffisamment renforcée, faire une diversion sur Reims, Soissons ou Compiègne, en faisant passer un fort détachement entre les forteresses. Le résultat d'une diversion pareille pouvait être, ou de forcer l'armée française, placée sur la direction de Langres et de Metz, à se rapprocher de Paris, ou à découvrir cette capitale en reployant sa gauche derrière la Marne.

Il en était de même de la droite du centre des coalisés, qui, en partant de Coblentz et de Mayence, ne rencontrait aucune forteresse devant elle avant

Luxembourg et Sarrelouis. Si elle n'était pas arrêtée, dans sa marche, par un corps de troupes assez considérable, cette droite prenait la ligne de la Moselle à revers, et obligeait les troupes françaises placées derrière cette rivière, à se replier au-delà de la Meuse.

Le centre et la gauche des coalisés en marchant de front, auraient éprouvé des difficultés plus grandes. Il aurait fallu forcer la ligne du Rhin, et s'emparer de deux, au moins, des quatre forteresses qui défendent ce fleuve, afin d'assurer ses communications; après cela, ils se trouvaient devant les défilés des Vosges, qu'il fallait également forcer, soit pour entrer dans les versans de la Moselle, soit pour entrer dans ceux de la Saône. Le point vulnérable des frontières de l'ancienne France était couvert par la Suisse. Il était donc nécessaire d'occuper ce pays et d'y établir la vraie base d'opération. Une fois maîtres de la Suisse, les coalisés tournaient les forteresses du Haut-Rhin. Par la droite, ils passaient les Vosges entre Montbéliard et St.-Diey, et pénétraient dans les versans de la Moselle et de la Saône, en les tournant à leur naissance. Le centre pouvait s'étendre jusque vers Pontarlier, y passer le Jura et couper transversalement les vallons du Doubs et de la Saône, en se dirigeant vers les sources de la Seine. Leur extrême gauche pouvait se prolonger vers Genève, soit pour couvrir le mouvement des autres colonnes, soit pour déboucher, s'il était pos-

sible, dans le vallon du Rhône ou dans celui de l'Ain, et menacer les communications de l'armée française d'Italie. Ce mouvement, qui tournait la Moselle et la Meuse par leur source, devait obliger les corps français placés dans les Vosges à se replier, d'autant plus rapidement, qu'ils se trouvaient déjà menacés par les colonnes qui remontaient la Moselle. Le point stratégique où devait se diriger le centre des coalisés était Langres, d'où ils dominaient les sources de la Marne, de l'Aube et de la Seine. La ligne de réunion de toutes les colonnes qui étaient parties de Coblentz ou de Bâle, serait probablement la rive droite de la Marne, entre Langres et Vitry.

C'est d'après ces données, dont nous examinerons plus bas le mérite stratégique, que les coalisés fixèrent leur plan de campagne. Ils se décidèrent d'abord à occuper la Suisse, et à pénétrer en France par ce pays. Outre le motif que nous venons d'exposer, il y en avait encore deux autres qui décidèrent les coalisés, et plus particulièrement l'Autriche, à établir en Suisse la base de leurs opérations. Le premier était relatif au plan général et tendait à compléter le système d'invasion de la France. Tandis que le gros de l'armée austro-russe marchait sur Paris, la gauche devait tâcher de pénétrer dans le vallon de l'Ain et dans celui du Rhône. Cette gauche, renforcée par les troupes d'Allemagne, destinées à joindre l'armée austro-russe, devait se rendre maîtresse

de Lyon. De là, ayant établi ses communications avec Dijon et Langres, elle devait s'étendre, en descendant le Rhône jusque dans le Languedoc, et y faire sa jonction avec l'armée anglo-espagnole. Wellington, de son côté, devait, de Bayonne, marcher dans la direction de Toulouse et de Carcassonne, et s'y joindre aux troupes qui auraient débouché par Perpignan. Le second motif, plus particulièrement relatif aux vues de l'Autriche, était celui de s'emparer des débouchés des Alpes, depuis le mont Cénis jusqu'au Simplon. L'armée napolitaine, qui devait remonter le Pô, serait venue par Turin, joindre la gauche des coalisés; et l'armée française d'Italie aurait été forcée d'évacuer tout-à-fait le pays, où elle se serait trouvée enveloppée.

Cette première base arrêtée, voici la répartition que les coalisés firent de leurs forces et les opérations préliminaires qui furent décidées.

L'aile droite fut formée par l'armée du nord, sous les ordres du prince royal de Suède. Elle devait être renforcée par le 2e et le 3e corps d'Allemagne et par des troupes hollandaises et anglaises; ce qui porterait sa force jusqu'à deux cent quinze mille hommes (*). Comme une grande partie de cette armée se trouvait encore sur l'Elbe, il fut décidé qu'on se contenterait, pour

(*) Nous donnerons plus bas le détail de la formation des armées.

le moment, de tenir la Hollande et d'envahir la Belgique.

L'armée de Silésie, sous les ordres de Blucher, devait être renforcée par les 4e et 5e corps d'armée d'Allemagne et portée à cent soixante-quinze mille hommes. Elle formait, à proprement parler, la droite du centre, et devait passer le Rhin au-dessus et au-dessous de Mayence, se dirigeant le long de la Moselle, sur Metz, et de là sur Paris. Elle devait être couverte à sa droite par un corps qui passerait le Rhin à Coblentz, traverserait les Ardennes à Malmédy et Stavelot, et de Rhétel se rabattrait sur Reims ou sur Châlons. L'armée de Silésie, marchant par une ligne plus directe, devait passer le Rhin dix jours après l'armée de Bohême.

L'armée de Bohême, ou grande armée, commandée par le prince de Schwarzenberg, généralissime de la coalition, devait être renforcée par les corps de Wurtemberg et de Bavière et par les 6e et 8e d'Allemagne, ce qui l'élèverait à trois cent dix-sept mille hommes. Elle devait appuyer à gauche sur la Suisse et y passer le Rhin sur plusieurs points. De là, passant les Vosges et le Jura, en différentes colonnes de front, elle devait tourner tous les versans d'eau qui partent des Vosges, et se porter directement sur Paris, en prenant Langres pour point central de son mouvement. Par la gauche, elle devait arriver au lac de Genève et occuper les passages du Simplon et du Grand-Saint-Bernard.

Le restant des troupes de la coalition, qui se montait environ à deux cent quarante mille hommes, était destiné aux siéges des places que la France tenait en Allemagne, ou à former des réserves.

C'était donc avec un million d'hommes, dont plus de sept cent mille devaient agir en première ligne, que l'invasion allait avoir lieu; le plan des coalisés, si hautement exalté, non-seulement par les écrivains étrangers, mais encore par quelques-uns des nôtres, était gigantesque. L'admiration qu'il a excitée est expliquée par ce seul mot: le mérite de sa conception n'a été démontré jusqu'ici que par la réussite. Cette manière de juger sur la base unique des événemens, pour être un peu trop habituelle, n'en est pas plus juste. Les causes secondaires ont si souvent changé la nature des résultats attendus, qu'il ne peut jamais être inutile de les faire entrer en considération. C'est ici surtout qu'un examen raisonné est nécessaire; car il ne faudrait pas qu'une double réussite puisse amener une conséquence aussi fausse que funeste: celle que la répétition d'une invasion pareille puisse rendre toute défense inutile.

Le plan d'invasion contenait en lui-même une faute stratégique majeure, qui ne pouvait être excusée, que par la certitude qu'auraient eue les coalisés de la faiblesse des moyens de défense que la France avait à leur opposer. Il avait été décidé

que l'armée de Silésie se porterait directement sur la Moselle et la Meuse, tandis que la grande armée tournerait par Bâle, Pontarlier et Gray, pour arriver à Langres. Il est vrai que des colonnes devaient se diriger par Colmar sur St.-Diey et par Remiremont sur Épinal. Mais il n'en restait pas moins une grande lacune entre les deux armées, qui commençaient par s'éloigner d'environ quatre-vingts lieues, avant de passer le Rhin. Le 15 janvier, lorsque l'armée de Silésie fut arrivée sur la Sarre, celle de Schwarzenberg ne pouvait pas encore avoir dépassé les Vosges ni être au-delà de la Saône. Si donc, à cette époque, l'empereur Napoléon avait eu, entre Langres et Metz, l'armée qu'il ne put réunir qu'un mois plus tard, il est évident que l'invasion manquait dès son principe. Le premier échec que les coalisés auraient reçu pouvait même être de nature à les rejeter au-delà du Rhin et les détourner du plan qu'ils avaient adopté. Lorsque l'armée de Silésie arriva sur la Sarre, elle ne comptait pas cent mille hommes, parce que le corps de Kleist et les 4e et 5e d'Allemagne ne l'avaient pas encore joint. Napoléon pouvait donc, en laissant un fort détachement pour arrêter les colonnes qui débouchaient par St.-Diey et Épinal, porter rapidement le reste de ses forces contre Blucher; dans la position où était l'armée russo-prussienne, la perte d'une bataille équivalait à peu près à sa destruction. Qu'aurait pu faire alors le prince de

Schwarzenberg avec la grande armée? Il se serait vu obligé de se replier sur sa base, dont il pouvait être séparé, si l'armée française, victorieuse, revenait à lui par Épinal ou par St.-Diey. Nous verrons plus tard qu'un moindre danger amena ce général à une résolution pareille. Or, un mouvement rétrograde, dès le commencement d'une invasion aussi bruyante, devait nécessairement faire succéder en France la confiance à l'étonnement et raffermir l'opinion publique. Une seconde tentative serait devenue périlleuse et peut-être impraticable. Il n'est presque pas possible de croire que le danger, où pouvait les mettre une séparation aussi grande de leurs forces, ait échappé au conseil des coalisés. Il faut donc admettre, ainsi que nous l'avons déjà dit précédemment, qu'ils étaient certains de ne pas rencontrer d'armée française réunie avant la Marne, et de pouvoir sans obstacle rassembler toutes leurs colonnes derrière cette rivière. Cette considération fut le motif qui les décida à hâter une invasion, dont la réussite était immanquable alors. Ils firent sans doute très-bien de ne pas perdre le moment favorable; mais toute l'illusion disparaît et il ne reste d'autre combinaison stratégique, que la grande supériorité du nombre.

D'un autre côté, l'empereur Napoléon, surpris par une invasion, qu'il croyait éloignée par les négociations de paix qui avaient été entamées, ne pouvait avoir aucun plan de campagne arrêté,

puisqu'il n'avait pas encore d'armée réunie. Tout ce qu'il pouvait faire, dès qu'il apprit le passage du Rhin, était de fixer un point de concentration aux corps d'armée qui se trouvaient sur les frontières. Ils avaient d'abord été destinés à former l'avant-garde de l'armée qu'il croyait avoir le temps de réunir en avant de Paris. L'urgence des événemens fit qu'eux-mêmes devinrent la seule armée disponible. Il était dès-lors impossible que Napoléon pût avoir l'initiative des opérations stratégiques. Tout ce qu'il pouvait faire, consistait à suivre les mouvemens des coalisés, à les harceler et à profiter de chaque faute qu'ils feraient, afin de retarder leur marche et de gagner du temps pour rassembler les troupes qu'il pourrait réunir dans le restant de l'empire. C'est ce que nous verrons dans le courant de cette histoire.

La faute principale qu'avait commise Napoléon était, nous l'avons dit, d'avoir eu recours uniquement à des moyens militaires longs et difficiles à réunir, dans la circonstance présente; de n'avoir pas opposé une défense nationale à une attaque que les coalisés avaient nationalisée. Ce fut une faute qui le réduisit à n'avoir qu'une armée trop faible partout, et le priva des ressources immenses que la population de la France aurait pu lui offrir. Ces ressources, bien employées, étaient telles que l'invasion n'aurait pas eu lieu, ou que si les coalisés eussent voulu la tenter, les résultats auraient été de nature à les en dégoû-

ter pour long-temps. Mais pour nous servir d'une expression qu'on lui attribue, il ne fallait défendre les *Thermopyles par la charge en douze temps*. Ce n'est pas que nous pensions qu'il aurait dû se dispenser de compléter l'armée de ligne. Nous sommes bien loin de partager l'opinion de ceux qui voudraient que la France fût encore sans armée ; leurs motifs sont connus et ne peuvent entrer dans le cœur d'aucun Français. Il faut que nous ayons une armée de ligne, non-seulement pour la garde de nos forteresses, mais même pour pouvoir, en tout temps, opposer cent cinquante ou deux cent mille hommes à une attaque imprévue. Cette force est suffisante pour maintenir notre influence en Europe, parce qu'elle peut, si l'on veut, être employée en entier dehors, et parce que, ne voulant pas faire de conquêtes, nous ne serons guère engagés seuls dans une guerre extérieure. Mais si ce cas arrivait, si nous devions être menacés d'une nouvelle invasion, croit-on qu'une armée de ligne de trois cent mille hommes même pût être suffisante ? Il ne faut pas nous abuser par de vains rêves philanthropiques. N'insultons pas nos voisins ainsi qu'ils le font eux-mêmes envers nous ; soyons équitables et modérés envers eux, notre caractère national nous y porte et la justice l'exige : c'est tout ce qu'il faut. Ne comptons ensuite que sur nous-mêmes ; notre force seule doit nous faire respecter. Gardons-nous surtout

de présenter l'olivier de la paix d'une main désarmée. Une nouvelle invasion ne doit pas nous paraître aussi improbable qu'on voudrait nous le faire croire ; les élémens qui nous ont menacés de notre destruction existent encore, et n'attendent peut-être que l'occasion favorable pour la consommer. Les efforts d'une nouvelle coalition ne pourraient sans doute pas être plus forts qu'ils ne l'ont été en 1814 et en 1815, à moins de transporter, comme aux temps d'Attila, les populations entières. Mais attaqués de nouveau par sept à huit cent mille hommes, ce n'est que dans la garde nationale que nous pourrions trouver une ressource, et nous en trouverions une suffisante pour résister aux efforts de nos ennemis. Il est fâcheux que le maréchal St.-Cyr, qui, ainsi que la plupart d'entre nous, sort lui-même des rangs de ce corps si illustre dans nos Fastes, et le plus national de tous, ait voulu à la tribune de nos représentans lui ravir la réputation de valeur, qu'il a tant de fois méritée. Sans recourir aux nombreux exemples qui remplissent les pages de notre histoire, et pour n'en citer qu'un seul, n'a-t-on pas vu, dans la campagne que nous décrivons, la division Pacthod, toute de garde nationale, résistant courageusement au choc de plus de quarante mille homme, mourir sans poser les armes et mériter l'admiration de nos ennemis? Si le maréchal St.-Cyr, en représentant la garde nationale comme incapable de résister aux fati-

gues et aux dangers d'une guerre active, a voulu parler de l'état d'organisation où elle se trouve, il se peut qu'il ait eu raison. Le citoyen actif a fait presque partout place au prolétaire, l'homme dévoué à sa patrie s'en est vu écarté par le dégoût, que quelques agens du gouvernement savent inspirer aux cœurs vraiment français. Ce n'est point ainsi que la garde nationale était organisée, lorsqu'elle sauva la France de l'anarchie, et qu'elle servit de berceau à ces immortelles légions qui ont conquis et assuré la gloire et l'indépendance nationale. La garde nationale, composée de citoyens actifs, intéressés à la tranquilité et à la défense de la patrie, commandée par des officiers choisis par elle-même, sera toujours le plus ferme boulevart de nos libertés et de notre indépendance. Le despotisme a pu la dénaturer; il appartient à la monarchie constitutionnelle de la rétablir. S'opposer à lui rendre son organisation primitive ne pourrait être l'effet que de l'aveuglement ou de la trahison; espérons donc que la patrie n'en sera pas plus long-temps privée.

L'examen des moyens que Napoléon aurait pu employer contre l'invasion des coalisés, développera ce que nous venons d'exposer, et pourra peut-être servir pour l'avenir, comme une leçon utile. Nous avons vu, (chapitre second), qu'il aurait pu disposer de cent mille hommes de la conscription, de trois cent mille du premier ban, et de six cent mille du second : c'était déjà sept

cent mille hommes de plus que la conscription qu'il avait ordonnée. Mais il ne fallait pas laisser ce surplus dans les départemens, et le fondre dans la levée en masse qu'il voulut organiser plus tard. Ce dernier moyen est un extrême qu'il ne faut employer qu'avec de grands ménagemens, et qui est peu pratiquable dans des pays bien civilisés. Lorsque l'ennemi est dans le désordre d'une retraite forcée, ou qu'ayant pénétré au centre du pays, il s'y trouve occupé et contenu par de fortes armées, ce moyen est très-bon; dans le premier cas, pour augmenter ce désordre et faire à l'ennemi tout le mal possible; dans le second, pour couper ses communications et enlever ses convois. Mais, où l'ennemi est en force, la levée en masse ne sert qu'à offrir à son avidité l'appât du pillage ou de la rançon des endroits qui paraissent riches. Souvent, et cela n'a pas été sans exemple en 1814, quelques coups de fusil tirés par lui-même, servent de prétexte aux plus grands excès. Dans aucun cas il ne faut laisser, dans les contrées que l'ennemi traverse ou qu'il occupe, des hommes isolés, armés de fusils de calibre, ce sont des armes précieuses par *l'uniformité des munitions* qu'elles emploient, qu'on risquerait de perdre. Quand la levée en masse peut être utile, et ce n'est jamais pour combattre en ligne, des fusils de chasse, des faulx, des piques, etc., en un mot toutes espèces d'armes sont bonnes.

Il est inutile de répéter ce que nous avons déjà

dit sur l'époque à laquelle Napoléon aurait dû rendre la guerre nationale, et sur les moyens qu'il aurait dû prendre pour s'appuyer de l'opinion publique et de toute la force d'une représentation nationale vraiment libre. Nous observerons seulement que s'il eût pris, dès le milieu d'octobre 1813, c'est-à-dire dès l'instant où il vit la ligue allemande se former contre lui, les mesures préparatoires nécessaires, tous ses moyens de défense auraient été réunis le 15 décembre au plus tard. Il suffisait pour cela, en se servant de la forme même de son gouvernement, de faire commencer sans retard la levée de cent mille conscrits, et de rendre à la garde nationale l'organisation qu'elle avait en 1791. En abrogeant tous les décrets qui l'avaient dénaturée, en même temps qu'il rétablissait cette organisation, il pouvait faire la division de la garde nationale en trois bans, ou plutôt en deux, car il n'y en avait que deux à employer. Alors une loi qui pouvait être rendue dans les premiers jours de novembre, dès l'arrivée de Napoléon à Paris, aurait trouvé prête à marcher la garde nationale qu'elle mobilisait, et l'aurait mise en marche sur-le-champ.

Pour sè faire une idée précise de l'emploi qu'on aurait pu faire de ces forces, qui, par leur nature, formaient une double réserve derrière l'armée permanente, nous allons jeter un coup-d'œil sur la carte de la France. La ligne extérieure de défense était nécessairement indiquée par la position

des armées ennemies : elle se trouvait sur la frontière menacée, c'est-à-dire de Huningue à Anvers, et de Perpignan à Pau. C'était donc sur ces deux lignes que devait être placée l'armée permanente; nous verrons plus tard comment. Quant aux réserves, la disposition topographique intérieure de la France et la qualité du service qu'on pouvait exiger des deux classes formant les bans, pourra servir à indiquer leur emploi et leur placement. Le second ban, composé de gardes nationaux de vingt-six à quarante ans, déjà classés dans la vie civile, ayant la plupart déjà payé leur dette à la patrie, devait être employé dans l'ordre même dans lequel il avait été appelé. Il devait former la seconde réserve, et pour ainsi dire la dernière ressource de la nation; celle qui devait précéder le moment extrême, où une suite de désastres pourrait forcer la France à se lever en masse, pour une guerre à mort; l'emplacement de cette seconde réserve est tracé au centre de la France. La Loire, la Vienne et les montagnes du Cantal, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire forment un carré, berceau de l'antique empire des Gaules, qui a protégé et conservé la monarchie française sous Charles VII, et qui doit servir de citadelle à la Gaule moderne. C'est là où devait se réunir le second ban, au nombre de quatre cent mille hommes seulement. Les deux cent mille restant auraient dû être répartis dans les places fortes et surtout dans celles qui forment la ligne des

anciennes frontières de la France. Cette répartition portait avec elle un double avantage. D'abord elle permettait de retirer de ces places une partie des troupes de lignes qui y étaient et de les employer à l'armée active. En second lieu, en doublant et au-delà leurs garnisons, on forçait l'ennemi à disposer d'une partie assez considérable de ses forces, pour couvrir ses derrières; car, dès l'instant où il aurait traversé l'ancienne ligne des frontières, il laissait derrière lui de petites armées qui, favorisées par les places fortes sur lesquelles elles s'appuyaient, auraient formé un cordon impénétrable à ses convois et même à ses renforts en détail. Il est cependant entendu que, pour remplir ce but, il fallait que l'augmentation des garnisons portât plus particulièrement sur les places fortes les plus importantes, telles que Genève, Besançon, Strasbourg, Metz, Mayence, Luxembourg; Mezières, Charlemont, Maubeuge, Valenciennes et Lille. La réserve du second ban aurait dû occuper des camps, qu'on aurait fortifiés, à Clermont, Moulins, Orléans, Tours et Limoges; ayant elle-même une réserve centrale à Bourges. Au milieu de cette réserve aurait dû être transporté le gouvernement et le corps législatif; c'est là même où il devrait se rendre, chaque fois que la patrie sera menacée d'une invasion; il ne faut pas que le gouvernement puisse être dissous, tant qu'un pouce de

terre en France sera occupé par des Français (*).

Le premier ban, ou la première réserve de l'armée active, devait être placé en ligne intermédiaire entre les frontières et la seconde réserve, et distribué en plusieurs grands camps, établis près de lieux qu'il était et qu'il sera toujours nécessaire de fortifier. Ces lieux sont encore indiqués par leur situation topographique. C'était Toulouse, derrière la ligne des Pyrénées; Lyon, contre les mouvemens de flanc que l'ennemi aurait pu tenter sur les communications de l'Italie; Langres et Châlons, derrière la ligne du Rhin et de la Moselle; Laon, pour les frontières du nord, et Paris, tant pour soutenir les deux points de Laon et de Châlons, que pour y établir une garnison fixe. Les trois cent mille hommes du premier ban auraient pu être répartis, à peu près par sixième dans chacune de ces places, où auraient dû se trouver les dépôts de vivres et de munitions de seconde ligne. Les grands dépôts de réserve auraient dû être derrière la Loire. Dans ces six points, il en est deux dont l'importauce stratégique est telle qu'elle exige qu'on en fasse des places fortes du premier ordre: ce sont Lyon et Paris. La dernière ville surtout, en comprenant Vincennes et St.-Denis dans le système de sa défense, présenterait à l'ennemi un obstacle insurmontable; il suffit de

(*) Nous verrons dans la campagne de 1815, qu'une des conditions préliminaires de la convention de Paris fut que, *le gouvernement* et *le corps législatif* ne quitteraient pas la capitale.

vouloir la défendre. Les deux positions stratégiques de Lyon et de Paris, sont des points d'appui de la seconde grande ligne de défense, qui s'étend derrière le Rhône, la Saône, l'Yonne et la Seine. Contemporairement à l'établissement de la ligne de réserve on aurait pu préparer les moyens d'émigration des bestiaux, des départemens que l'armée aurait fait évacuer. Ces bestiaux refluant en arrière de la seconde ligne de défense, auraient diminué les dommages de l'invasion, en même temps que les moyens de subsistances de l'ennemi. Une autre mesure tendant au même but, aurait pu être, celle de faire entrer les comestibles et les effets précieux dans les places fortes les plus voisines; les hommes valides non compris dans les deux bans, auraient pu augmenter la force des réserves, en conduisant l'émigration des bestiaux, ou augmenter les garnisons des places fortes en s'y renfermant.

Le temps qu'il faudrait pour rassembler et faire camper les deux bans est également facile à déterminer. Il est naturel qu'on compose chacun des camps de réserve, des bataillons du premier ban tirés des départemens les moins éloignés; les garnisons des places fortes seraient également renforcées par les bataillons du second ban, des départemens environnans. On peut donc établir que les lignes de plus longue distance à parcourir par le premier ban seraient celles de Brest à Châlons, et de la Rochelle à Lyon; la première est de cent

soixante-quinze lieues de poste, et la seconde de cent cinquante. En fixant la journée d'étape à cinq heures de marche, ou sept lieues de poste, on trouve vingt-sept étapes de Brest à Châlons, et vingt-deux de la Rochelle à Lyon. De même les plus longues lignes à parcourir par le second ban, seraient celles de Bayonne et de Perpignan à Bourges, et celle de Brest au même point. Les deux premières ont cent soixante-quinze lieues et la troisième cent soixante lieues ce qui fait vingt-quatre ou vingt-cinq étapes. On voit donc qu'il serait possible que dans vingt-sept jours, de la promulgation de la loi qui mobiliserait les gardes nationales, toutes fussent rendues à leur poste. En admettant donc que le décret préparatoire, pour la réorganisation et l'armement des gardes nationales, ait été rendu le 15 octobre, lorsque Napoléon sut la défection de la Bavière et celle qui allait suivre du reste de l'Allemagne; que le corps législatif ait été réuni dès les premiers jours de novembre, et par conséquent la loi qui déclarait la guerre nationale, rendue le 15, on voit que le 15 décembre, neuf cent mille gardes nationaux pouvaient être sous les armes et prêts à appuyer l'armée permanente. Un mois suffisait pour organiser et armer, il n'en fallait pas tant pour réunir les défenseurs de la patrie. Il est facile de vérifier l'exactitude de nos calculs, et personne de bonne foi ne nous accusera, d'avoir proposé des *mesures impossibles* à mettre en exécution.

Rien ne s'opposait à la fin de 1813, à ce que le gouvernement ne les prennent; car les intrigues, pour empêcher la levée de la conscription, qui ont eu lieu dans l'ouest, auraient disparu devant un mouvement national. Le gouvernement ne l'a pas fait, et c'est là la faute qui a puissamment contribué à sa chûte. Tous les gouvernemens, qui cherchent dans une armée permanente une force spéciale dirigée contre l'opinion publique, chercheront toujours à déprécier et même à désorganiser tous les moyens de défense vraiment nationaux. Le moment de la crise, soit intérieure, soit extérieure arrive; hâté par leur ambition, par les atteintes qu'ils portent aux intérêts nationaux, par les intrigues, l'injustice et les déprédations de leurs agens, enfin par l'orgueil même qui accompagne toujours le despotisme d'agens subalternes. Trop faibles au dehors, parce qu'une armée permanente n'est jamais asssez forte contre une invasion. Trop faibles au dedans, parce que la nation qu'ils ont opprimée les abandonne dans le danger, ils tombent avec fracas, et leurs débris sont teints dans le sang des peuples. Nous n'avons parlé ni du passé, ni du présent, ni de l'avenir. Les vérités incontestables que nous avons exposées, embrassent tous les siècles et tous les peuples; et les exemples effrayans du passé, ne font que confirmer les présages sinistres de l'avenir seul. Quant à nous, sachons au moins apprécier notre force; apprenons enfin que quand nos institutions nationales seront or-

ganisées d'une manière vraiment constitutionnelle; quand le gouvernement restera véritablement uni à la nation, au lieu de chercher à lutter contre l'opinion publique, et à se créer des intérêts partiels, *sous prétexte de dominer les partis*, ce qu'il ne peut qu'en restant *assis sur ses bases;* alors toutes les tentatives *intérieures* pour nous diviser de nouveau, ou *extérieures* pour nous imposer le joug de l'étranger, tourneront à la honte de leurs auteurs. Nous pouvons, si nous sommes menacés, nous pouvons, dès que l'armée la plus nationale de toutes, celle à laquelle appartient toute la France, sera organisée, opposer, dans quarante jours à l'ennemi, autant d'hommes que nous aurons d'armes à leur donner; quinze cent mille sans effort extraordinaire, trois millons s'il le faut. Ne nous laissons donc pas endormir dans une sécurité trompeuse; ne nous laissons pas effrayer par des obstacles imaginaires, par des dangers chimériques; en rendant à la nation ses véritables moyens de sûreté et de défense, il ne pourrait y avoir de dangers que pour ceux qui voudraient la trahir; eux seuls ont l'intérêt de s'y opposer.

Les premières bases de la défense posées, par l'organisation de la double réserve, voyons comment Napoléon aurait pu employer l'armée active, d'après le système d'invasion des coalisés. La force totale des troupes disponibles qui lui restaient après avoir repassé le Rhin, peut être évaluée à cent mille hommes, y compris les troupes de

la Belgique; il pouvait, au moyen du second ban, retirer vingt mille hommes de troupes de ligne des places fortes, depuis Genève jusqu'à Dunkerque. Ainsi la levée de cent mille conscrits, lui donnait une armée de deux cent vingt mille hommes, sur la frontière orientale. Les armées d'Espagne et de Catalogne pouvaient rester comme elles étaient. Les ducs de Dalmatie et d'Albuféra avaient ensemble environ cent mille hommes; cette armée placée derrière les Pyrénées et soutenue par un camp de réserve de cinquante mille hommes, suffisait pour arrêter les Anglo-Espagnols. Disposant de vingt mille hommes du second ban, pour Bayonne, Perpignan et les autres petites places des Pyrénées; il lui en restait cent quatre-vingt mille pour les places de l'est; c'est-à-dire environ deux cent vingt mille hommes avec les troupes réglées qui y restaient. En portant la garnison de Mayence à trente mille hommes; celles de Lille, Valenciennes, Metz et Strasbourg, à vingt-cinq mille; Anvers et Besançon, à vingt mille; il lui restait encore cinquante mille hommes disponibles pour les autres places, y compris Genève, et c'était assez. La répartition de l'armée active lui était indiquée par la direction des colonnes d'invasion, et elle pouvait être assez forte partout pour résister au premier choc. Avant tout, il était aisé de prévoir l'envahissement de la Suisse, que nous n'occupions pas; on savait depuis long-temps que les prétextes diplomatiques ne

manquent pas en faveur des entreprises avantageuses. Il fallait donc avoir un corps de vingt mille hommes environ à l'extrême droite, vers Bourg. Ce corps, appuyé par le camp de réserve de Lyon, devait servir à observer les mouvemens de l'ennemi débouchant par la Suisse, à couvrir Genève, et à menacer les colonnes dirigées vers la naissance du lac. Dans le Nord, toutes les armées des coalisés n'étant pas encore réunies, un corps de quarante mille hommes entre la Meuse et l'Escaut, appuyé à Anvers et à Mastricht, était suffisant. Il aurait peut-être même été trop fort, dans le premier moment, si son objet n'avait dû être en même temps d'observer et de pouvoir menacer de flancs les colonnes qui voudraient traverser les Ardennes, ou longer la rive gauche de la Moselle. Restaient donc cent soixante mille hommes, qui devaient être placés entre Huningue et Weissembourg, et entre Landau et Trèves.

L'armée russo-prussienne aurait-elle passé le Rhin, moitié au-dessous de Bingen, moitié au-dessous de Manheim, s'il y avait eu un corps de soixante mille hommes près de Kayserslautern, et une forte garnison dans Mayence? L'armée austro-russe aurait-elle été, par un mouvement latéral, passer le Rhin à Bâle, et se prolonger en travers de sa base, jusqu'à Neuchâtel, s'il y avait eu, entre Strasbourg et Colmar, un corps de cent mille hommes, dont une moitié pouvait attaquer la tête du passage à Bâle, ou, débouchant par le

pont de Kehl, se saisir de Freyburg et du passage du Brisgaw, et couper la ligne d'opérations de l'armée coalisée? Mais supposons que le passage se soit effectué. Supposons même les trois cas les plus défavorables: 1° Que l'armée austro-russe, ayant réussi à pénétrer dans la direction de Bâle à Vesoul, le corps qui était entre Strasbourg et Colmar, ait été obligé de se replier entre Neuchâteau et Langres; 2° que l'armée russo-prussienne ayant forcé le passage du Rhin à Coblentz, se soit rendue maîtresse de la rive gauche de la Moselle, et ait obligé le corps qui était en avant de la Sarre à se retirer derrière la Meuse, entre Verdun et St.-Mihiel; 3° enfin, que le corps de la Belgique, ait été acculé sur Laon, et même si l'on veut, forcé d'abandonner cette position et de se retirer sur Paris. Toutes les colonnes des coalisés devant nécessairement combiner leurs mouvemens, de manière à marcher à peu près de front, on ne peut pas présumer que ces trois cas aient pû se réaliser avant la fin de janvier; puisque, sans obstacles, les Autrichiens n'arrivèrent devant Langres que le 17, et les Russo-Prussiens étaient à la même époque sur la Moselle. Cependant la réserve du premier ban, aurait eu plus d'un mois pour s'exercer et achever de s'organiser, et elle pouvait entrer en ligne à côté des vieilles troupes, ainsi que nous l'avons déjà vu en 1792. Alors l'armée française, placée en fer à cheval, de Langres à Laon ou à Paris, se trouvait forte de quatre cent

mille hommes, sans y comprendre les hommes valides du premier ban, qui auraient reflué des départemens abandonnés. L'ennemi cependant, obligé de laisser sur ses derrières des détachemens nombreux et d'autant plus forts, que la garnison des places du premier rang formait autant d'armées, ne pouvait pas alors avoir plus de six cent mille hommes, en supposant qu'il ait passé le Rhin avec huit cent mille. Il lui fallait encore en détacher près de cent mille, pour observer Besançon et Genève, et parer à une diversion du corps placé à Bourg, qui avec la réserve de Lyon avait soixante-dix mille combattans. Les forces étaient donc à peu près égales sur le point principal d'attaque, et la réserve du second ban qui les doublait, n'en était qu'à six marches.

Mais une bataille, perdue sur un point, pouvait forcer l'armée française à quitter sa positon semi-circulaire, quelqu'avantageuse qu'elle fût en elle-même, pour diviser les colonnes ennemies et les battre en détail. La disposition topographique de la France présentait dans ce cas une seconde ligne derrière la Seine, la Saône et le Rhône. Le corps de l'extrême droite pouvait passer derrière la Saône à Macon, et s'étendre par sa droite au-delà de Lyon, au moyen de la réserve du premier ban, qui pouvait être remplacée dans Lyon par des bataillons du second ban. Le corps de l'extrême gauche pouvait s'étendre à la gauche de Paris, derrière la Seine. La grande armée, pi-

votant en arrière sur sa gauche, venait se replier derrière la Seine ou derrière l'Yonne, se joignant par les montagnes de Morvan, au corps de droite, et lié par Paris au corps de gauche. Il se trouvait alors soixante-dix mille hommes entre Valence et Macon; trois cent mille entre la Saône et la Seine de Macon à Montereau; et quatre-vingt-dix mille de Melun à Rouen. Cependant tous les ateliers de l'intérieur auraient augmenté pendant ce temps le nombre des armes, qui était encore si grand au commencement de 1814; d'ailleurs, dans un moment aussi éminent, toutes les armes à feu étaient bonnes. Il aurait été possible de faire, depuis le commencement des hostilités, de nouvelles levées de gardes nationales. Le premier ban offrait encore près de six cent mille hommes dans les départemens non envahis, et le second près d'un million, car il ne devait plus s'agir de séparer les hommes mariés de ceux qui ne l'étaient pas. Une troisième et plus formidable réserve aurait pu remplacer la seconde, et bientôt un million d'hommes auraient été en présence de l'ennemi, tandis qu'une forte armée était sur ses derrières. Il ne restait sans doute alors que trois partis à prendre pour les coalisés; tenter une lutte dont la fin leur offrait un tombeau, au-lieu de la conquête dont ils se flattaient; quitter la France et repasser le Rhin en hâte; ou enfin changer de système de guerre et chercher à s'emparer successivement de nos places fortes. Dans

ce dernier cas, il nous restait la ressource de les attaquer; il nous en restait une plus puissante encore. Qu'on se souvienne qu'un peuple qui combat pour son indépendance et sa liberté, trouve des appuis partout hors des classes privilégiées, et ces dernières ne sont pas les plus nombreuses.

Nous n'avons pas parlé de la défense de la frontière des Pyrénées, parce que, si Napoléon ne s'était pas vu obligé de retirer des troupes des armées de Catalogne et d'Espagne, ces deux armées, avec la réserve que nous avons supposée établie à Toulouse, auraient été assez fortes pour arrêter l'ennemi. Mais si cela n'avait pas été, elles auraient dû se séparer, et il aurait fallu faire de Bordeaux un point de défense et y appeler des réserves de second ban. L'armée d'Espagne, réunie à la réserve de Toulouse, devait défendre la Garonne, et successivement le Tarn, l'Aveyron, le Lot et la Dordogne, ayant Angoulême et Limoges pour point de retraite. L'armée de Catalogne devait se retirer sur Carcassonne et défendre le Languedoc, en se tenant à la hauteur de l'armée d'Espagne, jusqu'à Mende et Privas, où elle s'appuyait aux montagnes de la Haute-Loire et joignait l'armée de Lyon.

Nous pensons qu'un système de défense ainsi coordonné, en resserrant continuellement la ligne de défense et obligeant l'ennemi à prolonger la circonférence de ses attaques, l'aurait conduit

à heurter un globe de compression, dont l'explosion aurait mis un terme fatal à ses projets. *Sic futura sint*......... Nous nous abstiendrons de réflexions sur le passé. L'histoire est un miroir fidèle; il suffit d'y jeter les yeux et de vouloir s'éclairer. Nous ne pouvons pas terminer ce chapitre sans rendre à l'intéressant et si éminemment patriotique ouvrage du général Tarayre (*) l'hommage que lui méritent la profondeur de ses vues et l'amour du bien public qui l'a guidé. Nous nous sommes rencontrés dans l'application des mêmes principes, quoique j'aie été obligé de partir de ce qui existait à l'époque sur laquelle j'écris; c'est donc avec une vive satisfaction que je m'appuie sur son ouvrage pour fortifier mes assertions: nous ne nous disputerons pas je crois pour la priorité; enfans de la même patrie, pouvions-nous différer d'opinion sur les principes qui en font le salut? J'ai fait voir ce qu'on aurait pu faire; le général Tarayre a démontré ce qu'on pourrait faire à l'avenir. Puissent ses idées être appréciées et ses vœux exaucés! tels sont, n'en doutons pas, les sentimens de tous les anciens défenseurs de la patrie. Quelque soit la fortune militaire que leurs talens ou leur valeur leur aient acquise, tous n'ont pas oublié qu'ils sortent des rangs de la garde nationale. Pourraient-ils vouloir

(*) *De la force des Gouvernemens*, par le lieutenant-général Tarayre. Paris 1819.

méconnaître ce corps illustre, qui composa la force et la majesté de la nation, qui fut le berceau de nos légions victorieuses, et qui a le droit de revendiquer mille noms glorieux, que la valeur ou la science militaire ont gravés dans nos fastes?

LIVRE II,

Contenant les événemens qui se sont passés du 10 décembre 1813 au 31 janvier 1814.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau des armées coalisées. — Tableau de l'armée française. — Mouvemens des coalisés ; ils entrent en Suisse. — Passage du Rhin par l'armée de Schwarzenberg. — Combats de Sainte-Croix les 23 et 31 décembre. — Le duc de Bellune repasse les Vosges. — Organisation de l'armée française, le 5 janvier. — Mouvemens de l'armée austro-russe. — Passage du Rhin par l'armée de Blucher. — Réflexions sur ce passage.

Avant d'entrer dans le détail des mouvemens que firent les Coalisés, pour se préparer à passer le Rhin, nous croyons devoir donner au lecteur une idée exacte des forces qui menaçaient la France. C'est ce que nous allons faire dans le tableau suivant :

GRANDE ARMÉE,

LE MARÉCHAL PRINCE DE SCHWARZENBERG.

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
AUTRICHIENS.				
1re Division légère. Général Bubna..........	5	30	4,500	6,000
2e Id. id... Prince Maurice de Lichtenstein..............	5	18	4,500	3,600
1er CORPS. — LE GÉNÉRAL COLLOREDO.				
Général Hardegg........	2	12	24,300	2,400
Général Wimpfen......	13	»		
Prince de Wied Runkel..	12	»		
A reporter.....	37	60	33,300	12,000

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report	37	60	33,300	12,000
2e CORPS. — LE PRINCE ALOYS DE LICHTENSTEIN.					
	Prince Aloys de Lichtenstein	11	12	18,900	2,400
	Général Greth	10	»		
3e CORPS — LE GÉNÉRAL GIULAY.					
	Général Crenneville	5	7		
	Prince Hohenlohe Bartenstein	8	6	23,400	2,600
	Général Mariassy, puis Fresnelle	13	»		
WURTEMBERG.					
4e CORPS. — LE PRINCE ROYAL DE WURTEMBERG.					
Avant-garde	Général Stockmayer	4	6		
Général Franquemont	Prince Adam de Wurtemberg	»	12	22,400	2,700
	Général Koch	10	»		
	Général Doring	14	»		
AUSTRO-BAVAROIS.					
5e CORPS. — LE GÉNÉRAL WREDE.					
Autrichien. Général Frimont	Général Hardegg	3	14		
	Général Spleny	8	12		
Bavarois	Général Rechberg	10	14	36,900	9,700
	Général Beckers	10	8		
	Général Delamotte	10	8		
RUSSES.					
6e CORPS. — LE GÉNÉRAL WITTGENSTEIN.					
Général Pahlen	Rudinger	»	16		
	3e de Hulans	»	4		
	Cosaques	»	30		
	Quartier général	»	4		
1er Corps. Prince Gorczakow	Mezenzow	10	»	19,800	6,000
	Helfreich	7	»		
2e Corps. Prince Eugène de Wurtemberg	Szaszafskoy	8	»		
	Wisznitzky	8	»		
	A reporter	186	213	154,700	35,400

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report.	186	213	154,700	35,400
7e CORPS. — LE GÉNÉRAL PLATOW.					
Cosaques	Général Kaisarow.	»	10		
	Général Grekow.........	»	10		
	Général Ilowaisky, 8.....	»	5	»	3,900
	Général Seslawin........	»	22		
GRANDES RÉSERVES,					
LE GÉNÉRAL BARKLAY DE TOLLY.					
AUTRICHIENS.					
LE PRINCE HÉRÉDITAIRE DE HESSE-HOMBOURG.					
	Général Bianchi.........	12	»		
Grenadiers.	Général Weissenwolf. ...	8	»		
	Général Trautenberg.....	6	»	23,400	8,000
Général Nostitz, cuirassiers......	Général Klebelsberg.	»	24		
	Général Lederer.........	»	16		
RUSSES.					
LE GRAND DUC CONSTANTIN, LE GÉNÉRAL MILORADOVICZ.					
5e Corps, garde, Général Jermoloff.	Général Rosen.	13	»		
	Garde Prussienne........	8	»		
	Général Udom..........	10	»		
3e Corps, grenadiers, Général Rajewsky.	Général Czglokow.......	9	»		
	Général Paskiewicz.....	9	»		
Cavalerie de la garde, Général prince Galitzin. 5.....	Général Dépréradowicz..	»	16		
	1er Cuirassier...........	»	8	29,400	11,700
	Garde prussienne........	»	16		
	Général Kretow, 2e cuirassier...............	»	16		
	Général Duka, 3e id....	»			
	Général Szewicz... garde légère............	»	24		
	Corps détaché en colonnes mobiles, ou pour les intendances et la prévôté................	7	71	6,000	6,100
Prince Szerbatow..	Cosaques d'avant-garde..	»	15	»	1,200
	A reporter........	268	466	213,500	66,500

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report.	268	466	213,500	66,300
6e CORPS D'ALLEMAGNE. LE PRINCE PHILIPPE DE HESSE HOMBOURG.					
Général Meczery..	Autrichiens.	5	11	18,900	2,800
Général Mozer.	Wurtzbourg et Reuss.	4	»		
	Troupes d'Isenburg.	3	»		
Prince Emile de Hesse Darmstadt.		9	4		
8e CORPS D'ALLEMAGNE, TROUPES DE BADEN. — LE GÉNÉRAL HOCHBERG.					
	Général Stockhorn.	6	»	13,500	2,000
	Général Neuenstein.	9	»		
	Général Schaefer.	»	13		
ARMÉE DE SILÉSIE, LE MARÉCHAL BLUCHER.					
1er Corps Prussien. Général d'Yorck.	1er général Pirch, 2.	10 1/2	4	29,200	6,600
	2e Prince Charles de Meklenburg Strelitz.	9	4		
		9	4		
	7e général Horn.	9	4		
	8e Prince Guillaume de Prusse.	»	28		
	Général Jurgass.				
2e Corps id. Général Kleist.	9e général Klux.	9 1/2	4	29,600	6,600
	10e général Pirch, 1.	9	4		
	11e général Ziethen.	9 1/2	4		
	12e Prince Auguste de Prusse.	9	4		
	Général Roeder.		28		
CORPS RUSSE DU GÉNÉRAL LANGERON.					
8e Corps russe. Général St-Priest.	11e général Gurialew.	7	»	25,800	7,000
	17e général Pillar.	7	»		
9e Corps russe. Général Alsufiew.	9e général Udom, 2.	7	»		
	15e général Karnielow.	7	»		
10e Corps russe. Gén. Kapczewicz.	8e général Urusow.	7	»		
	22 général Turczaninow.	8	»		
Général Korff.	Général Borosdin, 2.	»	8		
	Général Emmanuel.	»	4		
	Général Panczulisew, 1.	»	»		
	Général Pahlen, 1.	»			
	Général Szerbatow, cosaques.	»	6		
	Général Grekow, 8.	»	35		
	Areporter.	421 1/2	635	330,500	91,300

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report........	421 1/2	635	330,500	91,300
CORPS RUSSE DU GÉNÉRAL SACKEN.					
6e Corps russe. Prince Szerbatow.	7e général Tallisin.......	7	»	19,200	6,800
	18e général Bernados. ...	7	»		
11e Corps russe. Général Liewen..	10e général Sass.........	7	»		
	16e Une brigade.........	4	»		
	27e Stawitzky...........	7	»		
Général Walsilczikow..........	Général Lanskoy........	»	12		
	Général Panczulisew, 2..	»	12		
	Gén. Lukowkin, cosaques.	»	40		
4e CORPS D'ALLEMAGNE. — LE PRINCE DE HESSE.					
	Général Muller..........	8	»	20,000	1,800
	Prince de Salm.........	8	»		
	Général Engelhard.......	9	»		
	Prince Frédéric de Hesse.	»	12		
5e CORPS D'ALLEMAGNE. — LE PRINCE DE SAXE-COBOURG.					
Troupes de Berg...	Général Hünerbein......	15	4	24,000	2,700
Troupes de Nassau.	Général Degenfeld.... .	15	6		
	Cosaques...............	»	15		
ARMÉE DU NORD.					
LE PRINCE ROYAL DE SUÈDE.					
EN PREMIÈRE LIGNE.					
3e CORPS PRUSSIEN.					
Général Bülow...	3e général Zielinsky.	10	4	36,400	7,660
	4e général Thümen......	9 1/2	4		
	5e général Borstel.	13	4		
	6e général Kraft........	9	4		
	Général Oppen..........	»	30		
	Corps de Lützow........	3	4		
	— de Colomb.........	»	1		
	Chasseurs de Reiche.....	1	»		
	A reporter.........	554	787	430,100	110,260

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report......	554	787	430,100	110,260
CORPS RUSSE DU GÉNÉRAL WINZINGERODE.					
12e Corps. Géné. Woronzow.	21e général Laptiew.....	8	»		
	24e général Swarikin.....	4	»		
	14e général Harpe.......	5	»		
	15e général Krasowsky...	4	»		
13e Corps. Géné. Strogonow	12e Prince Chowansky....	8	»		
	13e général Szeltuchin...	6	»	21,000	12,100
Général Orurk....	Général baron Pahlen....	»	9		
	Général Balk............	»	21		
Cosaque. Gén. Czerniszew.	Général Nariszkin.......				
	Général Stahl, 1........	»	95		
	Général Ilowaisky, 4....				
	Général Benkendorf.....				
3e CORPS D'ALLEMAGNE. LE DUC DE SAXE WEIMAR.					
	....	»	14		
	Général Lecocq.........	7	»		
	Général Ryssel, 1.......	4	»		
	Général Gablentz........	4	»		
	Prince Paul de Wurtemberg.............	5	»	25,600	3,050
	Général Thielemann.....	12	1		
	Cosaques..............	»	10		
	Réserve restée en Saxe...	13	»		
CORPS MIXTE DU GÉNÉRAL WALMODEN.					
Général Tettenborn.	Cosaques...............	»	20		
Gén. Ahrenschild.	Légion Russo-Allemande.	7	8	10,400	4,000
— Kielmansegge.	Troupes de Hanovre.....	6	8		
EN SECONDE LIGNE.					
ARMÉE SUÉDOISE.					
LE MARÉCHAL STEDINGK.					
	Général Posse..........	12	»		
	Général Saendels.......	11	»	16,800	4,800
	Général Boye...........	5	»		
	Général Skjoldebrand...	»	32		
	A report........	675	1005	514,300	134,210

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report.	675	1005	514,300	134,219
2e CORPS D'ALLEMAGNE, LE DUC DE BRUNSWICK.					
Troupes de Brunswick.	Colonel Olfermann.	10 1/2	4		
— de Meklembourg.	Général Fallois..........	4	4		
— Anséatiques.....	Colonel Witzleben.	4	9		
— Oldenbourg.....	....	2	»		
— Hanovre........	Général Dörenberg.	32	4		
— Hollandaises. ...	....	12	»		
— Anglaises.......	....	15	»	31,500	3,000
— Danoises.	....	12	»		
	TOTAL.........	766	1026	572,400	139,610
ARMÉES DE RÉSERVE.					
ARMÉE RUSSE DE POLOGNE AU SIÉGE DE HAMBOURG.					
LE GÉNÉRAL BENINGSEN.					
Corps de lignes. Général Doktorow.	13e général Rossy.	6	»		
	16e général Bulatow.	12	»		
	26e général Emme.	12	»		
Corps de milice. Général Tolstoy...	1er général Morumzow. ..	18	»		
	2e général Titow.	15	»	35,800	16,150
Général Tchaplitz.	Général Kreutz.	»	15		
	Général Szepelew.	»	27		
	Général Teniszew.	»	27		
	Gén. Bagration (cosaques).	»	50		
4e CORPS PRUSSIEN. LE GÉNÉRAL TAUENZIEN.					
Siége de Wurtemberg, puis. Erfurt.	Général Lindenau.......	10	4		
	Général Dobschütz.	16	8		
Siége de Magdeburg.	Général Jeanneret.......	11	2		
	Général Hirschfeld.	11	6	52,000	9,300
Siége de Magdeburg, puis. Wesel.	Général Puttlitz.	9	6		
Siége de Custrin...	Général Hinrichs.	8	2		
	Général Bismarck.	»	34		
	A reporter.	128	181	87,800	25,450

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report.........	138	181	87,800	25,450
RÉSERVE PRUSSIENNE EN WESTPHALIE. LE PRINCE LOUIS DE HESSE HOMBOURG.					
	Général Steinmetz.......	12	4	17,600	1,800
	Colonel Tippelskirch.....	10	8		
RÉSERVE RUSSE DANS LE DUCHÉ DE WARSOVIE. LE PRINCE LABANOF ROSTOWSKY.					
4ᵉ Corps. Général Lewis.	6ᵉ Général Bachmanow..	8	»	82,200	12,500
	25ᵉ Général Kolubakin...	7	»		
Général Essen, 3.	23ᵉ Général Baszutzky....	9	»		
	28ᵉ	12	»		
Général Wolkonsky, (milice).....	Général Mordwinow......	25	»		
	....	9	5		
Génl Tormassow..	Général Barasdin, 1 (milice)................	12	5		
	Général Radt, (milice)...	30	»		
	Général Kleinmichel, (réserve).............	25	»		
	Général Jaudré, (réserve).	»	8		
	Général Sperberg, (idem).	»	8		
	Général Czarnisz........	»	12		
	Général Czernosubow, (cosaques)..........	»	30		
	Général Balatnkow, (tartare)...............	»	10		
	..............(cosaques).	»	45		
CORPS DU SIÉGE DE GLOGAU. LE GÉNÉRAL ROSEN.					
PRUSSIENS.					
	Général Heister.........	13	4	29,000	1,400
RUSSES.					
Général Rosen, (milice)......	Général Bardakow.......	12	»		
	Général Ismailow.......	12	»		
	Général Walsilczikow....	7	»		
	.........Cosaques.......	»	10		
RÉSERVE AUTRICHIENNE. LE DUC DE WURTEMBERG.					
	....	»	»	16,000	4,000
	Total...........	319	330	232,600	45,150

			INFANTERIE.	CAVALERIE.	TOTAL.
RÉCAPITULATION.					
En 1re ligne......	Grande armée..........		245,900	71,100	317,000
	Armée de Silésie........		147,800	31,500	179,300
	— du Nord..........		178,700	37,010	215,710
			572,400	139,610	712,010
En 2e ligne.......	Réserve Autrichienne et Prussienne.		33,600	5,800	39,400
	Troupes des Siéges......		116,800	26,850	143,650
			150,400	32,650	183,050
En 3e ligne.......	Réserve Russe..........		82,200	12,500	94,700
		Total général........	805,000	184,760	989,760

On nous reprochera peut-être d'avoir grossi ce total en y comprenant les Cosaques. Mais les auteurs étrangers et ceux qui ont écrit chez nous à la louange des coalisés, ont tellement exalté la valeur et les vertus de ces demi-sauvages, ils nous ont transmis tous leurs incroyables exploits avec tant de complaisance, que nous croirions manquer de respect à tous les Cosaques, quel que soit leur habit, si nous les retranchions du tableau de l'armée coalisée.

La répartition par nation des troupes coalisées offre le tableau suivant.

Autrichiens..............	en première ligne..........	151,300	171,300
	en seconde ligne..........	20,000	
Russes	en première ligne.........	179,000	345,050
	en seconde ligne..........	71,350	
	en troisième ligne.........	94,700	
Prussiens..............	en première ligne	116,060	207.760
	en seconde ligne..........	91,700	
	A reporter.........		724,110

Report	724,110
Allemands	215,050
Suédois	21,600
Anglais	9,000
Hollandais	10,000
Danois	10,000
Total égal	989,760

Mais toutes les troupes qui étaient destinées à agir en première ligne, n'entrèrent pas en France ensemble. Une partie considérable de l'armée du nord était encore en échelons, entre le Rhin et l'Elbe. Le dernier terme de la formation des troupes allemandes avait été fixé au 15 janvier. Il en résultait donc que l'armée de Silésie fut obligée de laisser des troupes devant Mayence et que le corps du prince royal de Würtemberg ne se trouvait pas encore au complet le 1[er] janvier. Dans le nord, il n'y eut jusqu'au 15 janvier, au-delà du Rhin et du Waal, que le 3[e] corps prussien. La force totale des troupes coalisées, qui entrèrent réellement sur le territoire français pendant la première époque de cette guerre, se trouve donc réduite selon l'état sommaire suivant.

GRANDE ARMÉE.		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Divisions légères.	le Général Bubna	5	50	4,500	6,000
	Prince Maurice Lichtenstein	5	18	4,500	3,600
1[er].Corps	Général Colloredo	27	12	24,300	2,400
2[e]. —	Prince Aloys Lichtenstein	21	12	18,900	2,400
3[e]. —	Général Giulay	26	13	23,400	2,600
4[e]. —	Prince royal de Wurtemberg	14	18	11,200	2,700
5[e]. —	Général Wrede	41	56	36,900	9,700
6[e]. —	Général Wittgenstein	33	54	19,800	6,000
7[e]. —	Général Platow	»	47	»	3,900
Grande réserve	Général Barklay	82	206	58,800	27,000
	Total	254	466	202,300	66,300

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
ARMÉE DE SILÉSIE.					
1er corps prussien...	Général d'York........	31 1/2	44	29,200	6,600
Corps du Général Langeron,......	Général Alsufieff.....	14	8	16,800	2,100
	Général Saint-Priest....	14	6		
Corps du Général Sacken..........		32	64	19,200	6,800
	Total.........	91 1/2	122	65,200	15,500
ARMÉE DU NORD.					
3e corps prussien...	Général Bulow........	45 1/2	51	36,400	7,660
	Total général.......	391	639	303,900	89,460

A cette époque l'empereur Napoléon n'avait encore à opposer à l'ennemi, que les corps d'armée qu'il avait laissé aux frontières en repassant le Rhin. Voici quelle était leur force et leur organisation.

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
1er. CORPS. — LE GÉNÉRAL MAISONS.					
1er de tirailleurs.	Général Barrois (garde). ..	8	»	650	»
3e id.	Général Roguet (id.).......	8	»	6,000	»
	Général Ambert...........	20	»	5,400	»
	Général Castex..........	»	16	»	860
2e CORPS. — LE MARÉCHAL DUC DE BELLUNE.					
	Général Duhesme.........	»	»	2,265	»
	» Gérard.............	»	»	2,325	»
	Général................	»	»	1,710	»
6e CORPS. — LE MARÉCHAL DUC DE RAGUSE.					
	Général Durutte........	»	»	4,840	»
	Général Ricard.........		»	4,890	»
	Général Lagrange.......	»	»	4,154	»
	A reporter...			32,234	860

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Report........	.	.	32,234	860
11e. CORPS.—LE MARÉCHAL DUC DE TARENTE.					
	Général Amey............	.	.	4,742	.
	Général Albert...........	.	.	4,698	.
	» Brayer (*).........	.		5,200	.
	» Molitor	.	.	1,700	.
RÉSERVE DE CAVALERIE.					
1er Corps.	Général Picquet....... ...	.	.	.	1,562
Gén. Doumère.	D'Audenarde	.	.	.	1,702
2e Corps.	Excelmans........	.	.	.	2,768
Gén. Sébastiani	Duc de Padoue.. .	.	.	.	1,997
5e Corps. Gén. Milhaud.	Général Piré...............	.	.	.	1,250
	Briche............	.	.	.	1,320
	L'héritier.........	.	.	.	1,462
GARDE IMPÉRIALE.—LE MARÉCHAL DUC DE TRÉVISE.					
Vieille garde....	Général Friant.......	.	.	4,800	.
	— Michel............	.	.	1,954	.
Jeune garde....	Général Meunier..........	.	.	2,600	.
	— Decouz...........	.	.	600	
	— Boyer............	.	.	294	.
	— Rottembourg......	.	.	600	.
Cavalerie.	Général Laferrière.........	.	.	.	2,400
Gén. Nansouty.	— Lefebvre Desnouette.	.	.	.	1,530
	Total........	.	.	59,522	16,851

C'était donc une armée de soixante-quinze mille hommes en tout, qui allait avoir à soutenir le premier choc de près de quatre cent mille ennemis ; même le passage du Rhin n'était défendu que par les 2e et 6e corps d'infanterie et les 1er et 5e de cavalerie, c'est-à-dire par

(*) Il avait remplacé le général Charpentier blessé à Arnheim.

vingt-cinq mille hommes environ, contre plus de trois-cent quarante mille.

Dès les premiers jours de décembre, les armées coalisées se mirent en mouvement pour s'approcher des points où elles devaient passer le Rhin. Les souverains, ayant acquis la certitude que la faible armée française, qui avait repassé ce fleuve un mois auparavant, était disséminée depuis Huningue jusqu'à Gueldres et jugeant, par la promptitude avec laquelle l'empereur Napoléon avait accueilli les propositions de paix, par lesquelles ils l'avaient amusé, qu'il n'était pas assez fort pour reprendre l'offensive, se décidèrent à hâter l'invasion. Leur supériorité numérique était assez grande en ce moment, et ils ne voulaient pas, en attendant que l'organisation des troupes allemandes fut achevée, laisser à la France le temps de se mettre en défense et à Napo léon celui de compléter ses armées.

Le 9 décembre, la 1re division légère (Bubna) vint s'établir à Lorrach, près de Bâle. Du 12 au 15, le reste de l'armée autrichienne fut placé dans des cantonnemens resserrés, en avant de Fribourg en Brisgaw, savoir: le 2e corps (Prince Aloys de Lichtenstein), le 3e (Giulay) et la division de grenadiers de Bianchi, entre Lorrach et Kandern; le 1er corps (Colloredo) et la 2e division légère (prince Maurice de Lichtenstein) à Tiengen et en arrière; les réserves autrichiennes dans les environs de Stühlingen. Le 5e corps (Wrede) se réunit dans les environs de Krotzingen, laissant jusqu'au 22 un détachement devant Kehl. Le 4e corps (prince de Wurtemberg) se réunissait dans les environs de Heilbronn, d'où il

partit le 16 pour se rendre à Offenburg le 23. Le 6e corps (Wittgenstein) se mit en marche dès le 9, se dirigeant de Lauffen par Canstadt, Tübingen, Hechingen, Bahlingen et Hornberg sur Offenburg où il devait arriver le 22 et prendre le blocus de Kehl. Les réserves russes et prussiennes s'avancèrent également au-delà de Stuttgard, et furent placées le 16 dans des cantonnemens resserrés, savoir : les grenadiers et les cuirassiers russes et la garde à cheval prussienne entre Tübingen, Oberndorf, Bahlingen et Hechingen ; l'infanterie de la garde russe et prussienne et la garde légère russe entre Rastadt, Baden et Pforzheim ; les Cosaques de Platow dans les environs de Hechingen. Le prince de Schwarzenberg transporta le 11 son quartier-général à Fribourg, où les souverains coalisés se rendirent également.

Vers le 15 décembre l'armée de Silésie resserra aussi ses cantonnemens. Le corps de Sacken en avant de Darmstadt ; celui d'York autour de Wisbaden, laissant des postes le long du Rhin jusqu'à la Lahn ; celui de Langeron en avant de Francfort.

Schwarzenberg ayant réuni son armée dans le coude du Rhin, devant Schaffouse et Bâle, se décida à passer le fleuve le 20 décembre. Le 19, les généraux Langenau et Bubna eurent une entrevue devant Bâle, avec les colonels suisses Herrenschwand et Fussli, qui commandaient sur ce point les troupes de la confédération helvétique, et les prévinrent que les troupes coalisées allaient en-

trer sur son territoire. Les colonels demandaient vingt-quatre heures pour avoir le temps de recevoir du général de Watteville, qui était à Aarau, l'ordre de se retirer. Cet ordre arriva le 20, et dès le 24 le général Watteville licencia l'armée de la confédération. La proclamation qui accompagne le licenciement (*) termina la comédie de la neutralité. Peu de jours après les députés des cantons se réunirent de nouveau à Zurich; l'acte de médiation fut aboli, et la Suisse se joignit à la coalition.

Le cordon de neutralité ayant été retiré, le prince de Schwarzenberg transporta le 20 décembre son quartier-général à Lorrach, et le passage du Rhin fut ordonné pour la nuit du 20 au 21. En même temps il publia trois proclamations. La première, adressée aux Français (**) répétait assez vaguement les protestations de la déclaration du 1er décembre. Son but était de prévenir la levée en masse des départemens de la frontière, en rassurant les habitans sur les intentions des coalisés. La seconde, adressée aux Suisses, était une paraphrase de la déclaration remise par les coalisés au Landamann. La troisième était adressée à l'armée coalisée et recommandait la discipline et les égards dus à une nation amie. La campagne de 1814 est surtout fertile en pièces de ce genre. Nous n'en citerons que celles qui peuvent donner

(*) *Pièces justific.* XXII.
(**) *Pièces justific.* XXXIII.

lieu à quelques réflexions; car il faudrait un volume seul pour les rapporter toutes. Non-seulement les généraux en chef voulurent paraphraser ou commenter le manifeste des souverains, mais il n'y eut presque pas un sous-lieutenant ou un sous-officier détaché, qui ne se crut appelé à prêcher les peuples et qui ne voulut immortaliser *la magnanimité* des nations qui venaient envahir la France et *la sienne propre*, en faisant imprimer son nom au bas d'un acte public. Un pareil abus est affligeant, en ce qu'il semble vouloir imprimer un caractère officiel à la fausseté. Quelle garantie en effet des soldats passifs peuvent-ils donner des intentions de leur maître? Promettre le bon ordre et le maintien de la discipline était leur devoir, et ce devoir a besoin d'être observé en pratique, et non pas promis par des proclamations : aller plus loin était une sottise ou une perfidie, et dans tous les cas une ironie amère, qui doit faire naître et légitimer la haine. Il y a quatorze siècles environ que les peuples invaseurs annonçaient simplement qu'ils venaient ravager ou conquérir; on pouvait les croire sur leur parole. Plus tard est venue la mode des manifestes, et enfin celle des proclamations. L'abus qu'on en a fait a détruit ce dernier moyen de déception; il ne doit plus y avoir personne d'assez simple pour chercher dans les proclamations un autre sens et un autre but, que celui que présentent le caractère ou l'intérêt de leurs auteurs.

Les troupes qui étaient réunies entre Schaffouse et Bâle le 20 décembre au soir, et qui passèrent le Rhin dans la nuit, furent divisées en six colonnes, qui devaient franchir les frontières de la France sur différens points. Une seule de ces colonnes était destinée à couvrir l'extrême gauche vers Genève; les cinq autres se prolongèrent d'abord sur les frontières de la Suisse, et devaient ensuite pivoter sur la droite pour venir prendre une position transversale dans la direction de Langres à Épinal. Les troupes qui ne passèrent pas le Rhin le même jour, formèrent encore trois colonnes, dont deux furent successivement se mettre en ligne, et la troisième en réserve. Nous allons indiquer la composition et la direction de ces colonnes dans l'ordre de leur mouvement, c'est-à-dire de gauche à droite.

La première colonne n'était composée que de la division légère de Bubna. Elle passa le Rhin à Bâle, et se dirigea sur Soleure, où elle devait se séparer du reste de l'armée et marcher sur Genève par Berne, Fribourg et Lausanne.

La deuxième colonne était composée de la réserve autrichienne, moins la division Bianchi. Elle passa le Rhin à Schaffouse, et devait se diriger par Zurich et Arbourg sur Neuchâtel et de là sur Beaume-les-Dames.

La troisième colonne était composée du corps de Colloredo, et de la division légère, Maurice Lichtenstein. Elle passa le Rhin à Laufenburg,

et devait se diriger par Arbourg et Soleure sur Neuchâtel, d'où une partie devait précéder la deuxième colonne à Baume-les-Dames, et une partie se porter sur Pontarlier.

La quatrième colonne était composée du corps du prince Aloys de Lichtenstein; elle passa le Rhin à Bâle, et devait se diriger par Soleure et Neuchâtel sur Pontarlier.

La cinquième colonne était composée du corps de Giulay et de la division Bianchi. Elle passa le Rhin à Bâle, d'où le corps de Giulay devait se diriger sur Soleure, et de là revenir à Ste.-Ursane et Porentruy. La division Bianchi devait provisoirement investir Béfort.

La sixième colonne composée du corps austro-bavarois, de Wrède, passa également le Rhin à Bâle. Ce corps devait servir d'abord de pivot au mouvement, et refouler par la droite le corps du duc de Bellune, dont la gauche était déjà contenue et menacée par le corps de Wittgenstein. Dans les instructions particulières que reçut le général de Wrède, il lui fut enjoint d'assurer le pivot des opérations par le blocus de Huningue, et de faire jeter un pont sur le Rhin, au-dessous de cette place.

La première colonne ayant, par la suite des événemens, dépassé Genève et s'étant avancée jusque près de Lyon, nous remettrons le récit de ses opérations à la fin de cette époque, lorsque nous traiterons de celles de l'armée du sud.

Les deuxième et quatrième colonnes et une partie de la troisième, n'étant point entrées en ligne sur l'Aube, avant la fin du mois de janvier, nous rapporterons de suite en peu de mots ce qui a rapport à elles pendant cette première époque. Alors nous pourrons suivre sans interruption les mouvemens du corps d'armée, que le prince de Schwarzenberg voulait réunir dans les environs de Langres et qui étaient ceux de Giulay, du prince de Wurtemberg, de Wrède, de Wittgenstein, les réserves russo-prussiennes et une partie de celui de Colloredo. La deuxième colonne, ou la réserve autrichienne, arriva dans les premiers jours de janvier à Baume-les-Dames, d'où elle continua sa marche à petites journées sur Dijon. Elle arriva dans cette ville le 20, et y resta, où plutôt y fut peu à peu dissoute par l'emploi qui fut fait de ses différentes divisions, soit à la grande armée, soit pour l'armée du sud, qui s'organisa dans le mois de février. La quatrième colonne, ou le corps du prince Aloys de Lichtenstein, qui s'était dirigée par Pontarlier, arriva le 5 janvier devant Besançon dont ce corps était destiné à faire le siége. La troisième colonne, ou le corps du prince Colloredo, se partagea à Neuchâtel. La division Wimpfen passa à Pontarlier à la suite de la quatrième colonne et se dirigea par Salins et Vesoul, sur Auxonne, dont elle devait faire le siége. Les divisions Hardegg et prince Wied-Runkel, précédèrent la réserve par la route de

Baume-les-Dames et de Gray, et arrivèrent le 19 janvier à Dijon, d'où nous suivrons plus tard leur mouvement.

Nous avons vu que le corps de Giulay s'était d'abord dirigé sur Soleure où il arriva le 23 décembre. De là il retourna presque sur ses pas, par Ste.-Ursanne et Porentruy, et vint à Montbéliard le 3 janvier. On ne peut pas trop concevoir quel était le but de ce contre-mouvement, ni pourquoi le prince de Schwarzenberg dirigea d'abord sur Soleure les colonnes autrichiennes, qui avaient passé le Rhin à Bâle; laissant ainsi entr'elles et le corps de Wrède, un intervalle de douze à quinze lieues. Cette séparation était tout-à-fait inutile et ne pouvait servir qu'à croiser et prolonger la marche des troupes. Nous trouverons encore dans le courant de cette campagne, d'autres singularités de ce genre, aussi peu faciles à expliquer. Le corps de Giulay était précédé par un corps de partisans, commandé par le lieutenant colonel Thurn, et composé d'un bataillon de tirailleurs bavarois, et de quatre escadrons de hussards autrichiens. Dès le 31 décembre ce corps de partisans était à Baume-les-Dames. Le général Marulaz fit sortir de Besançon un bataillon et deux escadrons qui chassèrent le lieutenant-colonel Thurn, et lui firent une centaine de prisonniers. Ce partisan se jeta le 2 janvier sur Lure, et le lendemain il entra dans Vesoul, où il ne se trouvait que la compagnie

départementale et quelques gendarmes. Le préfet fut enlevé et conduit à Bâle et la ville pillée. Le corps de Giulay y arriva le 7 et y resta quelques jours. Il y fut joint le 11, par la division Bianchi.

Cependant à mesure que les premières colonnes avançaient en Suisse, le corps de Wurtemberg et les réserves russo-prussiennes s'approchaient du Rhin, et le corps de Wrède s'avançait, en descendant ce fleuve, vers Strasbourg, pour appuyer le passage de celui de Wittgenstein. Le 21 décembre, le général de Wrède fit investir Huningue par la division Beckers; la division Rechberg fut dirigée sur Béfort qu'elle investit le 24; en même temps la brigade Deroy, de la division Delamotte, reçut l'ordre de se rendre à Porentruy pour préparer le passage du corps de Giulay; elle y arriva le 24, et le 25 un parti bavarois se rendit maître du château de Blamont, dont il trouva la porte ouverte. Déjà le 23, le général Deroy avait chargé le colonel Treuberg, avec un détachement, d'emporter Landscrone; ce fort capitula le 25 et l'ennemi le fit sauter, ainsi que celui de Blamont. Ayant ainsi établi ses troupes bavaroises, la droite à Huningue, et la gauche à Béfort, le général de Wrède, poussa le corps autrichien de Frimont jusqu'à Ensisheim, la droite au Rhin et la gauche à Cernay. Il devait attendre dans cette position l'arrivée du corps de Wurtemberg et des réserves russo-prussiennes. Le 23, le colonel Scheibler, qui

avait été porté en avant avec un détachement de deux mille chevaux, entre à Colmar, où se trouvait une faible avant-garde du cinquième corps de cavalerie qui fut bientôt repliée. Le général Milhaud fit aussitôt attaquer l'ennemi, par la brigade Montélégier, (1er 6e et 11e dragons). Après un combat très-vif, le colonel Scheibler fut chassé de Colmar et de Ste.-Croix, ayant perdu deux cent cinquante morts et trois cents prisonniers; le colonel Elmursin, des cosaques de la garde, fut tué. Le général Milhaud fit occuper Ste.-Croix par la division Piré, et Colmar par la division l'Héritier et une brigade de la division Duhesme. Le 31, le général Frimont, poussa la division Hardegg sur Ste.-Croix. Le colonel Mengen à la tête des hulans de Schwarzenberg, culbuta les avant-postes, et força l'escadron de grande-garde, à se replier sur la division Piré, en bataille derrière Ste.-Croix. Mais le colonel Mengen ayant été vigoureusement ramené; le général Hardegg jugea à propos de se replier de nouveau sur Ensisheim.

Le duc de Bellune, ayant reçu l'avis du passage du Rhin par l'ennemi et du mouvement qui tournait sa droite, se vit forcé, dans les premiers jours de janvier, de concentrer ses troupes et d'abandonner la défense de ce fleuve. Laissant le général Milhaud avec une brigade de la division Duhesme et la division de cavalerie l'Héritier, vers Colmar, pour couvrir le passage de Ste.-Marie-

aux-Mines; il concentra le reste de son corps à Moslheim; la brigade de gardes d'honneur du général Ségur, qui avait été placée entre Spire et Lauterburg, se replia par Haguenau sur Saverne, pour couvrir ce troisième passage.

Le 5 janvier, le duc de Bellune vint prendre position à Baccarat avec les divisions Gérard et la division de dragons de Briche. Une brigade de la division Duhesme et la cavalerie légère du général Piré, furent placées à Raon-l'Étape, tant pour observer le débouché de Schirmek, que pour recevoir les troupes du général Milhaud.

Pendant que ces événemens se passaient, l'empereur Napoléon s'était occupé de la nouvelle organisation de l'armée, qui devait défendre les frontières de la France. On a beaucoup critiqué ce plan, sous le prétexte qu'il lui aurait fallu une armée de près de deux cent mille hommes pour en assurer la réussite, et que par l'*événement* de l'invasion, il ne se trouvait pas en avoir plus de cent mille. Nous laisserons de côté *l'événement* qui est une base de jugement trop commode, et nous examinerons en peu de mots ce plan sous un autre point de vue. Incertain de la direction que prendraient les colonnes principales de l'armée coalisée, qui s'étaient étendues depuis Bâle jusqu'à Bréda, il dut songer, dans le premier moment, à placer ses forces, de manière à pouvoir couvrir les lignes d'opération présumables de l'ennemi. Ces lignes étaient celles de Wesel et Mastricht à Paris, de

Mayence et Manheim également à Paris, et celle de Bâle et Vesoul sur le même point. Les deux premières devaient même lui paraître, d'abord, les deux plus importantes à garder, d'après le mouvement prononcé que les coalisés avaient fait sur le Bas-Rhin. Il n'ignorait pas les intrigues qui se tramaient dans la Belgique, et qui menaçaient d'amener l'insurrection de ces départemens. L'ennemi pouvait donc, en passant entre Anvers et Mastricht, s'avancer, presque sans coup férir, jusque sur les anciennes frontières de France, c'est-à-dire de moitié plus près de Paris qu'il ne l'était à Manheim. Il crut même un instant à ce plan, et c'est le motif pour lequel il dirigea sur Namur le duc de Trévise. Dans cette hypothèse, la seconde direction principale d'invasion partait de Manheim et de Coblentz. D'après ces données, il devait diviser la totalité de ses forces en deux armées d'autant plus distinctes, que celle de gauche, qui devait agir dans la direction de Mastricht à Laon, ne rentrait dans la seconde ligne de défense qu'à ce dernier point. Cette seconde ligne de défense se trouvant à Troyes, Châlons et Laon, l'emplacement des réserves était tout naturellement de Nancy à Langres et Dijon. On peut présumer, d'après la répartition que Napoléon fit de ses forces disponibles, que telles furent les considérations qui le guidèrent. Il n'avait cependant pas entièrement perdu de vue l'extrême gauche des coalisés, et la possibilité

qu'un corps assez fort se jetât entre la Saône et le Rhône, afin de tourner, d'une part les défilés des Vosges, et de couper de l'autre la communication de l'Italie. La preuve en est l'organisation du corps de Lyon, qui fut ordonnée dès cette époque. Dans les premiers jours de janvier, l'armée française était à peu près répartie de la manière suivante : l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal duc de Tarente, couvrait les frontières du nord-est. Sa droite, composée du 4e corps sous les ordres du général Morand, occupait Mayence, et devait s'étendre vers Coblentz. La gauche, sous les ordres du général Maisons était composée des divisions d'infanterie Ambert, Roguet et Barrois, de celle de cavalerie de Castex, et devait être renforcée par une division que le général Boyer formait à Lille ; elle était destinée à couvrir Anvers et Bruxelles. Au centre, était le 11e corps de quatre divisions, sous les ordres directs du duc de Tarente ; il s'étendait de Cologne à Nimègue, couvert sur chacune de ses ailes par une division de cavalerie. La grande armée sous les ordres immédiats de l'empereur, se composait de cinq corps. En première ligne étaient ceux du duc de Bellune et du duc de Raguse. Le premier de deux divisions d'infanterie, trois de cavalerie, et une brigade de gardes d'honneur, s'étendait de Landau à Huningue ; le second de trois divisions d'infanterie et de deux de cavalerie, s'étendait de Landau vers Coblentz. A l'extrême droite se formait à Lyon le

corps du Rhône, qui ne comptait pour le moment que la division Marchand composée de dépôts; ce corps devait être complété par des troupes de l'intérieur et de l'armée d'Arragon. En première réserve devait être placé le 3e corps ou corps des Vosges, sous les ordres du prince de la Moskowa, qui se composait d'une division de la vieille garde et de deux de la jeune garde qui étaient en formation; ce corps avait Nancy pour point de réunion. En seconde réserve était le corps proprement dit de la garde ou corps du Morvan, dont le centre de réunion était Troyes. Il était sous les ordres du duc de Trévise et se composait d'une division d'infanterie et une de cavalerie de la vieille garde, d'une de jeune garde en formation, et d'une de réserve également en formation. La totalité de ces forces montait à cent dix-sept mille hommes, au moyen des renforts de conscrits qui arrivaient de toutes parts (*). Cent vingt-cinq bataillons de gardes nationales mobilisées devaient être affectés à la grande armée. A l'exception de dix bataillons qui firent partie du corps du Rhône;

(*) Voici quelle était la répartition de ces forces:

Armée du Bas-Rhin	Gén. Morand...	4e corps..................	9,826 (1)
		divis. Durutte (une brig).	2,000
		Gardes-d'honneur (1er.)....	1,000
	....	11e corps...........	10,293
		2e cavalerie..............	4,153
	Gén. Maisons...	1er corps (bis.)..........	14,564
		cavalerie..................	1,379

(1) Les renforts qui y étaient destinés n'ont pas rejoint.

ceux qui purent être organisés entrèrent dans les places.

Le 1er janvier, le passage du Rhin ayant également été effectué par l'armée de Silésie, par le corps de Wittgenstein et par celui de Wurtemberg et les réserves russo-prussiennes commençant à arriver à Lorrach. Le général de Wrede se remit en mouvement. Il retira d'abord à lui la division Rechberg, qui avait été relevée au siége de Béfort, par la division autrichienne de Bianchi ; il ne laissa devant Huningue que la brigade Zollern et la division Beckers, et réunit ses troupes bavaroises à Cernay, le 2. Le 3, il vint à Colmar. Le général Milhaud se retira à son approche, sur Sainte-Marie-aux-Mines, avec son petit corps. Le 4, le général de Wrede fit marcher sur Schelestatt le corps autrichien et la division Delamotte; le premier par la rive droite, et la seconde par la rive gauche de l'Ill. Cette forteresse fut investie le 5, par deux bataillons et deux escadrons. Quelques jours après, le Général de Wrede détacha la brigade Pappenheim devant Neuf-Brisach, pour relever les troupes de Wurtemberg, qui

Grande Armée.	Corps du Haut-Rhin.	2e corps	9,958
		5e cavalerie	4,255
		Gardes d'honneur (3e et 4e).	2,000
		6e corps	12,430
		1e cavalerie	3,951
		Garde d'honneur (1er)	1,000
	Corps du Rhône, division Marchant		1,600
	— des Vosges, 3e corps		8,067
	— du Morvan, garde impériale		8,483
			97,419
Renforts désignés qui devaient rejoindre			19,763
			117,182

l'avaient bloquée, ainsi que nous l'allons voir.

Le corps d'armée de Wurtemberg s'était réuni à Gengenbach près d'Offenburg, le 24 décembre. Il arriva le 29 à Lorrach, et passa le Rhin en deux colonnes, le 30 et le 31 à Markt, entre Bâle et Huningue. Ce corps vint prendre position à Muhlhausen, ayant son avant-garde entre Ensisheim et le Rhin. Lorsque le général de Wrede s'avança à Colmar, l'avant-garde du corps de Wurtemberg investit Neufbrisach.

Le général Wittgenstein arriva, ainsi que nous l'avons vu, le 22 à Offenburg avec son corps. Les deux divisions du prince Eugène de Wurtemberg avec un régiment de hussards et un de cosaques furent employés au blocus de Kehl; trois autres régimens de cosaques et deux de hussards furent répartis le long du Rhin, depuis Vieuxbrisach jusqu'à Manheim. Le reste du corps fut cantonné autour d'Offenburg. Le général Wittgenstein avait reçu du maréchal de Schwarzenberg l'ordre de jeter un pont à Plittersdorf, en face de Selz, et audessus de Lauterburg, et de le couvrir par une tête de pont. Il donnait pour motif de son ordre, celui d'attirer l'attention des généraux français sur ce point; comme si, à cette époque, ils n'avaient pas déjà su que le gros de l'armée coalisée avait passé à Bâle et débouchait par Altkirch et Porentruy. Le général Wittgenstein témoigna de l'incertitude, et énonça la crainte que le duc de Bellune, attiré sur lui, ne se présentât avec des

forces supérieures, et en occupant les troupes qui seraient vers Rastadt, ne fit une grande sortie de Kehl, et ne s'emparât du défilé de la Kintzig. Il demanda donc l'appui du corps badois, et d'une division de la réserve. Le général Wittgenstein n'avait pas tort de craindre ce mouvement stratégique que nous avons déjà indiqué (page 99), et qui aurait eu lieu, sans doute, s'il y avait eu une armée française derrière Strasbourg. Le prince de Schwarzenberg répliqua son ordre, en annonçant que le duc de Bellune avait retiré ses troupes vers sa droite, et qu'il ne restait devant le général Wittgenstein que les garnisons de Strasbourg et de Landau. Quels étaient les généraux français dont l'attention devait être attirée sur Selz? Le général Wittgenstein, après avoir fait reconnaître le cours du Rhin, se décida à passer ce fleuve à Sollingen, en face du fort Louis. Ayant laissé le corps du général Gorczakow devant Kehl, il réunit celui du prince de Wurtenberg et la cavalerie de Pahlen dans les environs de Rastadt, le 31 décembre. Dans la nuit du 1 au 2 janvier, on commença à travailler au pont. Il n'y avait, pour défendre les ouvrages presque ruinés du fort Louis et du fort d'Alsace, que deux cents hommes environ, qui furent en grande partie répandus en tirailleurs le long de la digue du Rhin. Le régiment de Kremenszutz et le 4e de chasseurs furent embarqués pour les déposter. Après une fusillade assez vive, une partie de la

garnison des deux forts, composée de Hollandais, étant passée à l'ennemi, le restant se replia au delà du Rhin, et se retira à Strasbourg. La division Pisznitzki passa le Rhin le 2 janvier. Dans la nuit du 2 au 3, le pont étant achevé, la cavalerie passa également le fleuve; la division de Szaszafskoy resta à Stolhofen à la rive droite. Le même jour, des partis de cavalerie furent poussés vers Drusenheim, à Selz et à Haguenau.

Le 4, la cavalerie de Pahlen fut poussée jusqu'à Haguenau, ayant un détachement à sa droite, en avant de Drusenheim. Un parti de cavalerie fut poussé vers Sultz, et un autre à Lauterburg, pour ouvrir par Rheinzabern la communication avec le corps de Sacken. Le 5, le détachement du général Seslawin (deux escadrons de hussards et quatre régimens de cosaques) se porta sur Saverne; un autre détachement fut poussé jusqu'à Wanzenau pour observer Strasbourg. Dans la nuit du 6 au 7, la brigade Ségur quitta Saverne et se replia sur Sarrebourg, ayant couvert jusque-là l'approvisionnement de Phalzbourg. Cette brigade (3e et 4e régimens des gardes-d'honneur) fut attaquée assez vivement dans les gorges de Saverne par le partisan russe Seslawin : ce dernier fut vigoureusement battu. Mais le général Ségur, craignant d'être coupé du duc de Bellune, se replia sur Nancy. Le 7, la cavalerie de Pahlen arriva devant Phalzbourg ; la division Pistnitzky vint à Haguenau, et la division Szas-

zafskoy passa le Rhin et campa à la rive gauche. Quelques bataillons badois vinrent renforcer le blocus de Kehl. Le 9, le général Pahlen ayant réuni tout son corps, et reçu les 4e et 34e régimens de chasseurs, serra l'investissement de Phalzbourg, et prépara le bombardement pour lequel le général Wittgenstein lui envoya vingt-quatre pièces de gros calibre. Le 10, le général Szaszafskoy, avec une partie de sa division, forma le blocus de Landau.

Cependant le général Barklay de Tolly, avec les réserves russo-prussiennes, avait quitté le 22 décembre les cantonnemens que nous avons indiqués (page 119). La première colonne de ses troupes, composée du corps de Platow, des 2e et 3e divisions de cuirassiers et des grenadiers russes, et qui partait des environs de Tübingen et Hechingen, fut réunie à Lorrach le 4 janvier. Elle passa le Rhin le lendemain et vint cantonner entre Dannemarie et Sept; le général Barklay vint à Altkirch le 6. Le 9, le général Czoglokow, avec trois régimens de grenadiers de sa division et un de cosaques, releva la division de Bianchi au blocus de Béfort.

Le prince de Schwarzenberg, qui était resté jusqu'au 2 janvier à Lorrach, vint ce jour-là à Bâle, le 3 à Altkirch, et le 6 à Montbéliard. Les souverains coalisés étaient à Fribourg.

Nous avons vu plus haut que dès la fin du mois de décembre l'armée de Silésie avait resserré ses cantonnemens. Le 29, les différens corps se mi-

rent en mouvement pour s'approcher du Rhin. Le 31, ils furent concentrés aux lieux où ils devaient passer, c'est-à-dire, le corps de Saint-Priest près de Lahnstein, devant Coblentz; ceux de York et de Langeron derrière Caub, en face de Bacharach et d'Ober-Wesel; celui de Sacken près de Manheim. La ligne des postes devant Mayence, à la rive droite du Rhin, fut relevée par le corps du général Alsufieff.

La nuit du 31 décembre au 1er janvier, le général Saint-Priest fit passer le Rhin aux brigades Karpenkow et Bistram de la division Gurialew. Ces deux brigades attaquèrent les retranchemens élevés en face de l'embouchure de la Lahn et qui étaient défendus par une partie de la division Durutte. Le duc de Raguse venait de recevoir l'ordre de se rendre à Landau, avec les divisions Ricard et Lagrange et la cavalerie, et de prendre le commandement des troupes du duc de Bellune, qui devait se renfermer dans Strasbourg. Cet ordre était une conséquence du passage du Rhin à Bâle, par le prince de Schwarzenberg; le but de Napoléon était d'arrêter le mouvement de ces troupes ennemies, par une attaque de flanc, et de les forcer à rétrograder sur Bâle. Il pensait avec raison que, si l'armée autrichienne était repoussée sur le Rhin, ce contre-coup arrêterait le passage de Blücher. Mais il était trop tard. Cependant le duc de Raguse avait commencé son mouvement. La division Ricard était déjà vers

Creuzenach; la division Lagrange était à Neustadt et la cavalerie vers Kayserlautern. La division Durutte occupait Coblentz par une brigade; l'autre était en partie à Bingen et en partie le long du Rhin vers Bacharach et Saint-Goar. Les retranchemens furent enlevés, après un combat assez vif, et les Russes entrèrent dans Coblentz. Le général Durutte, avec la brigade qui y était, se retira sur Simmern. Les Russes prirent quelques canons dans les retranchemens, et les malades qui étaient à l'hôpital. Le même jour une partie de la division Pillar s'empara d'Andernach, d'où les postes français se retirèrent à son approche. De Coblentz, le corps de Saint-Priest prit, quelques jours après, la route des Ardennes par Stavelot et Malmédy, ainsi que nous le verrons plus bas.

Les corps d'York et de Langeron ayant été réunis, le 31 au soir, en arrière de Caub, sur la route de Nastedten, la division Hünerbein (qui fut commandée plus tard par le prince Guillaume de Prusse), destinée à former l'avant-garde, prit la tête de la colonne. Cette division, à laquelle fut ajoutée la brigade de cavalerie de Katzler, était forte de neuf bataillons et demi et seize escadrons (dix mille hommes). Le passage ayant été jugé difficile devant Caub, à cause de l'escarpement de la rive, il fut décidé qu'on profiterait, pour jeter le pont, d'une île qui est au milieu du Rhin un peu plus haut. Une tour, reste du château de Pfalz, qui était situé dans cette île, devait être garnie de

tirailleurs, dont le feu protégerait la construction du pont. A minuit, deux cents hommes d'infanterie passèrent dans des bateaux, et débarquèrent près de la douane en face de Caub, et un feu assez vif s'alluma avec les postes français de Bacharach et Ober-Wesel, qui étaient accourus au premier coup de fusil. Le restant de l'infanterie de l'avant-garde prussienne continua à passer, et au point du jour elle était toute rendue à la rive gauche. Alors il fut aisé au général Hünerbein de repousser les détachemens français qui ne s'élevaient pas à cinq cents hommes, et de s'emparer d'Ober-Wesel et de Bacharach. A neuf heures du matin le pont n'avait pu être achevé que jusqu'à l'île de Pfalz, c'est pourquoi le général d'York prit le parti de faire passer également en bateaux la division Pirch, et sur des radeaux deux escadrons de hussards et deux canons. Vers quatre heures du soir il ne manquait plus que quelques pontons, pour que le second pont atteignît la rive gauche, lorsque les ancres chassèrent, et il fallut le recommencer. Alors le général d'York ayant fait avancer jusqu'à Steg, près Bacharach, la division Pirch, se décida à faire continuer le passage en bateaux par la division du prince de Meklenburg, que commandait alors le prince Guillaume de Prusse. Le soir du 1er janvier, la division Hünerbein était à Bacharach, la division Pirch à Steg, la division du prince Guillaume passait le Rhin, la division Horn, avec la cavalerie d'avant-garde, la cavalerie et l'ar-

tillerie de réserve, entre Caub et Goarshausen. Le corps de Langeron était derrière celui d'York. Le jour même du passage du Rhin, le maréchal Blücher commença à faire répandre une proclamation adressée aux habitans de la rive gauche du Rhin (*). Toute conçue dans le style teutonique, cette proclamation était basée sur le projet bien décidé de démembrer l'empire français. Elle peint parfaitement ses auteurs, par le mépris de tous les principes du droit des gens qu'elle exprime, et par l'atroce absurdité de déclarer *traîtres* les sujets d'un état qui restent fidèles à leur gouvernement; et traîtres à qui? à l'ennemi qui vient les ravager et qui n'a aucun droit sur eux!

En même temps que le corps d'York et de Langeron arrivaient à Caub, celui de Sacken s'était réuni à Manheim. Un pont de bateaux, qui avait été préparé depuis quelque temps sur le Neckar, fut conduit près de l'embouchure de cette rivière le 31 au soir; mais avant d'établir le pont, il fallait emporter une redoute établie à la pointe du bois de Friesenheim, en face de l'embouchure du Neckar, et qui était gardée par trois cents hommes de la garnison de Mayence, et défendue par six bouches à feu. Le général Sacken destina à cette opération les brigades Dietrich, Meczerinow et Achlestiszew (11e, 36e, 28e, 32e, 8e, et 39e, de chasseurs), fortes d'environ six mille hommes,

(*) *Pièces justific.* XXIV.

sous les ordres des généraux Talisin et Sass. L'embarquement de ces troupes étant couvert par l'île qui s'étend jusqu'à la pointe du Neckar, elles ne purent être aperçues que lorsque déjà elles étaient au milieu du fleuve, en face de la redoute. Le débarquement eut lieu à quatre heures du matin et presque sans dommage, vu le peu de temps où les bateaux restèrent exposés à l'artillerie de la redoute. Le combat s'engagea sur-le-champ, et dura environ une heure; pendant ce temps les Russes montèrent trois fois à l'assaut, et trois fois ils furent repoussés par la faible garnison; enfin, la quatrième attaque réussit, et la redoute fut enlevée. La garnison, ayant perdu cent hommes se retira en hâte à Mayence. Les Russes s'emparèrent des canons; mais ils perdirent trois cents hommes, tués et cinq cents blessés; parmi ces derniers étaient les généraux Sass et Talisin. Après la prise de la redoute le pont fut jeté et terminé à six heures du soir. Alors le général Sacken fit passer le restant de son corps d'armée, et vint prendre position le même soir à Frankenthal. Il envoya en même temps des détachemens vers Worms et Spire; le prince Biron de Courlande fut envoyé avec un corps de partisans à Alzey, pour établir la communication avec le corps d'York; le général Grekow, avec quatre régimens de cosaques, fut dirigé vers Neustadt. Le duc de Raguse, qui était dans cette ville avec une partie de son corps, avait envoyé de son

côté quelques escadrons de cavalerie légère vers Manheim; ces troupes eurent à Mutterstadt un engagement avec le général Grekow, qui perdit environ cent cinquante hommes.

Avant de suivre les opérations ultérieures de l'armée de Silésie, nous croyons devoir reporter l'attention du lecteur sur le passage du corps d'York à Caub, qui paraît assez singulièrement choisi. Les Prussiens sont convenus eux-mêmes, dans leurs rapports, que le passage du Rhin près Caub, offrait des difficultés telles, qu'il aurait été impossible s'il y avait eu assez de troupes à la rive gauche pour le défendre; et il n'en fallait pas beaucoup plus qu'une brigade de trois ou quatre mille hommes. Il fallait, pour que les troupes ennemies arrivassent à Caub, qu'elles passassent entre ce bourg et Wesel, un défilé étroit entre le Rhin et les montagnes, et plongé dans toute sa longueur par la rive opposée. La rive gauche depuis St.-Goar jusqu'à Bacharach, s'élève jusqu'à la chaussée; elle domine de beaucoup la rive droite, et on n'y arrive que par un petit nombre de sentiers étroits et escarpés. Le vallon du Rhin est si étroit, qu'il n'est pas possible aux troupes qui passent à la rive gauche, de se déployer pour faire usage de leur supériorité numérique; elles ne peuvent prendre de positions que sur les escarpemens ou dans les ravins qui descendent de Hundsrück. Enfin le seul chemin pour arriver à la rive droite du Rhin, passe par les rues de Caub, et

si un accident met le feu à cette ville, le passage est coupé, et les troupes déjà arrivées à la rive gauche perdues. Ces quatre circonstances réunies auraient dû suffire pour détourner le maréchal Blücher du choix d'un passage pareil. Il croyait rencontrer des obstacles assez grands, puisqu'il crut devoir prendre, le 29 décembre, la précaution de transporter son quartier-général de Hœchst à Francfort, *pour détourner l'attention des généraux français*. Ainsi il fit une faute en choisissant précisément un endroit où les obstacles les plus grands pouvaient lui être opposés. Pourquoi n'a-t-il pas effectué son passage entre Bingen et Mayence, où le relief du rivage est à la rive droite et où les îles qui se trouvent presque en face des deux Ingelheim, lui en facilitaient les moyens? Une fausse attaque sur Cassel aurait bien empêché la garnison de Mayence de l'inquiéter; mais s'il faut admettre que Blücher savait très-bien que le faible corps du duc de Raguse, répandu depuis Spire jusqu'à Coblentz, ne pouvait présenter de résistance nulle part, et qu'il n'ignorait pas une vérité de fait qui avait décidé l'époque de l'invasion; alors ne devrait-on pas croire que le choix d'un passage, dont les difficultés ont retenti dans toutes les relations du temps, n'a eu de motif que celui de donner une teinte romantique, à une entreprise aussi simple et aussi facile? On nous accusera peut-être, d'envier la gloire des généraux ennemis et de chercher à les dénigrer; nous

n'avons, je crois, aucune raison pour cela. Non-seulement notre devoir envers notre patrie, mais notre devoir comme historien nous oblige à éclairer du flambeau de la vérité des réputations gigantesques, que n'aurait pas même établies la quadruple supériorité du nombre, sans des circonstances qui ne sont pas stratégiques. Nous le ferons sans aucune aigreur, et avec les égards personnels que les hommes se doivent entre eux; mais nous le ferons toujours, et sans nous inquiéter des plaintes d'un amour-propre mal entendu.

CHAPITRE II.

Mouvemens des Prussiens et du duc de Raguse. — Position des armées françaises et coalisées le 9 janvier. — Réflexions sur les mouvemens des ducs de Raguse et de Bellune. — Mouvemens de l'armée austro-russe. — Combats de St.-Diey et de Rembervillers, le 10 janvier. — L'armée austro-russe devant Langres. — Blücher passe la Sarre. — Position des armées le 17 janvier.

Le 2 janvier, le corps d'Yorck acheva de passer le Rhin sur le pont de Caub, qui fut achevé à neuf heures du matin. Le corps de Langeron commença son passage immédiatement après. Le général Hünerbein ayant réuni sa division d'avant-garde en avant de Bacharach, poussa sur Rheinbellen, à la séparation des routes de Simmern et de Creutznach, le colonel Klüx avec trois bataillons et huit escadrons. La division Ricard à la nouvelle de la double attaque des Prussiens, à Coblentz et Bacharach, s'était mise en mouvement de Creutznach vers Simmern, pour soutenir la division Durutte. Arrivé à Rheinbellen, le général apprit que le passage des Prussiens était effectué à Caub. Il se porta alors sur Simmern où il se joignit au général Durutte, laissant une petite

arrière-garde à Rheinbellen pour observer le mouvement de l'ennemi. Cette arrière-garde fut attaquée le lendemain matin par le colonel Klüx, que suivait de près la division Hünerbein, et repoussé sur Simmern après un combat assez vif. Coupés aussi du restant du 6e corps, les généraux Durutte et Ricard prirent la détermination de gagner la Sarre, par Kirn et St.-Wendel. Le général prussien Hünerbein, après avoir délogé nos troupes de Rheinbellen, marcha sur Stromberg et poussa même jusqu'à Creutznach. Le 1er régiment de gardes d'honneur, qui y était, ne pouvant plus aller à Bingen, où se trouvait l'autre régiment de la même brigade, gagna Kayserlautern par les montagnes. Le général York se mit en mouvement avec ses trois autres divisions, à la suite de son avant-garde, laissant pour couvrir le mouvement à Rheinbellen, le colonel Henkel avec un bataillon et six escadrons. Ces trois divisions s'avancèrent dans la nuit jusqu'au delà de Stromberg, et le colonel Henkel se mit en marche pour se rendre à Simmern. Le même jour le général Hünerbein ayant quitté l'armée de Silésie, le prince Guillaume de Prusse prit le commandement de la division d'avant-garde.

Le duc de Raguse ayant appris le passage du corps de Sacken, avait quitté Neustadt et était venu prendre position à Türkheim, afin de couvrir la route de Kayserlautern, où il voulait réunir son corps d'armée. Le 2, à midi, le général

Saken se présenta devant Türkheim ; le duc de Raguse ne pouvait dans aucun cas engager un combat avec un corps de vingt-cinq mille hommes. Il commença donc sa retraite, qui fut soutenue par un léger combat d'arrière-garde.

Le 3, le duc de Raguse continua sa retraite vers Kayserlautern, et les divisions Ricard et Durutte sur Kirn et Meisenheim, ayant laissé une petite arrière-garde à Simmern. Le corps d'York resta dans sa position, où il était arrivé très-tard dans la nuit. Le corps de Langeron ayant achevé de passer le Rhin dans la nuit, se mit en mouvement au point du jour, sur Bingen, qui était occupé par le général Choisy avec une brigade de la division Durutte et le 2e régiment de gardes d'honneur. La division russe de Karnielow les attaqua et les repoussa sur Ingelheim. Le colonel Henkel arriva à deux heures du matin à Simmern, d'où il repoussa le petit détachement français, qui continua sa retraite par Kirchberg et Kirn. De Simmern, le colonel Henkel se dirigea par Kirchberg sur Trèves. Le corps de Sacken continua à suivre le duc de Raguse, et ce jour-là sa communication fut ouverte avec le corps d'York, par Alzey.

Le 4, le duc de Raguse ayant réuni son corps d'armée à Kayserlautern, continua sa retraite sur Sarguemine. Il y passa la Sarre, le 6, sur un pont de bateaux qui fut brûlé le même jour (le pont de pierre avait été détruit le 4), et il prit position

derrière cette rivière. Le 7, il fut rejoint par les divisions Ricard et Durutte, qui passèrent la Sarre à Sarrebrück et firent sauter le pont. Ces deux divisions prirent position entre Sarrelouis et Sarguemine. La division Lagrange avec une partie de la cavalerie légère du général Picquet, près de ce dernier endroit. La division de cuirassiers à Forbach. Quelques partis de cavalerie légère et du canon furent envoyés au-dessous de Sarrelouis pour observer les gués de la Sarre. Le duc de Raguse resta dans cette position jusqu'au 9; alors les deux corps d'York et de Sacken étant arrivés devant Sarrelouis, Sarrebrück et Sarguemine, le duc de Raguse continua sa retraite vers la Moselle.

Le corps d'York s'étendit le 4 entre Meisenheim et Kreutznach; l'avant-garde du prince Guillaume était à Lautereck, ayant poussé un régiment de hussards dans la direction de Kaiserlautern. Cette avant-garde s'avança le 5 jusqu'à Cousel. Le 6, le corps d'York vint à Cousel; l'avant-garde à Saint-Wendel, ayant un détachement à Tholey, et huit escadrons de dragons à Waldmohr. Le colonel Henkel entra à Trèves. Le même jour, le général Rigaud, qui s'y trouvait avec un faible détachement, se retira sur Luxembourg. L'ennemi prit à Trèves environ cinq cents malades. Le 7, la division Horn vint à Birkenfeld; et les deux autres à Saint-Wendel; l'avant-garde vint à Lebach, et de là poussa des troupes

pour l'investissement de Sarrelouis, et envoya un détachement à Saint-Jean, en face de Sarrebrück. Le 9, la division Horn vint à Mertzig, sur la Sarre; les deux autres divisions autour de Lebach, et l'avant-garde à Sarrewillingen et devant Sarrelouis.

Le corps de Sacken occupa Frankenstein le 5, et Kayserlautern le 6, ayant la division de hussards de Landskoy vers Pirmasens. Le 7, il vint à Hombourg, et l'avant-garde occupa Bliescastel et Deux-Ponts. Le 8, il vint à Deux-Ponts, et le 9, devant Sarreguemines, s'étendant par sa gauche jusqu'à Saralbe.

Le corps de Langeron, qui avait occupé Bingen le 3, s'approcha le lendemain de Mayence, dont il compléta l'investissement à la rive gauche du Rhin, le 5. Cette opération amena un combat assez vif, dans lequel le général Alsufieff fut légèrement blessé. Le 6, le blocus de Mayence fut formé par le corps de Kapczewicz, et celui d'Alsufief se mit en marche pour suivre l'armée de Silésie.

Ainsi le 9 janvier, la position des armées sur les frontières orientales de la France, était la suivante. Le corps du duc de Raguse quittait la ligne de la Sarre, pour prendre celle de la Moselle. Le corps du duc de Bellune était à Baccarat, ayant sa droite à St.-Diey, et sa gauche vers Sarrebourg. L'extrême droite était encore découverte; mais le corps du duc de Trévise était en mouvement

de Troyes sur Langres. Au centre, le prince de la Moskowa, à qui l'empereur avait ôté la division Michel, pour la donner au duc de Trévise, se trouvait réduit aux deux divisions Meunier et Decouz, de nouvelle formation. La première, forte d'environ trois mille hommes, était à Nancy, et était la seule disponible. La division Decouz se trouvait encore à Thionville, d'où elle ne partit que le 14. Du côté des coalisés, l'armée de Silésie était sur la Sarre, depuis Mertzig jusqu'à Sarreguemine. Le corps de Wittgenstein était à Haguenau et devant Phalzbourg. Le corps de Wrede était entre Colmar et Schelestadt, le corps de Wurtemberg à Mülhausen; celui de Giulay était à Vesoul. Les réserves russo-prussiennes étaient moitié devant Altkirch, et moitié à Lorrach.

Il n'y a que bien peu d'observations à faire sur le mouvement rétrograde des ducs de Raguse et Bellune. Il était commandé par les circonstances impérieuses où ils se trouvaient. Le duc de Bellune, attaqué par des forces aussi supérieures sur ses deux ailes, n'avait d'autre parti à prendre que celui de repasser les Vosges. Il ne pouvait pas garder tout-à-la-fois les quatre passages de Saint-Amarin, Sainte-Marie-aux-Mines, Schirmeck et Phalzbourg, et risquait de se voir tourné et enveloppé par le corps de Giulay, qui le débordait. Si le duc de Raguse avait eu la division Lagrange devant Manheim, et celles de Ricard et Durutte, entre Mayence et Coblentz, il aurait pu défendre

et retarder le passage du Rhin par l'armée de Silésie. Mais il était en mouvement, d'après l'ordre qu'il avait reçu ; et ayant été attaqué dans le moment où son corps était séparé, tout ce qu'il pouvait faire était de le rallier derrière la Sarre. Là même il ne pouvait pas tenir, ainsi que le duc de Bellune ne pouvait pas rester à Baccarat. Le passage de Phalzbourg sur Nancy était ouvert au corps de Wittgenstein; à l'extrême droite, le corps de Wurtemberg se dirigeait sur Epinal, et celui de Giulay sur Langres. Bientôt donc les deux maréchaux allaient être tournés. Il paraît que Napoléon, lorsqu'il donna l'ordre au duc de Raguse de défendre la Sarre, et le pays entre Sarre et Moselle, était dans l'erreur sur la force des armées coalisées et sur la rapidité avec laquelle elles voulaient pousser l'invasion.

Cependant le mouvement de concentration de la grande armée coalisée continuait. Le général Giulay était arrivé, ainsi que nous l'avons vu, le 7 janvier à Vesoul. Le lendemain, il poussa des partis vers Lure, pour ouvrir la communication avec le corps de Wurtemberg; mais c'était trop tôt. Le 9, le général Giulay fit avancer à Faylbillot, le général Hecht avec quatre bataillons et huit escadrons. Le colonel Thurn devança cette avant-garde et poussa sur Langres le poste de gardes nationales, qui était vers les Griffonettes. Arrivé devant la ville, le colonel Thurn voulut essayer de la prendre par surprise, en se couvrant d'un par-

lementaire. Le droit des gens et la bonne foi dormaient, depuis le commencement de la campagne précédente. La porte ayant été ouverte, un escadron essaya d'y pénétrer au galop, mais la fermeté de l'officier (M. Faure) et le feu bien dirigé de la garde, forcèrent l'ennemi à se retirer; quelques cavaliers et un officier furent tués. Le 10, le général Chouard, précédant le duc de Trévise, entra à Langres avec une brigade de cavalerie de la division Laferrière. Le même jour, le général Hecht s'avança également vers cette ville, mais ayant rencontré, à peu de distance, les premiers postes de la cavalerie de la garde, après un léger engagement il prit position en arrière de Monlandon, où il fut joint le lendemain par le général Crenneville avec le restant de la division. Le 12, le duc de Trévise arriva à Langres avec la division Friant. Dès que l'empereur Napoléon avait appris l'invasion de la Hollande, il avait donné l'ordre au duc de Trévise de s'y rendre avec les divisions Friant, Michel et Laferrière. Le maréchal était arrivé le 24 décembre à Namur, lorsque la nouvelle du passage du Rhin par le prince de Schwarzenberg, obligea Napoléon à le rappeler; il reçut l'ordre de revenir à Reims, et ensuite de se rendre à marches forcées à Langres. Le duc de Trévise poussa une grande reconnaissance sur la route de Vesoul et une moindre sur celle de Gray. La première culbuta les postes ennemis à Monlandon, et ayant reconnu la division

Crenneville en bataille derrière, se replia sur Langres après un combat de peu d'importance. La seconde eut un engagement à moitié chemin de Champlitte, avec le parti du colonel Thurn. Le 14, le corps de Giulay vint prendre position à Fayl-Billot. Le 15 et le 16 se passèrent en reconnaissance et en escarmouches. Mais alors le duc de Trévise se voyant menacé d'être tourné, par les corps de Wrede et du prince de Wurtemberg; et se jugeant hors d'état de résister à l'attaque de plus de quatre-vingt mille hommes, prit le parti de se replier sur Chaumont. Il laissa dans la ville de Langres cent cinquante hommes, pour lui obtenir une capitulation. Le 17, le général Giulay, ayant appris la retraite du duc de Trévise, arriva devant Langres vers le soir, et rejetant toute capitulation, força la ville à se rendre à discrétion. Les habitans furent punis, de la perfidie qui avait été tentée contre eux, par une contribution exorbitante; un certain nombre d'entre eux et le préfet furent traînés en prison au-delà du Rhin.

Le général de Wrede, qui était le 5 janvier avec son corps entre Schelestatt et Colmar, reçut l'ordre d'en partir le 9 pour se rendre à Langres, et y joindre les autres troupes de la grande armée. Il chargea du blocus de Neufbrisach le général Minutillo, de la division Spleny; le général Pappenheim de celui de Schelestatt; et le général Zollern resta devant Huningue. Le général Beckers, dont la division se trouvait ainsi employée, eut

le commandement de ces trois blocus. Le 9, le général de Wrede se mit en mouvement, et son avant-garde, composée de la brigade Deroy et d'une de cavalerie, atteignit le même jour Sainte-Marie-aux-Mines. Le général Milhaud avait quitté cette position et s'était retiré à Raon-l'Étape. En même temps le prince de Wurtemberg, qui avait quitté le 7 sa position de Mulhausen, se dirigeait par St.-Amarin et Remiremont; son avant-garde, composée de quatre bataillons et dix-huit escadrons, dépassa St.-Amarin le même jour.

Le prince de la Moskowa, ayant appris le mouvement rétrograde du duc de Bellune, avait envoyé à Epinal la brigade Rousseau, de la division Meunier, et trois cents chevaux tirés des dépôts sous les ordres du général Duvignau. Ce détachement arriva à Epinal le 9, et en chassa l'avant-garde de Platow, composée de deux régimens de cosaques sous les ordres du général Grekow. Le 10, l'avant-garde du prince de Wurtemberg parut devant Epinal. La brigade française, trop faible pour résister à tout un corps, se retira vers Charmes. A la hauteur de Thaon, le général Grekow ayant rejoint l'avant-garde wurtembergeoise, la brigade française fut vivement attaquée et forcée de se replier sur Charmes; de là elle regagna Nancy. Le même jour, le duc de Bellune, pour reconnaître la force de l'ennemi qui marchait sur les débouchés des Vosges, poussa des reconnaissances sur sa droite, vers St.-Diey, Rambervillers

et Epinal. La première commandée par le général Milhaud, et composée d'une brigade de la division Duhesme, et des dragons du général Lhéritier, trouva la brigade bavaroise de Deroy maîtresse de St.-Diey et en bataille en avant. Nos dragons la chargèrent, la culbutèrent au travers de la ville, et la poussèrent jusqu'à Ste.-Marguerite, où se trouvait le reste de la division bavaroise Delamotte. L'infanterie française ayant suivi le mouvement, le village de Ste.-Marguerite fut d'abord enlevé, et le combat s'alluma avec beaucoup de vivacité. Mais la supériorité des forces obligea le général Milhaud à se replier sur St.-Diey, et ensuite à évacuer la ville et se retirer à Raon-l'Étape. Nous perdîmes une centaine d'hommes dans cette affaire : les Bavarois en perdirent à-peu-près trois cents, parmi lesquels le général Deroy fut blessé. La seconde reconnaissance, composée de la division Briche, trouva Rembervillers occupé par trois régimens de cosaques, sous les ordres du prince Szerbatow. Le général Montélégier, avec le 6e de dragons, attaqua la ville de front, tandis que le colonel Hofmayer, avec le 2e, la tournait. L'ennemi fut chassé de la ville, enfoncé une seconde fois un peu en arrière, et dispersé avec perte d'une soixantaine d'hommes. Le général Briche resta à Rembervillers. La troisième reconnaissance composée de la brigade Cassagne et de trois cents chevaux de la division Piré, avait été poussée sur Epinal. Elle

y rencontra le corps entier de Wurtemberg. Engagée contre un ennemi aussi supérieur, elle eut quelque peine à regagner Rembervillers. Le duc de Bellune se voyant déjà débordé à Epinal, et ayant appris du prince de la Moskowa que les Prussiens avaient passé la Sarre, se décida, le 11, à continuer son mouvement de retraite. Le 12, il réunit son corps à St.-Nicolas, et le 13, il fit sa jonction à Nancy avec le prince de la Moskowa.

Le 11, le général bavarois Delamotte fit occuper Bruyères par une brigade, et poussa sur Raon-l'Étape une petite avant-garde. Ce jour-là le prince de Wurtemberg fit arrêter le préfet des Vosges à Épinal, et le fit traîner en Russie, parce qu'il avait voulu exécuter l'ordre qu'il avait reçu, d'organiser la levée en masse. Le 13, le général de Wrède réunit son corps à Saint-Diey; une brigade de la division Delamotte occupa Raon-l'Étape. Le 14, le prince de la Moskwa et le duc de Bellune évacuèrent Nancy, et se retirèrent à Toul; le premier n'avait avec lui que la division Meunier; celle du général Decouz, qui se trouvait à Thionville, se réunit au corps du duc de Raguse. De Toul, le prince de la Moskwa se retira à Bar-sur-Ornain, où il arriva le 16. Le duc de Bellune, resté seul à Toul, se vit forcé de continuer sa retraite, ayant laissé trois cents hommes dans la place pour la défendre, à l'aide de la garde-nationale; il vint prendre position le 16 à Void, Com-

mercy et Vaucouleurs, d'où il se mit en communication avec le duc de Raguse.

Le 14, le prince de Wurtemberg quitta Épinal, et se rendit le 16 à Bourbonne-les-bains, d'où le 17, il vint prendre position à Montigny, à la droite du corps de Giulay. Le 16, le général de Wrède quitta également sa position de Saint-Diey, et vint, le 17, à Charmes. Le 19, il prit position sur la Meuse, entre Neufchâteau et Châtenoy. Ce mouvement obligea le duc de Bellune à se replier derrière l'Ornain, à Ligny.

Les corps de Giulay, Wrède, et prince de Wurtemberg approchant de Langres et de la Meuse, le prince de Schwarzenberg transféra, le 11, son quartier-général à Vesoul, et fit avancer la réserve russo-prussienne. Le blocus de Béfort, dont était chargé le général Czoglokow, fut remis à la brigade autrichienne du général Schaefer, qui arriva le 23. La 3e division de cuirassiers russes (Duka), reçut l'ordre de joindre, à marches forcées, le corps de Giulay. Le 13, la colonne des gardes russo-prussiennes, qui était encore à Lorrach, passa le Rhin, et vint s'établir entre Altkirch et Bâle. Le 14, le général Barklay de Tolly mit son corps en mouvement, et le 17, il occupait la position suivante : les grenadiers à Port-sur-Saone, les gardes autour de Calmoutiers, les 1re et 2e divisions de cuirassiers et gardes-légers autour de Noroy. La 3e division de cuirassiers arriva le

17 à Fayl-Billot, et joignit le corps de Giulay.

Pendant ce temps, l'armée de Silésie avait également continué son mouvement vers la Meuse. Dans la journée du 9, le maréchal Blücher, jugeant que le projet du duc de Raguse était de défendre la Sarre, pour compléter l'approvisionnement de Sarrelouis, fit serrer ses troupes le long de la rivière, afin d'être en mesure de forcer le passage le lendemain. Le corps d'York borda la Sarre, de Sarbrück à Merzig et celui de Sacken, de Sarbrück à Saralbe. Cette ligne étant trop longue, et le maréchal Blücher accordant au duc de Raguse une force de quinze à dix-huit mille hommes, s'attendait à éprouver de grandes difficultés et crut un moment ne pouvoir déboucher, que lorsque le corps d'Alsufieff l'ayant joint, il pourrait diriger un de ceux qu'il avait avec lui sur Trèves. Mais dans la même journée, le duc de Raguse quitta les bords de la Sarre et se retira vers Metz, laissant une petite arrière-garde à Sarrebrück, jusqu'à la nuit. Les troupes légères de l'ennemi passèrent la rivière peu d'heures après, et le général Sacken ayant fait passer à gué, près de Sarguemines, les huit régimens de cosaques du général Karpow, les poussa vers Forbach et Pettelange; le pont de la Sarre fut rétabli dans l'après-midi. Le 19 au matin, le général York fit jeter un pont sur cette rivière, près de Beching et un second a Sarbrück. Pendant que le premier se construisait, la cavalerie de l'avant-garde (douze escadrons) passa à gué

un peu au-dessus, et marcha par Bouzonville sur Boulay; un régiment de cavalerie fut destiné à compléter l'investissement de Sarrelouis. Le pont de Sarbrück ayant été achevé à onze heures du matin, le colonel Stutterheim, avec un bataillon et quatre escadrons de l'avant-garde, le passa sur-le-champ, se dirigeant sur St.-Avold; le général Jurgass le suivit avec les vingt-quatre escadrons de cavalerie de réserve. Le duc de Raguse avait pris position derrière la Nied, ayant une petite arrière-garde à St.-Avold.

Le 11, la cavalerie de l'avant-garde d'York qui était arrivée à Boulay, fut obligée par le voisinage des troupes françaises de se replier vers Bouzonville. Le détachement du corps du duc de Raguse qui était à St.-Avold, fut attaqué par le colonel Stutterheim et forcé, après un combat assez vif, à se replier derrière la Nied. Le duc de Raguse prit position devant Metz. Le prince Guillaume de Prusse passa la Sarre au pont de Becking, avec l'infanterie de son avant-garde et vint à moitié chemin de St.-Avold. La division Horn passa au même pont et arriva à Bouzonville. La cavalerie de réserve du général Jurgass vint à St.-Avold. Le restant du corps de York passa à Sarrebruck et vint dans les environs de Forbach. La division Landskoy vint à St.-Avold, le restant du corps de Sacken à Sarreguemines.

Le 12, l'avant-garde du prince Guillaume de Prusse continua son mouvement; la cavalerie passa

la Nied, et s'avança sur les routes de Boulay et de St.-Avold jusqu'à deux lieues de Metz; l'infanterie resta en arrière de Courcelles. La cavalerie de réserve prussienne et la division de Landskoy vinrent à Courcelles. La division Horn arriva devant Thionville. Le restant du corps d'York vint à Saint-Avold et Longeville. Le corps de Sacken en avant de Pettelange, vers Fauquemont. Le prince Biron, avec son corps de partisans, fut dirigé de Saint-Avold vers Dieuze, pour chercher le corps de Wittgenstein. Il y eut devant Metz un engagement d'avant-garde, où les Prussiens furent repoussés.

Le passage de la Sarre étant effectué, et le maréchal Blucher devant juger, ou que le duc de Raguse était trop faible pour l'arrêter, ou qu'il avait seulement le dessein de le retarder, en le forçant à manœuvrer, il se décida à changer de direction. Le corps d'York fut destiné seul à masquer le corps français et observer les places; celui de Sacken devait prendre la route de Nancy, pour se rapprocher du général Wittgenstein, et entrer au plutôt en ligne avec le restant de l'armée coalisée. De cette manière, la marche du corps de Kleist et du restant de celui de Langeron, qui devaient arriver successivement, allait se trouver couverte.

Le 13, le prince Guillaume compléta l'investissement de Metz, à la rive droite de la Moselle, par son avant-garde et la cavalerie de réserve. Vingt escadrons et trois bataillons et demi for-

mèrent un cordon à deux lieues de la place; douze escadrons et six bataillons restèrent à Courcelles. La cavalerie du général Wassilczikow, du corps de Sacken, arriva devant Pont-à-Mousson, qui était encore occupé par la division Ricard, du 6e corps. Le 14, la division Pirch, du corps d'Yorck, fut dirigée sur Thionville; le général Wassilczikow occupa Pont-à-Mousson, que venaient de quitter nos troupes. Le partisan prince Biron entra à Nancy. Le 15, la division Pirch arriva devant Thionville, mais elle ne put pas passer la Moselle; la division Horn marcha sur Sierk. Le duc de Raguse prit position ce jour-là sur les hauteurs de Gravelotte, avec les divisions Lagrange et Decouz et la cavalerie; la division Ricard était à Thiaucourt, où elle s'était retirée en quittant Pont-à-Mousson. Le maréchal ayant complété le mieux possible l'approvisionnement de la ville de Metz, y laissa le général Durutte, avec les cadres de la brigade qu'il avait ramenée du Rhin.

Le 16, le corps d'Yorck, ne fit aucun mouvement, excepté la cavalerie de réserve qui, n'ayant pu passer la Moselle à Jouy, se porta sur Pont-à-Mousson. Le corps de Saken s'étendit entre Morchnage et Château-Salins. Le corps du général Alsufieff et la division de cavalerie de Barasdin, avec deux régimens de Cosaques, qui avaient suivi à petites journées l'armée de Silésie, arrivèrent à Sarbrück. Le 17, le corps du duc de Raguse se replia derrière la Meuse à Verdun, laissant à

Manheule; en arrière-garde, la brigade de cavalerie du général Picquet et quelque infanterie. Le 16 une partie de la cavalerie de Sacken, débouchée de Pont-à-Mousson, avait occupé St.-Mihiel; le duc de Raguse y fit marcher la division Decouz qui en chassa l'ennemi. L'avant-garde du prince Guillaume de Prusse, se dirigea sur Pont-à-Mousson, pour y passer la Moselle et prendre le blocus de Metz à la rive gauche; elle fut relevée à la rive droite par la division du prince de Meklenburg. La cavalerie de réserve dépassa Pont-à-Mousson et s'étendit jusqu'à Thiaucourt. La division Horn et Pirch étaient toujours à Sierk et devant Thionville. Le corps d'Alsufieff et la division de Barasdin s'étendirent entre Forbach et St.-Avold. Le corps de Sacken, de Château-Salins à Nancy, où le maréchal Blücher prit son quartier-général. Le général prussien voulut en cette rencontre haranguer les magistrats et faire de la politique à sa manière. Il leur expliqua les intentions magnanimes de la coalition, en leur promettant l'abolition des droits-réunis, sans leur indiquer d'autre but. On ne sait pas ce que l'on doit le plus admirer, ou le héros de circonstance qui joue le rôle de souverain, ou l'homme aux yeux duquel l'argent tient lieu d'honneur national. Au reste en attendant la suppression des droits-réunis, il frappa pour l'équipement des prisonniers espagnols, abandonnés au nombre de cinq cents dans cette ville, une réquisition, qui fut fournie avec moins de

difficulté que l'emprunt de 15,000 francs demandé par le duc de Bellune, pour les besoins urgens de l'armée.

Ainsi, le 17 janvier, la plus grande partie des armées coalisées qui avaient pénétré par les frontières orientales de la France, se trouvait déjà réunie et en ligne. En effet le corps d'York était devant Metz; celui de Sacken à Nancy; celui de Wrede à Charmes; ceux de Wurtemberg et de Giulay dans les environs de Langres; celui de Colloredo près de Dijon; les réserves russo-prussiennes à Dôle; et le corps de Wittgenstein débouchait de Phalzbourg, pour venir prendre son rang de bataille à la droite de Wrede. L'empereur Napoléon cependant, qui attendait encore les troupes qu'il avait rappelées de l'armée d'Espagne et les gardes nationales de différens départemens, était encore contraint à laisser le torrent s'avancer. N'ayant pu s'opposer à l'invasion dès son principe, ni profiter de la première faute stratégique des coalisés, il allait être forcé d'établir sa ligne d'opération encore plus près du centre de l'empire. Les corps des ducs de Raguse et de Bellune étaient derrière la Meuse, depuis Verdun jusqu'à Commercy; celui du prince de la Moskowa était à Bar-sur-Ornain; celui du duc de Trévise à Chaumont. L'instant s'approchait donc où toutes les colonnes des coalisés allaient passer la Marne et s'avancer sur la capitale par la rive gauche de cette rivière et les deux bords de la Seine. Pour préve-

nir cette jonction il ne restait que peu de jours, et au lieu d'attendre plus long-temps, que les corps qui devaient renforcer l'armée active fussent arrivés ou complétés, il fallait se hâter d'aller au devant de l'ennemi avec les forces alors disponibles. Le point central, qui devait servir de base aux opérations que Napoléon pouvait entreprendre, était marqué par la direction des colonnes ennemies; c'était Châlons-sur-Marne. Le duc de Tarente reçut l'ordre de s'y rendre avec son corps, et se mit en mouvement le 14, des environs de Mastricht, où il avait été refoulé par le corps de Winzingerode. Le général Maison qui avait remplacé le général Decaen, reçut l'ordre de se concentrer sous Anvers; autant pour couvrir cette place importante, que pour empêcher l'ennemi d'agir au delà de l'Oise. De Paris, Napoléon dirigea également sur Châlons, le général Lefebvre-Desnouettes avec une division de cavalerie de la garde, les lanciers polonnais et la division Rottemburg avec quatre batteries. Une division de réserve sous les ordres du général Dufour, fut envoyé au duc de Trévise; une autre division devait s'organiser à Troyes. Le grand parc de l'armée, qui de Metz s'était replié sur Châlons, fit refluer à Paris cent bouches à feu; près de cent cinquante autres devaient arriver de Brest et de Bordeaux dans la capitale. Le complétement des divisions de réserve de Bordeaux, Toulouse, Nîmes et Montpellier fut poussé avec la plus grande activité, et les bataillons de garde

nationale, mis en activité par le décret du 6, devaient être levés en hâte et dirigés sur Troyes, Provins, Montargis, Meaux et Soissons, où ils devaient être armés et équipés. Une division de cavalerie se formait à Melun, sous les ordres du général Pajol ; et le général Bordesoulle reçut l'ordre de réunir le noyau et préparer la formation de deux autres à Meaux. Le dépôt des remontes qui avait rétrogradé à Versailles, où il se trouvait sous les ordres du général Roussel, devait dans trente jours avoir remonté dix mille anciens cavaliers, qui y étaient déjà réunis. Après avoir pris ces dispositions, Napoléon fixa son arrivée à Châlons pour le 25, jour où il était présumable que le prince de la Moskowa et les ducs de Reggio et de Bellune seraient acculés à la Marne, et le duc de Tarente à portée de se joindre à l'armée.

CHAPITRE III.

Combat de Chaumont, le 18 janvier. — Combat de Bar-sur-Aube, le 24 janvier. — Mouvemens des Prussiens. — Combat de St.-Aubin, le 22 janvier. — Positions des Coalisés le 24. — Préparatifs de Napoléon et organisation des armées le 25. — Situation politique de la France. — Mouvemens des armées. — Combat de St.-Dizier, le 27 janvier. — Combat de Brienne le 29. — Position des armées le 31.

Dès que le prince de Schwarzenberg vit les deux corps de Giulay et de Wurtemberg réunis près de Langres, il se décida à continuer le mouvement de son aile gauche en avant. Son intention était de hâter la réunion de son armée avec celle de Silésie, en se rendant maître de Bar-sur-Aube; ce qui devait empêcher le corps français de tenir la Marne, au-dessus de Saint-Dizier. Le 18 janvier, il porta son quartier-général à Langres, et ordonna au prince de Wurtemberg d'attaquer Chaumont. Ce dernier se mit de suite en mouvement. A la Ville-aux-Bois, il rencontra les premiers postes du duc de Trévise, qui furent aisément ramenés au-delà de la Marne. Mais arrivé en face de Choignes, le prince de Wurtemberg se trouva en présence du corps du duc de Trévise, ce qui l'arrêta tout court, et l'obligea à attendre le corps de

Giulay. (*) Ce dernier, cependant, s'était mis en mouvement de Langres le même jour. La division de cuirassiers de Duca, qui faisait l'avant-garde, rencontra, à la hauteur de Veseignes, les avant-postes français. Elle les poussa jusqu'à Marnay, où elle fut également arrêtée par l'arrière-garde française. Le même jour, les réserves russo-prussiennes s'étendirent de Port-sur-Saône à Faylbillot. La division Bianchi était restée à Langres. Le corps de Colloredo était en avant de Gray.

Le 19, le duc de Trévise, menacé par deux corps d'armées, quitta Chaumont, et se replia à Bar-sur-Aube, où il prit position, laissant en arrière-garde, à Colombey-les-deux-Églises, la brigade de chasseurs de la garde du général Letort, de quatre cents chevaux. Dans cette position, il fut rejoint par la division Michel, de la vieille garde. Le prince de Wurtemberg entra le même jour à Chaumont; il envoya de là des partis vers Bar-sur-Aube et Joinville. Le général Giulay ne s'avança que jusqu'à Foulaines. Le corps de Wrede était arrivé à Neufchâteau, ce qui força le duc de Bellune à se replier sur Ligny. Le corps de Colloredo était à Dijon. Le prince de Schwarzenberg se décida à laisser son armée pendant quelques jours dans cette position, pour donner le temps à l'armée de Silésie et au corps de Wittgenstein

(*) Dans le premier moment, deux bataillons ennemis s'étaient emparés du village de Choignes et du pont de la Marne; le maréchal les fit charger par un bataillon de la garde, qui les culbuta avec une assez grande perte.

de s'approcher. Il n'y eut donc, jusqu'au 23, d'autre mouvement que celui des réserves russo-prussiennes, qui vinrent prendre des cantonnemens en arrière de Langres. On voit bien des tâtonnemens dans ces premiers mouvemens de Schwarzenberg. D'abord il ordonne l'attaque de Chaumont, et cette attaque se réduit à une démonstration qui décide cependant la retraite du duc de Trévise. Ce mouvement semblait indiquer qu'il voulait s'avancer à Bar-sur-Aube, et porter le corps de Wrede à Joinville, afin de forcer le duc de Bellune à quitter Ligny et à se retirer sur Vitry. Point du tout; il s'arrête et on ne sait pourquoi, puisqu'il n'était pas plus en danger entre Bar-sur-Aube et Joinville, qu'entre Chaumont et Neufchâteau.

Cependant le général Wittgenstein, après avoir assez inutilement fait canonner Phalzbourg, le 17 janvier, mit son corps d'armée en mouvement. Ayant laissé le général Szaszafskoy avec deux régimens de sa division devant Landau, et la division Mesenzow avec deux régimens de cosaques devant Kehl, il réunit le 18, le corps du prince Eugène de Wurtemberg et la division Helfreich entre Saverne et Haguenau. Ce jour-là le général Pahlen, avec la cavalerie, s'avança à Sarrebourg; le 19 à Blamont, le 20 à Lunéville, le 22 à Vezelise; le 24 il passa la Meuse à Maxey, près Vaucouleurs. Le corps de Wittgenstein suivit à une journée de distance.

Le même jour, 24 janvier, le prince de Schwarzemberg ordonna aux deux corps de Giulay et de

Wurtemberg d'attaquer Bar-sur-Aube. Le premier se mit en mouvement par la route de Clairvaux; le second par la grande route qui passe à Colombey. Le duc de Trévise était toujours en position à Bar-sur-Aube: la brigade Letort occupait, comme nous l'avons vu, le village de Colombey-les-dexu-Églises; le général Friant avec sa brigade de grenadiers et la division Laferrière étaient devant Bar, en arrière du ruisseau de Voigny; la division Michel occupait les hauteurs entre Fontaine et Baroville, à la gauche de l'Aube. A midi, la brigade qui était à Colombey fut attaquée par l'avant-garde du corps de Wurtemberg. L'ennemi se présenta en force de front, en même temps qu'il détachait des troupes le long du bois de Beauregard pour tourner Colombey. Cette double attaque et la supériorité du nombre força nos troupes à se replier sur Lignol. La brigade Letort se mit en bataille devant le village. Le prince de Wurtemberg de son côté fit déployer son avant-garde après avoir dépassé Colombey, et la porta en avant, soutenue par le restant du corps, formé en colonnes d'attaque. Le combat s'engagea assez vivement et se soutint pendant quelque temps; mais la brigade française, hors d'état de se soutenir contre douze à treize mille hommes, fut obligée de plier et se retira sur le corps d'armée. Le prince de Wurtemberg dépassant Lignol, déploya son corps, la droite vers Voigny et la gauche à l'Aube. Dans cette position, il engagea une vive canonnade, qui dura

jusqu'au soir; mais il ne risqua pas une attaque. De son côté, le général Giulay ayant fait replier par son avant-garde, nos postes avancés entre Bayel et Baroville, se disposait à attaquer la position en avant de Fontaine. Il porta en première ligne la division Hohenlohe, la faisant soutenir par la division Mariassy. Les cinq bataillons de la brigade Trenk devaient ouvrir l'attaque; mais le général Michel la fit prévenir. La brigade Trenk vivement attaquée par la brigade Christiani, fut culbutée des hauteurs et entraîna le reste de la division dans son désordre. La déroute aurait été complète, si le général Giulay n'eût promptement fait avancer, de la seconde ligne, les six bataillons de la brigade Czollich, qui arrêtèrent nos troupes. Le combat ne se soutint également de ce côté, que par une canonnade qui dura jusqu'au soir. Notre perte s'éleva à quatre ou cinq cents hommes tués ou blessés; celle de l'ennemi monta à deux mille hommes. Les vélites de Florence et de Turin, bien loin de déserter, comme le disent les rapports de l'ennemi, se battirent avec la plus grande valeur. Dans la nuit, le duc de Trévise évacua sa position, se repliant à Vandœuvres. Le 25, le général Giulay entra à Bar-sur-Aube. Nous verrons plus bas que la résistance du duc de Trévise à Bar-sur-Aube, fit encore gagner quelques jours de ce côté. Mais il ne pouvait plus rester dans cette position, le corps de Giulay étant déjà sur son flanc, tandis que celui de Colloredo, ar-

rivé à Dijon, menaçait de le tourner par Châtillon.

Nous avons laissé l'armée de Silésie sur la Moselle le 17 janvier. Le duc de Raguse se repliait derrière la Meuse, qu'il passa le 18 à Verdun. Il resta deux jours derrière cette rivière, en ligne avec le duc de Bellune, qui était encore dans ses positions entre Vaucouleurs et Commercy. Mais le 20, le duc de Bellune se voyant menacé sur sa droite, par le corps de Wrede, qui était déjà à Neufchâteau, craignit d'être prévenu à Ligny, et s'y replia avec son corps. On oublia de détruire le pont de Vaucouleurs. Le duc de Raguse qui se trouvait alors en l'air, se vit forcé de reculer sa droite. La division Decouz ayant fait sauter le pont de Saint-Mihiel, vint prendre position, le 21, à Naives devant Bar; la division Lagrange derrière l'Aire à Érize; la division Ricard et la cavalerie restèrent à Verdun.

Le 18, l'avant-garde du corps d'York occupa Pont-à-Mousson, et l'investissement de Metz, à la rive gauche de la Moselle, fut marqué par un bataillon et quatre escadrons. Le restant du corps d'York ne fit aucun mouvement. Le corps de Sacken se réunit autour de Nancy, et celui d'Alsufieff s'avança à Château-Salins. Le général Roeder, avec seize escadrons du corps de Kleist, qui avait passé le Rhin à Coblentz, le 13, arriva à Trèves, d'où il continua sa route pour rejoindre l'armée de Silésie. Nous ne pouvons passer sous silence un fait de cette époque, peut-être unique dans l'histoire, et qui se présente comme

un monument remarquable de présomption et d'ignorance de l'attaque des places. Un ordre d'York, daté du 7 janvier, prescrit de tenter l'attaque de vive force des places de Metz, Thionville, Luxembourg et Sarrelouis, afin de s'emparer de toutes, ou au moins de quelques-unes d'entre elles. D'après un autre ordre du 18, l'attaque de Metz devait avoir lieu dans la nuit du 20 au 21, par un corps composé de trente volontaires de chacun des dix-huit bataillons qui étaient devant la place. Ces cinq cent quarante hommes, devaient attaquer toutes les six portes à-la-fois, les couper à coups de hache et abattre les pont-levis. Si cette belle équipée ne réussissait pas, dans la nuit du 21 au 22, quarante-huit pièces de douze et de six devaient canoner la place, pour la forcer à se rendre. Ils ne considéraient la partie de Metz, qui est à la rive gauche de la Moselle, que comme un ouvrage de campagne, une tête de pont. Nous nous dispenserons de toute observation sur un texte qui les rend inutiles.

Le 19, Luxembourg fut investi par la division Horn, et Sarrelouis bombardé par huit obusiers. La cavalerie de réserve du corps d'York, s'avança jusqu'à Manheule, où elle eut un petit engagement avec l'arrière-garde du duc de Raguse. La brigade Piquet pressée par la supériorité du nombre, fut acculée à Manheule; mais le feu nourri de l'infanterie ayant obligé les Prussiens à tourner le dos avec perte, ils furent chargés avec avantage par le dixième de hussards, et repliés vers Thiaucourt.

Le maréchal Blücher, voulant laisser le corps d'York encore quelques jours devant les places fortes, *pour essayer d'en prendre quelques-unes*, se décida à se mettre en mouvement avec le corps de Sacken et d'Alsufieff, et à se diriger vers l'armée de Schwarzenberg. La division de cavalerie de Barasdin, destinée à rester devant Metz, prit le 20 la première ligne de l'investissement. Le même jour, la division Sass, du corps de Saken, marcha sur Toul, où il était resté une garnison de quatre cents hommes; cette garnison se rendit sans défense. Le corps d'Alsufieff s'avança à Nancy.

Le 22, la cavalerie de Wassilczikow et le corps de Szerbatow, marchèrent sur Ligny. Le duc de Bellune était au moment de continuer son mouvement de retraite vers St.-Dizier, lorsqu'il reçut l'ordre de tenir sur l'Ornain. Le général Milhaud fut en conséquence porté en avant avec sa cavalerie; Il rencontra à St.-Aubin celle de Wassiliczikow, avec laquelle le combat s'engagea assez vivement; mais le général Milhaud n'ayant point d'infanterie pour l'appuyer, tandis que la cavalerie ennemie était soutenue par le corps de Szerbatow, fut obligé de se replier sur Ligny; le général Wassilczikow resta à St.-Aubin. Le restant du corps de Saken était à Void et Vaucouleurs; le corps d'Alsufieff à Toul; le corps d'York ne fit aucun mouvement, si ce n'est que la division Horn, relevée devant Luxembourg, par une partie de la cavalerie du général Roeder, se rapprocha

de Thionville. La prise d'assaut de Luxembourg avait paru trop difficile. Le 23, le corps du prince Szerbatow attaqua la ville de Ligny, où se trouvait encore une brigade française d'arrière-garde. Le duc de Bellune s'était replié le même jour à St.-Dizier, où le prince de la Moskowa s'était également retiré de Bar-sur-Ornain; après un combat assez vif, notre arrière-garde fut chassée de Ligny et obligée de se rapprocher de St.-Dizier; l'ennemi perdit plus de trois cents hommes à cette attaque. Le corps de Sacken occupa ce jour-là Ligny et Gondrecourt, et celui d'Alsufieff, Vaucouleurs. Le général York ne croyant pas plus pouvoir prendre Thionville que les autres places, fit les premières dispositions pour réunir son corps. Le 24, celui de Sacken occupa Joinville, par une division; les deux de Szerbatoff et la cavalerie étaient à Bar-sur-Ornain; le corps d'Alsufieff était à Gondrecourt; le même jour le duc de Raguse, qui avait quitté Verdun le 22, réunit son corps à St.-Dizier, excepté la division Ricard et la brigade Piquet, qui furent prendre poste aux Islettes, laissant une arrière-garde à Clermont, afin de couvrir la route de Châlons. Le 25, le corps de Wassilczikow marcha sur St.-Dizier. Les trois maréchaux quittèrent cette position et se retirèrent savoir : le prince de la Moskowa à Vitry-le-Brûlé; le duc de Raguse avec la division Decouz et la cavalerie Daumère à Vitry-le-Français, la division Lagrange à Vitry-le-Brûlé, la bri-

gade Piquet à Outrepont; le duc de Bellune à Perthé, ayant devant lui la division Duhesme, dont une brigade occupait St.-Dizier. Le même jour le prince Szerbatow attaqua St.-Dizier et força la brigade qui y était de se retirer à Vitry; le restant du corps de Sacken, et celui d'Alsufieff se réunirent autour de Joinville. On peut considérer, dès ce jour, la jonction de l'armée de Silésie et de celle de Schwarzenberg, comme faite. La position générale des armées coalisées était la suivante.

Le corps de Colloredo était à Baigneux, entre Dijon et Châtillon-sur-Seine. Ce corps ayant laissé la division Wimpfen devant Auxonne, fut renforcé par la division légère de Lichtenstein, la division Bianchi, la division de grenadiers de Trautemberg et celle de cuirassiers de Klebelsberg; sa force s'éleva donc à trente-sept bataillons et cinquante-quatre escadrons ou trente-trois mille hommes d'infanterie et dix mille chevaux. Le corps de Giulay était à Bar-sur-Aube; celui de Wurtemberg à Colombey; celui de Wrede en avant de Neufchâteau; celui de Wittgenstein à Vaucouleurs, ayant sa cavalerie à Donjeux entre Vignory et Joinville. Les réserves russo-prussiennes étaient à Langres, et le corps de Platow dans les environs de Bar-sur-Aube; le corps de Sacken et celui d'Alsufieff étaient dans les environs de Joinville; le général Lanskoy avait été laissé à St.-Dizier; le corps d'York se réunissait à Pont-à-Mousson, ayant laissé le blocus de Metz au

général Barasdin, ceux de Thionville et Luxembourg au général Roeder, et quelques escadrons devant Sarrelouis; en arrière de la ligne étaient: la division Wimpfen devant Auxonne, le corps du prince Lichtenstein devant Besançon et le restant de la réserve autrichienne à Dijon; le corps de Kleist, ayant quitté, le 14 janvier, le siége des citadelles d'Erfurt, qui fut remis au général Tauenzien, était arrivé le 18 devant Coblentz, où il commença à passer le Rhin. Le pont n'ayant pas encore pu être rétabli, la longueur du passage décida le général Kleist à se mettre en marche le 25 pour joindre Blücher, avec les troupes qui étaient déjà passées; savoir: la division Ziethen, cinq bataillons et demi et huit escadrons; la division Pirchs, six bataillons; la division du prince Auguste de Prusse, six bataillons et quatre escadrons. En tout quatorze mille hommes et dix-huit cents chevaux.

Cependant l'empereur Napoléon réduit, par la prorogation du corps législatif, à organiser par des actes du pouvoir exécutif, les moyens de défense qu'il avait voulu revêtir de l'autorité de la loi, avait cherché à regagner le temps qui avait été perdu. L'invasion qui était venue le surprendre, pendant le temps qu'il croyait ne devoir renforcer ses armées que pour donner du crédit à ses négociations, lui faisait un devoir de se hâter. En lui reprochant de ne pas être resté désarmé devant un ennemi ambitieux, on avait dé-

voilé l'étendue du danger qui le menaçait et la France avec lui. Rien ne pouvait obliger les coalisés à franchir les limites de l'Empire, que le refus des conditions qu'ils avaient proposées ou..... le désir de dévaster la France et de la déchirer, Il était donc aisé de voir que la coalition ne voulait pas la paix en dehors du Rhin, et que les né gociations proposées, et reculées par l'ennemi, n'étaient qu'un piége tendu à la confiance des Français. Napoléon le conçut-il? les Français l'ont-ils vu alors? La suite des événemens le développera. La première mesure qu'avait prise Napoléon avait été celle d'envoyer dans les divisions militaires des commissaires extraordinaires pour surveiller la levée de conscription, la formation des cohortes de garde nationale, et l'approvisionnement des places et pour organiser la levée en masse. Un décret du 4 janvier avait donné des commandans à cette levée en masse dans plusieurs départemens; ce furent dans le Bas-Rhin, le général Chouart; dans le Haut-Rhin, le général Berkeim; dans les Vosges, le général Beurmann; dans le Mont-Blanc, le général Dessaix; dans l'Isère, le général Marchand; dans la Côte-d'Or, le général Devaux; dans le Jura, le général Préval; dans le Doubs, le co lonel Moncey; dans la Haute-Saône, le général Lemaire. Mais cette mesure tardive ne put avoir aucun effet; car, ainsi que nous l'avons vu, à l'époque où les généraux purent être rendus à leur poste, il n'y avait plus que les départemens de

l'Isère et du Mont-Blanc qui ne fussent pas envahis. La conscription se levait avec toute l'activité possible, et les conscrits qui arrivaient dans les différens dépôts, étaient habillés, armés et successivement envoyés à leurs corps, fort peu exercés à la vérité. Mais les Français, qui n'ont pas été destinés par la nature à être des machines à fusil, savent se battre sans avoir pirouetté six mois entre les mains d'un instituteur : ils n'ont pas attendu 1814 pour le prouver. Deux divisions d'infanterie et une de cavalerie avaient été retirées de l'armée d'Espagne, et marchaient à grandes journées sur Paris. Une division d'infanterie et une de cavalerie avaient quitté l'armée de Catalogne et arrivaient à Lyon. La jeune garde dut être augmentée de six régimens de voltigeurs et six de tirailleurs. La garde nationale des départemens à l'ouest de Paris fut en partie mobilisée et mise en marche. La ville même de Paris fut mise en état de défense, et sa garde nationale organisée. Le centre d'action de l'armée avait été fixé à Châlons. Le 25 janvier, elle occupait la position suivante : les 2e et 6e corps d'infanterie et les 1er et 5e de cavalerie étaient à Vitry et dans les environs. La réserve de la garde avait deux divisions d'infanterie à Vitry, une d'infanterie et une de cavalerie à Châlons, d'où elles se portèrent le lendemain à Vitry, sous les ordres du duc de Reggio. Le 11e corps avec les 2e et 3e de cavalerie étaient encore dans les environs de Mézières; le duc de Ta-

rente reçut l'ordre de faire relever aux Islettes la division Ricard, qui devait également venir à Vitry, ainsi que la division Dufour. Le duc de Trévise était à Vandœuvres avec la vieille garde. A l'extrême droite, le général Allix avait réuni à Auxerre une faible brigade des dépôts de la 18e division militaire.

Telle était alors la force de l'armée française:

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
LE DUC DE TRÉVISE					
Garde impériale.....	Général Friant......	8	.	4,600	.
	— Michel.....	8	.	3,878	.
	— Laferrière,..	.	12	.	2,228
Réserve de Paris....	— Dufour.....	14	.	7,991	.
LE DUC DE BELLUNE.		30	12	16,469	2,228
2e Corps Le duc de Bellune...	Duhesme...........	8	.	2,723	.
	Gerard............	7	.	3,347	.
	....	6	.	2,662	.
5e de cavalerie. Le général Milhaut..	Piré..............	.	12	.	1,050
	Briche............	.	18	.	1,590
	L'Héritier........	.	14	.	1,164
LE DUC DE RAGUSE.		21	44	8,733	3,804
6e Corps. Le duc de Raguse..	Ricard............	14	.	2,917	.
	Lagrange..........	15	.	4,868	.
1er de Cavalerie..... Général Doumère...	Piquet	.	7	.	915
	Doumère...........	.	16	.	1,900
LE DUC DE TARENTE.		29	23	7,785	2,815
11e Corps. Le duc de Tarente...	Molitor...........	10	.	1,515	.
	Brayer............	6	.	1,225	.
5e Corps. Général Sébastiani..	Albert............	6	.	1,246	.
2e de Cavalerie Général Excelmans..	Domanget..........	.	10	.	1,367
	Thierry...........	.	8	.	775
3e Corps. Le duc de Padoue...	Ameilh............	.	6	.	1,043
	Jacquinot.........	.	7	.	812
RÉSERVE DE LA GARDE. — LE PRINCE DE LA MOSKOWA.		22	31	3,986	3,997
Prince de la Moskova.	Meunier...........	8	.	4,106	.
	Decouz............	8	.	2,700	.
Le duc de Reggio....	Rothembourg.......	11	.	4,605	.
	Lefebvre-Desnouetes	.	17	.	2,285
		27	17	11,411	2,285
	Total général......	129	127	48,383	15,129

Le moment approchait où les armées coalisées allaient pour la première fois combattre Napoléon sur le sol de la France. Jusque-là, ils n'avaient eu devant eux que de faibles corps, disséminés d'abord sur une ligne étendue, et quelque soit l'emphase avec laquelle les écrivains ennemis ont grossi ces événemens, les souverains et les ministres de la coalition ne pouvaient se faire illusion sur les causes de leurs faciles succès. Ainsi qu'en 1792, ils se voyaient trompés dans l'attente qui avait dicté leurs proclamations.

Dès le mois de novembre précédent, les notes secrètes qu'ils recevaient de toutes parts, leur avaient fait espérer que la grande majorité de la France les recevrait à bras ouverts; mais ils ne tardèrent pas à être détrompés. L'accueil que reçurent les armées coalisées dans les départemens envahis, démontra aux souverains que la masse des Français était bien loin de se soumettre lâchement à l'étranger. Au mécontentement de l'honneur national outragé, qu'on lisait ouvertement sur la figure de tout ce qui n'avait pas perdu tout sentiment patriotique, se joignait l'irritation causée par la dureté sauvage, par les dévastations et les exactions d'une milice familiarisée avec le pillage. Tout semblait présager une explosion qu'un seul revers pouvait faire éclater. Ces réflexions influèrent avec force sur les conseils des coalisés et réfroidirent singulièrement l'enthousiasme qui les avait guidés aux bords du Rhin, et leur avait fait franchir ce fleuve. Craignant de se voir attirer dans l'intérieur de l'empire, tandis qu'un soulèvement général, en s'organisant sur les frontières, au-

rait fermé sur eux les portes du tombeau, ils commençaient à mesurer la longueur de leur ligne d'opérations, lorsqu'un incident vint les confirmer dans leurs projets. L'ex-directeur de la république Suisse, Laharpe, ayant obtenu à Paris un passe-port pour se rendre dans sa patrie, arriva à Bar-sur-Aube, et vint trouver l'empereur Alexandre, dont il avait été l'instituteur. Il eut avec ce souverain une longue conférence, dont le résultat fut la certitude qu'acquirent les coalisés qu'une partie du Sénat n'attendait *qu'un apvui* pour se déclarer contre l'empereur Napoléon. Mais il fallait pour cela que les armées coalisées occupassent la capitale. Ce fut à quoi on travailla de part et d'autre. M. Laharpe ne fit même pas un secret de sa mission, car il annonça si haut dans les salons de l'empereur Alexandre quelles étaient les intentions du sénat et du grand dignitaire qui l'avait envoyé, que l'écho en retentit jusqu'à St.-Pétersbourg et à Vienne. Dès ce moment, toute incertitude cessa, et la détermination de continuer les opérations offensives fut reprise.

Le 26 janvier, le maréchal Blücher s'avança avec les corps de Sacken et Alsufieff, vers Vassy et Montierender, ayant la division Landskoy à St.-Dizier, pour tenir la communication avec le corps d'Yorck. Ce dernier avait réuni ses divisions aux environs de Pont-à-Mousson; sa cavalerie de réserve était encore devant Verdun. Le

général Pahlen, avec la cavalerie de Wittgenstein excepté les cosaques, s'était avancé vers Doulevant. L'armée de Schwarzenberg resta en place.

Le 27, le maréchal Blücher vint occuper Brienne avec les deux corps de Sacken et d'Alsufieff. Le général Pahlen prit position à Eclance, entre Brienne et Bar-sur-Aube. Le corps prussien d'Yorck occupa St.-Mihiel, et sa cavalerie Croix-sur-Meuse. Le même jour, l'empereur Napoléon quitta Châlons et vint à Vitry, où se trouvaient dès la veille les 2e et 6e corps, la réserve de la garde et la cavalerie. La cavalerie du général Milhaud, suivie par la division Duhesme se porta sur St.-Dizier. Les avant-postes de la division russe de Landskoy furent surpris, et la division Duhesme ayant abordé St.-Dizier, les Russes furent culbutés et poussés si vivement, que non-seulement ils ne purent pas rompre le pont, mais que le général Landskoy, au lieu de se retirer sur Vassy, fut obligé de gagner Joinville. L'ennemi perdit quelques centaines de prisonniers. L'armée française prit position en avant de St.-Dizier. La division Dufour qui, après avoir inutilement tenté, faute d'ouvriers, de rompre le pont de Lesmont s'était retirée, le 25 à Arcis, vint le 27 à St.-Dizier. La division Ricard arriva des Islettes à Erize, et la division Brayer du 11e corps, qui devait la remplacer, arrivait à Vatry-sur-l'Aisne, ayant devancé le duc de Tarente de Mézières. Le duc de

Trévise avait aussi quitté sa position de Vandœuvre, et s'était retiré à Troyes, occupant cependant le pont de la Guillotière.

Le but de l'empereur Napoléon, en se portant sur St.-Dizier, était de rencontrer l'armée de Blücher en colonne de marche, et de l'attaquer par un mouvement rapide avant qu'elle n'ait le temps de se réunir. Ce mouvement fait trois jours plutôt aurait pu avoir une pleine réussite; le corps de Blücher était trop faible pour résister seul. Renversé sur celui de Wittgenstein (à Vaucouleurs), il l'aurait également entraîné; le corps de Wrède, menacé en flanc, se serait vu obligé de quitter sa position de Neufchâteau pour se rapprocher de Langres. Alors la ligne de communication de l'armée de Schwarzenberg pouvait se trouver menacée, et obligée à faire un mouvement rétrograde. Mais il était trop tard, et Napoléon ayant appris, à St.-Dizier, que Blücher devait avoir joint Schwarzenberg, se vit obligé de changer de plan d'opérations. L'armée coalisée se trouvant réunie aux environs de Bar-sur-Aube, il était évident qu'elle allait prolonger son mouvement sur les deux rives de l'Aube, vers Paris. Ce n'était pas le moment de continuer à avancer vers sa base d'opérations, quelque résultat heureux que pût avoir ce mouvement. Plusieurs divisions qui devaient rejoindre et renforcer l'armée, étaient encore à Paris ou en route; la capitale même n'était pas entièrement mise en état de défense. Il

risquait donc, en continuant à avancer, de se trouver suivi et contenu par une moitié de l'armée coalisée, tandis que l'autre moitié, après avoir dispersé ou détruit les troupes qui couvraient Paris, se rendait maîtresse de la capitale. Une nouvelle communication se serait ouverte par le nord, avec les corps de Bülow et Winzingerode et l'armée du prince de Suède qui approchait, et l'empire français se trouvait envahi d'un seul coup.

Le 28, Napoléon ayant laissé à St.-Dizier le 6e corps et le 1er de cavalerie, se mit en mouvement sur Montierender par Vassy. Le 2e corps et le 5e de cavalerie se dirigèrent par Raigecourt, sur la route de Joinville et de là sur Vassy; les corps de la garde par Humbecourt: le soir, l'armée se réunit à Montierender. La division Ricard et la brigade Picquet, parties ce jour-là de Vitry, s'avancèrent dans la direction de Brienne jusque vers Chavange. La division Dufour vint à Braux. Le seul parti qui restât à Napoléon était de réunir son armée à Troyes, et de régler ensuite ses mouvemens sur ceux de l'ennemi. Cette marche latérale en présentant le flanc aux têtes de la colonne de l'ennemi, pouvait paraître hasardeuse au premier coup-d'œil; mais les chances étaient en réalité favorables. D'abord son mouvement sur St.-Dizier devait porter l'attention des généraux ennemis sur leur droite, en leur faisant craindre pour leurs communications; leurs colonnes devaient donc s'arrêter. Ensuite, il ne devait ren-

contrer dans son mouvement sur Lesmont, que les troupes que Blücher avait avec lui, dans le cas où elles se seraient portées en avant de Bar-sur-Aube. Le nouveau mouvement de Napoléon ne pouvait être connu que lorsqu'il serait déjà à Montierender; alors il était trop tard pour que Blücher pût être secouru par Schwarzenberg, et le passage était ouvert. Afin d'entretenir cependant les inquiétudes des coalisés sur leurs communications, il avait laissé le duc de Raguse à St.-Dizier, en lui ordonnant de pousser des troupes sur Joinville et Bar-sur-Ornain. De son côté, le prince de Schwarzenberg avait mis son armée en mouvement pour la réunir à Troyes, le 2 février. Le corps de Colloredo s'était étendu jusqu'à Châtillon-sur-Seine; le corps de Wurtemberg vint à Bar-sur-Aube; celui de Wrede s'avança de Neufchâteau à Andelot; les réserves russo-prussiennes cantonnèrent entre Langres, Arc-en-Barrois et Marnay. Le maréchal Blücher allait se mettre en mouvement de Brienne-sur-Arcis, lorsqu'il reçut la nouvelle du combat de St.-Dizier: il apprit en même temps que le général Landskoy se retirait de Joinville par Doulevent et Soulaines Il resta donc en position à Brienne, pour attendre les mouvemens ultérieurs de l'armée française, et il garda auprès de lui la cavalerie du général Pahlen, qui devait marcher sur Piney. La cavalerie de Wassiliczikow fut poussée vers Lesmont. Le général York prévenu par le général Katzler, qui avait été poussé

en avant-garde sur Bar-sur-Ornain, avec deux bataillons et huit escadrons, que cette ville était occupée par des troupes françaises, changea sa marche. Il remonta la Meuse jusqu'à Commercy, où il la passa. L'avant-garde du général Katzler resta devant Bar; la division du prince Guillaume de Prusse vint à Ligny, et le restant du corps prit position à Commercy. Les troupes du 6e corps qui étaient à Bar-sur-Ornain, ayant évacué cette ville dans l'après-midi, les Prussiens y entrèrent.

Le mouvement de l'armée française sur Saint-Dizier et Joinville inquiétait le prince Schwarzenberg, qui se trouvait dans une position embarrassante. Son armée était disséminée ainsi que celle de Silésie, et il craignait que Napoléon, en débouchant de Joinville, ne se portât sur ses communications de Langres à Vesoul. Il songea alors à couvrir sa droite, afin de conserver au moins la ligne de Dijon et de Dôle, et il s'établit, le 29 en ligne de bataille, entre l'Aube et la Marne. La tête du corps de Colloredo occupait Bar-sur-Aube, ayant une brigade à Spoy, et une au pont de Doulancourt. Le corps de Wurtemberg vint de Colombé par la droite de Bar, à Maisons. Les grenadiers russes étaient à Château-Vilain: les divisions de cuirassiers Kretow et Duka à la Ferté-sur-Aube et Clairvaux; les gardes entre Chaumont et Langres. Les corps de Wrède et de Wittgenstein eurent ordre de marcher d'Andelot et de Gondrecourt contre Joinville, et d'attaquer le corps français qui de-

vaits'y trouver. Le maréchal Blücher avait étendu ses corps de Brienne à Lesmont; la cavalerie de Pahlen fut placée à Lassicourt, d'où elle poussa des reconnaissances vers Braux et Chavanges; le général Szerbatow, que le prince de Schwarzenberg avait dirigé avec ses trois régimens de cosaques et quatre bataillons d'infanterie légère, vers Châlons, fut placé à Mézières, sur la route de Montiérender. Dans la matinée, le maréchal Blücher ayant appris, par les cosaques de Szerbatow, que des troupes françaises avaient occupé Boulancourt, ordonna au corps de Sacken de se concentrer à Lesmont, et à celui d'Alsufieff de prendre position à Brienne. Il ignorait toujours le vrai mouvement de l'armé française, et regardait l'occupation de Boulancourt comme une démonstration. Vers midi, on lui amena un officier d'état-major français que les cosaques avaient pris entre Montierender et Lesmont. Les dépêches dont il était porteur annonçaient que Napoléon voulait continuer son mouvement offensif au-delà de Saint-Dizier, et contenaient l'ordre au duc de Trévise de quitter Troyes, et de se rapprocher de l'aile droite de l'armée. Blücher, qui craignait de se trouver compromis par un mouvement rétrograde de Schwarzenberg, résolut de se rapprocher de Bar-sur-Aube, et donna l'ordre au corps de Sacken de revenir sur Brienne, et d'achever de ruiner le pont de Lesmont.

Cependant l'empereur Napoléon s'était mis en mouvement, le 29 au matin, de Montierender, avec les corps du duc de Bellune et du prince de la Moskowa. Le duc de Raguse vint à Vassy avec sa cavalerie, laissant la division Lagrange à Saint-Dizier. Un peu après midi, la division Piré partie de Boulancourt, où elle avait été portée la veille, rencontra les troupes du prince Szerbatow en position en arrière de Mézières (*a*) : il venait d'être renforcé par un régiment de hulans et quatre bouches à feu. La division Piré fut bientôt rejointe par le restant de la cavalerie que le général Grouchy déploya dans la plaine, le 5ᵉ corps à gauche (*b*). Le général Pahlen quitta alors Lassicourt, et pour couvrir le flanc du mouvement de Sacken, se dirigea sur Perthes, devant la droite de notre ligne de cavalerie (*c*). Le général Grouchy ordonna au 5ᵉ corps de se porter en avant. La cavalerie ennemie fut attaquée, et après plusieurs belles charges, dans l'une desquelles le général Lefebvre-Desnouettes fut blessé, le général Pahlen fut enfoncé et forcé à la retraite. Il la fit sur Brienne, sous la protection des carrés de l'infanterie du prince Szerbatow. Couvert par les 4ᵉ et 34ᵉ de chasseurs russes, qu'il avait envoyés à Brienne (*d*), de Lassicourt; il traversa la ville vers trois heures après midi. L'armée de Silésie était en position en arrière; le corps d'Alsufieff défendait Brienne (*e*); le corps de Sacken qui, retardé dans sa marche par son

train de pontons, venait seulement d'arriver, se forma en colonnes (*f*), ayant sa cavalerie à sa droite (*g*). Celle de Pahlen se plaça en arrière (*h*). Vers trois heures et demie, la tête du 2ᵉ corps arriva (*i*), et la division Duhesme fut poussée en avant (*k*). Le combat s'alluma avec vivacité, et dura pendant une heure sans avantage de part ni d'autre. Pendant ce temps, le prince de la Moskowa arriva avec les divisions d'infanterie (*l*). L'empereur fit sur-le-champ porter en avant six bataillons de la division Decouz, à la droite de l'attaque du général Duhesme (*m*); le maréchal les conduisit en personne. Cette dernière attaque réussissait; nous avions déjà pris deux canons, et nous allions pénétrer dans la ville. Mais le maréchal Blücher ayant aperçu que notre cavalerie, étant encore à l'aile droite (*n*), ne pouvait couvrir notre colonne de gauche, fit charger la division Duhesme par les corps de Pahlen et Wassilczikow. Assaillie par quarante-quatre escadrons, cette division fut ramenée en désordre et perdit une batterie. Ce mouvement rétrograde obligea le prince de la Moskowa à suspendre son attaque et à se replier un peu en arrière. Le combat se maintint sur la ligne malgré la nuit qui était arrivée. Le maréchal Blücher pensant la journée finie, fut se reposer au château, après avoir donné l'ordre au corps d'Alsufieff de quitter Brienne à minuit, et à celui de Sacken de se mettre en retraite à deux heures du matin : tous

deux devaient se retirer sur les hauteurs de Trannes. Cependant, vers les huit heures du soir, le général Château, chef d'état-major du 2ᵉ corps, qui avait fait un détour à droite avec deux bataillons des 37ᵉ et 56ᵉ régimens, de la division Duhesme (*o*), pénétra dans le château de Brienne par le parc. Blücher était à table avec son état-major; il n'eut que le temps de se sauver par des chemins détournés. Le lieutenant-colonel russe de Rochechouart et le commandant de la garde furent tués; le comte de Hardenberg, commandant du quartier-général, fut pris. Alors le général Château descendit sur la ville avec un bataillon, tandis que de l'autre côté, la brigade Baste de la division Decouz (*m*), et une brigade de la division Meûnier (*p*), renouvelèrent l'attaque en dehors. Le corps d'Alsufieff, vivement pressé, mit le feu à la ville pour se couvrir; une partie du corps de Sacken s'avança pour soutenir l'attaque de nos troupes et pour reprendre le château. Dans le même moment, la cavalerie de la garde, qui avait passé à notre aile gauche avec celle du 5ᵉ corps, tenta une charge sur celle des Russes. Elle fut refoulée sur la division Duhesme où elle mit quelque désordre. Ce succès permit à l'ennemi de diriger ses efforts contre le bataillon du 37ᵉ, qui fut repoussé dans le château. Mais toutes les tentatives des Russes, pour aller plus loin, furent inutiles. Le château fut vaillamment défendu par le chef de bataillon Henders

du 56e. Vers dix heures, la division L'héritier tenta encore une charge sur la cavalerie russe; cette charge manqua, mais le 22e régiment de dragons parvint à se maintenir à l'entrée de la ville. Enfin l'ennemi rebuté de ses pertes, et ne pouvant renouveler ses attaques contre la ville, que l'incendie couvrait presque en entier, se mit en retraite à onze heures du soir. L'armée française resta en position en arrière de Brienne, occupant toujours le château. L'armée de Silésie se replia sur les hauteurs de Trannes, laissant sa cavalerie en avant de Brienne-la-Vieille. Cette journée coûta près de trois mille hommes à chacune des deux armées. Le général Baste qui avait quitté le service de mer pour défendre sa patrie, y trouva la mort. Les généraux Decouz et Lefebvre-Desnouettes y furent blessés; le premier fut bientôt enlevé à l'armée.

Le corps d'York avait continué son mouvement vers Saint-Dizier. Le prince Guillaume vint avec sa division à Bar-sur-Ornain, ayant sa cavalerie à Chancenay et un détachement à Sermaize. La division du prince de Meklenbourg à Stainville. Les divisions Horn et Pirch à Ligny. Le corps de Kleist était à Trèves et à Consarbrück.

Le 30, le prince de Schwarzenberg croyait encore que le mouvement de l'empereur Napoléon était dirigé sur sa ligne d'opérations. L'avis qu'il avait reçu de l'occupation de Joinville par les troupes françaises, et le combat de Brienne même,

l'avaient confirmé dans cette opinion; il pensait que si le gros de l'armée française eût été devant Brienne, non-seulement Napoléon aurait déployé de plus grandes forces contre Blücher, mais qu'il l'aurait suivi dès le point du jour à Trannes. Il envoya donc de forts partis de cavalerie dans la direction de Joinville et d'Andelot; ce ne fut que vers le soir qu'il revint de son erreur. Il est étonnant que le prince de Schwarzenberg n'ait pas pu se persuader que l'empereur Napoléon, ayant manqué le corps de Blücher à Saint-Dizier, avait fait un mouvement de flanc pour se porter à Troyes en face des coalisés. En attendant, Schwarzenberg fit appuyer le gros de son armée à droite. La tête de colonne du corps de Colloredo vint de Bar-sur-Seine à Château-Vilain; les corps de Giulay et de Wurtemberg restèrent dans leur position; les réserves se concentrèrent autour de Colombey. Le corps de Wrede était entre Joinville et Mussey; celui de Wittgenstein à Joinville. Ces deux corps devaient attaquer le lendemain Saint-Dizier et Vassy. Les cosaques de Platow avaient été lâchés, dès le 27, dans la direction d'Auxonne et de Joigny.

L'empereur Napoléon se décida à rester encore dans les environs de Brienne. Il avait d'abord à couvrir le mouvement du 6e corps, dont l'arrière-garde évacua ce jour-là, dans l'après-midi, la ville de Saint-Dizier; ensuite il lui importait de connaître le résultat des manœuvres que son mouve-

ment vers Saint-Dizier et les pointes poussées à Bar-sur-Ornain et Joinville auraient fait faire à l'ennemi. Pour cela il lui fallait présenter en quelque sorte la bataille, en serrant l'armée de Silésie, sans cependant s'engager. Les écrivains étrangers ont reproché à Napoléon de ne pas avoir profité de ses avantages et de la *supériorité du nombre*, pour attaquer, le 30, Blücher et l'armée coalisée qui n'était pas encore réunie; ou il y a de la mauvaise foi dans ces expressions, ou les ennemis voyaient la poignée de Français qui étaient devant eux avec des yeux taillés en facettes. D'abord il avait devant lui, à Trannes, Maisons et Bar-sur-Aube, Blücher, Giulay et le prince de Wurtemberg, c'est-à-dire, soixante-dix-sept mille hommes; et à Colombey étaient les réserves, fortes de soixante mille hommes, et qui pouvaient arriver au moment le plus important du combat. A droite étaient Wittgenstein et Wrede, c'est-à-dire, près de soixante mille hommes à dix lieues de distance. A gauche, et à moins de distance, Colloredo, c'est-à-dire, quarante-cinq mille hommes. Qu'avait-il à opposer à ces forces? Les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, c'est-à-dire, vingt-six mille hommes.

Le 30, vers dix heures du matin, le 2e corps et la cavalerie débouchèrent de Brienne. La cavalerie de Pahlen était à droite de la grande route, et celle de Wassilczikow à gauche, devant Brienne-la-Vieille; les huit régimens de cosaques du gé-

néral Karpow étaient à Chaumenil, la Chaise et Soulaines. L'ennemi fut canonné et poussé au-delà de la Rothière, et le 2e corps occupa ce village. La cavalerie se déploya en avant, et le soir le général Grouchy envoya un détachement à Chaumenil, d'où il chassa les cosaques. Les divisions Ricard et Dufour se réunirent ce jour-là à Rosnay, avec la brigade légère du général Picquet. Le général Gérard fut en prendre le commandement, et les amena à Dienville. Le duc de Raguse fut attaqué à Vassy par l'avant-garde du corps de Wrede; mais il contint l'ennemi jusqu'à l'arrivée de la division Lagrange. Alors il se rendit à Montierender, d'après l'ordre de l'empereur. Le général Defrance, avec huit cents chevaux de gardes d'honneur, fut envoyé à Lesmont pour couvrir la réconstruction du pont. Le maréchal Blücher resta dans sa position de Trannes, couvert par la cavalerie de Pahlen, appuyé à droite par le corps de Wurtemberg à Maisons et Fresnoy, et à gauche par celui de Giulay vers Spoy.

Le corps d'York arriva devant Saint-Dizier, et attaqua par les deux rives de la Marne, la division Lagrange, qui parvint cependant à faire sa retraite sur Vassy, où elle rejoignit le duc de Raguse. Le général York poussa alors la division Pirch à Perthé, sur la route de Vitry, et le général Katzler, avec neuf bataillons et douze escadrons, vers Humbécourt sur la route de Vassy.

Le 31 au matin, le 6e corps se mit en marche

de Montierender, se dirigeant par Soulaines au lieu de prendre la route de Boulancourt. L'avant-garde rencontra à Soulaines la cavalerie de Pahlen, contre laquelle les habitans se défendaient; l'ennemi fut chassé. Le général Van-Merlen, qui était resté à Montierender avec une arrière-garde de huit cents hommes, y fut surpris par les cosaques d'Ilowaiski, et fait prisonnier avec une centaine d'hommes; le reste rejoignit l'armée. L'empereur Napoléon avait ordonné la reconstruction du pont de Lesmont; mais ce pont, qu'il fallait établir avec des matériaux du pays, ne pouvait être achevé que le lendemain. Afin de ne pas être cependant acculé au passage, il se décida à conserver pendant cette journée la position qu'occupait son armée. Si l'ennemi l'attaquait, il fallait le contenir jusqu'à ce que le pont étant achevé, l'armée pût y défiler sans obstacle.

L'armée française était déployée en avant de Brienne dans l'ordre suivant. A la droite, le général Gérard avec deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie occupait Dienville. Au centre, le duc de Bellune, avec le 2e corps, réduit à deux divisions, occupait la Rothière, Petit-Mesquil et Chaumenil, et avait quelques bataillons en avant de la Gibrie; six divisions de cavalerie sous les ordres des généraux Nansouty et Milhaud couvraient ses ailes. A la gauche, le duc de Raguse avec une division d'infanterie et une de cavalerie devait occuper Morvilliers et la Chaise.

En réserve, devant Brienne était le prince de la Moskowa avec trois divisions de la garde. Ce jour-là, le duc de Trévise, qui le 30 avait quitté Troyes pour se rendre à Arcis, ayant appris que le corps de Colloredo était arrivé à Bar-sur-Seine, retourna sur ses pas. Il occupa Troyes avec les divisions Friant et Hamelinaye (*) et la cavalerie du général Laferrière ; la division Michel fut renvoyée au pont de la Guillotière.

Le même jour, le prince de Schwarzenberg, assuré enfin que le gros de l'armée française était à Brienne, prit la résolution de la faire attaquer. Il mit à cet effet à la disposition du maréchal Blücher, les corps de Giulay et de Wurtemberg, les grenadiers et les cuirassiers russes ; les gardes devaient se porter en avant de Bar-sur-Aube, en réserve. Les corps de Wrede et de Wittgenstein devaient s'avancer sur Vassy et St.-Dizier, pour attaquer, de concert avec York, le corps français qui devait se trouver vers Vitry. C'était le 11e, mais il était encore à Châlons. La cavalerie de Pahlen eut ordre de joindre son corps; ce général se dirigea donc sur Soulaines, où, ayant trouvé des troupes françaises, il s'arrêta en présence. Le corps de Wittgenstein vint à Vassy, qu'il trouva évacué, et où il reçut un nouvel ordre de marcher sur St.-Dizier; il fit occuper Montierender par

(*) C'était la seconde division de la réserve de Paris, qui venait de s'organiser à Troyes.

le général Jlowaisky 12 avec cinq régimens de cosaques. Le général Wrede s'avança jusqu'à Nomécourt près Joinville, où il apprit que les troupes françaises avaient quitté Vassy, et que le lendemain on devait livrer une bataille à l'armée française en avant de Brienne. Ne croyant pas prudent de s'écarter de la grande armée à la veille d'un combat, dont l'événement était encore indécis, il préféra se rapprocher de Bar-sur-Aube; il vint donc le même soir à Doulevent, ayant des troupes d'avant-garde vers Soulaines; son intention était de venir prendre la droite du corps de Wurtemberg. En exécution des ordres du prince de Schwarzenberg, le corps de Giulay vint le 31 au soir à Arsonval et Bossancourt; les grenadiers, la 2e et 3e divisions de cuirassiers russes, marchèrent pendant la nuit, pour se trouver au point du jour derrière Trannes; les gardes devaient être à la même heure à Ailleville. Le maréchal Blücher ne fit aucun mouvement, et le corps d'Yorck resta à St.-Dizier.

CHAPITRE IV.

Opérations en Belgique. — Bülow passe le Waal et la Meuse. — Attaque de Breda. — Combat de Hoogstraeten, le 11 janvier. — Combat de Merxem, le 13. — Winzingerode passe le Rhin. — Combat devant Liége, le 24. — Opérations dans le sud. — Perte de Genève, le 20 décembre. — Combat de Bourg, le 21 janvier. — Les Autrichiens devant Lyon.

Nous avons dit dans la campagne de 1813, (page 240), que le général Bülow avait, après la prise d'Arnheim, et dans les premiers jours de décembre, pris des quartiers à Utrecht. Le général Molitor, après avoir repassé la Meuse, s'était replié vers Anvers, laissant une petite garnison dans la citadelle de Bois-le-Duc et à Crèvecœur. Le général Rampon s'enferma dans Gorcum, et le général Bizanet, à Berg-op-Zoom. En Hollande, nous n'avions de garnison qu'à Naarden, et au Texel, où s'était retiré l'amiral Verhuel. Cet amiral qui commandait la flotte de Texel, se voyant hors d'état de sauver ses vaisseaux, se décida à défendre les ouvrages de Niewe-Deep, Helder et Texel. Il s'enferma dans le fort Lasalle, avec le 63e équi-

page de haut-bord, les Français qui étaient sur la flotte, et les Hollandais en petit nombre qui voulurent rester, et il remit en liberté seize cents prisonniers espagnols. Sommé trois fois dans les mois de décembre, janvier et février, il se contenta de répondre : *J'ai juré fidélité à l'empereur Napoléon.* L'amiral Verhuel ne rendit ses forts qu'à la paix. Informé de ces événemens, l'empereur Napoléon ordonna au général Decaen, de réunir en noyau d'armée les troupes des 17e et 31e divisions militaires, sous les ordres des généraux Molitor et Ambert, et de mettre en état de défense la ligne de la Meuse, dont la droite était couverte par le duc de Tarente. Le général Decaen arriva le 4 décembre à Anvers, et, le même jour, la tête de la division Roguet, destinée à faire partie du 1er corps *bis*, qui devait s'y organiser, entra à Bruxelles. Quelques détachemens de matelots et d'ouvriers de marine furent envoyés renforcer les garnisons de Berg-op-Zoom et Breda; le général Ambert fut mis à la tête d'une colonne mobile, formée de troupes tirées des dépôts, pour assurer les communications. La division Roguet eut ordre de se réunir à Louvain. Mais le général Decaen se voyant à peu près sans troupes, même pour les garnisons des places qu'il devait défendre, et au milieu d'un pays presque soulevé; ayant appris d'ailleurs que l'ennemi avait passé la Meuse, ordonna l'évacuation de Breda, Gertruydenberg et Willemstadt. Le 9 décembre, le général Benkendorf se présenta

devant Breda avec ses trois régimens de cosaques. Le général Ambert, d'après les ordres qu'il avait reçus, évacua la ville. Le lendemain, le général Benkendorf ayant envoyé un régiment de cosaques sur Willemstadt, cette place fut également évacuée par le colonel Legrand qui y commandait. En même temps, le général Stahl arriva devant Gertruydenberg, avec trois autres régimens de cosaques. Le général Lorcet qui y était avec environ cent hommes, évacua la place par convention.

Le général Bülow resta tranquille aux environs d'Utrecht jusque vers le milieu de décembre, qu'il se décida à passer la Meuse. Le général Benkendorf, avec trois régimens de cosaques était entré le 9 à Breda, abandonné ainsi que nous l'avons vu. Le 10, un autre parti de cosaques était entré à Gertruydenberg. Le même jour les Anglais, sous les ordres du général Graham, qui venait de l'armée d'Espagne, occupèrent Willemstadt, où ils trouvèrent vingt chaloupes canonnières et cent-soixante-dix canons, la plupart en bronze. D'autres partis de cosaques se répandirent vers Turnhout. Le 14, le général Bülow poussa la division Thümen à Leerdam, pour observer Gorcum. Le 16, il mit le restant de son corps en mouvement, tant pour investir Gorcum et occuper les bords de la Meuse, que pour appuyer les Anglais et mettre en état de défense Breda et Gertruydenberg. Les divisions

Zielinsky et Thümen, sous les ordres du général Oppen, se réunirent le 17 à Thiel, en face de Bommel, et y passèrent le Waal. Le général Molitor se défendit à Bommel par une assez longue canonnade; n'ayant pu cependant empêcher le passage de l'ennemi, il se retira sur Crèvecœur, où il passa la Meuse; de là il se rendit à Grave, et se réunit au duc de Tarente. La division Kraft passa la Meuse près de Gorcum, et occupa Workum et Heusden. Gorcum fut investi par la division Zielinsky; la division Kraft resta à Heusden; la division Thümen occupa Burerr et Thiel, observant Nimègue.

L'empereur Napoléon mécontent de ce qui s'était passé, retira au général Decaen son commandement, et se persuadant que les premiers efforts des coalisés se porteraient sur la Belgique, il résolut d'y envoyer en hâte des troupes de la garde, les seules qu'il eut disponibles en ce moment. Les divisions Barrois et Lefebvre-Desnouettes reçurent ordre de se rendre sur-le-champ à Bruxelles, ainsi que celle du général Boyer, qui se formait à Lille. Ce fut à la même époque que le duc de Trévise reçut l'ordre de passer dans le Nord, avec les divisions Friant et Laferrière. Pour couvrir la marche de ces troupes et donner au 1er corps le temps de se réunir à Anvers, l'empereur Napoléon ordonna au général Roguet de reprendre Breda, et au duc de Tarente de se rapprocher de Bois-le-Duc. Le 19, le géné-

ral Roguet, avec sa division et celle du général Castex, vint à West-Wesel, d'où il chassa les cosaques du général Stahl. Le 20, il parut devant Breda, et ayant poussé sa cavalerie vers Bois-le-Duc, et placé un poste à Terheyde, sur le canal de Gertruydenberg, il fit sommer la place et fit ses dispositions pour le bombardement, qui commença à minuit. Le général Benkendorf avait environ quinze cents hommes d'infanterie; mais il n'avait qu'une batterie de campagne, avec laquelle il répondit faiblement. Dans la nuit, un détachement de cosaques qui revenait de Turnhout, ayant forcé le poste de Terheyde, un convoi d'artillerie et de munitions, envoyé de Willemstadt put arriver à Breda par le canal. Le 21 se passa en attaques inutiles sur les trois portes de la place. Ce jour-là la division prussienne de Kraft vint de Heusden à Dongen, et le général Graham, avec huit mille Anglais, arriva à Oudenbosch. La nuit le bombardement fut repris, mais l'ennemi était en mesure de répondre avec vigueur. Le 22, le général Lefebvre-Desnouettes qui venait d'arriver, et avait pris le commandement, ayant appris que les Anglais et les Prussiens avaient fait leur jonction et marchaient sur Rosendael, jugea nécessaire de se rapprocher d'Anvers. Le 23, les deux divisions vinrent prendre poste à Hoogstraeten et Braschaet.

Les Prussiens restèrent encore quelques jours dans leur position; la division Kraft occupant

Breda, et sans faire d'autre mouvement qu'une reconnaissance sur Nimègue, où le duc de Tarente appuyait son aile gauche. Les Anglais investirent Berg-op-Zoom et occupèrent Helvoetsluys, Zierikzée et Steenbergen. Bülow avait son quartier-général à Bommel, où il attendit la division Borstel, qui fut relevée le 26, devant Wesel, par la cavalerie du général Orurk, du corps de Winzingerode. Ce corps était en marche vers le Rhin, ainsi que le 3e d'Allemagne : les troupes hollandaises s'organisaient. Le général Roguet resta dans son camp de Hoogstraeten, soutenu à la gauche par la division Ambert, qui vint à West-Wesel et Leenhout. Nous tenions encore, dans la ligne occupée par l'ennemi, Delfzil à l'embouchure de l'Ems, Naarden et le Texel, près d'Amsterdam, Nimègue, Gorcum, Bois-le-Duc, Flessingue, Terwere, l'île Walcheren et Berg-op-Zoom. Les Anglais se chargèrent du blocus de toutes ces places, excepté de Gorcum. Cependant le général Maisons, nommé le 21 décembre au commandement du 1er corps d'armée, était arrivé à Anvers. Son premier soin fut de mettre en état de défense toutes les places et forts, qui restaient encore en notre pouvoir, dans la ligne de défense qui lui était assignée. L'approvisionnement de Berg-op-Zoom fut complété pour neuf mois; celui de Flessingue, de Terwere, des forts de Batz, Lille et Liftenshoek, pour un an. Les

forteresses d'Ysendyck, Hulst et l'île de Cadsand furent armées et approvisionnées.

Le 1er janvier, le général Bülow réunit les divisions Thümen, Borstel, Kraft et Oppen autour de Breda, afin de se préparer à entrer en Belgique, dès que le corps de Winzingerode et le 3e corps d'Allemagne auraient passé le Rhin. Le duc de Tarente (*), de son côté, se voyant menacé de flanc et presque à dos, depuis que les corps de Bülow et de Graham, maîtres de la rive gauche de la Meuse, serraient le général Maisons contre Anvers, fut obligé de retirer sa gauche. Le 4 janvier, il fit évacuer Nimègue, et retira son corps d'armée entre Gueldres et Cologne. Le 11e corps et le 2e de cavalerie se placèrent entre Gueldres et Wenloo, occupant Xanten, le 5e corps (division Albert) et le 3e de cavalerie, à Cologne et à Neuss.

Le général Bülow reçut, le 9 janvier, l'avis que les glaces avaient endommagé les ponts de la Meuse et du Rhin, au point qu'on avait été obligé de les replier. Il s'en suivait que le corps de Winzingerode ne pouvait pas, pour le moment, venir se

(*) Pendant le mois de décembre, le duc de Tarente occupa les positions suivantes. La 1re division du 11e corps, à Wesel; une division de cavalerie du 2e corps (Excelmans) et la 2e division du 11e entre Wesel et Nimègue; le général Molitor à Venloo; une division de huit cents chevaux à Maestricht. La division Albert et la cavalerie du duc de Padoue, sur le Rhin, de Remagen à Wesel.

joindre à lui. Ce retard le mettait dans une position critique, dans le cas où le duc de Tarente, débouchant par Grave, serait venu l'attaquer en flanc, tandis qu'il avait le général Maisons devant lui. Il n'y avait qu'un moyen de sortir de ce danger; c'était de prendre lui-même l'offensive contre le 1er corps. S'il le battait, le duc de Tarente était forcé de se retirer au moins à la hauteur de Maestrich, et la ligne de jonction avec le corps de Winzingerode était abrégée et assurée. S'il ne réussissait pas, la position des Anglais empêchait le général Maisons de le suivre, et il était probable que ce mouvement offensif tiendrait au moins le duc de Tarente en suspens. Le général Bülow se décida donc à attaquer.

Le 1er corps était toujours en position en avant d'Anvers. Le général Roguet occupait, avec la brigade Flament, le bourg de Hoogstraeten; deux bataillons étaient à West-Wesel et Leenhout; la brigade Aymar à Turnhout; la division Lefebvre-Desnouettes entre Turnhout et Breecht. Le général Ambert, avec quatre bataillons et deux cents chevaux, à Donk et Braschaet; la division Castex à Lier; la division Barrois à Bruxelles. Le général Bülow ayant décidé son mouvement, se fit précéder le 9, par des partis de cavalerie, dans la direction de Turnhout, Ruremonde et Venloo. Lui-même mit son corps en mouvement le 10 sur trois colonnes. Celle de gauche composée de la

division Borstel, s'avança par la route de Hoogstraeten; celle du centre, composée de la division Thümen, se dirigea, par la grande route, sur West-Wesel; celle de droite, composée de la division Kraft et d'une partie de la cavalerie de réserve, sous les ordres du général Oppen, devait, de Sundert, appuyer à droite et gagner les derrières de West-Wesel : cette opération fut combinée avec le général Graham, qui devait déboucher par Rosendael sur Anvers.

Cependant le général Maisons, trompé par le mouvement de la cavalerie légère ennemie, qui se présentait sur son flanc, et par un faux rapport, crut que Bülow se dirigeait par la Campine sur Diest et Louvain. Le 11, il donna l'ordre aux divisions Barrois et Castex de se réunir à Lier. Le même jour, à huit heures du matin, la division Borstel déboucha de Meer en deux colonnes dirigées sur Hoogstraeten et sur Vortel. Le général Roguet, tenu en alerte par le mouvement des troupes légères ennemies sur sa droite, était en mesure; ses troupes étaient sous les armes, et il avait porté un bataillon du 12e de tirailleurs dans le cimetière de Mynderhout. Ce bataillon soutint long-temps tous les efforts de l'ennemi, qui tenta en vain de pénétrer à Hoogstraeten. A la gauche, la division Thümen s'avança également en deux colonnes sur West-Wesel et Leenhout. Le général Roguet, attaqué de front par environ quatorze mille hommes, apprit en

même temps qu'une troisième colonne prussienne tournait sa gauche, et que le général Graham s'avançait avec quatre mille hommes de Rosendael vers Anvers. Se voyant au moment d'être enveloppé, il ordonna la retraite, qui se fit en bon ordre et en disputant chaque fossé. Les troupes de Hoogstraeten prirent position le soir à Ostmalle, et celles de West-Wesel à Westmalle. La brigade Aymar, coupée de Hoogstraeten par la colonne ennemie qui s'était dirigée par Vortel, se replia sur Lier. L'ennemi s'arrêta à la hauteur de Brecht; sa perte s'éleva à cinq cents hommes, la nôtre à près de trois cents.

Le 12, le général Roguet se replia sur Anvers; la brigade Flament occupa Deurne: deux bataillons étaient à Wyneghem. La division Ambert occupait Merxem. Le général Bülow fit avancer la division Thümew à Braschaet; la division Borstel vint à Saint-Antoine; la colonne du général Oppen au centre, à Gravenwesel. Le général Graham était à Erkeren. Le général Maisons, toujours trompé par l'apparition de la cavalerie ennemie vers Herenthals, et croyant que le mouvement qui avait lieu sur Anvers n'était qu'une démonstration, avait réuni à Lier les divisions Barrois et Castex, auxquelles il joignit encore mille hommes tirés d'Anvers; son intention était de se porter sur Diest, afin de rencontrer la colonne qu'il supposait en marche sur Louvain.

Le 13, le général Bülow résolut de tenter une

nouvelle attaque. La division Thümen et la colonne du général Oppen devaient former la première ligne; la division Borstel marchait en réserve. A huit heures du matin, le général Thümen déboucha de front sur Merxem, que défendait le général Avy avec cinq bataillons. Ce village fut au même instant attaqué en flanc par le général Graham. Le général Oppen dirigea une colonne sur Deurne, que défendait la brigade Flament. L'ennemi fit sur ce point les plus grands efforts, afin de couper les troupes qui étaient à Wyneghen. Ce dernier village fut en même temps attaqué par une partie de la colonne du général Oppen, et par la division Borstel. Après une canonnade très-vive, les deux bataillons qui le défendaient furent forcés et perdirent une pièce de canon. Mais le général Flament les ayant fait appuyer, l'ennemi fut rechassé de Wyneghem et la pièce reprise. A la gauche, la mort du général Avy, tué à la tête du 4ᵉ léger, entraîna la perte de Merxem, malgré l'appui d'un bataillon que le duc de Plaisance, gouverneur d'Anvers, y envoya. Nos troupes se rallièrent dans le faubourg de Dame, et l'ennemi, maître de Merxem, jeta des obus dans la place d'Anvers. Cependant le général Bülow, voyant l'inutilité de ses efforts contre les postes de Wyneghem et de Deurne, et craignant d'être attaqué à dos par les troupes qui étaient du côté de Lier, cessa le combat vers le soir et se disposa à la retraite.

Le général Bülow se replia avec la division Kraft et la cavalerie sur Breda; la division Thümen occupa Ruysbergen et les deux Sundert; la division Borstel, Hoogstraeten, West-Wesel et Leenhout. Le général Graham retourna à Oudenbosch, laissant une arrière-garde à Rosendael. Si le général Maisons n'eut pas été entraîné dans un faux mouvement, le combat du 13 aurait pu être bien dangereux à l'ennemi, qui, déjà fortement engagé avec le général Roguet, n'aurait pu résister à une attaque de flanc. Le combat de Wyneghem coûta plus de huit cents hommes à l'ennemi et près de cinq cents à nos troupes.

Cependant le général Czerniszeff était arrivé dès les premiers jours de janvier sur les bords du Rhin, à Dusseldorf, avec son avant-garde, composée de toute la cavalerie du corps de Winzingerode. Le 6, l'infanterie du même corps arriva au même endroit. Le général Winzingerode y resta quelques jours, retenu par les glaces que chariait le Rhin et qui en empêchaient le passage. Pendant ce temps le duc de Tarente, menacé à droite par l'armée de Silésie, qui s'étendait vers Trèves, et par le corps de Saint-Priest qui s'avançait vers Bonn, et inquiété par le mouvement offensif de Bülow, se vit forcé de se replier. Le 24, il prit position en avant de Maestricht et d'Aix-la-Chapelle, occupant Neuss par une brigade, et ayant sa cavalerie à Cologne. Le général Maisons, après le combat de Wyneghem laissa les divisions Ro-

guet et Ambert devant Anvers, et vint s'établir à Louvain avec les divisions Barrois et Castex; ces deux dernières détachèrent deux bataillons et cent chevaux à Bruxelles, et autant à Malines. Le duc de Tarente, ayant reçu l'ordre de se réunir sur la Marne aux autres corps de l'armée de Napoléon, rappela à lui, le 12, le 2ᵉ corps de cavalerie et les troupes de Neuss; le 16, il se mit en mouvement par Liége et Huy; le 18, il était à Namur; le 23, à Rhétel et la cavalerie à Mézières; de là il continua sa marche sur Châlons, où il arriva le 2 février.

Le 13 janvier, le corps de Winzingerode commença à passer le Rhin; le 15, l'avant-garde était réunie à Neuss; le 22, il arriva à Aix-la-Chapelle, et le 24 à Liége, où se trouvait, dès le 18, le général Benkendorff, qui avait quitté le corps de Bülow. Le 24, Winzingerode arriva à Aix-la-Chapelle. Le même jour, le général Castex, envoyé sur Saint-Trond par le général Maisons avec deux bataillons et huit cents chevaux, afin de reconnaître la position du duc de Tarente, s'approchait de Liége. D'un autre côté, le général Czerniszeff avait ordonné au général Benkendorff de s'avancer en reconnaissance vers Bruxelles avec ses trois régimens de cosaques. Les deux partis se rencontrèrent à une lieue de Liége. Le général Benkendorff fut d'abord ramené assez vivement, mais ayant été appuyé par toute la cavalerie du général Czerniszeff, le combat se ralluma, et le général

Castex fut obligé de se replier d'abord sur Oraye, puis à Saint-Trond; il n'y fut cependant pas suivi par l'ennemi. Le général Castex fut blessé. D'Aix-la-Chapelle, Winzingerode continua son mouvement, dirigeant Czerniszeff par Namur et Philippeville, et son infanterie par Givet et Mézières. Il pouvait prendre le chemin qu'il voulait, tout était ouvert. Nous reprendrons la suite de son mouvement plus bas.

Le 26 janvier, dans la nuit, un soulèvement des habitans, combiné avec une attaque des Prussiens, ouvrit les portes de Bois-le-Duc. La garnison, forte de six cents hommes, se retira dans la citadelle, où elle capitula le lendemain. Le 27, le général Maisons débordé par tout le corps de Winzingerode, se prépara à quitter sa position entre Lier et Louvain, et à se replier sur Bruxelles.

Le général Bülow, qui était resté jusque-là autour de Breda, se mit en mouvement le 30 janvier pour entrer en Belgique. Ayant concentré son corps à West-Wesel et Hoogstraeten, il vint le 31 à Westmalle. Avant de passer outre, il résolut de faire une tentative sur Anvers. Il en était vivement sollicité par les Anglais, qui désiraient ardemment se rendre maîtres de la flotte, ou au moins avoir la consolation de la brûler.

Nous avons vu que la colonne de gauche de l'armée coalisée, composée de la division légère de Bubna, après avoir passé le Rhin à Bâle, devait se diriger sur Genève. Le 23 elle arriva à

Berne; le 27 à Lausanne, et le 30 elle parut devant Genève. Le général Bubna fit sommer la place, et sur la réponse négative du général Jordis, qui y commandait, il fit avancer son infanterie en trois colonnes et se prépara à une attaque de vive force. Il y avait à Genève une garnison de dix-huit cents hommes, et la place était défendue par cent dix-sept bouches à feu, dont trente canons de campagne. Un renfort de quinze à dix-huit cents hommes envoyés de Grenoble était déjà à Annecy; mais malheureusement, ce matin même, le général Jordis, vieux et brave militaire, fut frappé d'une apoplexie. Cet accident causa la perte de la place. Depuis trois jours le préfet, baron Capelle, avait quitté Genève; l'aristocratie génevoise profita de ce départ pour s'organiser et se saisir de l'administration. Le commandant en second se laissa intimider par la crainte d'une insurrection, et persuader d'évacuer la ville. La garnison se replia sur Rumilly, et les magistrats rendirent les clefs au général Bubna.

Ce dernier, maître de Genève envoya de suite un détachement occuper la route de Gex à St.-Claude; un autre fut envoyé bloquer le fort de l'Ecluse. Le colonel Simbschen avait déjà été détaché de Lausanne, avec six cents hommes d'infanterie et quelque cavalerie, pour occuper le haut Valais et les passages du St.-Bernard et du Simplon. Le colonel Simbschen arriva le 28 à St.-Maurice, d'où il continua sa route sur Sion et

Brieg. Le despotisme démocratique du haut Valais, irrité d'avoir perdu ses priviléges en 1798, le reçut à bras ouverts et organisa sur-le-champ un bataillon de chasseurs d'environ mille hommes. Le colonel Simbschen ayant établi des postes au Simplon et au St.-Bernard et fait ruiner la route construite sur la première montagne, revint à St.-Maurice. De là il se dirigea sur Thonon, où, de concert avec un certain M. de Sonnaz, qui s'intitulait général du roi de Sardaigne, il fit un appel aux Savoisiens le 14 janvier, les excitant à prendre les armes contre la France. Tout moyen était bon pour les plans des coalisés.

Le général Bubna ne s'arrêta pas à Genève. Ayant laissé dans cette place le général Zechmeister avec sa brigade, composée de trois bataillons et six escadrons, il marcha avec le restant de sa division vers St.-Claude. On a blâmé le général Bubna de n'avoir pas marché de Genève sur Lyon, qui était alors dégarni. Ce reproche nous paraît tout-à-fait dénué de fondement. Il était dans l'ordre des choses possibles qu'à son arrivée à Lyon, il ait trouvé cette place en état de défense. La garde nationale seule de la ville et des cantons environnans pouvait l'arrêter. Que serait-il alors devenu, se trouvant séparé par une aussi grande distance du restant de l'armée, et pouvant être coupé de Genève par les troupes du département des Alpes? L'événement seul, à ce qu'il paraît, a dicté ce jugement. Le 5 janvier, il était à Poligny et Sa-

lins, d'où il envoya des partis de cavalerie vers Ornans, pour entrer en communication avec les corps autrichiens qui avaient passé par Pontarlier. Le 6, le général Bubna attaqua la ville de Dôle, défendue par le général Lambert avec quelques gardes nationaux, et il s'en empara après un combat assez vif. Il fit également une tentative sur Châlons, où se trouvait le général Legrand avec quelques troupes des dépôts du département de Saône et Loire, et des gardes nationales de Châlons, Charolles et Autun ; l'ennemi fut repoussé. A Poligny, le général Bubna fut renforcé par la brigade de Longueville, du corps autrichien d'Aloys Lichtenstein qui était arrivé devant Besançon. Cette brigade, de six bataillons, porta la force du corps de Bubna à environ dix mille hommes d'infanterie et six mille chevaux. Alors, le général Bubna ayant ouvert sa communication avec l'armée de Schwarzenberg se rabattit surLyon.Chemin faisant il poussa un parti sur Macon, dont le maire laissa occuper le pont par cinquante hussards. Le 12, le général Bubna se présenta devant Bourg. Le général Musnier qui était en position en avant de cette ville, avec douze cents hommes des dépôts du département de l'Ain, se replia sur Pont-d'Ain et de là sur Lyon, à l'approche de l'ennemi. Cependant, la garde nationale livrée à elle-même résolut de se défendre, et prit position devant la ville, où elle soutint le premier choc de l'ennemi ; forcée de plier, elle continua encore pendant quel-

que temps le combat dans les faubourgs. La ville fut néanmoins emportée, et livrée pendant plusieurs heures au pillage et à tous les excès. Le 14, le général Bubna fit une proclamation aux habitans du département de l'Ain (*). On ne sait trop dans quelle classe d'écrits ranger cette pièce. L'ironie avec laquelle on annonce un généreux pardon, à des habitans qui n'ont fait qu'user du droit le plus sacré, celui de se défendre contre un ennemi qui venait ravager leur patrie, n'en fait pas le moindre mérite. Le général Bubna invoque les lois de la guerre. Et que disent-elles ces lois de la guerre? Qu'on ne peut pas faire un crime à son ennemi des moyens de défense qu'on emploie soi-même. La garde nationale mobile, et la levée en masse, n'étaient-elles pas la *Landwer* et les *Landsturm*, établis et *sanctifiés* en Allemagne? Déjà le prince de Schwarzenberg, par une proclamation du 8 janvier, avait annoncé que les individus pris les armes à la main, sans appartenir à un régimenr seraient mis à mort, et que les villes ou villages qui opposeraient de la résistance seraient incendiés. Un pareil oubli des principes qu'on a consacrés *pour soi;* un tel mépris de l'indépendance des nations, et du droit sacré qu'elles ont de se défendre, suffit pour caractériser la *loyauté* de la guerre qu'on *nous* faisait. Comment a-t-on osé invoquer les usages de l'Europe, après avoir pro-

(**) *Pièces justific.*, XXV.

clamé les louanges du fameux décret de levée en masse de la Prusse (*), et l'avoir imité dans toute l'Allemagne ? Cependant de nombreux villages furent incendiés, des villes rançonnées ou livrées à une dévastation atroce, des gardes nationaux des bataillons mobilisés, assassinés par de soi-disant tribunaux militaires. Que les coryphées du Tugendbund aient applaudi à ces massacres ; qu'ils aient écrit ou imprimé des injures grossières contre une nation, assez insolente pour se défendre contre les libérateurs, qui ne voulaient lui prendre que son argent et son territoire, cela peut se comprendre ; la haine et la prévention conduisent à tous les excès de l'injustice. Mais qu'on lise dans une rapsodie intitulée *Histoire de la Campagne de* 1814 (**), que c'est nous qui avons *mis en usage ce code terrible, contre les nations subjuguées par les armes*, voilà ce qui a le droit de révolter. Avons-nous assassiné les miliciens russes en 1812 ? Lorsque nous sommes rentrés en 1813, dans la Silésie, où la levée en masse était sous les armes, un seul village a-t-il été brûlé, un seul habitant a-t-il péri ? En Espagne, en Calabre, avons-nous fait autre chose que d'user de justes représailles ; avons-nous jamais imité les fureurs plus que cannibales de nos ennemis (***) ? Le sentiment

(*) Voyez Histoire de la Campagne de 1813, page 118.

(**) Tome 1er, page 108, seconde édition.

(***) Après avoir vu des soldats, des officiers, des généraux même

qui a dicté de pareilles calomnies contre ceux qu'on appelle ses compatriotes est tel, qu'il ne peut pas avoir de nom dans notre langue.

Pendant que le général Bubna faisait son mouvement sur Poligny et sur Bourg, le général Zechmeister assurait sa base d'opérations à Genève. Le fort de l'Écluse avait capitulé le 4 janvier, celui de Joux se rendit le 16. Les fortifications de Genève furent augmentées par des ouvrages extérieurs. Un corps de chasseurs génevois, fort de deux bataillons et composé de toutes espèces d'hommes fut organisé. Sûr alors de trouver un point d'appui à Genève, le général Bubna continua son mouvement sur Lyon, tandis que le général Zechmeister débouchait par la rive gauche du Rhône, avec trois mille hommes et mille chevaux. Ce dernier rencontra, le 18 à Rumilly, un petit corps de seize à dix-sept cents hommes, composé de la garnison de Genève, et de quelques conscrits tirés des dépôts de la 7e division militaire. Ce petit corps fut aisément délogé et poussé sur Chambéry, d'où le général Laroche, qui commandait la division, le fit replier en partie sur les Echel-

mutilés horriblement et brûlés à petit feu, ou empoisonnés dans leurs logemens ou égorgés dans leur lit; après avoir vu de malheureuses femmes éventrées au milieu de leurs enfans, écartelées sous leurs yeux, alors seulement nous nous sommes armés du glaive de la vengeance. M. de Beauchamp aurait voulu saus doute qu'on nous égorgeât tous. Qui aurait admiré alors ses talens militaires et historiques et son patriotisme?

les, et en partie sur Montmélian et le fort Barreaux. Le 20, le général Zechmeister occupa Chambéry.

Le général Bubna, de son côté, se mit en mouvement de Bourg le 16, et arriva le 18 à Montluel, avec sept mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. Le maréchal duc de Castiglione était arrivé à Lyon le 14. N'y trouvant pas d'autres troupes à opposer à l'ennemi, que les douze cents hommes du général Musnier, il désespéra de conserver cette ville, et se hâta de se rendre à Valence, pour y arrêter et y réunir les troupes qui venaient du midi et de la Catalogne. Le général Musnier resta chargé de la défense de Lyon; la garnison de cette ville, par la réunion des dépôts qui y étaient, s'éleva à dix-sept cents hommes. Le général Musnier prit position avec mille hommes au faubourg de la Croix-Rousse, ayant le reste de sa petite troupe à Grange-Blanche et à Oulins, sur les routes de Tarare et de Châlons. Le 17, le général Bubna, que les inondations avaient empêché de déboucher par la route de Meximieux, se présenta devant Lyon par celle d'Amberieux. Le général Musnier, ne laissant à la Croix-Rousse que des postes d'observations, repassa la Saône et s'établit à l'entrée de Lyon à l'ouest. Le même jour, la ville fut sommée par le général Bubna. L'arrivée du parlementaire excita la plus vive indignation parmi les patriotes lyonnais, et le général Musnier, profitant de l'effroi que causa à l'officier autrichien l'expression franche de l'énergie

des habitans de Lyon, le renvoya rendre compte de ce qu'il avait vu. Cependant des ouvriers allemands employés à Lyon, ayant rendu compte au général Bubna de la faiblesse de la garnison, et ayant même conduit une de ses patrouilles, pendant la nuit, sur le quai du Rhône, ce général résolut de faire une tentative. Le 18, l'avant-garde autrichienne attaqua le faubourg de la Croix-Rousse, et poussa d'abord les avant-postes devant elle. Le général Musnier, ayant reçu dans la nuit précédente un renfort de sept cents hommes, marcha au-devant de l'ennemi, et le repoussa jusqu'à Miribel. Le même jour et dans la nuit suivante, près de douze cents hommes et quelques pièces de canon, envoyés de Valence par le duc de Castiglione, arrivèrent dans la ville, et Lyon se trouva en état de défense. Le 21, le duc de Castiglione y vint lui-même avec quelques escadrons. Il s'occupa de suite d'achever l'organisation de la garde nationale mobile, et de lever quelques bataillons de volontaires.

Le même jour, le général Bubna se mit en retraite, et le 22, il prit position à Pont-d'Ain, à la gauche de l'Ain. Il y resta jusqu'à la fin du mois de janvier.

Le général Zechmeister, qui s'était établi à Chambéry le 20, s'occupa d'abord à appuyer les mesures que prenait le comte de Sonnaz pour organiser un corps parmi les Savoisiens, qu'il appelait au nom d'un gouvernement qui avait toujours eu si peu de

droits à leur affection. Pendant ce temps le commissaire impérial, dans la 7e division militaire, chargea le général Marchand, qui organisait les gardes nationaux de l'Isère, du commandement des troupes et lui adjoignit le général Dessaix, qui n'eut pas besoin d'être fortement pressé pour se dévouer au service de la patrie en danger. Le département de l'Isère, ce sanctuaire encore inviolable de l'amour de la patrie, répondit avec zèle à l'appel qui lui fut fait, et outre les gardes nationaux et les corps francs qui s'y organisèrent, cent cavaliers existant dans les dépôts furent montés à ses frais. Le général Barral, en retraite, fut rappelé au service, et ce vieillard respectable vint prendre le commandement de quinze cents hommes environ, rassemblés au fort de l'Écluse. Le général Marchand retira les troupes qui étaient sous le fort Barreaux et les plaça à la gauche de l'Isère, en face de Montmélian. Le 31, le général Zechmeister fit faire une fausse attaque sur le fort Barreaux, et se porta aux Échelles. Le général Barral, attaqué par des forces supérieures et tourné, se vit forcé de se replier à Voiron et Saint-Laurent. La fausse attaque de Barreaux fut repoussée par une compagnie du 8e léger, aidée en quelque sorte par les enfans du village, qui la fournirent de munitions pendant le combat.

CHAPITRE V.

Opérations de l'armée des Pyrénées à la fin de 1813. — Wellington passe la Bidassoa, le 7 octobre.—Il passe la Nivelle le 10 novembre et la Nive le 9 décembre. — Combat de Barouillet, le 10; combat de St.-Jean-de-Mouguère, le 13.—Réflexions sur ces opérations.—Tableau des deux armées au 1er janvier.—Position générale de toutes les armées au 31 décembre.

PENDANT que l'invasion de la France avait lieu sur toutes les frontières orientales, ainsi que nous l'avons vu dans les chapitres précédens, il s'en préparait une autre dans le midi. La bataille de Vittoria ne nous avait plus laissé en Espagne que la Catalogne et l'Arragon, où se soutenait encore l'armée commandée par le duc d'Albuféra. Les autres armées, depuis la fin du mois de juin, se trouvaient réunies sous les ordres du duc de Dalmatie, sur les frontières des Pyrénées occidentales.

Lord Wellington s'était avancé avec son armée dans la Biscaye. L'aile gauche était derrière la Bidassoa, depuis Irun jusqu'à Lezaca; la droite s'étendait sur le revers méridional des Pyrénées, et occupait les cols de Maya et de Roncevaux. Dans

cette position, il couvrait les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien, qu'il poussait avec vigueur. La dernière place surtout lui devenait importante, pour appuyer ses opérations sur la Basse-Bidassoa. Les deux armées restèrent dans cette position pendant la plus grande partie du mois de juillet. Alors le duc de Dalmatie fit, pour dégager Pampelune, un mouvement qui ne réussit pas, faute d'etre conduit avec assez d'ensemble et de vigueur. Son plan était de déboucher, avec la majeure partie de son armée, par la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, et d'avancer rapidement sur Pampelune. En même temps, le général d'Erlon devait attaquer et forcer le col de Maya et s'avancer par Lanz, afin d'empêcher le duc de Wellington de porter des troupes au secours de sa droite. Le général Villatte devait rester en observation sur la Basse-Bidassoa. En conséquence de ces dispositions, les trois divisions du général Reille quittèrent Saint-Jean-de-Luz et vinrent, ainsi que la cavalerie, se réunir aux trois divisions du général Clausel, à Saint-Jean-Pied-de-Port. Le 25 juillet, le général Clausel et la cavalerie se mirent en mouvement par la grande route, pendant que le général Reille suivait celle de Val-Carlos. Après un léger engagement au Blanc-Pignon, le général Clausel arriva le soir sur le revers des Pyrénées; le général Reille, retardé dans sa marche, ne fut en position sur les hauteurs d'Airola que quelques heures plus tard. Le même jour, le général d'Er-

lon, parti d'Ainoa avec les divisions Darmagnac, Maransin et Abbé, attaqua le col de Maya de front et par la droite. Le général Hill, qui le défendait, fut forcé et perdit deux mille hommes prisonniers et quatre canons. Le général d'Erlon le poussa vers Lanz. Le 26, le duc de Dalmatie continua son mouvement et s'avança vers Ydojeta. Le général Reille avait reçu l'ordre de détacher une colonne par le sommet des Pyrénées, vers le col de Velatè; on dit que *les brouillards* l'empêchèrent de parvenir à sa destination. Le vrai brouillard était dans les opérations du duc de Dalmatie, qui se laissa amuser pendant trois jours par les deux divisions anglaises qu'il avait devant lui. Le 27, il ne vint qu'à Iros, et le 28 à Zabaldica. Le général d'Erlon, de son côté, toujours en présence du général Hill, dont la retraite n'était pas menacée, puisque le col de Velatè n'était pas occupé, continuait cependant a pousser l'ennemi devant lui. Il se rendit maître de Velatè et déboucha sur Lanz. Le général Hill ayant perdu ses bagages et presque toute son artillerie, fit un mouvement de flanc et se jeta vers la route de Santestevan à Pampelune. Le duc de Wellington, profitant de la lenteur de son adversaire, avait réuni en hâte ses forces près de Pampelune, et avait occupé les hauteurs d'Oracain, d'où il barrait le chemin à l'armée française. Le 29, le duc de Dalmatie fit attaquer l'ennemi. Cette attaque, faite avec mollesse et partiellement, contre une posi-

tion aisée à défendre, échoua complètement. Le duc de Dalmatie ayant perdu près de deux mille hommes, se décida le même jour à la retraite. Il fit la faute de la marquer vers Ostiz, par des chemins difficiles qui l'obligèrent à se séparer de son artillerie, qu'il envoya par Roncevaux à Saint-Jean-Pied-de-Port. Le 30, l'armée se mit en mouvement par sa droite; l'ennemi profita de ce mouvement de flanc pour l'attaquer; le désordre se mit dans la colonne, et la division Foy, coupée, fut obligée de se jeter sur les Aldudes. Le même jour, l'armée se réunit vers Ostiz aux divisions du général d'Erlon. Le duc de Dalmatie aurait dû continuer sa retraite en deux colonnes, l'une par Santestevan, l'autre par Velatè, non-seulement pour faciliter la marche, mais pour empêcher l'ennemi de le prévenir au col de Maya et à Ainoa. Au lieu de cela, il jeta toute son armée sur la route de Santestevan. Wellington profita de cette nouvelle faute pour faire occuper le col de Maya par le corps de Hill; les troupes que le duc de Dalmatie voulut alors y envoyer furent battues, et toute l'armée confinée dans un seul défilé. Obligée de se hâter pour en sortir, poussée en queue par les Anglo-Espagnols que le général d'Erlon contenait avec peine, menacée en flanc par Sumbilla, dont on laissa le pont au pouvoir de l'ennemi, elle se vit forcée d'abandonner tous les bagages; heureusement que la plus grande

partie de l'artillerie était à Saint-Jean-Pied de-Port. Ainsi finit cette expédition.

Environ un mois plus tard, le duc de Dalmatie songea à dégager Saint-Sébastien. Dans la nuit du 30 au 31 août, deux ponts de bateaux furent jetés sur la Bidassoa, entre Irun et Berra. Le 31 au matin, le général Reille avec trois divisions, et le général Clausel avec quatre, passèrent la rivière. Le premier devait attaquer la montagne couronnée, qui domine Irun; le second devait appuyer cette attaque. Le général d'Erlon resta à Ainoa pour observer Maya et les débouchés de Larhuna. Les deux attaques furent mal conduites; les troupes, lancées en détail contre les positions de la montagne couronnée, firent de grandes pertes sans succès. En un mot, l'armée française échoua complètement devant deux divisions espagnoles, et cela par le manque d'ensemble, fruit de l'irrésolution du chef. Un accident pensa achever cette journée par des désastres. Le duc de Dalmatie, forcé de renoncer à son entreprise, fit repasser la Bidassoa à son armée sur les ponts de bateaux. On avait commis la faute impardonnable de ne pas s'assurer d'un pont de pierre, qui est auprès de Berra et que gardait une brigade espagnole. Pendant la nuit, au milieu du passage, une crue d'eau subite, produite par un orage, rompit les ponts de bateaux. Alors le général Wandermassen, qui avait passé avec la moitié de sa division,

se porta avec quelques troupes sur le pont de pierre, criant à celles qui étaient encore à la rive gauche de l'attaquer également de leur côté. L'attaque réussit, le pont fut enlevé, et le restant de l'armée put repasser la Bidassoa; mais nous perdîmes les généraux de division Wandermassen et Lamartinière. Cette seconde affaire nous coûta près de trois mille hommes. Les deux armées restèrent encore pendant tout le mois de septembre dans l'inaction.

Le 7 octobre, lord Wellington mit la gauche de son armée en mouvement. Le général Graham (*), qui la commandait, fit passer les divisions Hope et Colville, avec une brigade de la division Lecor, au pont au-dessus d'Irun, pour attaquer les retranchemens d'Andaye. Le général Freyre passa un peu plus haut, avec une partie de son corps d'armée, pour attaquer la montagne de Mandale, qui appuyait la gauche de ces retranchemens. Le général Alten, avec sa division et celle du général espagnol Longa, passa la Bidassoa à Berra, pour attaquer les retranchemens qui dominaient ce village. L'armée d'Andalousie et la division Dalhousie débouchèrent d'Etchalar, pour attaquer la montagne de Larhuna et l'Ermitage, qui défendait la droite du camp de Sarre. Le général Reille était avec les divisions Boyer,

(*) Le général Graham quitta ce jour-là l'armée d'Espagne et passa en Angleterre, où il prit le commandement du corps d'armée qui vint en Hollande.

Leval et Villatte, du côté d'Andaye; le général Clauzel, avec les divisions Conroux, Taupin et Maransin, occupait le camp de Sarre; le général d'Erlon était à Ainhoa, avec les divisions Abbé et Darmagnac. La division Foy était détachée à Saint-Jean-Pied-de-Port, pour observer le col de Roncevaux; le 7, elle y fut relevée par la division Paris, qui venait de l'armée de Catalogne. L'attaque du général Graham réussit; les hauteurs de Mandale ayant été enlevées, le général Reille fut obligé d'évacuer les retranchemens d'Andaye. L'attaque du centre n'eut pas un succès complet. Les retranchemens de Puerto-di-Berra furent à la vérité enlevés par la division Alten, mais l'attaque de l'Ermitage de Larhuna échoua. Une seconde attaque, tentée le lendemain, n'eut pas un meilleur succès, et nous conservâmes le camp de Sarre. Après le combat du 7, la droite de notre armée se retira derrière la Nivelle à Saint-Jean-de-Luz, occupant cependant en avant d'elle les positions d'Urugne et d'Ascain. Devant elle, le général Hope, avec l'aile gauche anglaise, était à Andaye. La perte de l'ennemi s'éleva à près de seize cents hommes.

Les deux armées restèrent ainsi en présence pendant environ un mois. Enfin Pampelune ayant capitulé le 31 octobre, lord Wellington, qui pouvait alors disposer de son aile droite, reprit l'offensive. Le général Hill, qui avait couvert, avec les divisions Stewart et Clinton, le siége de Pampelune, reçut ordre de se rendre dans la vallée

de Bastan, en avant de Maya, et le 10, toutes les positions de l'armée française furent attaquées. L'armée anglo-espagnole s'avança en six colonnes. Celle de droite commandée par le général Hill, et composée des divisions Stewart et Clinton, des guerillas de Morillo et de la division portugaise, déboucha d'Urdach sur Ainhoa. La seconde colonne, commandée par le maréchal Beresford, et composée des divisions Picton, Cole et Walker, marcha de front sur le camp de Sarre. La troisième, composée de l'armée d'Andalousie, du général Giron; et la quatrième, formée par la division Alten et Longa, étaient destinées à attaquer, par la droite et par la gauche, le mont Larhuna. Le général Freyre, avec la quatrième armée d'Espagne, descendit des hauteurs de Mandale pour observer Ascain. La sixième colonne, composée de la gauche de l'armée de Wellington (divisions Hope et Colville), sous les ordres du général Hope, s'avança contre Saint-Jean-de-Luz.

Le but de l'attaque de Wellington est aisé à déterminer, par la disposition seule de ses troupes. Il voulait enfoncer le centre de l'armée française, contre lequel il déploya cinq divisions et le corps d'armée du général Giron, et se rendant maître de Saint-Pé, forcer la droite et la gauche à quitter leurs positions. Le combat commença au point du jour. Les divisions Alten et Longa, et le général Giron ayant, après un combat très-

vif, enlevé les retranchemens du mont Larhuna, les colonnes du maréchal Beresford, et des généraux Alten et Giron, se réunirent pour l'attaque du camp retranché de Sarre. Le combat fut long et sanglant, mais les trois divisions du général Clausel avaient devant elles plus de cinquante mille hommes, et après une résistance opiniâtre, il fallut céder. Le général Clausel repassa la Nivelle à Saint-Pé, suivi par les divisions Picton et Walker, tandis que les divisions Alten et Cole s'arrêtèrent à la hauteur de Saint-Pé. Pendant que ceci se passait au centre, le général Hill abordait la position d'Ainhoa, où était le général d'Erlon avec deux divisions; la division Foy qui devait être la troisième, se trouvait encore vers Bidarray. Tous les postes avancés de notre aile gauche furent repliés sur la position principale, derrière le village, et le combat s'engagea avec vigueur. Mais le camp de Sarre ayant été enlevé, l'ennemi, maître des deux bords de la Nivelle, dirigea, ainsi que nous venons de voir, deux divisions par la rive gauche sur Saint-Pé; la division Clinton, débordant la position d'Ainhoa, s'avança par la droite de la Nivelle. Ce double mouvement obligea le général d'Erlon à quitter ses retranchemens, et à se replier sur la Nive à Cambo. A notre aile droite, le général Hope ayant enlevé la redoute avancée d'Urrugne, vint s'établir en face de St.-Jean-de-Luz, où il attendit le résultat de l'attaque du centre. Après la

perte du camp de Sarre, le duc de Dalmatie fit évacuer le village d'Ascain, et dans la nuit il replia la droite et le centre de son armée dans le camp retranché de Bayonne, qui n'était pas encore tout-à-fait achevé; la gauche resta à Cambo. La perte de l'ennemi dans cette journée s'éleva à deux mille sept cents hommes. La nôtre s'éleva à environ douze cents hommes, outre un bataillon du 88e régiment pris à Sarre. Nous perdîmes également le général Conroux, tué en ralliant ses troupes au camp de Sarre.

Les pluies continuelles tinrent encore les deux armées dans l'inaction pendant le restant du mois; à l'exception de quelques reconnaissances de part et d'autre, et d'un engagement vers Biaritz, qui coûta une centaine d'hommes à la division anglaise d'Alten, il n'y eut aucun combat. Dès le 16, le duc de Dalmatie avait retiré son aile gauche de Cambo, et l'avait rapprochée de Villefranque-Mouguère, en ne laissant à Cambo que la division Foy. La brigade Paris, venue de l'armée de Catalogne, occupait St.-Jean-Pied-de-Port. Le camp retranché de Bayonne se trouva terminé et armé le 29 novembre.

Le 8 décembre, lord Wellington mit son armée en mouvement pour passer la Nive. Le 9 au matin, le général Hill avec trois divisions, passa cette rivière à Cambo, tandis que le général Beresford avec trois autres, la division Clinton en tête, se préparait à passer à Ustaritz. La division Foy se

défendit vaillamment, mais menacée sur ses derrières, elle fut obligée de se replier sur Villefranque. Wellington ayant fait passer ainsi la Nive à la droite et au centre de son armée, la déploya à la rive droite, et marcha à l'attaque de Villefranque et de Mouguère. Le combat fut long et opiniâtre à Villefranque, et ce village fut pris et repris plusieurs fois. Enfin, à la nuit, l'ennemi en resta maître, et le duc de Dalmatie retira son aile gauche sous les murs de Bayonne. Le même jour, le général Hope avait fait une fausse attaque à la gauche de la Nive.

Le 10, le duc de Dalmatie résolut de reprendre l'offensive, et d'attaquer l'aile gauche de l'armée ennemie, restée seule entre la Nive et la mer. Cette aile était appuyée d'un côté à Bidart, et de l'autre à la Nive en avant d'Ustaritz. Un peu tard dans la matinée, les généraux Reille et Clausel sortirent du camp retranché et marchèrent à l'ennemi. Tandis que le général Clausel, à la gauche, faisait attaquer par la division Darricau le général Alten, qui tenait le plateau d'Arcangues, le général Reille, à droite, à la tête de la division Boyer, attaquait les divisions Hope et Colville, à Barouillet. Le combat s'alluma avec vigueur sur ce dernier, et bientôt la division Leval entra en ligne. Enfin, l'ennemi fut enfoncé et perdit huit cents prisonniers. Alors le général Clausel fit prévenir le duc de Dalmatie, que le centre de l'armée anglaise repassait la Nive à Ustaritz pour

venir au secours de la gauche. Ce mouvement changea la face des affaires ; il fallut encore faire entrer en ligne les divisions Vilatte et Foy, et le combat qui se prolongea jusqu'au soir n'eut plus d'objet que celui de se maintenir en position. Cette journée nous coûta près de douze cents hommes et plus de deux mille à l'ennemi, non compris huit cents prisonniers. Le général Vilate fut blessé de notre côté, et du côté de l'ennemi, les généraux Hope et Robinson. A la nuit, quatre bataillons allemands qui étaient dans notre armée, désertèrent à l'ennemi.

Le 11, l'ennemi tenta une attaque sur notre extrême droite. Les divisions Boyer et Darricau le repoussèrent avec perte, et lui firent environ quatre cents prisonniers. En même temps que le duc de Dalmatie faisait attaquer l'aile gauche ennemie, il avait envoyé au-delà de leur droite le général Soult avec une partie de la cavalerie. Ce général arriva le 11 à Hasparren, d'où il chassa Morillo qui s'en était approché avec ses guérillas, et quelques escadrons anglais.

Le 13, le duc de Dalmatie répéta à la rive droite de la Nive, le mouvement qu'il avait fait à la gauche. Au point du jour, il mit en mouvement le général d'Erlon avec les divisions Abbé, Darmagnac et Darricau, une brigade de cavalerie et vingt-deux canons. Les divisions Foy et Maransin suivaient en réserve. L'attaque du général d'Erlon se fit en trois colonnes, la division Abbé au cen-

tre, la division Darricau contre la gauche, et la division Darmagnac, sur St.-Jean-de-Mouguère, contre la droite de l'ennemi. Mais lord Wellington avait prévu cette attaque; dans la nuit, le général Hill avait été renforcé par les divisions Picton, Cole et Clinton. Les trois divisions du général d'Erlon eurent donc à lutter contre six divisions ennemies pendant presque toute la journée, car la réserve ne prit point de part au combat. Plusieurs attaques faites par nos troupes avec la plus grande valeur, ne purent avoir aucun résultat, et on ne continua à se battre jusqu'à neuf heures du soir, que pour conserver ses positions, de même que le 10. Cette sanglante journée nous coûta trois mille hommes tués ou blessés; parmi ces derniers étaient les généraux Maucomble et Mocquery. L'ennemi perdit environ quatre mille hommes.

Voilà donc, depuis le 9 jusqu'au 13, une destruction de près de douze mille hommes sans aucun résultat stratégique, si ce n'est une augmentation de la disproportion, qui existait déjà entre l'armée française et l'armée ennemie. Nous allons essayer d'examiner les opérations qui ont amené ces trois combats, et qui présentent trois fautes, dont une commise par lord Wellington, et les deux autres, bien plus importantes, par le duc de Dalmatie. La première faute fut celle qui amena le combat du 9; quoique le lord Wellington ait pu compter sur la supériorité de ses forces pour hasarder une opération de flanc, cette supério-

rité n'était pas assez prononcée pour oser couper son armée en deux, et la mettre ainsi à la merci d'un événement, que pouvait amener une crue d'eau. Il aurait fallu pour cela que chacune des moitiés de son armée fut en état de lutter contre l'armée française toute entière; il était bien loin d'être dans ce cas là. Les deux lignes de communication de sa base d'opération étaient Irun et le col de Maya; car le col de Roncevaux ne pouvait lui être d'aucune utilité dans une retraite, puisque le passage était barré par St.-Jean-Pied-de-Port. Une tentative hardie pouvait rendre le duc de Dalmatie maître des deux ponts d'Ustaritz et Cambo; il pouvait avec toute son armée réunie, battre les troupes anglaises qui étaient à la gauche de la Nive. Alors celles que Wellington avait poussées à la rive droite, se seraient trouvées fortement compromises. Un mouvement en avant, sur l'Adour, ne la sauvait pas, puisque le duc de Dalmatie ne devait rien tant désirer que de voir l'ennemi quitter sa base, et abandonner ses communications. L'événement a couvert la faute de lord Wellington, et le vulgaire de toutes les classes l'a transformée en une conception d'un génie supérieur.

La seconde faute fut commise par le duc de Dalmatie le 10. D'abord il commença son attaque trop tard. Wellington qui s'était rendu au point du jour à la droite de la Nive, pour reconnaître les positions qu'avaient occupées nos troupes la

veille, les vit en grande partie dégarnies. Il n'eut pas de peine alors à juger du projet du duc de Dalmatie, et il s'occupa sur-le-champ de renforcer son aile gauche aux dépens de la droite, qu'il croyait ne pas devoir être attaquée. En second lieu, ce n'était pas par la pointe de son aile droite que le duc de Dalmatie devait engager son attaque; elle ne pouvait avoir d'autre résultat que de ramener l'aile gauche anglaise sur ses renforts. C'étaient les divisions du général Clausel qui auraient dû donner avec vigueur; car il fallait pour amener un résultat décisif, se rendre maître à revers des ponts d'Ustaritz et de Cambo. Le duc de Dalmatie, appuyé sur le camp retranché de Bayonne, ne pouvait pas craindre que l'ennemi s'emparât de ce point. Il lui suffisait d'y laisser deux divisions au plus, pour garnir le camp, et quelques postes à la droite de la Nive en face de Hill. Il lui restait alors sept divisions, et toute sa cavalerie à employer; deux divisions suffisaient devant Bidart, pour occuper et contenir les deux de l'ennemi qui étaient sur ce point. Il pouvait donc porter cinq divisions et sa cavalerie sur Arcangues, et le long de la rive gauche de la Nive; l'ennemi n'en avait que deux au plus à lui opposer. Attaquant à la petite pointe du jour, il devait avoir dépassé Ustaritz et Cambo, avant que Hill ne pût être en mesure d'y arriver. Qu'aurait alors fait le général Hill, isolé avec cinq divisions, et coupé de ses communications?

La troisième faute fut encore commise par le duc de Dalmatie le 13. Pourquoi laisser à son ennemi trois jours pour se reconnaître ? surtout lorsqu'il est impossible qu'il ne devine pas les projets que nous devons avoir. Lord Wellington ne pouvait pas imaginer que le duc de Dalmatie voulût le laisser tranquille à la vue de Bayonne et sur les deux bords de la Nive. L'attaque du 10 avait manqué, donc il devait en être fait une sur la rive opposée. Le 11, Wellington fit tâter la droite de l'armée française ; le 12, il ne vit aucun mouvement ; le 13, il se décida à renforcer le corps de Hill. Cette mesure tendait autant à résister à une attaque *à laquelle il est certain qu'il s'attendait*, qu'à s'étendre par sa droite, ainsi qu'il le fit quelques jours après. Le duc de Dalmatie devait, dès le 11, au point du jour, attaquer le corps de Hill. Mais il ne fallait pas le faire mollement et de manière à fatiguer seulement les trois divisions du général d'Erlowe. Il fallait une attaque vigoureuse des sept divisions dont il pouvait disposer, et dont l'effort principal fût dirigé le long de la Nive. Le général Hill perdait certainement le passage d'Ustaritz, et il aurait été tellement maltraité avant d'avoir atteint Cambo, que cette affaire pouvait équivaloir au gain d'une bataille rangée. En général, les deux attaques du 10 et du 13 furent molles et incertaines. Le duc de Dalmatie dit, dans son rapport sur la dernière, que *l'ennemi a été contenu.* Ce n'était pas contenir qu'il fallait, puisque l'ennemi ne pouvait ni ne voulait attaquer Bayonne ; c'était battre Hill qu'il devait et pouvait.

Après le combat du 13, lord Wellington étendit la droite de son armée jusqu'à la Bidouse, vers Bidache. Le duc de Dalmatie inquiet de ce mouvement, fit aussitôt marcher le général Clausel avec les divisions Taupin, Darricau et Vilatte vers Guiche. Quelques jours après, le 20 décembre, il quitta le camp retranché de Bayonne, y laissant les divisions Leval, Maransin et Abbé sous les ordres du général Reille, et se rendit à Peyrehorade avec les divisions de Boyer, Darmagnac et Foy, sous les ordres du général d'Erlon. Ce mouvement était déjà une faute stratégique. L'intérêt de l'ennemi était de l'éloigner de Bayonne, afin de pouvoir déboucher pour pénétrer en France. Le sien devait être de tenir son armée réunie devant Bayonne, et d'attendre que l'ennemi se soit affaibli partout, en s'étendant trop, pour attaquer ses communications à St.-Jean-de-Luz. Nous reviendrons plus tard sur cet objet. A cette époque, la force et l'organisation des deux armées était la suivante :

ARMÉE FRANÇAISE.

LE MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
Aile droite. Le général Reille...	1re Général Foy.......	9	»	4,624	»
	7e — Leval......	7	»	4,428	»
	9e — Boyer.....	11	»	5,450	»
Centre. Le général d'Erlon.	2e — Darmagnac.	8	»	5,672	»
	3e — Abbé......	8	»	5,147	»
	6e — Darricau...	7	»	4,878	»
Gauche. Le général Clausel. .	4e — Taupin....	8	»	5,808	»
	5e — Maransin..	8	»	5,008	»
	8e — Harispe (1).	13	»	7,012	»
Général Soult......	2e — Treilhard..	»	21	»	2,866
	1er — Soult......	»	22	»	3,520
	Total........	79	43	48,027	6,386

(1) Cette division était celle du général Vilatte, et le général Harispe en prit le commandement plus tard, en y joignant la brigade Paris.

ARMÉE ANGLAISE.

LE MARÉCHAL DE WELLINGTON.

Ayant sous ses ordres
Le lieut.-gén. Hill.
— Graham.
— Stapleton-Coton.
Le maréchal Beresford.

	1re Général Happe	3,000	»
	2e — Stewart	6,000	»
	3e — Picton	6,000	»
	4e — Cole	6,000	»
	5e — Colville	6,000	»
	6e — Clinton	6,000	»
	7e — Dalhousie	6,000	»
	Légère, général Alten	6,000	»
	Portugaise, général Lecor	6,000	»
Cavalerie	Brigade de lord Sommerset		1,600
	— Vivian	»	1,500
	— Fane	»	1,500
	— Ponsonby	»	1,500
		51,000	6,100

4e Armée espagnole, le général Freyre.	20,000
Réserve d'Andalousie, le général Giron.	20,000
Guérillas de Morillo et Mina	4,000
Total général	101,100

Le 3 janvier, le duc de Dalmatie fit avancer les divisions du général Clausel vers la Bastide. La division portugaise, qui était à la pointe de l'aile droite ennemie, fut poussée au-delà de la Joyeuse, vers Briscons. Le général Clausel vint se déployer derrière cette rivière, à la Bastide, ayant la division Darricau en avant de son front, et une brigade vers Urt pour se tenir en communication avec l'Adour. La division de cavalerie du général Soult et la brigade Paris étaient à l'extrême gauche vers Bouloc. La division Treilhard était vers Saint-Palais. Lord Welling-

ton, instruit de ce mouvement, réunit les cinq divisions de son aile droite et vient prendre position à Hasparen. Le 6, il porta en avant les divisions Cole et Picton, une brigade portugaise et celle de cavalerie de Fane, et parut vouloir engager l'action en faisant attaquer un bataillon de la division Darricau, qui était en avant de la Bastide. Ce bataillon se replia en bon ordre, et l'action en resta là. Le 7, Wellington retira son aile droite. Le général Clausel se voyant débarrassé de l'ennemi, étendit son front vers les Pyrénées. La division Taupin s'avança à la gauche de la Bastide. La division Darricau releva par sa gauche la brigade Dauture (de la division Vilatte); cette brigade et celle du général Paris reçurent ordre de se rendre à Helette, où elles passèrent sous les ordres du général Harispe. La division Soult occupa Saint-Martin et Helette. Le général Harispe, nommé commandant de la levée en masse des Hautes et Basses-Pyrénées et des Landes, était à Saint-Jean-Pied-de-Port avec quelques gardes nationales.

Pendant une partie du mois de janvier il y eut quelques actions de peu d'importance entre les troupes du général Harispe et les guérillas de Mina et de Morillo. Le 8 et le 11, ces derniers furent battus vers Bidarray et Saint-Étienne. Le 20, les deux chefs espagnols s'avancèrent de nouveau vers Bidarray; ils furent encore une fois battus et dispersés, avec perte d'environ cent cinquante hommes. S'étant ralliés vers Ariscou dans la vallée de Bastan, ils ne reparurent plus. Les deux armées restèrent en présence le restant du mois de janvier; celle du

duc de Dalmatie entre Bayonne et Guiche; celle de Wellington entre Saint-Jean-de-Luz et Hasparen. Ce dernier attendait, pour se remettre en mouvement, que la cavalerie et l'artillerie de réserve qu'il faisait venir de l'Espagne lui fussent arrivées, ainsi qu'un renfort de six mille hommes qui s'était embarqué en Angleterre. Le défaut de vivres et les horreurs de tout genre commises par les bandes espagnoles, l'avaient obligé de renvoyer l'armée de Giron en Arragon, et celle de Freyre en arrière de Irun et de Fontarabie.

Ainsi, à la fin du mois de janvier, nos armées et celles des coalisés occupaient les positions suivantes: Au Nord, le général Maisons se rapprochait de Bruxelles, tandis que Bülow était devant Anvers, et que Winzingerode avait dépassé Mézières et Rhetel.

A l'Est, l'empereur Napoléon était avec les 2e et 6e corps et la garde à Brienne; le duc de Trévise à Troyes; le duc de Tarente arrivait à Châlons. Devant Brienne se trouvaient l'armée de Silésie, les corps de Giulay et de Wurtemberg et les réserves; le corps de Colloredo était à peu de distance de Bar-sur-Aube; les corps de Wittgenstein et de Wrede s'approchaient de Saint-Dizier et de Brienne; le corps d'York était à Vitry. Au Sud, le duc de Castiglione réunissait à Lyon les troupes qu'il devait commander; les généraux Dessaix et Marchant étaient à Grenoble, avec quelques bataillons de gardes nationales et quelques

dépôts. Du côté de l'Espagne, le duc de Dalmatie et lord Wellington étaient en présence autour de Bayonne. Le duc d'Albuféra était à Barcelonne, tenant encore la Catalogne.

LIVRE III.

Comprenant les événemens qui se sont passés depuis le 1er jusqu'au 26 février 1814.

CHAPITRE PREMIER.

Préparatifs des deux armées devant Brienne. — Bataille de Brienne, le 1er février. — Réflexions sur cette bataille.

Nous avons laissé l'empereur Napoléon à Brienne, en présence de la majeure partie de l'armée coalisée. Son intention ne pouvait pas être de livrer bataille dans cette position, qu'il avait été forcé de prendre pour couvrir le mouvement du duc de Raguse. Aussi, dès le 30, avait-il donné l'ordre de rétablir le pont de Lesmont, qui avait été détruit par l'ennemi. Cette opération ne pût être terminée le 31, et l'armée française fut obligée de rester dans une position de bataille, entre l'Aube et Petit-Mesgnil. Elle fermait ainsi le débouché, par lequel les coalisés pouvaient entrer dans la plaine de Brienne. Son flanc gauche était couvert par le mouvement du 6e corps qui arrivait par Soulaines. Ce mouvement qui, par le fait de l'attaque des ennemis, compléta l'ordre de ba-

taille de l'armée française, en la couvrant d'une attaque imprévue en flanc par le corps de Wrède, n'est cependant pas tout-à-fait exempt de reproche. Le duc de Raguse ne pouvait pas ignorer que les armées étaient en présence, et que les forces des coalisés s'étendaient des environs de Brienne, jusqu'à Joinville. Son arrière-garde avait été poussée à St.-Dizier par York; il avait été attaqué à Vassy; plus tard la queue de sa colonne avait été entamée à Montierender. Ne pouvait-il pas arriver en s'écartant à Soulaines, que l'ennemi qui le suivait, ne débouchât de Montierender sur Boulancourt? Ce mouvement pouvait obliger l'empereur Napoléon à se replier derrière la Voire, et le 6e corps se trouvait isolé au milieu de la grande armée coalisée. Ne pouvait-il pas également arriver que le 6e corps se trouvât à Soulaines, en présence de forces ennemies supérieures en nombre, à deux lieues du reste de l'armée, et par-là même compromis? En effet, Wrede arriva à Soulaines avec quarante-cinq mille hommes, peu d'heures après le 6e corps, et nous verrons qu'il aurait dû y être plutôt. Au reste, le récit que le colonel Fabvier a fait de la bataille de Brienne, pour le 6e corps, fait assez voir l'embarras où ce mouvement mit le duc de Raguse (*). Du reste, le 6e corps occupa par l'événement la place qu'il devait occuper dans l'ordre de bataille. C'est peut-

(*) Journal des opérations du 6e corps, pendant la campagne de 1814. Pages 24 et 25.

être dans ce sens que le colonel dit que « les considérations générales (stratégiques) sont souvent » la moindre chose à la guerre (*). »

Nous avons déjà vu que le prince de Schwarzenberg avait douté, jusqu'au 30, de la véritable intention de l'empereur Napoléon, supposant toujours qu'il n'avait devant Brienne qu'une partie de ses troupes, et confirmé dans cette opinion par l'inaction où restait l'armée française, il s'attendait à voir attaquer sa ligne de communication sur Chaumont et Langres, et de forts partis de cavalerie furent poussés dans cette direction. Enfin, le 30 au soir, le prince de Schwarzenberg apprit que le gros de l'armée française était réellement à Brienne. La grande supériorité de ses forces le décida alors à livrer une bataille, dont les chances étaient en sa faveur, et qu'il était à présumer que l'empereur Napoléon ne refuserait pas. Des considérations politiques l'engagèrent à en céder la direction au maréchal Blücher, et le 31, il prévint ce dernier de la disposition qui avait été arrêtée pour le 1er février, et lui annonça qu'il mettait à sa disposition les corps de Giulay et de Wurtemberg, et qu'il ferait avancer à Trannes les grenadiers et les cuirassiers russes. Mais les mesures qui accompagnèrent cette disposition offensive témoignent toujours l'inquiétude où il était sur ses communications, et la persuasion qu'au

(*) Journal des opérations du 6e corps pendant la campagne de 1814. Avant-propos, page 2.

moins un corps de l'armée française manœuvrait à la rive droite de la Marne. Le corps de Wrede reçut l'ordre de marcher sur Montierender, et celui de Wittgenstein sur St.-Dizier, afin d'appuyer le général York. La garde russe reçut l'ordre de porter une division à Ailleville, en seconde ligne de réserve ; le restant devait prendre poste à Fresnoy, afin d'appuyer le corps de Wrede. Le corps de Colloredo reçut celui de s'avancer à Vandœuvres, pour être à portée de la gauche de l'attaque. Au reste, la grande supériorité numérique de son armée lui permettait de prendre toutes ces mesures de précaution ; il lui restait encore sur le champ de bataille, plus du double de l'armée française, et comme nous le verrons plus bas, le corps de Wrede se joignit encore à Blücher.

Avant de passer au récit des opérations de la bataille de Brienne, nous allons présenter au lecteur le tableau de la force de deux armées qui y combattirent.

ARMÉE FRANÇAISE.

			INFAN.	CAVAL.
Droite. Général Gérard		Général Picquet	»	640
		— Dufour	3,400	»
		— Ricard	3,500	»
Centre. Duc de Bellune.	Général Nansouty	— Desnouettes	»	850
		— Colbert	»	880
		— Guyot	»	750
	....	— Duhesme	4,200	»
		—	1,900	»
	Général Milhaud.	— Piré	»	870
		— Briche	»	1,250
		— L'Héritier	»	1,000
Gauche. Duc de Raguse.	....	— Doumère	»	1,800
		— Lagrange	4,600	»
		— Rothembourg	4,900	»
Réserve. Le prince de la Moskowa		— Decouz	1,800	»
		— Meunier	3,000	»
		— Defrance		800
			27,000	8,840
			36,140	

ARMÉE COALISÉE.

			INFANTERIE.	CAVALERIE.
Gauche. .	1re colonne, gén. Giulay		20,000	1,200
Centre...	2e — gén. Sacken.	Général Lieven	9,000	»
	3e	— Szerbatow	7,000	»
	Réserve	— Alsusieff	7,000	»
		— Wassilczikow	»	13,000
	Entre la 3e et 4e colonne.	— Karpow	»	2,400
		— Biron	»	2,000
Droite.....	4e colonne, prince de Wurtemberg		12,000	2,700
	5e — Général Wrede		36,000	9,000
Réserve	— Rajewski.	Grenadiers	9,000	»
		Cuirassiers	»	3,000
			100,000	23,300
			123,300	
Seconde ligne de réserve qui ne prit point part à la bataille		Gardes	18,000	7,000
		Colloredo	33,000	10,000
			51,000	17,000

Le 31 janvier au soir, les deux armées occupaient les positions suivantes : ARMÉE FRANÇAISE, *aile droite.* La division Dufour s'appuyait à l'Aube, et formait la première ligne en masse par bataillon (1); la division Ricard en seconde ligne (2); la brigade Picquet, à droite de la division Dufour, s'étendait vers la Rothière (3); le général Gérard avait un poste (4) au pont d'Unienville, qu'on n'avait pas rompu, malgré l'ordre qui en avait été donné. *Centre.* La division Duhesme (5) occupait la Rothière; la seconde division du deuxième corps occupait la Gibrie (6), Petit-Mesgnil et Chaumenil et avait un poste en avant du bois de Beaulieu (7); la cavalerie du général Nansouty était en bataille sur deux lignes, en arrière de l'intervalle de la droite et du centre (8); la

cavalerie du général Milhaud était de même entre la Rothière et Chaumenil (9). *Réserve.* Les trois divisions du prince de la Moskowa étaient en bataille en arrière de Beugné; celle de Rothembourg, à droite (10); celles de Decouz et Meunier (11), s'étendant vers le bois d'Ajou; la cavalerie du général Defrance gardait le pont de Lesmont. *Gauche.* Le duc de Raguse, ayant trouvé la grande route de Soulaines à Brienne déjà occupée par l'ennemi, avait été obligé de prendre celle qui passe par la Chaise. Vers le point du jour, une brigade de la division Lagrange vint occuper Morvilliers (12); celle du général Joubert fut laissée à la Chaise (13), pour contenir l'ennemi qui débouchait par la grande route; la cavalerie du général Doumère prit position à droite de Morvilliers (14). Armée coalisée, *gauche.* Le corps de Giulay se plaça, pendant la nuit, en colonnes sur la grande route, en arrière de Trannes (15). *Centre.* Le maréchal Blücher, avec le corps de Sacken et d'Alsufieff, occupait le plateau à la droite de Trannes (16); la cavalerie de Wassilczikow, Karpow et Biron, était au pied des hauteurs, entre Beaulieu et le bois (17). *Droite.* Le corps de Wurtemberg était arrivé le soir, derrière Eclance (18). *Réserve.* Les grenadiers et cuirassiers russes arrivèrent dans la nuit, sur les hauteurs à droite de Bossancourt (19). Le général de Wrede, ainsi que nous l'avons déjà dit, était en mouvement le 31, de Doulevent à Soulaines.

Cependant, le 1[er] février, le pont de Lesmont était achevé, et Napoléon, voyant que l'ennemi ne faisait aucun mouvement devant lui, se décida à commencer son mouvement de retraite. Les réserves reçurent l'ordre de se replier sur Lesmont, et les divisions Decouz et Meunier se mirent effectivement en mouvement. Vers midi, les rapports des avant-postes ayant annoncé qu'un grand mouvement avait lieu dans les lignes ennemies, Napoléon se porta sur-le-champ en avant, en reconnaissance; et, malgré qu'une forte neige empêchât de bien distinguer les objets, il en vit assez pour se persuader qu'il allait être attaqué. Le prince de la Moskowa, qui était déjà près de Lesmont, reçut ordre de revenir, et les troupes prirent les armes.

De son côté, le maréchal Blücher ayant réuni, au point du jour, toutes les troupes dont il devait prendre le commandement, fit dès le matin les dispositions pour l'attaque qu'il fixa à midi. Elle devait avoir lieu sur trois points principaux. Le corps de Giulay devait attaquer Dienville; ceux de Sacken et Alsufieff, la Rothière; celui de Wurtemberg devait tourner la gauche de l'armée française par la Gibrie, et chercher à se mettre en communication avec le corps de Wrède, qu'on savait arrivé vers Soulaines. A midi précise les colonnes ennemies se mirent en mouvement dans l'ordre suivant.

La colonne de gauche, composée du corps de

Giulay, s'avança en masse par bataillons en longeant la rive de l'Aube (20). La 2[e] colonne, sous les ordres du général Liéven, suivit la grande route (21). La 3[e], composée du corps de Szerbatow (22), à droite de la route et à la même hauteur. Le corps d'Alsufieff (23) suivait les deux colonnes. La cavalerie de Wassilczikow était en partie derrière Alsufieff, en partie entre les colonnes (24). La cavalerie légère de Korf et de Biron couvrait la droite (25). Le prince de Wurtemberg, qui avait un défilé à passer, fut obligé de se former en une seule colonne. Ayant fait attaquer par quatre bataillons le poste d'avertissement qui était à la tête du bois de Beaulieu (7) et qui fut aisément replié, il déboucha entre les étangs (26). Le terrain fangeux et détrempé par les pluies et la neige, empêchant les coalisés de faire mouvoir leur artillerie à la suite des colonnes, ils en laissèrent la moitié dans leur position pour doubler les attelages du restant. Mais la grande quantité de bouches à feu, qu'ils traînaient à la suite de leur armée, fit qu'ils en eurent encore près de deux cents dans l'action. (*)

(*) Etat de l'artillerie des coalisés à la bataille de Brienne.

Corps de Giulay.	64	392
« Wurtemberg.	24	
« Wrede.	124	
« Sacken.	84	
« Alsufief	24	
Grenadiers Russes.	48	
Cuirassiers (2[e] et 3[e] divisions)	24	

Cependant, le prince de Wurtemberg ayant débouché du bois, vers deux heures, et passé le défilé des étangs, commença à se former au-delà du ruisseau, en face du côteau de la Gibrie, et à faire avancer sa cavalerie qui avait pris la queue de la colonne. Dès qu'un régiment eût passé, le prince de Wurtemberg le fit porter en avant avec deux bataillons de chasseurs, pour attaquer le sommet du côteau occupé par nos troupes. Celles-ci qui n'avaient point de cavalerie, se replièrent dans le village qu'elles défendirent. Le prince de Wurtemberg voyant l'entrée du défilé dégagée, déploya alors son infanterie en colonnes d'attaque, et se prépara à l'attaque du village (27). Ce point était pour lui du plus haut intérêt pour le mettre d'une part en communication avec le restant de l'armée coalisée, et de l'autre avec le corps de Wrede, qui commençait à déboucher. Ayant fait passer une brigade de cavalerie, et une batterie à son aile droite (28) pour menacer la Gibrie à revers, il fit attaquer le village de front par six bataillons sous les ordres du général Stockmayer. L'attaque réussit, après un combat qui dura près d'une heure, et nos troupes furent repoussées du village et repliée sur Petit-Mesgnil. Mais le duc de Bellune qui sentait toute l'importance de ce point, de l'occupation duquel dépendait le salut de notre aile gauche, ne voulut pas laisser à l'ennemi le temps de s'y établir. Ayant rallié les troupes qui venaient d'en être chassées, et ayant retiré à lui

celles qui occupaient Petit-Mesgnil et Chaumenil, il les ramena à la Gibrie. Une charge vigoureuse nous en rendit maîtres de nouveau, et le combat se soutint pendant quelque temps sur ce point avec un avantage égal. Le prince de Wurtemberg voyant que ses efforts pour regagner son premier avantage étaient inutiles, sentit la position critique où il allait se trouver, si le duc de Bellune, recevant quelques renforts, prenait l'offensive et le culbutait dans le défilé. Le corps de Wrede débouchait bien, en ce moment, du bois, après s'être rendu maître de la Chaise, mais le 6e corps à Chaumenil et Morvillers n'était pas entamé; d'un autre côté, le maréchal Blücher n'avait encore obtenu aucun succès au centre. Le prince de Wurtemberg s'adressa à l'un et à l'autre pour en obtenir du secours (*).

A notre extrême gauche, le général Wrede s'avançait dans le même temps de Soulaines. Vers une heure, le corps autrichien de Frimont parut devant la Chaise (29). La brigade Joubert, hors d'état de résister à une aussi grande supériorité numérique, fut forcée de replier à Morvilliers. Dans sa retraite, elle fut chargée par huit escadrons de hulans, et perdit quatre pièces de canon, que le chemin défoncé ne permit pas de mettre assez tôt en sûreté (**). Le duc de Raguse se voyant

(*) Le prince de Vurtemberg prétendait être attaqué par des forces supérieures.

(**) Toute la batterie était d'abord tombée au pouvoir de l'enne-

au moment d'être attaqué par le corps de Wrede, songea à s'appuyer à celui du duc de Bellune, et à se rapprocher de Chaumenil. La brigade Joubert fut envoyée occuper ce village (30); le restant du 6e corps devait suivre, mais il fut engagé avant de pouvoir faire son mouvement. Le corps de Wrede avait achevé de déboucher du bois, et son avant-garde attaqua les abattis, que les paysans avaient préparés pendant la nuit devant Morvilliers, et que le duc de Raguse avait garnis de tirailleurs. Les abattis furent forcées, et le corps de Frimont se déploya ; la division Hardeg au-delà du ruisseau (31), et la division Spleny en-deçà (32). La cavalerie du général Doumère tenta plusieurs charges pour empêcher ce développement; mais la supériorité numérique de la cavalerie autrichienne, qui fut bientôt appuyée par une brigade bavaroise, empêcha la réussite de nos attaques. Peu après, la division bavaroise Delamotte déboucha à son tour, et la première brigade se déploya à la tête du bois (33). Ce fut en ce moment, c'est-à-dire, vers quatre heures et demie, que le général Wrede reçut l'avis que le prince de Wurtemberg avait besoin de secours.

Pendant que ces événemens se passaient à l'aile gauche, les autres colonnes de l'armée coalisée s'avançaient dans la plaine contre la Rothière et

mi, mais quatre pièces furent reprises par les canonniers et placées en batterie à la pointe du bois d'Ajou.

Dienville. Lorsque le corps de Giulay fut arrivé à la hauteur d'Unienville, ce général détacha la brigade du général Pflüger (sept bataillons) avec deux escadrons de chevau-légers, et quatre canons pour attaquer et forcer le pont de l'Aube. Le général Pflüger devait ensuite se porter sur Dienville. Cette opération qui n'était point comprise dans l'ordre de mouvement donné par le marchal Blücher pourra paraître singulière ; mais elle tenait aux dispositions générales du prince de Schwarzenberg. Le corps de Colloredo, qui arrivait à deux heures après midi à Vandœuvres, avait reçu l'ordre de s'avancer jusqu'à la route de Troyes à Dienville, et de l'occuper afin de l'enlever à l'armée française. Il était donc nécessaire de jeter à la gauche de l'Aube un détachement assez fort, pour entrer en communication avec Colloredo. Le pont d'Unienville, où il n'y avait qu'un poste d'avertissement, fut forcé, sans doute avec une rare valeur, comme le disent les rapports autrichiens, mais avec bien peu de peine et de danger. L'empereur Napoléon, voyant ce mouvement, y opposa des troupes de la seconde ligne de l'aile droite (la division Ricard). La brigade Boudin fut chargée de la défense du pont, et occupa le bourg de Dienville, et la brigade Pelleport s'en rapprocha. La brigade Pflüger aborda la tête du pont (34), mais elle fut si vigoureusement reçue par le feu de mousqueterie qui partit des maisons qui bordent l'Aube, et dont tout coup portait dans le défilé

où il fallait passer qu'elle fut arrêtée. Une charge faite à propos par la brigade Boudin, rejeta l'ennemi au-delà du défilé. Le général Giulay fit alors appuyer l'attaque par le général Fresnelle, avec la seconde brigade de sa division, six canons et deux autres escadrons. Quoiqu'ils fussent appuyés par le feu de dix pièces de canon, et que de notre côté il ne fut pas possible, par la disposition du terrain de leur en opposer, les différentes attaques des Autrichiens échouèrent, et ils furent chaque fois repoussés jusque sur le côteau. A la rive droite de l'Aube, le général Giulay arrivé devant Dienville, déploya la division Hohenlohe (35). Une batterie de vingt-quatre pièces, dont huit de douze, fut établie entre les deux brigades, et le combat se soutint de pied ferme sur ce point jusqu'à la fin de la bataille.

Au centre, le général Sacken, arrivé vers deux heures devant la Rothière, y avait déployé son corps (36) : celui d'Alsufieff (37) et la cavalerie de Wassilczikow (38) restèrent en réserve. Vers trois heures, le combat s'y alluma ; à cette heure il s'était étendu sur toute la ligne. Le village de la Rothière fut attaqué avec vigueur ; l'opiniâtreté de la défense fit échouer les attaques de l'ennemi, et le combat se soutint à avantage égal pendant près de deux heures. Les divisions de cavalerie de Colbert et Guyot par la droite, et celle de Piré par la gauche, firent plusieurs brillantes charges sur l'infanterie russe, et menaçèrent plusieurs fois

d'entamer ses masses. La cavalerie de Wassilczikow tenta une charge contre la nôtre ; mais elle fut ramenée en désordre derrière les lignes. Cependant le maréchal Blücher, qui ne pouvait pas juger de la position du corps de Wrede ; qui voyait la bataille stationnaire depuis Dienville jusqu'à la Gibrie, et à qui le prince de Wurtemberg demandait des secours, songea à renforcer la ligne de bataille. Les réserves russes reçurent l'ordre, vers quatre heures, de s'avancer de Trannes (19), où les gardes vinrent les remplacer. Une divison de grenadiers fut envoyée au prince de Wurtemberg (39); l'autre division de grenadiers et les deux de cuirassiers vinrent se placer en réserve du corps de Sacken (40). Le maréchal Blücher, appuyé par cette nouvelle réserve, ayant fait former les corps de Sacken et d'Alsufieff en colonnes d'attaque, les porta sur la Rothière, et une charge de ces corps réunis poussa la division Duhesme, et emporta le village jusqu'à l'église, sans pouvoir cependant passer outre. Il était alors environ cinq heures. Dans ce moment, les divisions Colbert, Guyot et Piré, qui soutenaient la division Duhesme, furent chargées par la cavalerie de Wassilczikow, et par les cuirassiers de la réserve. Nos divisions, écrasées sous le nombre, furent enlevées et renversées vers Brienne-la-Vieille. En vain la division Desnouettes par la droite, et la division Briche par la gauche, essayèrent-elles de prendre la ca-

valerie ennemie en flanc : la charge avait été si rapide, qu'elles arrivèrent trop tard. Dix-huit pièces de canon tombèrent entre les mains de l'ennemi. Le maréchal Blücher profita de ce moment, pour renouveler l'attaque de la Rothière, et le restant du village fut emporté. La division Duhesme y souffrit beaucoup.

Nous avons vu qu'à l'extrême gauche le général Wrede se déployait, vers quatre heures et demie, à la tête du bois de Soulaines, et que dans ce moment le prince de Wurtemberg lui avait demandé du renfort. Cette demande et la situation de la bataille, qui se soutenait encore devant la Rothière, décidèrent le général de Wrede à porter son attaque principale sur Chaumenil, afin de se rapprocher du prince de Wurtemberg et d'entrer plutôt en contact avec le maréchal Blücher. Il ordonna en conséquence à la division Spleny de se porter en colonne d'attaque sur la tête du bois d'Ajou, pour tourner le village de Chaumenil (41), tandis que la division Rechberg l'attaquerait de front (42). La seconde brigade de la division Delamotte (43) fut dirigée vers la Gibrie avec quelque cavalerie, pour appuyer le corps de Wurtemberg. La division Hardegg (31) et la première brigade de celle Delamotte (33) furent chargées de l'attaque de Morvilliers. Le village de Chaumenil fut attaqué d'abord par quatre bataillons; mais le restant des deux divisions ennemies, qui suivaient de près, ayant bientôt appuyé l'attaque,

la brigade Joubert fut forcée de se replier sur le bois d'Ajou (44). Chaumenil enlevé, il ne fut plus possible au duc de Raguse de tenir à Morvilliers. Il se mit par conséquent en retraite et la fit en bon ordre, malgré les attaques réitérées de l'ennemi, jusqu'à la tête du bois d'Ajou (45), où il rejoignit la brigade Joubert. Le général Hardegg le suivit et prit position en face de lui (46).

Dans le même moment le prince de Wurtemberg, appuyé par une division de grenadiers russes, fit attaquer de nouveau la Gibrie, la brigade Stockmayer en tête de colonne. Après un combat très-opiniâtre, le village fut emporté et le duc de Bellune se replia sur Petit-Mesgnil (47). Le corps de Wurtemberg se déploya alors au-delà du ruisseau (48) et se trouva en communication avec le corps de Sacken. Ainsi, un peu après cinq heures, les coalisés se trouvèrent maîtres de la Rothière, la Gibrie, Chaumenil et Morvilliers.

La bataille était perdue, et l'empereur Napoléon ne se fit point illusion sur sa perte; mais il s'agissait d'arriver à la chûte du jour qui approchait, et d'assurer la retraite de l'armée sur Lesmont. L'objet le plus urgent était celui d'empêcher le corps bavarois de déboucher par Chaumenil et d'acculer l'armée sur l'Aube, ou de forcer le 6ᵉ corps à la tête du bois d'Ajou et de couper la retraite à Brienne. Napoléon se porta donc en hâte vers Chaumenil, avec la division de cavalerie du général Guyot, une brigade de la division Meu-

nier et une batterie (49). Mais déjà le général Wrede s'était établi dans ce village et l'avait couvert par une batterie de seize bouches à feu. L'artillerie française fut bientôt réduite au silence, et la brigade Guyot qui la couvrait et qui comptait moins de cinq cents chevaux, ayant été enfoncée par une charge de huit escadrons bavarois et six autrichiens, sept pièces de canon furent abandonnées sans attelages dans les boues; mais si l'ennemi ne fut pas forcé il fut contenu, et la nuit qui arrivait permit à l'empereur Napoléon de commencer sa retraite sur-le-champ. Pour la marquer, il ordonna au duc de Reggio d'attaquer de nouveau la Rothière avec la division Rothembourg. La cavalerie du général Milhaud fut placée devant Chaumenil, la gauche au bois d'Ajou (50); celle du général Nansouty eut ordre de s'affermir dans sa première position de bataille: l'un et l'autre dans le but de contenir l'ennemi et de couvrir les flancs de l'attaque. Il était alors sept heures du soir.

Dans le moment où le duc de Reggio se présenta devant la Rothière, une charge heureuse de la division Colbert venait d'y rejeter les Russes, qui avaient essayé d'en déboucher. Le maréchal, profitant de cet avantage, ordonna au général Rothembourg d'attaquer la Rothière avec sa première brigade. L'attaque se fit en trois colonnes: la première et la seconde poussèrent les Russes et pénétrèrent jusqu'à l'église, où elles se main-

tinrent; celle de gauche, conduite par le général Rothembourg, tournait le village. Le maréchal Blücher, surpris de cette attaque qu'il crut faite par de fortes masses, poussa de suite sur la Rothière le corps d'Alsufieff et la division de grenadiers russes de Paskiewicz, qui fut appuyée par la brigade autrichienne de Grimmer. Nos troupes furent forcées, après un combat opiniâtre, à se replier à deux cents toises en arrière du village, où elles prirent position. L'ennemi inquiet des mouvemens qu'il présumait de la part de l'empereur Napoléon, ne les suivit pas. Pendant ce temps, le prince de Wurtemberg avait jeté, entre le Petit-Mesgnil et la Rothière, une brigade de cavalerie qui vint impunément, et dans l'obscurité, attaquer la cavalerie du général Milhaud en flanc. Cette attaque brusque, et qu'on n'avait pas pu apercevoir d'avance, jeta du désordre dans quelques escadrons et nous fit perdre quelques canons.

Vers huit heures du soir, la retraite de l'armée française commença. Le prince de la Moskowa, avec les divisions Decouz et Meunier et la cavalerie du général Nansouty, se mit en mouvement sur Lesmont. L'empereur ordonna au général Drouot d'incendier la Rothière, pour contenir l'ennemi et couvrir le mouvement. Le duc de Bellune se replia à Beugné. Le duc de Raguse traversa le bois d'Ajou et prit position en arrière, sa cavalerie à gauche. Le général Gérard resta

jusqu'à minuit à Dienville, qu'il évacua alors pour se mettre en marche vers Lesmont. Le duc de Reggio ne quitta, avec la division Rothembourg, sa position devant la Rothière que lorsque le village fut en flammes; alors il se replia sur Brienne-la-Vieille dans sa position du matin. La cavalerie du général Milhaud resta dans la plaine, entre le bois d'Ajou et l'Aube; les différens corps des coalisés conservèrent les dernières positions qu'ils avaient occupées à l'entrée de la nuit.

La perte de l'armée française dans cette bataille, s'éleva à environ quatre mille hommes, tués ou blessés, et mille prisonniers (*) faits sur le champ de bataille; mais presque tous nos blessés grièvement tombèrent, faute de moyens de transport, entre les mains de l'ennemi, à Brienne, où on les avait déposés. Nous perdîmes également cinquante-quatre pièces de canon, la plupart abandonnées sans attelages dans les boues, d'où l'on ne pouvait les tirer. Le général Marguet fut tué, et le général Forestier, grièvement blessé, tomba entre les mains de l'ennemi à Brienne; il mourut peu après. Les coalisés perdirent, *de leur propre aveu*, six mille hommes; les généraux Lieven, Stawistzky, Kologrivow et Wadbolsky furent blessés.

(*) On en a porté le nombre à deux mille quatre cent; mais M. Plotho qui a dû le savoir et qui n'a aucun intérêt à diminuer nos pertes, dit positivement qu'on n'en fit que mille dans la bataille et *aucun* dans la retraite, qui se fit dans le plus grand ordre et sans rien laisser en arrière.

Telle fut la bataille de Brienne, dont l'importance politique fut si grande aux yeux de toute l'Allemagne, qu'elle y fut proclamée dans des relations qui le cèdent peu à celles des Mille et une nuits. Si d'un côté on a trop dit, de l'autre on n'en a pas dit assez ; parce qu'ayant altéré les bases principales sur lesquelles devait se fonder le récit, et n'ayant pas voulu considérer les causes stratégiques qui l'ont amené, on a argumenté dans le vide (*). Un coup d'œil sur la position des armées françaises et coalisées du 29 janvier au 1er février, nous conduira peut-être à des raisonnemens tout-à-fait différens.

Nous avons vu plus haut (pag. 183) que le

(*) On a loué le maréchal Blücher d'avoir attiré et tenu son ennemi en échec toute la journée du 31. Il n'y a rien dans toutes les manœuvres des deux armées, qui puisse justifier une assertion pareille. L'empereur Napoléon ne fut pas attiré au-delà de la Rothière, où il s'avança le 30 par les motifs que nous développons ; et on demande comment l'armée de Blücher, pelotonnée sur les hauteurs de Trannes, à trois mille toises de lui, le tenait en échec? D'un autre côté, on a fait un reproche au maréchal Blücher de n'avoir pas, aussitôt que Wrede eût pris Morvillers, porté sur ce point toutes ses réserves, pour attaquer simultanément la Gibrie, Petit-Mesgnil et Chaumenil..... au lieu de s'opiniâtrer devant la Rothière. Mais Morvillers ne fut abandonné qu'après cinq heures du soir. Dans ce moment, la Gibrie et Chaumenil étaient pris et Petit-Mesgnil attaqué : la Rothière avait également été emporté, et le maréchal Blücher ne pouvait pas en déboucher. La nuit approchait, et c'est dans ce moment où l'on veut que Blucher, qui avait eu besoin de ses réserves, pour forcer la Rothière et s'y maintenir, les eût promenées à une lieue et demie de là et au travers des étangs de la Gibrie?

On reproche encore au maréchal Blücher de n'avoir pas coupé de

27 janvier l'empereur Napoléon s'était porté à St.-Dizier, dans l'espoir de rencontrer l'armée de Blücher en marche, de la battre et de menacer les communications de l'armée autrichienne en remontant la Marne et se présentant sur le flanc du mouvement du corps de Wittgenstein et de Wrede. Blücher étant déjà arrivé à Brienne, tandis que l'armée de Schwarzenberg s'étendait de Bar-sur-Aube à Châtillon, ce mouvement n'était plus praticable; car en le faisant, Napoléon découvrait et abandonnait les corps du duc de Trévise, du duc de Tarente et les divisions de renfort qu'il attendait. Il lui avait donc fallu se rabattre sur Brienne, pour gagner Troyes et se placer sur la ligne de ses communications et de ses renforts. Ce mouvement amena naturellement le combat de Brienne, parce qu'il était indispensable d'en déloger l'ennemi, avant de passer l'Aube à Lesmont. Il serait inutile d'objecter que l'armée française pouvait faire son mouvement à couvert de la Voire et passer l'Aube à Rameru ou Arcis. Il aurait fallu la ramener jusqu'à Vitry, et

suite à l'armée française la route de Rosnay, et de ne pas avoir poussé un corps sur celle de Piney. Mais le corps de Wrede ne pouvait prendre la route de Rosnay qu'après avoir passé le bois d'Ajou, et il y fut arrêté à la nuit. Quant à la route de Piney, le corps de Colloredo avait ordre de l'occuper. Enfin on reproche à Napoléon de n'avoir pas cessé le 31 de poursuivre le corps de Blücher. Il semblerait par-là que ce corps fut poursuivi le 30 et le 31. Si cela est, ce fut une poursuite de pied ferme, car ni l'une ni l'autre des armées ne bougèrent, après que la nôtre se fut développée.

il était nécessaire que son mouvement fut le plus court et le plus prompt possible. Après le combat du 29, les uns ont reproché à l'empereur Napoléon de ne pas s'être mis, dès le 30, en mouvement sur Troyes, les autres de n'avoir pas poussé ses avantages, en attaquant le maréchal Blücher et l'acculant à Bar-sur-Aube. Ce dernier reproche est fondé sur les relations des coalisés, qui *toutes* ont exalté à l'envi, la grande supériorité des forces de l'armée française (*). Or, Napoléon avait, le 29, seize mille hommes d'infanterie et cinq mille cinq cents chevaux : Blücher avait vingt-trois mille hommes d'infanterie et huit mille chevaux. Nous avons vu le tableau de la force des deux armées à la bataille de Brienne. La base manquant, le reproche tombe.

Le premier est plus spécieux, et peut ébranler au premier coup-d'œil. En effet, si le 6e corps fût arrivé le 30, il n'y avait rien de mieux à faire que de faire passer sur-le-champ l'armée française à la gauche de l'Aube; mais le 6e corps était

(*) Qu'on lise les relations des coalisés et l'on verra le général Giulay annoncer que douze mille hommes de la garde, sous le duc de Trévise, défendaient Dienville à la gauche de l'Aube; le maréchal Blücher, trouver la division Duhesme plus forte que les corps de Sacken et d'Alsufieff ; le prince de Wurtemberg demander des renforts pour résister aux masses considérables qui l'attaquaient ; c'étaient les dix-neuf cents hommes de la 2e division du duc de Bellune ; le général de Wrede voir de son côté des troupes presque innombrables et dix mille hommes dans le seul village de Chaumenil.

encore entre Vassy et Montierender, et il n'était pas possible de l'abandonner au danger d'être pris entre trois corps ennemis; et quand même le duc de Raguse serait parvenu à leur échapper, son absence aurait laissé un vide dans l'armée française, déjà bien faible. Obligé d'attendre, d'un côté le 6e corps, et de l'autre la reconstruction du pont de Lesmont, et par conséquent de faire prendre une position à l'armée, Napoléon n'avait pas beaucoup à choisir. La seule qui existât et qui présentât quelque moyen de défense, était celle qu'il prit. En vain voudrait-on objecter qu'elle était trop étendue pour la force de l'armée? En disant qu'elle était la seule, et l'inspection de la carte le prouve, on a répondu à tout. Le 30 au matin, l'armée française s'y établit, et elle y resta, sans faire aucun mouvement offensif, jusqu'au 1er février au matin. Alors le 6e corps ayant rejoint, et l'ennemi ne faisant aucune démonstration hostile, le mouvement de retraite commença. Ce simple exposé nous paraît démontrer suffisamment que le but de Napoléon ne fut et ne pouvait pas être de braver un ennemi supérieur, en lui présentant la bataille dans une position qui n'offrait aucun avantage, même après une victoire, et qui ne pouvait pas être regardée comme un de ces points stratégiques, où un choc est pour ainsi dire inévitable. Brienne ne couvrait aucune communication importante, et une bataille gagnée là, par l'armée française,

en amenait une seconde pour forcer les défilés de Trannes à Bar-sur-Aube. Des projets semblables pourraient entrer dans la tête d'un écolier, mais on ne peut pas raisonnablement les supposer à un vieux général, dont aucun homme sensé n'a encore révoqué les talens militaires en doute. Le lieutenant-colonel Plotho, dans ses archives d'états de situation et d'ordres du jour (*), croit avoir fait une découverte merveilleuse, en nous disant que des rêveries superstitieuses amenèrent Napoléon à livrer une bataille, près du lieu où il avait reçu son éducation militaire. On ne peut s'empêcher de sourire de pitié en lisant des sottises pareilles dans des écrits auxquels on donne le titre d'histoire; elles ont cependant été répétées dans bien des livres allemands. Le seul reproche stratégique qu'on puisse peut-être faire à l'empereur Napoléon, est d'avoir trop écarté de lui le 6e corps, en lui faisant pousser des troupes jusqu'à Bar-sur-Ornain et Joinville. Si ce corps n'avait été qu'à une journée de distance, il aurait pu joindre le 30, et la retraite aurait pu avoir lieu le lendemain. Son éloignement fut encore augmenté par la faute que fit le duc de Raguse, en passant par Soulaines; s'il eût suivi la même route que le restant de l'armée, il serait arrivé à Morvilliers le 31, et aurait eu le temps d'asseoir sa position.

(*) Guerre de l'Allemagne et de la France, en 1813 et 1814. Tome II, page 127.

Les dispositions de la bataille du 1er février furent simples, et la nature du terrain ne permettait pas à l'empereur Napoléon de les compliquer. La ligne de front de son armée était marquée à Dienville, la Rothière et Petit-Mesgnil, les seuls points de défense qu'il ait pu choisir en avant de Brienne; le bois d'Ajou couvrait son flanc gauche, et le flanc droit l'était par l'Aube. La plus grande masse des forces de l'ennemi était devant lui à Trannes, et un corps, dont il ne pouvait ignorer la marche, le menaçait sur la gauche. Le duc de Raguse, avec son faible corps, se trouvant déjà placé dans la direction par laquelle arrivait celui de Wrede, se trouvait tout naturellement chargé d'en retarder la marche, et de défendre le débouché du bois d'Ajou: restait donc à garnir le mieux possible la ligne de front. Dans une bataille purement défensive, et qui allait embrasser un développement assez étendu, et surtout avec une aussi grande disproportion de forces, il fallait indispensablement admettre que quelque point de la position qu'occupait l'armée française, serait au moins momentanément forcé. Ainsi, plus que jamais, une réserve, et une forte réserve était nécessaire, car elle pouvait avoir à soutenir ou renforcer des points assez distans l'un de l'autre. Napoléon y employa les trois divisions du prince de la Moskowa: il ne lui restait donc plus de disponible que les quatre divisions du duc de Bellune et du général Gérard, c'est-à-dire treize

mille hommes sur un front de deux mille toises; encore fallait-il nécessairement faire occuper le poste de la Gibrie, qui fermait le défilé des étangs: car il était indubitable que l'ennemi, pour se mettre en contact avec le corps de Wrede, ferait passer une colonne par ce défilé. La ligne de front se trouvait, il est vrai, faiblement gardée, et le courage des troupes était obligé partout de suppléer au nombre; mais la disposition du terrain ne permettait pas, ainsi que nous l'avons déjà dit, d'en choisir un autre, puisqu'il n'y avait aucun point de défense entre Brienne-la-Vieille et le bois d'Ajou. Tout ce que Napoléon fit et pouvait faire, pour suppléer à l'inégalité du nombre, fut d'appuyer la défense de la Rothière et de Petit-Mesgnil, par sa cavalerie.

Les dispositions du maréchal Blücher furent bien éloignées de ce qu'elles auraient pu être avec les grandes forces qui lui avaient été confiées, et dont il ne paraît pas avoir su tirer parti. Il se trompa d'abord essentiellement, dans la direction de ses principales colonnes d'attaque, et il rendit parallèle une bataille qui devait être oblique. Ce n'était pas la Rothière, ainsi qu'il l'a cru pendant toute la journée, qui était la clef de la position de l'armée française, mais bien Petit-Mesgnil. Le maréchal Blücher avait une double réserve, puisque les gardes russes et prussiennes devaient s'avancer à Trannes, dès que les grenadiers et les cuirassiers entreraient en ligne. Rien ne l'empê-

chait donc lorsqu'il vit le corps de Sacken aussi fortement engagé à la Rothière, et contenu par la division Duhesme, c'est-à-dire, vers trois heures, de faire avancer sa première réserve et de porter de grandes masses sur sa droite. Si avant cinq heures, au lieu de faire attaquer la Rothière, il eut dirigé le corps d'Alsufieff, soutenu par une division de grenadiers, sur Petit-Mesgnil, tandis que le prince de Wurtemberg, qu'il pouvait faire appuyer par une autre division de grenadiers, aurait attaqué la Gibrie, il est hors de doute qu'il aurait emporté ces deux villages. Une charge de la majeure partie de sa cavalerie, sur le corps du général Milhaud, pouvait hâter et assurer le succès de ces attaques. Alors Chaumenil tombait tout seul, et le duc de Raguse n'avait d'autre parti à prendre que celui de se retirer en hâte au bois d'Ajou, pour ne pas être coupé. La jonction avec le corps de Wrede, se faisant à la tête de ce bois, l'armée française se trouvait, plus d'une heure avant la nuit, dans une position critique.

CHAPITRE II.

Mouvement des armées. — Combat de Rosnay, le 2 février. — Plan de campagne des coalisés. — Ouverture des congrès de Châtillon. — Mouvemens des armées. — Combat de la Guillotière, le 5 février. — Napoléon se retire à Nogent.

La bataille de Brienne, où une partie seulement de l'armée coalisée s'était trouvée engagée, n'avait pas arrêté le mouvement de ses autres corps.

Le 1er février, le corps de Colloredo arriva vers deux heures après midi à Vandœuvres, où il s'arrêta pour reposer ses troupes. Le même jour, le général Wittgenstein était arrivé, avec son corps, à St.-Dizier, où il prit position. La communication avec les autres corps de l'armée coalisée fut établie par les cosaques d'Ilowaiski, qui restèrent à Boulancourt. Pour couvrir son mouvement et celui du général York, la cavalerie du général Pahlen fut poussée à Chavange, et un détachement sous les ordres du général Rudinger, à Gigny.

Le général York s'avança de St.-Dizier vers Vitry. La division Pirch prit position devant cette place, et le restant du corps entre Perthé, Serut,

Domremy et Thiblemont. L'empereur Napoléon avait envoyé à Vitry le général Montmarie, avec environ six cents hommes, auxquels se joignit la garde nationale de cette ville. Cette faible garnison venait, par un heureux hasard, de recevoir un renfort que lui amena le duc de Dantzig. Ce valeureux vétéran, pensant avec raison que, dans une crise pareille, la patrie avait plus besoin de l'épée d'un guerrier que de la toge d'un sénateur, s'était rendu à Châlons et s'était mis à la tête d'un régiment d'infanterie et d'un escadron qui s'y trouvaient, afin de rejoindre l'armée à Brienne. Il venait de partir de Vitry le 1er février, lorsqu'il rencontra l'avant-garde du corps d'York. Il fut alors obligé de se replier à Vitry dont ses troupes augmentèrent la garnison. Peu après le général Pirch tenta un coup de main sur la place, mais il fut si vigoureusement reçu, qu'il renonça à l'entreprise.

Cependant le duc de Tarente, pressé par les ordres de l'empereur, arrivait à Châlons, avec son corps en trois colonnes et à un jour de distance l'une de l'autre. La division Brayer qui marchait en tête, ayant trouvé entre Sedan et Mouzon les troupes légères du corps de St.-Priest, se détourna par Launoy et Rhétel, d'où elle reprit la route d'Autry pour se diriger aux Islettes. C'est le lieu de demander pourquoi le corps du duc de Tarente ne marchait pas tout réuni. Il n'aurait pas perdu deux jours de temps par un contre-mouve-

ment qui n'aurait pas eu lieu. De nouveaux ordres de l'empereur ayant enjoint au duc de Tarente d'arriver avec tout son corps à Châlons, il y dirigea ses colonnes, qui y furent réunies le 1er février. Les défilés de l'Argonne furent gardés par les habitans du pays, formés en cinq compagnies franches, auxquelles on donna deux canons; on pouvait s'en rapporter à leur patriotisme. Dès le 1er février, le duc de Tarente avait poussé la division Molitor en avant de Châlons, sur la route de Vitry; la cavalerie du duc de Padoue passa la Marne et vint s'établir entre Nuisement et Mery; celle du général Excelmans, à deux lieues de Châlons, sur les trois routes de Ste.-Menehoud, Bar-sur-Ornain et Vitry. Environ trois cents voitures du grand parc de l'armée, qui se trouvaient à Châlons, sous la garde de six cents douaniers et six cents gendarmes, aux ordres du général Simmer, commencèrent à filer en retraite sur la route de Paris.

Le 2 février, à une heure du matin, les corps des duc de Bellune et de Reggio, et celui du général Gérard, dépassèrent Brienne, se dirigeant sur Lesmont. Le corps du duc de Raguse et le 1er de cavalerie allèrent prendre position à Perthes. La cavalerie du général Milhaud resta avec quelques batteries à la hauteur de Brienne, pour couvrir la retraite. A la pointe du jour, le duc de Raguse continua son mouvement et vint prendre position devant Rosnay, à la gauche de la

Voire. Les corps du général Gérard et du duc de Bellune se retirèrent jusqu'à Piney. Le prince de la Moskowa resta à Lesmont pour couvrir le mouvement de l'armée.

A huit heures du matin, les coalisés s'étant aperçus qu'il n'y avait plus qu'une avant-garde française devant eux, les corps de Wrede et du prince de Wurtemberg furent dirigés sur Brienne. Après une courte canonnade, la cavalerie du général Milhaud se retira à Lesmont; ce mouvement et la présence du duc de Raguse à Rosnay, firent croire aux généraux ennemis que l'armée française, s'était retirée dans deux directions différentes. En conséquence, ils convinrent que le prince de Wurtemberg se dirigerait sur Lesmont et le général de Wrede sur Rosnay. Le premier étant arrivé vers midi en présence du prince de la Moskowa, fit ses dispositions d'attaques. Dans ce moment le pont de l'Aube fut rompu, et le maréchal, ayant laissé une brigade à la rive gauche, se retira à Piney avec le restant de ses troupes. Le général de Wrede se mit en mouvement de son côté en deux colonnes. Celle de gauche, composée de la division Hardegg et de celle De la Motte, fut dirigée par la grande route; celle de droite, composée des divisions Spleny et Rechberg, sous les ordres du général Frimont, se dirigea sur Rosnay, où se trouvait le 6e corps, resté à la gauche de la Voire. La colonne de gauche arrivée au pont sur la grande route, ne le trouva détruit qu'à

moitié. La brigade Geramb fut poussée sur la rive droite ; le bataillon de Szekler se servant des longerons du pont, et les hussards de l'archiduc Joseph passant au travers du lit marécageux de la rivière. Le mouvement sur sa droite avait promptement fait repasser la Voire au duc de Raguse. Il dirigea sur-le-champ trois bataillons et une brigade de cavalerie vers la grande route. Les hussards autrichiens chargés avec vigueur, furent culbutés sur leur infanterie, et la brigade Geramb rejetée au-delà de la Voire, avec une perte de cinq à six cents hommes sabrés ou faits prisonniers. Cet échec calma un peu l'ardeur du général de Wrede, qui était en personne à cette colonne, et le combat se réduisit à une canonnade d'une rive à l'autre. La colonne du général Frimont, étant arrivée devant Rosnay, chercha d'abord à tourner le village, mais le marais qui borde la Voire l'en empêcha. La glace trop faible brisait sous les pieds des soldats, et ils restaient embarrassés dans les boues sous un feu meurtrier. Alors le général Frimont se décida à une attaque de front et fit porter en avant la brigade du prince Charles de Bavière (division Rechberg). La Voire se partage à Rosnay en deux bras, dont l'un traverse le village. Le premier pont à moitié détruit, faute de temps, fut aisément forcé, et le général Lagrange fit retirer les troupes qu'il avait dans cette moitié du village, derrière le second pont qui fut complètement

ruiné. Les Bavarois firent une tentative pour le forcer; mais accueillis par un feu violent de mousqueterie, qui partait de l'église et des maisons qui bordent la rivière, et par la mitraille de quatre bouches à feu, ils se virent forcés de reculer. Le combat se soutint jusqu'à quatre heures, sans que l'ennemi pût déposter le 6e corps. Alors le général de Wrede, ayant reçu l'ordre de se diriger sur Lesmont, fit rebrousser son corps par Brienne. Peu après le duc de Raguse quitta les bords de la Voire et fut prendre position à Dammartin.

Cependant l'empereur de Russie et le roi de Prusse, étaient arrivés vers neuf heures du matin au château de Brienne, avec le prince de Schwarzenberg et le maréchal Blücher. Un grand conseil de guerre fut tenu. La bataille de Brienne avait porté l'exaltation dans toutes les têtes; on ne considéra pas que cette victoire, purement stratégique, n'avait causé à l'armée française d'autre dommage, que la perte faite sur le champ de bataille; que les corps des ducs de Trévise et Tarente, étaient intacts; qu'aucune des ressources que pouvait tirer l'empereur Napoléon des troupes qui étaient en marche pour le joindre, ne lui avaient été enlevées. C'était une bataille gagnée en France, sur une armée commandée par Napoléon et dont la force numérique avait été singulièrement grossie à tous les yeux. La terreur qui avait accompagné les coalisés, en entrant dans cette nouvelle forêt Ciminienne, fit place à une confiance

aveugle. L'armée française avait dérobé la véritable direction de sa retraite; on en conclut qu'elle était dispersée et hors d'état de tenir la campagne. Les notes secrètes, les communications de M. Laharpe, parurent dès-lors vouloir réaliser leurs présages flatteurs. Paris, se présenta à toutes les imaginations, et Paris se répéta dans tous les rangs un peu trop vivement, dit M. Plotho; en effet, nous verrons bientôt et au premier revers, le découragement succéder à cette ivresse. La délibération du conseil de guerre se ressentit un peu de cette effervescence. Laissant de côté toutes considérations stratégiques, qu'on jugeait inutiles, on régla une marche par étapes et sur plusieurs colonnes, afin de mieux faire vivre les troupes. Il fut décidé que les armées coalisées se sépareraient: que l'armée de Silésie se rendrait de suite à Châlons, pour y réunir les corps d'York, de Kleist et de Langeron, et de là marcherait le long de la Marne et par Meaux, sur Paris; que la grande armée se rendrait à Troyes, et de là marcherait également sur Paris, par les deux rives de la Seine.

Ainsi il ne fut nullement question de suivre l'armée française, ni de connaître la position qu'elle avait prise; on s'en occupa si peu qu'on se persuada qu'elle s'était retirée sur Arcis. Le corps de Giulay se mit incontinent en marche pour Lesmont, où il joignit celui de Wurtemberg. La brigade française, qui tenait la rive gauche

de l'Aube, se maintint dans son poste jusqu'à onze heures du soir; alors elle se retira sur Piney. Les coalisés firent de suite jeter un pont, et un peu avant le jour les corps de Giulay et de Wurtemberg passèrent l'Aube. Ce jour-là l'armée coalisée occupa les positions suivantes : Les corps de Giulay et du prince de Wurtemberg à Lesmont; le corps de Wrede à Brienne; celui de Colloredo à Vandœuvres; la division Maurice Lichtenstein et la division Bianchi étaient restées à Bar-sur-Seine; la réserve de grenadiers et de cuirassiers russes entre Dienville et Piney, à Brevone; les gardes en arrière de Vandœuvres, au Magny; le maréchal Blücher passa la Voire à Rosnay et vint à Braux avec les corps de Sacken et d'Alsufieff. Les cosaques de Platow, qui avaient été détachés depuis Bar-sur-Aube, eurent un engagement près de Sens, avec la petite division du général Allix. Les corps d'York et de Wittgenstein étaient encore devant Vitry; celui d'York s'en était un peu approché, ayant fait avancer son infanterie à Frignicourt, Vaucler et Thiblemont, la cavalerie à Saint-Amand et l'avant-garde du général Katzler à Vitry-le-Brûlé. Le colonel Henkel, avec six escadrons et un bataillon, avait été poussé au-delà de l'Orne à Aulnay. Toutes les dispositions furent faites pour tenter le lendemain, à cinq heures du matin, une attaque de vive-force sur Vitry. Le corps de Wittgenstein était à Longchamp. Le général Pahlen se réunit à Gigny au général Rudin-

ger, qui y était avec une brigade et deux régimens de cavalerie; il occupa également Bussy, poussant des partis à la gauche de la Marne et vers Vitry. Le général Ilowaisky, avec ses cosaques, avait suivi le duc de Raguse vers Dammartin.

Le duc de Tarente, qui était toujours à Châlons occupé à faire filer le grand parc, voulant encore gagner du temps pour cette opération, porta ses troupes sur la route de Vitry au-devant du corps d'York. La division Molitor et celle de cavalerie du général Domanget prirent position vers le soir à Aulnay, la Chaussée et Ablancourt, d'où elles expulsèrent le colonel Henkel. La division Brayer en arrière d'Aulnay; la division Albert et la cavalerie du général Thiry à Pogny et Omey; la cavalerie du duc de Padoue entre Sary et Francheville; les gendarmes du général Simmer couvrirent la gauche de la Marne.

Cependant de nouveaux renforts s'avançaient à l'armée de Silésie. Nous avons vu (page 176) que le général Kleist avait passé le Rhin le 25 janvier à Coblentz, avec dix-sept bataillons et demi et douze escadrons, formant près de seize mille hommes. Le 28 il arriva à Trèves, et, ayant tourné Thionville et Metz, il était arrivé le 2 février vers Gorze, et le 3 il occupa Pont-à-Mousson et Thiaucourt. D'un autre côté, le général Langeron ayant été relevé devant Mayence par les troupes alle-

mandes, dans les derniers jours de janvier, se trouvait, le 2 février, dans les environs de Nancy, se dirigeant par Bar-sur-Ornain.

Le 3 février, l'armée française arriva devant Troyes. Le duc de Trévise y réunit dans la journée les divisions Friant, Michel et Laferrière. Les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune occupèrent Pont-Sainte-Marie et Pont-Hubert; les divisions Briche et Lhéritier, Bouranton et Laubressel; celle du général Piré, Creney; celle de gardes d'honneur du général Defrance prit position en arrière de Ruvigny; les divisions Dufour et Hamelinaye, sous les ordres du général Gérard, en avant de Saint-Parre, occupant le pont de la Guillotière. La division Ricard, rendue au 6e corps, fut établie à Aubeterre, en réserve du duc de Raguse, qui occupa Arcis avec la division Lagrange, la cavalerie du général Doumère et la cavalerie du général Bordesoulle qui y était arrivée peu avant. Ce jour-là le congrès, demandé par l'empereur Napoléon, d'après les communications faites par M. de Saint-Aignan, se réunit à Châtillon-sur-Seine. Le duc de Vicence, nommé plénipotentiaire de la France, ayant reçu la réponse du prince de Metternich, datée du 10 décembre (voyez page 41), s'était rendu le 6 janvier à Lunéville, d'où il lui écrivit de nouveau pour lui annoncer qu'il attendait les passe-ports nécessaires pour traverser les avant-postes des coalisés. Le

prince de Metternich y fit, comme à l'ordinaire, une réponse ambiguë et dilatoire (*). Enfin le duc de Vicence reçut ses passe-ports, et le congrès s'assembla. Nous traiterons cet objet plus loin.

L'armée du prince de Schwarzenberg continua à s'avancer lentement vers Troyes; les corps de Giulay, du prince de Wurtemberg et de Wrede achevèrent de passer l'Aube à Lesmont: les deux premiers devaient s'avancer vers Piney, le dernier vers Arcis. Le corps de Colloredo se présenta en deux colonnes devant Troyes; les divisions Ignace Hardegg, Wied-Runkel, Trautenberg et Klebelsberg (vingt bataillons et trente-six escadrons) qui étaient à Vandœuvres, dépassèrent Lusigny, et s'avancèrent à la hauteur de Courteranges. Les divisions Bianchi et Maurice Lichtenstein (dix-sept bataillons et dix-huit escadrons) s'avancèrent de Bar-sur-Seine par Saint-Parre et Vaudes. Les grenadiers et les cuirassiers russes restèrent dans leur position devant Piney; les gardes vinrent à Lusigny. Le corps de Wittgenstein, rappelé de Saint-Dizier, occupa Montierender, ayant la cavalerie de Pahlen à Luistre et Grandville, et les cosaques d'Ilowaiski devant Arcis. Les cosaques de Platow, que le prince de Schwarzenberg dirigeait sur Fontainebleau, étant obligés de tourner Sens, gardé par le général Allix avec les dépôts de la 18e division militaire, faisant un peu plus de

(*) *Pièces justific.* XXVI.

deux mille hommes, passèrent l'Yonne à Villeneuve. Le général Montbrun qui était à Pont-sur-Yonne, avec deux bataillons de gardes nationaux et la brigade de cavalerie du général Coetlosquet, se replia vers Fontainebleau. Vers le soir, l'avant-garde autrichienne des divisions Bianchi et Lichteinstein, déboucha sur la route de Bar-sur-Seine, et força le poste des Maisons-Blanches: Napoléon y envoya la division Michel qui en chassa l'ennemi, et s'y établit.

Le maréchal Blücher s'avança ce jour-là de Braux à Saint-Ouen, ayant son avant-garde à Humbeauville, et des partis jusqu'à Cosle. Le général York, de son côté, renonçant à l'idée d'emporter Vitry d'un coup de main, se décida à tourner la place par Vitry-le-Brûlé, et à attaquer les troupes du duc de Tarente. Le général Katzler qui formait l'avant-garde avec neuf bataillons et seize escadrons, déboucha sur Aulnay. La division Molitor et la cavalerie du général Domanget se replièrent sur la Chaussée; elles y furent attaquées par le général Katzler et la division du prince Guillaume de Prusse, et forcées, après un combat assez vif, de se replier à Poigny: le 11e corps y était réuni, et l'ennemi fut arrêté (*). Le corps d'York prit position à la Chaussée, à l'exception de la division Pirch, qui resta devant Vitry.

(*) Les rapports prussiens disent que la division Molitor perdit quelques centaines de prisonniers, trois canons et un drapeau de la

Le 4, l'armée du Prince de Schwarzenberg ne fit aucun mouvement que celui de pousser la cavalerie du général Pahlen sur Plancy; le gros de l'armée française resta également devant Troyes. Le duc de Raguse, auquel s'était réunie la division Ricard, vint prendre position à Droup-Sainte-Marie. L'empereur ayant fait appuyer la division Michel par les dragons du général Briche, leur donna l'ordre de s'avancer sur la route de Bar-sur-Seine, et de replier l'ennemi. La division Lichtenstein fut rencontrée à la hauteur d'Isle, attaquée et repoussée jusqu'à Saint-Parre; la division Michel revint prendre poste près d'Isle. Le soir, l'ennemi attaqua à son tour le poste établi au pont de Cléry; il fut chargé par la division Briche, et perdit plus de deux cents hommes, dont cent cinquante prisonniers.

Le duc de Tarente avait rempli l'objet principal de son séjour autour de Châlons: le grand parc approchait d'Epernay. Ne se trouvant pas en état de résister aux corps ennemis qui le menaçaient, il replia ses troupes sur Châlons avant le jour: la retraite se fit en bon ordre et sans être inquiétée. Le duc de Tarente n'avait pas conçu le projet, qui aurait été passablement imprudent, de défendre la ville de Châlons à outrance; mais

garde nationale de la Marne, portant le n° 59. Ce dernier fait est une fable, car ce département ne portait point le n° 59, et il n'y avait pas de régiment de ce numéro dans le 11° corps. On peut juger de la vérité du reste.

il voulait y tenir au moins un jour, afin de donner au grand parc toute l'avance dont il avait besoin, et afin de ne pas risquer de compromettre les troupes pour le défendre : en conséquence, il disposa ses trois divisions d'infanterie autour de l'enceinte de la place. La cavalerie du général Excelmans, ayant laissé une ligne de postes à une lieue de la ville, passa la Marne, et se joignit à celle du duc de Padoue, qui était déjà à la rive gauche, pour couvrir la marche du parc. Des partis de la colonne du maréchal Blücher se montrèrent ce jour-là vers Vésigneul et Vatry. Au point du jour, le corps d'York se mit en mouvement; l'avant-garde du général Katzler fut bientôt engagée, avec les postes de cavalerie qui étaient restés devant Châlons. Le tiraillement dura jusque vers neuf heures, mais la cavalerie du général Jurgass étant entrée en ligne, la nôtre se replia et repassa la Marne. Alors le général Katzler attaqua le faubourg de Saint-Memmie, sur la route de Vitry, défendu par la division Brayer, et la cavalerie prussienne acheva l'investissement de Châlons à la droite de la Marne. Après un combat opiniâtre, qui dura assez long-temps, le faubourg fut enlevé vers quatre heures; l'ennemi y perdit trois cents hommes. Maître du faubourg, le général York reconnut l'impossibilité d'attaquer la place de ce côté; mais une brèche ayant été observée dans l'enceinte, entre la porte de Rheims qu'occupait la division Albert et celle de Verdun

où était la division Molitor, le point d'attaque y fut fixé. La division du prince Guillaume de Prusse prit position à la jonction des deux avenues du Jard, près du moulin à vent; seize pièces de douze et les dix-huit obusiers de position du corps d'armée y furent établis. Le bombardement commença à la nuit, et les colonnes d'attaque des Prussiens se formèrent, pour profiter de l'effet du feu des batteries. Le duc de Tarente, dont l'objet était rempli, céda alors aux instances des magistrats, qui craignaient de voir emporter la ville d'assaut: il leur permit d'envoyer une députation au général York. Celui-ci accueillit la demande des députés; une suspension d'armes fut conclue sur-le-champ, et il fut convenu que la ville serait évacuée le lendemain à six heures du matin, et rendue avec les magasins dans l'état où ils se trouvaient. Le même soir, le duc de Tarente donna, au général Montmarie, l'ordre d'évacuer Vitry.

Ce jour-là le maréchal Blücher s'avança, avec les corps de Sacken et d'Alsufieff jusqu'à Sommepuis; la cavalerie de Wassilczikow fut envoyée vers Fère Champenoise.

Le 5, le prince de Schwarzenberg fit faire un mouvement de flanc à son armée. Étant persuadé que l'intention de l'empereur Napoléon était de défendre la position de Troyes, et désespérant de la forcer par une attaque de front, il résolut de la tourner. Il décida donc que les corps du

prince de Wurtemberg et de Wrede devaient passer sur la route de Bar-sur-Aube, ayant à leur droite celui de Giulay, à la rive droite de la Barse; que les réserves et les gardes devaient se porter à Bar-sur-Seine, et la totalité des troupes aux ordres du général Colloredo, se réunir en avant de Bar-sur-Seine à St.-Parre; que le corps de Wittgenstein, après avoir passé l'Aube, devait passer à Arcis et marcher par Aubeterre sur Troyes, en essayant de jeter sa cavalerie légère au-delà de la Seine, vers Villacerf. En conséquence de ces dispositions, l'armée coalisée occupa le soir les positions suivantes. Le corps de Giulay, à Gerodot; celui du prince de Wurtemberg, à Moustier-Amey; celui de Wrede, à Vandœuvres; les gardes, à Bar-sur-Seine, où se rendit le grand quartier-général; les grenadiers et cuirassiers, à Lusigny. Le corps de Colloredo resta dans sa position, la colonne de droite à Courteranges, en avant de Lusigny, et la colonne de gauche à St.-Parre, en avant de Bar-sur-Seine. Le général Nostitz réunit les cuirassiers autrichiens et la division Ignace Hardegg autour de Lantage, vers Chaource. La division du quartier-général s'établit entre Lantage et Bar-sur-Seine (*). Le corps

(*) Nous rectifions ici une faute de M. Plotho et de ceux qui l'ont copié. Le corps de Giulay n'avait point de division détachée, et le général Major, qui est appelé Salins par erreur dans l'état, est le général Czollich qui commandait une brigade de la division Fresnelle. La division dont il est question ici, est celle du quartier-général composée de six bataillons de Landwehr.

de Wittgenstein était arrivé dans la journée à Rosnay; il reçut l'ordre de se remettre en mouvement sur-le-champ, et ayant passé à Piney pendant la nuit, il arriva le matin du 6 à Charmont.

L'empereur Napoléon sachant que le maréchal Blücher avait pris la direction de Châlons, ne pouvait pas douter que son projet ne fut de se réunir aux corps qui venaient le rejoindre des bords du Rhin. Il était à présumer que, cette réunion faite, Blücher manœuvrerait en descendant la Marne; car ce ne pouvait être que dans ce but qu'il s'était séparé de l'armée du prince de Schwarzenberg. D'un autre côté, l'inaction dans laquelle restait cette dernière, présageait également une manœuvre. Il était possible qu'on cherchât à retenir l'armée française à Troyes, tandis que Blücher et peut-être Wittgenstein la déborderaient et la devanceraient sur la route de Paris. Ce mouvement aurait eu pour conséquence de gêner les communications de Napoléon, et peut-être de compromettre les renforts qu'il attendait. Il était également possible que le prince de Schwarzenberg voulût s'étendre par sa gauche et profiter du passage de la Seine à Bar, qui était déjà en son pouvoir, pour tourner Troyes. Cette manœuvre était la moins dangereuse, car elle rejetait l'armée française sur la ligne d'opération. Afin de forcer l'ennemi à décider son mouvement, il était nécessaire de le tâter sur un point.

Ici le point était marqué; aucun corps ne s'était encore présenté à Arcis, tandis que depuis le 3, des colonnes avaient débouché par la route de Bar-sur-Seine. Le duc de Trévise, avec son corps réuni, reçut l'ordre de s'avancer sur cette route. Les divisions Lichtenstein et Bianchi furent repoussées jusqu'en arrière d'Étroy, que le maréchal occupa, ainsi que le pont. Un peu après midi, l'empereur le rappela. Ce n'est pas comme le prétend M. Ptotho, parce que Napoléon craignait une attaque pour le lendemain, puisque cette attaque, ainsi que nous l'avons dit, ne pouvait que le pousser sur la ligne de ses communications. Il ne pouvait pas non plus connaître l'évacuation de Châlons, puisqu'elle n'eut lieu que ce jour-là même, et qu'un courrier du duc de Tarente n'aurait pu arriver que par Sezanne et Nogent. Il pouvait bien la présumer, puisque ce devait être une conséquence du mouvement du maréchal Blücher. Mais ce fut ce mouvement même qui le décida à quitter Troyes, et par conséquent à renoncer à toute opération offensive prolongée. Il vit bien que l'armée coalisée s'était partagée en deux et il était probable que cette séparation lui présenterait des chances favorables. Pour en attendre le développement et en profiter, il était nécessaire de se rapprocher de la Marne et des réserves qui arrivaient d'Espagne et de l'intérieur. On a beaucoup blâmé la conduite militaire du prince de Schwarzenberg, depuis la bataille de

Brienne. Nous reviendrons sur cet objet lorsque nous examinerons les conséquences de ses manœuvres.

Le 5 vers le soir, le général Colloredo, probablement dans l'intention de détourner l'attention de l'empereur Napoléon, pendant que l'armée autrichienne achevait son mouvement, tenta une attaque sur le pont de la Guillotière. Le général Gérard soutint un combat très-vif, dont le résultat fut que l'ennemi se replia ayant perdu environ quatre cents hommes. Le général Colloredo fut blessé. Le même jour, le duc de Raguse repassa la Seine et vint prendre position à Romilly, occupant cependant Mery.

Ce jour-là le duc de Tarente, aux termes de la convention, évacua Châlons à six heures du matin, et fit sauter le pont. Le 2e corps vint prendre position à Jâlons, et la division Albert resta d'arrière-garde à Saint-Gibrien. La cavalerie du général Excelmans fut envoyée à Vatry, pour protéger la marche de la garnison de Vitry. Le général Montmarie évacua cette dernière place une heure avant le jour, s'étant fait précéder par un assez grand convoi d'équipage qui s'y trouvait renfermé. Ayant fait sauter le pont de la Marne, le général Montmarie prit la route d'Épernay par Vatry. Cette marche, presqu'à la vue du maréchal Blücher, était assez critique; elle se fit rapidement et en bon ordre. A Vésigneul, l'avant-garde de la

garnison de Vitry (*) délogea quelques escadrons de cosaques appartenant à la colonne de Blücher, et le général Montmarie arriva sans accident à Bussy-l'Estré, où il fut joint par le général Excelmans. Ayant été obligés d'y raffraîchir les chevaux du convoi, les deux généraux furent bientôt attaqués par la cavalerie prussienne de Biron et les cosaques de Grekow. Le combat mit un moment du désastre dans le convoi, mais il fut bientôt réparé, et les deux généraux arrivèrent à Bergères sans perte. Le lendemain ils rejoignirent le duc de Tarente à Épernay. Le corps d'York resta à Châlons et le maréchal Blücher à Sommepuis. Le corps de Kleist était à Bar-sur-Ornain, et le général Langeron avec celui de Kapezeviez entre Vaucouleurs et St.-Dizier.

Le 6, l'empereur Napoléon quitta Troyes avec les corps du prince de la Moskowa, du duc de Bellune, du général Gérard et la cavalerie du général Defrance. Le duc de Trévise y resta pour couvrir le mouvement. Le soir, l'armée prit position à Nogent, où le 6e corps était arrivé dès le matin. Le prince de la Moskowa occupa Mery. L'armée du prince Schwarzenberg acheva son mouvement à gauche. Pour mieux masquer la retraite de l'armée française, le duc de Trévise fit attaquer les Autrichiens à Courgerennes, sur la

(*) Cette garnison était composée de cinq bataillons et forte d'un peu plus de deux mille hommes.

route de Bar-sur-Seine, par la division Michel et les dragons du général Briche. En même temps il poussa quelques escadrons de la division Piré et quelques bataillons au-delà du pont de la Guillotière. La division Lichtenstein fut repoussée en arrière d'Isle. A Courteranges, le combat fut assez opiniâtre, et nos troupes ramenées à la droite de la Barse.

Le soir, l'armée du prince de Schwarzenberg occupait les positions suivantes: le corps de Colloredo, dont le général Bianchi avait pris le commandement, était réuni en avant de Vaudes et de St.-Parre; le corps du prince de Wurtemberg occupait Moustier-Amey et Lusigny; celui de Wrede était à Vandœuvres, en seconde ligne; celui de Giulay à Gerodot; celui de Wittgenstein resta à Charmont, ayant la cavalerie de Pahlen devant Mery; les réserves russes à Neuville et Mussy-l'Évêque; les cuirassiers du général Nostitz vers Lantage et Chaource; les gardes entre Riez et Bar-sur-Seine. Le prince de Schwarzenberg se décida enfin à reprendre une offensive marquée, et fit ses dispositions pour attaquer la position de Troyes le 7. Le pont de la Guillotière devait être forcé de front par le corps de Wurtemberg, tandis que celui de Giulay le prendrait à revers par Bouranton; alors ces deux corps réunis devaient s'avancer vers Troyes, par St.-Parre-aux-Tertres. Le corps de Wittgenstein devait attaquer Pont-Ste.-Marie;

celui du général Bianchi et les cuirassiers de Nostitz devaient se réunir à Isle et attaquer par la rive droite de la Seine.

Dans la nuit, le duc de Trévise replia tous ses avant-postes, quitta Troyes et se retira à Châtres, où il prit position sans avoir été entamé. Le prince de Wurtemberg averti de ce mouvement, se mit de suite à la tête de sa cavalerie et de la brigade Stockmayer, et vint occuper Troyes. Cependant le prince de Schwarzenberg avait encore une fois changé de projet; averti sans doute de la retraite de Napoléon, il remit l'attaque au lendemain et fixa les cantonnemens que son armée devait occuper, soit que la ville fût évacuée, soit qu'on la prît de vive-force.

Le 7, le duc de Trévise rejoignit l'armée à Nogent. Le même jour, l'armée du prince de Schwarzenberg occupa les cantonnemens suivans : Le corps de Wittgenstein entre Arcis, Mery et Saint-Maure; celui de Wrede entre Barbarey, Savières, Echemine et Prunay; celui du prince de Wurtemberg, sur la route de Sens, à Saint-Benoist, Villemaur et Saint-Liebault (*); le corps de Bianchi, entre Auxon, Sommeval et Lirey; celui de Giulay, entre Laines, Villy, Bouilly et Saint-

(*) Les rapports de Wurtemberg parlent d'une poursuite de trois heures et de six cents prisonniers. C'est sans doute un rêve, car il n'y avait aucun corps français sur la route de Sens.

Pouange, en seconde ligne; les cuirassiers et les grenadiers autrichiens en troisième ligne, entre Saint-Léger et Saint-Germain; les réserves russes et les gardes entre Saint-Parre-aux-Tertres, Lusigny et Clerey. Nous allons quitter l'armée du prince de Schwarzenberg pour suivre les mouvemens de l'empereur Napoléon et du maréchal Blücher.

CHAPITRE III.

Réflexions sur la position des armées coalisées. — Projets de Napoléon. — Il marche sur la Marne. — Mouvemens du maréchal Blücher. — Combat de Champaubert, le 10 février. — Réflexions sur ce combat.

Nous avons déjà dit, que le vice de la séparation des deux armées coalisées n'avait pu échapper à Napoléon, et que, dès qu'il en avait reçu la nouvelle, il avait porté son attention sur le développement de cette fausse manœuvre. Lorsqu'il arriva à Nogent, ce développement était prononcé. Le duc de Tarente, attaqué par le corps d'York, évacuait Châlons et se retirait le long de la Marne, suivi par son adversaire. Le maréchal Blücher s'était d'abord avancé vers Châlons, mais le corps du général York ayant déjà dépassé cette ville, il était indubitable que le maréchal allait changer de direction; la présence de la cavalerie de Wassilczikow à Fère-Champenoise et jusque vers Sezanne l'indiquait assez. Dans cette hypothèse, qu'on pouvait déjà admettre comme certaine, le maréchal Blücher avait deux partis à prendre, celui de suspendre son mouvement ultérieur, jusqu'à ce que les corps qu'il avait encore

en arrière l'aient rejoint, et celui d'appuyer le corps d'York par les troupes qu'il avait avec lui. Ce dernier parti était le plus probable, autant d'après le caractère du maréchal Blücher, que parce que ce dernier devait croire l'armée française retenue par le prince de Schwarzenberg et hors d'état de faire une diversion. La route que devait suivre le maréchal Blücher se trouvait tracée dans ce dernier cas, par la disposition topographique du pays qu'il avait à traverser. Placé entre Fère-Champenoise et Châlons, il n'avait pour arriver sur la Basse-Marne que les trois débouchés d'Épernay, Montmirail et Sézanne. Les marais qui se trouvent entre la Marne et Étoges, entre Étoges et Sézanne, et entre Sézanne et la Seine, lui interdisaient toute direction intermédiaire. Il n'y avait guère de probabilité qu'il voulût déboucher par Sézanne, pour se présenter sur les derrières de l'armée de Napoléon. Outre que ce mouvement devait paraître superflu à Blücher, vu la grande supériorité de l'armée du prince de Schwarzenberg, il l'éloignait trop du général York. Ce dernier pouvait rencontrer sur la Basse-Marne le duc de Tarente, renforcé par des troupes venues de Paris ou de l'intérieur, et se trouver compromis; les corps de Bülow et de Winzingerode venant du nord, n'étaient pas encore à portée de le soutenir. Il était donc certain que Blücher prendrait la route d'Épernay ou celle de Montmirail, et peut-être toutes deux; mais ce qui

était le plus intéressant, et ce dont l'empereur Napoléon espérait de profiter, était la nécessité où le maréchal Blücher se trouverait de marcher en colonnes prolongées; la disposition du terrain ne lui permettant pas de se déployer sur un front un peu étendu. Il pouvait donc, en attaquant ces colonnes en flanc, espérer de les entamer et de compromettre au moins quelques-uns des corps ennemis. Napoléon n'ignorait pas l'enthousiasme où la victoire de Brienne avait jeté les coalisés, et la ferme croyance où ils étaient d'arriver à Paris sans obstacles. Cette confiance, ajoutée au caractère personnel de Blücher, qui était plus entreprenant que réfléchi, devait lui présenter des chances bien avantageuses. L'événement surpassa à certains égards ses espérances.

Le premier soin de l'empereur en arrivant à Nogent, fut de réorganiser sa cavalerie qui avait beaucoup souffert, et de donner place dans les cadres de l'armée aux renforts qui avaient été organisés en avant de Paris, et aux divisions d'infanterie et de cavalerie qui arrivaient de l'armée des Pyrénées. La cavalerie qui venait d'être jointe par le corps provisoire du général Bordesoulle, et par les régimens qu'avait organisés le général Pajol, fut formée de dix divisions en quatre corps. Le premier corps composé des divisions Merlin et Bordesoulle était commandé par ce dernier. Le second commandé par le général St.-Germain était composé des divisions Maurin et St.-Germain. Le

cinquième sous les ordres du général Milhaud, resta composé des divisions Piré, Briche et Lhéritier. Le sixième, commandé par le comte de Valmy, devait se composer des régimens venus de l'armée des Pyrénées avec le général Treilhard, et de quelques-uns de ceux formés par le général Pajol. Outre ces quatre corps, la cavalerie de la garde se composait des divisions Laferrière, Desnouettes, Colbert, Guyot et de celle du général Defrance formée de quatre régimens de gardes d'honneur et du 10e de hussards. Mais cette formation ne put être matériellement achevée qu'un peu plus tard, car il n'y avait que le 5e corps qui pût être organisé sur-le-champ. La cavalerie du général Treilhard, n'était pas encore arrivée; quant aux 1er et 2e corps, ils ne pouvaient se former, que lorsque le duc de Tarente serait réuni à l'armée. La formation d'un corps d'infanterie qui fut appelé le 7e fut ordonnée. Ce corps destiné au duc de Reggio reçut pour fonds d'organisation la division Rothembourg; il devait être complété par les divisions Leval et Boyer de Rebeval, venant de l'armée des Pyrénées.

Ces dispositions préliminaires arrêtées, l'empereur se prépara au mouvement qu'il voulait faire contre Blücher. Ce mouvement devait être rapide, et dans aucun cas il n'était possible de pousser à fond les succès, qu'il espérait obtenir sur l'armée prussienne. En cherchant à la rejeter au-delà de la Marne, il compromettait les troupes

qu'il allait laisser sur la Seine, et ouvrait au prince de Schwarzenberg l'accès de la capitale. Ce fut cette réflexion qui le décida à conduire avec lui la majorité des troupes disponibles, qui se trouvaient à Nogent. Les divisions Friant et Michel, sous le duc de Trévise ; les divisions Decouz et Meunier sous le prince de la Moskowa, et les divisions Ricard et Lagrange sous le duc de Raguse, furent destinées à l'expédition contre l'armée prussienne. La cavalerie se composa des divisions Laferrière, Desnouettes, Colbert et Guyot de la garde, et de celles de Doumère, Picquet et Bordesoulle. Le duc de Bellune devait rester à Nogent avec le 2e corps, la réserve de Paris aux ordres du général Gérard, et la cavalerie du général Milhaud. Le duc de Reggio dut se rendre avec la division Rothembourg à Provins, où devait se réunir le 7e corps. Le général Pacthod avec une division de gardes nationales de l'Ouest, occupait Montereau, et de concert avec le général Allix, à Sens, devait défendre l'Yonne. Le général Pajol était à Melun avec les dépôts de cavalerie. Le général Montbrun couvrait Fontainebleau avec quelques bataillons de gardes nationales ; le général Coetlosquet, avec sa cavalerie avait rejoint le général Milhaud.

Le prince de Schwarzenberg avait deux lignes d'opérations devant lui. Celle de Sens et de Fontainebleau, en restant à la rive gauche de la Seine ; ou celle de Nogent et Provins, en forçant le passage de la rivière. Il n'était guère probable que le

prince de Schwarzenberg s'avancerait sur Fontainebleau, laissant un corps d'armée derrière lui à Nogent. Aussi le duc de Bellune reçut-il l'ordre de disputer aussi long-temps qu'il pourrait le passage de la Seine; le duc de Reggio devait le soutenir au besoin. Dans le cas cependant où l'ennemi marcherait droit sur Sens, le duc de Reggio devait occuper Montereau, et les ordres étaient donnés pour garder les ponts de Corbeil à Paris.

La direction que devait suivre l'empereur Napoléon, pour joindre l'armée de Silésie, était également indiquée par le but de l'expédition qu'il voulait entreprendre. Pour rencontrer les Prussiens en colonne de marche allongée, et trouver leurs corps séparés les uns des autres, c'était à la sortie des défilés qu'ils avaient à passer qu'il fallait les aller chercher. En se dirigeant vers la Ferté-sous-Jouarre, pour rejoindre le duc de Tarente, Napoléon se serait trouvé en présence de l'armée prussienne réunie, et se serait vu obligé de livrer une bataille rangée. Ce résultat était fort éloigné de son but. Quelque mauvais que fût le chemin de Sézanne, il n'était pas tellement impraticable, qu'on ne pût y fait passer l'artillerie à l'aide des habitans du pays. Le zèle patriotique de ces derniers justifia bien amplement la confiance qu'on eut en eux. Décidé à prendre cette route, l'empereur y diriga, dès le 7, le duc de Raguse avec ses deux divisions, et la cavalerie des généraux Doumère et Picquet. Le 6e corps, obligé de

marcher lentement, n'arriva le même jour que jusqu'à Fontaine-Denis; il n'y eut que la brigade Picquet, et un bataillon qui purent atteindre Barbonne.

Le 8, le prince de la Moskowa s'avança à Villenoxe. L'avant-garde du 6e corps arriva à Sézanne de bonne heure, et y trouva les cosaques de Wlastof. Le prince Lubomirsky, chargé avec un régiment de dragons et ses cosaques d'éclairer la droite de l'Aube, les avait portés à Sézanne afin de pousser des partis vers Villenoxe et Montmirail; l'ennemi fut chassé sans peine, et le prince Lubomirsky se hâta de prévenir le prince de Schwarzenberg, et le maréchal Blücher de la présence d'une colonne française de son côté. Le duc de Raguse traversa Sézanne, et fut prendre position à Lachy et Chaptin; son avant-garde arriva à Baye, d'où elle chassa un bataillon russe appartenant à la colonne du général Sacken, dont la tête s'étendait jusqu'à Montmirail. Le 9, l'avant-garde du 6e corps fut attaquée à Baye. Le duc de Raguse la retira, et se replia lui-même sur Sézanne, où il fut joint par le prince de la Moskowa. Le même jour, l'empereur Napoléon partit de Nogent, avec le corps du duc de Trévise. Il n'arriva à Sézanne que fort avant dans la nuit, et la cavalerie, ainsi que les parcs d'artillerie, ne se tirèrent des boues qu'à l'aide du zèle patriotique des habitans, et de la prévoyante activité du maire de Barbonne. On ne saurait blâmer Napoléon d'avoir

fait partir ses corps à une journée de distance l'un de l'autre, quelque rapide que dût être son expédition. Il n'y avait que ce moyen d'éviter un encombrement désastreux, dans la plus mauvaise partie de sa route, qui était la traversée de la forêt de Traconne. D'ailleurs, les secours que le pays pouvait fournir en attelage, ne suffisaient pas pour toute l'armée réunie.

Pendant que l'empereur Napoléon s'avançait ainsi sur le flanc de l'armée prussienne, celle-ci avait continué son mouvement sur la Marne. Le 6, le maréchal Blücher se voyant maître de Châlons, se décida à marcher directement sur Paris, sans s'inquiéter des autres armées coalisées. En même temps, cependant, il conçut le projet de couper la retraite au duc de Tarente, et de s'emparer du grand parc, qui surtout lui tenait à cœur. Il ordonna en conséquence au général York, de suivre la grande route par Épernay et Château-Thierry ; lui-même avec les corps de Sacken et d'Alsufieff, devait marcher par la route de Montmirail. Le corps d'York devait être arrivé le 9 à Château-Thierry, et le même jour celui de Sacken, près de la Ferté-sous-Jouarre. Le maréchal Blücher, avec le corps d'Alsufieff, suivait celui de Sacken, à une journée de distance. Les corps de Kleist et de Kapczewicz reçurent l'ordre de forcer de marche, afin d'arriver le 10 à Montmirail, et suivre celui d'Alsufieff à une journée de distance.

Le 6, le duc de Tarente vint à Épernay, où le

rejoignit la brigade Montmarie, formée de la garnison de Vitry. Les convois continuèrent à filer en avant. La division Albert resta d'arrière-garde à Jalons. Un pont ayant été jeté à Châlons, l'avant-garde du corps d'York passa la Marne dans l'après-midi, et s'avança jusque vers Jalons. Le corps de Sacken vint à Vertus; et celui d'Alsufieff à Soudron. Le général Kleist, ayant appris à Bar-sur-Ornain que la place de Vitry était évacuée, y envoya le général Ziethen avec son avant-garde; lui-même se dirigea sur Châlons. Le soir, le général Kleist était à St.-Mard, et le général Ziethen à Thiblemont. Le corps de Kapczewicz vint à St.-Dizier.

Le 7, le duc de Tarente vint à Dormans. Là, prévoyant qu'une colonne ennemie pourrait déborder sa droite, par la route de Montmirail, et le prévenir aux ponts de Château-Thierry et la Ferté, il résolut de se les assurer d'avance; à cet effet, il fit partir le général Excelmans avec sa cavalerie, la division Molitor, et la brigade de gendarmerie du général Simmer, en lui ordonnant de laisser une brigade à Château-Thierry, et de prendre position avec le reste de ses troupes à la Ferté-sous-Jouarre. Le même jour, le corps d'York ayant passé la Marne vint à Épernay; son avant-garde s'avança vers Dormans, soutenue par la division du prince Guillaume de Prusse. Le corps de Sacken était à Étoges, et celui d'Alsufieff à Ver-

tus. Le corps de Kleist entra à Châlons, et celui de Kapczewicz dépassa Vitry.

Le 8, le duc de Tarente repassa la Marne à Château-Thierry; la division Brayer resta en arrière-garde à Dormans. Dans la matinée, elle fut attaquée par l'avant-garde prussienne du général Katzler. Malgré la grande supériorité du nombre, et le manque de cavalerie, cette division défendit le terrain de position en position jusqu'à Crezancy; là elle fut appuyée par la brigade Montmarie et la cavalerie du duc de Padoue; alors ces corps soutinrent la retraite avec moins d'efforts jusqu'à Château-Tierry, où ils passèrent la Marne, et firent sauter le pont. Le soir, le corps d'York s'étendit entre Crezancy et Dormans; le général Katzler était devant Château-Tierry. Le corps de Sacken s'étendit de Champaubert à Montmirail, et son avant-garde, sous les ordres du général Wassilczikoff, s'avança vers la Ferté-sous-Jouarre; le corps d'Alsufieff vint à Etoges; le maréchal Blücher resta de sa personne à Vertus, pour attendre le corps de Kleist qui séjournait à Châlons, et celui de Kapczewicz qui y arriva dans la journée.

Le 9, le duc de Tarente vint occuper la Ferté-sous-Jouarre, où il trouva un renfort de deux mille conscrits environ, sous les ordres du général Minot. Les divisions Molitor et Brayer furent établies en avant de la ville, sur la route de

Montmirail; le restant du corps sur celle de Meaux. A peine les troupes étaient-elles en position, que le général Wassilczikoff attaqua avec impétuosité les divisions qui étaient sur la route de Montmirail. Cette brusque attaque causa un peu de désordre, et nos troupes furent ramenées; mais la division Albert vint rétablir le combat, et l'ennemi fut repoussé à son tour avec perte de quatre cents prisonniers. Le pont de Château-Thierry étant rompu, le général York suspendit son mouvement, pour donner le temps d'en jeter un, et resta à Dormans et en avant. Le corps de Sacken resta à Montmirail; celui d'Alsufieff vint s'établir à Champaubert et Baye, d'où il repoussa les escadrons d'avant-garde du 6e corps qui y étaient. Les corps de Kleist et de Kapczewicz vinrent à Vertus. Le maréchal Blücher avait porté son quartier-général à Etoges; là il reçut l'avis qu'un détachement de cavalerie française avait été rencontré à Baye: croyant qu'il ne s'agissait que d'un parti, il n'y fit pas grande attention, et il se contenta de reculer son quartier-général à Vertus.

Le 10, le duc de Tarente ayant fait sauter le pont de la Ferté-sous-Jouarre, se retira par Trilport, dont il fit également sauter le pont, et vint prendre position à Meaux, il y trouva une division de gardes nationales; la cavalerie de Wassilczikoff suivit le mouvement. Notre arrière-garde s'étant retournée sur lui pour le repousser,

fut un instant compromise, et perdit trois canons. Le corps de Sacken vint à la Ferté-sous-Jouarre, le corps d'York à Château-Thierry. Le pont ayant été réparé, le général Katzler reçut l'ordre de passer la Marne, pour avoir des nouvelles du duc de Tarente; le corps d'Alsufieff resta à Champaubert. Cependant le maréchal Blücher avait reçu, dans la nuit, l'avis du prince Lubomirski, qui lui annonçait la marche de l'empereur Napoléon. Cet avertissement fit connaître au maréchal Blücher toute l'étendue du danger qui menaçait son armée, disséminée depuis Vertus jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre. Il prit de suite des dispositions pour la réunir, et ces dispositions furent une nouvelle faute. Il ordonna aux corps de Sacken et d'York de se replier sur-le-champ à Montmirail, d'où ils devaient envoyer leur cavalerie dans la direction de Sézanne; le général York devait en outre jeter un pont à Château-Thierry, afin que lui et Sacken pussent passer la Marne et se retirer par la rive droite, dans le cas où l'armée prussienne se trouverait coupée en deux. Jusqu'ici tout allait bien, et le complément de cette mesure aurait dû être, de mettre sur-le-champ les corps de Kleist et de Kapczewicz en mouvement, et de les faire avancer vers Montmirail. Au lieu de cette disposition si simple, il alla s'imaginer que l'armée française ne dépasserait pas Sézanne, et qu'un mouvement de flanc la forcerait à la retraite. Les corps de

Kleist et de Kapczewicz furent dirigés sur Fère-Champenoise. L'avant-garde de Ziethen s'établit à Conantre, et poussa à Linthes un régiment de hussards, qui y eut un engagement avec un régiment de lanciers polonais de la brigade Pacz, que le duc de Trévise y avait fait placer.

L'empereur Napoléon se mit en mouvement de Sézanne dès le matin avec toute son armée, à l'exception de la division Michel et de la cavalerie de la vieille garde, qui restèrent à Sézanne pour couvrir la colonne. Le 6e corps et la cavalerie Doumère, qui étaient en tête, arrivèrent de bonne heure sur les hauteurs de Pont-Saint-Prix. La cavalerie de la première avant-garde passa le pont, qui n'avait pas été rompu, et s'avança jusqu'à moitié chemin de Baye, où elle trouva les avant-postes russes. L'empereur Napoléon arriva vers neuf heures avec le corps du prince de la Moskowa, et ordonna au duc de Raguse de commencer l'attaque. Les divisions Ricard et Lagrange, suivies par la cavalerie du général Doumère, passèrent le pont, et débouchèrent sur les hauteurs. Pendant ce temps, le général Alsufieff avait fait prendre les armes à son corps, et s'était déployé devant Baye, occupant le bouquet de bois qui est en avant du village. Quelques bataillons russes poussèrent au pont pour le défendre, mais il était trop tard, nos troupes l'avaient passé. La division Ricard monta avec la cavalerie Doumère sur le plateau à côté de la route, sous le

feu de l'artillerie ennemie. Peu après, la division Lagrange arriva également sur la hauteur, et vint prendre la gauche de la division Ricard. Avant d'aborder la position de l'ennemi, il fallait enlever le bois qui la couvrait; le duc de Raguse fit ses dispositions pour l'attaquer. Des pelotons de tirailleurs, la plupart conscrits, et vêtus provisoirement d'une capotte et d'un bonnet, furent établis en face. Deux brigades d'infanterie devaient les soutenir, tandis qu'un bataillon de marine et un du 2e léger de la division Lagrange se dirigeraient à gauche pour tourner le bois. En même temps, l'empereur Napoléon ordonna au général Girardin de se mettre à la tête de la cavalerie du général Doumère, et de gagner la route de Paris, au village de Fromentières. La cavalerie du général Bordesoulle resta pour appuyer l'attaque du 6e corps. L'attaque du bois ayant été faite avec toute la vigueur et l'ensemble qu'on pouvait désirer, il fut enlevé. Le village de Baye se trouvant isolé, l'ennemi l'évacua en combattant, et se retira dans une seconde position, la gauche appuyée à Andecy, et la droite au bois de Bannay qu'il occupait. Le 6e corps se prépara à l'attaquer dans cette nouvelle position, la division Ricard à droite et la division Lagrange à gauche. Le combat s'alluma avec vigueur, et notre gauche fut un instant repoussée. L'empereur alors fit avancer sur le plateau le corps du prince de la Moskowa; enfin le général Lagrange força

la droite de l'ennemi : il fut blessé à cette attaque. Le général Alsufieff se voyant pressé par des forces supérieures, et inquiet du mouvement de cavalerie qui paraissait menacer sa droite, commença à faire filer vers Etoges son artillerie, qu'il espérait sauver, et formant ses masses en carrés, se replia sur Champaubert. Un peu avant d'arriver au village, une charge de la cavalerie du général Bordesoulle, enfonça de nouveau la droite des Russes, et un escadron de lanciers pénétra jusqu'aux premières maisons. En même temps, la division Ricard ayant longé le bois, se rabattit sur Champaubert par la route de Châlons. Privé ainsi de sa retraite sur Montmirail et sur Etoges, le général Alsufieff se dirigea par la route d'Epernay, jusqu'à peu de distance de la Caure; là, il tenta, par un changement de direction brusque, de gagner Etoges par une tranchée qui traverse le bois du Désert; mais le duc de Raguse profita de ce moment pour faire déboucher une brigade de cuirassiers du général Bordesoulle, et charger les Russes en flanc; leurs masses furent enfoncées, et tout s'enfuit à Vauderoute au travers des bois. Une partie de la division Lagrange se mit en tirailleurs à la poursuite de l'ennemi, tandis que le reste gagnait au pas redoublé la tête du bois par la grande route, et qu'une partie de la cavalerie le tournait par la gauche. Le corps d'Alsufieff fut presque entièrement détruit. Plus de douze cents

hommes restèrent sur le champ de bataille; dix-huit cent trente-sept furent pris avec quarante-sept officiers, les généraux Alsufieff et Poltaratzky et le colonel commandant l'artillerie. Près de quinze cents autres furent amenés par les paysans les jours suivans. Plus de deux cents se noyèrent dans les étangs du Désert, dont la glace se rompit sous eux. Vingt-une pièces de canon, des vingt-quatre qu'avait le corps russe, tombèrent entre nos mains avec tous les caissons. Environ deux mille hommes parvinrent à rejoindre le maréchal Blücher, en partie ramenés par les généraux Udom et Karnielow, en partie fuyant isolément. Notre perte s'éleva à six cents hommes.

Le soir la division Lagrange, avec la cavalerie des généraux Doumère et Bordesoulle, prit position à Etoges et Fer-Brianges. La division Ricard à la Grange-de-Vaux. Le corps du prince de la Moskowa resta sur le champ de bataille. Dans la nuit, le général Nansouty, avec les dragons et chasseurs à cheval de la garde et une brigade de la division Ricard, se porta sur Montmirail, où il surprit un régiment de cosaques du corps de Sacken, dont une grande partie furent faits prisonniers.

Le maréchal Blücher, qui avait porté son quartier-général à Fère-Champenoise, y apprit le soir très-tard le résultat du combat de Champaubert, dont il avait distinctement entendu la canonnade. Etourdi de cet événement, il remit sur-

le-champ en marche les corps de Sacken et Kapczewicz, pour aller occuper la position de Bergères. Il envoya en même temps le général de Witte au prince de Schwarzenberg, pour le prévenir de son mouvement et le prier d'en faire un sur les derrières de l'armée française, afin de l'arrêter, jusqu'à ce qu'il se soit réuni aux corps d'York et de Sacken. Les corps de Kleist et de Kapczewicz arrivèrent très-tard dans la nuit à Bergères.

Le général York avait reçu à onze heures du matin, l'ordre de se rendre à Montmirail. Ayant laissé la division du prince Guillaume de Prusse à Château-Thierry, pour couvrir le pont, il se mit en marche peu après. Le soir il se cantonna autour de Viffort et Montfaucon, ayant l'avant-garde du général Katzler vers Nogent-l'Artaud et Chezy. Le corps de Saken partit à neuf heures du soir de la Ferté-sous-Jouarre et marcha toute la nuit.

Le résultat du combat de Champaubert fut de séparer les deux moitiés de l'armée de Silésie, dont la tête se trouvait à Château-Thierry et la Ferté-sous-Jouarre, et la queue à Vertus. De quelque côté que Napoléon voulût se tourner, il devait remporter de nouveaux avantages. Il n'est presque pas nécessaire d'ajouter des observations au simple récit des opérations de Blücher. Les fautes qu'il fit, sont de nature à être aperçues par tout militaire. En vain chercherait-on dans

sa conduite, après la bataille de Brienne, quelque trace qui puisse faire reconnaître le général d'armée. Il pousse à marches forcées les deux corps de Sacken et d'York sur la basse Marne, sans attendre qu'ils puissent être soutenus par le reste de son armée. Il laisse le corps d'Alsufieff seul en l'air à Champaubert, sans cavalerie pour le soutenir et l'éclairer. Nous l'avons déjà dit, la bataille de Brienne avait tourné la tête aux coalisés et surtout aux Prussiens. Ils se croyaient déjà maîtres de la France. Bien loin de penser à des opérations militaires et de s'informer de la position qu'occupait l'armée française, ils ne demandèrent que le chemin de Paris, et en portaient le nom écrit sur leurs bonnets. Persuadés que leur mouvement n'était qu'une marche d'étape, leur unique soin était de jouir des ressources que la nature refusait à leur climat plus rude. Aussi ne faut-il pas s'étonner de les voir se coller, pour ainsi dire, partout. Kleist prend un séjour à Châlons, malgré l'ordre qu'il avait de se trouver le 10 à Montmirail. York ne peut pas s'arracher de Château-Thierry, le même jour où il en reçoit l'ordre. Blücher lui-même, qui avait annoncé vouloir être à Montmirail le 9, resta dans le voisinage d'Aï. Les Carthaginois étaient à Capoue, et les chefs s'endormaient, tandis que les soldats, se répandant dans les campagnes les ravageaient en tous sens. Enfin, l'armée française paraît à Sezanne le 9; Blücher en reçoit l'avis dans la nuit.

L'unique parti qu'il eut à prendre, était de rallier son armée vers Montmirail. Une réunion plus en arrière ne pouvait se faire, qu'en rappelant ses corps avancés par les bords de la Marne, et se retirant lui-même à Châlons.

Il donna bien l'ordre à Sacken et à York de revenir sur Montmirail; mais lui-même ne marcha pas au-devant d'eux. Il s'amusa à un mouvement sur Fère-Champenoise, qui non-seulement n'était d'aucune utilité, mais qui pouvait même lui être dangereux; puisqu'il agrandissait la lacune qui existait déjà dans son armée, en même temps qu'il exposait les deux corps qu'il avait avec lui. Le mouvement de l'armée française était prononcé; elle se dirigeait sur Champaubert ou sur Montmirail. Voulait-il marcher sur Sézanne? Cela ne peut se supposer. Son message au prince de Schwarzenberg fait voir qu'il avait pris l'épouvante, en voyant tout-à-coup devant lui une armée qu'il ne croyait plus exister. Si, dès l'instant où il reçut l'avis de la présence de l'armée française à Sézanne, c'est-à-dire, dans la nuit du 9 au 10, il avait porté les corps de Kleist et de Kapczewicz en avant, il pouvait arriver le 10 de bonne heure à Champaubert. Alors, ayant trente mille hommes sur ce point, il aurait sauvé le corps d'Alsufieff et peut-être conservé la position; en tout cas, s'il était forcé, il pouvait continuer sa marche sur Montmirail. Ce mouvement n'était pas téméraire, car non-seulement il allait au-devant de la

réunion de son armée; mais il avait à sa disposition les ponts de la Marne. Une armée qui vit du pillage chez l'habitant, peut prendre la direction qu'elle veut; elle n'a pas de magasin à couvrir. Dans ce dernier cas, l'empereur Napoléon aurait-il été à Châlons, au-devant de quelques bataillons qui arrivaient à l'armée prussienne? Il était forcé de livrer une bataille, dont les chances, s'il la gagnait, ne pouvaient jamais amener sur les Prussiens les désastres qu'ils éprouvèrent.

Si la conduite du maréchal Blücher est loin d'être louable, celle du général Alsufieff ne peut pas être moins blâmée. Le 9, il rencontre à Baye un parti de cavalerie du 6e corps, que ses troupes en chassent, et au lieu de faire rompre le pont, il ne fait pas même observer la rivière. Ce peu de mots dit tout.

CHAPITRE IV.

Combat de Montmirail, le 11 février.—Combat de Château-Thierry le 12. — Réflexions sur la conduite du maréchal Blücher.

Après le combat de Champaubert, l'empereur Napoléon, ayant coupé la colonne de marche de l'armée de Blücher, était le maître de se porter sur laquelle des deux moitiés il voulait. Il se décida à attaquer les corps de Sacken et d'York. En effet, s'il marchait contre Blücher, il ne pouvait espérer d'autre résultat que celui de le rejeter, avec plus ou moins de perte, sur sa ligne d'opérations; tandis qu'un grand avantage, remporté sur les deux autres corps, pouvait les compromettre au point de les mettre hors du combat. En conséquence, le 11, vers cinq heures du matin, Napoléon se mit en mouvement de Champaubert, avec le corps du prince de la Moskowa, la cavalerie de la garde et la seconde brigade du général Ricard, pour se rendre à Montmirail. Le duc de Trévise partit également de Sézanne, avec les divisions Friant et Michel, et les grenadiers à cheval de la garde. Le duc de Raguse fut laissé à Étoge avec la division Lagrange et la cavalerie du général Grouchy, pour couvrir le mouvement de l'armée et observer ceux du maréchal Blücher. A

dix heures du matin, l'empereur Napoléon arriva à Montmirail, où il trouva le général Nansouty en position sur les hauteurs de Moncoupeau, en observation du corps de Sacken, qui commençait à déboucher de Vieux-Maisons. Les grenadiers à cheval de la garde venaient d'arriver. Le corps du prince de la Moskowa débouchait en ce moment, de Montmirail, ainsi que la division Friant. La marche des deux colonnes, tant de Champaubert que de Sézanne, avait été singulièrement retardée par l'artillerie, qui ne pût être retirée des boues que par le zèle des troupes et à l'aide des habitans du pays, qui amenaient des chevaux de toutes parts. Il était important d'empêcher les Russes de s'approcher assez de la jonction des routes pour pouvoir, pendant le combat, glisser par un changement de front sur celle de château-Thierry, et s'appuyer au corps d'York. Cette jonction aurait été funeste à l'armée, déjà plus faible que l'ennemi qu'elle avait à combattre (*). La position de-

(*) FORCE DES TROUPES QUI ONT COMBATTU A MONTMIRAIL.	HOMMES.	CHEVAUX.
ARMÉE FRANÇAISE.		
Prince de la Moskowa, divisions Meunier, Decouz et Ricard......	6,000	
Duc de Trévise, divisions Friant et Michel......	7,500	
Général Nansouty, Divisions Laferrière, Desnouettes, Colbert et de France......		5,000
TOTAL......	13,500	5,000

l'Épine-aux-Bois et de Vandière était trop éloignée pour que l'armée pût l'atteindre et y prendre poste, sans risque d'être attaqué dans son mouvement. L'empereur Napoléon se décida pour celle de Marchais, dont la droite était d'ailleurs couverte par le petit bois de Bailly. La division Ricard occupa Pomessone. Le prince de la Moskowa, avec la division Meunier et Decouz, prit position à Marchais. La cavalerie, sous les ordres du général Nansouty, fut placée sur deux lignes à droite de la route de la Ferté. Le petit bois de Bailly, qui assurait la droite de la position, fut occupée par deux bataillons de la division Ricard (2e et 4e légers.) La division Friant resta en réserve, en colonnes de bataillons, sur la route de la Ferté, avec la division des gardes d'honneur du général Defrance. La division Michel était encore en arrière de Montmirail.

Cependant le général Sacken, parti la veille à neuf heures du soir de la Ferté-sous-Jouarre, avait

ARMÉE ENNEMIE.	HOMMES.	CHEVAUX.
CORPS DE SACKEN.		
Prince Szerbatow	7,000	
Général Liewen	9,000	
Général Wassilczikoff		5,000
TOTAL	16,000	5,000
CORPS D'YORK.		
Général Katzler	5,400	1,500
Divisions Pirch et Horn	11,400	
Cavalerie		3,500
TOTAL	16,800	5,000

marché toute la nuit pour atteindre Montmirail. Vers neuf heures du matin, en débouchant de Vieux-Maisons, il reconnut la cavalerie du général Nansouty devant Moncoupeau. Peu après, en continuant sa marche, il vit déboucher les colonnes de l'armée française. Il ne put alors douter qu'il était prévenu à Montmirail, et il dut admettre, parmi les choses probables, que le maréchal Blücher avait reçu un échec. La prudence aurait voulu en pareil cas qu'il prît position à Vieux-Maisons et qu'il attendît que le corps d'York, qu'il pouvait envoyer reconnaître, fût arrivé à la hauteur de Fontenelle, pour agir ensemble. Au lieu de cela, il résolut de forcer le passage, se fiant au courage de ses troupes. Il déploya en conséquence son armée sur les hauteurs de l'Épine-aux-Bois; le corps de Szerbatow à droite; celui de Liewen à gauche; sa cavalerie se prolongeant sur deux lignes en face de la cavalerie française. Le front du corps de Liewen était couvert par quarante bouches à feu, et les haies qui coupent le terrain en avant de l'Épine-aux-Bois, garnies de tirailleurs. Le projet du général Sacken était de forcer le passage par le vallon du Petit-Morin, d'acculer l'armée française à la route de la Ferté, en pivotant sur son aile gauche, et de la pousser sur le corps d'York, qui ne devait pas tarder à arriver. Cette manœuvre était téméraire, et devait l'exposer à une perte certaine. Le succès dépendait de la défense des hauteurs de

l'Épine-aux-Bois, et cette défense se trouvait de plus en plus affaiblie, à mesure qu'il prolongeait sa droite. Alors il pouvait se trouver lui-même acculé sur la rivière et son corps était détruit. L'empereur Napoléon le jugea dès le premier instant; c'est pourquoi il plaça sa réserve en colonnes derrière sa droite, disposée à se porter sur la gauche de l'ennemi. La clef de la position ennemie était là, sur les hauteurs de l'Épine-aux-Bois; le moment de l'emporter était celui où le général Sacken aurait prolongé à sa droite, assez loin pour être obligé de la faire soutenir. Cette droite même ne pouvait pas devenir dangereuse, puisque la division Michel, qui allait arriver, fournirait à l'empereur Napoléon les moyens de la contenir.

Le combat s'engagea par l'attaque du village de Pomessone, que fit la division Tallisin du corps de Szerbatow. La division Ricard défendit sa position avec intrépidité, et le combat se soutint avec avantage égal jusque vers deux heures. Dans ce moment déboucha de Montmirail la division Michel, amenée par le duc de Trévise, et le reste des batteries qui étaient arrivées successivement en ligne. Ce fut alors que l'empereur Napoléon se décida à l'attaque qu'il avait projetée sur la position de l'Épine-aux-Bois. Il fit de suite ses dispositions pour en assurer le succès. Le général Nansouty reçut l'ordre de s'étendre à droite, afin de donner des inquiétudes à l'ennemi sur la gauche. Le général Ricard reçut celui de céder pas à

pas le village de Pomessone, afin d'enhardir les Russes à continuer, et même à renforcer l'attaque de leur droite. Le général Friant, avec quatre bataillons de sa division, reçut l'ordre de s'avancer à la hauteur de Marchais, et de se tenir prêt à attaquer.

Les mouvemens ordonnés par l'empereur Napoléon ne manquèrent pas leur effet. Le général Sacken, de crainte d'être débordé, fit étendre sa cavalerie à gauche pour la mettre en front de la cavalerie française, et se rapprocher du corps d'York, qui commençait à déboucher sur Fontenelle. Des troupes du corps de Liewen appuyèrent à la grande route, pour remplir le vide que laissait la cavalerie. En même temps il fait avancer le restant du corps de Szerbatow et des troupes du centre, à l'appui de sa droite, et fait attaquer le village de Marchais. C'était le moment que Napoléon avait attendu. Le général Friant, à la tête de ses quatre bataillons, s'élança contre l'extrême gauche des Russes par la ferme de Grenaux. Les tirailleurs russes épouvantés, se replient sur leurs masses; l'artillerie se tait, et le combat s'engage corps à corps. Cependant Napoléon voyant que la cavalerie russe s'étendait toujours et s'occupait plus de joindre les Prussiens, que de soutenir son infanterie, laissa devant elle le général Nansouty avec les divisions Laferrière, Desnouettes, Colbert et Defrance, et lança la division Guyot des dragons de la garde, sur la grande route. Cette di-

vision tournant la ferme de Grenaux par la grande route même, se rabattit sur les derrières du corps de Liewen, et décida le succès de l'attaque du général Friant. L'infanterie russe, que le général Sacken formait en colonnes à gauche, pour gagner Fontenelle, fut enfoncée et sabrée. Le corps de Liewen se jeta en désordre à travers champs pour gagner la route de Château-Thierry, et une partie de son artillerie lui fut enlevée.

Cependant les divisions Pirch et Horn, qui formaient la tête de colonne du corps d'York, avaient en ce moment dépassé Fontenelle. La division Pirch prit position en avant de la ferme des Tourneaux, faisant face au corps de Sacken. La division Horn resta devant Fontenelle. Le général York prévoyant être forcé, craignit de compromettre son artillerie de position, et la renvoya à Château-Thierry. L'avant-garde de Katzler et la cavalerie, qui avaient fait une plus longue marche, arrivèrent plus tard et restèrent en arrière de Fontenelle. Peu après, une batterie de six pièces étant arrivée, elle fut établie devant la division Pirch, et canonna le bois de Bailly. Le général York se décida alors à attaquer notre droite, pour assurer sa jonction avec le corps du général Sacken. Un bataillon de chasseurs, soutenu par un bataillon de grenadiers, furent dirigés contre le bois de Bailly. La division Michel, de la vieille garde, couvrait notre aile droite entre les routes de la Ferté et de Château-Thierry, et se trouvait

à portée de soutenir ce bois et les deux bataillons qui le défendaient.

Pendant que ceci se passait, le combat se soutenait toujours à notre gauche. Le village de Pomessone, cédé par la division Ricard, était occupé par les Russes. Celui de Marchais, vivement attaqué par la division Benardos et les renforts que le général Sacken y avait envoyés du centre, fut pris et repris trois fois. A la fin, les divisions Decouz et Meunier furent forcées, et le village resta au pouvoir de l'ennemi. L'empereur Napoléon, voyant le centre du corps de Sacken enfoncé et les hauteurs de l'Épine-aux-Bois en son pouvoir, voulut alors arrêter les succès de l'ennemi du côté de Marchais. Il ordonna aux généraux Meunier et Ricard de reprendre leur position : mais ces divisions, déjà affaiblies par la bataille de Brienne, étaient épuisées et ne pouvaient plus résister aux masses qui les pressaient; il leur fallait du renfort. Napoléon y envoya deux bataillons de la division Friant, qui ne purent que rendre le combat stationnaire. Il était impossible de disposer d'un plus grand nombre de troupes de la réserve. Le corps de Liewen avait été mis en déroute; mais couvert par sa cavalerie, il n'était pas possible de le poursuivre et d'en achever la destruction. Il allait donc se rallier derrière les Prussiens. D'un autre côté, le général York débouchait et était déjà engagé sur notre droite; la réserve était nécessaire pour l'arrêter. Alors l'empereur se dé-

cida à un mouvement semblable à celui qu'il avait fait contre le centre des Russes. Le général Defrance, avec les gardes d'honneur, fut lancé par la route de la Ferté, jusque sur les hauteurs de l'Épine-aux-Bois, d'où il se rabattit sur les derrières du corps de Szerbatow. En même temps deux bataillons de la division Michel, conduits par le duc de Dantzig et le maréchal Bertrand, abordèrent le village de Marchais. Le général Ricard, formant sa division en colonnes, l'enleva d'un élan, la ramena dans Pomessone et dépassa même le village. Cette triple attaque mit le corps de Szerbatow en déroute. Il fut poussé à la débandade sur le bois de Nogent, derrière Vieux-Maisons, où la division Ricard lui tua et prit encore du monde. Les brigades Dietrich (division Tallisin) et Blagowenjenko (division Benardos), les plus engagées à l'attaque de Marchais, furent les plus maltraitées par les gardes d'honneur.

Le général York, de son côté, voyant la gauche de son collègue enlevée et sa droite compromise, songea à tenter une attaque sur la nôtre pour dégager le corps de Szerbatow. La division Pirch se forma en colonnes d'attaque, cinq bataillons en première ligne et quatre dans la seconde, et s'avança sur la route de Château-Thierry. L'empereur Napoléon ordonna au duc de Trévise de marcher au-devant de l'ennemi, avec six bataillons de la division Michel. Les Prussiens furent attaqués, et après un combat très-vif en-

foncés et rejetés sur Fontenelle. Le général Pirch fut grièvement blessé. Le duc de Trévise se rendit maître de la ferme des Tourneaux et des six pièces qui y étaient restées. La division Pirch, s'étant ralliée en arrière de la ferme, tenta une nouvelle attaque sur les six bataillons du duc de Trévise; elle fut encore une fois enfoncée, culbutée sur la division Horn, et toutes deux poussées en arrière de Fontenelle. La nuit mit fin au combat.

Les Russes perdirent dans cette journée trois mille hommes tués ou blessés, sept cents prisonniers, vingt canons et près de deux cents caissons ou voitures. Les Prussiens perdirent six canons, et, de leur aveu, trente-trois officiers et huit cent quarante-quatre hommes. Notre perte s'éleva à plus de dix-huit cents hommes. Les généraux Michel et Boudin furent blessés. L'armée française bivaqua sur le champ de bataille, excepté la division Michel qui occupa, sous les ordres du duc de Trévise, le village de Fontenelle.

Pendant le combat de Champaubert, l'empereur Napoléon avait expédié (par la route de la Ferté-Gaucher) l'ordre au duc de Tarente de pousser les corps qui étaient devant lui, et que le mouvement de l'armée française allait bientôt rappeler. Le duc de Tarente, qui s'occupait à Meaux à tâcher de renforcer son corps d'armée, par des troupes du camp qui y était établi, se contenta de faire passer la Marne au général Saint-Germain, avec environ deux mille quatre

cents hommes nouvellement montés, des 1er, 2e et 5e corps de cavalerie. Retardé par la rupture des ponts, le général Saint-Germain ne fut à la rive gauche que le 10 dans la soirée. Il rencontra cependant quelques détachemens qui rejoignaient le corps de Sacken, et fit des prisonniers. Le lendemain, le général Saint-Germain poussa vers Montmirail, et le 12 au matin il arriva à Vieux-Maisons.

Dans la nuit qui suivit le combat, le général York continua sa retraite jusqu'à Viffort, où la division Pirch prit position; la division Horn, l'avant-garde du général Katzler et la cavalerie s'établirent à Montfaucon. Le corps de Sacken se rallia devant Viffort. Le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec sa division, la tint campée devant la ville, à la jonction de la route de Montmirail. Mais l'artillerie de réserve, que le général York lui avait renvoyée, repassa la Marne et fut mise en batterie, en partie sur le cours, en partie au château.

Le général Blücher avait entendu la canonnade de Montmirail; mais il ne fit aucun mouvement. Il se contenta d'envoyer un parti de cavalerie, renforcer son avant-garde devant Étoges.

Le 12 au matin, le corps de Sacken se replia au travers de la ligne prussienne et se retira à Château-Thierry, où il commença à passer la Marne. La brigade Heidenreich de la division Bernardos, resta sur les hauteurs de Nesle en arrière-

garde. Le général York avait laissé en position sur les hauteurs de Caquerets les divisions Pirch et Horn, et l'avant-garde du général Katzler sur celles de Monfaucon. Le général Horn, qui commandait ces troupes, reçut l'ordre de défendre sa position aussi long-temps qu'il pourrait, afin de donner le temps au corps de Sacken de passer la Marne, et diminuer ainsi l'encombrement à Château-Thierry. La cavalerie de réserve prussienne était un peu en arrière de lui, pour le soutenir.

De son côté, l'empereur Napoléon, ayant ordonné au duc de Trévise de s'avancer de Fontenelle sur la grande route, avec les divisions Michel (*) et Colbert, prit la direction de Vieux-Maisons avec le restant de l'armée, excepté la division Ricard qui fut laissée à Montmirail : elle avait le plus souffert dans le combat. A Vieux-Maisons, Napoléon laissa la cavalerie du général Saint-Germain et la division Friant, dont quatre bataillons seulement le suivirent. De là il prit la direction de Rozoy, pour rejoindre la grande route de Château-Thierry. L'incertitude du véritable mouvement du corps de Sacken, dont une moitié avait été poussée à la nuit sur le bois de Nogent, paraît avoir été le véritable motif qui engagea Napoléon à laisser des troupes à Vieux-Maisons. Leur placement ne peut avoir eu pour but, que d'observer les mouvemens qu'un corps ennemi

(*) Le général Christiani en prit le commandement.

pourrait faire, de Nogent-l'Artaud, sur la route de la Ferté-sous-Jouarre. Les éclaireurs de la colonne de Napoléon ramassèrent, entre Vieux-Maisons et Rozoy, une assez grande quantité de voitures de bagages et de caissons, abandonnés par les Russes dans les boues.

A peu près en même temps que notre colonne de gauche débouchait de Rozoy, le duc de Trévise faisait attaquer l'arrière-garde du général Katzler, par six bataillons. Les Prussiens, vivement pressés de toutes parts, furent obligés de repasser le ruisseau et se retirèrent derrière les deux divisions du général Horn, et à la hauteur de la cavalerie de réserve. Notre colonne de gauche s'avança sur les hauteurs de Montfaucon, où elle se forma en masses. Le duc de Trévise se dirigea sur Viffort. Les divisions de cavalerie de la colonne de gauche se prolongèrent sur la gauche, au-delà du ruisseau, pour tourner la position de Caquerets. Ce mouvement, combiné avec l'attaque dont il était menacé de front, décida le général Horn à se mettre en retraite; il replia sa division en arrière du défilé. La division Pirch se repliait également, lorsque la cavalerie qui couvrait sa gauche fut chargée et culbutée dans le défilé, où elle se renversa sur son infanterie. Le désordre se mit dans la colonne prussienne, et ce ne fut qu'avec peine que le général Horn put la tirer de ce mauvais pas et la rallier. La division Pirch perdit près de six cents hommes et fut obligée

d'abandonner deux canons et un obusier. La retraite des Prussiens continua sur Château-Thierry. L'empereur Napoléon, maître du défilé, réunit les divisions de cavalerie de Laferrière, Desnouettes, Colbert et Defrance, sous les ordres du prince de la Moskowa, leur fit traverser la grande route et les dirigea par Baloy sur Blesme, afin de couper à l'ennemi la route d'Épernay. Le général York, voyant ce mouvement, se hâta de placer sa cavalerie de réserve en avant de Baloy. Le prince de la Moskowa, déployant les dragons de la garde, sous les ordres du général Letort, les porta au devant de l'ennemi. Le restant de sa cavalerie suivait en colonnes, masqué par les dragons du général Letort. La première ligne ennemie fut culbutée sur la seconde, qu'elle entraîna, et toutes deux furent renversées dans le vallon de la Marne. Le prince de la Moskowa continua son mouvement, qui fut un peu retardé par les obstacles du terrain; mais les dragons du général Letort gagnèrent les bords de la Marne et occupèrent la route d'Épernay, menaçant l'ennemi par sa gauche.

Pendant ce temps, l'infanterie de la garde, sous les ordres du duc de Trévise, poussait devant elle les colonnes prussiennes et les acculait sur Château-Thierry. Sur les hauteurs de Nesle, nos troupes rencontrèrent la brigade russe de Heidenreich qui y avait été placée dès le matin, et qui devait couvrir la retraite avec trois canons. L'empereur Napoléon, pour abréger le combat, ordonna au

général Belliard de tourner les Russes avec les escadrons de service. Le général Heidenreich forma ses deux régimens (Tambow et Kostroma) en carrés et essaya de se mettre en retraite. Les carrés furent enfoncés, et la plus grande partie des hommes qui les composaient sabrés. Le général Heidenreich fut fait prisonnier.

Le corps de Sacken avait en grande partie passé la Marne, mais quelque précipitation que le général York eût mise dans son mouvement, le sien était encore entassé au pied du côteau de Nesle et dans le faubourg. La terreur et le désordre régnaient dans les rangs ennemis, et ce n'était qu'avec peine que les officiers pouvaient empêcher une déroute complète, en représentant à leurs soldats, que la réserve du prince Guillaume était encore intacte. Arrivé sur les hauteurs de Nesle, l'armée française vit en plein le désastre des deux corps ennemis. Les colonnes se pressaient pour passer les ponts de la Marne, et aussitôt débouchées se hâtaient de s'éloigner. L'empereur Napoléon voulant leur enlever leur dernière ressource, fit charger les masses désordonnées qui étaient dans la vallée, par l'escadron de grenadiers à cheval de service, sous les ordres du général Guyot. La charge manqua, plus par l'effet de la résistance d'inertie que par une défense active. Alors le prince Guillaume de Prusse se porta en avant sur la route de Montmirail avec deux bataillons de sa division, pour couvrir s'il pouvait

le passage du restant des troupes. Napoléon les fit attaquer par deux bataillons de grenadiers aux ordres du général Petit. Les Prussiens furent culbutés sur les ponts, et le prince Guillaume fut obligé d'y faire mettre le feu pour se sauver. Quatre cents hommes de sa division furent pris, et tout ce qui n'avait pas passé la rivière se trouva coupé.

Il était presque nuit, lorsque les corps de Sacken et d'York eurent achevé de passer la Marne; alors le prince Guillaume démasqua une batterie de seize pièces de douze à la rive droite. Le feu de cette batterie et celui des tirailleurs postés dans les maisons, empêcha de pouvoir penser à la reconstruction du pont. L'armée française bivaqua devant Château-Thierry. Le général Letort poussa jusqu'à Dormans, où il fit des prisonniers. Le duc de Tarente avait fait occuper dès le matin, la Ferté-sous-Jouarre par un détachement. Le régiment de hussards prussiens, qui était à la droite de la Marne, se replia par Crouy, sur Vaux. Les corps de Sacken et d'York marchèrent toute la nuit, et prirent position un peu avant le jour, près d'Oulchy derrière l'Ourcq. La division du prince Guillaume de Prusse quitta Château-Thierry, vers sept heures du soir, y laissant le général Karpow avec les cosaques. Cette malheureuse ville fut livrée pendant la journée du 13 et toute la nuit suivante, au pillage et à toutes les horreurs, qui ordinairement n'ont pas lieu parmi les peu-

ples policés. Les chefs ne se donnèrent pas grands mouvement pour réprimer ces excès. La perte de l'ennemi s'éleva ce jour-là à plus de trois mille hommes, dont près de deux mille prisonniers et six canons. La nôtre fut d'environ quatre cents hommes.

Les deux corps de Sacken et d'York avaient cruellement souffert, et étaient presque désorganisés. Outre environ huit mille hommes qu'ils avaient perdus sur le champ de bataille, un grand nombre de leurs soldats étaient dispersés dans les bois et dans les campagnes, d'où ils cherchèrent à regagner leur armée, en pillant et en saccageant tout ce qui se rencontrait sur leur route. Les habitans des campagnes forcés de s'armer pour la défense de leurs foyers, et poussés au désespoir par les cruautés de ces bandes, auxquelles on peut bien donner le nom de brigands, les traquèrent, et les attaquèrent partout où ils purent. Plus de deux mille furent immolés, à la lueur des incendies qu'ils avaient allumés. Mais la destruction entière des deux corps ennemis aurait dû être le résultat des combinaisons de l'empereur, si Château-Thierry eût été attaqué et occupé le 12 au matin. Il n'en fut pas ainsi. Dès le 10, comme nous l'avons vu, le duc de Tarente avait reçu l'ordre de déboucher de Meaux. S'il eût passé la Marne dans la soirée du 10, ainsi que le fit le général St.-Germain, il pouvait être le 11 au matin à la Ferté-sous-Jouarre, et le 12 de bonne heure à Château-Thierry. La division

du prince Guillaume de Prusse, ne pouvait pas l'arrêter, et le corps de Sacken était dans le désordre d'une défaite. L'effet moral d'une attaque sur la réserve des deux corps ennemis, qui se hâtaient d'échapper à l'armée française aurait été terrible. Le duc de Tarente avait neuf mille hommes le 25 janvier, et il n'avait livré de combat que celui de la Chaussée devant Vitry, et sous les murs de Châlons. Ainsi l'on peut bien admettre qu'il lui restait huit mille hommes, y compris la cavalerie du général St.-Germain. Il n'en fallait pas davantage.

Le 13, au matin, l'empereur ordonna la reconstruction du pont de Château-Thierry. Il fallait d'abord écarter les cosaques qui fusillaient de l'autre rive. Un nageur s'empara d'une barque restée à la rive droite et parvint à la démarer et la ramener, à l'aide d'un citoyen de la ville. Une douzaine de tirailleurs passèrent et s'établirent dans les maisons voisines; cinquante hommes n'avaient pas encore passé que les cosaques avaient disparu. Toute la population de Château-Thierry se porta sur le rivage au-devant de ses libérateurs; tous les habitans se mirent à l'ouvrage pour hâter l'instant ou l'armée française viendrait remplacer les barbares, dont les traces sanglantes n'étaient pas encore effacées. Le grand pont fut réparé; un second fut construit avec un empressement et une rapidité sans exemple. Aussitôt le pont achevé, le corps du prince de la Moskowa passa la Marne, suivi par la cavalerie; le reste de l'armée passa successivement

et prit position en avant de Château-Thierry. Le duc de Trévise avec les divisions Christiani, Colbert et Defrance poussa jusqu'à Rocourt, à la suite de l'arrière-garde ennemie, à laquelle il prit près de quatre cents traîneurs; l'ennemi fit sauter un nombre de caissons, qui ne pouvaient pas marcher assez vite dans la traverse. Mais il ne fut pas possible de joindre le gros du corps russe et prussien, qui avaient une nuit d'avance, et qui en avaient fait usage avec empressement. Le corps d'York se retira à Fismes, et prit position au-delà de la Vesle. Celui de Sacken à Fère en Tardenois.

Cependant, le maréchal Blücher, qui n'avait pas bougé de Bergères pendant le combat de Montmirail, se ravisa tout-à-coup le 13 au matin. S'imaginant que les corps de Sacken et d'York avaient fait leur jonction à Montmirail, il crut aussi qu'ils avaient arrêté l'armée française. Il en conclut que l'empereur Napoléon rebuté par la résistance qu'il avait éprouvée, et menacé sur ses derrières par l'armée autro-russe, se retirait sur Sézanne, et que le duc de Raguse n'était à Étoges que pour couvrir cette retraite. Si une idée pareille n'était pas consignée dans les relations ennemies, on devrait balancer à la mettre en avant, tant elle s'éloigne de toutes les notions stratégiques (*). Le maréchal Blücher avait entendu la canonnade de Mont-

(*) L'opinion commune attribue cette idée au général Gneisenau, le confident et le faiseur du maréchal Blücher.

mirail ; il était donc évident que, si l'empereur Napoléon avait cru devoir rétrograder, le bruit du combat se serait rapproché, puisqu'il était hors de doute que York et Sacken l'auraient suivi. Dans cette hypothèse même, Napoléon n'aurait pas été faire le détour par Champaubert, et par conséquent n'aurait pas laissé à Étoges le duc de Raguse, dont le poste était bien plutôt à Pont-St.-Prix.

Sans faire aucune de ces réflexions, le maréchal Blücher se mit en mouvement dans l'ordre suivant : à la première avant-garde, le colonel Blücher avec un bataillon et quatre escadrons ; ensuite la division Ziethen et huit escadrons ; puis une brigade russe formée des débris du corps d'Alsufieff, sous les ordres du général Udom ; enfin les corps de Kleist et Kapczewicz en deux colonnes. Un peu avant son départ, l'armée de Blücher fut rejointe par huit escadrons et deux batteries (*). Le duc de Raguse était en position à Étoges, avec la division Lagrange. La cavalerie du général Grouchy s'étendait sur le plateau du côté de Beaunay.

(*) FORCE DE L'ARMÉE ENNEMIE.

		HOMMES.	CAVAL.	CANONS.
Corps de Kleist.	Division Ziethen.............	3,600	1,500	16
	— Pirch I. et Prince Auguste.	8,000		16
	Cavalerie du colonel Haack..		1,000	16
	Brigade Udom...............	1,500		
Corps de Kapczewicz.	Division Urusow.............	3,500		36
	— Turszaninow..............	3,500		
	TOTAL......	20,100	2,500	84

Vers midi, les Prussiens furent en présence. Leur avant-garde marcha sur Étoges, par la grande route, tandis que le général Ziethen s'étendait vers Givry, au-dessus de Beaunay. Le duc de Raguse, après avoir échangé quelques coups de canon, contre l'avant-garde ennemie, se mit en retraite, couvert par la cavalerie du général Grouchy. Cette retraite se fit en bon ordre, de position en position, et après plusieurs engagemens d'arrière-garde, le duc de Raguse prit position le soir à Fromentières. Le général Ziethen s'établit en présence du 6e corps, et le maréchal Blücher prit position avec le reste de ses troupes à Champaubert. Le même soir, l'empereur Napoléon, averti par le duc de Raguse du mouvement du maréchal Blücher, se décida sur-le-champ à revenir sur ce nouvel ennemi, qui venait partager les désastres de ses lieutenans. Le duc de Trévise fut laissé au-delà de la Marne, avec la division Christiani et la cavalerie des généraux Colbert et Defrance, pour observer les corps de Sacken et d'York. La division Friant et la cavalerie du général St.-Germain reçurent l'ordre de se rendre de Vieuxmaisons à Montmirail. La division Leval, arrivée de l'armée des Pyrénées, et que le duc de Reggio avait détachée sur Sézanne, reçut également l'ordre de se rendre à Montmirail. A quatre heures du matin, l'empereur partit de Château-Thierry avec le corps du prince de la Moskowa, et le restant de la cavalerie de la garde,

Le 14 au matin, le duc de Raguse continua son mouvement de retraite. Il avait déjà dépassé Vauchamps, et se trouvait à moitié chemin de Montmirail, vers huit heures du matin, lorsqu'il reçut l'ordre d'arrêter son mouvement, et de reprendre l'offensive. L'empereur Napoléon venait d'arriver avec ses troupes, et se porta sur-le-champ en avant. Le duc de Raguse prit position, la division Ricard, le rejoignit en ce moment, à droite de la route; celle du général Lagrange, à gauche. Le restant de l'armée déboucha peu après de Montmirail, et se forma en seconde ligne; la jeune garde, sous le prince de la Moskowa, à gauche; la vieille garde au centre; la cavalerie du général Nansouty à droite; la cavalerie du général Saint-Germain se réunit à celle du général Grouchy, formée à la gauche de la première ligne. La division Leval, rappelée de Sézanne, approchait de Montmirail. L'ennemi nous était supérieur en infanterie (*); mais la supériorité

(*) FORCE DE L'ARMÉE FRANCAISE AU COMBAT DE VAUCHAMPS.

	HOMMES.	CHEVAUX.
6e corps. Divisions Ricard et Lagrange.	3,700	
Jeune garde. Divisions Meunier et Decouz.	3,000	
Vieille garde. Division Friant.	3,500	
Cavalerie du Gén. Grouchy. Divisions Doumère, Bordesoulle et St.-Germain.		4,000
Cavalerie de la garde. Divisions Laferrière, Desnouettes et Guyot.		3,000
	10,200	7,000
Division Leval qui n'a pas donné.	4,500	
TOTAL.	14,700	7,000

n'était pas tellement prononcée, que la victoire ne pût être très-probable. Un avantage marqué, celui de notre supériorité en cavalerie, la rendait facile. L'empereur Napoléon pensa à la compléter, en profitant de cet avantage; le général Grouchy reçut l'ordre, aussitôt que l'action serait engagée, de tourner la droite de l'ennemi par Leschelles, Louvry et Serchamp.

Cependant l'ennemi, en s'avançant, avait dépassé Vauchamps. Le général Ziethen, voyant le sixième corps en position, déploya son avant-garde devant le village. Ses trois régimens de cavalerie, dont un de cuirassiers, se placèrent à gauche; la brigade Udom en seconde ligne de la cavalerie; un bataillon occupa le bois à droite de la route; mais le feu des batteries du 6e corps l'ayant forcé à plier, la division Ricard reçut l'ordre d'attaquer Vauchamps. La première brigade se porta sur le bois qu'elle nettoya; la seconde fut dirigée par la grande route sur le village. Cette dernière attaque échoua, mais les Prussiens, enhardis par ce succès, étant sortis de Vauchamps pour poursuivre, le duc de Raguse lança sur eux son escadron d'escorte qui les ramena. L'empereur fit sur-le-champ appuyer cette charge trop faible par ses quatre escadrons de service, sous les ordres du général Lion. La division Ziethen fut culbutée en désordre au-delà de Vauchamps, et perdit beaucoup de monde. Un bataillon, coupé par la cavalerie, se jeta dans la ferme de Villeneuve, à la gauche du village. Il fut attaqué par deux compa-

gnies de la vieille garde, et posa les armes. La cavalerie du général Lion s'était emparée d'une batterie, qui n'avait pas pu se retirer assez vite; mais chargée en flanc par un régiment de cavalerie prussienne, elle fut obligée de l'abandonner. Nous restâmes cependant maîtres de Vauchamps, qui fut occupé par le 6e corps. Le général Ziethen se reforma en arrière. La cavalerie de la garde s'étendit alors à droite, et s'engagea avec celle de Ziethen. Après plusieurs charges réciproques, les régimens prussiens furent enfoncés et jetés derrière la brigade Udom, qui se forma en carrés pour les couvrir.

Pendant ce temps, le maréchal Blücher avait dépassé Janvilliers. Il déploya ses colonnes derrière son avant-garde; le corps de Kleist à droite; celui de Kapczewicz à gauche. Au nombre des troupes qui l'attaquaient, il jugea de suite que l'empereur Napoléon était arrivé en personne, et que ses lieutenans avaient été défaits. Dans ce moment, on le prévint qu'on avait vu une colonne d'infanterie, en mouvement sur la gauche de l'armée prussienne. (C'était la division Leval, qui arrivait à Montmirail). Il vit le mouvement du général Grouchy, et la cavalerie française arrivée à la hauteur de ses colonnes. Il se hâta de former en potence, de ce côté, les deux régimens de cavalerie du colonel Haak. Mais en même temps il mesura sa position. Jugeant la force de l'armée française d'après les succès qu'elle avait obtenus, il crut avoir cinquante mille hommes sur les bras, et il

se décida à la retraite. La faiblesse de sa cavalerie ne lui permettait pas de déployer ses bataillons. Il ne crut pas même pouvoir hasarder de jeter de l'infanterie en tirailleurs dans les bouquets de bois, qui sont aux deux côtés de la route, et d'essayer de disputer le terrain. Il forma son infanterie en carrés par bataillons, tout contre et sur les deux côtés de la route, ressèrrant ainsi son front tant qu'il le pouvait. La cavalerie flanquait la marche à très-peu de distance. Il ne garda que deux batteries entre les colonnes, et le reste de l'artillerie fut renvoyée en hâte sur Étoges. Vers une heure, le maréchal Blücher mit son armée en retraite; la marche fut lente à raison du terrain argileux et détrempé, dans lequel marchaient les troupes. Le 6e corps suivit l'ennemi en le canonnant, et continuellement engagé avec l'arrière-garde. La retraite des Prussiens se fit cependant en assez bon ordre jusqu'à Janvilliers, où ils arrivèrent vers deux heures, marchant toujours dans le même ordre. Mais là, ils furent attaqués en flanc par la cavalerie du général Grouchy, qui, ayant tourné le bois de Serchamp, s'était rabattue sur eux. Plusieurs carrés furent enfoncés et environ mille hommes pris; deux bataillons refoulés à Janvilliers posèrent les armes. On leur prit quatre canons et cinq caissons. L'armée française touchait presque le village par sa tête; Napoléon fit charger les escadrons de service, et la division Laferrière sur la gauche de l'ennemi. Cette charge ne fut pas aussi

heureuse; un seul carré put être enfoncé par les grenadiers à cheval, qui firent cinq cents prisonniers. L'ordre se rétablit cependant dans les colonnes ennemies, qui continuèrent leur retraite sur Champaubert, toujours serrées dans le même ordre.

A trois heures, nous étions maîtres de Janvilliers. Alors Napoléon ordonna au général Grouchy de continuer son mouvement sur la droite de l'ennemi, et de le prévenir à Champaubert. Il fit en même temps avancer toute l'artillerie de la garde, sous les ordres du général Drouot, et se contenta pendant le restant de la marche de faire canonner les colonnes de Blücher, par cinquante bouches à feu. Enfin, à la chûte du jour, ces dernières parvinrent à Champaubert. Blücher fit occuper le village par un bataillon de la division Pirch I, qui se répandit en tirailleurs, afin d'arrêter tant que possible notre avant-garde. Les carrés commencèrent à se former en colonne de marche pour traverser la forêt d'Etoges. Mais le général Grouchy était déjà à la lisière de la forêt d'où il s'élança sur les colonnes. Le maréchal Blücher essaya de jeter les deux régimens du colonel Haack au devant de notre cavalerie; ils furent renversés et vinrent porter la confusion dans l'infanterie. Plusieurs carrés furent enfoncés et sabrés. Le maréchal Blücher et les chefs des deux corps d'armée, avec leur état-major, furent entraînés par les fuyards dans le bois qui est à droite de la route. Mais les deux

batteries à cheval, qui devaient suivre la cavalerie du général Grouchy étaient encore en arrière, et le manque d'artillerie l'empêcha de profiter des résultats de sa charge. La tête de l'armée française arriva en même temps devant Champaubert. Napoléon fit alors charger la gauche de l'ennemi, par la cavalerie de la garde. Cette dernière charge jeta également le désordre dans les colonnes russes. Mais déjà le feu de l'artillerie ennemie avait forcé le général Grouchy à ouvrir la route d'Etoges. L'infanterie du général Kleist serrée en masse, s'était engagée dans le bois. A la suite de celle-ci le corps de Kapczewicz et l'arrière-garde de Ziethen parvinrent à se dégager et à gagner le bois, abandonnant les uns et les autres beaucoup de bagages et une partie de leur artillerie. La nuit était survenue et le prince de la Moskowa, craignant que la cavalerie ne s'égarât dans le bois, fit sonner le ralliement, ce qui permit aux colonnes ennemies de continuer leur retraite. Arrivé à Etoges, sans avoir été inquiété dans la forêt, le maréchal Blücher établit ses troupes en arrière du village; la division russe d'Urusow, qui devait former l'arrière-garde, fut laissée à l'entrée, du côté de Châlons. Cependant le duc de Raguse, ayant donné une demi-heure de repos à ses troupes, se mit en marche par une nuit obscure, et arriva à Etoges vers huit heures du soir. La division Urusow se hâta, au bruit de la marche de nos troupes, de se porter à la tête

du village. Elle fut rencontrée à peu près au milieu par notre colonne et renversée par le 1er régiment de marine, qui était à la tête. Le général Urusow fut pris avec six cents hommes et huit canons. Ce nouvel échec força le maréchal Blücher à continuer sa retraite, et à onze heures du soir il arriva à Bergères, où il fit prendre position à ses troupes.

L'empereur Napoléon retourna la même nuit à Montmirail, avec l'infanterie et la cavalerie de la garde. Le duc de Raguse resta à Etoges avec le 6e corps et la cavalerie du général Doumère. Le général Grouchy, avec la cavalerie des généraux Bordesoulle et Saint-Germain, trop fatiguée pour se remettre en marche, resta à Champaubert.

La perte de l'ennemi s'éleva dans cette journée à six mille cinq cents hommes tués ou blessés et deux mille prisonniers, quinze canons et dix drapeaux (*). La nôtre ne fut pas de six cents hommes. Le général Lion fut blessé, ainsi que le général russe Szinczin, et le général Urusow fait prisonnier.

Le même jour, la ville de Reims fut occupée

(*) Les Prussiens établissent leur perte ainsi qu'il suit:

Morts	15 officiers	1487 hommes.
Blessés	54	1970
Prisonniers	11	447
	80	3904

avec six canons et un obusier.

par deux escadrons prussiens et par cent cinquante cosaques de Winzingerode. Sur cet avis, le corps d'York se dirigea par cette ville, pour rejoindre le maréchal Blücher; les divisions Pirch et Horn vinrent à Reims; l'avant-garde du général Katzler fut poussée sur la route d'Epernay à Sermiers; la division du prince Guillaume de Prusse en intermédiaire à Silleri. Le corps de Sacken était venu s'établir à Fismes, laissant une arrière garde sur les routes de Château-Thierry et Soissons. Mais ayant appris que le duc de Trévise était arrivé à Oulchy, il se replia dans l'après-midi à Junchery.

Le 15, le maréchal Blücher continua son mouvement de retraite; les corps de Kleist et Kapczewicz repassèrent la Marne dans la matinée, et prirent position derrière Châlons; la cavalerie resta jusqu'après-midi à Thibie; alors elle repassa également la Marne, laissant seulement deux escadrons en arrière. Le duc de Raguse ne fit suivre l'ennemi que jusqu'à Thibie, et par quatre escadrons seulement. Les corps d'York et de Sacken se replièrent ce jour-là jusqu'aux Petites-Loges; Epernay fut occupé par deux bataillons et trois escadrons. Cette ville, dont la garde nationale seule avait jusque-là repoussé les partis ennemis, n'ouvrit ses portes que par capitulation. Le lendemain, les corps d'Yorck et de Sacken repassèrent également la Marne, et toute l'armée

de Silésie, diminuée de plus de vingt mille hommes, se trouva réunie autour de Châlons.

Il nous reste peu de chose à dire sur la conduite du maréchal Blücher depuis la bataille de Brienne. Nous avons déjà développé les fautes où l'entraîna le désir de courir après le grand parc de l'armée, que couvrait le duc de Tarente. Une excessive confiance en lui-même; la persuasion où il était d'avoir anéanti l'armée française à la bataille de Brienne, qu'il comparait modestement à celle de Jéna; enfin l'espoir flatteur de mettre fin à la guerre en se rendant maître de Paris; toutes ces causes se joignirent à la première, la seule qu'il ait voulu avouer publiquement *plus tard*. Après avoir lancé ses troupes en avant, il se rappelle tout-à-coup que les corps de Kleist et de Kapczewicz pourraient lui être utiles, pour s'emparer de la capitale; il s'arrête pour les attendre, et il laisse pendant ce temps les trois premiers disséminés, sur une étendue de plus de quinze lieues. Enfin les deux corps qu'il attendait le joignent le 9. On pouvait croire qu'il se porterait avec eux à la rencontre d'York et de Sacken, et qu'en occupant le plus tôt possible Montmirail, il justifierait, par cette jonction *en avant*, le nom de *Maréchal en avant* qu'il s'était fait donner; au lieu de cela l'effroi le saisit au premier moment; il envoie implorer le secours de l'armée austro-russe et se jette à Fère-Champenoise, s'éloignant encore davantage de ses corps avancés. Enfin, le 13 les

mêmes motifs, qui précisément devaient lui faire croire que les corps d'Yorck et de Sacken étaient ou battus, ou en retraite au delà de la Marne, lui font imaginer que c'est l'armée française qui se retire; il se met en mouvement assez imprudemment et vient partager le sort de ses lieutenans. Sa retraite de Vauchamps à Champaubert a été singulièrement louée : nous avons vu que ce n'a cependant été qu'une retraite en masse devant de la cavalerie, telle qu'on en rencontre à chaque instant. Dans la position où il se trouvait, il ne pouvait pas faire autre chose que de se retirer au plus vite, en opposant des carrés aux charges de flanc de notre cavalerie. On a vu qu'à Champaubert ces carrés furent même enfoncés; et les Prussiens conviennent que, si le général Grouchy avait eu ses deux batteries, ils auraient été forcés de poser les armes. On pourrait peut-être objecter qu'avec vingt mille hommes d'infanterie, le maréchal Blücher aurait pu lutter contre les dix mille qui l'attaquaient; mais il croyait avoir à faire à cinquante mille. Nous ne pousserons pas plus loin nos observations : la conduite du prince de Schwarzenberg, pendant ce temps, n'est pas non plus exempte de reproches; nous la développerons plus bas.

CHAPITRE V.

Mouvemens de Winzingerode. — Mouvemens sur la Seine. — Combat de St.-Aubin, le 10 février. — Réflexions sur les opérations du prince de Schwarzenberg. — Attaque de Nogent, les 11 et 12 février. — Combat de Cuterelles, le 13. — Retraite des ducs de Bellune et de Reggio. — Mouvemens de l'armée austro-russe.

Pendant que les événemens que nous venons de rapporter se passaient, le corps de Winzingerode s'avançait sur l'Aîne. Parti d'Aix-la-Chapelle le 24 janvier, ainsi que nous l'avons vu, il s'avança jusqu'à Namur, où il s'arrêta jusqu'au 6 février à attendre le corps du général Woronzow; à cette époque, il se remit en marche avec environ quatorze mille hommes d'infanterie et douze mille chevaux : le corps du général Strogonow, qui venait de passer le Rhin, le suivait à grands pas. Le 9, l'avant-garde du général Winzingerode, c'est-à-dire les cosaques de Czerniszeff, se présentèrent devant Avesnes; la population ouvrit ses portes sans tenter aucune espèce de défense. Autant en arriva à peu près en 1815; ce qui prouverait que la place d'Avesnes ne peut être défendue que par une garnison de troupes de lignes. Le 12, le général Winzingerode vint occu-

per la position de Laon, d'où il se proposait de continuer son mouvement sur Paris, en le combinant avec ceux de l'armée de Silésie, dont il avait connaissance; mais il lui fallait auparavant se rendre maître de Soissons, dont la possession lui assurait non-seulement le passage de l'Aîne, mais une place d'armes assez intéressante. Cette ville, destinée à la formation d'un camp de gardes nationales, avait été mise à l'abri d'un coup de main, mais non pas en état de défense; le temps avait manqué, ou les travaux avaient été poussés avec trop de lenteur. Les généraux Rusca, Verdun, Berruyer et Longchamps y avaient été envoyés, pour l'organisation des troupes qui devaient s'y réunir; mais la garnison ne se composait que d'environ quatorze cents hommes en six bataillons de gardes nationales, deux cents Italiens et cent gendarmes. Le 13, l'avant-garde de Czerniszeff se présenta devant Soissons et en fit l'investissement; les notes qu'il reçut lui firent bientôt connaître et la faiblesse de la garnison, et les brèches nombreuses de l'enceinte. Il en rendit compte à son chef, et le 14, le général Winzingerode arriva devant la place; le faubourg à la droite de l'Aîne fut sur-le-champ attaqué. Le général Rusca, qui s'y était rendu à la première attaque de l'ennemi, ayant été tué presqu'au premier coup de canon, aucun des généraux ne prit le commandement à sa place. Ce défaut d'ensemble entraîna la perte du faubourg et bientôt après celle du pont, que le géné-

ral Longchamps essaya en vain de défendre. Les Russes se répandirent dans la ville et le combat s'étendit dans les rues, contre les détachemens français isolés qui revenaient des remparts. Environ huit cents hommes furent tués ou blessés; le général Longchamps, avec à peu près autant, réussit à se faire jour et à sortir de la ville; mais, enveloppé en rase campagne par la cavalerie de Czerniszeff, il fut obligé de mettre bas les armes. Les généraux Berruyer et Verdun, avec une partie des gendarmes, parvinrent à Compiègne.

A Soissons, le général Winzingerode apprit les désastres de l'armée de Silésie, et reçut l'ordre du maréchal Blücher de se rapprocher de Châlons. Il se remit en marche le lendemain matin et arriva le 17 à Epernay où il prit position: le duc de Trévise qui, ainsi que nous l'avons vu, avait été laissé par l'empereur Napoléon à la droite de la Marne, avec les divisions Christiani, Colbert et Defrance, s'avança le 14 de Rocourt à Oulchy. Là il apprit la prise de Soissons. Voyant la capitale découverte, par la perte de cette place, il marcha sur-le-champ à Villers-Cotterets, pour interposer au moins son corps entre Paris et l'ennemi. La marche du général Vinzingerode sur Epernay, ayant dégagé Soissons, le duc de Trévise en reprit possession le 15 au soir. Le général Moreau y fut placé avec environ quinze cents hommes de vieilles troupes, en partie de la légion de la Vistule.

Il est temps actuellement de reporter l'attention du lecteur sur les opérations qui avaient eu lieu sur les bords de la Seine, depuis le 7 février. Nous avons laissé à cette époque l'armée du prince de Schwarzenberg en cantonnemens, savoir : le corps de Wittgenstein entre Arcis et Mery; celui de Wrede en avant de Troyes sur la route de Bray et Nogent; celui de Wurtemberg sur celle de Sens, vers Villemaur; celui de Bianchi vers Auxon; celui de Giulay en seconde ligne vers Villy et Saint-Pouange; les réserves autrichiennes en troisième ligne devant Troyes; les réserves russes en arrière de Troyes.

Nous avons vu (page 296) quels étaient les corps que Napoléon avait destinés à la défense de la Seine et de l'Yonne. Voici quel était leur placement le 7 février. Le duc de Bellune avec le 2e corps, la réserve de Paris et le 5e de cavalerie, était à Nogent, occupant Romilly, Gelanne, Saint-Martin-le-Bosnay et Pont-sur-Seine. Le duc de Reggio occupait Provins avec la division Rothembourg, qui avait été renforcée par des troupes venant de Paris. La division Leval vint rejoindre le 7e corps, mais elle fut bientôt détachée à Sézanne, d'où elle vint à Champaubert. La division Boyer et le fonds du 6e corps de cavalerie étaient encore en marche. Sur la même ligne se trouvait le général Pajol, qui était avec une brigade de cavalerie entre Bray et Montereau. Le général Pacthod, à Montereau, avec une division de garde

nationale, dont moitié à peu près était armée et équipée. En avant de Montereau était une brigade de cavalerie, commandée par le général Delort. Sur la ligne de l'Yonne étaient le général Allix à Sens, avec deux mille quatre cents hommes; à Pont-sur-Yonne, le général Montbrun avec deux bataillons de gardes nationaux et une brigade de cavalerie, qui comptait au 5e corps. Toutes ces troupes réunies devaient s'élever à trente-un mille hommes d'infanterie et onze mille cinq cents chevaux (*). Mais le départ de la division Leval, la non arrivée des divisions Boyer de Rebeval et Treilhard, et la direction naturelle de la retraite des généraux Allix et Montbrun, réduisaient les forces qui devaient défendre la Seine à dix-sept mille huit cents hommes d'infanterie, et cinq mille deux cents chevaux.

Le 8, le général Wittgenstein se rapprocha de Mery,

(*) TROUPES DESTINÉES A DÉFENDRE LA SEINE ET L'YONNE.

			HOMMES.	CHEVAUX.
Disponibles sur la Seine.	Duc de Bellune	2e Corps.	5,000	
		Réserve de Paris.	4,600	
		5e de cavalerie.		4,000
	Duc de Reggio. Division Rothembourg.		5,200	
	Cavalerie du général Pajol.			500
	Division Pacthod et brigade Delort.		3,000	700
		Total.	17,800	5,200
Détaché à Sézanne, division Leval.			4,500	
En route, divisions Boyer et Treilhard.			5,300	5,600
Sur l'Yonne.	Division Allix.		2,400	
	Corps du général Montbrun.		1,000	700
		Total.	31,000	11,500

et son avant-garde ayant passé la Seine, s'avança jusque devant Châtres. Le pont de Mery fut réparé, et un pont de bateaux jeté à Baudemont. Les gardes russes et prussiennes vinrent occuper St.-Parre et Lantages, à la droite de Bar-sur-Seine; la réserve russe s'étendit à gauche vers Ricey. Les autres corps restèrent en cantonnement.

Le 9, les deux divisions du général Gorczakow, du corps de Wittgenstein, passèrent la Seine à Mery; celles du prince Eugène de Wurtemberg s'établirent à St.-Just. Le général Pahlen, avec une avant-garde composée de quatre régimens d'infanterie, un de cavalerie et deux de cosaques, fut poussé à Mézières. Les avant-postes français, attaqués à Romilly, se replièrent à St.-Hilaire. Le même jour, le corps de Wrede fit un mouvement en avant. La division Hardegg vint occuper Gelanne. La division Rechberg, St.-Martin-le-Bosnay, d'où nos avant-postes se replièrent vers Nogent. La division Lamotte s'avança sur la route de Trainel, jusque vers Avon-la-Pèze. Les autres corps ennemis restèrent en position. Dans la nuit, le duc de Bellune fit replier l'avant-garde derrière l'Ardusson; les deux divisions du général Gérard, et la cavalerie du général Milhaud prirent position, entre la Chapelle et St.-Aubin; le 2[e] corps devant Nogent.

Le 10, l'ennemi continua son mouvement, la division Hardegg déboucha de Gelanne sur St.-Aubin, l'avant-garde du général Pahlen s'avança vers la Chapelle; la division Rechberg se porta également en avant par St.-Martin-le-Bosnay. Le duc de Bellune instruit de ces mouve-

mens, et de la marche d'une autre division bavaroise sur Trainel, ne se crut pas en état de défendre la rive gauche de la Seine. Le mouvement de l'ennemi était prononcé, et l'établissement d'un pont sur l'Aube à Baudemont, ne permettait pas de laisser le faible corps français en avant du défilé, qu'il avait à passer. En conséquence, le duc de Bellune fit appuyer la réserve de Paris à droite, et s'établit entre St.-Aubin et Macon, la cavalerie en seconde ligne; le 2e corps était devant Nogent. De cette manière il se trouvait placé directement devant le passage, et ne courait pas le risque d'être compromis par une attaque sur sa droite. Sa gauche était couverte par le poste de la Chapelle, qu'on croyait assez fort pour résister à l'attaque du général Pahlen. Ce dernier ayant repoussé nos avant-postes de cavalerie de Marnay, s'empara du château de la Chapelle, d'où il canonna notre aile gauche; mais il ne hasarda pas de forcer le passage de l'Ardusson. Le général Hardegg, de son côté attaqua St.-Aubin. Le combat dura pendant toute la journée devant ce village, sans que l'ennemi pût gagner du terrain. Ce jour-là, les réserves et les gardes russes et prussiennes changèrent encore une fois leurs cantonnemens. Les gardes à pied vinrent à Fontvannes et Torvilliers en avant de Troyes; les gardes à cheval à St.-Parre-aux-Tertres; les grenadiers à la Maison-Blanche; les cuirassiers à Tenelière et Lusigny.

Cependant, le prince de Schwarzenberg s'était

décidé à reprendre l'offensive. Il avait été prévenu, le 10 au matin, du mouvement de l'empereur Napoléon sur Sézanne, et le même jour, on avait entendu distinctement à son armée la canonnade de Champaubert. Un ordre de mouvement, daté du 10, tira l'armée austro-russe de la léthargie, qui paraissait l'avoir frappée après la bataille de Brienne. Le projet du prince de Schwarzenberg était de s'avancer en deux colonnes, par les deux rives de la Seine. A cet effet, les corps de Wittgenstein et de Wrede reçurent l'ordre de s'approcher de Nogent le 11, et d'attaquer de concert le duc de Bellune le 12. Les autres corps de l'armée devaient se porter sur Sens.

C'est ici le lieu d'examiner stratégiquement les opérations du généralissime de la coalition, depuis la bataille de Brienne. Dans le conseil de guerre, qui s'était tenu au château de Brienne, il avait été décidé que l'armée coalisée devait marcher sur Paris, par la Seine et par la Marne. Le maréchal Blücher s'était dirigé par cette dernière route, où il devait recueillir en s'approchant de Châlons, les corps qui venaient le rejoindre. Le prince de Schwarzenberg s'était mis en marche dès le 2, pour gagner Troyes; mais il le fit si lentement et si mal-adroitement, qu'il était aisé de prévoir que l'armée française aurait le temps de se reposer à Troyes, avant de voir l'ennemi à sa suite. Le lendemain de la bataille de Brienne, on fut, dit-on, incertain de la direction qu'avait prise l'empereur

Napoléon. Disons mieux : les coalisés ivres d'une victoire dont ils grossissaient les conséquences, ne se sont pas souciés de s'en occuper. Il n'y avait cependant pas besoin de réfléchir long-temps, pour deviner que Napoléon se retirerait sur Troyes, afin de réunir les trois divisions qui y étaient, et de se placer sur la ligne d'opérations du gros de l'armée coalisée. De simples reconnaissances poussées de Dienville, auraient rencontré les troupes françaises à Piney. D'un autre côté, le corps de Wrede était suffisant pour suivre l'arrière-garde, et la tâter sur les deux routes. Il était tout-à-fait inutile de pousser encore les corps de Giulay et de Wurtemberg à Lesmont, et de les y laisser entassés toute la journée du 3, à attendre la construction d'un pont, dont on pouvait se passer. Il aurait mieux valu faire déboucher, le 2, ces deux derniers corps et les réserves par Dienville, et les porter sur Piney.

Mais admettons que le prince de Schwarzenberg voulût attendre, pour reprendre l'offensive, que le maréchal Blücher eût fait sa jonction avec le corps d'York. Cette jonction eut lieu le 5, et le 6, l'armée prussienne était en marche à la rive gauche de la Marne. C'était donc le 5, que le prince de Schwarzenberg aurait dû faire attaquer Troyes, point essentiel à occuper, pour abréger et assurer ses communications avec le maréchal Blücher; enfin le 7, Troyes est abandonné par l'armée française. Le prince de Schwarzenberg s'arrête encore

comme fatigué de l'effort qu'il avait fait, en arrivant jusque-là. Cependant, à cette époque il devait calculer que Blücher, avec ses trois corps réunis, était arrivé au moins à Étoges. C'était donc le moment de seconder les opérations des Prussiens, soit en attaquant de suite Napoléon à Nogent, soit en cherchant à se rapprocher de Blücher par sa droite. Ou il croyait l'armée française trop faible pour tenter une diversion, et il devait profiter de sa faiblesse pour le forcer à quitter les bords de la Seine. Ou il pensait que l'empereur Napoléon avait rallié à son armée, quelques corps venus de l'intérieur, et il fallait l'occuper assez fortement pour l'empêcher de faire un mouvement contre les Prussiens. La défense de la Seine, à Nogent, devenait pour ainsi dire illusoire pour l'armée française, puisque l'armée coalisée était dans le fait maîtresse des deux rives. Dès le 6, le corps de Wittgenstein était à Arcis, et il aurait pu y être le 5. Lorsque le prince de Schwarzenberg fut maître de Troyes le 7 au matin, il pouvait de suite porter les deux corps de Wittgenstein et de Wrede à Mery, par la gauche de la Seine; faisant rétablir le pont de Mery, et en faisant jeter un à Beaudemont, il pouvait dès le 8, établir ces deux corps sur les hauteurs de Villenoxe; il lui restait encore ceux de Colloredo, Giulay, Wurtemberg et les réserves devant Nogent. Alors le mouvement de Napoléon sur Sézanne devenait impossible, et la communication avec Blücher était établie. Rien

de tout cela ne s'est fait, et l'on est forcé de convenir que le prince de Schwarzenberg, ainsi que les autres généraux de la coalition, ont été plus embarrassés que rassurés par de grandes armées, dont le maniement était au-dessus de leurs forces. Nous aurons l'occasion de répéter cette remarque plus d'une fois dans la suite.

Dans la nuit du 10 au 11, le duc de Bellune, ayant laissé à Nogent le général Bourmont, avec environ douze cents hommes des 11e et 29e légères, et du 18e de ligne, fit repasser la Seine à son armée. Le 2e corps, la réserve de Paris, et la cavalerie du général Milhaud, prirent position en arrière du défilé, entre Mériot et le bois de Sordun. La ville de Nogent n'était pas en état de faire une longue résistance; les ouvrages commencés pour sa défense, et qui d'ailleurs auraient exigé bien plus de troupes que n'en pouvait laisser le duc de Bellune, n'étaient pas même achevés. Les rues furent barricadées avec soin, et une maison de plaisance à la tête du faubourg de Troyes, crénelée et transformée en une espèce de redoute.

Le 11, dès le matin, le général Pahlen ayant aperçu la retraite du duc de Bellune, s'avança sur Nogent. Il fit attaquer la ville le long de la Seine par un régiment de chasseurs, tandis qu'un autre l'abordait par la route de Troyes, et qu'une batterie tirait sur le pont. Les Russes parvinrent, non sans peine, jusqu'aux barricades, mais toutes leurs tentatives, pour les forcer et pour enlever l'ouvrage

avancé du Belvédère, furent inutiles. Alors, le général Pahlen fit demander au général Hardegg de l'appuyer. Ce dernier s'avança en effet de St.-Aubin, et engagea une troisième attaque par la route de Trainel. Mais tous les efforts des ennemis furent infructueux, et à la nuit ils n'étaient pas plus avancés que le matin. Ils perdirent près de quinze cents hommes à cette attaque. De notre côté, le général Bourmont fut blessé; le colonel Voirol du 18e le remplaça.

Le même jour, le corps de Wurtemberg parut devant Sens, que son avant-garde investissait dès la veille. Le prince de Wurtemberg ayant fait inutilement sommer le général Allix, essaya de briser les portes à coups de canon. Cette entreprise échoua, parce qu'elles étaient murées. Une tentative d'incendier la ville, par des obus, n'eut pas un meilleur succès. Le prince de Wurtemberg allait renoncer à son entreprise, lorsqu'un des amis que les coalisés avaient en France, lui découvrit une petite porte du lycée, qui donne sur le mur d'enceinte. Elle fut enfoncée, mais le passage qui conduit dans l'intérieur du lycée ayant été muré, ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que l'ennemi parvint à se rendre maître d'une autre issue et du bâtiment. La garnison se défendit encore dans les rues, mais le rempart ayant été escaladé d'un autre côté, le général Allix fut obligé de la replier au pont de l'Yonne, qu'elle repassa dans le

plus grand ordre. Notre perte s'éleva à environ trois cents hommes, celle de l'ennemi à plus de huit cents Le général Allix prit position en arrière de Pont-sur-Yonne, où il se réunit au général Montbrun. Le même jour, Auxerre fut emporté d'assaut par la division du prince Maurice de Lichtenstein, et la plus grande partie de la garnison y périt. Elle était de trois cents hommes.

Dans l'après-midi, le prince de Schwarzenberg reçut du maréchal Blücher l'avis du combat de Champaubert et du danger où se trouvaient les corps d'York et de Sacken. Cette nouvelle le détermina alors à faire un mouvement de flanc sur Sézanne. Il ordonna au général Wittgenstein de se rendre le 12 à Villenoxe, soit par Nogent s'il était évacué, soit en passant la Seine plus haut. Le corps de Wrède devait passer la Seine à la suite de celui de Wittgenstein, et l'appuyer. Le soir, l'armée austro-russe occupait les positions sui vantes: le corps de Wurtemberg à Sens; celui de Colloredo (ou Bianchi) à Arce; celui de Giulay plus en arrière, à Saint-Florentin. Le corps de Wrede était réuni à Trainel, excepté la division Hardegg qui était devant Nogent, et celui de Wittgenstein devant cette dernière ville. Les réserves autrichiennes étaient à Auxon. Les réserves russes, qui étaient en marche pour se rendre à Villeneuve l'archevêque, reçurent l'ordre d'aller à Mery. Le général Diebitsch, avec la division de

garde légère russe et la brigade Kniagin, de la 1re division de grenadiers, reçut l'ordre de marcher par Plancy sur Sézanne.

Le 12, le général de Wrede, ayant fait relever devant Nogent la division Hardegg, par la division Rechberg, marcha sur Bray avec la division Lamotte. Il était convenu d'y passer la Seine, tandis que le général Wittgenstein chercherait un passage plus haut. Bray était gardé par deux compagnies de gardes nationales, tandis que le duc de Reggio aurait dû y envoyer au moins un bataillon, commandé par un officier déterminé. Cette petite garnison prit l'épouvante, à l'approche de l'ennemi et quitta son poste, après avoir cependant détruit le pont. Le général de Wrede ayant fait passer plusieurs bataillons sur de gros bateaux, qu'on avait eu l'imprudence de laisser là, fit occuper Mouy et ordonna la construction d'un pont. Le général Wittgenstein, restant avec le gros de son corps devant Nogent, envoya le général Rudinger avec deux bataillons, six escadrons et un régiment de cosaques à Pont-sur-Seine, où se construisait un pont de bateaux. Le feu des tirailleurs avait duré à Nogent toute la nuit précédente. Le 12 au matin, le général Pahlen était enfin parvenu à enlever quelques maisons avancées et à incendier la ville; mais il ne put pas y pénétrer, et la fusillade continua encore pendant toute la journée. Vers le soir, le duc de Bellune, ayant appris la prise de Bray, ordonna au colonel

Voirol d'évacuer Nogent, et se replia lui-même à Sordun, ne laissant qu'une arrière-garde vers Meriot. Le général Wittgenstein, voyant ce mouvement, porta sur la ville la division Rechberg et une brigade de la division Szaszafskoy. Le 10e régiment bavarois, qui s'engagea un peu trop en voulant hâter le mouvement de retraite, fut un peu mal mené près de l'église. Enfin, après quarante heures de défense, le colonel Voirol ramena ses troupes en bon ordre à la droite de la Seine. Il fit ensuite sauter le pont, qui engloutit dans ses débris une cinquantaine de Bavarois, qui s'étaient imaginé que la garnison fuyait devant eux. Nous perdîmes quatre cents hommes à Nogent; l'ennemi plus de dix-huit cents. Nous ne pouvons mieux faire l'éloge de la brave garnison de Nogent, qu'en rapportant les expressions d'un écrivain ennemi à son égard. « La défense de la ville » ouverte de Nogent, pendant trois jours et par » quelques centaines d'hommes, contre un plus » grand nombre de milliers d'ennemis valeureux, » est un monument honorable de la valeur fran» çaise. Le nom du colonel Voirol appartient à » l'histoire militaire, comme une preuve de ce » que peut un courage calme et intrépide et une » volonté ferme (*). »

Après l'évacuation de Nogent, la division Rech-

(*) Plotho, guerre en Allemagne et en France en 1813 et 1814, tome III, page 150. Il donne au colonel Voirol le nom de Ravière.

berg vint à Bray où était le restant du corps de Wrede. Celui de Wittgenstein resta à Nogent et le général Rudinger occupa Villenoxe, où il eut un engagement avec un détachement du 5e corps de cavalerie. Le prince de Wurtemberg fit occuper Pont-sur-Yonne, par son avant-garde. Le général Allix se replia sur Montereau. Le général Montbrun fut envoyé par le général Pajol à Moret. Ce jour-là le corps de Bianchi s'avança à Cerisiers, celui de Giulay à Arce et les réserves autrichiennes du général Nostitz à Neuvy. Le général Platow, avec ses cosaques parcourait le pays entre Seine et Yonne, depuis Montereau jusqu'à Courtenay. Le général Seslawin, avec un régiment d'hussards et quatre de cosaques, était du côté de Montargis.

Le 13, le général Wittgenstein passa la Seine à Pont et vint prendre position à Villenoxe. L'avant-garde du général Pahlen s'avança sur la route de Provins, jusqu'à Saint-Martin de Chenestron et l'Échelle. Le général Rudinger vint, par Montlepotier et Meriot, à Sordun. L'arrière-garde du duc de Bellune qui occupait ce dernier endroit, s'en retira après un léger combat. Le duc de Bellune avait lui-même évacué Provins et avait replié ses troupes, le 2e corps sur Nangis et la réserve de Paris sur Donnemarie, pour appuyer le duc de Reggio qui marchait sur Bray. Le même jour le général de Wrede passa la Seine à ce dernier endroit. Dans le même moment le

duc de Reggio avec la division Rothembourg et la brigade Gauthier (division Boyer) qui venait d'arriver en poste, avait pris position à Cuterelles et poussé une avant-garde à Saint-Sauveur, à une demi-lieue de Bray. Le général de Wrede, instruit de ce mouvement, fit porter en avant la division Lamotte et plaça la division Spleny à Everly. L'avant-garde du duc de Reggio, poussée par la division Lamotte, se replia sans perte sur la position de Cuterelles. L'ennemi suivit, et quoiqu'il fût en nombre égal d'infanterie et qu'il eût de la cavalerie, qui manquait au duc de Reggio, le général de Wrede ne se crut pas assez fort pour attaquer la position de Cuterelles de front. Le général Frimont, qui arrivait de Nogent avec les divisions Hardegg et Rechberg, reçut l'ordre de faire avancer la première aux Ormes et d'envoyer la seconde à l'appui de la division Lamotte. Ayant aperçu que le duc de Reggio avait négligé d'occuper Luisetaines, il envoya dans ce village un régiment d'infanterie et six escadrons. La possession de Luisetaines le remettait en communication avec la division Spleny, et, à l'arrivée du général Frimont, il pouvait faire déboucher par les hauteurs de Paray, environ dix mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, tandis qu'il aurait attaqué de front, avec seize mille hommes et trois mille chevaux. Le duc de Reggio de son côté avait fait deux fautes; l'une d'abord, de n'avoir pas attaqué lui-même la division bava-

roise; avec huit mille hommes environ qu'il avait, il la culbutait sans peine dans le défilé et forçait le général Wrede à rappeler en hâte les troupes qu'il avait à Everly. La seconde était de n'avoir pas occupé Luisetaines, afin de faciliter sa jonction avec la réserve de Paris qui arrivait de provins. Les Bavarois occupèrent Luisetaines sans coup férir. Alors le duc de Reggio porta sur ce village le général Gauthier avec environ mille hommes de sa brigade et trois canons. Les Bavarois perdirent la moitié du village, après un combat très-vif, et en auraient été tout-à-fait chassés, si un bataillon et quatre canons envoyés par le général de Wrede, ne fussent venus les soutenir. Nous perdîmes le village à notre tour et le général Gauthier y fut grièvement blessé; mais l'ennemi ne put pas le dépasser. Dans ce moment arriva la division Rechberg. Le général de Wrede mit vingt-quatre pièces en batterie contre Cuterelles et en attendait l'effet, pour faire attaquer le village par toutes ses troupes réunies, lorsque la réserve de Paris parut sur les hauteurs de Paroy. Elle s'engagea de suite avec la division Hardegg qui fut un peu mal menée. Alors le général de Wrede fit avancer la division Spleny, à l'appui de celle de Hardegg et envoya le restant de la brigade Deroy (division Lamotte), huit escadrons et quatre canons à Luisetaines. Content d'avoir couvert la communication entre les aîles de son corps, il renonça pour ce jour-là à ses projets

d'attaque. Il comptait que le mouvement du corps de Wittgenstein sur Nangis, obligerait le duc de Reggio à se replier le lendemain sur Donnemarie. Notre perte ce jour-là s'éleva à environ six cents hommes, celle de l'ennemi fut au moins aussi forte (*). Dans la nuit le duc de Reggio se replia par Donnemarie sur Nangis; la réserve de Paris suivit le mouvement de près. Le général de Wrede le fit observer par deux escadrons et un bataillon. L'ennemi joignit notre arrière-garde à Donnemarie, mais il fut tellement maltraité qu'il perdit l'envie de passer outre.

Le corps de Wurtemberg resta à Sens, ayant son avant-garde à Pont-sur-Yonne. Les corps de Bianchi et de Giulay, et les réserves autrichiennes, se réunirent au même lieu; les réserves russes, en arrière de Pont-sur-Seine; le général Diebitsch occupa Sezanne, d'où il chassa un détachement du corps de cavalerie du général Grouchy. Ce jour-là, le prince de Schwarzenberg fut prévenu par Blücher, de l'échec qu'avaient reçus les corps d'York et de Sacken.

Ces nouvelles amenèrent quelques modifications, dans le plan d'opérations du prince de Schwarzenberg. Le corps de Wurtemberg dut se diriger le même jour sur Bray, et de concert avec celui de Wrede occuper Provins et Donnemarie,

(*) Les rapports ennemis disent que quatre cents déserteurs du duc de Reggio arrivèrent à leurs avant-postes. C'est un mensonge.

en s'éclairant sur Montereau. Le corps de Wittgenstein devait rester autour de Villenoxe. Le général Pahlen reçut d'abord l'ordre de se rendre à Sézanne, pour y remplacer le général Diebitsch, qui s'était avancé à Montmirail; presque aussitôt il reçut celui de ne pas dépasser Fontaine-Bethon. Les corps de Bianchi et de Giulay devaient se réunir autour de Montereau; mais la division Ignace Hardegg devait s'avancer vers Moret; la réserve autrichienne devait occuper Sens, et la réserve russe Nogent. Le prince Lubomirsky fut envoyé à Meilleray, près la Ferté-Gaucher, pour avoir des nouvelles de l'armée française. Cette nouvelle manœuvre de l'armée autro-russe, portait encore le caractère d'indécision et de lenteur de son chef. Le 15 seulement, son armée devait se trouver en ligne de Provins à Montereau, et à cheval sur la Seine. Mais alors le mouvement de Napoléon, contre les Prussiens, devait avoir reçu son développement. Le but du contre-mouvement du prince de Schwarzenberg était donc manqué. Le 14, le général de Wrède établit son corps à Donnemarie; son avant-garde poussée à Maigneux, eut un léger engagement avec celle des ducs de Bellune et de Reggio qui étaient en position derrière Nangis. L'empereur Napoléon, prévenu par les deux maréchaux du passage de la Seine par l'ennemi, donna au duc de Tarente l'ordre de marcher à leur secours, pendant que lui-même allait combattre Blücher. Le duc de Tarente partit

sur-le-champ de Meaux, et arriva le 14 au matin à Guignes, avec son corps fort d'environ neuf mille hommes. Le même jour, le général Bianchi fit attaquer Montereau par son avant-garde. Le général Allix, qui couvrait cette ville avec sa faible division, reçut du général Pajol l'ordre de se replier derrière la Seine et de faire sauter le pont; ce qu'il exécuta. Le général Pajol réunit la division Pacthod et les troupes des généraux Allix et Delort, et fut prendre position au Châtelet. Le corps de Bianchi vint le soir occuper Montereau; l'avant-garde du général Hardegg poussa sur Moret, qu'elle trouva évacué par le général Montbrun, et s'avança le même jour à Fontainebleau, qui avait été également abandonné. Un bataillon et trois cents chevaux de l'école d'instruction de la garde, qui y était, avaient été envoyés la veille à Nemours et à Grez, pour défendre le passage du Loing contre les cosaques de Platow. Le corps de Giulay dépassa Pont-sur-Yonne.

Cependant le passage de la Seine par l'ennemi et la retraite des duc de Bellune et de Reggio, avaient jeté l'alarme dans Paris, qui se trouvait encore sans défense. Les succès remportés à Champaubert et à Montmirail ne suffirent pas pour calmer les esprits, agités par diverses intrigues. La crainte d'échanger les paisibles occupations de la paix contre les dangers de la guerre, produisit des résistances qui n'étaient pas d'un heureux augure. Il fut impossible, non-seulement d'obtenir,

mais même de proposer à la garde nationale de Paris, de servir à l'escorte des prisonniers depuis Meaux jusqu'à Versailles; service qui aurait pu rendre quelques troupes à l'armée active déjà si faible. Ce ne fut qu'avec peine qu'on put obtenir, que quelques détachemens sortissent de la barrière pour recevoir les prisonniers de l'armée de Blücher. Napoléon voulut qu'ils traversassent Paris, sans doute pour réveiller l'esprit patriotique de la capitale. Cette cérémonie, dont il aurait pu se dispenser, ne servit qu'à déployer la générosité française et l'urbanité des Parisiens, par l'accueil que reçurent les prisonniers des coalisés. Au reste, cette inertie patriotique et cette résistance à l'idée de devoir combattre les ennemis de la patrie, n'était pas l'expression des sentimens de toute la garde nationale parisienne, elle n'était que l'effet de la formation défectueuse de la garde nationale de France, d'après sa nouvelle organisation. Les créatures du pouvoir, qui y occupaient les places, qu'auraient dû donner la confiance seule des citoyens, n'unissaient pas toutes le patriotisme à leur dévouement au gouvernement impérial. Sans ces causes, on ne peut pas douter que dans les quartiers les plus éloignés du centre de la ville, il n'eût été facile de réunir trente mille hommes, dignes de combattre à côté des vétérans de l'armée.

Dans l'absence de l'empereur Napoléon, qui combattait alors à Vauchamps, le roi Joseph, son lieutenant dans la première division militaire, se

décida à faire replier les maréchaux et le général Pajol sur l'Yères. Le 15 au matin, l'armée française de la Seine occupait les positions suivantes : le duc de Bellune, entre Chaulmes et Fontenay; le duc de Reggio à Guignes, occupant encore Mormant; le duc de Tarente, entre Solère et Brie; le général Pajol, en avant de Brie, à la gauche de l'Yères; le général Charpentier occupait Essone et Corbeil, avec une brigade de la jeune garde; l'autre brigade de la même division et la division de cavalerie du général Treilhard, qui arrivait de l'armée des Pyrénées, marchaient sur Fontainebleau.

L'armée du prince de Schwarzenberg ne fit que des mouvemens partiels : le corps de Bianchi s'avança à Moret; le corps de Wurtemberg s'étendit entre Bray et Montereau; le général de Wrede, instruit de l'évacuation de Nangis, y envoya la division Lamotte et un régiment de hussards; le corps de Wittgenstein vint à Provins; l'avant-garde du général Pahlen (*) s'avança à la Maison-Rouge, poussant à Nangis le général Rudinger avec quelques troupes. Le 15 au matin, le prince de Schwarzenberg reçut la nouvelle de la défaite du maréchal Blücher à Vauchamp. Un conseil de guerre fut tenu, et il y fut décidé que :

(*) L'avant-garde du général Pahlen se composa de la division de hussards du général Rudinger, deux régimens de cosaques, la brigade Rosen de la division Helfreich (Tinginsk et Esthonie) du régiment de Reval et des 4e, 25e et 34e de chasseurs à pied.

« vu que l'armée de Silésie serait probablement » obligée de se replier à Châlons, l'armée austro- » russe se replierait jusqu'à Arcis-sur-Aube, et » que les corps de Wrede et de Wittgenstein de- » vaient marcher sur Sézanne et de là à Fère-Cham- » penoise ou Sommesous, suivant les circonstan- » ces ». On voit que cette disposition était entièrement basée sur l'hypothèse que Napoléon marcherait à la suite de l'armée de Blücher jusqu'à Châlons. Elle ne peut donc trouver d'excuse, que dans l'opinion où étaient les coalisés, que pour avoir battu Blücher, Napoléon devait avoir une armée de cinquante mille hommes au moins. Encore, dans ce cas, ne fallait-il pas disséminer l'armée comme le faisait l'ordre de mouvement, qui suivit la disposition du conseil de guerre : au reste cet arrêté resta sur le registre. L'armée du prince de Schwarzenberg ressemblait un peu à la tour de Babel, chacun y faisait à sa tête. Le général de Wrede se trouvait bien à Donnemarie, et il suspendit son mouvement jusqu'au lendemain; les généraux Bianchi et Wittgenstein et le prince de Wurtemberg en firent autant; il n'y eut que le général Giulay qui revint à Pont-sur-Yonne, et le général Barklay à Mery.

Dans la nuit, un message du maréchal Blücher annonça, que Napoléon avait cessé de poursuivre l'armée prussienne et était revenu à Montmirail. Un nouveau conseil de guerre fut tenu, et il fut décidé, « que l'armée resterait dans ses positions

» pour attendre le développement des manœuvres » de l'empereur Napoléon, et connaître le moment » où le maréchal Blücher pourrait rentrer en » ligne. » C'était encore une faute, qui laissait l'armée austro-russe disséminée : puisqu'on voulait attendre l'attaque de l'armée française, il fallait repasser l'Yonne et se concentrer à Bray ou à Nogent, occupant Pont-sur-Yonne et Sens.

CHAPITRE VI.

Napoléon revient vers la Seine. — Réflexions sur ce mouvement. — Combat de Mormant, le 17 février. — Combat de Valjouan, le même jour.— Réflexions sur le retour du duc de Bellune.— Combat de Montereau, le 18 février.—Retraite de l'armée austro-russe.

L'EMPEREUR Napoléon, ainsi que nous l'avons vu (chap, IV), était revenu à Montmirail dans la nuit du 14 au 15, avec l'infanterie et la cavalerie de la garde et celle du général Saint-Germain. Le duc de Raguse reçut l'ordre de rester à Etoges, avec le 6e corps et le 1er de cavalerie, afin d'observer les mouvemens de Blücher; le général Grouchy fut laissé à Montmirail, avec la division Leval et huit cents chevaux du 2e corps, pour servir de reserve au duc de Raguse ou au duc de Trévise; le général Vincent, avec un corps volant, fut envoyé occuper Château-Thierry. Continuant sa marche le 15 au matin, l'infanterie en partie en poste, Napoléon arriva le 15 au soir à la Ferté-sous-Jouarre.

Dans la journée du 15, le général Diebitsch

parut devant Montmirail, et ses troupes escarmouchèrent jusqu'au soir avec celles du général Grouchy. Cependant Napoléon, ayant appris que ses corps de droite étaient repliés derrière l'Yères, ordonna au général Grouchy de les rejoindre; ce dernier en donna avis au duc de Raguse, en lui annonçant que l'ennemi allait indubitablement occuper Montmirail, ce qui eut lieu en effet après le départ du général Grouchy; le duc de Raguse, de son côté, se mit en mouvement le 15 au soir et vint dans la nuit à Corrobert.

Le 16, le général Wittgenstein, voyant que son mouvement de flanc sur Sezanne était contremandé, se décida, de son chef, à marcher en avant sur Paris. Il s'avança avec son corps jusqu'à Nangis; le général Pahlen vint occuper Mormant avec son avant-garde, ayant ses postes avancés sur les routes de Chaulmes et de Guignes et la brigade Rosen pour le soutenir à Bailly. Nos avant-postes se replièrent à l'Etang devant Guignes, et à Beauvoir devant Chaulmes. Le général Rudinger ayant voulu, sur cette dernière route, pousser l'arrière-garde du 2e corps, fut culbuté sur Bailly; le général Wittgenstein détacha le régiment d'hussards de Grodno, à la Ferté-Gaucher, où venait déjà de se rendre le prince Lubomirsky avec deux régimens de cosaques. Le corps de Wrede était resté à Donnemarie; la division Hardegg était à Nangis et avait sa cavalerie (archiduc Ferdinand, hussards et Schwarzenberg, hulans) à Bailly; le prince

de Wurtemberg réunit son corps à Montereau Ayant appris que le général Montbrun avait évacué Melun, pour se retirer à Villeneuve-Saint-Georges, le prince y porta une reconnaissance; mais le général Pajol y avait déjà envoyé la division Allix, et la reconnaissance fut ramenée. Le prince de Wurtemberg, ayant reçu l'ordre de défendre Montereau à toute extrémité, fit occuper les hauteurs de Surville par la brigade légère de Stockmayer (cinq bataillons), et établit ses avant-postes entre le Châtelet et Boulaines. Le corps de Bianchi resta entre Montereau et Moret; les réserves russes revinrent à Nogent.

Ce jour-là, le duc de Raguse occupa Fontenelle, d'où il chassa les postes avancés du général Diebitsch. Assuré alors de la route de Château-Thierry, il se rendit maître de celle de la Ferté, par une attaque à revers sur la position de Marchais. Montmirail fut attaqué peu après de front par la brigade Pelleport, tandis que le colonel Gheneser tournait la ville par la route d'Étoges. L'infanterie russe fut culbutée au-delà de la rivière avec une perte de six cents hommes environ. Le général Diebitsch se retira en hâte sur Sézanne. Pendant ce temps, le général Platow avait attaqué Nemours, Après un combat assez vif, le bataillon qui défendait la ville fut forcé et enlevé presqu'en entier.

L'empereur Napoléon, par une seconde marche forcée, était venu par Meaux à Chaulmes, où la tête de sa colonne arriva le 16 au matin; il porta

son quartier-général à Guignes*, et fit toutes ses dispositions pour reprendre l'offensive le lendemain. La division Treilhard, dont la perte de Fontainebleau avait arrêté le mouvement vers cette ville, s'était réunie la veille au 6e corps de cavalerie, dont le comte de Valmy prit le commandement. Le duc de Bellune reçut l'ordre de se porter devant Mormant, avec son corps, la réserve de Paris, et les 5e et 6e de cavalerie. Le duc de Reggio, celui de passer en avant de Guignes. Le duc de Tarente de réunir le sien à Ozouer-le-Vougy et de faire passer l'Yères à une division. La vieille garde à pied devait rester à Chaulmes; la cavalerie de la garde entre Chaulmes et Fontenay, et le corps du prince de la Moskowa à la Houssaye. Le général Pajol reçut l'ordre de s'avancer à St.-Germain-de-Laxis, et le général Allix de se porter de Melun sur Fontainebleau, soutenu par la division Charpentier. La division Boyer de Rebeval était en formation à Villeneuve-St.-Georges.

Ainsi, par un mouvement aussi rapide que savant, l'empereur Napoléon réunit inopinément une armée de soixante mille hommes (*), dont cinquante

FORCE DE L'ARMÉE RÉUNIE PAR L'EMPEREUR NAPOLÉON, LE 16 FÉVRIER.

EN LIGNE SUR L'YÈRES.

		INFAN.	CAVAL.
Vieille garde................	Division Friant............	4,500	
Prince de la Moskowa......	— Meunier et Curial......	3,000	
2e Corps, duc de Bellune..	— Duhesme et Château....	5,000	
Réserve, général Girard.....	— Dufour et Hamelinaye..	4,500	
7e Corps, duc de Reggio...	— Rotnembourg, br. Gauthier	7,500	
11e — duc de Tarente.......	— Albert Brayer et Amey.	8,000	
Cavalerie de la garde.......	— Laferrière, Excelmans et Paez.......		3,000
5e Corps, général Milhaud...	— Piré, Briche et l'Héritier.		4,400
6e — comte de Valmy......	— Jacquinot, Treilhard et Roussel.......		4,200
	Total.......	32,500	11,600

mille allaient être mis en mouvement, pour attaquer les corps divisés de l'armée austro-russe. On a voulu lui reprocher d'avoir retardé sa jonction avec les maréchaux, en faisant le détour de Meaux, au lieu de marcher par la Ferté-Gaucher sur Provins. C'est encore un de ces reproches lancés au hasard, après l'événement, afin de trouver une cause à la non réussite de quelques combinaisons. Ceux qui l'ont mis en avant, n'ont pas réfléchi à la position de l'aile droite, et n'ont eu aucun égard aux dates. Sans partir de ces deux considérations, il est cependant impossible de louer ou de critiquer une opération militaire, avec connaissance de cause. Le 14, Napoléon combattait Blücher à Vauchamps; ce jour-là, les ducs de Bellune et de Reggio étaient derrière Nangis, et le duc de Tarente arrivait à Guignes; ce même jour, le conseil du roi Joseph, décida que les trois maréchaux se replieraient sur l'Yères, le 15 au matin. Napoléon, quelque

		INFANTERIE.	CAVALERIE.
A L'AILE DROITE.			
Général Pajol....	Division Pacthod................	5,000	
	— de la cavalerie Pajol.......		1,400
	Total.......	37,500	13,000
SUR FONTAINEBLEAU.			
	Division Allix......................	2,000	500
	— Charpentier..................	3,500	
	Total.......	43,000	13,500
ONT REJOINT PLUS TARD.			
Général Grouchy.	Divisions Leval et cavalerie du général St.-Germain....	4,500	1,300
	— Boyer de Rebeval...........	5,300	
	Total......	52,800	15,800

diligence qu'il fit, ne pouvait quitter Montmirail que le 15 au matin. Les dispositions de Joseph, *ou de son conseil*, démontraient clairement que l'intention de continuer la retraite sous Paris était prononcée. Si on en voulait une preuve, il suffirait de rappeler que le 15, les parcs de réserves des 2e, 7e et 11e corps, se replièrent derrière la Seine à Charenton ; non pas comme on a voulu l'avancer, parce que les chefs avaient mal compris les ordres : dans nos armées, on ne va qu'où l'on a reçu l'ordre d'aller. Est-ce dans des circonstances pareilles que l'empereur Napoléon pouvait se jeter sur Provins, avec dix mille hommes qu'il amenait ? On a prétendu qu'il aurait pu arriver plus vite à Provins, par la traverse de Montmirail à la Ferté-Gaucher, et par le mauvais chemin de là à Provins, qu'il ne fut à Guignes par une bonne route, et avec des transports extraordinaires, qui ne pouvaient lui servir que sur cette route ! Il lui fallait de grands efforts pour arriver à Provins le 16. Sur quelle hypothèse veut-on admettre que les trois maréchaux auraient encore été ce jour-là à Guignes et à Chaulmes ? S'ils avaient été attaqués, ils se seraient repliés : Qu'arrivait-il alors ? Que Napoléon se serait trouvé à Provins avec dix mille hommes, en présence de toute l'armée coalisée, et sans communications avec les autres corps. Les maréchaux n'ont pas été attaqués le 16, et ils sont restés dans leur position. Le mouvement prononcé du prince de Schwarzen-

berg sur Paris, cessa tout d'un coup lorsque tout l'invitait à le continuer ; lorsqu'on devait croire que son intention était de rappeler les armées françaises sous les murs de la capitale, afin de donner à Blücher le temps de se réorganiser, et aux corps qui venaient du nord celui d'arriver. Peut-on de bonne foi reprocher à l'empereur Napoléon de n'avoir pas deviné une faute, dont il ne pouvait pas s'apercevoir avant le 16? Il est aisé de parler de mouvemens combinés, lorsqu'on a devant soi une carte sur une échelle un peu petite. Ils réussissent rarement sur un demi-cercle d'une petite marche de rayon, encore faut-il pouvoir compter sur les généraux qui doivent y coopérer. Lorsque l'un des deux rayons a quinze lieues d'étendue, et présente des obstacles, tels que les chemins de Montmirail à Provins, il est presque au rang des chimères. C'est une imprudence impardonnable de le tenter en ce cas, lorsque sa non réussite peut amener un désastre irréparable.

Cependant, le général Wittgenstein reçut, dans la nuit du 16 au 17, des ordres du prince de Schwarzenberg, qui désapprouvaient hautement son mouvement en avant de Nangis. Il lui fut enjoint de se replier le lendemain de bonne heure sur Provins, et de retirer son avant-garde à Nangis. Son point de retraite devait être Nogent. D'après ces dispositions, le général Wittgenstein quitta Nangis avec son corps, le 17 au matin, ordonnant au général Pahlen de se retirer égale-

ment, en masquant son mouvement par les cosaques.

Pendant ce temps l'armée française se mettait en marche et déboucha de Guignes. L'empereur Napoléon, à la hauteur de Pecqueux, aperçut l'ennemi; c'était l'avant-garde du général Pahlen qui se préparait à son mouvement de retraite, dont il venait de recevoir l'ordre. Napoléon profitant de la disposition du terrain, qui est une plaine unie d'une assez grande largeur, mit ses corps en bataille. Le duc de Bellune déploya ses troupes en avant de Pecqueux, la réserve du général Gérard au centre, la division Duhesme à gauche et la division Château à droite; le comte de Valmy, avec les divisions Treilhard et Lhéritier, prit la droite de la ligne; le général Milhaud, avec les divisions Piré et Briche, fut placé à gauche; les 7e et 11e corps furent formés en seconde ligne; la garde à pied et à cheval ne s'avança pas au delà de Guignes. Le général Pahlen s'était déployé de son côté à la vue des premières troupes françaises; le général Wittgenstein lui avait assigné la brigade Rosen, en place des 4e et 34e de chasseurs, qui étaient rentrés à leurs divisions; huit escadrons étaient détachés, en sorte qu'il lui restait huit bataillons, douze escadrons et deux régimens de cosaques(*); en tout quatre mille

(*) AVANT-GARDE DU GÉNÉRAL PAHLEN.

CAVALERIE.

Olviopol, hussards	2	Escadrons.
Lubyn —	4	
Szumsk —	2	
Czugujew, hullans	4	

hommes d'infanterie et deux mille chevaux. Il plaça son infanterie en arrière de Mormant; dix escadrons et les deux régimens de cosaques furent répartis sur les ailes; deux escadrons en réserve. Cependant lorsqu'il vit l'armée française se déployer pour l'attaquer, la disproportion des forces le fit songer à la retraite. Il ploya son infanterie en masse par bataillons, aux deux côtés de la route, laissa la cavalerie sur les ailes et se mit en mouvement, se couvrant par une ligne de tirailleurs.

L'empereur Napoléon, impatient de voir ce petit corps lui échapper, poussa sa première ligne en avant. Le duc de Bellune s'avança à grands pas sur Mormant; le comte de Valmy tourna le village par la droite, se portant sur la cavalerie russe; le général Milhaud le tourna par la gauche; la brigade Subervic, tournant court à droite derrière Mormant, coupa et enleva les tirailleurs; le chef de bataillon Gérard, du 32e, entra dans le village au pas de charge. Le général Pahlen continuait cependant sa retraite, péniblement il est vrai, mais en assez bon ordre. A l'abri des carrés, sa cavalerie, plusieurs fois rompue, avait pu se rallier. Napoléon porta alors en avant le général

Rebrikow		Cosaques.
Jlowaisky 12		Cosaques.

BRIGADE ROSEN.

Rewal	2	Bataillons.
Esthonie	2	Bataillons.
Tinginsk	2	Bataillons.
25e chasseurs	2	Bataillons.

Drouot avec l'artillerie de la garde. Le général Pahlen approchait de Grand-Puy, dans le même ordre de retraite; l'avant-garde du corps de Wrede était encore à Nangis, sous les ordres du général Antoine Hardegg; l'infanterie devant la ville; les hussards de l'archiduc Ferdinand et les hulans de Schwarzenberg, près de Bailly. Encore un pas et le général Pahlen pouvait espérer une retraite plus mesurée. Dans ce moment arrivèrent au trot trente-six bouches à feu de la garde, appuyées par les colonnes du duc de Bellune. Un feu terrible vint ébranler et entamer les carrés. Le général Milhaud et le comte de Valmy avaient continué leur mouvement et abordaient de nouveau la cavalerie ennemie. Dans cette détresse, le général Pahlen envoya demander au général Hardegg de l'appuyer, ou au moins, en faisant un mouvement en avant, de protéger le ralliement des troupes qui allaient être enfoncées. Ce dernier allégua l'ordre de retraite qu'il venait de recevoir; il replia son infanterie derrière Nangis, et fit retirer sa cavalerie de Bailly. Cependant la cavalerie russe avait été dispersée par une dernière charge; les carrés d'infanterie, abandonnés à eux-mêmes, furent enfoncés et mirent bas les armes. Un seul essaya de se sauver par le marais d'Ancœur; mais enveloppé par nos dragons, il fut pris. Notre cavalerie poursuivit si vivement les fuyards, que les deux régimens de cavalerie autrichienne, du général Hardegg, furent atteints au passage du défilé

en arrière de Nangis, rudement maltraités et culbutés sur leur infanterie qu'ils mirent en désordre. Le général Pahlen, avec les débris de sa cavalerie se jeta sur Provins; le général Hardegg sur Valjouan; mais une partie de ses fuyards gagna la route de Donnemarie.

Cette journée, où le général Pahlen porta la peine de l'imprudence de son chef, coûta à l'ennemi environ quatre mille hommes, dont près de trois mille prisonniers; onze des douze pièces de la batterie à cheval du colonel Markow et quarante caissons.

L'empereur Napoléon fit continuer le mouvement sans relâche, excepté par l'infanterie et la cavalerie de la garde qui, étant trop fatiguées, restèrent à Nangis. Le duc de Bellune, avec le 2e corps, la réserve de Paris, la division Lhéritier et cinq cents chevaux venus des dépôts avec le général Bordesoulle, fut dirigé par Villeneuve-le-Comte, avec l'ordre d'atteindre Montereau. Le duc de Tarente avec le 11e corps et les divisions Piré et Briche, s'avança vers Donnemarie. Le duc de Reggio avec le 7e corps et la division Treilhard prit la route de Provins. Cette dernière colonne ne s'avança que jusqu'à la Maison-Rouge, à moitié chemin de cette ville, et ne rencontra que quelques fuyards. Le général Wittgenstein n'avait fait que traverser Provins, où il laissa son arrière-garde, et avait pris position à Sordun. Le duc de Tarente s'avança jusqu'à Meigneux, où il

prit position, couvert par sa cavalerie. Il prit sur sa route une quantité de fuyards de la division Hardegg.

Lorsque le général de Wrede avait reçu l'ordre de suspendre le mouvement offensif, il avait retiré la division Lamotte de Nangis, et l'avait placée à Villeneuve-le-Comte. Le duc de Bellune étant arrivé à Valjouan, vers trois heures après midi, se trouva en présence de cette division à laquelle s'était réunie les restes de l'avant-garde du général Hardegg. Elle était en bataille en travers de la route, occupant Villeneuve par un bataillon et couverte à droite par une brigade de cavalerie. Le général Gérard, qui était en tête de colonne, reçut l'ordre d'engager l'attaque. Pendant qu'un bataillon du 86e régiment était lancé de front sur Villeneuve et qu'un escadron de cavalerie légère du général Bordesoulle le tournait, le général Gérard s'étendait à gauche avec une division pour couper aux Bavarois le chemin de Donnemarie. Le village de Villeneuve fut enlevé et le bataillon qui le défendait culbuté sur la lisière du bois, où un autre bataillon bavarois l'accueillit. Un mouvement en avant de ce dernier bataillon et de la cavalerie du général Hardegg arrêta le 86e. Ce fut là où le général Lhéritier, devant qui l'infanterie ennemie passait, commit la faute de ne pas la charger. Le général Bordesoulle, se mettant à la tête de deux escadrons de cuirassiers, répara cette erreur. Les deux ba-

taillons ennemis furent enfoncés et perdirent plus de trois cents hommes. Le général Lamotte, se croyant hors d'état de résister, forma son infanterie en carrés et prit la route de Donnemarie. A peine y avait-il fait une demi-lieue, qu'il se vit attaqué en flanc par le général Gérard. Quelques-unes de ses masses furent désorganisées, le désordre se mettait dans sa colonne et sa retraite devenait problématique, lorsque le général Gérard, ayant reçu l'ordre impératif de venir s'établir à Montigny, fut obligé de se désister de l'attaque. Le duc de Bellune, avec le 2e corps ne dépassa pas Salins. Une seule division de cavalerie et une compagnie de sapeurs furent poussées vers Montereau. Les avant-postes du Prince de Wurtemberg furent repliés sur le plateau de Surville; mais pendant la marche de nuit, l'ennemi surprit une batterie et parvint à s'emparer de deux pièces, avant qu'on ne pût la secourir.

Le général de Wrede, cependant, menacé de front par le duc de Tarente, et voyant revenir la division Lamotte en désordre, se hâta de quitter Donnemarie et repassa la Seine à Bray pendant la nuit. La division Lamotte suivit un peu plus tard. Un seul bataillon resta à Mouy et deux occupèrent Bray.

A notre droite, le général Pajol avait replié les avant-postes wurtembergeois, jusques vers le bois de Valence, où ils se réunirent au nombre de huit escadrons et deux bataillons. La division

Pacthod prit position au Châtelet, le général Pajol avec sa cavalerie en avant. A notre extrême droite, le général Allix attaqua l'ennemi à Fontainebleau et l'en chassa. Le général autrichien Ignace Hardegg se retira sur Moret, et le général Bianchi se concentra à Montereau. Le duc de Raguse, à notre extrême gauche, s'étant avancé ce jour-là sur le grand Morin, vers Reveillon, le prince Lubomirsky se replia en hâte de la Ferté-Gaucher, avec ses cosaques et les hussards de Grodno, et rejoignit le général Diebitsch à Sézanne.

L'empereur Napoléon a vivement reproché au duc de Bellune d'être resté à Salins, le 17 au soir, au lieu de s'avancer jusqu'à Montereau. D'un autre côté on a reproché à Napoléon, d'avoir divisé son armée après le combat de Mormant et d'avoir dirigé une colonne sur Montereau, au lieu de marcher avec toutes ses troupes sur Bray, ou sur Nogent. L'un et l'autre de ces reproches méritent d'être examinés, parce que la justification de l'un est la confirmation de l'autre. Voyons d'abord quelle était la situation des armées et la disposition du terrain, sur lequel Napoléon devait agir. Le combat de Mormant avait dû lui prouver, que l'armée ennemie faisait un mouvement rétrograde. Les ducs de Bellune et de Reggio avaient été attaqués, par les corps de Wrede et de Wittgenstein; ce dernier les avait suivis jusqu'aux bords de l'Yères, et était le 16 à Nangis.

Celui de Wrede l'appuyait et avait eu le 15 deux divisions dans cette ville. Tout annonçait donc que, le 17, l'empereur Napoléon allait rencontrer plus de cinquante mille hommes devant Nangis. C'est dans cette persuasion qu'il rangea son armée en bataille devant Mormant, avant d'engager le combat. Bientôt il put s'apercevoir, qu'il n'avait devant lui que l'arrière-garde du général Pahlen, et que le corps de Wittgenstein était parti; l'arrière-garde de celui de Wrede se replia sous ses yeux sans prendre part au combat. Il devait donc lui paraître évident que le prince de Schwarzenberg retirait son aile droite derrière la Seine ; soit qu'il ait eu avis de la marche de Napoléon, soit par d'autres causes. Mais la tête de l'armée austro-russe occupait Fontainebleau ; deux corps étaient en avant de l'Yonne, à Montereau et Moret; deux autres étaient sur l'Yonne, entre Sens et Pont. Il s'agissait donc de savoir si le prince de Schwarzenberg, laissant les corps de Wrede et de Wittgenstein sur la Seine, pour défendre les passages de Bray et de Nogent, ne continuerait pas son mouvement de Fontainebleau sur Melun. De là il menaçait les derrières de l'armée française par Nangis, tandis qu'il pouvait jeter des troupes légères jusque sous les murs de Paris. Dans tous les cas, il était certain que la tête de colonne de l'ennemi se présentait de flanc, entre l'Yonne et le Loing. Cette première considération pou-

vait déjà décider Napoléon, à choisir Montereau pour son point de passage.

D'autres considérations venaient encore se joindre à cette première. Le passage de la Seine, à Nogent ou à Bray, est aisé à défendre de la rive gauche; non-seulement à cause du relief de cette rive sur la rive opposée, mais parce que cette dernière est bordée de marais, qui s'étendent assez au large. On ne peut y aborder que par les défilés étroits des grandes routes, et le terrain, à droite et à gauche, n'offre pas la possibilité d'établir des batteries pour flanquer les colonnes. L'ennemi au contraire peut garnir les coteaux de la rive gauche de fortes batteries, sous le feu d'écharpe desquelles les colonnes d'attaque doivent marcher. Et quand ces dernières, surmontant ces obstacles, seraient parvenues au bord de la rivière, elles se trouveraient en face d'une ville garnie de troupes et sous le feu desquelles il faut construire le pont. Ces obstacles peuvent être vaincus, mais on avouera qu'il faut du temps et un assez grand sacrifice d'hommes. Au contraire la position de Montereau est telle, que, dès qu'on est maître de la rive droite, il est impossible à l'ennemi d'empêcher la reconstruction du pont, à cause de son relief sur la rive opposée. La position de Surville, excellente pour défendre le passage de la Seine, à un ennemi venant de la rive gauche, est bien loin d'être inexpugnable

du côté du nord. Non-seulement elle est abordable sur tout son front, mais encore celui qui est obligé d'y combattre s'expose, en la défendant à outrance, à une défaite entière dans le défilé qu'il doit passer pour se retirer.

On peut donc penser, avec raison, que ce double motif décida l'empereur Napoléon, à passer de préférence à Montereau, tandis qu'il faisait observer les passages de Bray et de Nogent. Mais alors il fallait se hâter d'y arriver, avant que le prince de Schwarzenberg n'ait retiré sa tête de colonne, s'il voulait repasser l'Yonne, ou n'y ait envoyé de nouvelles troupes, s'il voulait empêcher l'armée française de déboucher par là (*). Un de ces deux mouvemens devait être fait le 18, aussitôt que le prince de Schwarzenberg connaîtrait le résultat du combat de Mormant et la direction de l'armée française. C'était donc dans la journée même du 17, qu'il fallait se rendre maître de Montereau. Ce jour-là le corps de Bianchi était encore étendu, de Fontainebleau ou de Moret à Villeneuve, et il était plus que probable que l'occupation du pont de Montereau l'exposerait à une attaque de flanc et le compromettrait. En forçant le passage de la Seine le 17 au soir, l'armée française se trouvait le 18 au matin, entre

(*) Quelqu'un a observé assez mal à propos, que le prince de Wurtemberg se serait aussi bien défendu le 17 que le 18. Ce n'est pas là la question.

le corps de Giulay à Pont-sur-Yonne et celui de Wrede occupé à défendre Bray. Ce mouvement obligeait ce dernier à ouvrir le passage au duc de Tarente, et Giulay à se rejeter sur Sens. Le mouvement du 19 amenait les ducs de Bellune et de Tarente vers Trainel, et les joignait au duc de Reggio. Si Montereau eût été forcé le 17, il est évident que l'empereur Napoléon serait venu à Bray avec sa garde; ainsi le 19 l'armée française réunie, se trouvait au milieu de l'armée austro-russe, dont une moitié aurait été entre Pont sur Seine et Mery, et l'autre moitié entre Sens et Villeneuve-L'archevêque. On ne peut pas douter que ce plan ne fut celui qu'avait conçu Napoléon. Mais le succès dépendait uniquement de la rapidité des mouvemens. Un jour de retard le fit manquer. Le lecteur, après avoir pesé ces considérations, jugera si le reproche fait au duc de Bellune était mérité ou non.

Le 17 après midi, le prince de Schwarzenberg reçut la nouvelle du combat de Mormant. N'ayant point encore d'avis de l'arrivée de l'empereur Napoléon, il regarda ce combat comme une simple affaire d'avant-garde. Il ne prit en conséquence aucune autre mesure, que celle de rappeler les généraux de Wrede et de Wittgenstein à la gauche de la Seine, et de leur donner l'ordre de défendre les passages de Bray et de Nogent. Les réserves russes et les gardes, furent réunies à Trainel: sans doute parce qu'on croyait que l'armée française dirigerait son attaque sur Bray ou Nogent. Le prince de Wurtemberg reçut celui de défendre le pont de Montereau à toute extrémité. Les deux premiers or-

dres étaient exécutés avant d'avoir été reçus : le prince de Wurtemberg se prépara à exécuter le sien. Le seul moyen de conserver le pont de Montereau, était celui de défendre le plateau de Surville : le prince y rangea en bataille la plus grande partie de son corps. Il avait été renforcé, le 16, par la brigade Schæfer du corps du prince de Hombourg (6e allemand) et par deux escadrons de hussards, ce qui portait sa force à quinze mille hommes d'infanterie et deux mille sept cents chevaux (*).

L'empereur Napoléon, ayant appris, le 17 au soir, que le duc de Bellune, ne s'était pas rendu maître de Montereau, lui donna l'ordre impératif de l'attaquer le lendemain. Le général Pajol reçut celui de s'avancer de bonne heure du Châtelet, et de seconder le duc de Bellune, en attaquant la gauche de l'ennemi. Ce dernier se mit en mouvement au point du jour, et ayant d'abord culbuté les avant-postes que l'ennemi avait devant lui, et

(*) FORCE DU CORPS DE WURTEMBERG, LE 18 FÉVRIER

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.	CANONS
AVANT-GARDE.						
Gén. Stockmayer.	Hussards archiduc Ferdinand.		2		300	
	3e et 5e chasseurs de Wurtemberg.....		8		1,200	
	9e et 10e légers,............	4		3,200		6
CORPS D'ARMÉE.						
Prince Adam.	2e et 4e de chasseurs..........		8		1,200	6
Général Koch.	2e, 3e, 4e, 6e et 7e d'infanterie.....	10		8,000		24
Général Schaefer.	Régimens de Colleredo et Zach.	5		4,000		8
	Total.......	19	18	1.,200	2,700	44

nettoyé le bois de Valence de l'infanterie qui y était portée, déboucha de bonne heure sur la route de Paris. Mais là il fut arrêté par la cavalerie qui couvrait l'aile gauche du prince de Wurtemberg, et se vit obligé d'attendre la division Pacthod. Le général Pajol ayant mis son artillerie en batterie, la division Pacthod se déploya sous sa protection, et le combat s'engagea de ce côté par une forte canonnade. Le corps de Wurtemberg était déployé, sur le penchant septentrional du plateau de Surville. Trois bataillons de la brigade légère du général Stockmayer occupaient Villaron et s'étendaient sur la gauche. En arrière étaient les deux bataillons du 3e régiment, à cheval sur la route de Villaron; le 1er bataillon à droite. Aux ailes de cette première ligne étaient le régiment autrichien de Colloredo, le 1er bataillon à gauche, le 2e à droite. En seconde ligne étaient, à droite, les trois bataillons du régiment autrichien de Zach, devant le parc de Surville; à gauche les deux bataillons du 2e régiment, à cheval de la route de Villaron. Derrière ce régiment était le 7e sur deux lignes. Un bataillon du 9e régiment léger avait été porté sous le parc de Surville, pour défendre l'abord du pont par la route de Nangis. La cavalerie wurtembergeoise était à l'aile gauche, devant l'infanterie, sur deux lignes; les deux escadrons autrichiens à droite. Un escadron avait été placé sur la route de Nangis, en arrière de Courbeton. Une batterie de six canons de six était devant la cava-

lerie, une autre devant Villaron et une troisième à droite. Le régiment de Zach était couvert en front et en flanc par huit canons. Une batterie de six canons de six et six de douze était entre les deux lignes, au centre. Au-delà de la Seine, le prince de Wurtemberg avait laissé, près de Motteux, la brigade du prince de Hohenlohe, composée des 4ᵉ et 6ᵉ régimens. L'arrière-garde du corps de Bianchi se trouvait encore en arrière de Montereau, sur la route de Sens, et ce général fournit même deux batteries, qui furent placées à la gauche de la Seine : une de huit pièces de douze flanquait la droite de la position, l'autre de huit pièces de six flanquait la gauche.

Cependant le duc de Bellune, qui avait retardé son mouvement, déboucha par Forges vers neuf heures du matin; la division Château, qui était en tête de colonne, marcha de suite à l'attaque de Villaron. Elle se rendit d'abord maîtresse du village; mais attaquée à son tour par les troupes de la seconde ligne et écrasée par l'artillerie Wurtembergeoise, elle le reperdit au bout d'une demi-heure. Dans ce moment, la division Duhesme, qui venait d'arriver, étendit ses tirailleurs sur sa gauche, dans le ravin qui passe au-dessous de Surville, et dirigea une attaque sur le coteau qui est entre le Château et Villaron. La cavalerie resta en réserve. Cette attaque ne réussit pas mieux que la première : le combat se soutint de pied ferme jusqu'à une heure après midi, avec une assez grande

perte de notre côté; les attaques partielles du duc de Bellune et la supériorité de l'artillerie Wurtembergeoise en furent les principales causes. Alors arriva le corps du général Gérard, par la route de Nangis. Ce général, ayant fait retirer les tirailleurs mal engagés à la gauche, dans un ravin escarpé, se déploya à droite de la route. Dans ce moment, il reçut l'ordre de l'empereur Napoléon, de prendre le commandement de toutes les troupes et de diriger l'attaque. Son premier soin fut de maîtriser l'artillerie wurtembergeoise; pour y parvenir, il fit avancer les quarante pièces de la réserve de Paris. Elles vinrent renforcer celles déjà établies en face de Villaron. Une partie de l'artillerie wurtembergeoise fut démontée, et l'infanterie souffrit beaucoup. Alors le général Dœring, se mettant à la tête du 2e bataillon du 3e régiment, tenta une charge sur les batteries qu'il avait devant lui, et à peu de distance desquelles notre infanterie attendait le signal d'une nouvelle attaque. Il parvint en effet à enlever une pièce, mais chargé à son tour par un bataillon français, conduit par le général Gérard en personne, il fut ramené en désordre. Il était alors environ deux heures, et Napoléon arriva sur le champ de bataille; la garde débouchait en même temps. Napoléon ordonna alors à la division Duhesme de renouveler l'attaque du coteau de Surville, et la fit appuyer par deux bataillons de gendarmerie de la vieille garde.

Lorsque le prince de Wurtemberg avait vu arriver la garde, il s'était préparé à la retraite, afin d'échapper au désastre qui l'attendait dans le défilé, s'il se laissait forcer. L'artillerie démontée avait été renvoyée au delà de la Seine; les 2e, 3e et 4e régimens de cavalerie suivirent de près et prirent position à quelque distance du faubourg, pour protéger la retraite; le 5e et les escadrons autrichiens restèrent en ligne. Aussitôt que ces troupes furent en mouvement, le prince de Wurtemberg fit replier celles d'infanterie de son corps; le régiment de Zach reçut l'ordre de défendre Surville et le bataillon de Colloredo qui était à l'extrême gauche, celui de couvrir la retraite de ce côté. Dès que la brigade Stockmayer quitta Villaron, la division Château la suivit. D'un autre côté, le général Pajol, qui, dès le premier mouvement qu'il avait aperçu, s'était porté en avant à gauche de la route de Paris, saisit l'instant favorable, et s'élança sur la gauche de l'ennemi. La cavalerie Wurtembergeoise et le bataillon de Colloredo furent culbutés, et entraînèrent dans leur déroute les autres troupes qui étaient à leur hauteur. Le général Pajol et le général Château les poussèrent l'épée dans les reins au travers du faubourg, tandis que le général Duhesme y ramenait le régiment de Zach. Bientôt les troupes de l'ennemi furent acculées à la Seine, dans le désordre le plus complet. Deux batteries de la garde, conduites par le général Digeon, débouchèrent par la route de Nangis et

vinrent encore augmenter la confusion en mitraillant les ponts. Le prince de Wurtemberg avait fait avancer en hâte la brigade Hohenlohe, vers le faubourg; mais l'affoulement des fuyards l'arrêta. Enfin, avant que les masses désordonnées de l'ennemi ne pussent s'écouler, la division Château parvint à la tête du pont, et une charge du 7e de chasseurs le nettoya, empêcha l'ennemi de le faire sauter et conduisit nos troupes dans le faubourg entre la Seine et l'Yonne. A l'arrivée de leurs compatriotes, les habitans de Montereau, exaspérés de l'indignité des traitemens que leur avaient fait éprouver les Wurtembergeois, se faisant des armes de tout ce qui leur tombait sous la main, tirèrent vengeance des outrages qu'ils avaient essuyés. En vain la brigade Hohenlohe chercha-t-elle à pénétrer de nouveau au pont, pour sauver tout ce qui se trouvait en ville; le 6e régiment qui était en tête de colonne fut culbuté, son général tué, et la brigade alla grossir la masse des fuyards.

Le combat de Montereau coûta à l'ennemi trois mille morts ou blessés et près de trois mille prisonniers, six canons et quatre drapeaux; le général Hohenlohe fut tué et le général Schaefer pris, avec la plus grande partie du régiment de Zach. Nous eûmes plus de deux mille hommes hors de combat; le général Château fut blessé à mort près du pont; le général Delort le fut légèrement.

La division Duhesme avec deux brigades de ca-

valerie du général Pajol, suivirent, vers Pont-sur-Yonne, l'arrière-garde du général Bianchi et quelques fuyards wurtembergeois. Les escadrons de service de l'Empereur et le restant de la cavalerie suivirent le prince de Wurtemberg. A la nuit, le 2e corps, la réserve de Paris et les trois brigades de cavalerie du général Pajol prirent position sous Montereau, entre Varennes et le Fossard; la division Pacthod à la droite de la Seine; la garde à Montereau. Le prince de Wurtemberg, ayant rallié ses troupes à Marolles, fut prendre position à Bazoches, laissant une arrière-garde à la Tombe.

Le duc de Tarente, parti dès le matin de Meigneux, atteignit encore, avant d'arriver à Bray, un parc bavarois dont il s'empara; mais il ne lui fut pas possible de forcer le passage, qui n'offrait qu'un seul débouché au travers des marais. Le corps de Wrede était en bataille à la rive gauche, des deux côtés de Bray, que défendaient deux bataillons; soixantes bouches à feu flanquaient à droite et à gauche le village de Mouy, où était un autre bataillon. L'attaque se réduisit à une fusillade de tirailleurs, et le duc de Tarente fut tenu en échec toute la journée. Le duc de Reggio ne rencontra à Provins que les cosaques d'Ilowaisky, qui furent poussés par la division Treilhard au delà de Meriot. Le duc de Reggio prit position devant Sordun. Le général Wittgenstein, dont la cavalerie avait été renforcée par la division de

cuirassiers russes de Duca, resta en position à Sordun. Le corps de Bianchi avait passé Pont-sur-Yonne, qu'occupait encore son arrière-garde; le corps de Giulay était à Sens; les gardes et réserves russes et autrichiennes ne firent aucun mouvement.

Après le combat de Montereau, l'empereur Napoléon fit un changement dans l'organisation de l'armée. La réserve de Paris fut dissoute et incorporée dans le deuxième corps, dont le général Gérard prit définitivement le commandement; il ne fut plus composé que des divisions Duhesme et Hamelinaye. Le duc de Bellune prit, sous les ordres du prince de la Moskowa, le commandement d'un corps composé de la division Charpentier, de la jeune garde et de la division Boyer de Rebeval, qui venait de rejoindre; le corps du duc de Reggio fut renforcé de la division Pacthod; le corps du général Pajol fut dissous et sa cavalerie passa dans les différentes divisions de cette arme; La division du général Allix fut réduite à quatre bataillons et un escadron; la formation d'une seconde division de réserve, que devait commander le duc de Padoue, fut ordonnée.

Cependant le prince de Schwarzenberg, ayant été instruit, le 18 dans l'après-midi, que le corps de Wurtemberg était attaqué à Montereau, conçut le projet de Napoléon de tourner son aile gauche; il résolut en conséquence de se rapprocher de Troyes. Les gardes russes et prussiennes, le corps

de Giulay et la réserve du général Nostitz reçurent l'ordre de se mettre en mouvement, de manière à arriver devant Troyes le 20 au matin. Le corps de Bianchi reçut le même ordre, avec la différence cependant que son arrière-garde devait occuper Pont-sur-Yonne le 19, et rester à Fontvannes le 20. La division Maurice Lichtenstein devait former l'arrière-garde de la gauche de l'armée, à Saint-Liébaut. Les réserves russes reçurent l'ordre de se rendre le 20 à Arcis, pour tendre la main à l'armée prussienne qui devait y arriver; le corps de Wurtemberg devait se replier à Trainel, le 19, laissant à Montereau une arrière-garde chargée de détruire le pont; les corps de Wrede et de Wittgenstein devaient se retirer, le premier à Trainel, le second à Saint-Hilaire, laissant chacun une division sur les bords de la Seine. Lorsque le prince de Schwarzenberg apprit, dans la nuit, que le pont de Montereau était perdu, il changea encore ces dispositions. Les réserves russes reçurent l'ordre de revenir sur Troyes; le corps de Wurtemberg, de se réunir à celui de Wrede et de défendre ensemble le passage de Bray, pendant la journée du 19; la cavalerie du corps de Wrede fut renforcée par la division de cuirassiers russes de Kretow.

Dans la journée du 19, les généraux de Wrede et Wittgenstein et le prince de Wurtemberg, se voyant au moment d'être tournés par les troupes françaises, qui avaient passé à Montereau, quit-

tèrent leur poste et firent détruire les ponts. Le soir, l'armée austro-russe occupait les positions suivantes : Le corps de Wrede vint à Macon, laissant vers Trainel toute sa cavalerie sous les ordres du général Frimont, et un détachement à Bray. Le corps de Wurtemberg vint à la Chapelle, et Saint-Aubin ; celui de Wittgenstein prit position à Pont-sur-Seine, laissant l'arrière-garde du général Pahlen à Nogent. Ce corps fut rejoint, ce jour-là, par la division Mesenzow, qui avait été laissée devant Landau; les gardes et les réserves à la Malmaison, devant Troyes; les corps de Bianchi, Giulay, Nostitz et la division Lichtenstein autour de Ville-Neuve-l'Archevêque,

Le 20, le corps de Wrède vint à Échemine, et sa cavalerie à Saint-Martin le Bosnay; le corps de Wurtemberg à Barbarey, sur la Seine; celui de Wittgenstein à Mery, et son arrière-garde à Romilly et Châtres; ceux de Bianchi et Giulay à Fontvannes; la division Lichtenstein à Ville-Neuve-l'Archevêque. Les gardes et réserves restèrent à la Malmaison.

L'armée française avait recueilli le fruit du retard de l'attaque de Montereau. Tous les avantages que promettait le passage de la Seine, fait le 17 au soir, et d'une marche en avant le 18, étaient perdus. Le 19, l'armée austro-russe avait échappé au danger où elle s'était trouvée, et on ne pouvait plus la rencontrer que réunie. Pour achever de donner le temps à l'ennemi de pren-

dre position et de réunir ses corps sans être inquiétée, deux faux mouvemens eurent encore lieu ce jour-là. Le duc de Tarente ne croyant pas pouvoir forcer le passage de Bray, y laissa la division de cavalerie du général Jacquinot, pour masquer sa marche, et vint passer à Montereau; de là il s'avança jusqu'à Marolles. C'était dans le même moment où le général de Wrede laissait lui-même un détachement à Bray, pour masquer sa retraite. Le duc de Reggio se rabattit également de Provins, par Donnemarie, sur Bray, espérant y passer plus facilement qu'à Nogent.

L'empereur Napoléon, de son côté, avait dirigé le 2ᵉ corps à Pont-sur-Yonne, où le général Gérard se trouva arrêté par la nécessité de reconstruire le pont, que l'ennemi avait détruit. La réorganisation de l'armée avait encore fait perdre un temps, qui aurait été précieux la veille, mais qui ne l'était plus alors. L'ennemi en retraite ne pouvait plus être atteint avant d'être réuni; ainsi, en le joignant, il ne pouvait y avoir d'autre perspective que celle d'une action générale. Réunir l'armée française était alors l'unique objet qui dût intéresser Napoléon. Le 19, le général Allix, qui de Fontainebleau avait remonté le Loing, rencontra près de Nemours les cosaques de Platow. Ces derniers furent aisément battus et culbutés sur Ormesson et Aufferville, ayant perdu cent cinquante hommes et quatre-vingts prisonniers. Platow se hâta de se sauver à Montargis, d'où

lui et Seslawin suivirent la retraite de leur armée.

Le 21, le prince de Schwarzemberg, à qui on avait rapporté que la cavalerie de l'armée française seule le suivait, résolut de s'en assurer par des reconnaissances. Il en chargea les généraux de Wrede et Wittgenstein, le premier, dans la direction de Nogent, par Saint-Martin-le-Bosnay; le second, par Saint-Hilaire, vers Pont-sur-Seine. Le même matin, le duc de Reggio s'était avancé au delà de Pont-sur-Seine, et avait pris position derrière le ruisseau de Gelanne; les avant-postes russes furent poussés à Saint-Hilaire. Le duc de Tarente s'avança jusqu'à Nogent et prit position vers Saint-Aubin, avec la cavalerie du général Milhaud. Le prince de la Moskowa, avec l'infanterie et la cavalerie de la garde, était vers Trainel. Le général Gérard, avec le 2e corps et la division de cavalerie du général Roussel, était à Sens. En exécution de l'ordre qu'il avait réçu, le général Wittgenstein fit avancer, vers Saint-Hilaire, le général Pahlen avec sa cavalerie et celle du général Diebitsch, qui venait d'arriver à Mery. A peine le général Pahlen avait-il dépassé Saint-Hilaire, qu'il se vit attaqué par les divisions Jacquinot et Treilhard, et vivement poussé jusqu'à Châtres. Il prit position à Mégrigny, afin de défendre le défilé de Mery. Le général de Wrede avait, de son côté, poussé vers Saint-Aubin le général Frimont (*)

(*) On lit par erreur le nom de Fresnelle dans l'ouvrage de Plo-

avec toute sa cavalerie. Ce dernier fut également attaqué par le général Milhaud, qui le repoussa à Pavillon et vint occuper Échemine. Le résultat de cette reconnaissance décida le prince de Schwarzenberg à repasser la Seine. Le même soir, l'infanterie de la réserve et des gardes quitta la position de la Malmaison, pour aller occuper celle de Saint-Parre-aux-Tertres. La cavalerie resta avec le corps de Wurtemberg à Malmaison. Le corps de Wrede prit position à la gauche de ce dernier. La division Lichtenstein était restée à Villeneuve pour observer le mouvement du 2e corps; mais le duc de Tarente, ayant poussé de ce côté-là la brigade de cavalerie du général Ameil (division Jacquinot), pour avoir des nouvelles du général Gérard, le prince de Lichtenstein, inquiet de ce mouvement, se replia à Saint-Liébaut.

tho (tome III, page 222). Ce général commandait une division du corps de Giulay.

CHAPITRE VII.

Blücher réorganise son armée à Châlons. — Il marche vers Troyes. — Combat de Mery, le 22 février. — Napoléon présente la bataille aux coalisés. — Ceux-ci se retirent derrière l'Aube et demandent une armistice. — Reprise de Troyes, le 24 février. — Blücher marche vers la Marne. — Plan d'opérations des coalisés. — L'armée française arrive sur l'Aube. — Blücher arrive sur la Marne.

Cependant le maréchal Blücher, ayant réuni son armée à Châlons, s'était occupé à la réorganiser. Le corps d'Yorck fut fondu en deux divisions. La première de sept bataillons, quatre escadrons, huit pièces de six et quatre de douze, passa sous les ordres du général Horn. La seconde composée de neuf bataillons, quatre escadrons, et la même artillerie fut commandée par le prince Guillaume de Prusse. La cavalerie de réserve, formant vint-cinq escadrons, resta sous les ordres du général Jurgass. Le corps de Kleist fut réduit à une division de sept bataillons et quatre escadrons, commandée par le général Pirch I; la cavalerie de réserve, formant vingt escadrons, resta sous les ordres du général Ziethen (*). Le général Langeron étant arrivé le 19 avec la cavalerie de son corps, et environ six

(*) La comparaison entre cette organisation et la situation de l'armée de Silésie au 1er janvier, présente les pertes suivantes : Corps d'York, l'équivalent de vingt-un bataillons et onze escadrons. Corps de Kleist, dix bataillons. Corps de Sacken, six mille sept cents

mille hommes d'infanterie, qui étaient restés devant Mayence sous les ordres du général Rudzewicz; ce corps se trouva être fort d'environ onze mille hommes d'infanterie sous les généraux Kapczewicz et Rudzewicz. Celui de Sacken était réduit à environ douze mille hommes d'infanterie. La force totale de l'armée de Silésie s'éleva, d'après cette organisation, à quarante-trois mille hommes d'infanterie et quinze mille chevaux. Peu de jours après, le corps de Kleist fut renforcé par la division Klüx, de cinq bataillons et de quatre escadrons, et par les seize escadrons détachés avec le général Roeder (*).

hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie. Corps de Langeron, six mille cinq cents hommes. En tout quarante mille sept cents.

(*) SITUATION DE L'ARMÉE DE SILÉSIE, LE 18 FÉVRIER.

		INFANTERIE.	CAVALERIE.
Corps d'York	Général Horn	6,000	450
	Prince Guillaume	7,500	450
	Général Jurgass		3,500
— de Kleist	— Pirch I.	6,000	450
	— Ziethen		2,300
— de Sacken	— Szerbatow	6,500	
	— Liewen	7,000	
	— Wassilczikow		4,000
— de Langeron	— Kapczewicz	5,000	
	— Rudzewicz	6,000	
	— Korf		4,000
	Total	43,000	15,150
En route pour rejoindre le corps de Kleist.	Général Klüx	5,200	
	— Roeder		1,800
	Total	48,200	16,950

La réorganisation de son armée achevée, le maréchal Blücher résolut de reprendre l'offensive sur la Marne, et contre le corps du duc de Raguse, qui de Réveillon était venu vers Sezanne. Le corps de Sacken et celui de Kapczewicz, devaient prendre la route de Château-Thierry. Ceux d'York, de Kleist et de Rudzewicz, et la cavalerie du général Korf devaient marcher vers Fère-Champenoise. Le 18, le corps d'York passa la Marne et vint occuper Ecury et Sagny, ayant sa cavalerie à Colas-Verdey; celui de Kleist vint à Nuisement. Dans la nuit, le maréchal Blücher reçut l'invitation du prince Schwarzenberg, de se rendre avec son armée à Mery, pour appuyer l'armée austro-russe. En conséquence, après avoir donné l'ordre au général Winzingerode de tenir Epernay, et envoyé de la cavalerie légère vers Montmirail, le maréchal Blücher changea de direction. Le 19, l'armée de Silésie vint camper devant Sommesous. Le 20, elle occupa Arcis. Le corps d'York s'avança jusqu'à Reges, et son avant-garde, de quatre bataillons et douze escadrons, sous le général Katzler, à Charny. Le corps de Kleist en seconde ligne à Villette. Les corps de Langeron et de Sacken restèrent derrière l'Aube, entre Ormes et le Chêne. Plancy fut occupé par la cavalerie russe. Le duc de Raguse occupait Sezanne, et avait des postes d'observation vers Baudemont, Anglure et Boulage. Le 21, l'armée de Silésie s'avança à Mery. Les corps de Langeron et de Sacken prirent position

à droite de la ville vers l'Aube. Ceux de Kleist et d'York à gauche vers Droup. Le corps de Wittgenstein était toujours à Mery, et son avant-garde à Mégrigny.

Le 22, l'empereur Napoléon continua son mouvement contre l'armée austro-russe. Mais ayant été prévenu de l'arrivée de l'armée de Silésie à Mery, il sentit la nécessité de lui enlever ce passage, avant de s'engager à une bataille, qu'il s'attendait à livrer devant Troyes. Le duc de Reggio reçut donc l'ordre d'emporter Mery, pendant que l'armée continuerait son mouvement. Le corps de Wittgenstein venait de quitter Mégrigny et Mery, pour aller prendre position à Villacerf; il avait été relevé par l'armée de Silésie. Le général Katzler, avec son avant-garde, était à Mégrigny; une partie du corps de Sacken occupait Mery. Le duc de Reggio chargea la division Boyer de l'attaque; la brigade Gruyère, qui était en tête de colonne, délogea le général Katzler, qui perdit près de deux cents hommes à Mégrigny. Les Prussiens furent poussés à Mery, et mirent le feu au pont derrière eux. L'incendie se communiqua bientôt à la ville, mais il n'arrêta pas nos troupes. La brigade Gruyère franchit les poutres enflammées du pont et chassa de la ville les troupes russes, qu'inquiétaient déjà les flammes qui les entouraient de toutes parts. La générale battit au camp de Blücher, et son armée prit position à deux portées de canon en arrière de Mery, à cheval de la route d'Arcis. Le général

Gruyère de son côté prit position devant la ville, et engagea un combat de tirailleurs, qui dura jusqu'à la nuit. Le général Gruyère ayant alors été blessé, sa brigade repassa la Seine, et détruisit le pont tout-à-fait. Le but était rempli, et l'armée de Silésie fut tenue en alerte, sur la défensive.

Dès le 21 au soir, et malgré la résolution qu'il avait prise de repasser la Seine, le prince de Schwarzenberg, ne se croyant probablement pas assez sûr de la marche de l'armée française, avait décidé pour le lendemain une grande reconnaissance. Cette reconnaissance, composée de la cavalerie des corps de Wrede et Wittgenstein, de celle du prince de Lichtenstein, et de six mille chevaux de l'armée de Silésie, devait éclairer la route de Mery à Nogent, et celles de Troyes au même point, à Bray et à Sens. La marche de l'armée française lui en évita la peine. Vers dix heures du matin, elle déboucha en trois colonnes par St.-Georges, Orvilliers et Echemine. Le duc de Reggio avait la colonne de gauche, composée des divisions Rothembourg et Pacthod, et d'une brigade de la division Boyer. Le duc de Tarente était à la droite vers Pavillon, où son avant-garde avait enlevé deux escadrons du corps de Wrede. Arrivé sur les hauteurs de Fontaine-St.-Georges, l'empereur Napoléon découvrit l'armée austro-russe en bataille. Le corps de Wrede était à l'aile droite sur les hauteurs de Malmaison, la cavalerie en première ligne et l'infanterie en seconde; en réserve derrière lui, étaient les trois divisions de cuirassiers russes, celles des gardes légères et la brigade prussienne; la division Antoine Hardegg était en avant

vers les Grez. Les corps de Giulay et de Bianchi s'étendaient sur la gauche vers Mongueux et St.-Germain, ayant devant eux leur cavalerie, et les cuirassiers de Nostitz; la division Lichtenstein était à Fontvannes. Le corps de Wittgenstein à Villacerf; celui de Wurtemberg à Rouilly, derrière la Seine; les réserves et gardes à pied du général Barcklay, à St.-Parre-aux-Tertres. Tout présageait une grande bataille, et la supériorite même de l'ennemi (*) permettait à Napoléon de l'espérer. Le mou-

(*) FORCE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEVANT TROYES, LE 23 FÉVRIER.

		INFANTERIE.	CAVALERIE.
Prince de la Moskowa.....	Div. Friant, Boyer, Meunier et Curial........	9,300	
Duc de Bellune..........	— Charpentier et Boyer de Rebeval.........	10,000	
2e corps, gén. Gérard......	— Duhesme et Hamelinaye.	6,000	
7e — Duc de Reggio......	— Rothembourg, Leval et Pacthod.......	5,000	
11e — Duc de Tarente......	— Albert, Brayer et Amey.	8,000	
Général Nansouty...	— Laferrière, Excelmans et Paez........		3,000
2e — — St.-Germain.....	— Maurin et St.-Germain..		2,700
5e — — Milhaud	— Piré, Briche et Lhéritier		4,500
6e — Comte de Walmy....	— Jacquinot, Treilhard et Roussel......		5,200
	Total......	48,300	15,400

FORCE DES COALISÉS A LA MEME ÉPOQUE.

ARMÉE AUSTRO-RUSSE.

		INFANTERIE.	CAVALERIE.
	Div. Lichtenstein...........	3,500	2,500
1er corps, gén. Bianchi......	— Hardegg, Wied et Bianchi	18,000	1,500
3e — — Giulay......	— Crenneville, Hohenlohe et Fresnelle........	15,000	2,000
	Total......	36,500	6,000

vément du prince de Schwarzenberg avait eu pour but une concentration qui était achevée. Appuyé à une ville qui lui offrait une tête de pont suffisante pour couvrir sa retraite; flanqué par une armée peu inférieure à la nôtre, et en ayant lui-même une presque triple, il n'était pas probable qu'il s'y refusât. En calculant ces motifs qui devaient déterminer le prince de Schwarzenberg, Napoléon en avait d'autres à mettre en balance et ils étaient de nature à lui éviter le reproche de témérité. D'un côté, bien qu'il espérât que l'amour-propre des chefs de la coalition leur fît illusion, sous ce rap-

	INFANT	CAVAL.
Report.......	36,500	6,000
4e corps. prince Wurtemberg. Div. Franquemont et pr. Adam	9,000	2,000
5e — gén. Wrede........ — Hardegg, Spleny, Rechberg et Lamotte.....	30,000	7,000
6e — — Wittgenstein... — Gorezakow, pr. Eugène et Pahlen.......	12,000	4,500
Réserve du général Nostitz — Trautenberg, Klebelsberg et Lederer......	4,800	5,000
Réserve russe, grenadiers et cuirassiers..............	9,000	4,000
Gardes......................................	15,000	6,000
ARMÉE DE SILÉSIE..........................	116300	34500
Corps d'York.............. Div. pr. Guillaume, Horn et Iurgass.......	12,800	3,500
— de Kleist............... — Pirch, Klüx et Ziethen.	9,600	3,600
— de Langeron........... Gén. Kapczwicz, Rudzewicz et Korf.......	15,000	5,000
— de Sacken............. — Szerbatow, Liewen et Wassilczikow.......	12,500	4,000
Total.......	165,200	50,600
En route pour rejoindre. Le corps de Kleist, trois bataillons, dix escadrons et vingt-quatre canons.......	2,220	1,340
Total.......	167,420	51,940

port, il n'ignorait pas que l'armée ennemie était démoralisée par sa retraite, par ses échecs successifs, et par la terreur, que l'exaspération des habitans du pays inspirait aux chefs comme aux soldats. Au contraire l'armée française déployait un enthousiasme, que portait au plus haut degré l'espoir à peu près certain, de renouveler la victoire des champs Catalauniens, en nettoyant par un seul et grand coup, le sol de la patrie des ennemis qui l'inondaient. Enfin, l'armée de Silésie, paralysée par la perte du pont de Mery, ne pouvait être en mesure de passer la Seine que dans vingt-quatre heures au plutôt. Ainsi elle ne pouvait arriver que pour partager la défaite de ses alliés. L'empereur Napoléon songea avant d'engager une bataille, à réunir toutes ses forces et à ne pas se priver de plus de dix mille hommes, qui pouvaient le joindre le lendemain. Le général Grouchy, qui de Montmirail était venu par la traverse à Flambouin près Bray, reçut l'ordre de déboucher au plutôt par Nogent. Le général Gérard reçut celui d'arriver, encore le même soir, à Villemaur. Ce dernier se rencontra à Villeneuve-l'Archevêque avec le cosaque Platow. L'escadron d'avant-garde suffit pour disperser tout ce corps, et prendre environ soixante-dix hommes. L'armée resta en position devant les coalisés.

Cependant ceux-ci, loin de nourrir l'espoir d'une victoire certaine, ainsi que l'écrit M. Plotho; réfléchissaient sérieusement sur leur position. Cet auteur lui-même nous en fournit la preuve, en nous faisant part des délibérations de leur conseil de guerre et des motifs

qui les décidèrent. Le 23, à huit heures du matin, les souverains et les généraux se réunirent chez le roi de Prusse. Le prince de Schwarzenberg représenta dans ce conseil, que les rapports du général Bubna annonçaient, que le duc de Castiglione avait repris l'offensive avec quarante mille hommes, et qu'il ne pouvait pas tenir la campagne. Que depuis le 16, Chambéry était perdu et Genève en danger. Rien ne paraissait donc s'opposer à ce que le duc de Castiglione ne pénétrât en Suisse, et quelle était alors la situation de l'armée coalisée? Coupée de sa base principale et privée de ses magasins, elle allait se voir acculée sur la Moselle et la Sarre et jetée dans les Vosges, ce qui entraînait la perte de l'artillerie et des équipages. Alors harcelée par les sorties des places fortes et par la levée en masse de la Lorraine, de l'Alsace et de la Franche-Comté, elle ne pouvait échapper à une destruction complète. A ces motifs militaires se joignaient, dans la pensée des chefs de la coalition, des réflexions qui n'étaient rien moins que consolantes. L'armée coalisée était non-seulement affaiblie par les revers partiels qu'elle avait éprouvés, mais le froid, les marches forcées, auxquelles les soldats du nord sont si peu propres, et plus que tout les privations causées par le pillage désordonné, avaient causé des maladies, dans des troupes qui ne savent pas se passer d'une nourriture abondante, quoique chez la plupart elle soit grossière. Les habitans du pays, exaspérés par l'insolente

rudesse de leurs hôtes, par les mauvais traitemens de toute espèce et par des dévastations atroces, étaient en armes de tous côtés. Ainsi qu'il est toujours arrivé aux coalisés, même dans les plus petits revers, le courage des soldats était ébranlé, la sécurité insultante avait fait place à l'abattement et l'espoir d'entrer à Paris, sans coup férir, était évanoui.

Le résultat de cette délibération fut, que les armées coalisées se retireraient provisoirement derrière l'Aube. Mais afin de gagner du temps, en trompant encore l'empereur Napoléon par des négociations, on décida que le prince de Schwarzenberg demanderait un armistice. L'aide-de-camp, prince Venceslas Lichtenstein, fut en conséquence chargé d'une lettre pour le prince de Neufchâtel. A la suite du conseil de guerre le mouvement de retraite commença. Un peu après, le prince de Lichtenstein rapporta la réponse du prince de Neufchâtel, qui, d'après l'autorisation de l'empereur, acceptait l'armistice (*). Les coalisés nommèrent commissaires pour cette négociation, les généraux Duca, pour l'Autriche, Schouwalow pour la Russie et Rauch pour la Prusse.

(*) Lettre du prince de Neufchâtel, au prince de Schwarzenberg.

« Mon prince! votre aide de camp le prince de Lichtenstein, m'a » apporté la lettre de V. A. Les assurances qu'il m'a données du dé- » sir de l'Autriche, d'arriver promptement à une pacification géné- » rale, sont d'une telle considération aux yeux de S. M., qu'elle m'au- » torise à accepter la proposition que vous faites. Les commissaires

Cependant l'armée française s'apercevant du mouvement de retraite de l'ennemi, se mit en marche pour le suivre. La droite et le centre s'avancèrent par les deux routes de Nogent, tandis que le général Gérard débouchait de Villemaur sur Saint-Liébault. Ce dernier rencontra à Fontvannes l'arrière-garde de la division Lichtenstein, composée de sa cavalerie. Une première charge, de la division Roussel, ayant décidé l'ennemi à la retraite, il fut enfoncé par la brigade Ameil et poursuivi jusque devant Troyes, où il se rallia avec le corps de Giulay. Les Autrichiens perdirent six canons et trois cents hommes. Les autres colonnes de l'armée, en s'approchant de Troyes, replièrent successivement le cordon qui avait été laissé sur les hauteurs de Barbarey. Le corps de Wrede avait repassé la Seine et avait pris position sur les hauteurs de Saint-Parre, ne laissant dans la ville que le général Volkmann avec les huit bataillons de sa brigade. Le corps de Giulay était sur la route de Sens, échelonné vers Courgerennes par celui de Bianchi. Dès que la division Lichtenstein eût été acculée sur Troyes, cette aile

» pourront se rendre entre Troyes et Vandœuvre, (puisqu'il paraît
» que c'est là que seront les deux quartiers-généraux) pour convenir
» de la suspension d'armes. Faites-moi connaître le nom des commissaires que vous avez munis des pouvoirs, ainsi que le lieu et
» l'heure où ils s'assembleront demain.

Je prie V. A. etc.

le 23 février 1814.

gauche de l'armée coalisée se mit en marche, dans l'ordre où elle était, pour se rendre à Bar-sur-Seine.

Vers quatre heures, le général Piré, avec sa division et celle du général Maurin, ayant poussé la cavalerie d'arrière-garde ennemie jusque dans les faubourgs, fit sommer le général Volkmann. Ce dernier, qui ne devait tenir la ville que jusqu'au lendemain au jour, n'avait fait aucun autre préparatif de défense, que de fermer les portes et de mettre du canon sur les remparts. Il refusa cependant la sommation, et le général Piré fit tirer sur les portes. Le général autrichien y répondit en faisant mettre le feu aux faubourgs, par des obus incendiaires. L'empereur Napoléon fit alors avancer une batterie de douze contre la porte. Une brêche fut bientôt faite et tout était disposé pour l'assaut, lorsque le général Volkmann fit signifier qu'il brûlerait la ville si on l'attaquait. Napoléon par un scrupule de générosité avait perdu quinze mille hommes, en refusant d'incendier Leipzig. Il ne jugea pas tant de délicatesse à ses ennemis et fit suspendre l'attaque.

Le soir l'armée française prit position devant Troyes; le 7ᵉ corps, moins la brigade Gruyère qui était devant Mery, en avant de la Chapelle; le 11ᵉ corps vers les Noës; le 2ᵉ sur la route de Sens; le prince de la Moskowa à la Chapelle; la vieille garde à Châtres; le 2ᵉ corps de cavalerie aux Noës; les 5ᵉ et 6ᵉ en arrière vers Saint-Julien.

L'armée coalisée était en mouvement de retraite. Le corps de Wrede était resté sur les hauteurs de Saint-Parre. Celui de Wittgenstein, ayant laissé sur la Seine la cavalerie du général Pahlen et les quatre bataillons de la brigade Wlastoff, était en marche sur Piney. Celui de Wurtemberg et les réserves s'étendaient entre Lusigny et Vandœuvres. Ceux de Bianchi et Giulay et la division Lichtenstein, étaient en marche vers Bar-sur-Seine. L'armée de Silésie, qui avait passé la nuit sous les armes, était restée dans sa position à Mery. Le 24 au point du jour, notre avant-garde entra dans Troyes, que venait d'évacuer le général Volkmann. On y trouva environ six cents malades ou blessés, et on prit une centaine de maraudeurs. Aussitôt que le général Volkmann l'eut rejoint, le général de Wrede se mit en retraite, laissant devant la ville les régimens de hussards de Szeckler et archiduc Joseph. Peu après la cavalerie de la garde, sous les ordres du général Nansouty, déboucha de Troyes en tête de colonne. Le 2ᵉ corps suivait, puis le 7ᵉ. Les deux régimens d'arrière-garde du corps de Wrede furent poussés au-delà de la Barse. Les 2ᵉ et 7ᵉ corps prirent position au pont de la Guillotière, et la cavalerie de la garde poussa jusqu'à Moustier-Amey. Elle y fut bientôt engagée avec les hussards autrichiens, que le général de Wrede avait fait soutenir par trois bataillons bavarois, afin de couvrir sa retraite en défendant le défilé. Après plusieurs charges, l'en-

nemi fut enfoncé avec perte d'environ deux cents prisonniers, et le général Nansouty s'avança à Villeneuve Mesgrigny. Les 2e et 7e corps reçurent l'ordre de passer la Barse pour soutenir cette cavalerie. Le prince de la Moskowa avait d'abord été porté en avant de Ruvigny, mais la retraite de l'ennemi étant prononcée, il revint à Troyes.

Le duc de Tarente, avec le 11e corps et la cavalerie du général Milhaud, avait pris la route de Bar-sur-Seine, sur laquelle se trouvait déjà le corps de cavalerie du comte de Valmy. Ce général s'était rendu directement de Saint-Julien sur la route de Bar-sur-Seine et avait atteint la division Lichtenstein, près de Saint-Parre-les-Vaudes. L'ennemi fut poussé jusqu'à Bar-sur-Seine et perdit un parc et près de six cents hommes. Le soir le duc de Tarente prit position à Saint-Parre-les-Vaudes. La vieille garde resta à Troyes. Ce jour-là Napoléon, ayant été prévenu que les commissaires des coalisés, pour l'armistice, se réunissaient à Lusigny, y envoya le général Flahault pour la France.

L'armée coalisée avait continué son mouvement de retraite jusqu'à Vandœuvres. Là il lui prit une peur, fondée sur la fausse nouvelle qu'un corps de cavalerie française s'avançait de Châtillon vers Bar-sur-Aube. Le prince de Schwarzenberg se hâta de se mettre, le même jour, en sûreté derrière l'Aube. Le corps de Wrede, les gardes et les réserves, passèrent la rivière à Bar. Le corps de Wittgenstein à Dienville, laissant une arrière-

garde à Piney. Le corps de Wurtemberg resta à Vandœuvres, chargé de l'arrière-garde de l'armée. Il venait de recevoir un renfort de deux bataillons de ligne et de cinq mille six cents landwehrs, en six bataillons, et en même temps deux escadrons autrichiens furent ajoutés à sa cavalerie. Ce renfort porta ses forces à dix-sept bataillons et vingt escadrons (*).

Cependant l'armée de Silésie n'avait pas suivi le mouvement rétrograde de l'armée austro-russe. Lorsque le Maréchal Blücher reçut du Prince de Schwarzenberg, l'avis de la décision qui avait été prise de concentrer les armées coalisées derrière Bar-sur-Aube, il se regarda comme dégagé de l'obligation de concourir davantage aux opérations du généralissime. Son plan favori se présenta de nouveau à ses yeux, et il se décida à le mettre à exécution. Paris lui parut encore

(*) FORCE DU CORPS DE WURTEMBERG, LE 24 FEVRIER.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT	CAVAL.
AVANT-GARDE.					
Prince Adam.... Gén. Stockmayer.	Archiduc Ferdinand.....		4		
	2e, 3e, 4e, 5e, de cavalerie..		16		1,840
	9e et 10e légers..........	4		3,800	160
CORPS DE BATAILLE.					
LE GÉNÉRAL FRANQUEMONT.					
Gén. Koch.. ...	2e, 3e, 4e, 5e. 6e de ligne...	10		9,500	
	6e Landwehr............	1		800	
— Doering.....	7e de ligne..............	2		1,900	
	Total.......	17	20	16,000	2,300

une fois une proie facile, et que la destinée lui avait réservée. Bien des espérances se rattachaient au désir qu'il avait de s'en rendre maître, sans attendre les autres coalisés. Il ne voyait devant lui que le faible corps du duc de Raguse; celui du duc de Trévise allait être menacé par Winzingerode et par Bülow. Il pensait que Napoléon, retenu par la poursuite de l'armée austro-russe, ne pourrait que le faire suivre par un détachement. Nous examinerons plus bas le mérite de cette conception stratégique.

Dès le 23 au soir, le Maréchal Blücher fit jeter un pont de bateaux sur l'Aube à Baudemont. Le 24 au point du jour, l'armée de Silésie s'ébranla pour passer la rivière. Les habitans de Mery furent chassés de la ville, parqués au milieu de la cavalerie, et obligés d'abandonner au pillage les propriétés que l'incendie avait épargnées; le soir il leur fut permis de rentrer dans leurs maisons. L'armée de Silésie, ayant employé toute la journée à passer l'Aube, prit position, savoir: le corps de Langeron à Soyer; celui de Sacken à Baudemont; celui d'York aux Granges, et celui de Kleist à Anglure. Les postes de cavalerie que le duc de Raguse avait le long de l'Aube, en observation, se replièrent et le corps réuni prit position à Vindé près Sézanne. Le soir Blücher reçut la réponse à la notification qu'il avait faite, au grand quartier-général, de son mouvement. Le prince de Schwarzenberg désapprouvait la sépa-

ration des armées, son intention étant toujours, disait-il, de livrer une bataille. Il invitait le maréchal Blücher à se diriger par Piney sur Dienville, afin de former l'aile droite de l'armée réunie : Blücher aurait pu, d'où il était, gagner Dienville par la rive droite de l'Aube et joindre l'armée austro-russe le 26. Mais son expédition de Paris lui tenait trop à cœur. S'en tenant à la lettre de l'invitation qu'il recevait, il répondit qu'il serait trop imprudent de repasser l'Aube et de marcher jusqu'à Dienville, en prêtant le flanc à l'armée française. Cette observation était juste et il n'y aurait rien eu à répliquer, s'il n'avait pas eu un autre chemin ouvert.

Le 25 à huit heures du matin, les souverains et l'état-major général coalisé, se réunirent à Bar-sur-Aube, chez le Roi de Prusse et dans la chambre du général Knesebeck, qui était malade, *et des conseils duquel la coalition ne pouvait pas se passer* (*). Il fut décidé dans ce conseil :

1° Que l'armée principale continuerait sa retraite dès qu'elle y serait forcée par l'ennemi (c'est-à-dire dès que l'armée française se présenterait); qu'elle se réunirait à Langres aux réserves, soit pour recevoir une bataille, soit pour reprendre l'offensives.

2° Puisque l'armée de Silésie s'était déja séparée, qu'elle se réunirait sur la Marne aux corps

(*) Plotho, tome III. page 231.

de Winzingerode et de Bülow et agirait contre Paris.

3° Qu'il serait formé une armée du sud, de cinquante mille hommes, pour s'opposer au duc de Castiglione, dégager Genève et couvrir la base d'opérations.

4° Que le duc de Weimar et le prince de Suède resteraient en Belgique, pour tenir en échec les garnisons des places fortes frontières et servir d'appui à la base d'opérations de Blücher.

5° Que l'armée principale se tiendrait sur la défensive, tandis que ses ailes agiraient offensivement.

6° Que le congrès, réuni à Châtillon dès le 4, ferait tous ses efforts pour conclure la paix; mais que les commissaires chargés des négociations de l'armistice, poseraient pour condition *sine quâ non* la ligne de démarcation de la Saône et du Rhône pour l'aile gauche.

Les dispositions que nous venons de rapporter portent, on ne peut pas le nier, le cachet d'une pusillanimité un peu étendue. On a voulu en faire honneur au prince de Schwarzenberg; il nous paraît cependant que c'est à tort. Le général, des conseils duquel la coalition ne croyait pas pouvoir se priver, doit bien y avoir eu sa part; ses collègues qui ont formé la majorité en faveur de la retraite, et ceux à qui appartenait le droit de décider, ont approuvé les motifs de prudence qui dirigèrent la décision du conseil. Mais il nous

semble que ce n'est pas sous ce point de vue qu'il convient de considérer cette détermination. Les coalisés devaient être rassurés par la comparaison de leurs forces, qui se présentaient devant l'armée francaise dans la proportion de dix à un. D'autres considérations, que la crainte de perdre une bataille rangée, motivaient leurs déterminations. Le souvenir de 1792 était là ; les assurances qui leur avaient été données avant leur entrée en France, avaient pu leur faire croire, lorsque la bataille de Brienne fut gagnée, que la France entière allait se détacher de son gouvernement, pour se jeter aux pieds des ennemis qui l'envahissaient. Cette espérance avait été déçue; les incendies et les dévastations avaient porté au dernier degré l'irritation d'un peuple aussi fier que brave ; le voile de l'illusion ne couvrait plus une invasion, contraire aux déclarations les plus solennelles; les départemens s'insurgeaient sur les derrières et sur les flancs de l'armée coalisée; l'intempérance et l'indiscipline des soldats avait encombré les hôpitaux et couvert les chemins écartés, de victimes d'un désordre effréné. Il n'est pas étonnant que, dans cette position, les coalisés aient jeté un regard inquiet derrière eux. Ils connaissaient trop leurs soldats et l'abattement qui suit toujours les revers, pour ne pas douter de la victoire, malgré la supériorité du nombre. L'eussent-ils remportée, elle pouvait les conduire à leur perte; car tant qu'une défection politique ne viendrait pas les aider, leur suc-

cès, en prolongeant leur ligne d'opérations, l'affaiblissait. L'empereur Napoléon, battu devant Troye, pouvait encore leur livrer une bataille avant Paris. Pendant ce temps, l'insurrection des départemens de l'est, en s'organisant, coupait leurs convois et inquiétait les derrières de leur armée. Ils pouvaient se trouver isolés au milieu de la France, n'ayant de munitions que pour une bataille; c'est ce qui leur est arrivé le 30 mars. S'ils perdaient la bataille que leur présentait Napoléon, leur armée était démolie sans ressource.

Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: le corps de Wittgenstein à Ailleville; l'arrière-garde du général Pahlen à Trannes et Dienville; le corps de Wrede à Bar-sur-Aube, qu'occupaient trois bataillons; la division Hardegg à Doulancourt; celle de cuirassiers de Kretoff entre Bar et Ailleville; le corps de Wurtemberg à Arsonval, ayant une arrière-garde sur les hauteurs de Spoy; les gardes et réserves à Chaumont; le corps de Giulay à Gye sur la Seine, pour couvrir le mouvement de celui de Bianchi, qui marchait vers Dijon; la division Lichtenstein à la Ferté-sur-Aube.

Cependant l'empereur Napoléon avait appris le passage de l'Aube, par le maréchal Blücher. Cette circonstance le força à changer ses dispositions et à retarder la poursuite de l'armée austro-russe. Il fallait, avant d'arrêter définitivement un plan d'opérations, attendre le développement d'un mou-

vement, qui devait paraître assez extraordinaire. Pour suivre cependant ce développement et profiter des chances qu'il pouvait offrir, Napoléon résolut de faire d'abord observer l'armée de Silésie. Le prince de la Moskowa fut envoyé à cet effet à Arcis, avec les divisions Meunier, Curial, Boyer et Charpentier, et les dragons du général Roussel; la division Friant resta à Troyes, et la cavalerie du général Nansouty y fut rappelée de Vandœuvres; le duc de Reggio, avec les 2e et 7e corps et celui de cavalerie du général Saint-Germain, s'avança à Vandœuvres; le duc de Tarente, avec son corps et les 5e et 6e de cavalerie, occupa Bar-sur-Seine; le général Allix, avec quatre bataillons et un escadron, eut ordre de marcher d'Auxerre vers Châtillon-sur-Seine.

Le 25, l'armée de Silésie s'était dirigée sur Sézanne en deux colonnes; les Prussiens à droite et les Russes à gauche. Le duc de Raguse se mit en retraite. Le maréchal Blücher essaya de le faire tourner sur ses deux flancs par la cavalerie, mais le feu de notre artillerie arrêta ce mouvement. Le duc de Raguse prit position le soir à la Ferté-Gaucher; après Esternay, il n'avait été suivi que par la cavalerie du général Korf, avec laquelle il eut un engagement d'arrière-garde à Moutis. L'armée de Silésie prit position, savoir : les corps de Sacken et Langeron à Esternay; le corps d'York et celui de Kleist, renforcé par trois mille hommes amenés par le colonel Lobenthal, à Treffaux.

Le 26, l'armée austro-russe continua sa retraite. Le corps de Wittgenstein vint sur les hauteurs de Colombé, laissant à Ailleville la brigade du général Wlastoff (23e et 24e chasseurs). Il reçut ce jour-là un renfort de huit bataillons de réserve, des divisions Szaszafskoy et Pisznitzky, venant de Dantzig. Le corps de Wurtemberg, à Blessonville, entre Chaumont et Château-Vilain. Celui de Giulay repassa l'Aube à la Ferté. Les gardes et les réserves furent portées jusqu'à Langres, sur l'avis que l'empereur Napoléon s'avançait vers Dijon. Le corps de Wrede, chargé de l'arrière-garde, prit position sur les hauteurs en arrière de Bar-sur-Aube; la division Hardegg gardait le pont de Doulancourt; la cavalerie bavaroise et celle du général Spleny, soutenues par les cuirassiers russes du général Duca, étaient derrière Bar, à la tête du faubourg. Vers quatre heures après-midi le corps du général Gérard déboucha sur Doulancourt. La division Duhesme, qui était en tête de colonne, emporta le pont à la bayonnette et culbuta les Autrichiens sur Ailleville, où ils essayèrent en vain de tenir, avec l'aide de la brigade Wlastof. Le général Duhesme entra pèle-mêle avec eux à Bar. Alors le duc de Reggio, maître des ponts de Bar et de Doulancourt, plaça la division Hamelinaye sur les hauteurs du Val-des-Vignes. Le 7e corps prit position avec le 2e de cavalerie, entre Bar et Ailleville. La division Pacthod resta à la garde du pont de Doulancourt. Le soir le comte de Valmy

vint prendre position à Spoy avec les divisions Jacquinot et Treilhard. Le duc de Tarente, de son côté, s'avança jusqu'à Essoyes et poussa le 5e corps de cavalerie jusqu'à Fontette.

Dans l'après-midi, le roi de Prusse, qui était à Colombé, près du prince de Schwarzenberg, reçut du maréchal Blücher l'avis qu'il s'avançait vers la Marne, et que l'empereur Napoléon, laissant peu de troupes sur l'Aube, réunissait le gros de son armée à Mery, pour suivre l'armée de Silésie. Cette nouvelle rassura les coalisés et il fut décidé qu'on reprendrait l'offensive. Les cosaques de Platow furent poussés entre l'Aube et la Marne, pour entretenir la communication avec l'armée de Silésie, et le partisan Seslavin envoyé du côté de Châtillon. Vers six heures du soir, le général de Wrede recut l'ordre de se tenir prêt à attaquer le lendemain. Le général de Wrede fit faire un grand bruit de hourras, de tambours et de trompettes dans son camp, présumant sans doute que ce tapage ferait tomber les murs de la ville et épouvanterait la division Duhesme; il voulut prendre l'offensive sur-le-champ et se rendre maître de Bar, par un coup de main. Il y lança deux bataillons bavarois au pas de charge. Ils s'emparèrent en effet de la porte et pénétrèrent jusqu'à la place. Mais là ils furent accueillis par une décharge à bout portant du bataillon de piquet, qui les abordant bayonnettes basses, les ramena jusqu'en dehors du faubourg. L'ennemi

perdit six cents hommes à cette belle équipée, qui nous en coûta une cinquantaine.

Le 26, l'armée de Silésie continua son mouvement. Dans la matinée, un aide-de-camp du duc de Trévise, expédié au duc de Raguse, ayant été pris, le maréchal Blücher apprit par lui que le duc de Trévise était à Château-Thierry, avec dix mille hommes. En effet le duc de Trévise, après avoir laissé dans Soissons une bonne garnison sous les ordres du général Moreau, en était parti le 22 et était venu le 24 à Château-Thierry, pour observer le corps de Winzingerode, qui était toujours à Epernay. Le maréchal Blücher, jugeant alors qu'il ne pouvait pas empêcher la jonction des deux maréchaux à la Ferté, et ne voulant pas laisser derrière lui ces deux corps, qu'il estimait être de vingt à vingt-cinq mille hommes, modifia son premier plan. Il avait voulu d'abord forcer le passage de la Marne à Meaux avec toute son armée; il se décida alors à retenir les deux maréchaux à la Ferté, avec ses deux corps prussiens, tandis que les Russes se rendraient à Meaux par Coulommiers. Le duc de Raguse, en quittant la Ferté-Gaucher, s'était d'abord replié à Rebais; le mouvement des Russes sur Coulommiers le décida à marcher jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre. Le même jour le duc de Trévise, informé du mouvement des Prussiens, vint joindre le 6e corps à la Ferté. Le général Vincent fut laissé d'arrière-garde à Château-Thierry, avec cinq cents hommes

d'infanterie et trois cents chevaux. Le soir, le corps d'York s'avança à Rebais, celui de Kleist à Doue, celui de Langeron à Chailly et celui de Sacken à Coulommiers; la cavalerie de Korf fut laissée à la Ferté-Gaucher, pour observer les mouvemens de l'empereur Napoléon.

Nous laisserons un moment l'armée austro-russe prête à reprendre l'offensive, et l'armée de Silésie marchant vers la Marne, pour reporter l'attention du lecteur sur les opérations qui ont eu lieu dans le Nord, au Midi et aux Pyrénées.

CHAPITRE VIII.

Opérations en Belgique. — Combat de Wyneghem, le 1er février. — Mouvemens des armées. — Arrivée du duc de Weimar. — Il fait une tentative sur Maubeuge. — Les Suédois entrent en Belgique. Opérations dans le sud de la France. — Formation de l'armée du Rhône. — Plan d'opérations du duc de Castiglione. — Mouvement du général Marchand. — Le duc de Castiglione arrête le sien.

Nous avons vu (page 210) qu'à la fin du mois de janvier le général Maisons avait pris position à Louvain, avec les divisions Barrois et Castex, occupant en même temps Malines et Bruxelles. Les divisions Ambert et Roguet étaient à Anvers. Le général Bülow était à Breda, couvert par la division Borstell, qui occupait Hoogstraeten et West-Wesel. Le duc de Saxe-Weimar, commandant le 3e corps d'Allemagne, venait d'être chargé du commandement en chef des troupes coalisées, dans la Belgique. Son corps s'approchait du Rhin, et lui-même était arrivé à Breda, le 24 janvier. Le général Bülow devait quitter la Belgique pour rejoindre l'armée de Silésie, dès qu'il serait remplacé par les troupes allemandes, dont il couvrait l'arrivée dans

la position qu'il avait prise. A peu près vers le même temps, les Anglais envoyèrent un renfort de quelques milliers d'hommes en Hollande, et y firent passer le duc de Clarence, chargé d'engager les généraux coalisés à concourir au bombardement d'Anvers. Ne prévoyant pas que la flotte française leur serait remise plus tard, ils voulaient l'incendier. Cette opération, qui intéressait singulièrement le gouvernement anglais, créée tout exprès pour nuire à l'humanité entière, devait être faite le plutôt possible. Le corps du duc de Weimar étant encore au-delà du Rhin, le général Bülow s'en chargea, d'autant plus que ce mouvement en avant le mettait dans la direction qu'il devait suivre.

Le 30 janvier, il réunit son corps à West-Wesel. Le 31, il vint à Westmalle, et ses premières troupes formèrent l'investissement d'Anvers. La division Borstel fut envoyée à Lier, pour observer le corps du général Maisons. Un corps d'environ cinq mille Anglais, parti d'Oudenbosch, vint par Rosendael jusqu'à Eschen. Le duc de Plaisance, gouverneur d'Anvers, ne tenait sur ces routes que des postes d'avertissement; il avait seulement envoyé à Lier un bataillon et un escadron. Ce dernier détachement se trouvant tout-à-coup en présence de la division Borstel, ne put être sauvé qu'en le repliant sur Berghem, où le ramena son chef, le colonel Vautrin. Le duc de Plaisance, averti du mouvement de l'ennemi, fit occuper

Braschaet et Schooten par la division Ambert; la division Roguet fut repliée de Wyneghem au château d'Arcul, à moitié chemin de Deurne. Le pont du canal d'Herenthals, sur le chemin de Lier, fut occupé. La brigade Flament resta en réserve, à la tête du faubourg de Borgerhout.

Le 1er février, l'attaque des coalisés se développa sur quatre colonnes. A la gauche, le général Oppen devait déboucher par la route de Lier et attaquer le pont du canal. Au centre, la division Thümen et une partie de la division Kraft devaient attaquer Wyneghem. Le restant de cette dernière division devait s'emparer de Schooten. Les Anglais étaient destinés à l'attaque de Braschaet et Merxem. A huit heures du matin, la division Thumen, ayant dépassé Wyneghem, s'engagea avec la brigade Aymar, en avant du château d'Arcul; trois assauts successifs, sur les retranchemens que défendaient nos troupes, furent repoussés, et ce ne fut qu'après six heures de combat que le duc de Plaisance se crut obligé de faire replier la brigade Aymar. Se retirant pied à pied, elle évacua peu à peu Deurne et prit position à la tête du faubourg. L'ennemi voulut suivre ce mouvement et passer le pont de la Schin; mais, chargé en tête par un escadron de lanciers et sur les flancs par deux bataillons, il fut culbuté au delà de Deurne; ses tirailleurs, coupés, furent en partie noyés dans les marais. La division Thümen, qui venait de recevoir cet échec, n'osa pas tenter une nouvelle attaque, et resta

jusqu'au soir inactive sous le feu de nos troupes. Le général Kraft aborda Schooten, défendu par trois bataillons, qui se replièrent à Merxem. Les Anglais débusquèrent également les trois bataillons qui étaient à Braschaet; mais ils se replièrent en bon ordre sur Merxem, où la division Ambert réunie contint l'ennemi. Le général Oppen fut également arrêté court, au pont du canal de Herenthals.

Le lendemain, les coalisés tentèrent une autre attaque. Après un combat opiniâtre, les Anglais parvinrent à se rendre maîtres de Merxem. Les Prussiens furent contenus et toutes leurs attaques repoussées. Dans la nuit du 2 au 3, les Anglais ayant établi des batteries derrière la digue de St.-Ferdinand, commencèrent le bombardement qu'ils continuèrent pendant douze heures; mais les vaisseaux étaient blindés, et ils ne souffrirent aucun dommage. Le duc de Plaisance venait d'être relevé par le général Carnot. Cet illustre vétéran, dont le nom se rattache à de si glorieuses campagnes, ne s'était pas mépris sur les intentions des coalisés. Il n'avait pas servi le gouvernement impérial dans les temps de bonheur; il lui offrit son bras, lorsque la coalition en fit le prétexte de son agression (*). Après trois jours d'un inutile bom-

(*) Lettre du général Carnot à l'empereur Napoléon, le 24 janvier 1814.

Sire!

« Aussi long-temps que le succès a couronné vos entreprises, je

bardement, les coalisés se retirèrent de devant Anvers, le 6 au matin, renonçant à une expédition qui avait tourné à leur honte. Cette équipée leur coûta plus de quinze cents hommes; nous en perdîmes environ cinq cents. Le 6, le général Bülow réunit son corps à Lier.

Cependant, le général Maisons se trouvait dans une position assez critique. La retraite du duc de Tarente avait découvert sa droite. Non-seulement, il se trouvait menacé de ce côté par le corps de Winzingerode, maître de Liége, mais il était déjà débordé par le général Czerniszeff, qui occupait Namur. Après avoir rallié le détachement du général Castex, le général Maisons vint prendre position entre Malines et Louvain, et se prépara à évacuer Bruxelles. La tête de la colonne du général Bülow ayant paru devant Louvain, le mouvement de retraite commença. Le 31, la division Barrois et une partie de celle du général Castex

» me snis abstenu d'offrir à V. M. des services que je n'ai pas cru lui » être agréables; aujourd'hui, sire, qne la mauvaise fortune met » votre constance à une rude épreuve, je ne balance plus à vous faire » l'offre des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose, sans » doute, que l'offre d'un bras sexagénaire, mais j'ai pensé que » l'exemple d'un ancien soldat, dont les sentimens patriotiques sont » connus, pourrait rallier à nos aigles beaucoup de gens incertains » sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persua- » der que ce serait servir leur pays, que de les abandonner.

» Il est encore temps pour vous, sire, de conquérir une paix glo- » rieuse et de faire que l'amour du grand penple vous soit rendu. »

Nous avons cru que ce monument de franchise et de loyauté appartenait à l'histoire.

vint à Hall; la réserve à Tubize. Le général Chambarliac occupa Tournay, avec douze cents hommes des dépôts de la 16e division militaire, et cent cinquante gardes d'honneur. Le général Ledru-des-Essarts forma le noyau de sa division, avec les troupes des places de la Lys. Le général Penne prit le commandement de celles qui étaient à Mons. Ce dernier ayant été attaqué le 3, par l'avant-garde de Winzingerode, il fut forcé de se replier sur Valenciennes. Le général Maisons se vit alors contraint de se rapprocher de l'ancienne frontière de France. Il prit d'abord position à Ath, puis il se retira à Tournay le 10. La brigade de cavalerie du général Menziau fut détachée à Lannoy, avec le squelette de division du général Ledru.

Le général Bülow arriva avec son corps le 8 février à Bruxelles, où il s'arrêta jusqu'au 13, pour attendre les troupes du duc de Weimar. Ce jour-là, il vint à Braine-le-Comte, et, en continuant son mouvement sans se presser, il arriva le 24 à Laon, où il cantonna ses troupes. En quittant la Belgique avant que la totalité des troupes du duc de Weimar n'eût passé le Rhin, il y laissa la division Bostel et douze escadrons. Ces troupes devaient cependant rejoindre leur corps, dès que la division saxonne de Thielemann serait arrivée. Le 27, le général Thümen se présenta devant la Fère, avec deux bataillons et demi et quatre escadrons. Après avoir essuyé, pendant quelques heures, le feu de deux canons et deux obusiers, la place se

rendit à la première sommation, à la grande surprise des Prussiens.

La tête du 3e corps d'Allemagne était cependant arrivée à Breda, le 7 février. Elle était composée de la division Lecoq, (sept bataillons et cinq escadrons) et de la division Gablentz (cinq bataillons et quatre escadrons). Le 8, ces deux divisions se remirent en marche. La première vint occuper Bruxelles et Malines. La seconde fut laissée à Lier, pour compléter le blocus d'Anvers. La division Borstel était à Ath, pour observer le général Maisons. Le général Graham était à Zundert, bloquant Berg-op-Zoom et Anvers. Dans cette position, le duc de Weimar s'imaginait remplir le triple objet de ses instructions qui étaient, 1° d'empêcher les sorties d'Anvers à la droite de l'Escaut; 2° de couvrir la Belgique contre les entreprises des garnisons des places françaises, et du général Maisons; 3° de couvrir et d'assurer la ligne d'opérations des corps de Bülow et de Winzingerode. Peu après le duc de Weimar fit avancer le général Lecoq à Peruwels et Leuze. Le général Ryssel, qui venait d'arriver, occupa Mons avec quatre bataillons et cinq escadrons.

Le général Maisons resta dans sa position de Tournay jusqu'au 16; mais la présence sur son flanc droit du corps de Bülow, qui vint ce jour-là à Mons et vers Bavay, l'obligea à la quitter. Il avait trop peu de troupes, pour couvrir tout à la fois Lille et Valenciennes. Il préféra se rapprocher de

la première, la plus importante des deux. Le 17 il prit position au Quesnoy sur Deulle et à Wambrechies, sa droite appuyée à Lille et sa gauche à Armentières, où il plaça le général Penne. Le duc de Weimar, profitant de ce mouvement rétrograde, fit avancer la division Borstel à Leuze, et vint prendre position le 20, avec le restant de ses troupes entre Ath et Mons. Le 20, la place de Gorcum capitula et la garnison fut prisonnière de guerre. La division Zielinsky, qui en avait fait le siége, se rendit à Mastricht, d'où elle rejoignit le corps de Bülow. Le 22, le général Borstel détacha sur Ypres le colonel Hellwig, avec quelques troupes d'infanterie et de cavalerie. Le général Maisons fit marcher à Armentières une brigade de la division Barrois, tandis que l'autre se dirigeait à Menin. Le major Hellwig, averti de ce mouvement, se hâta de se replier à Courtray, d'où il fut chassé le 24. Le général Maisons, qui projetait de pousser jusqu'à Gand, où il devait attirer à lui la division Roguet, qui avait l'ordre de quitter Anvers, porta sa droite en avant. Le général Castex, qui était resté sur la Marcq, reçut l'ordre de s'avancer à Tournay. Le général Carra-St.-Cyr, commandant supérieur de Valenciennes, eut celui de s'avancer vers le même point, avec dix-huit cents hommes tirés des garnisons de Valenciennes, Condé et Bouchain. A la gauche le général Maisons fit occuper Deynse.

Dans le même temps, le duc de Weimar avait

décidé de faire reconnaître les places de Condé et de Maubeuge, dont il désirait se rendre maître, pour assurer ses communications avec l'armée de Silésie. Le général Lecoq fut dirigé contre la première et le général Ryssel sur la seconde. Le général Lecoq rencontra, au Vieux-Condé, les troupes du général Carra-St.-Cyr, qui l'attaquèrent sur-le-champ et le menèrent battant jusqu'à Peruwels. Les Saxons perdirent une centaine d'hommes. Le général Ryssel se présenta à une petite lieue de Maubeuge, et rapporta qu'il était impossible de se rendre maître de cette place, sans un siége régulier. Il n'y avait cependant que mille hommes de garnison (*), et les ouvrages dégradés venaient à peine d'être palissadés. Le combat de Vieux-Condé, et le mouvement des troupes françaises sur Tournay, donnèrent des inquiétudes au duc de Weimar. Il craignit que l'intention du général Maisons ne fût de jeter des troupes dans Anvers. Il venait de lui arriver cinq bataillons de la brigade de Thuringe. Il les porta à Alost et Dendremonde. Le général Maisons se décida alors à suspendre son mouvement sur Gand. Le général Castex quitta Tournay et retourna derrière la Marcq. Mais les divisions Barrois et Ledru restèrent à Courtray. Le 27, le général Carnot fit sortir d'Anvers une colonne d'environ deux mille hom-

(*) Un bataillon de gardes nationales, un de douaniers, trente chasseurs et une compagnie de canonniers, formée des habitans.

mes, qui s'avancèrent jusqu'à Bochout. Mais le général Maisons n'ayant pas atteint Gand, la sortie rentra.

Pendant que ces événemens se passaient, le prince royal de Suède, qui avait quitté le 20 janvier les frontières du Danemarck, s'avançait vers le Rhin. Son armée, réduite au corps suédois, à celui de Walmoden et aux troupes anséatiques, passa le Rhin à Cologne et à Dusseldorf, du 12 au 18 février, et vint se cantonner entre Liége et Louvain vers la fin du mois. Le deuxième corps allemand, qui devait le joindre, était encore en formation et celui de Tauenzien fut employé aux siéges des places d'Allemagne. En arrivant à Cologne, le 12 février, le prince de Suède adressa une proclamation aux Français (*). Nous nous abstiendrons de toutes réflexions sur cette pièce, qui a été si vivement improuvée par des personnes, dont le zèle patriotique a été plus loin que la justice. Nous nous contenterons de dire, qu'en exprimant les sentimens qui devaient animer un prince devenu suédois, par l'adoption libre de cette nation, elle ne contient rien qui puisse exciter nos regrets, si ce n'est la fatalité qui a forcé un général, dont la mémoire n'est pas perdue chez nous, à porter les armes contre ses anciens compagnons.

Nous avons vu (liv. 2, chap. IV.) que le géné-

(*) Voyez *Pièces justific.*, XXVII.

ral Bubna, après avoir manqué son entreprise sur Lyon, s'était replié au Pont-d'Ain le 22 janvier. Il y resta jusqu'à la fin du mois, faisant occuper Meximeux, par la brigade Klopfstein du corps de Lichtenstein, qui était passé sous ses ordres. Dans les premiers jours de février, il songea à renouveler son expédition de Châlons, afin de faciliter ses communications avec les troupes autrichiennes qui étaient à Dijon. Le 4, le général Scheither se présenta avec trois bataillons et six escadrons devant le pont de la Saône, que défendait le général Legrand, avec deux cents hommes de ligne et un bataillon de garde nationale de Châlons. Après un combat assez vif, le général Legrand fut forcé de céder au nombre et de se replier à Charolles. Le général Bubna, maître de Châlons, fit désarmer les habitans de Saône-et-Loire et de l'Ain, autant qu'il fut possible. La brigade Scheither fut cantonnée de Châlons à Villefranche; celle de Klopfstein (six bataillons et six escadrons) resta à Meximeux, et le général Bubna vint à Bourg avec le restant des troupes qui lui avaient été envoyées, et qui consistaient dans la brigade Longeville de six bataillons et douze escadrons; le général Zechmeister occupait Chambéry avec trois bataillons, six escadrons et les chasseurs génevois; la ville de Genève, abandonnée à la garde de la bourgeoisie, ne contenait que des dépôts; des postes furent envoyés vers Digoin, sur la Loire.

Pendant que le général Bubna, en disséminant

ainsi ses troupes, semblait plus s'occuper d'étendre le rayon de ses contributions que d'opérations militaires, le corps du Rhône, que devait commander le duc de Castiglione, s'organisait. Dans les premiers jours de février, la brigade de réserve de Nîmes arriva à Vienne, où le duc de Castiglione la laissa pour achever de s'organiser; peu après, ayant reçu encore quelques bataillons, il en envoya un, avec un escadron et deux canons, garder le col de Tarare, sous les ordres du général Ponchelon; enfin, le 15 février, la tête des troupes venues de l'armée de Catalogne arriva à Lyon. Les généraux Marchand et Dessaix avaient de leur côté organisé une petite division vers Grenoble; une division de quatre mille hommes avait été formée, par les gardes nationales de Toulon et des départemens du Rhône, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Vienne, de l'Indre et de la Nièvre; celles des Hautes-Alpes restèrent à Briançon. Alors la force du corps du Rhône (*) s'éleva à environ vingt-six mille hommes; mais les gardes

(*) FORCE DU CORPS DU RHONE AU 15 FÉVRIER.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.	CANONS.	
Musnier ..	Ordonneau.........	4		2,580		6	d'Esp.
	Gudin..............	4		2,650			
Pannetier.	Estève..............	4		2,560		6	d'Esp.
	Ponchelon..........	5		2,408			
Réserves de Nîmes, Bardet.......		6		4,315		4	
Gardes nationales, Rémond.......		9		4,037		2	
Digeon Guillemet............			2		236	6	
			11		1,852		d'Esp.
Marchand Dessaix...	Serrant..............	12	1	4,983	103	12	
Total......		44	14	23,533	2,191	36	

nationales étant restées pour la garnison de Lyon, excepté les deux bataillons de Toulon, qui passèrent à l'armée, il ne resta que vingt-deux mille hommes disponibles au duc de Castiglione; dix-sept mille étaient directement sous ses ordres, et cinq mille environ sous les ordres du général Marchand. A cette époque, le général Bubna avait sous ses ordres dix-huit bataillons et trente escadrons, faisant environ dix-neuf mille hommes. La disproportion n'aurait donc pas été grande, si ses troupes eussent été disposées un peu militairement.

Le duc de Castiglione, en état de prendre l'offensive, n'avait plus qu'à arrêter le plan d'opérations qu'il voulait suivre. La situation des armées coalisées en France et la disposition des troupes qu'il avait devant lui, et qui étaient dispersées depuis Grenoble jusqu'à Châlons, lui en indiquaient un bien simple. Laissant à Lyon la division de gardes nationales et même la brigade Bardet, il devait se porter directement sur Genève, par Nantua, avec les divisions Musnier et Pannetier et sa cavalerie; en même temps les généraux Marchand et Dessaix devaient déboucher sur le même point, par Chambéry. Les troupes ennemies qui étaient à Meximeux, ne pouvant pas opposer une longue résistance, le duc de Castiglione arrivait nécessairement à Nantua, avant que le général Bubna n'ait pu rallier ses troupes de la rive droite de la Saône; il aurait donc été obligé de se jeter

vers Lons-le-Saunier; alors Genève, dégarni, tombait entre les mains du général Marchand. La perte de Genève était ce que craignait le plus le prince de Schwarzenberg, et elle aurait suffi pour ramener son armée vers Bâle. Il n'ignorait pas que plusieurs cantons, et surtout ceux de Vaud et d'Argovie, étaient loin de partager les sentimens de l'aristocratie de Berne, de Bâle et de Zurich. La prise de Genève aurait suffi pour causer en Suisse un mouvement, qui compromettait gravement la base principale d'opérations des coalisés. Une autre mesure qu'aurait dû prendre le duc de Castiglione, que réclamaient les localités et que favorisait la nature du terrain, était la formation du plus grand nombre possible de corps francs, dans les départemens de l'Ain, de l'Isère et du Mont-Blanc. C'est un bien triste préjugé que celui qui semble repousser le service si important et si utile des corps francs, sous le prétexte de leur indiscipline et de leur peu de sûreté. L'un et l'autre de ces reproches tient encore au temps où on les composait, si mal à propos, de déserteurs, auxquels on lâchait la main pour les assimiler aux Croates et aux Pandoures. Le problème de discipliner les corps francs est aisé à résoudre, quand ils sont composés de citoyens du pays, qui ont intérêt à se défendre de l'ennemi et n'en ont point à ravager leurs concitoyens.

Le plan d'opérations du duc de Castiglione fut tout-à-fait différent de celui que nous avons

indiqué. Voulant atteindre partout, il dissémina ses troupes comme l'étaient celles de l'ennemi, et il n'obtint nulle part un résultat important. Le général Pannetier, avec la brigade Estève, fut chargé de chasser le général Scheither de Macon. La division Musnier devait pousser l'ennemi sur Bourg. Le général Marchand devait faire une diversion, indéterminée, puisqu'on ne lui indiquait pas même Genève pour but absolu. La brigade Bardet fut appelée à Lyon, et Tarare fut occupé par le corps franc de Damas, le seul que le duc de Castiglione ait voulu souffrir. Le 17, les deux colonnes débouchèrent de Lyon. Le général Pannetier, ayant facilement replié les avant-postes ennemis à Villefranche, attaqua le 18 le général Scheither à Macon, et après un combat assez vif le repoussa sur Châlons. Le général Musnier chassa également l'ennemi de Meximeux. Les Autrichiens prirent position à Loye, d'où ils furent de nouveau repoussés avec perte et rejetés en arrière de Pont-d'Ain. Delà, le général Musnier reçut l'ordre de se porter sur Bourg et le duc de Castiglione, qui était resté à Lyon, dirigea en hâte la brigade Ponchelon sur Nantua. Mais le général Bubna s'était replié sur Lons-le-Saunier, tant pour rallier la brigade Scheither, que pour s'appuyer au corps de Lichtenstein qui était devant Besançon. Le général Musnier entra le 19 à Bourg et le général Ponchelon le 20 à Nantua.

Le général Marchand se décida à marcher par

Chambéry sur Genève; mais auparavant il voulut reprendre les Échelles. Il donna en conséquence l'ordre au général Dessaix, qui était avec quinze cents hommes à la Chavanne, de passer l'Isère au-dessus de Montmélian, de rallier aux Marches un renfort de huit cents hommes qui devait lui arriver de Barreaux et de se diriger sur Chambéry. Lui-même, débouchant par la route de Lyon, se réservait de forcer les Échelles. Le major Thilorié du 18e léger, chargé de cette opération, avec deux compagnies d'élite du 1er de ligne et les deux de carabiniers de son régiment, la remplit avec autant de courage que d'intelligence. Le 16, le général Marchand déboucha sur Chambéry et le général Dessaix força le passage de l'Isère et chassa l'ennemi de Montmélian. Le 19, le général Marchand ayant porté un bataillon par Lemens, pour tourner Chambéry, le général Zechmeister se retira à Aix. Le général Marchand s'étant arrêté quelques jours à Chambéry, pour organiser son artillerie et compléter ses munitions, se remit en mouvement le 23 et occupa Aix, que les Autrichiens avaient évacué la veille. D'Aix le général Marchand dirigea le général Ferrant, avec douze cents hommes et trois canons sur Annecy. Lui-même, avec deux mille trois cents hommes et cinq canons, se dirigea sur Rumilly. Le général Serrant chassa les Autrichiens le 24 d'Alby et d'Annecy; le 25 il força les ponts de Broigny et de la Caille, et vint s'établir à Coursel. Le général Marchand

battit de son côté l'ennemi le 24 à Rumilly; le 25 il força le pont de Copet; le 27 il vint à Frangy sans combat, l'ennemi s'étant replié sous Genève.

Pendant que ceci se passait, le duc de Castiglione, maître de Macon et de Bourg, avait suspendu ses opérations, content d'avoir dégagé Lyon. Cette inaction servit au général Bubna pour se reconnaître et disposer ses troupes. Le général Scheither reçut l'ordre de rester à Châlons et de s'y défendre tant qu'il pourrait. Le général Klebelsberg, avec la brigade Klopfstein, fut envoyé en hâte par St.-Claude à Genève, pour couvrir cette place et renforcer la brigade Zechmeister. Malgré ces mesures et la lenteur du Duc de Castiglione, le général Bubna n'était rien moins que rassuré sur sa position et sur le sort de Genève. Il rendit compte de la situation des affaires au prince de Schwarzenberg, et ne lui cacha pas ses craintes. Ce fut ce rapport qui, ainsi que nous l'avons vu plus haut, décida la retraite de l'armée austro-russe vers Langres, et la formation d'une armée du midi. On peut conclure de ces déterminations des coalisés que, si le duc de Castiglione avait poussé vigoureusement le général Bubna au delà de Lons-le-Saunier, le prince de Lichtenstein se serait vu obligé de lever les siéges de Besançon et d'Auxonne et de se rapprocher de Bâle. La retraite de l'armée austro-russe aurait, à en juger par l'effet que produisit la crainte seule de cet événement, continué jusqu'au Rhin.

CHAPITRE IX.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Combat de Garris, le 15 février. — Les Anglais passent le gave d'Oleron. — Le duc de Dalmatie concentre son armée à Orthez. — Réflexions sur les opérations de l'armée des Pyrénées. — Position générale des armées, le 26 février.

Nous avons laissé l'armée des Pyrénées et l'armée anglo-espagnole en position vers le milieu de janvier; la première s'étendant en demi-cercle de Bayonne, par Guiche, jusqu'à la Bastide et atteignant St. Jean-Pied-de-Port, par son extrême gauche; la seconde entre St.-Jean-de-Luz et Bidarray. La saison rude et pluvieuse et le débordement des rivières, empêchèrent les opérations militaires, et les deux armées restèrent dans cette position le restant du mois de janvier et les premiers jours de février. Mais si leur position militaire ne changea pas, le rapport de leurs forces réciproques éprouva une variation, qui augmenta la supériorité numérique de celle de lord Wellington. Ce dernier reçut, vers la fin du mois de janvier, un renfort de six mille hommes d'infante-

rie et quatorze cents chevaux. Au contraire le duc de Dalmatie avait reçu, dès le commencement du mois, l'ordre d'envoyer à la grande armée environ dix mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Par suite de cet ordre, les divisions Leval, Boyer et Treilhard et la brigade Sparre, de la division Soult, quittèrent l'armée des Pyrénées. Cette diminution la réduisit à environ trente-huit mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux (*).

Dans les premiers jours de février, le beau temps ayant séché les chemins et fait rentrer les rivières dans leurs lits, le duc de Wellington attira à lui sa cavalerie, qu'il avait renvoyée sur l'Èbre, à la mauvaise saison, et se prépara à prendre l'offensive. Il n'était pas aisé de déterminer le plan d'opérations à suivre, pour forcer le passage de l'Adour. Le point stratégique du pas-

(*) La brigade Chassé passa de la division Darmagnac dans la division Boyer, et réciproquement la brigade Menne dans la première. Voici le tableau des troupes retirées de l'armée des Pyrénées.

			BATAIL.	ESCAD.	INFAN.	CAVAL.
Division Leval.....	Général	Pinoteau.....	3		3,143	
	—	Monfort.....	4		2,285	
— Boyer.....	—	Chassé......	4		2,992	
	—	Gauthier.....	5		2,595	
— Treilhard..	—	Ismert.......		12		1,619
	—	Ormancey....		9		1,247
De la division Soult..	—	Sparre.......		4		554
		Total.......	16	25	10,015	3,420

sage était entre les mains de l'armée française ; car ce point était Bayonne et non pas Urt, comme on a voulu l'avancer. La plus grande partie de l'armée française se trouvant entre Bayonne et Guiche, il n'était pas possible de passer l'Adour près de Bayonne, soit au-dessus soit au-dessous. Le duc de Dalmatie, que le camp retranché rendait maître de ses mouvemens, aurait pu écraser à son choix une des deux moitiés de l'armée anglo-espagnole. Glisser entre Bayonne et les Pyrénées, pour chercher un passage plus haut, était une opération d'autant plus imprudente, qu'elle ne présentait aucune chance de réussite, si ce n'est dans les fautes de celui qui devait la faire manquer. Cependant le duc de Wellington voulait pénétrer en France à quelque prix que ce fût. Les notes parvenues, dès 1813, au gouvernement anglais, avaient donné l'assurance d'une vaste conspiration, qui devait armer les départemens de l'ouest contre le gouvernement. Appelé par ces espérances et stimulé par son gouvernement, qui venait d'envoyer le duc d'Angoulême à St.-Jean-de-Luz, le duc de Wellington balançait cependant encore. Enfin le comité de l'ouest lui expédia M. de Laroche-Jacquelin, et celui-ci eut le mérite d'avoir décidé les Anglais à s'avancer à Bordeaux et à Toulouse.

Déterminé à se porter en avant et à forcer le duc de Dalmatie à lui ouvrir le chemin, où à recevoir une bataille, Wellington devait d'abord

chercher à éloigner son adversaire de Bayonne et du camp retranché. Pour y parvenir, le seul parti qu'il eût à prendre était de manœuvrer en étendant sa droite. Mais il ne fallait jamais se détacher de sa base. La seule communication praticable qu'il eût avec l'Espagne, était la route de St.-Jean-de-Luz à Irun. Les passages de St.-Jean-Pied-de-Port et de Roncevaux, ne pouvaient pas, surtout dans cette saison, lui servir pour ses convois, et moins encore comme ligne de retraite. En se détachant tout-à-fait de St.-Jean-de-Luz, il courait risque de voir son adversaire le laisser tranquillement s'avancer jusque vers Orthez, et se rabattre ensuite sur ses derrières. L'armée française, en prenant la position de la Nive, la gauche appuyée à Bayonnne, la droite vers Bidarray, enlevait à l'armée anglo-espagnole, toutes ses communications et dispersait les troupes espagnoles restées à Irun. Dans cette position, rien ne pouvait sauver les Anglais d'un désastre complet. Il paraît que le duc de Wellington ne mit aucun doute dans les promesses de M. de Laroche-Jacquelin, car il se mit en mouvement avec toute son armée.

Le 14, le général Hill avec la division portugaise et celle de Stewart, marcha vers Hellette. Le général Harispe y était campé avec deux brigades; celle du général Paris était à Garris; la brigade de cavalerie du général Berton couvrait la gauche de la position de Hellette. Le même

jour Mina s'avança, avec ses bandes, de la vallée de Bastan dans celle de Baigorry, se dirigeant vers Saint-Palais. Le général Harispe, trop faible pour résister aux forces qui le menaçaient, se replia sur Garris et envoya la brigade Paris occuper le pont d'Arriverette, pour s'assurer le passage du gave de Mauléon. Le 15, le général Hill, se présenta devant Garris. La position du général Harispe fut attaquée de front par la division Stewart, pendant que le général Morillo, avec une partie des bandes de Mina, le tournait par la gauche vers Saint-Palais. Le général Harispe soutint le combat sans artillerie, et, malgré l'infériorité du nombre, la droite de sa division ne put pas être forcée avant la nuit. Les Anglais perdirent plus de deux cents hommes; le général Pringle fut blessé. Dans la nuit, le général Harispe, ne jugeant pas prudent de s'exposer à un second combat, repassa la Bidouse, rompit les ponts, et se retira derrière le gave d'Oleron, à Arriverette.

Pendant que la division Harispe était ainsi repliée à Arriverette, le général Clausel suivait le mouvement rétrograde avec les divisions Taupin et Villatte (*). Arrivé derrière la Soison, il rallia ses trois divisions et prit position en avant du gave de Mauléon et de Sauveterre, sa droite s'appuyant à Peyrehorade, aux deux divisions du

(*) Le général Villatte avait remplacé le général Darricau, envoyé à Dax pour la levée de la garde nationale et la conscription.

comte d'Erlon. Le pont d'Arriverette fut couvert par un retranchement et gardé par un bataillon de la brigade Paris. Ce mouvement, assez singulier, n'était qu'une conséquence des ordres du duc de Dalmatie, qui s'était décidé à suivre les mouvemens du général anglais. En effet, ne laissant à Bayonne que la division Abbé, il rapprocha le général Reille de Peyrehorade. Le 18, le général Hill fit attaquer le pont d'Arriverette, qui fut vaillamment défendu par le bataillon chargé de sa garde; mais le 92ᵉ régiment anglais, ayant trouvé un gué un peu au-dessus, notre bataillon fit sauter le pont et rejoignit sa division qui se retira à Sauveterre. Le général Clausel passa le gave de Mauléon et prit position derrière, la division Villatte à Sauveterre, la division Harispe à gauche et la division Taupin à droite. Un cordon de postes était établi entre Sauveterre et Navarreins.

Le duc de Wellington, voyant que le général français avait dégarni Bayonne, pensa à profiter de cette faute, pour tenter le passage de l'Adour par un coup de main. Il avait laissé à cet effet les divisions Alten, Clinton, Hope et Colville devant Bayonne; des embarcations avaient été réunies à Saint-Jean-de-Luz et le pont devait être jeté entre Bayonne et la mer, sous la protection de la flotille anglaise, qui était à l'embouchure de l'Adour. Le gros temps et les vents contraires firent manquer cette opération. Alors Wellington se décida à continuer son mouvement à droite.

Etant revenu de sa personne le 21 à Garris, il rappela de Bayonne les divisions Alten et Clinton, et ordonna au général Freyre de resserrer ses cantonnemens autour d'Irun, afin d'être prêt à marcher; en même temps il fit avancer ses équipages de ponts, jusqu'à portée du gave de Mauléon. Le 24, il mit son armée en mouvement. Le maréchal Beresford, avec les divisions Cole et Walker et la brigade de cavalerie de Vivian, se présenta devant Hastingues et Oyergave et replia les avant-postes du général d'Erlon, dans la tête de pont de Peyrehorade. Le général Hill avec la division portugaise et celles d'Alten et Stewart, passa le gave d'Oleron à Villenave. La division Clinton le passa entre Monfort et Laas. Le général Picton couvrit ces mouvemens, par une fausse attaque sur Sauveterre. Le général Clausel se voyant menacé d'être tourné, fit sauter le pont de Sauveterre et se retira sur Orthez. Le général Hill et la division Clinton le suivirent et prirent position, le 25, devant la ville. Le général Picton, avec la brigade de cavalerie de Sommerset, un peu plus à gauche près de Bereux.

Cependant le duc de Dalmatie, persistant dans son projet de suivre les mouvemens des Anglais, avait décidé de réunir son armée à Orthez, où il avait conduit, dès le 22, les troupes du général Reille. Le 25, le corps du général d'Erlon quitta Peyrehorade. Dès le lendemain le maréchal Beresford passa le gave de Pau, à la jonction de celui

d'Oleron et marcha sur Orthez par la grande route de Pau. Ainsi le 26 février les deux armées étaient en présence, sous les murs d'Orthez, et tout paraissait préparé pour une action générale. Il n'est sans doute aucun stratégicien qui ne se demande, comment la solution du problème que le duc de Dalmatie avait à résoudre, a pu amener une bataille à Orthez. On ne peut malheureusement répondre à cette question, qu'en développant des fautes de part et d'autre. Peu de mots suffiront pour fixer l'opinion du lecteur. Le duc de Dalmatie avait et ne pouvait avoir pour but, que d'empêcher l'invasion de la France, par l'armée anglo-espagnole. Cette tâche était aisée à remplir et tout ce qui pouvait l'alléger était entre ses mains. Les seuls débouchés par lesquels l'ennemi pût pénétrer en France, par les Pyrénées occidentales, étaient celui de Pampelune à Saint-Jean-Pied-de-Port, par la vallée de Bastan ou par Roncevaux, et celui de Fontarabie à Bayonne par Saint-Jean-de-Luz. Or, non-seulement le premier ne pouvait plus compter parmi les lignes d'opérations d'armée, dans la saison où l'on se trouvait; mais un autre motif empêchait le duc de Wellington d'en faire usage. Ce motif était celui de ne pas s'écarter de la mer, dont il avait besoin pour ses approvisionnemens, ou au moins de rester en communication avec les côtes. C'était donc la route de Saint-Jean-de-Luz, que le duc de Dalmatie devait regarder comme la ligne d'opérations de l'ennemi.

Le débouché de cette route, est Bayonne. Cette place était donc la véritable clef stratégique des opérations de la campagne. La situation de cette place est telle, que celui qui en est maître, le sera toujours de l'une des rives de la Nive. Nous allons voir qu'en en faisant le centre des opérations défensives, il est impossible à un ennemi de pénétrer en France par ce côté, avant de l'avoir isolée par une grande bataille, dont les chances même se présentent à son désavantage.

Entre la Nive et la mer, l'ennemi n'a de ressource que celle d'emporter de vive force le passage de l'Adour, au-dessous de Bayonne. Le peut-il sans s'exposer à une attaque de flanc du camp retranché ? Entre la Nive et l'Adour, il pourrait tenter de forcer le passage de cette dernière rivière, entre Bayonne et Peyrehorade. Mais alors il faut qu'il s'affaiblisse entre la Nive et la mer. Il court donc le danger de perdre toutes ses communications avec sa base d'opérations, si l'armée française se rendant de nouveau maîtresse de St.-Jean-de-Luz, s'établit sur la Nive, la gauche à Bayonne, et la droite vers Cambo. Il ne lui reste alors d'autre ressource, que celle de revenir sur ses pas ; l'armée française, si elle ne peut pas défendre la Nive, rentre sous Bayonne et les deux armées se retrouvent dans leur première disposition. On ne peut pas objecter que l'armée ennemie, ayant passé l'Adour vers Urt, rentre en contact avec la mer. Elle se trouve en face des grandes Landes, qui ne

lui offrent ni port ni communication. S'étendre à droite vers Pau, ou vers Orthez, est l'opération la plus fausse que puisse faire un ennemi, qui a devant lui plus qu'un détachement, en présence duquel on puisse faire les mouvemens qu'on veut. Il n'est pas besoin de bien longs raisonnemens pour démontrer que s'il veut garder sa ligne de communication vers St.-Jean-de-Luz, il ne peut arriver à Mont-de-Marsan qu'avec quelques bataillons, ou pour mieux dire il dissémine son armée sur une ligne de plus de trente lieues, et s'expose à être battu partout. S'il marche en masse, il perd toutes ses communications, et se trouve isolé en pays ennemi, et sans base d'opérations. Cependant le duc de Wellington avait commis cette faute. Laissant quatre divisions devant Bayonne, il avait porté le restant de son armée jusqu'à Sauveterre, et il pouvait payer chèrement la fausse manœuvre qu'il avait tentée. Si le duc de Dalmatie, laissant le général anglais s'amuser à suivre la division Harispe sur le gave d'Oleron, eût fait replier le général Clausel sur Peyrehorade, il pouvait par un mouvement rapide réunir six divisions à Bayonne, le jour même où Wellington arriva à Sauveterre. Il lui était alors facile d'entamer, par un choc vigoureux, les divisions anglaises restées devant Bayonne, et de leur faire éprouver une grande perte avant qu'elles ne pussent être secourues. Certainement que lord Wellington n'aurait pas continué son mouvement vers Mont-de-Marsan; il se

serait hâté de revenir sur St.-Jean-de-Luz, et pour y arriver il aurait fallu disputer encore le passage de la Nive. Au lieu de cela, le duc de Dalmatie quitte son point d'appui pour aller se jeter au-devant d'un ennemi plus nombreux, et sur un champ de bataille où toutes les chances étaient contre lui (*). C'est ce que nous examinerons plus bas.

La position générale des armées françaises et coalisées était donc au 26 février la suivante. L'armée française commandée par l'empereur Napoléon, venait d'acculer celle du prince de Schwarzenberg sur l'Aube, et les choses en étaient à un tel point de ce côté, que si les forces françaises, qui se trouvaient sur la Marne, eussent été suffisantes pour couvrir Paris contre Blücher, on pouvait raisonnablement espérer que le prince de Schwarzenberg se replierait sur le Rhin. La diversion de Blücher changeait à la vérité la situation des affaires, et, en obligeant Napoléon à ramener une partie de ses troupes sur la Marne, donnait au prince de Schwarzenberg, le moyen de reprendre l'offensive. Mais un mouvement rapide pouvait remédier à cet inconvénient, et le caractère et les habitudes stratégiques du maréchal Blücher, présentaient la chance de rencontrer ses corps disséminés, ou de l'acculer à Soissons et le forcer à recevoir une bataille

(*) On a dit que le duc de Dalmatie fut forcé par le manque de vivres de quitter Bayonne. Il y avait cependant de grands magasins dans les Landes et surtout à Mont de Marsan. Si les vivres ont manqué, à qui la faute?

désavantageuse. D'un autre côté les progrès du duc de Castiglione, et la diversion sur Genève et la Suisse, que Napoléon lui avait ordonnée, devaient naturellement, sinon arrêter, au moins retarder l'offensive du prince de Schwarzenberg. Au nord, le général Maisons couvrait les places fortes de nos anciennes frontières, et par une petite guerre bien entendue, arrêtait les progrès de l'ennemi de ce côté. Vers les Pyrénées, le duc de Dalmatie venait de quitter sa véritable ligne d'opérations et s'était décidé à recevoir une bataille, sur un terrain qui ne pouvait lui présager que des revers.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE PREMIER VOLUME.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE II,

Contenant les événemens qui se sont passés du 10 décembre 1813 au 31 janvier 1814.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

LIVRE III,

Comprenant les événemens qui se sont passés depuis le 1er jusqu'au 26 février 1814.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

. . . . O ! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere. . . . .

TOME SECOND.



PARIS,

CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35;

ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

DE L'IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

LIVRE IV,

Comprenant les événemens qui se sont passés du 26 février au 16 mars.

CHAPITRE PREMIER.

Napoléon marche vers la Marne.—Les Prussiens arrivent devant Meaux. — Combat de Gué-à-Trême, le 28 février. — Blücher essaie de passer l'Ourcq.—Napoléon arrive à la Ferté-sous-Jouarre et Blücher se retire sur l'Aîne. — Combat de Neuilly-St.-Front, le 3 mars. — Capitulation de Soissons. — Réflexions sur cet événement.

L'EMPEREUR Napoléon était resté à Troyes, comme nous l'avons vu, pour attendre que le mouvement que venait de faire le maréchal Blücher soit prononcé. La nouvelle séparation des deux armées coalisées avait fait évanouir toute espérance d'une affaire générale. Le prince de Schwarzenberg l'avait refusée lorsqu'il était appuyé par Blücher ; il n'y avait aucune probabilité qu'il

l'acceptât alors que les Prussiens étaient partis, et surtout après avoir mis autant de précipitation à repasser l'Aube. D'un autre côté, le maréchal Blücher voudrait-il répéter la faute qu'il avait déja faite et tenter une nouvelle promenade sur la Marne? son caractère entreprenant et qui ne se laissait guère enchaîner par des combinaisons stratégiques, semblait le présager. Mais il se pouvait aussi qu'il eût renoncé au projet de faire une course sur Paris et que son dernier mouvement fut combiné avec le prince de Schwarzenberg. Cétait peut-être une manœuvre arrêtée par le grand conseil de guerre de la coalition; elles avaient été toutes si extraordinaires depuis le commencement de la campagne, qu'il fallait s'attendre, à chaque instant, à des choses neuves. Dans cette incertitude, ce qu'il y avait de mieux à faire, était d'attendre un ou deux jours, que la direction du mouvement des Prussiens fut prononcée, et qu'ils se fussent écartés de l'Aube. Napoléon avait poussé vers Arcis, la tête de la colonne destinée à suivre Blücher, et faisait observer sa marche. Il avait fait occuper les deux ponts de Bar-sur-Aube et de Doulancourt et trois corps de son armée serraient les Austro-Russes.

Enfin, ayant appris le 26, que le maréchal Blücher se dirigeait vers Meaux et la Ferté-sous-Jouarre, et pressait les faibles corps des ducs de Trévise et de Raguse, Napoléon se décida à profiter de cette nouvelle faute du général prussien.

Le duc de Reggio avec les 2e et 7e corps d'infanterie, les 2e et 6e de cavalerie, fut chargé de garder les passages de l'Aube à Bar et à Doulancourt. Le duc de Tarente, avec le 11e corps et le 5e de cavalerie, devait occuper ceux de la Ferté-sur-Aube et de Clairvaux. Le commandement en chef de toutes ces troupes passa au duc de Tarente, qui reçut l'ordre de masquer, par tous les moyens possibles, l'absence du restant de l'armée et de l'empereur Napoléon. Le 27 au matin, Napoléon se mit en mouvement et vint, par une marche forcée, de Troyes coucher à Herbisse, avec la division Friant et la cavalerie de la garde. Le prince de la Moskowa réunit à ses divisions, celle de cavalerie du général Roussel, la première brigade de la division Boyer qui était à Mery, et un régiment de marche de cavalerie du colonel Ghigny, et vint à Semoine et Gourgauson. Le duc de Bellune, avec une brigade de cavalerie, qui venait d'arriver sous les ordres du général Wathier, passa l'Aube à Plancy et vint à Salon. Le duc de Padoue, qui arrivait de Paris avec la 2e division de réserve, et le général Bordesoulle, qui amenait environ cinq cents chevaux de son corps, se dirigèrent de Nogent à Villenoxe. La totalité des troupes, que l'empereur Napoléon conduisait avec lui, s'élevait donc à peine à vingt mille hommes d'infanterie et cinq mille chevaux.

Dans la nuit du 26 au 27, les ducs de Raguse et de Trévise, quittèrent la Ferté-sous-Jouarre,

dont ils détruisirent le pont et se dirigèrent sur Meaux. La division Ricard resta en avant de Trilport, pour couvrir le passage de la Marne, qui fut un peu lent, parce qu'il n'y avait qu'un mauvais pont de bateaux. Le même jour, l'armée de Blücher continua son mouvement; les corps russes se dirigèrent sur Meaux et les Prussiens sur la Ferté. L'avant-garde du général Katzler arriva de bonne heure à ce dernier endroit, et Blücher ayant trouvé le pont rompu et les corps français partis, y donna quelque repos à ses troupes. Il paraît qu'il ne s'était pas imaginé, que les deux corps français auraient quitté la Ferté pour couvrir Paris. Présumant cependant, après leur départ, qu'ils auraient détruit le pont de Trilport et qu'ils défendraient Meaux, il pensa à faire jeter un pont sur la Marne, entre Samerou et la Ferté. Le général Ziethen reçut l'ordre, aussitôt que le pont serait construit, de le passer avec toute la cavalerie et de suivre en hâte les corps français, qu'il croyait s'être dirigés par Lisy. Cet ordre fut changé dans la journée. Les corps russes avaient pendant ce temps continué leur marche de Coulommiers vers Trilport. Celui de Sacken, qui était en tête, poussa une avant-garde directement sur Meaux, par Nanteuil. Cette avant-garde parut devant la ville presque en même temps que le 6ᵉ corps, qui y arrivait également de Trilport; elle attaqua sur-le-champ le faubourg de Cornillon, à la gauche de la Marne. La garde nationale, chargée de le

défendre fut forcée et les Russes se rendirent maîtres de la porte. Mais le duc de Raguse y étant accouru avec la brigade Pelleport, l'ennemi fut chassé et le pont détruit. La destruction de celui de Trilport fut aussi inquiétée par le corps de Sacken, mais l'ennemi fut contenu. L'arrière-garde du général Vincent, qui n'avait quitté Château-Thierry que dans la nuit du 26 au 27, était arrivée à Montreuil; lorsque ce général apprit que l'ennemi était à la Ferté-sur-Jouarrre, il se décida alors à gagner Lisy par la traverse et y arriva sans perte. Cependant la rupture du pont de Trilport fit changer le plan du maréchal Blücher; il résolut de passer la Marne près de la Ferté et à gagner Meaux par Lisy. Les corps de Sacken et de Langeron reçurent l'ordre de se rabattre sur Samerou. Dans l'après-midi, le pont ayant été achevé, le général Katzler le passa et s'avança jusqu'à Lisy; le corps de Kleist suivit, et vint à Grand-Champ; celui de Sacken ne put passer que dans la nuit. Celui de Langeron resta à Samerou. Celui d'York, à la Ferté ayant sa cavalerie à Bussières. La cavalerie de Korf, resta à la Ferté-Gaucher.

Le 28, Napoléon continua son mouvement, et s'avança avec ses troupes entre Esternay et la Ferté-Gaucher. Le duc de Padoue vint de Villenoxe à Châtillon. Cette marche parvint à la connaissance de l'ennemi. Le général Tettenborn qui était arrivé avec ses cosaques, le 26 à Épernay, avait été envoyé par le général Winzingerode à Fère-Champe-

noise pour maintenir les communications avec l'armée austro-russe. Il fut rencontré par les lanciers de la garde, et chassé du côté de Vertus. D'un autre côté, le général Korf qui était à la Ferté-Gaucher, se voyant menacé par la tête de la colonne française, se replia vers la Ferté-sous-Jouarre.

Cependant le maréchal Blücher se disposait à passer l'Ourcq et à attaquer Meaux à revers. L'avant-garde de Katzler reçut l'ordre de passer cette rivière et la Therouanne et de s'avancer sur Meaux; le corps de Kleist, celui d'occuper Lisy; ceux de Sacken et Langeron de s'échelonner à Tancrou et Grand-Champ. Le corps d'York devait rester à la Ferté-sous-Jouarre, pour soutenir la cavalerie de Korf, qui avait l'ordre de conserver sa position à la Ferté-Gaucher. Les ducs de Trévise et de Raguse avaient bien réussi à détruire les ponts de Meaux et de Trilport, et à empêcher l'ennemi de déboucher par la grande route; mais ils ne pouvaient pas douter que Blücher maître de passer la Marne, où il voudrait, au-dessus de Meaux, ne tournât le coude de cette rivière et ne vînt gagner la route de Soissons par Lisy. Dès le 27, ils firent part à la régence de la situation où ils se trouvaient et demandèrent des secours. Il y avait bien, dans les dépôts de la garde, environ cinq mille hommes d'infanterie et mille chevaux disponibles, mais on craignit assez mal-à-propos d'en disposer. On avait déjà commis la faute grave de n'envoyer qu'environ

quinze cents hommes à Meaux, lorsqu'un ordre de Napoléon vint tirer d'embarras un ministre de la guerre bien peu militaire, et un lieutenant de l'empereur qui l'était encore moins. La division Poret de Morvan, forte de quatre mille neuf cents hommes et une brigade de huit cents chevaux, avec quarante-huit bouches à feu, furent envoyées au duc de Trévise.

Sans attendre ce renfort, les deux maréchaux se décidèrent à prévenir le mouvement de Blücher et à prendre eux-mêmes position le même jour, à la rive droite de l'Ourcq. Les Prussiens avaient déja rétabli le pont de Lisy, et l'avant-garde du général Katzler, précédée par deux régimens de cavalerie aux ordres du colonel Blücher, s'avançait, le 28 au matin, vers la Thérouanne. Le général Vincent qui faisait l'avant-garde du duc de Trévise, rencontra, entre Barcy et Vareddes, le colonel Blücher qui s'étendait vers Claye. Les deux régimens prussiens furent vivement poussés et forcés de repasser la Thérouanne à Étrepilly. Le restant de la cavalerie du général Katzler, qui avait déjà passé la rivière, fut également ramené sur Gué-à-Trême. Ce village était occupé par quatre bataillons prussiens, et la cavalerie se plaça en arrière. La division Christiani se déploya devant et l'ennemi fut vivement canonné. Au premier bruit du combat, le général Kleist se hâta de passer l'Ourcq et vint prendre position, à quelque distance en arrière de son

avant-garde. Cependant la première brigade de la division Christiani, s'étant formée en colonne d'attaque, s'avança sur Gué-à-Trême, pendant que deux bataillons tournaient le village à droite. Les bataillons prussiens furent forcés, et la division Christiani, suivie du 6e corps, déboucha au-delà de la Thérouanne. Le général Kleist se voyant dans l'impossibilité de se replier sur Lisy, envoya en hâte détruire le pont et se mit en retraite sur la route de Soissons. Il fut poursuivi jusqu'au défilé de Neufchelles, où son arrière-garde prit position; le corps se retira jusqu'à Fulaines, pour s'assurer un pont. L'ennemi perdit environ deux cents hommes hors de combat et autant de prisonniers; notre perte fut de quatre-vingts hommes. Le soir le 6e corps prit position à May; son avant-garde fut engagée toute la nuit avec l'ennemi. Le duc de Trévise resta devant Lisy. Le même jour, à neuf heures du soir, le maréchal Blücher, ayant appris d'un côté l'issue du combat de Gué-à-Trême et de l'autre voyant revenir la cavalerie du général Korf, crut devoir mettre la Marne entre lui et l'empereur Napoléon. Ne voulant pas encore renoncer au projet d'attaquer les deux maréchaux et de gagner Paris, il espérait que le retard, que devait entraîner la construction d'un pont sur la Marne, lui en donnerait le temps. Il fit donc repasser sur-le-champ la rivière au corps d'York et fit rompre le pont, ne laissant que deux bataillons en observation sur la rive droite.

Le 1er mars, le maréchal Blücher, présumant que les deux corps français qui avaient poussé le général Kleist, s'étaient avancés jusque devant Fulaines, imagina de les envelopper par une attaque de flanc. D'après l'ordre de mouvement qu'il donna à ses troupes, le corps de Kleist devait se porter de nouveau en avant jusqu'à Neufchelles, prêt à attaquer les ducs de Raguse et de Trévise au premier ordre. Le corps d'York devait aller passer l'Ourcq au pont de Crouy et celui de Langeron au pont de Gesvres; tous deux pour attaquer les corps français en flanc. Le corps de Sacken devait masquer le mouvement, en restant à Lisy, où il devait faire quelques démonstrations offensives. Il ne manquait pour assurer l'exécution de ce plan, du reste assez bien conçu, qu'une seule précaution; c'était celle de s'assurer si les généraux français n'avaient pas fait rompre les ponts de Gesvres et de Crouy, que le 6e corps couvrait par son aile droite. L'oubli de cette précaution fit échouer le plan du général prussien. Les ponts étaient rompus, et le maréchal Blücher se vit obligé de faire remontrer le corps d'York jusqu'à Fulaines, vers six heures du soir. Le corps de Sacken, qui avait, pendant une grande partie de la journée, entretenu une fusillade assez insignifiante à Lisy, vint le soir occuper Crouy. Le général Langeron avait fait rétablir le pont de Gesvres, et avait fait passer l'Ourcq au corps de Kapczewicz. La cavalerie du 6e corps,

qui gardait ce passage, fut repoussée. Mais le duc de Raguse ayant porté son infanterie au devant des Russes, ils furent rejetés au-delà de l'Ourcq avec perte de sept à huit cents hommes, dont trois cents prisonniers. Dans la nuit, la division du général Poret de Morvan rejoignit le duc de Trévise.

L'empereur Napoléon, arrêté par le mauvais état des chemins, ne put arriver à la Ferté-sous-Jouarre que dans la nuit et avec la tête de sa colonne. Aussitôt il donna les ordres nécessaires pour la reconstruction du pont, que les deux bataillons prussiens, écrasés par la mitraille des batteries de la garde, ne purent pas même contrarier. Pendant que le pont se reconstruisait, la cavalerie de la garde, celle du général Grouchy, la division Friant et les divisions Meunier et Curial se rallièrent à la Ferté; le duc de Bellune qui suivait, eut ordre de se rendre par Bussières à Château-Thierry, et le duc de Padoue, qui était plus en arrière, y fut dirigé par Vieux-Maisons.

Cependant le maréchal Blücher, persistant toujours dans son dessein, avait encore retiré le corps de Langeron, de Gesvres, le même soir, et lui avait fait passer l'Ourcq à Fulaines, le plaçant entre le corps de Kleist et celui d'York. Tout était disposé pour faire déboucher l'armée de Silésie, par Neufchelles sur la route de Meaux, lorsque Blücher apprit que l'empereur Napoléon était arrivé sur la Marne. L'illusion se dissipa alors, le

projet de la conquête de Paris fut abandonné, et le général prussien commença à réfléchir à la position dans laquelle il se trouvait. Deux jours avaient été perdus sur l'Ourcq, à des tentatives décousues et des mouvemens sans signification. Rien n'avait été fait pour connaître la force ni la direction du corps d'armée, que Napoléon amenait avec lui. Les corps de Bülow et de Winzingerode étaient de l'autre côté de l'Aîne, sans que Blücher se soit jusqu'alors inquiété d'eux, autrement que pour faire promener le dernier à peu près au hasard. Blücher, qui ignorait, ainsi que le témoigne son ordre de mouvement, si l'empereur Napoléon passerait la Marne à Meaux, à la Ferté-sous-Jouarre, ou à Château-Thierry, craignit de se trouver acculé sur Soissons et songea à retirer son armée le plus vite possible.

Le deux mars, dès le matin, le corps d'York se mit en marche pour gagner Oulchy; celui de Sacken suivit peu après, se dirigeant sur Ancienville; les corps de Kleist et de Langeron devaient rester jusqu'au soir sur l'Ourcq et ensuite se retirer, le dernier en arrière de la Ferté-Milon, et l'autre à Marolles devant cette ville. Le but du maréchal Blücher était de se réunir au corps de Bulow et de Winzingerode; la seule difficulté était de savoir où il passerait l'Aîne, s'il était un peu pressé : c'est à quoi il ne pensait pas. Pour masquer ce mouvement, le général Kleist reçut l'ordre, vers une heure après midi, de pousser une forte

reconnaissance sur May. Ce dernier y employa le général Ziethen avec douze escadrons, la division Klüx et deux batteries. Lorsque le général Ziethen s'approcha du défilé de May, une brigade de la division de cavalerie du général Merlin vint à sa rencontre; mais arrêtée d'abord par le feu de l'artillerie et chargée ensuite par la cavalerie prussienne, elle fut ramenée sur le 6e corps. La division Ricard qui s'avançait, suivie par celle du général Lagrange, arrêtèrent l'ennemi et se déployèrent sous la protection de leurs batteries. Le général Ziethen se déploya également et une vive canonnade s'engagea. Le général Kleist voyant son avant-garde aux prises, la fit appuyer par le reste de sa cavalerie, tandis que la division Pirch était sous les armes devant Neufchelles. Enfin, à cinq heures du soir, six pièces de l'artillerie prussienne ayant été démontées; le général Ziethen voyant sa gauche au moment d'être forcée, se mit en retraite. Le général Kleist le recueillit à Neufchelles et se replia sur Fulaines pour y repasser l'Ourcq; mais en arrivant au défilé de Mareuil, il le trouva encombré par le corps de Langeron, dont une partie seulement avait passé la rivière. Dans cette position critique, afin de cacher le plus qu'il était possible l'encombrement qui existait à Mareuil, le général Kleist fit prendre position en avant du village, à deux bataillons, quatre escadrons et une batterie, avec ordre d'arrêter l'avant-garde française. Le duc de Raguse qui, bien loin de

présumer que le maréchal Blücher aurait entassé sans but deux de ses corps dans un défilé, devait penser qu'il était en mesure de se défendre, se contenta de faire canonner l'ennemi, sans chercher à le pousser sur le pont. Le général Kleist eut ainsi le temps de défiler au delà de l'Ourcq, où il prit position à la nuit. Le corps de Langeron, au lieu d'aller à la Ferté-Milon, se dirigea vers Oulchy; celui de Kleist se remit en mouvement à minuit et vint s'établir, au jour, près de Neuilly-Saint-Front, laissant le colonel Blücher avec deux bataillons et quatre escadrons devant Fulaines; le corps de Sacken avait été rappelé d'Ancienville et était venu à Oulchy.

Le duc de Raguse prit position sur les hauteurs de Mareuil, où il fut joint par le duc de Trévise. L'empereur Napoléon avait employé toute la journée du 2, à faire rétablir le pont de la Ferté-sous-Jouarre; dans la nuit il fut achevé, et, vers deux heures du matin, les troupes commencèrent à passer la Marne. Le projet de Napoléon était de faire suivre l'armée de Blücher sur Oulchy, par les ducs de Trévise et de Raguse, tandis que lui-même, se dirigeant par Fère-en-Tardenois et Braines, irait se rendre maître du passage de l'Aîne à Micy et prendrait l'ennemi à dos.

Le maréchal Blücher continua son mouvement vers l'Aîne. Indécis encore du point où il pourrait la passer, il avait marqué Buzancy pour la réunion de son armée, qui devait s'y rendre en

deux colonnes. Celle de droite, composée des corps de Kleist et Langeron, devait suivre la petite route de Neuilly-St.-Front à Soissons; Celle de gauche, composée des corps d'York et de Sacken, devait rester sur la grande route de Château-Thierry. Comme les troupes étaient arrivées tard dans leurs positions, le mouvement ne devait commencer que vers trois heures après midi. Les équipages de l'armée devaient se diriger à Fismes. Les Équipages de Pont à Busancy.

Les ducs de Trévise et de Raguse avaient été passer de grand matin, l'Ourcq à la Ferté-Milon, et avaient continué leur marche vers Neuilly-St.-Front. Vers dix heures du matin leur cavalerie, qui était en avant, reconnut l'arrière-garde du colonel Blücher à la hauteur de Passy. Le général Doumère reçut l'ordre de s'étendre à droite, pour tourner la gauche de l'ennemi: le restant de la cavalerie s'avança de front, faisant vivement canonner les Prussiens par l'artillerie à cheval. Le général Kleist fit sur-le-champ avancer sa cavalerie, à la droite du colonel Blücher; celle du général Korf vint se placer à gauche. La division Klüx se déploya environ deux cents toises en arrière contre un petit bois. La division Pirch prit position en réserve, en arrière du bois, et une ferme à cent-cinquante toises à droite, fut occupée par deux bataillons et seize bouches à feu. Le corps de Langeron fut prévenu de se hâter de passer l'Ourcq et de déblayer le défilé. La

cavalerie russe et prussienne resta assez long-temps exposée à un feu très-vif d'artillerie, qui la fit beaucoup souffrir. Mais le général Doumère prolongea trop son mouvement, et manqua par là l'attaque de flanc et à dos, à laquelle il avait été destiné. L'infanterie était trop en arrière, et une attaque de front ne pouvait pas avoir lieu sans elle. Enfin elle arriva, mais le défilé venait d'être dégagé et le corps de Kleist passa l'Ourcq sans obstacle et sous la protection du corps de Langeron et d'une nombreuse artillerie, qui garnissaient les hauteurs de Nampteuil. Le 6e corps s'avança à la suite de l'ennemi, et il s'engagea, d'une rive à l'autre, un feu de mousqueterie et d'artillerie qui dura jusqu'à cinq heures. Alors le corps de Kleist ayant gagné l'avance, celui de Langeron, chargé de l'arrière-garde, se mit en retraite et les ducs de Raguse et de Trévise passèrent l'Ourcq.

Le mouvement rétrograde du corps de Langeron, et l'abandon de la rive gauche de l'Ourcq, étaient le résultat d'une nouvelle disposition du maréchal Blücher. Ce dernier s'était rendu à Buzancy, où étaient les équipages de pont, afin de faire reconnaître le point où il pourrait passer l'Aîne, lorsqu'un de ces hasards, qui font si souvent les réputations, vint le sauver de la position critique, où une série de fautes l'avaient mis.

Nous avons vu plus haut (page 345), qu'il avait fait avancer le corps de Winzingerode à

Épernay, pendant qu'il réorganisait son armée à Châlons. Le 24, lorsqu'il passa l'Aube, pour se diriger de nouveau sur Paris, le général Winzingerode reçut l'ordre d'aller occuper Reims. Il est inutile de s'appesantir à recherche pourquoi, au lieu de lui faire faire cette promenade inutile, il ne l'avait pas tenu à sa hauteur, en lui faisant suivre la rive droite de la Marne. Ce mouvement restera toujours inexplicable et, ainsi que toutes les manœuvres du général prussien en 1814, il porte l'empreinte de la précipitation aveugle et de l'absence de toutes combinaisons militaires. Le 1er mars, enfin, le maréchal Blücher se souvint qu'il avait un corps à Laon et un à Reims; ils reçurent l'ordre de s'avancer vers Soissons. Celui de Bülow vint à Anizy-le-Château et celui de Winzingerode à Fismes. Le 2, ils se remirent à la rive droite de l'Aine et parurent devant Soissons. L'investissement de la place fut fait dans la matinée et des batteries ayant été établies, elle fut vivement canonnée. La garnison de Soissons était composée du régiment de la Vistule, fort d'environ quatorze cents hommes; les remparts étaient garnis d'artillerie. Le feu de la place fut aussi vif que celui de l'ennemi. Cependant le canon se faisait entendre sur l'Ourcq et approchait de Soissons. C'était celui des deux maréchaux qui poussaient Kleist. Les généraux Bülow et Winzingerode étaient informés, que l'armée de Silésie était en retraite et allait être acculée sur l'Aine.

Il n'y avait pas un moment à perdre. Désirant s'épargner le sacrifice d'hommes qu'aurait coûté un assaut, qui pouvait échouer, il essayèrent une sommation. Ce moyen réussit, et le général Moreau, ébranlé par la crainte de sacrifier et la ville et la garnison, crut faire une merveille que de capituler, sous la condition que la garnison rejoindrait l'armée avec ses pièces de campagne. La place fut remise à l'ennemi le 3 à midi. L'avarice et la mauvaise foi des Prussiens pensèrent faire rompre la capitulation. Ils chicanèrent sur le nombre de pièces que devait avoir la garnison. Cette prétention insolente et si déplacée acheva d'allumer l'indignation des officiers et des soldats de la légion de la Vistule, déjà outrés d'une capitulation aussi honteuse. Ils étaient prêts à se révolter contre le général Moreau et à défendre la place malgré lui, lorsque le général Woranzow termina la contestation et sauva les Prussiens, du danger de porter la peine de leur arrogante roideur. Le maréchal Blücher, ainsi tiré d'embarras, fit continuer la marche de ses colonnes pendant toute la nuit. Le lendemain, à huit heures du matin, son armée fut réunie sous les murs de Soissons, et il lui fit passer l'Aîne. Les ducs de Trévise et de Raguse prirent position à Hartennes. Le général Vincent fut renvoyé à Château-Thierry, pour garder le fort et pour réunir les détachemens isolés qui se rendaient de Paris à l'armée. Le général Grouchy, avec la division

Roussel vint à Rocourt: les divisions du duc de Bellune s'établirent un peu en arrière; celles du prince de la Moskowa et la cavalerie de la garde, entre ces derniers et Montreuil, où resta la division Friant et le quartier-impérial.

On a voulu contester le danger où se serait trouvé l'arméee de Silésie, sans la reddition de Soissons, ou au moins a-t-on voulu le réduire aux simples chances d'une bataille ordinaire; nous pourrions nous contenter de citer le rapport fait, à cette occasion, par le général Bülow (*), et les expressions de l'auteur mili-

(*) Rapport du général Bulow au roi de Prusse, de Laon, le 10 mars 1814.

Le 2, nous arrivâmes devant Soissons; cette ville est entourée d'un fossé plein d'eau, et une enceinte flanquée de fortes tours la rend bien tenable. La garnison était composée de douze à quatorze cents Polonais et suffisamment munie d'artillerie. La possession de Soissons nous était d'une nécessité urgente, et *indispensable pour nous réunir au corps du maréchal Blücher.* S'il avait fallu la prendre de vive force, on pouvait y sacrifier quelques milliers d'hommes et encore échouer: après une très-forte canonnade, nous prîmes ici comme à la Fère, le général Winzingerode et moi, la voie des négociations. Elles furent de nouveau conduites par le capitaine Martens, avec tant d'adresse que le commandant se décida, le 3 après midi, à évacuer la ville, avec la plus grande partie de son artillerie, au moyen de quoi il obtint la libre sortie de sa garnison. La nécessité était encore plus urgente ici qu'à la Fère, de se mettre rapidement en possession de la place, car dès le 2, après-midi, on entendait dans la direction d'Oulchy, une canonnade qui s'approchait à chaque instant de nous, et le 3, aussitôt que nous fûmes maîtres de la place, arriva le gros de l'armée du maréchal Blücher, que Napoléon avait repoussé avec la plus grande partie de ses

taire prussien, qui a décrit cette campagne (*). L'un et l'autre expriment assez clairement le danger de la position du maréchal Blücher; mais nous aimons mieux rappeler en peu de mots la position des armées. Le maréchal Blücher se trouvait, le 2, derrière l'Ourcq à Oulchy, et il devait calculer que l'empereur Napoléon aurait passé la Marne, le même jour vers le soir, soit à Meaux, à la Ferté, ou à Château-Thierry; le soir, il se décida à réunir ses corps d'armée à Buzancy, tandis que la cavalerie défendrait encore l'Ourcq, jusqu'au lendemain matin. Il réunit à Buzancy ses équipages de ponts, et son ordre de mouvement indique clairement que c'était pour jeter un pont sur l'Aîne, dans un endroit *qui n'était pas encore déterminé*. En supposant que la reconnaissance du passage ait pu être faite dans la nuit, et qu'on se soit de suite occupé de la construction du pont, cette opération ne pouvait guère commencer que le 4 vers midi; la preuve en est, que l'armée prussienne ayant marché toute la nuit, ce qu'elle n'aurait pas fait si les portes de Sois-

forces, et qui, *s'il n'avait pas été mis en possession de Soissons, se serait certainement trouvé dans un grand embarras.*

(*) Le projet de Napoléon était : que les maréchaux Mortier et Marmont suivissent l'armée de Silésie par Oulchy, tandis que lui, avec sa colonne, se serait dirigé par Braisne sur Micy: comme Soissons était occupé et défendu, cette armée se serait trouvée, par son aile gauche, dans une position critique. (Plotho, tome III, page 284.)

sons ne lui avaient pas été ouvertes; la tête de colonne n'arriva, devant cette place, qu'à huit heures du matin. Le passage ne pouvait se faire que vers Micy, et n'aurait pu commencer que dans la nuit du 4 au 5, au plutôt. Or, le 4 d'assez bonne heure, la cavalerie de la garde et celle du général Grouchy étaient déjà en avant de Braisne, et d'un autre côté, les ducs de Raguse et de Trévise auraient été sur les talons de l'armée de Silésie. Ce court exposé suffit pour prouver que l'armée de Silésie n'avait que deux partis à prendre; l'un était de faire front et de recevoir la bataille, ayant une rivière à dos; l'autre, de se laisser attaquer dans son passage. Lequel est le moins désastreux? On a prétendu que Napoléon aurait eu à combattre également le corps de Winzingerode, qu'on suppose être resté à la gauche de l'Aîne. Le rapport de Bülow, et l'ordre du mouvement de Blücher, prouvent suffisamment que cela n'était pas, et qu'il n'y avait pas de pont à Micy. Le corps de Winzingerode avait passé à la droite de l'Aîne pour joindre Bülow, et ni l'un ni l'autre n'avaient d'équipages de ponts. On a reproché à Napoléon de ne pas s'être contenté d'envoyer les ducs de Bellune et de Padoue au secours des maréchaux, tandis qu'il aurait marché, avec la *masse de ses forces*, par Montmirail et Château-Thierry sur Soissons. En faisant ce détachement, la *masse de forces* qui lui

restait était composée des divisions Friant, Curial et Meunier, c'est-à-dire de six mille hommes : le reproche n'est donc que ridicule.

Nous n'avons que peu de mots à dire sur la conduite du maréchal Blücher ; nous avons indiqué, déjà en passant, toutes ses fautes. Il court en hâte sur la Marne avec les troupes qu'il a sous la main, afin d'accabler les deux corps français chargés de la défendre, et pour gagner Paris, au lieu d'avoir employé le corps de Winzingerode, qui était à Épernay, à suivre son mouvement par la rive droite, et lui assurer les passages de Château-Thierry et de la Ferté, il l'envoya à Reims sans qu'il soit possible de deviner pourquoi. Arrivé à la Ferté-Gaucher, il pouvait encore précéder à Paris les deux maréchaux. Il lui suffisait pour cela de se porter directement sur Meaux et sur Lagny, en couvrant son mouvement par un corps de cavalerie, poussé vers St.-Jean-les-Deux-Jumeaux. Au lieu de cela, il divise son armée, et en jette une moitié sur la Ferté, ce qui l'oblige à diriger l'autre sur Trilport. Le passage de Meaux est manqué, et il fait le tour pour venir à Lisy. Il gagne celui de l'Ourcq, et au lieu d'y retenir le corps de Kleist, jusqu'à ce que les autres y soient arrivés, ce qui devait avoir lieu le même jour, il jette son avant-garde seule vers Meaux. Cette avant-garde est battue, et le pont de Lisy perdu ; c'est ce qui devait arriver. Alors, Blücher dissémine son armée sur l'Ourcq, cherchant partout des

ponts; ses tentatives sont repoussées sans peine, parcequ'elles sont décousues; il perd deux jours, sachant cependant que Napoléon arrivait, mais n'ayant pas cherché à savoir par où. Alors, il s'aperçoit du danger de sa position. Les corps de Bülow et de Winzingerode, qui auraient dû être au moins à Oulchy, sont au-delà de l'Aîne ; et pour les rejoindre, il faut se hâter d'échapper à l'armée française, et chercher à passer l'Aîne, sans savoir où. Enfin un hasard, presque sans exemple, le rend maître de Soissons et encore sa position est-elle si critique, qu'il faut courir toute une nuit, sans s'arrêter, pour se couvrir par cette place. Voilà en quatre mots le récit des manœuvres du maréchal Blücher, du 24 février au 4 mars. Le lecteur les jugera.

CHAPITRE II.

Position des deux armées.—Attaque infructueuse de Soissons.—Reprise de Reims, le 5 mars.—Combat de Craonelle, le 6.—Combat de Craone, le 7.—Bataille de Laon, le 9.

Le 4 l'empereur Napoléon se dirigea sur Fismes et les deux maréchaux sur Soissons. Le maréchal Blücher avait, dès le matin, étendu son armée derrière l'Aîne, où elle occupait les positions suivantes : le corps de Kleist entre Chavignon et Anizy-le-château ; celui de Bülow, entre Fontenay et Crouy ; celui d'York, entre Villery et Lœuilly ; celui de Langeron, entre Nampteuil et Crouy ; celui de Sacken le long de l'Aîne, de Soissons à Vailly ; celui de Winzingerode, derrière Vailly, ayant les cosaques de Czerniszeff à Braisne, et des partis de cavalerie vers Corbeny et Bery-au-Bac. Le corps de Rudzewicz, fort d'environ huit mille hommes, forma la garnison de Soissons. La colonne de l'empereur Napoléon arriva sans dif-

ficulté à Fismes, par le chemin de Fère en Tardenois. Beaucoup d'équipages prussiens, que le maréchal Blücher avait dirigés d'Oulchy sur Fismes, furent pris en chemin. Les maréchaux, qui n'avaient plus devant eux que quelques cosaques, s'avancèrent également devant Soissons. Napoléon, justement étonné de ne plus rencontrer l'armée de Silésie, qui aurait dû être concentrée entre Braisne et Micy, fit faire une reconnaissance sur Braisne, par le général Guyot, avec les escadrons de service. Cette reconnaissance fut vivement ramenée par le général Czerniszeff; mais le général Grouchy étant venu l'appuyer avec la division Roussel, l'ennemi fut chassé à son tour jusqu'au-delà de Courcelles, où le général Grouchy s'établit. Ce fut à Fismes que l'empereur Napoléon apprit la reddition de Soissons; rien ne peut égaler l'indignation que cette nouvelle fit éprouver à l'armée. Le fruit de huit jours de marches forcées et de fatigues était perdu; la face des affaires était changée. Cette armée qu'on poursuivait avec d'autant plus d'ardeur, que renfermée entre l'Aîne et les colonnes françaises, contenue par la ville de Soissons, elle ne pouvait échapper à une bataille désastreuse; cette armée venait non-seulement de se voir livrer le seul passage qui pût la sauver, mais elle venait de recevoir un renfort de près de cinquante mille hommes. Le 2 mars, Napoléon avec quarante mille hommes en poussait soixante mille, à moitié désorganisés par la crainte

du danger; le 4, il se trouvait en présence de plus de cent mille, couverts par une rivière et maîtres de Soissons (*). Ce n'est pas aller trop loin que d'avancer, que la reddition inexcusable de cette place fut une des causes principales des désastres de la campagne; la suite le prouvera.

L'empereur Napoléon, pour légaliser la levée en masse, que le patriotisme des habitans des campagnes, surtout, organisait partout où la trop grande masse d'ennemis ne les comprimait pas;

(*) FORCES DES ARMÉES AU 4 MARS.

		INFANT.	CAVAL.
ARMÉE FRANÇAISE.			
Prince de la Moskowa.	Gén. Boyer, Meunier et Curial.	3,773	
Duc de Bellune......	— Charpentier et Boyer de Rebevai.......	7,400	
— de Trévise.......	— Friant, Christiani et Poret de Morvan.......	11,900	
— de Raguse.......	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue.......	6,000	
Gén. Nansouty.......	— Laferrière, Colbert, Excelmans et Pacz.......		4,250
— Grouchy.........	— Merlin, Bordesoulle, Roussel......		4,484
	Total......	29,073	8,734
ARMÉE DE BLUCHER.			
Gén. York..........	Prince Guillaume, Horn et Jurgass.......	12,500	3,500
— Kleist...........	— Pirch, Klüx et Ziethen...	7,500	2,500
— Bülow...........	— Thümen, Zielinsky, Kraft et Oppen.......	16,800	3,500
— Langeron........	— Kapczewicz, Rudzewicz et Korf.......	15,000	5,000
— Sacken..........	Prince Szerbatow, Liewen et Wassilczikow......	11,500	4,000
— Winzingerode....	Gén. Woronzow, Strogonoff, Orurk et Czerniszeff.......	21,000	12,000
	Total......	84,360	30,500

d'un autre côté pour répondre, par de justes représailles, aux incendies et aux assassinats juridiques des coalisés, rendit à Fismes, un décret qui fut promulgué sur-le-champ dans tous les départemens, où on put le faire parvenir (*). On a accusé Napoléon d'avoir organisé une guerre d'extermination. La mauvaise foi de ce reproche retombe en entier sur ceux qui l'ont proféré, et qui voudraient encore nous livrer pieds et poings liés à nos ennemis; a-t-on oublié que la coalition qui avait sanctifié chez elle la levée en masse; la Prusse qui avait ordonné le massacre de nos soldats, qui tomberaient entre les mains de ses paysans, avaient menacé de mort le Français qui oserait, non pas seulement résister à ses armées, mais défendre ses propriétés contre le soldat ennemi, que la maraude y amenait la torche à la main ?

Quoique la perte de Soissons ait apporté un grand changement, dans la situation réciproque des armées, Napoléon n'en était pas moins obligé de continuer ses opérations offensives contre Blücher. N'ayant plus l'espoir de l'acculer à l'Aîne et de le forcer à une bataille désavantageuse, il fallait au moins chercher à le déborder et à enlever toutes ses communications avec l'armée de Schwarzenberg. Il se pouvait que le résultat des manœuvres qu'il allait faire pour y parvenir, amenât

(*) *Pièces justific.* XXVIII.

quelques chances favorables, dont il se hâterait de profiter. Le dessein que forma l'Empereur Napoléon fut de gagner, avant l'ennemi, l'importante position de Laon, et de l'acculer ainsi dans l'angle de l'Aîne et de l'Oise. Pour enlever le passage de l'Aîne à Bery-au-Bac, il fallait attirer l'attention de Blücher sur un autre point; c'est ce qui fut fait. Les ducs de Trévise et de Raguse reçurent, le 5, l'ordre d'attaquer Soissons, et le général Grouchy celui de surprendre Braisne. Devant Soissons la division Christiani attaqua le faubourg de Paris et la division Ricard la porte de Reims. La fusillade dura sur ces deux points pendant presque toute la journée; une forte canonnade s'engagea entre l'artillerie des deux corps français et celle des remparts. Mais il fut impossible d'obtenir aucun avantage contre des remparts solides, défendus par une forte garnison. Néanmoins la perte de l'ennemi s'éleva à environ douze cents hommes. La nôtre ne fut guère moindre de huit cents. L'attaque de Braisne réussit mieux. La division Roussel culbuta les cosaques de Czerniszeff et leur prit une centaine d'hommes. Pendant que ces deux attaques se faisaient, Napoléon avait détaché sur Reims le général Corbineau, avec la division Laferrière. Vers quatre heures du matin, le général Corbineau arriva par la traverse à St. Brice, et tourna Reims par la route de Laon. Les quatres bataillons russes qui y étaient restés,

furent enlevés, avec leur commandant le prince Gagarin.

L'attaque de Braisne remplit son objet. Blücher, croyant que l'armée française allait forcer le passage de l'Aîne vers Vailly, resserra son armée vers son aile gauche et la déploya en ordre de bataille, sur les hauteurs entre l'Aîne et la Lette. Le corps de Winzingerode, conserva sa position entre Bray et Cerny. Le corps de Sacken vint entre Ostel et Bray. Celui de Langeron, ayant retiré la moitié de la garnison de Soissons, vint à Aisy; celui de Kleist à Filain; celui d'York à Pargny; celui de Bülow près de l'Ange-Gardien. La rive droite de l'Aîne fut garnie de postes.

L'occupation de Reims ayant rouvert la communication de l'armée française, avec la 2e division militaire, l'empereur Napoléon ordonna au général Janssens, qui la commandait, de réunir les hommes disponibles des dépôts et de les conduire à l'armée. Nous verrons plus loin le résultat de cette mesure. Le 6, Napoléon commença son mouvement vers Laon. Le général Nansouty reçut l'ordre de se porter rapidement, avec les divisions Excelmans et Pacz, sur Bery-au-Bac et d'enlever ce passage. Les divisions Friant et Meunier suivirent de près cette cavalerie, afin de garder la position de Bery-au-Bac, aussitôt qu'elle serait emportée par le général Nansouty. Le reste de l'armée se mit en mouvement peu après, et le duc de Trévise reçut

l'ordre dans la nuit, de quitter l'attaque de Soissons et de se diriger également à Bery-au-Bac. Le duc de Raguse devait le suivre au point du jour.

Le général Nansouty surprit à Bery-au-Bac, les grands gardes de la brigade de cavalerie russe, qui était chargée de la garde du pont, la culbuta jusqu'au delà de la Ville-aux-Bois et lui prit trois cents hommes et deux canons. Les divisions Friant et Meunier arrivèrent peu après et prirent position entre Bery et Corbeny. Vers midi l'empereur Napoléon déboucha lui-même de Bery-au-Bac, avec les divisions Pierre Boyer, Meunier et Curial, sous les ordres du prince de la Moskowa ; et le général Grouchy avec les divisions Roussel et Laferrière rappelées de Braisne et de Reims. A trois heures ces divisions étaient en position devant Corbeny. Les ducs de Bellune et de Trévise étaient encore en arrière.

Cependant le maréchal Blücher, averti vers deux heures après midi, du passage de l'armée française à Bery, mit sur-le-champ son armée en mouvement, en la formant sur la gauche en colonne. Son intention était de descendre dans la plaine de Craone, et d'y livrer bataille. Lorsque la tête de sa colonne fut arrivée à la hauteur d'Ailles, il se vit prévenu par l'empereur Napoléon, qui déja occupait les hauteurs de Bouconville, à la droite de la Lette.

Alors il réfléchit que le plateau de Craone était trop étroit pour y déployer son armée, et il chan-

gea de plan. Le corps de Sacken et l'infanterie de celui de Winzingerode furent destinés à défendre l'espace compris entre l'Aîne et la Lette, tandis que le reste de son armée devait se hâter d'occuper Laon. Le général Winzingerode, avec cinq mille cinq cents chevaux de son corps, toute la cavalerie de ceux de Langeron et d'York et quatre-vingts bouches à feu, reçut l'ordre de passer la Lette près Filain, et de se diriger par Chevrigny sur Fetieux, où il devait prendre position. Le corps de Bülow se mit en marche, pour se rendre tout d'un trait à Laon. Ceux de Kleist et Langeron durent suivre, jusqu'à Fetieux, le général Winzingerode et ensuite gagner Laon. Le corps d'York resta à Pargny. On ne sait trop concevoir le motif pour lequel le maréchal Blücher dispersa ainsi son armée, pour la réunir ensuite à Laon. Le détour qu'il fit faire aux corps de Kleist et de Langeron, par une traverse presque impraticable, paraît au moins inutile. En conséquence de cette disposition, le général Woronzow se déploya, avec l'infanterie de Winzingerode, entre Ailles et Vassogne. Le corps de Sacken resta vers Bray, en réserve. L'empereur Napoléon, ayant été averti que l'ennemi paraissait sur les hauteurs de Craone, y envoya un bataillon de la vieille garde en reconnaissanc . L'ennemi fut rencontré au-dessus du moulin de Pontois, sur les hauteurs de Craonelle. C'était la brigade Krassowski (13ᵉ et 14ᵉ chasseurs). Napoléon se vit obligé de faire soutenir son bataillon

par une brigade de la division Friant. En même temps il dirigea le prince de la Moskowa, par le bois de Corbeny, sur l'Abbaye de Vaucler, qu'occupait la brigade Harpe. La division Meunier l'attaqua, et l'ennemi après avoir incendié Vaucler se replia sur Heurtebise, où le combat se soutint jusqu'à la nuit. Le soir la division Friant prit position près de Corbeny; les divisions Meunier et Curial entre Heurtebise et Vaucler ; la division Pierre Boyer sur les hauteurs de Bouconville. Les corps des ducs de Trévise et de Bellune, arrivèrent le soir à Bery-au-Bac; celui du duc de Raguse vint à Roucy.

Le 7 au matin, Napoléon reconnut la position de l'ennemi. Le corps de Woronzow était en bataille sur deux lignes dans l'ordre suivant : en première ligne, les brigades Swarikin, Krassowski et Harpe, entre Ailles et Vassogne; la brigade de cavalerie de Benckendorf, à l'extrême droite vers Jumigny. En seconde ligne, la division Laptiew, dont la brigade Rüdinger appuyait à Ailles, qu'elle occupait. En troisième ligne, le corps de Strogonow, entre la Bovelle et Paissy. La gauche de cette position était couverte par le ravin d'Ailles, et ne pouvait être abordée que par le vallon étroit de la Lette; la droite l'était par le ravin de Vassogne; Devant le centre était un autre ravin, qui s'étend de celui de Vaucler à celui d'Oulchy et sépare le plateau de Craone des hauteurs de Vassogne; trente-six bouches à feu défendaient le débouché

du centre, entre Heurtebise et les Roches; douze étaient à Ailles et autant sur les hauteurs de Foulon; le corps de Sacken était toujours en réserve vers Bray.

Cette position était très-forte, principalement par son centre, et pour l'enfoncer il aurait fallu y employer de grandes forces et se résoudre à un grand sacrifice d'hommes. Cependant il était indispensable d'attaquer le corps ennemi, soit qu'il fut en tête de colonne du restant de l'armée de Blücher, soit qu'il fut destiné à couvrir une ma nœuvre. Napoléon espéra réussir avec moins de difficultés, par une attaque d'ailes. La gauche du corps de Woronzow paraissait plus facilement abordable, puisque nous étions en possession de Vaucler et de Saint-Martin, et que le bouquet de bois, qui se trouve entre ces deux endroits, pouvait favoriser les attaques. En conséquence il détermina que le prince de la Moskowa, avec les divisions Pierre Boyer, Meunier et Curial et les dragons du général Roussel, attaquerait vers Ailles, en débouchant par le vallon gauche de la Lette. Cette attaque devait être soutenue par le duc de Bellune, avec les divisions Boyer et Charpentier; au centre le duc de Trévise devait faire une attaque secondaire, tandis que le général Nansouty, avec les divisions Excelmans et Pacz, chercherait à doubler la droite de l'ennemi, au-delà de Vassogne. Le moment de l'attaque était donc subordonné à l'arrivée des ducs de Trévise et

de Bellune qui étaient encore à Bery-au-Bac. Pour appeler l'attention de l'ennemi sur le centre, et le détourner des dispositions qui devaient se faire contre sa gauche, l'empereur Napoléon fit avancer les premières batteries de la garde, sur le plateau en avant du moulin de Craonelle et engagea la canonnade. Le prince de la Moskowa, emporté par son ardeur, regarda ces premiers coups de canon comme le signal de l'attaque; mettant son corps en mouvement, il déboucha de Saint-Martin sur deux colonnes; celle de droite, composée de la division Pierre Boyer, suivit la Lette et se porta sur Ailles; celle de gauche, composée des divisions Meunier et Curial, s'avança sur le plateau en avant d'Ailles. Ces colonnes, qui avaient été quelque temps couvertes par l'escarpement du coteau, furent accueillies en arrivant sur la hauteur, par un feu si terrible d'artillerie et de mousqueterie, qu'elles furent arrêtées court. Les divisions Meunier et Curial s'appuyèrent au petit bois. L'empereur Napoléon voyant l'action engagée, quoique le duc de Bellune n'eût encore près de Vaucler que la division Boyer de Rebeval, et que le duc de Trévise ne fût pas arrivé, se vit obligé de soutenir le prince de la Moskowa; la division Boyer reçut l'ordre de s'avancer, par le chemin de Vaucler à Heurtebise. Cette ferme, encore occupée par les Russes, fut abandonnée par eux, et le duc de Bellune déploya sa division à la hauteur du petit bois. Dans ce moment il fut

blessé. Le mouvement de la division Boyer força l'ennemi à retirer sa gauche de la première ligne, composée de la brigade Swarikin; la canonnade s'engagea sur ce point avec la plus grande vivacité, et la division Boyer, s'avançant au-delà du bois, s'appuya au corps du prince de la Moskowa.

A la droite, le général Nansouty était parvenu à couronner le plateau de Vassogne; mais ayant été obligé, par le mauvais état des chemins, de laisser son artillerie en arrière, il fut arrêté dans son mouvement. Une charge de la brigade de Benckendorf fut aisément repoussée. Le combat se soutenait toujours à la droite, où nous n'avions encore que sept mille hommes d'engagés, contre dix-huit mille (*). Le général Woronzow voulant profiter de l'état stationnaire du combat, fit char-

FORCE DU CORPS DE WORONZOW

AU COMBAT DE CRAONE.

		BATAIL.	SOLD.
1re ligne.	Gén. Swarikin - Szirwinsk, Butinsk, 19e chasseur.	5	3,000
	— Harpe - Nowaginsk, Tula, 3e batail. de grenadiers.	5	3,000
	— Krassowki, 13e et 14e chasseurs.	3	1,800
2e —	— Laptiew, Newsk, Lithuanie, Podolie, Petrowski, 2e et 44e chasseurs.	10	6,000
3e —	— Chowanski- Smolensk, Narwa, Alexopol, Nouvelle Ingrie, 5e et 41e chasseurs. . . .	9	5,400
	— Szeltuzin, Pensa et Saratow.	3	1,800
	— Benkendorf-Pawlogrod, Huss, Sisoewa 3, Girowa, Grekow 18, cosaques.		2,000
	Total.	35	23,000

ger la division Boyer de Rebeval par les régimens Szirwinski, et 19e chasseurs de la brigade Swarikin, soutenue par deux escadrons de hussards. Cette attaque, prise en flanc par deux batteries de la garde, sous les ordres du général Drouot, manqua. Napoléon, pour en prévenir une seconde, ordonna au général Grouchy, de se porter à l'appui de la division Boyer avec de la cavalerie. Ce général s'avança avec une brigade de la division Roussel, jusqu'au petit bois de St.-Martin, pour charger la colonne ennemie; mais ayant été blessé, la charge n'eut pas lieu. Alors une seconde attaque de la brigade Swarikin, força la division Boyer à s'appuyer au bois; les divisions Meunier et Curial se retirèrent également un peu. Toutes les trois n'avaient plus en ce moment quatre mille hommes en ligne. Le général Laferrière s'élança avec sa division sur le flanc de l'ennemi, mais n'ayant pu arriver qu'avec ses éclaireurs, il fut blessé et la charge manqua. Le prince de la Moskowa réunit ses troupes en ligne, dans le ravin de Vaucler.

Dans ce moment arrivèrent sur le plateau de Craone, la division Charpentier et celle de cavalerie du général Colbert. Le général Woronzow, à la vue de ces troupes, appela à lui la cavalerie du corps de Sacken, pour couvrir sa droite, qui allait se trouver menacée dès que le centre serait attaqué. Cette cavalerie vint se former entre Cerny et Troyon. Cependant l'empereur Napoléon fit déboucher la division Colbert, par le chemin de

Craonelle aux Roches. Le général Charpentier, à la tête de sa division et de celle du général Boyer de Rebeval, s'avança en colonne, par la gauche du petit bois. Le prince de la Moskowa fit renouveler l'attaque d'Ailles, par la division Pierre Boyer, et la fit soutenir par les divisions Meunier et Curial. La division Friant se dirigea par la route de Soissons. Cette attaque combinée réussit pleinement. Le général Colbert se forma en avant de la ferme des Roches, malgré le feu de la brigade Harpe. Le général Charpentier arriva sur le plateau à la gauche d'Ailles. Le général Woronzow porta au devant de lui, pour l'arrêter, d'abord une partie de la brigade Rüdinger de la seconde ligne, puis la brigade Sanders de la troisième. Mais la division Friant ayant passé, en ce moment, le ravin au centre, l'ennemi fut enfoncé. Dans le même temps la division Pierre Boyer emporta Ailles, et le général Woronzow, entamé de toutes parts, se mit forcément en retraite. L'armée française couronna le plateau entre Ailles et Paissy ; le prince de la Moskowa et le général Charpentier en première ligne ; le duc de Trévise, qui arriva alors, en seconde.

La poursuite de l'ennemi continua, sous la protection de six batteries de la garde qui couvraient le front de l'armée. Le général Belliard qui prit le commandement de la cavalerie, reçut l'ordre d'appuyer à gauche et de joindre le général Nansouty, pour tourner la droite de l'ennemi. A la hauteur de Cerny, le général Woronzow essaya

de prendre position, sous la protection de la cavalerie du corps de Sacken. Cette dernière sauva à la vérité d'une défaite entière la brigade de Benckendorf, culbutée par les divisions Excelmans et Pacz. Mais le général Woronzow fut contraint à continuer sa retraite, le plus qu'il pût en échiquier. Le corps de Sacken le précéda. La cavalerie française ne put cependant pas le tourner, à cause des ravins qui gênaient sa marche. Mais à la hauteur d'Ouarmont, le prince de la Moskowa trouva l'occasion d'engager et de culbuter la gauche de l'ennemi. Alors le corps de Woronzow fut coupé en deux; la gauche se jeta au travers de la Lette, sous la protection du corps de Langeron, qui était resté à Troucy; la droite se retira en désordre à Chavignon. Le soir l'armée française s'arrêta entre Filain et Ostel; la division Colbert s'avança à Aisy.

La perte de l'ennemi, dans cette journée, s'éleva à près de cinq mille hommes. Les généraux Landskoy et Uszakow (du corps de Sacken) furent tués; les généraux Chowansky, Laptiew, Maslow et Swarikin furent blessés. Notre perte s'éleva aussi à près de quatre mille hommes; le duc de Bellune et les généraux Grouchy, Laferrière, Pierre Boyer, Bigarré et le Capitaine furent blessés. On a élevé la perte de notre armée à huit mille hommes. Si on réfléchit, que le combat n'a porté que sur les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, c'est-à-dire sur onze mille hommes, on verra aisément l'exagération de ce compte. Au

reste, il n'a été établi que pour faire une comparaison avec la bataille de Kunersdorf. On a également avancé que le maréchal Blücher, voyant que le général Winzingerode n'était pas arrivé à Fetieux, avait ordonné au général Woronzow de se retirer. Le fait est faux, car ce dernier avait reçu l'ordre d'opposer la plus vive résistance, afin de couvrir le mouvement de Winzingerode. Au reste, le général Woronzow a rempli sa mission d'une manière qui ne peut lui mériter que des louanges. Ayant passé quelques heures à Chavignon et rallié la garnison de Soissons, que le maréchal Blücher fit évacuer, il se retira à Laon, laissant en arrière-garde la brigade Benckendorf, qu'il renforça de deux régimens de chasseurs.

L'empereur Napoléon, voyant qu'il n'avait eu à faire à Craone qu'à une petite partie de l'armée de Blücher, au lieu de l'y rencontrer toute entière, en conclut que le général ennemi était occupé à quelques manœuvres. En effet, s'il n'avait voulu que se replier sur Laon, il avait eu tout le temps de le faire, sans qu'il fût nécessaire de compromettre une portion de son armée, que rien ne soutenait jusqu'à Chavignon. L'évacuation précipitée de Soissons dut le confirmer dans cette opinion; car le maréchal Blücher, voulant tenir à Laon, n'avait aucune raison pour abandonner une ville, dont l'occupation devait gêner les mouvemens de l'armée française, dans les défilés qu'elle avait à traverser de Chavignon jusque sous Laon. Espé-

rant donc pouvoir emporter la position de Laon, avant que Blücher n'ait changé la direction de son mouvement et ne s'y soit établi, il se décida à l'attaquer. Le prince de la Moskowa reçut, dans la nuit, l'ordre de pousser en avant vers Laon, avec son corps et toute la cavalerie; le général Charpentier et le duc de Trévise devaient suivre; le duc de Raguse, qui était à Bery-au-Bac, où le duc de Padoue l'avait rejoint, devait se diriger par Corbeny et Fetieux et se mettre, par Bruyères, en communication avec le restant de l'armée.

Cependant le mouvement que le maréchal Blücher avait imaginé sur Fetieux, avait complètement échoué. Le général Winzingerode, retardé au passage de la Lette, n'était arrivé à Fetieux que le 7 au soir; le corps de Kleist l'avait devancé, en se dégageant par un mouvement à gauche, et était arrivé à Laon dans l'après-midi; celui de Langeron, n'ayant passé la Lette que très-tard, s'arrêta à Troucy. Le maréchal Blücher, voyant sa diversion manquée, se décida, vers le soir, à réunir toutes ses troupes autour de Laon, pour y recevoir la bataille. La cavalerie, qui composait la colonne du général Winzingerode, reçut l'ordre de rentrer à ses corps respectifs; l'armée russo-prussienne reçut, pour le 8, l'ordre de bataille suivant: les corps de Langeron, Sacken et Winzingerode, massés en colonne entre la Neuville et Thieret, le premier à l'extrême droite, et le dernier appuyé à la montagne de Laon; toute la cavalerie de ces corps à

Luisy; le corps de Bulow sur la montagne de Laon, occupant Semilly par la division Thümen; les corps de Kleist et d'Yorck, sur deux lignes, entre Vaux et Athis, le dernier à gauche, leur cavalerie en avant de Chambry; le général Woronzow, avec six mille hommes, occupait Etouvelle et Chivi, appuyé par la cavalerie de Czerniszeff; le colonel Blücher, avec deux bataillons et quatre escadrons, tenait Fetieux; l'avant-garde du général Katzler était à Salmoucy.

Le 8 au matin, l'armée française continua son mouvement. Le prince de la Moskowa déboucha, au point du jour, par l'Ange-Gardien sur Chavignon, chassant devant lui la cavalerie légère russe de Benckendorf. A Urcel, ce dernier se réunit à la tête de l'avant-garde du général Woronzow. Le prince de la Moskowa y arriva vers quatre heures du soir, et en débusqua l'ennemi qui se replia sur Etouvelle. Ce village, ainsi que celui de Chivy, étaient fortement occupés par l'infanterie du général Woronzow; une forte batterie, placée à Etouvelle, enfilait la grande route qui, entre ce village et Urcel, n'est qu'une chaussée bordée des deux côtés d'un marais presque impraticable. La cavalerie du prince de la Moskowa prit position et engagea une vive canonnade; l'infanterie arriva peu après; mais arrêtée par le passage des marais, que le prince de la Moskowa ne crut pas pouvoir forcer, elle prit position pour la nuit en avant d'Urcel. Des reconnaissances de cavalerie furent

poussées vers Bruyères; le général Friant, avec sa division et celles des généraux Christiani et Poret de Morvan, resta à Chavignon; le général Charpentier, avec sa division et la brigade du général Boyer de Rebeval, en arrière à la Malmaison. Le duc de Raguse ne s'avança pas au-delà de Corbeny; il poussa sa cavalerie, vers la gauche à Craone. Les piquets de cavalerie que le duc de Trévise avait laissés devant Soissons, entrèrent sans difficulté dans la ville, où ils trouvèrent un équipage de ponts que l'ennemi y avait laissé. L'armée russo-prussienne resta dans ses positions.

Dans la nuit, l'empereur Napoléon, ayant acquis la certitude que le défilé d'Etouvelle pouvait être tourné, résolut de profiter de cette circonstance pour en débusquer l'ennemi. Le chef d'escadron Gourgaud, officier d'ordonnance, reçut l'ordre de se diriger, avec deux bataillons et deux escadrons de la vieille garde, par le moulin de Cléry et Challevoie, pour arriver de flanc sur Etouvelle et Chivi. Cette attaque devait être appuyée de front, par l'infanterie du prince de la Moskowa; le général Belliard devait, aussitôt que le passage serait ouvert, déboucher avec sa cavalerie et pousser l'ennemi aussi loin qu'il pourrait. Il paraît que l'empereur Napoléon crut à la possibilité de profiter de l'enlèvement du défilé d'Etouvelle, à une aussi petite distance du centre de la ligne ennemie, pour tenter un coup de surprise sur Laon. Le résultat, si cette entreprise réussis-

sait, aurait été d'obliger Blücher à réunir son armée plus en arrière. L'entreprise était audacieuse par elle-même, et bien des chances pouvaient en rendre la réussite au moins très-difficile. Les observations qu'on lui fit auraient dû le convaincre, que les difficultés en étaient vivement senties, et trop vivement même, pour que ce sentiment ne l'emportât pas sur tout autre. Quand un général veut tenter un coup d'audace, il faut qu'il ait à faire au grenadier de Chevert. Quoi qu'il en fût, il fallait forcer le défilé d'Etouvelle, et l'ordre d'attaque subsista. Le chef d'escadron Gourgaud, qui devait arriver sur Etouvelle vers une heure du matin, fut retardé par les chemins et par l'obscurité. Mais l'attaque de front du prince de la Moskowa réussit. Le 2e léger surprit les Russes dans leurs bivouacs, les réveilla à coups de bayonnette et les culbuta en arrière d'Etouvelle. Un assez grand nombre furent tués ou pris. Le prince de la Moskowa, qui suivait avec ses divisions, poussa l'ennemi au-delà de Chivy, où il prit position et où le chef d'escadron Gourgaud le rejoignit à deux heures du matin. Vers cinq heures, le général Beliiard déboucha avec la division Roussel, et poussa sur Laon les troupes russes chassées de Chivy. C'était un peu tard, aussi trouva-t-on l'ennemi prêt. Un peu en avant de Semilly, la cavalerie française fut accueillie par le feu d'une batterie prussienne, qui lui tua cinq ou six hommes et elle s'arrêta pour attendre le jour, hors de la portée

du canon. Lorsqu'il parut, le général Belliard fit occuper Leully, d'où l'ennemi se retira à notre approche, et jeta des postes de cavalerie vers Clacy.

Pendant que ceci se passait, le corps du duc de Trévise arrivait à Etouvelle. L'empereur Napoléon n'attendait plus pour déboucher, que de voir ses troupes réunies au-delà du défilé. Le duc de Raguse, de son côté, devait se diriger par Fetieux, et Napoléon s'attendait à lui voir dépasser le bois de Lavergny, au même instant où il ferait attaquer la position de Laon. L'armée ennemie était toujours en bataille, dans l'ordre où l'avait placée le maréchal Blücher; le corps de Langeron, à la droite, sur les hauteurs en arrière de Thièret; celui de Sacken suivait. Celui de Winzingerode s'appuyait aux hauteurs de Laon, devant la Neuville. La cavalerie de ces trois corps était en bataille en arrière de Luisy, et de la Neuville. Le général Bülow occupait le plateau de Laon, par deux divisions; celle de Thümen tenait Semilly et Ardon. Le corps de Kleist était sur deux lignes entre Vaux, et le bois d'Athis; celui d'York, également sur deux lignes, entre le bois et Athis, occupant ce village, et une ferme à trois cents toises en avant. La cavalerie des deux corps, sous les ordres du général Ziethen, fut d'abord placée derrière celui de Kleist. Le général Katzler, avec deux régimens de hussards, avait été poussé à Aippes. Le colonel Blücher, avec deux bataillons et quatre escadrons, était à Fetieux.

La force totale de cette armée était, ainsi que nous l'avons vu plus haut (page 25), d'environ cent quinze mille hommes, dont plus de trente mille chevaux. La force de l'armée française, qui s'avançait pour l'attaquer, ne s'élevait pas au-dessus de trente-trois mille hommes, dont huit mille chevaux (*). Et comme l'empereur Napoléon agissait sur deux lignes d'opérations, la répartition de ses forces était telle, que dix-neuf mille hommes et cinq mille chevaux allaient se trouver opposés à la droite et au centre de l'ennemi, c'est-à-dire à cinquante-huit mille hommes d'infanterie, et vingt-trois mille chevaux.

A sept heures du matin, le prince de la Moskowa déboucha de Chivy, suivi de près par le corps du duc de Trévise. Un brouillard épais couvrait le champ de bataille, et le maréchal Blücher,

(*) FORCE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEVANT LAON.

		INFANT.	CAVAL.
Prince de la Moskowa.	Div. Meunier, Curial et Boyer..	2,000	
Gén. Charpentier.....	— Charpentier et Boyer de Rebeval.......	6,000	
Duc de Trévise.....	— Friant, Christiani et Peret de Morvan.......	11,000	
Gén. Nansouty.......	— Laferriere, Colbert, Excelmans et Pacz......		3,500
— Belliard....	— Roussel....................		1,500
Duc de Raguse.......	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue.......	6,000	
Gén. Bordesoulle....	— Bordesoulle et Merlin.......		3,000
	Total.....	25,.00	8,000

quoique décidé à prendre l'offensive, ne voulut faire aucun mouvement que le temps ne se fut éclairci; il ordonna aux chefs de ses différens corps de tenir leur infanterie massée, et de couvrir leur front par des batteries. De son côté, l'empereur Napoléon résolut de profiter du brouillard, pour enlever les deux villages de Semilly et d'Ardon, autant pour couvrir le déploiement de l'armée, que pour saisir sur l'ennemi un avantage, qu'il serait peut-être difficile d'obtenir plus tard. La division Pierre Boyer fut chargée de Semilly, dont elle s'empara malgré la vive résistance de la division prussienne de Thümen. La division Poret de Morvan qui fut dirigée sur Ardon, éprouva moins de résistance. Pendant ce temps, l'armée française se déploya entre Leully et le mamelon de Clacy; le duc de Trévise à droite, et le prince de la Moskowa à gauche. La division Roussel à l'extrême droite; le général Nansouty en réserve. Malgré l'obscurité, les coalisés ouvrirent le feu de toutes leurs batteries; mais la direction en était rendue incertaine par le brouillard, et il fut possible d'y soustraire les troupes en manœuvrant. A onze heures environ, le brouillard s'étant dissipé, le maréchal Blücher prévint les mouvemens de l'armée française, en ouvrant lui-même l'attaque. Son premier objet fut de reprendre Ardon et Semilly, dont l'occupation lui était nécessaire, pour dégager son centre. Le corps de Bülow fut chargé de l'attaque du premier village. L'infanterie du général Wo-

ronsow se dirigea sur Semilly. Afin d'appuyer cette double attaque, par une diversion contre notre aile gauche, le général Strogonow reçut l'ordre de chercher à la tourner par Clacy. Les villages d'Ardon et de Semilly furent emportés, et les divisions Boyer et Poret-de-Morvan ramenées sur la ligne de bataille. Mais à la droite, le prince de la Moskowa arrêta et refoula l'ennemi, à la tête de quelques escadrons de la garde. Le général Belliard fit charger les Russes en flanc par quelques escadrons, tandis que, se portant avec la division Roussel entre Semilly et Ardon, il menaçait le corps de Bülow. L'ennemi fut ramené à son tour, et une charge de la division Roussel, facilita à la division Poret de Morvan, la reprise d'Ardon. L'ennemi fut repoussé jusque sous le plateau de Laon; le général Strogonow s'arrêta à Clacy. Le combat se soutint de pied ferme, pendant que l'empereur Napoléon, impatient de ne pas encore voir le duc de Raguse à sa hauteur, et de ne pas entendre son canon, lui envoyait d'instant en instant des officiers d'état-major, pour hâter sa marche.

Vers quatre heures, le général Charpentier entra en ligne avec ses deux divisions, et l'empereur Napoléon profita de son arrivée, pour assurer la gauche qu'inquiétait la division russe de Chowansky, établie à Clacy. La division Curial fut chargée d'attaquer le village sur sa droite, en le faisant tourner par ses tirailleurs. Une brigade de la di-

vision Charpentier devait l'attaquer de front, tandis que l'autre le tournerait par la gauche. La division Boyer de Rebeval appuyait le mouvement. Cette attaque réussit et la brigade Montmarie parvint à s'emparer de Clacy, où elle fit environ trois cents prisonniers.

Pendant que ces événemens se passaient, à la gauche de l'armée française, le duc de Raguse s'avançait sur la grande route de Reims. Vers onze heures sa première avant-garde fut engagée avec les Prussiens, dans le défilé de Fetieux, et vers une heure le colonel Blücher en fut débusqué, et le 6e corps déboucha. La cavalerie du général Bordesoulle fut alors dirigée vers Aippes, sur la cavalerie légère prussienne du général Katzler, qui s'y trouvait. Le général York, averti de ce mouvement, fit avancer la cavalerie du général Ziethen et la déploya en avant du ruisseau, la gauche au bois de Salmoucy. Le maréchal Blücher fit passer à l'appui de son aile gauche, la brigade de cavalerie Benckendorf du corps de Winzingerode. Pendant ce temps, le corps du duc de Raguse déboucha du défilé de Fetieux, poussant devant lui l'avant-garde ennemie. A la tête du bois de Lavergny, le 6e corps quitta la grande route de Reims et vint se placer sur la colline boisée, qui domine les deux routes. La cavalerie se déploya à droite en face de celle de l'ennemi, qui, après avoir échangé quelques coups de carabine, s'était repliée derrière le ruisseau. Des batteries furent établies sur la

colline boisée, sur la grande route de Reims et devant le front de la cavalerie. Une vive canonnade s'engagea et le général York fut obligé de faire avancer ses batteries de douze, pour soutenir le feu, qui faiblissait de son côté.

Le maréchal Blücher, voyant le combat s'allumer avec autant de vigueur devant son aile gauche, se persuada que l'attaque qui avait été faite par la route de Soissons, n'était qu'une fausse attaque. Il jugea que le projet de l'empereur était de l'amuser sur sa droite, tandis qu'il tournait la gauche, pour couper ainsi l'armée de Silésie de la grande armée et de la Belgique. La faiblesse numérique des troupes qu'il avait devant lui, dût encore le confirmer dans cette opinion. Il se décida alors à tenter un nouvel effort, pour dégager un peu son centre, afin de pouvoir disposer d'une partie des troupes de sa droite. Le général Bülow reçut l'ordre d'attaquer Ardon , et les corps de Langeron et de Saken, de quitter l'extrême droite pour passer à gauche. Le général Bülow parvint, après un combat opiniâtre, où le général Poret de Morvan fut blessé, à emporter Ardon, presqu'en même temps que le général Charpentier prenait Clacy. Les corps de Sacken et de Langeron allèrent se placer devant Chambry.

Cependant le duc de Raguse, à la faveur du feu de ses batteries, avait fait attaquer la gauche du corps d'York, par la division du duc de Padoue. La brigade Lucotte, après un combat opiniâtre

parvint à emporter la ferme, qui est en avant d'Athis et à s'emparer d'une partie du village, que l'ennemi incendia. Le jour était alors à son déclin. Peu après, à la nuit, le duc de Raguse cessa le combat. La division du duc de Padoue s'établit à Athis et dans la ferme; le 6e corps assit ses bivouacs sur la colline boisée; la cavalerie resta à la droite et les batteries furent repliées. Un parti de quatre cents chevaux et deux canons fut envoyé dans la direction de Bruyères, sous les ordres du colonel Fabvier, pour avoir des nouvelles de l'empereur Napoléon. Ce dernier venait également de faire cesser le combat. Toute l'infanterie bivouaqua sur le champ de bataille, excepté la division Friant qui revint à Chavignon. La cavalerie se retira également à Étouvelle, Mons et Laval, excepté la division Pacz qui resta en ligne.

A l'entrée de la nuit les corps de Sacken et de Langeron étaient arrivés à Chambray. Fort de cet appui, le général York, qui d'ailleurs avait pu juger combien le corps du duc de Raguse lui était inférieur, se décida à une attaque de nuit. Il pouvait la tenter, puisqu'il était sûr d'envelopper le corps français. La division du prince Guillaume de Prusse, appuyée par celles de Horn et de Klüx, reçut l'ordre de tourner Athis, en laissant le village à droite, et de se diriger sur la colline boisée. La division Pirch, précédée par le colonel Blücher avec deux bataillons et huit escadrons, devait se diriger par Sauvoire et les bords du ruisseau, afin

de rejoindre les autres troupes sur la grande route à la tête du bois de Lavergny. Le général Ziethen devait en même temps passer le ruisseau, charger la cavalerie française et se diriger sur Fetieux. La brigade Lucotte, surprise dans ses bivouacs et tournée, se replia sans combat sur le corps d'armée. L'ennemi n'éprouvant aucun obstacle, s'avança rapidement sur la colline boisée, où les troupes du 6e corps, également surprises, eurent à peine le temps de courir aux armes. Les batteries étant en partie repliées et les pièces restées en action purent à peine faire une ou deux décharges. Les canonniers se hâtèrent d'amener leurs pièces à la prolonge et de les sauver sur la grande route; mais l'obscurité de la nuit en fit renverser une partie dans les fossés. L'infanterie réunie sur la grande route, à la tête du bois de Lavergny, commençait cependant à se rallier, lorsqu'une nouvelle colonne ennemie (la division Pirch) débouchant entre les deux bois vint l'attaquer à gauche. A droite la cavalerie, attaquée par plus de sept mille chevaux, avait été renversée. Il fallut continuer la retraite. Le duc de Raguse était cependant parvenu à réorganiser les pièces qui n'avaient pas été renversées; quelques volées de mitraille arrêtèrent les colonnes prussiennes et l'infanterie formée en carrés se retira vers Fetieux. Le détachement du colonel Fabvier, qui avait rebroussé chemin au premier feu, rejoignit sur la grande route, et sa bonne contenance acheva de

contenir l'ennemi. Cependant la cavalerie du général Bordesoulle, enveloppée, en même temps qu'elle avait été renversée, avait été en partie acculée sur la grande route et en partie se trouvait mêlée avec celle de l'ennemi, qui la précéda au défilé de Fetieux : cet unique point de retraite aurait été perdu, si soixante chasseurs de la garde, qui s'y trouvaient avec quelques équipages, n'eussent pas arrêté les Prussiens et donné à la colonne le temps d'arriver. De Fetieux, le duc de Raguse continua sa retraite sans être inquiété jusqu'à Corbeny, où il arriva au jour. Cette échauffourée nous coûta peu de morts et de blessés, mais environ douze cents prisonniers, quarante canons et cent trente caissons. La cavalerie du général Benckendorf s'arrêta devant Corbeny, et celle du général Ziethen à Fetieux. Les corps d'York et de Kleist restèrent en avant d'Athis ; ceux de Sacken et de Langeron à Chambry ; celui de Bülow à Laon et Ardon ; celui de Winzingerode à la Neuville.

Le maréchal Blücher, présumant que l'échec qu'avait éprouvé le duc de Raguse, empêcherait l'empereur Napoléon de reprendre l'offensive le lendemain, voulut profiter de ses avantages, en achevant la défaite du 6e corps et enveloppant le reste de l'armée. Les corps d'York et de Kleist reçurent, dans la nuit, l'ordre de passer l'Aîne à Bery ou Neufchâtel, de pousser le 6e corps dans la direction de Fismes, et d'ouvrir la communication avec le corps de St.-Priest, qui s'approchait de Reims.

Celui de Sacken devait se rendre d'abord à Corbeny, d'où ce général passerait l'Aîne à son choix, à Bery ou à Pont-à-Vaire. Celui de Langeron, après avoir tiré à lui les équipages de ponts, devait se rendre par Bruyères à Craone. De là il devait faire jeter un pont à Micy-sur-Aîne. Son objet était de tâcher de couper l'armée française à l'Ange-Gardien, ou de marcher sur Braisne, en envoyant sa cavalerie s'emparer du défilé de Noyon. Les deux corps de Bülow et Winzingerode devaient suivre la retraite des corps de l'aile gauche, le premier par Chavignon et le second par Pinon. Les corps d'York et de Kleist se mirent en mouvement le dix au jour; à neuf heures du matin ils étaient à Fetieux. Le duc de Raguse, après avoir donné quelques heures de repos à ses troupes, avait quitté Corbeny au jour et avait repassé l'Aîne à Bery.

CHAPITRE III.

Second combat de Laon, le 10 mars. — Réflexions sur les manœuvres de l'empereur Napoléon. — Il se replie sur Soissons.

Cependant l'empereur Napoléon, qui avait appris dans la nuit la défaite du duc de Raguse, sentit la nécessité de se soutenir devant Laon, pour donner le temps à son aile droite de se réorganiser. Il pensait que, pour avoir ainsi accablé le 6e corps, le maréchal Blücher devait avoir renforcé son aile gauche par des troupes du centre et de la droite. Dans cette hypothèse, en prenant l'offensive, il devait arriver de deux choses l'une; ou que Blücher aurait tellement affaibli sa droite qu'il serait possible d'emporter la position de Laon; ou que pour se soutenir il rappellerait les troupes qui suivaient le duc de Raguse et dégagerait ce dernier (*); en conséquence il fit prendre les armes à ses troupes au point du jour, à la tête de leurs bivouacs.

(*) On a prétendu que le 9 au soir l'empereur Napoléon donna à ses différens corps une disposition d'attaque, qu'on appelle extraordinaire et qui devait l'être en effet en ce moment. D'après cette

En même temps le corps de Winzingerode s'ébranlait, pour joindre l'aile gauche de l'armée française et se trouver en mesure de suivre sa retraite, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre. L'infanterie, ayant la division Chowanski en tête, déboucha sur Clacy. La division de dragons du général Balk appuyait ce mouvement, en se dirigeant sur Mons par la grande route. Les avenues de Clacy avaient été barricadées, et deux batteries en défendaient les approches. Leur feu fut si bien dirigé que le gé-

disposition les divisions Charpentier et Boyer de Rebeval, suivies de celle du prince de la Moskowa, de la division Friant et de celle de cavalerie Laferrière, Excelmans et Colbert et des réserves d'artillerie, devaient déboucher de Clacy dans la direction de la Neuville. Le duc de Raguse devait manœuvrer dans la direction où il se trouvait. Le duc de Trévise, avec les divisions Christiani et Poret de Morvan et celles de cavalerie de Roussel et Pacz, devait rester en réserve en arrière d'Ardon. Ce but de la disposition était de tourner la position de Laon par les deux ailes, pendant que le centre serait contenu.

Nous suspendrons, jusqu'après le récit de l'affaire du 10, les réflexions que peuvent présenter les opérations des deux armées. Mais nous ne pouvons nous empêcher d'observer, que bien des raisons nous forcent à révoquer ce plan d'attaque en doute, jusqu'à ce que l'authenticité en soit bien démontrée; au moins quant à la date qui nous paraît avancée d'un jour. Les écrits de l'empereur Napoléon ont le malheur d'être sujets à ces modifications. Le plan d'attaque en question est celui qui a dirigé les mouvemens du 9 et certes après avoir échoué ce jour-là, Napoléon ne l'aurait pas renouvelé sans modifications. Nous aimons mieux croire ce que dit le colonel Fabvier, dans sa relation des opérations du 6e corps. (page 52): que l'empereur Napoléon avait expédié au duc de Raguse l'ordre de se retirer, voulant manœuvrer lui-même par sa droite et gagner la route de Reims, mais que l'officier qui en était porteur n'arriva pas.

néral Woronzow fut obligé d'abriter sa colonne dans le petit bois auquel elle s'appuyait. La brigade Glebow (6e et 41e chasseurs) fut lancée sur le village et ramenée en désarroi par nos troupes. Le général Woronzow fit entrer en ligne la division Laptiew et successivement le restant de son infanterie. Six nouvelles attaques furent tentées contre le village de Clacy, et toutes échouèrent devant la division Charpentier et la faible brigade du général Boyer de Rebeval. Enfin le maréchal Blücher se vit forcé de renoncer au projet, de faire déboucher son aile droite par la grande route de Soissons. Cet échec et la contenance du corps du prince de la Moskowa, qui menaçait de front la position de Laon, lui firent craindre que l'empereur Napoléon ne parvînt à se rendre maître de Laon et à couper l'armée de Silésie en deux. Dès le moment où la division Chowansky avait été repoussée devant Clacy, le maréchal Blücher avait donné l'ordre aux corps de Langeron et de Sacken, qui allaient se mettre en mouvement pour suivre celui de Kleist, de venir prendre position derrière Cerny et le bois. En même temps il ordonna au général York de s'arrêter où il se trouvait, avec ses deux corps, et de ne faire suivre le duc de Raguse que par de la cavalerie légère. Un peu plus tard, lorsqu'il vit que tous les efforts des Russes échouaient contre Clacy, il ordonna au corps de Kleist de prendre position à Fetieux et fit revenir celui d'York à Athis.

Le combat se soutint en avant de Clacy avec le corps de Winzingerode, qui était rentré dans ses positions. Vers deux heures celui d'York, étant arrivé entre Athis et Vaux, le maréchal Blücher assuré que l'empereur Napoléon ne pouvait plus déboucher par Ardon sur la route de Reims, fit faire un mouvement à son centre. Le corps de Bülow appuya à droite vers celui de Winzingerode, qui avait souffert. Napoléon voulut profiter de ce mouvement, pour tenter un coup de main sur la gauche de Laon. La division Curial, soutenue par celle du général Meunier, fut poussée vers le tertre qui est à gauche de Semilly. Deux bataillons en tirailleurs s'élancèrent sur le mamelon; un troisième leur servait de réserve sur la grande route. Mais l'ennemi ayant démasqué de fortes batteries et poussé une colonne d'infanterie sur la grande route, nos troupes furent repoussées et l'attaque échoua. Alors, l'empereur Napoléon, voulant connaître jusqu'où s'appuyait l'aile droite ennemie et s'assurer s'il ne serait pas possible de le déborder, par la grande route de la Fère, fit pousser une reconnaissance de cavalerie entre le bois de Clacy et les moulins de Molinchart, dans la direction de Cerny. Cette reconnaissance rencontra à la tête du bois des troupes des corps de Sacken et de Langeron. Napoléon, convaincu par l'étendue du front de l'ennemi, qu'il avait encore devant lui les mêmes corps que la veille, se décida à la retraite. Le combat se soutint pendant le res-

tant de la journée, par le feu de l'artillerie. A la nuit l'armée se mit en mouvement; les corps du duc de Trévise et du prince de la Moskowa repassèrent le défilé d'Étouvelle; celui du général Charpentier et la division de cavalerie du général Colbert se replièrent sur Mons; les avant-postes restèrent sur la ligne jusqu'au jour.

La perte de l'armée française, dans les journées des 8, 9 et 10, peut s'évaluer à cinq mille hommes, en y comprenant celles du corps du duc de Raguse. Quant à celle de l'ennemi, les auteurs prussiens la portent à deux mille hommes; M. Koch (*) l'établit à quatre mille et nous croyons, sans qu'on puisse nous taxer d'exagération, pouvoir l'élever à huit mille au moins. La note ci-dessous fournira les bases de notre calcul, et l'inaction du maréchal Blücher, après la bataille de Laon, servira à le confirmer (**).

Tel fut le résultat des manœuvres que l'empereur Napoléon fit au-delà de l'Aîne, dans le dessein de chercher à regagner quelques-uns des

(*) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814. Tome I, page 423.

(**) L'auteur prussien de l'histoire de la campagne de 1814 (Plotho, tome III, page 263.) établit la force de l'armée russo-prussienne devant Laon, à cent dix mille hommes. Les débris des corps de Jagow et de St.-Priest, le rejoignirent au nombre de onze mille cinq cents hommes, après le combat de Reims, ainsi que nous le verrons plus bas. Cependant l'état de revue du 17 mars, donné par le même auteur (page 360) ne présente qu'un total de cent neuf mille soixante-dix-huit hommes. Il a donc manqué dans l'armée de Blü-

avantages, que lui avaient fait perdre la reddition de Soissons. On a beaucoup glosé sur ces opérations, et comme le succès ne les a pas couronnées, le vulgaire les a blâmées sans mesure et n'y a vu qu'une opiniâtreté condamnable. Il y a eu sans doute des fautes commises de part et d'autre, mais le plan de l'empereur Napoléon était-il absolument dépourvu de raison? les circonstances impérieuses qui le dominaient, ne lui imposaient-elles pas la loi de beaucoup hasarder, même avec peu de moyens? Nous allons tâcher d'examiner les opérations des deux armées, autant sous le rapport militaire que sous celui de la situation politique des affaires. C'est le moyen le plus sûr d'arriver à un jugement impartial. Le lecteur établira le sien.

Nous avons déja vu que le but de l'empereur Napoléon, en quittant Troyes pour marcher vers la Marne, avait été d'acculer Blücher sur l'Aîne et sur Soissons, avant qu'il n'eût pu être joint par Bülow et Winzingerode. La prise de Soissons fit manquer ce résultat, à l'instant même de l'atteindre. Le 4 mars, Blücher était en position derrière l'Aîne, à la tête de près de cent vingt

cher du 8 au 17 mars, douze mille quatre cent vingt-deux hommes. Il n'y a point eu de combat après le 10 mars, si ce n'est celui de Rheims, dont nous avons déjà déduit la perte. Ainsi en établissant celle de la bataille de Laon à huit mille hommes, nous supposons que le nombre des hommes entrés aux hopitaux ou des maraudeurs assommés par les paysans, s'est élevé à quatre mille en dix jours. Ce serait beaucoup.

mille hommes. Que devait faire Napoléon alors ? Quels étaient les projets qu'il devait prêter à Blücher ? il avait laissé, à près de cinquante lieues de lui, sur les bords de l'Aube, une partie de son armée, en présence de celle du prince de Schwarzenberg. Quelques précautions qu'il ait pu prendre pour cacher son absence, il ne pouvait pas douter qu'elle ne fût bientôt connue de l'ennemi, et il devait s'attendre à voir, sous peu de jours, le prince de Schwarzenberg reprendre l'offensive. Les corps des ducs de Tarente et de Reggio allaient donc être ramenés sur la Seine, et les affaires remises au même point où elles étaient après le combat de Vauchamps. On peut même dire qu'elles se seraient trouvées dans un état plus désavantageux; car alors Blücher avait été forcé de fuir à Châlons, avec les débris de ses corps, et aujourd'hui il se trouvait à Soissons avec une armée double et intacte. Si Napoléon restait devant Soissons, il était à craindre que Blücher ne restât lui-même immobile. Pendant ce temps l'armée de Schwarzenberg se serait approchée de Paris, par les deux rives de la Seine. Une fois les Austro-Russes arrivés à la hauteur de Melun, l'espace manquait pour que l'empereur Napoléon pût gagner sur Blücher les deux marches dont il avait besoin, au moins, pour pouvoir remporter un avantage marqué sur Schwarzenberg. Il aurait donc fallu marcher sur Paris, et ramener le théâtre de la guerre aux portes de la capitale. C'est ce qu'il de-

vait retarder autant qu'il le pourrait. Si, au contraire, Napoléon se contentait de laisser un corps d'observation sur l'Aîne et retournait vers l'Aube, pour combattre Schwarzenberg, il était à peu près certain que Blücher reprendrait son mouvement sur Paris. Alors la capitale se trouvait exposée, non pas à une révolution politique, mais à une prise d'assaut et au pillage, dont la menaçaient les Prussiens et leur chef. Il fallait donc que l'empereur Napoléon continuât à manœuvrer contre Blücher, et qu'attentif à toutes les chances qui pourraient s'offrir, il cherchât à en profiter, pour regagner au moins une partie des avantages qui lui avaient échappés. Pour y parvenir, il fallait d'abord passer l'Aîne et chercher, en débordant la gauche des Russo-Prussiens, à couper leurs communications avec l'armée de Schwarzenberg. Aussitôt qu'on aurait obtenu ce premier résultat, il était indubitable que le maréchal Blücher ferait quelques mouvemens, pour rentrer en communication avec le corps de St.-Priest, et par lui avec la grande armée coalisée. La fausse attaque sur Soissons et celle sur Braine, aidèrent à surprendre le passage de Bery-au-Bac, et la tête de l'armée française déboucha sur Corbeny. Blücher fit d'abord un bon mouvement pour l'arrêter; ce fut celui de diriger toute son armée sur les hauteurs de Craone. Le défilé étroit qu'il avait à défendre, n'aurait jamais pu être forcé, s'il y avait réuni trois seulement des six corps qu'il avait.

Cependant l'armée française ne pouvait pas continuer son mouvement sur Laon, avant d'être maîtresse des hauteurs de Craone; cette vérité de fait n'aurait pas dû échapper au maréchal Blücher. A la faveur d'un faux mouvement de ce dernier, le corps de Woronzow est forcé, et Soissons, de nouveau évacué par l'ennemi, rentre en notre pouvoir.

Maître ainsi de l'Aîne et du pays entre cette rivière et la Lette, Napoléon devait juger que l'ennemi manœuvrait, pour échapper à une affaire générale. En effet, si le plan du maréchal Blücher eût été de profiter de la grande supériorité numérique, pour hasarder les chances d'une bataille, il aurait profité d'une des deux circonstances qui s'étaient offertes. On peut admettre que le 5, malgré que la possession de Soissons lui offrît une retraite assurée, il n'ait pas voulu s'exposer à combattre avec une rivière à dos. Mais le 6, en continuant son mouvement, il aurait pu occuper les hauteurs de Craone, et l'armée française ne pouvait éviter une bataille qu'en repassant l'Aîne. Le mouvement rétrograde de Blücher était donc indubitable. Mais quel était son but et son motif stratégique? C'est ce qu'on ne pouvait connaître qu'en le suivant. Il se présentait trois partis au général prussien. Le premier était de manœuvrer sur la ligne d'opérations du nord. Le second, de profiter de la possession de la Fère, pour s'approcher de Paris par la rive droite de l'Oise. Le

troisième enfin, était de s'appuyer à la position de Laon pour y présenter la bataille. La clef stragégique de ces trois plans d'opérations était toujours Laon. C'était donc sur ce point qu'il fallait que l'empereur Napoléon dirigeât son mouvement. La seule chose qui restait à déterminer, était la direction par laquelle il y arriverait et qui dépendait du plan d'opérations qu'aurait adopté le maréchal Blücher. Si son intention était de manœuvrer sur la ligne d'opérations du nord, il était probable que la masse de ses forces serait vers la route de Reims, pour couvrir celles de Guise et de Vervins. Dans ce cas, il lui suffisait de tenir de faibles avant-gardes aux défilés de Fetieux et d'Etouvelle. Si le projet de Blücher était de passer l'Oise à la Fère, la masse de ses forces devait se trouver entre Laon et Crepy, et le défilé d'Etouvelle serait fortement gardé. Restait la troisième hypothèse; celle que l'ennemi voulût recevoir la bataille à Laon même. Il ne paraît pas que Napoléon l'ait admise; il semble plutôt qu'après le combat de Craone, il ait adopté l'idée fixe, que le maréchal Blücher voulait éviter un engagement général. Il ne pouvait cependant pas ignorer qu'un stratégicien médiocre s'appuie volontiers à la tactique des déploiemens, lorsque la force numérique le favorise. Ce moyen, en lui donnant la facilité de faire agir le poids seul des masses, le dispense de manœuvrer. S'étant ainsi fixé à une des deux hypothèses que nous avons

exposées, l'empereur Napoléon se décida à aborder la position de Laon et à passer les défilés, à la tête desquels il devait connaître les dispositions de son ennemi. Lancé lui-même avec trois corps près de Soissons, il se décida à déboucher par Etouvelle; en même temps il ordonna au duc de Raguse de passer le défilé de Fetieux. Cette disposition devait le conduire nécessairement à un combat, quel que fût le plan d'opération de son adversaire. Car il abordait par l'un et par l'autre côté le point stratégique de Laon. Il ne paraît donc pas que l'empereur Napoléon ait agi selon toutes les règles de l'art de la guerre, et avec la prudence que lui recommandait la disproportion de ses moyens, en engageant le duc de Raguse, en même temps qu'il attaquait lui-même. Il était encore incertain de la ligne d'opérations sur laquelle il pouvait agir avec succès, et son armée n'était que le quart de celle de l'ennemi. Ce quart pouvait vaincre étant réuni sur un même point; mais il était impossible d'en séparer un corps, sans l'exposer à être opprimé par une masse décuple. Il aurait donc mieux valu se contenter le 9, de faire occuper le défilé de Fetieux par le duc de Raguse. Alors Napoléon qui avait rencontré devant lui la grande masse des forces de Blücher, aurait pu pendant la nuit manœuvrer par sa droite et venir reprendre son aile droite par Brayères. Ce fut une faute sans doute, mais il ne faut pas attribuer à cette faute seule le désastre

qu'éprouva le duc de Raguse. Il s'était soutenu pendant la journée, et pour peu qu'il eût pris de précautions le soir, il aurait évité la surprise qui mit son corps en déroute. Puisqu'il n'avait pu faire sa jonction avec l'empereur Napoléon, il était aisé de juger que ce dernier avait rencontré des obstacles invincibles. Il n'était pas difficile d'en conclure, que l'ennemi pouvait, sinon dans la nuit, au moins au point du jour, attaquer en force majeure le 6e corps. Il fallait donc prendre position un peu en arrière et surtout ne pas laisser son artillerie entassée hors de la route, où elle ne pouvait revenir qu'en se culbutant dans les fossés. En pareil cas on la fait ordinairement parquer en retraite et sur la communication par laquelle elle doit marcher.

Le 10, l'empereur Napoléon se trouvait dans la nécessité de renouveler le combat ; nous en avons déjà développé les motifs. Il nous reste à dire quelques mots de la conduite du maréchal Blücher. Le simple récit des opérations du 6 au 10, a déjà suffit pour faire juger le stratégicien médiocre, plus embarrassé qu'aidé, par une aussi grande supériorité numérique de troupes. Il lui était possible le 6, d'arrêter court l'armée française, de rester maître de Soissons et de soutenir derrière l'Aîne. Il lui suffisait pour cela de se porter avec son armée sur les hauteurs de Craone. Il n'avait pas besoin de la déployer ; c'est une jouissance d'écolier. En faisant déboucher de fortes masses

sur St.-Martin, sur Craonelle et de Vassogne sur Pont-à-Vaire, il lui aurait été facile de refouler la partie de l'armée française qui était arrivée à Craone le 6. Napoléon aurait été obligé de se replier en hâte sur Bery-au-Bac, pour ne pas être coupé des corps qui étaient encore au-delà de l'Aîne. Le maréchal Blücher pouvait faire encore mieux. Trois corps de son armée, sur le plateau de Craone, étaient plus que suffisans pour arrêter l'armée française. Il en restait trois, auxquels il pouvait faire passer l'Aîne à Micy pour les diriger sur Braine. Il séparait à la vérité son armée, mais la position de Soissons couvrait toutes les conséquences de cette séparation. Le résultat de ce mouvement aurait été de forcer l'armée française à s'appuyer sur Reims. Au lieu de cela, il imagina un projet bizarre et décousu. Laissant un seul corps pour arrêter l'armée française, à laquelle il donne le temps de se réunir, il en fait marcher deux avec la plus grande partie de sa cavalerie, par une traverse presque impraticable, sans réfléchir s'ils pourront arriver avant que le général Woronzow ne soit forcé. Enfin il se ravise tout-à-coup et il réunit son armée sous les murs de Laon, où il a le plaisir de la voir déployée.

Le 9 et le 10, il ne paraît pas que le maréchal Blücher ait su mieux tirer parti de sa nombreuse armée. Le premier jour il se contenta d'opposer à l'empereur Napoléon, à peu près autant d'hommes qu'il en fallait pour l'arrêter; les deux corps

de Saken et Langeron à l'extrême droite, dont il aurait pu se servir pour appuyer son attaque par Clacy, restèrent oisifs jusqu'au soir. Alors il les employa à sa gauche. Le lendemain, persuadé que le succès qu'il avait obtenu, sur le duc de Raguse, avait tout décidé, il se hâta de lancer quatre corps sur la route de Reims. Peu après il fut attaqué et il ne put douter que ce ne fut par les mêmes troupes auxquelles il avait résisté la veille. Rien ne l'empêchait donc de faire continuer le mouvement, qu'il avait commencé sur l'Aîne par Corbeny. Tout au plus il aurait pu retenir un des deux corps russes, pour lui servir de réserve au besoin. En s'assurant de Bery-au-Bac et de Fismes, il forçait l'empereur Napoléon à se replier derrière l'Ourcq, et il maintenait sa communication avec les corps qui lui arrivaient à Reims. Au lieu de cette diposition si simple et si facile, avec cent mille hommes contre trente mille, il arrête son mouvement et fait même revenir trois corps à son secours. Nous verrons plus bas le maréchal Blücher suivre constamment ce système décousu, d'opérations sans but et de mouvemens sans résultat. Les observations que nous venons de faire sont un peu longues, mais elles étaient nécessaires, pour asseoir un jugement certain sur la bataille de Laon, dont les conséquences ont été importantes, et qui a encore été bien plus prônée dans les rapports ennemis. Les Prussiens, pour lui donner un lustre qu'elle n'a pas,

ont porté la force de notre armée à quatre-vingt mille hommes.

Le 11, l'armée française continua son mouvement vers Soissons, sans autre engagement qu'une escarmouche avec les cosaques de Czerniszeff à Etouvelle. Une embuscade que leur tendit l'adjudant-commandant Semery, chargé de l'arrière-garde, avec une brigade et quelques dragons, et où ils donnèrent tête baissée, les dégoûta pour le restant de la journée. Les deux colonnes se réunirent près de Lassaux et prirent position le soir devant Soissons. La division Poret de Morvan resta d'avant-garde à Crecy; des partis de cavalerie furent poussés, sur les routes de Fontenay, Noyon, Coucy et Vailly. Le même jour le duc de Raguse quitta la position de Bery-au-Bac et se replia sur Fismes. L'armée russo-prussienne était restée pendant la nuit du 10 au 11, sur le champ de bataille qu'elle occupait le soir. Le 11 elle resta encore près de Laon; le corps de Kleist fut même retiré à Aippes. La cavalerie légère russe s'avança aux bords de la Lette, qu'elle ne dépassa cependant pas. La cavalerie légère prussienne vint à Bery-au-Bac.

CHAPITRE IV.

Opérations sur l'Aube. — Second combat de Bar-sur-Aube, le 27 février. —Réflexions sur ce combat.—Mouvement du duc de Tarente. — Combat de la Ferté-sur-Aube, le 28. — L'armée austro-russe s'avance sur Troyes. — Combat de Laubressel, le 3 mars.

Nous allons quitter un instant les bords de l'Aîne, pour reporter l'attention du lecteur sur les corps français que Napoléon avait laissés sur l'Aube. Nous avons vu (tome I, page 421) que le général de Wrede, ayant reçu le 26 février au soir, l'ordre de reprendre l'offensive le lendemain, avait tenté contre Bar-sur-Aube une attaque, qui ne lui avait pas réussi. Son corps resta en position en face de la ville, au pied des hauteurs de Lignol; il fut renforcé par la division de cuirassiers russes de Kretow, ce qui porta sa force à trente mille hommes d'infanterie et neuf mille chevaux. Le corps

de Wittgenstein était en position sur les hauteurs de Colombey. Les huit bataillons qu'il venait de recevoir, portèrent sa force à seize mille hommes d'infanterie et trois mille cinq cents chevaux. Le corps de Wurtemberg, qui était à Blessonville, fut renforcé par la division de six bataillons de grenadiers du général Klenau. Le corps de Giulay était en position sur les hauteurs en face de Clairvaux. La division Maurice Lichtenstein s'était repliée à Châtillon-sur-Seine. Les gardes et les réserves étaient à Langres. Les corps que l'empereur Napoléon avait laissés sur l'Aube, occupaient le 26 au soir les positions suivantes; le 2e corps avait la division Duhesme en arrière de Bar et la division Hamelinaye en avant de la ville, sur la gauche; la division Leval avec la brigade Chassé, de la division Boyer de Rebeval, était à cheval de la route de Brienne, le front vers Bar, ayant en seconde ligne la division Rothembourg, toutes deux en avant du Val des vignes; la cavalerie du général St.-Germain était entre Moustiers et le Val des vignes; la division de gardes nationales du général Pacthod était à la gauche de l'Aube à Dolancourt; la cavalerie du comte de Valmy était arrivée à Spoy et devait se rendre le 27 à Bar. Toute l'artillerie du 7e corps, avait été renvoyée à Magny-le-Fouchard. A la droite, le duc de Tarente occupait Mussy-l'Évêque et Essoyes, et avait poussé la cavalerie du général Milhaud à Fontette. La force totale de ces corps s'élevait à environ trente-

huit mille hommes, dont un peu plus de dix mille de cavalerie (*).

Le prince de Schwarzenberg décidé, par l'absence de l'empereur Napoléon, à reprendre l'offensive, avait marqué son mouvement en deux colonnes, qui devaient se réunir à Troyes. Les corps de Wrede et de Wittgenstein, c'est-à-dire plus de cinquante mille hommes, opposés au duc de Reggio, devaient forcer le passage de l'Aube à Bar et se diriger par Vandœuvres. Ceux de Gui-

(*) FORCE DES CORPS FRANÇAIS SUR L'AUBE, LE 27 FÉVRIER.

		INFANT.	CAVAL.
SOUS LE DUC DE REGGIO.			
2e corps. Gén. Gérard....	Div. Duhesme.	2,400	
	— Hamelinaye	2,400	
	— Leval.	5,400	
7e corps. Duc de Reggio....	Bri. Chassé.	3,100	
	— Rothembourg.	2,700	
	— Pacthod.	4,500	
2e de cavalerie. Gén. St.-Germain.	— Maurin.		1,350
	— St.-Germain.		1,300
6e de cavalerie. Comte de Valmy.	— Jacquinot		1,500
	— Treilhard.		2,100
	Total.	20,500	6,250
DUC DE TARENTE.			
11e corps. Gén. Molitor....	Bri. Albert	2,000	
	— Brayer	2,000	
	— Amey	3,000	
5e de cavalerie. Gén. Milhaud....	— Piré.		1,500
	— Briche		1,700
	— L'héritier.		1,300
	Total.	7,000	4,500
	Total général.	27,500	10,750

lay et de Wurtemberg, formant environ quarante-deux mille hommes (*), devaient passer l'Aube à la Ferté et se diriger par Bar-sur-Seine. La division Maurice Lichtenstein devait flanquer le mouvement général, dans la direction de Châtillon à Auxerre et Sens.

La première disposition du prince de Schwarzenberg, pour l'attaque de Bar-sur-Aube, était simple, et avait été décidée sans aucune reconnaissance préalable. Le corps de Wrede, appuyé par la moitié de celui de Wittgenstein, devait attaquer la ville de front, l'autre moitié du corps de Wittgenstein devait rester en réserve, sur les hauteurs de Lignol. Le corps de Wittgenstein se mit en mouvement de Colombey, à sept heures du matin, et s'avança sur les hauteurs de Lignol. Arrivé

(*) FORCE DE L'ENNEMI SUR L'AUBE, LE 27 FÉVRIER.

	INFANT.	CAVAL.
DEVANT BAR.		
Corps de Wrede	23,000	6,000
Cuirassiers russes de Kretow		2,000
Corps de Wittgenstein	16,000	3,500
Total	39,000	11,500
DEVANT LA FERTÉ.		
Corps de Wurtemberg	16,000	2,500
Division de grenadiers de Klenau	5,000	
Cuirassiers russes de Duca		2,000
Corps de Giulay	15,000	2,000
Total	36,000	6,500

là, il reçut une nouvelle disposition, basée sur une reconnaissance plus exacte, de la position qu'occupait le duc de Reggio. Le prince de Schwarzenberg conçut, que son attaque sur la ville ne pouvait avoir aucun résultat avantageux, tant que le 7e corps, occupant le vallon d'Ailleville, pouvait menacer le flanc droit de son attaque. Il résolut donc de faire menacer seulement de front la ville de Bar-sur-Aube, et de faire tourner les positions du duc de Reggio, par le corps de Wittgenstein, qu'il forma à cet effet en trois colonnes. La première, composée de la division Szaszafskoy, de seize escadrons et de trois régimens de cosaques, sous les ordres du général Pahlen, devait, par Arentières, gagner la crête de Vernonfait; et de là, par le moulin de Levigny et au-delà du bois, gagner Arsonval, et le pont de Doulancourt. La seconde composée de la division Pisznitzky, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg, devait gravir le côteau d'Arentières, dirigeant sa droite à Vernonfait, et par un changement de front, la droite en avant, venir s'appuyer au bois de Levigny et attaquer le 7e corps en flanc. La troisième, composée des deux divisions du prince Gorczakow, d'un régiment de cuirassiers et de hussards, devait, en se couvrant à gauche par la deuxième colonne, continuer son mouvement derrière celle-ci, et suivre le général Pahlen à Arsonval. Plus tard, elle se trouva engagée et forma l'aile gauche. Le corps de Wrede se déploya sur

deux lignes au pied des hauteurs de Lignol ; le corps autrichien de Frimont à droite, les Bavarois à gauche. La cavalerie du général Pahlen, qui devait joindre la colonne de droite à Arentières, et la brigade de chasseurs de Wlastoff, étaient devant le front du corps de Wrede.

Cependant, le duc de Reggio était tranquille dans ses positions, et ne songeait à aucune attaque de la part de l'ennemi. Il n'avait pas cru devoir ajouter foi au rapport que lui avaient fait quelques habitans du pays, des projets des coalisés. Tandis que d'un côté, par une précaution qu'il est difficile de caractériser, il avait renvoyé à Magny-le-Fouchard, son artillerie dont il avait besoin pour se défendre ; de l'autre côté, il avait négligé de se garder à sa gauche. Quoique le mouvement du corps de Wittgenstein, prononcé depuis Lignol, et la marche des colonnes vers Arentières pussent être observés, le duc de Reggio ne faisait aucune disposition de combat, ni de retraite. Heureusement, pour empêcher une surprise complète, des fourrageurs de notre cavalerie qui s'étaient avancés vers Arentières, furent ramenés par les cosaques, que le général Pahlen avait lancés en avant pour ouvrir la marche. Le duc de Reggio se hâta alors de se mettre en défense ; et ses dispositions se ressentirent de la précipitation qu'il fut obligé d'y mettre. La division Duhesme occupa la ville de Bar ; la division Hamelinaye se déploya en travers de la vallée ; la brigade Jarry

étendant sa droite vers Bar; la brigade Belair sur le côteau de Malepin, le second des trois contreforts qu'on trouve entre Ailleville et le ruisseau d'Arentières. La division Leval se déploya plus à gauche; la brigade Montfort appuyée à celle de Belair; la brigade Pinoteau au centre; la brigade Chassé à gauche touchant le bois de Levigny; la division Rothembourg en seconde ligne de la brigade Chassé. La cavalerie du général St.-Germain resta dans la vallée près de Moustiers. La division Pacthod se mit en bataille à la tête de ses bivouacs.

Il était environ dix heures du matin, lorsque le général de Wrede engagea le combat, en faisant attaquer Bar par une nuée de tirailleurs. Son attaque devait cependant se borner là, jusqu'à ce que les Russes fussent arrivés à Arsonval. A la même heure, la colonne de droite du général Wittgenstein avait dépassé Voigny, et s'approchait d'Arentières. Le général Pahlen, avec sa cavalerie arrivait à ce village. La brigade Wlastoff (23e et 24e chasseurs) appartenant à la colonne du prince Gorczakow, fut poussée sur le côteau d'Arentières pour couvrir la marche des colonnes. Cette brigade y était en position, lorsque la brigade du général Montfort arriva sur le côteau de Malepin. L'ennemi fut attaqué par deux bataillons des 101e et 105e régimens, culbuté du côteau, et perdit un bon nombre de prisonniers. Mais en ce moment la tête de la colonne du prince Gorcza-

kow arrivait au pied des hauteurs d'Arentières. Ce général fit soutenir la brigade Wlastoff par un bataillon de Kaluga, et deux de Mohilow, et par les cuirassiers de Pleskow. L'attaque de ces troupes fut sans succès, mais l'approche de la colonne russe força nos deux bataillons à rentrer en ligne. La présence des troupes françaises, sur le Malepin, obligea le général Wittgenstein à leur opposer le corps de Gorczakow, qui prit alors la gauche de la ligne, et se déploya sur les hauteurs d'Arentières couvert par une nombreuse artillerie ; les cuirassiers de Pleskow et les hussards du Lubny s'étendant vers le centre. Presqu'au même moment le prince de Wurtemberg se déploya sur la crête de Vernonfait, et s'engagea avec la brigade Chassé. Nos troupes dépourvues d'artilleries avaient beaucoup à souffrir de celle de l'ennemi, et le général Gorczakow, ayant cru apercevoir de l'ébranlement dans la brigade Montford, la fit attaquer de nouveau. Mais la brigade Pinoteau venait d'entrer en ligne, et une charge du 10e léger, et du 3e de ligne repoussa l'attaque.

Cependant, le duc de Reggio se voyant à l'instant d'être obligé de cesser le combat faute d'artillerie, en demanda au général Gérard, qui bien qu'engagé lui-même, lui envoya une batterie. Ce faible appui était hors d'état de lutter, contre plus de cinquante bouches à feu de l'ennemi, et notre feu s'éteignit bientôt. Mais alors arriva la cavalerie du comte de Valmy, qui avait passé l'Aube

à gué au-dessous de Bar. Le duc de Reggio la fit sur-le-champ entrer en ligne. Une charge de la division Jacquinot enfonça les cuirassiers de Pleskow, et les hussards de Lubny; ces derniers surtout souffrirent beaucoup. Le désordre gagna même la droite du corps de Gorczakow, et les lignes d'infanterie commençaient à s'ébranler. Le général Wittgenstein, se voyant au moment d'être forcé, envoya au général Pahlen l'ordre de revenir sur ses pas avec sa colonne, et ordonna au prince Eugène de Wurtemberg de réunir ses deux divisions, afin de ne pas courir le risque qu'une soit coupée par un mouvement en avant des troupes françaises. Profitant en même temps de la supériorité de son artillerie, il réunit presque toutes ses batteries à la droite du corps de Gorczakow, pour arrêter notre cavalerie. Le général Pahlen avait déjà tourné le bois de Levigny, lorsqu'il reçut l'ordre de rétrograder. Il laissa cependant en arrière de Heurtebise, ses cosaques et les hulans de Czujugew. Pendant ce temps, le combat se soutenait toujours devant tout le front de la ligne, avec un avantage marqué de notre côté. Mais pour le rendre décisif, il aurait fallu, puisque nous n'avions pas d'artillerie pour les contre-battre, prendre les batteries ennemies. La brigade Ismert, de la division Treilhard, fournit trois charges successives dans ce dessein; mais écrasée par la mitraille, et ayant perdu près de trois cents hommes, elle fut forcée d'y renoncer. Le prince de Schwar-

zenberg voyant le danger que courait le corps de Wittgenstein, craignit qu'il ne fut enfin forcé, ce qui aurait emmené sa destruction presque entière, et se hâta de lui envoyer des secours. La brigade Volkmann (huit bataillons), la brigade bavaroise de Vieregg (quatorze escadrons) et celle de Minutillo (douze escadrons), reçurent l'ordre de gravir le côteau de Vernonfait. Ces troupes vinrent prendre position derrière le centre du corps de Wittgenstein. En même temps, le général Pahlen arriva à l'angle du bois de Levigny. La division Szaszafskoy vint se placer en seconde ligne de celle de Pisznitzky. Mais le général Wittgenstein, jugeant que la cavalerie du général Pahlen lui était inutile, la renvoya de nouveau vers Arsonval.

Cependant, le duc de Reggio, sentant l'impossibilité de soutenir davantage le combat, après l'arrivée des renforts que l'ennemi venait de recevoir, donna l'ordre de la retraite, vers quatre heures après-midi. Elle se fit en bon ordre sur Ailleville; la brigade Belair gardant toujours le côteau de Malepin pour la couvrir. Dès que le général Wittgenstein vit le mouvement prononcé, il fit attaquer la brigade Belair, par la brigade Wlastoff et quatre bataillons de celle de Volkmann, ayant en tête un bataillon de Kaluga; un grand feu d'artillerie soutenait cette attaque. La brigade Belair forcée d'abandonner le côteau de Malepin, reprit position sur celui de Filles-Dieu, et y arrêta encore l'ennemi pendant quelques instans. Mais

enfin la mitraille qui l'accablait, la força à faire sa retraite en tirailleurs jusqu'au pied du côteau, où elle rejoignit la brigade Jarry.

Devant Bar, le combat avait été nourri pendant toute la journée par les tirailleurs et par une assez faible canonnade. Vers quatre heures, le général de Wrede, voyant la retraite du 7e corps, se décida à une attaque plus vigoureuse. Cinq bataillons furent lancés de front contre la ville, tandis que quatre cherchèrent à la tourner par la rive de l'Aube. Les barricades, que le général Duhesme avait fait établir à toutes les issues, arretèrent l'attaque de front. Quant à celle de flanc, prise en écharpe par les batteries établies sur les hauteurs de St.-Germain, elle n'eut pas un meilleurs succès. Le général de Wrede aurait pu sacrifier bien du monde sans réussir à emporter la ville, si l'événement du combat sur les hauteurs de Vernonfait ne l'avaient pas fait abandonner. Le général Duhesme voyant la retraite du restant de l'armée, quitta Bar-sur-Aube à son aise. Une de ses brigades se retira en carrés par la route d'Ailleville; l'autre passa le pont et se retira à Spoy avec les batteries.

A la gauche, toute l'artillerie et la plus grande partie de l'infanterie avaient déja passé le pont de Dolancourt, lorsque le général Pahlen arriva avec sa cavalerie sur les hauteurs d'Arsonval et fit établir une batterie de douze pièces, au-dessus de la route. Cette attaque inattendue mit un instant

le désordre parmi l'infanterie d'arrière-garde, qui se jeta dans le gué où passait la cavalerie. Mais le général Montfort, à la tête d'un bataillon du 105e et de quelques compagnies du 101e marcha droit à la batterie, et l'ayant forcée de s'éloigner l'ordre se rétablit. L'arrière-garde s'arrêta sur le coteau en arrière de Dolancourt et y prit position. Le général Pahlen tenta une attaque pour la débusquer, mais sa cavalerie ayant été mal menée, il repassa l'Aube. Le corps de Witgenstein resta à Ailleville, et celui de Wrede en arrière de Bar.

Notre perte s'éleva à environ deux mille hommes, la plupart légèrement blessés, disent les rapports ennemis qui établissent ce nombre. Le général Pinoteau fut blessé. Les Austro-Russes perdirent près de trois mille hommes, dont leurs rapports avaient deux mille quatre cent. Le général Wittgenstein fut blessé.

Tel fut le résultat du combat de Bar-sur-Aube, et il aurait été encore bien plus désastreux, sans la valeur des troupes qui suppléa autant que possible au manque d'artillerie, et répara les fautes de leur chef. Ces fautes sont telles qu'elles sont presque inconcevables. On ne sait en effet comment accorder la position qu'avait prise le duc de Reggio le 26 au soir, avec le renvoi de son artillerie à Magny-le-Fouchard. Ce dernier acte de prudence ne peut être expliqué, que par la crainte qu'il avait d'être attaqué le 27 et de voir ses parcs compromis, dans une retraite, par un défilé. Mais dans

ce cas, pourquoi entasser ses troupes dans ce défilé, sans se faire absolument garder sur la gauche. Par cette négligence, il s'exposait à être surpris et enveloppé dans la vallée de l'Aube. En effet ce fut la certitude que le prince de Schwarzenberg acquit, qu'il n'y avait pas un seul poste français sur les hauteurs de Vernonfait, qui le décida à modifier son premier projet, et le plan qu'il adopta aurait pleinement réussi, sans le hasard qui amena des fourrageurs français de ce côté.

Le premier mouvement du duc de Reggio, dépourvu d'artillerie, aurait dû être, de masquer la retraite de ses troupes, en se contentant de jeter une ou deux brigades sur les hauteurs, pour la couvrir. Mais, puisqu'il se détermina à accepter le combat, il aurait dû mieux profiter des chances qui se présentèrent à lui. Que faisaient les deux divisions de cavalerie du général St.-Germain dans le vallon? au lieu de laisser la brigade du général Ismert s'épuiser en vains efforts sur les batteries, il aurait mieux valu faire entrer en ligne plus de deux mille cinq cent chevaux, qui restèrent inutiles. Lorsque les deux régimens de cavalerie russe de la colonne du prince de Gorczakow, eurent été dispersés, que l'infanterie était ébranlée et que le général Wittgenstein craignit lui-même pour la division Pisznitzki isolée, contre le bois de Levigny; alors une charge à fond des deux corps de cavalerie, appuyés par de l'infanterie, en faisant entrer en ligne une brigade de la division Rothem-

bourg, aurait décidé le combat en notre faveur. La colonne du prince Gorczakow était culbutée dans le vallon d'Arentière, la division Pisznitzky à moitié enveloppée était fortement compromise, et l'inutile diversion du général Pahlen s'en allait en fumée. Sans nous arrêter à discuter la question, au moins oiseuse, de savoir si le duc de Reggio craignît ou non de hasarder les gardes nationales du général Pacthod en ligne, nous disons que le duc de Reggio ne pouvait pas se dispenser de faire garder le pont et le gué de Dolencourt. Seulement, il paraît que, dès l'instant où il savait que l'ennemi cherchait à le tourner par sa gauche, il devait faire passer l'Aube à une des brigades de cette division et faire occuper le bois en face du pont, afin d'empêcher l'ennemi de venir menacer la route de Brienne (*).

Les dispositions du prince de Schwarzenberg, sont loin d'être exemptes de blâme. On y voit au contraire l'empreinte du stratégicien timide, qui marche en tâtonnant et ne sait pas prononcer un

(*) Nous ne pouvons nous empêcher de relever une observation tout-à-fait singulière. On a dit que le duc de Reggio, en enlevant les dernières sommités de Vernonfait, saisit la clé des belles positions de Colombey. Il suffit que le lecteur jette les yeux sur la carte, pour apercevoir le ridicule de cette assertion. Les sommités de Vernonfait n'ont rien de commun avec la position de Colombey-les-deux-Eglises, qui est à trois lieues de là et dans une autre direction. Vernonfait est la clé de la position qu'avait prise le duc de Reggio, et c'est cette clé qu'il a négligé d'occuper le 26 et dont il n'a pas pu se rendre maître le 27, ainsi que le démontre le récit du combat.

mouvement. Il savait que le duc de Reggio avait entassé ses troupes dans le vallon d'Ailleville, sans être gardé à sa gauche, ce fut ce motif qui le décida à chercher à envelopper le 7ᵉ corps. Il lui était bien aisé de concevoir que dans cette position, attaqué en flanc, le duc de Reggio ne s'aviserait pas de déboucher par le vallon de Bar: pourquoi donc laisser tant de troupes devant la ville? Une division et quelque cavalerie, suffisaient pour tenir le 2ᵉ corps en échec. Débouchant alors sur les hauteurs d'Arentières, avec plus de quarante mille hommes, il pouvait porter une masse imposante entre Vernonfait et le bois de Levigny, et atteindre Arsonval par un chemin bien plus court. Il n'employa que seize mille hommes d'infanterie à ce mouvement, et l'occupation du coteau de Malepin l'ayant forcé de déployer le corps de Gorzakow à l'aile gauche, il dut rester une lacune entre ce corps et la division Pisniztzky. Il ne pouvait pas deviner que le duc de Reggio n'aurait pas d'artillerie, qu'il n'emploierait pas la moitié de sa cavalerie, et qu'il ne saurait pas profiter des avantages remportés par les brigades Montfort et Pinteau. Cependant cette faute grave sauva seule le corps de Wittgenstein d'une défaite, qui aurait forcé le prince de Schwarzenberg à se retirer sur Colombey.

Le même jour le duc de Tarente continua son mouvement vers l'Aube. L'empereur Napoléon avant de quitter Troyes, lui avait confié le commandement de toute les troupes destinées à

défendre l'Aube, en lui donnant l'ordre de se rendre maître de la Ferté et de rechasser entièrement l'ennemi à la rive droite. D'après ces dispositions, le duc de Tarente dirigea le général Milhaud, le 27, dès le matin, par Fontette sur la Ferté, avec les divisions Piré et Briche et la brigade Simmer de la division Brayer. Le restant de cette division et celle du général Amey, qui étaient plus en arrière suivirent le mouvement. Le général Albert, qui était à Mussy-l'Evêque, avec sa division et celle de dragons du général Lhéritier, fut rappelée sur Fontette. Pendant ce temps, le prince de Wurtemberg s'était mis en mouvement de Château-Vilain et Blessonville, se dirigeant à la Ferté avec son corps. Ayant trouvé cette ville dégarnie de troupes, il ne jugea pas nécessaire d'attendre sa jonction avec le corps de Giulay. Il passa donc l'Aube, avec sa cavalerie et la division de grenadiers du général Klenau et s'avança vers Fontette. A la hauteur de Villard, le général Milhaud rencontra la cavalerie ennemie, et ayant déployé ses divisions engagea une vive canonnade. La division Wurtembergeoise se replia sur son infanterie, et bientôt après les divisions Brayer et Amey étant arrivées, le prince royal se vit forcé de repasser l'Aube. Il fit détruire le pont de la Ferté et son corps campa sur les hauteurs en face de la ville.

Le soir, le 11e corps et le 5e de la cavalerie furent réunis sur les hauteurs, entre Villard et la

Ferté. Cette position était bonne et le but que devait se proposer le duc de Tarente, celui de défendre l'Aube, aurait été rempli, s'il eût fait rompre le pont de Silvarouvre, et achever la destruction de celui de la Ferté, que l'ennemi n'avait pas eu le temps de compléter. Mais il paraît qu'il croyait avoir à agir offensivement et devoir passer l'Aube; il se contenta donc de faire barricader le pont de Silvarouvre. Cependant on avait entendu à la Ferté le canon de Bar-sur-Aube, et il importait au duc de Tarente de connaître l'événement de ce combat, avant de décider ses opérations ultérieures. Dans la nuit, il reçut l'ordre d'envoyer la division Amey et une brigade de cavalerie à Troyes, pour la garde du parc. Le départ de ces troupes qui réduisait son corps à huit mille hommes, dont moitié seulement d'infanterie, décida le duc de Tarente à hâter sa jonction avec le duc de Reggio, afin de prendre le commandement en chef de l'armée et disposer la défense de l'Aube.

Le 28, au point du jour, le duc de Tarente, laissant devant la Ferté le général Milhaud avec les divisions Boyer, Piré et Briche, se replia avec les divisions Albert et Lhéritier à Fontette, d'où il poussa des reconnaissances dans la direction de Clairvaux et Bar. Ses reconnaissances ayant rencontré les avant-postes des corps de Wrede et de Wittgenstein, il ne put douter de l'évacuation de Bar. Il se décida alors à se diriger sur Vitry-le-Croisé, afin de joindre le duc de Reggio à Van-

dœuvres. Le parti qu'avait pris le duc de Tarente de retirer une partie de ses troupes à Fontette, afin d'observer l'ennemi qui pouvait déboucher de Clairvaux, était le seul qu'il pût prendre, dans l'incertitude où il était sur la position du duc de Reggio. Mais il n'en est pas de même de son mouvement vers Vitry-le-Croisé. Il laissait le général Milhaud exposé devant la Ferté, non-seulement à une attaque de front, mais à être tourné par le seul débouché de retraite qu'il eût. En effet, si le mouvement du duc de Tarente à Vitry-le-Croisé n'eût pas été contrarié, le général Milhaud était compromis.

Cependant le prince royal de Wurtemberg, qui s'attendait à être attaqué au jour, voyant que les troupes françaises ne faisaient aucun mouvement, se décida à exécuter l'ordre qu'il avait reçu, d'attaquer lui-même. Il ordonna au général Giulay de forcer le passage de l'Aube à la Ferté et à Silvarouvre, tandis que lui-même, réunissant son corps à Clairvaux, se dirigerait à St.-Usage et Fontette. Le général Giulay destina le général Fresnelle avec la brigade Pfluger, à canonner la Ferté et occuper le bataillon qui défendait le pont, par une fausse attaque. La division Hohenlohe avec la brigade Czollich et la cavalerie, furent chargées de forcer le pont de Silvarouvre, défendu également par un bataillon. Vers huit heures du matin, la canonnade s'engagea devant la Ferté, mais les troupes autrichiennes, qui devaient gagner Silva-

rouvre, n'y arrivèrent que vers une heure après midi, embarrassées par la pesanteur de leur marche, dans les traverses où elles étaient engagées. Une vive canonnade fut ouverte contre le pont, sans pouvoir éteindre le feu des douze pièces françaises qui y répondaient. Alors le général Giulay fit former les six bataillons de la brigade Czollich en colonnes et les lança vers le pont. Le feu bien nourri du bataillon français qui le défendait, fit éprouver une grande perte à l'ennemi, mais ne put l'empêcher de forcer les barricades. Le général Giulay fit alors déboucher ses troupes par le pont et s'avança vers Villard, sous la mitraille des batteries de la division Brayer. Presqu'en même temps le passage fut forcé à la Ferté, par le général Fresnelle. Ayant garni les bords de l'Aube de tirailleurs, il parvint à obliger les batteries françaises à s'éloigner, et profita de ce mouvement rétrograde pour faire réparer le pont, sur lequel il se porta en colonne. Le général Milhaud, voyant le passage de l'Aube forcé sur deux points, ne jugea pas à propos de se compromettre, en soutenant un combat contre des forces aussi supérieures. Il se mit en retraite par la forêt de Clairvaux et rejoignit à Fontette le duc de Tarente; la retraite de nos troupes ne fut suivie que par les cosaques de Seslawin, qui s'étaient réunis le matin à Giulay. Le duc de Tarente avait commencé, ainsi que nous l'avons dit plus haut, son mouvement vers Vitry-le-Croisé, mais à peine eut-il dépassé

St.-Usage qu'il se trouva en présence du corps de Wurtemberg, dont la cavalerie débouchait le long de la forêt de Clairvaux. Le duc de Tarente retourna à Fontette pour recueillir le général Milhaud, et les Wurtembergeois contenus restèrent en présence. Le combat de la Ferté nous coûta environ trois cents hommes, des bataillons qui défendaient les ponts et quelques traîneurs qui furent pris. L'ennemi perdit plus du double.

Le duc de Tarente ayant appris alors le résultat du combat de Bar-sur-Aube, se décida à continuer sa retraite pendant la nuit. Au point du jour le 11e corps et la cavalerie arrivèrent à Bar-sur-Seine.

Le duc de Reggio était venu prendre position à Vandœuvres, occupant Magny-le-Fouchard par une arrière-garde. Le prince de Schwarzenberg suspendit son mouvement au-delà de l'Aube, jusqu'à ce qu'il sût le résultat de l'attaque du prince de Wurtemberg, et se contenta d'étendre ses troupes le long de la rivière. A ce motif, à peine plausible, il faut en ajouter un autre; c'est que le prince était inquiet des progrès du duc de Castiglione et qu'on lui avait fait croire que Napoléon marchait sur Dijon. Un des corps d'infanterie du général Wittgenstein occupa Dolencourt et l'autre Trannes. La cavalerie du général Pahlen s'avança à Dienville, poussant des reconnaissances vers Piney. La cavalerie du général de Wrede était en partie devant Bar, et en partie près d'Ailleville : l'infanterie dans la plaine entre Bar et Voigny; les

réserves restèrent à Langres. Ce jour-là, le corps de Wittgenstein reçut un nouveau renfort de quatre bataillons.

Le 1er mars, le duc de Tarente prit position à la gauche de la Seine, étendant son aile gauche vers Fouchère. La division Brayer, avec une partie de la cavalerie, resta sur les hauteurs en avant de Bar-sur-Seine. Le corps de Wurtemberg vint à Noce; celui de Giulay à Essoyes, ayant son avant-garde à Landreville; les cosaques de Seslawin se jetèrent du côté de Gyé. Le prince de Schwarzenberg, afin de s'assurer de la force et de la position des troupes qu'il avait devant lui, ordonna une reconnaissance générale. Cette reconnaissance, où il employa la cavalerie des corps de Wittgenstein et de Wrede, se fit sur deux colonnes. Celle de droite composée de la cavalerie du général Pahlen s'avança par Amance sur Val-Suzenay et Vauchonvilliers. Celle de gauche, formée par la cavalerie austro-bavaroise, sous les ordres du général Frimont, suivit la route de Spoy. Une brigade d'infanterie russe fut poussée en avant de Dolencourt vers Magny-le-Fouchard. A l'approche de l'ennemi, le général Gérard fit occuper le bois de Val-Suzenay et porta la cavalerie du général St.-Germain au-devant de celle du général Pahlen. La canonnade s'engagea aussitôt et continua jusqu'à ce que le général Pahlen, laissant son infanterie à Vauchonvillers, s'étendit par sa droite, et parut avoir le dessein de gagner Villeneuve-

Mesgrigny, et s'emparer du passage de la Barse, près de Moustier-Amey. Ce mouvement inquiéta le duc de Reggio, qui se décida à la retraite. Ses deux corps et la cavalerie prirent position en arrière de Lusigny; l'arrière-garde resta à Moustier-Amey. La cavalerie du général Pahlen vint à Villeneuve-Mesgrigny et le général Frimont à Vandœuvres; le corps de Wrede resta à Bar-sur-Aube; celui de Wittgenstein vint à Dienville. Les réserves russes s'avancèrent à Chaumont.

Le 2, le prince de Wurtemberg, continuant son mouvement, se présenta de front devant Bar-sur-Seine. Le général Giulay, qui avait fait réparer pendant la nuit le pont de l'Ource à Celles, le fit passer par la division Fresnelle, tandis qu'une brigade d'infanterie allait occuper les hauteurs de Polizot. Le général Brayer défendit vivement, contre la division Fresnelle, le pont de la papeterie, et lorsqu'il fut forçé, se renferma dans Bar dont il barricada les portes. Les colonnes d'attaque de l'ennemi se présentèrent bientôt devant la ville et parvinrent à enfoncer la porte de Châtillon à coups de canon. Alors le général Brayer, pour ne pas compromettre les habitans, l'évacua et se retira à Virey, où il passa la petite Barse et suivit la retraite du 11ᵉ corps. La division Albert prit position à St. Parre-les-Vaudes; la division Brayer en seconde ligne au pont de l'Hozain, aux Maisons-Blanches; la cavalerie resta entre Fouchers et Rumilly, pour recueillir la brigade de la division

Albert, qui était restée derrière la petite Barse. Le combat de Bar-sur-Seine, coûta plus de cinq cents hommes à l'ennemi; nous n'en perdîmes qu'une centaine. Les corps de Giulay et de Wurtemberg restèrent à Bar-sur-Seine.

Le prince de Schwarzenberg, ayant enfin appris positivement, que l'empereur Napoléon marchait vers la Marne, crut pouvoir s'avancer à Troyes. Il en donna en conséquence l'ordre à son armée. Le duc de Reggio s'était replié à Troyes, mais il avait laissé derrière le pont de la Guillotière, le 2e corps et la division Rothembourg, pour défendre ce passage. La cavalerie du général Pahlen avait suivi notre arrière-garde jusqu'à Courteranges; là il reçut l'ordre de se rabattre par Gérodot sur Doches et de s'y établir, afin de menacer la position de la Guillotière à dos, et couvrir la marche du corps de Wittgenstein. En faisant ce mouvement, le général Pahlen hasarda, par un détachement, une entreprise sur Laubressel; il y fut vertement repoussé. Le général Frimont vint à Moustier-Amey. L'infanterie du corps de Wrede à Vandœuvres. Celle du corps de Wittgenstein à Piney.

Le 3, le prince de Schwarzenberg ordonna l'attaque des positions de la Barse. Le corps de Wittgenstein devait se déployer sur les hauteurs de Mesgnil-Sellières, et attaquer la Guillotière à dos; en même temps il devait occuper Laubressel pour se lier avec les Bavarois. Le corps de Wrede

devait attaquer par la grande route, occuper le bois de Courteranges et chercher à passer la Barse près de la Rivour, pour communiquer avec le général Wittgenstein. Pour favoriser les opérations de ses collègues, le prince de Wurtemberg devait s'avancer sur Troyes, le long de la Seine. Cette triple attaque devait se faire à une heure après-midi.

Les corps du duc de Reggio occupaient les positions suivantes : la division Duhesme, entre la grève et la grande route; la division Hamelinaye, commandée par le général Jarry, de l'autre côté de la route; la division Rothembourg, sur le plateau de Laubressel; la cavalerie du général Saint-Germain, à St.-Parre-aux-Tertres; le 7[e] corps et la cavalerie du comte de Valmy, en avant de Pont-St-Hubert. Le général Sébastiani défendait la ville de Troyes, avec la division Amey. Il était difficile que le duc de Reggio pût prendre une position plus vicieuse. Ses deux corps étaient placés sur deux directions différentes et sans aucune liaison entre eux. Il n'ignorait cependant pas qu'il pouvait être attaqué par les deux rives de la Barse, puisqu'un corps ennemi occupait déjà Piney. Il lui était donc facile de prévoir, que s'il n'occupait pas Bouranton, point intermédiaire entre ses deux ailes, le corps du général Gérard serait tourné et courrait risque d'être fortement compromis. Quel besoin avait-il de tenir plus de dix mille hommes d'infanterie et ses plus vieilles troupes, à Pont-

Hubert? En détruisant le pont, une division aurait suffi à la rive gauche pour couvrir Troyes de ce côté, et il pouvait occuper Bouranton avec ses trois brigades d'Espagne. Certes qu'alors le général Wittgenstein aurait reçu une leçon sévère, et que son généralissime aurait appris, qu'il ne faut pas faire des diversions aussi mal combinées, que celle qui lui réussit par la faute du duc de Reggio. Dès le matin, le général Pahlen se mit en mouvement de Doches et se porta sur Laubressel, où il s'engagea avec la division Rothembourg. Ne croyant pas pouvoir se rendre maître du village, il se contenta de le faire observer par la brigade Wlastow et deux régimens de cavalerie. Le général Rüdinger, avec trois régimens de hussards et les cosaques, gagna Bouranton qui n'était pas occupé, et de là poussa à la grande route vers Tennelière. Il y rencontra un parc, qui retournait à Troyes presque sans escorte et s'en empara. Mais lorsqu'il faisait ses dispositions pour l'emmener, le général St-Germain arriva avec sa division de cuirassiers et en deux charges vigoureuses le culbuta sur Bouranton, où il prit position. L'ennemi resta cependant maître de quarante-cinq chevaux et d'environ cent prisonniers. Le général Gérard qui était malade à Tennelière, pensa être pris dans ce désordre, par un parti de cavalerie qui se glissa jusque-là.

Vers une heure après-midi, le corps de Wittgenstein se déploya sur la hauteur de Mesgnil-Sel-

lières. Mais il ne se mit en mouvement que vers trois heures, lorsque le général de Wrede, s'étant déployé lui-même à la tête du bois de Courteranges engagea la canonnade avec la division Duhesme. Alors le général Wittgenstein s'avança en deux colonnes. Celle de droite composée des deux divisions du prince Eugène de Wurtemberg se dirigea par la gauche de Bouranton vers les hauteurs de Tennelière, couverte à droite par la cavalerie du général Rüdinger. Celle de gauche, composée du corps de Gorczakow, se dirigea sur Laubressel, couverte à gauche par la cavalerie que le général Pahlen avait laissée de ce côté. A l'approche de l'ennemi, la cavalerie du général St-Germain vint prendre position à la gauche de la division Rothembourg. Celle du comte de Valmy, qui d'abord avait remplacé le général St-Germain à St-Parre, vint se placer en face de Bouranton. Le combat s'alluma avec vigueur à Laubressel et se soutint pendant près de deux heures. Le prince Gorczakow éprouva les plus grandes difficultés à s'approcher du village; il n'osait pas s'étendre par la droite, de crainte d'être chargé par les divisions du général St-Germain. Pendant ce temps le prince Eugène de Wurtemberg essayait de gagner les hauteurs de Tennelière, à la faveur de la cavalerie du général Rüdinger. Mais plusieurs charges très-vives de celle du comte de Valmy l'arrêtèrent près de Bouranton.

Enfin le général Gérard, ne se voyant pas sou-

tenu, craignit d'être tourné et ordonna la retraite. La division Rothembourg se replia en bon ordre, appuyée par la division Jarry, et toutes deux prirent p sition à St.-Parre-aux-Tertres, couvertes par la cavalerie et l'artillerie. La division Duhesme resta seule en position à la Guillotière, n'ayant pas reçu l'ordre de se retirer. Le général de Wrede, qui n'avait pas pu faire passer la Barse, ni à la Rivour, ni à Courteranges, où cette rivière est trop marécageuse, avait jusque-là borné son attaque à une forte canonnade. Mais voyant les succès du général Wittgenstein il se décida à faire emporter le pont de vive force et y dirigea une colonne d'infanterie. Le général Duhesme soutenait le combat avec vigueur, lorsque le général Gérard ayant jeté en avant par échelons quelques pelotons d'infanterie, lui fit parvenir l'ordre de se retirer. Il se mit en mouvement, mais assailli en queue par les Bavarois, et menacé sur la grande route par les Russes qui entraient à Tennelière il fut obligé de défiler le long de la Barse. Il arriva cependant à St.-Parre-aux-Tertres, sans avoir perdu plus de quatre cents hommes et deux canons.

Le prince royal de Wurtemberg fit peu d'efforts à la gauche de la Seine. Il se contenta de suivre le 11e corps, qui se replia à Troyes. Une division resta aux Maisons-Blanches, appuyée par la cavalerie placée en échelons jusqu'à Troyes.

A l'extrême gauche le 7e corps n'eut à faire qu'à quelques partis de cosaques.

Le combat de Laubressel nous coûta environ douze cents hommes, dont trois cents prisonniers et trois canons. L'ennemi en perdit au moins autant. Le soir, le corps de Wittgenstein bivouaqua entre Bouranton et Tennelière, ayant des partis à Creney. Le corps de Wrede resta à la gauche de la Barse. Les corps de Giulay et Wurtemberg prirent position à Vaudes, et leurs avant-postes en face des Maisons-Blanches. Le chef de cosaques Platow fut envoyé, pour couvrir la droite de l'armée austro-russe, par Arcis à Sézanne, dont il enleva les faibles garnisons.

CHAPITRE V.

Les Coalisés rentrent à Troyes.—Le duc de Tarente se replie sur Nogent. — Fin des négociations pour l'armistice. — Le duc de Tarente repasse la Seine. — Réflexions sur la conduite du prince de Schwarzenberg. — Opérations sur l'Aîne.—Reprise de Reims par les Russo-Prussiens. — Combat de Reims, le 13 mars.—Mouvement de Blücher.

Le 4 mars, le duc de Tarente, ayant continué son mouvement, arriva sous les murs de Troyes. Ayant ainsi réuni les différens corps qui devaient passer sous ses ordres, il en prit le commandement en chef. Leur force totale, après les combats qu'ils avaient soutenus, était réduite à environ trente-deux mille hommes, dont plus de neuf mille chevaux. Son premier soin fut de faire ses dispositions de retraite sur Nogent. Acculé à la ville et menacé de trois côtés, il ne lui était plus possible de songer à recevoir une bataille, qu'il lui aurait fallu livrer sur les deux rives de la Seine. Dans la nuit, le grand parc et les ambulances furent éva-

cués. Le général Gérard fut chargé de défendre la position de St.-Parre-aux-Tertres, d'abord et la ville de Troyes ensuite, assez de temps pour que le 11e corps ait celui de retirer ses troupes avancées de Maisons-Blanches, et de dépasser la ville. Le 7e corps repassa la Seine à Pont-Hubert et détruisit le pont. De son côté, le prince de Schwarzenberg, plus confiant lorsqu'il avait à faire aux lieutenans de l'Empereur, avait décidé de se rendre maître de Troyes ce jour là. Il donna en conséquence l'ordre aux corps de Wrede et de Wittgenstein, d'attaquer par la rive droite de la Seine, tandis que le prince royal de Wurtemberg attaquerait à la rive gauche avec ses deux corps.

Vers huit heures du matin, le prince Eugène de Wurtemberg, avec ses deux divisions russes et quatre bataillons bavarois, ouvrit l'attaque sur la position de St.-Parre. Dans le même moment, l'évacuation de Troyes étant achevée, la cavalerie du comte de Valmy traversa la ville et fut prendre position sur la grande route, à la hauteur de la chapelle St.-Luc. Le général Milhaud réunit la sienne et tourna Troyes pour aller prendre position sur la route de Pavillon, à la hauteur du comte de Valmy. Le 11e corps se réunit sur la route de Bar-sur-Seine, à la tête du faubourg. Le général Gérard soutint le combat jusqu'à onze heures. Alors le 7e corps étant sorti de Troyes, et le 11e se mettant en mouvement pour tourner les

faubourgs, le général Gérard se replia d'abord derrière la Seine, puis dans le faubourg St.-Jacques. De là il envoya proposer au général de Wrede, de remettre la ville dans six heures; mais celui-ci affectant la hauteur d'un conquérant, ne voulut en accorder qu'une et le combat continua. Le prince Eugène de Wurtemberg, retenu à la tête du faubourg St.-Jacques, prit le parti de diriger une colonne à gauche pour s'introduire le long du canal. Ce mouvement obligea le général Gérard à repasser le second bras de la Seine, et à se retirer en ville. Le 11[e] corps et le 5[e] de cavalerie étaient en pleine marche sur la route de Pavillon; le 7[e] et le 6[e] de cavalerie étaient réunis vers la chapelle St.-Luc. L'ennemi étant arrivé à la tête du faubourg, tant sur la route de l'Aube que sur celle de Bourgogne, établit des batteries d'obusiers, fit bombarder la ville et envoya sommer le général Sébastiani. Celui-ci ayant répondu que l'évacuation s'achevait, le feu cessa et les troupes françaises sortirent de la ville, laissant derrière elles toutes les avenues barricadées.

Les troupes coalisées embarrassées par ces obstacles, mirent beaucoup de temps à traverser la ville. Elles débouchèrent enfin vers le soir, et la cavalerie des corps de Wittgenstein et de Wrede s'avança sur la grande route de Nogent. Le duc de Reggio, ayant négligé de laisser une arrière-garde vers la Chapelle-St.-Luc, la cavalerie ennemie arriva inopinément à la queue des corps du

comte de Valmy et du général St.-Germain, qui étaient en colonne de marche. Cette apparition subite causa un instant du désordre; mais la bonne contenance de l'infanterie ayant arrêté l'ennemi, la cavalerie se rallia en gagnant du terrain, et la retraite continua en ordre. La cavalerie française s'arrêta aux Grez : les 2e et 7e corps occupèrent Châtres et Mery; le 11e et le 5e de cavalerie vinrent vers St.-Martin-le-Bosnay; une brigade de la division Pacthod occupa Bray. Le corps du général de Wrede s'établit à Troyes, le général Frimont avec la cavalerie était devant les Grez. Le corps de Wittgenstein campa près de la Chapelle-St.-Luc; le général Pahlen près de Malmaison. Le prince de Wurtemberg, avec ses deux corps, resta à la tête des faubourgs sur la route de Sens; son avant-garde poussa vers St.-Liébault.

Le retour des coalisés à Troyes fut marqué par quarante-huit heures de pillage, et des excès qui l'accompagnent. Le prétexte de ces horreurs fut que les habitans s'étaient réjouis le 23 février de revoir l'armée française dans leurs murs.

Le 5, le duc de Tarente réunit son armée devant Nogent; l'arrière-garde resta en avant de Pont-sur-Seine, à Crancey et St.-Hilaire. Le général Allix qui s'était approché de Châtillon-sur-Seine, lorsque l'armée française s'avança sur l'Aube, avait été obligé de se replier sur Auxerre. Là, il essaya d'organiser la levée en masse du département de l'Yonne. Le tocsin sonna dans les com-

munes, et la population, répondant patriotiquement à cet appel, se réunit en foule. L'intention du général Allix était de marcher sur Sens, avec cette levée en masse. Mais d'une part, le ministre de la guerre (le général Clarke) n'avait pas envoyé les cadres des six bataillons de ligne, qui avaient été destinés à son organisation. D'un autre côté, la division de Lichtenstein s'approchait d'Auxerre, tandis que l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg touchait aux portes de Sens. Le général Allix se vit obligé de licencier la levée en masse, et de s'enfermer à Auxerre avec deux mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux.

Le prince de Schwarzenberg ne fit pas un grand mouvement. Le corps de Wittgenstein s'avança à Châtres, où il se cantonna; son avant-garde vint occuper Rumilli, Pars et St.-Martin-le-Bosnay. Le corps de Wrede s'avança à Echemine, Pavillon et Prunay; le général Frimont à Avon-la-Pèze. Les corps de Giulay et de Wurtemberg, et les réserves autrichiennes se cantonnèrent autour de Villeneuve-l'Archevêque et de St.-Liébault; l'avant-garde poussa jusque près de Sens. Ce jour-là, les conférences de Lusigny furent rompues. Les coalisés n'avaient jamais voulu d'armistice, et leur projet, en le demandant, n'avait été que de gagner du temps, et de tromper l'opinion publique par l'apparence de la modération. Les commissaires s'étaient accordés pour les limites du nord, mais les prétentions des coalisés, au midi, étaient d'une

exagération qui en prouvait la mauvaise foi. Ils entendaient qu'on mît en leur possession tout le cours de la Saône et du Rhône, et le département du Montblanc; c'était demander également l'armée d'Italie.

Le séjour du prince de Schwarzenberg à Troyes, fut marqué par une proclamation, qu'il suffit de rapporter textuellement pour la faire juger (*). Elle appartient à l'histoire, comme un monument irréfragable du véritable caractère de la guerre qu'on nous faisait, et de l'esprit de ceux qui la dirigeaient. La date en est également précieuse; sans elle on pourrait se croire au 4e siècle. L'ordre du jour qui suit cette proclamation, ne peut être considéré que comme une manière de faire de l'argent, en abandonnant le sort des communes à la rapacité des chefs de détachemens isolés, qui ont assez souvent prétexté d'avoir reçu les coups de fusil qu'ils faisaient tirer. Au reste, cette pièce produisit l'effet qu'on devait en attendre; elle alluma l'indignation de tous les Français qui conservaient quelque sentiment d'honneur et de patriotisme. Une violation aussi outrageante des droits les plus sacrés des nations aurait reçu sa punition, sans la catastrophe qui livra la capitale et mit les dépositaires du pouvoir à la disposition de la coalition.

Le 6, le duc de Tarente fit passer la Seine au 7e corps, et l'établit sur les hauteurs de Meriot

(*) Voyez *Pièces justific.*, XXIX.

avec la cavalerie du général Milhaud et du comte de Valmy; le général Gérard, avec la cavalerie du général St.-Germain et le 2e corps, restèrent en arrière-garde à Nogent, la Chapelle et St.-Aubin. La division Pacthod s'étendit sur la Seine, ayant une brigade à Bray, et une à Montereau; la troisième escorta les parcs par Provins et Nangis. Le 11e corps se rapprocha de Bray. Le corps de Wittgenstein s'avança à Pont-sur-Seine et Rumilly; son avant-garde à Marnay, et devant St.-Aubin. Le corps de Wrede occupa Trainel, poussant son avant-garde devant Bray. Le prince royal de Wurtemberg vint occuper Sens, où les habitans le reçurent en tremblant de se voir exposés à de nouvelles dévastations; son avant-garde vint à Pont-sur-Yonne; le corps de Giulay resta à St.-Liébaut et Villemaur.

Le 7, le duc de Tarente retira son avant-garde derrière la Seine. Le pont de Nogent fut rompu, et le faubourg de la rive droite occupé. L'armée du prince de Schwarzenberg resta, jusqu'au 10 mars, dans les positions que nous venons d'indiquer, et y resta d'autant plus tranquille, que sur la proposition du général Gérard, l'inutile fusillade qui s'était établie à Nogent, cessa de part et d'autre.

Le lecteur sera sans doute étonné de voir une armée de cent mille hommes, contente d'être venue en huit jours de Bar-sur-Aube à Nogent, et d'avoir fait reculer vingt-cinq mille hommes devant elle, s'arrêter tout-à-coup pour se reposer. Nous

nous dispenserons de répéter toutes les gloses que l'auteur prussien de cette campagne (M. Plotho) rapporte dans son ouvrage, et qu'on a pris pour des projets présentés au prince de Schwarzenberg. Elles ne sont, dans le fait, que la répétition des propos que la mauvaise humeur des Prussiens leur faisait tenir contre le prince généralissime. Sans doute, que le prince de Schwarzenberg a conduit sa nombreuse armée avec une grande circonspection, peut-être même avec timidité; mais le parallèle entre lui et le maréchal Blücher, ne peut pas servir à établir une grande supériorité de talens stratégiques, en faveur de ce dernier. Rien ne peut excuser le général prussien de l'étourderie et de l'incohérence de ses opérations pendant cette campagne. La bataille de Laon a même fait voir qu'il savait aussi peu profiter d'un avantage que se préserver d'un désastre. Le prince de Schwarzenberg marchait en tâtonnant, et plusieurs motifs pouvaient l'y déterminer. Nous ne parlerons pas des motifs politiques; personne n'ignore que le gouvernement autrichien n'a pris part à la coalition, que par des vues d'agrandissement, et que la déposition de l'empereur Napoléon n'entrait dans ses vues, qu'autant qu'elle serait un obstacle à cet agrandissement. Ce gouvernement n'avait donc pas un intérêt bien direct à faire prendre à ses armées une initiative prononcée, qui pouvait le conduire à les compromettre. Mais le prince de Schwarzenberg avait encore d'au-

tres motifs, qui étaient d'un grand poids à ses yeux. D'abord, il n'avait pas encore de nouvelles du résultat de l'expédition du maréchal Blücher, et tant qu'il ignorait que l'heureux accident de Soissons avait assuré sa jonction avec Bülow et Winzingerode, il pouvait bien la regarder comme une caravane. Si les Prussiens avaient rencontré devant Soissons les obstacles qui amenèrent la capitulation de Lübeck, il était indubitable que Napoléon revenait sur la Seine. Alors le prince de Schwarzenberg devait craindre, en s'aventurant au-delà de Provins, de le rencontrer en prêtant le flanc. Cent mille hommes ne paraissaient pas suffisans pour résister à ce choc; tant le moindre mouvement du lion blessé et affaibli faisait encore trembler ses ennemis! La seconde inquiétude du prince de Schwarzenberg était excitée par l'armée du duc de Castiglione. Tant qu'il ne serait pas maître de Lyon, il craignait toujours pour sa base d'opération. La troisième enfin, étaient causée par la levée en masse qui commençait à se développer sur les derrières de l'armée, et à intercepter les convois, les courriers et les petits détachemens. Animés par le double stimulant du patriotisme et de la vengeance, contre des troupes mal disciplinées qui portaient partout le pillage, l'incendie et une grossièreté révoltante, elle devait augmenter tous les jours. Le prince de Schwarzenberg, au milieu d'un pays ruiné, et où son armée portait déjà la peine de ses dévastations, devait craindre de la voir se

détruire par les effets d'une disette, à laquelle les troupes allemandes savent si peu résister. Aussi jetait-il des regards inquiets derrière lui, et, sous ce rapport, on peut attribuer sa proclamation de Troyes à la peur plus qu'à la barbarie, dont on ne peut personnellement pas l'accuser.

Nous avons laissé l'empereur Napoléon le 11, en position devant Soissons, avec les corps qu'il avait ramenés de Laon. Le duc de Raguse s'était établi aux environs de Fismes. Le premier soin de Napoléon fut de réorganiser son armée, dont les divisions, déjà affaiblies, avaient beaucoup souffert depuis le 26 février. Les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, et la division Poret de Morvan furent dissous et réorganisés en deux divisions, que commandèrent les généraux Curial et Charpentier. On en tira également la garnison de Soissons, qui fut portée à trois mille deux cents hommes, et dont le commandement fut confié au chef de bataillon Gérard, du 32[e]. Cet officier justifia parfaitement le choix qu'on avait fait de lui. Environ six cents hommes de la jeune garde, furent également envoyés tenir garnison à Compiègne, sous les ordres du major Ottenin. Pendant son séjour à Soissons, l'armée reçut un renfort, qui, à raison de sa faiblesse numérique, n'avait de valeur, que par la qualité des troupes qui le composaient. Il consistait en une division de dix-sept cents chevaux en escadrons de marche, dont le commandement fut donné au

général Berckeim ; un régiment de six cents lanciers polonais, qui fut réuni à la division Pacz ; et le régiment de la Vistule, qui passa dans la division Boyer de Rebeval.

Blücher ayant laissé reposer son armée le 11, sur le champ de bataille, se décida le 12 à lui donner des cantonnemens plus étendus. Le corps d'Yorck vint occuper Craone et Corbeny, ayant son avant-garde à Bery-au-Bac et Pont-à-Vaire ; le corps de Kleist occupa Bouconville et Chermisy; le corps de Sacken, Chavignon ; celui de Langeron, Coucy ; celui de Bülow se mit en mouvement vers Compiègne ; celui de Winzingerode resta à Laon. Le maréchal Blücher semble avoir euune velléité de gagner Paris, par la droite de l'Oise. D'après son ordre demouvement du 12 au matin, le général Bülow devait emporter Compiègne, avec le secours du corps de Langeron, et ensuite se rendre maître des passages de Pont-St.-Maxence et de Verberie. Mais ce projet ne dura pas long-temps, car le corps de Bülow ne dépassa pas Noyon, et le restant de l'armée ne bougea pas de ses cantonnemens entre Laon et l'Aîne, jusqu'au 18. Nous laisserons à de plus habiles que nous dans l'art des hypothèses, le soin de développer les motifs stratégiques de l'inaction, où resta l'armée russo-prussienne, après la bataille de Laon, dont ses bulletins ont fait tant de bruit. A en juger d'après les principes reçus jusqu'à ce jour, avec une armée aussi nombreuse, il ne devait pas cesser de serrer

l'armée française, soit pour l'acculer sur Paris, soit afin de la couper de cette capitale, si elle se portait vers la Seine pour joindre le duc de Tarente. Nous ne pousserons pas plus loin nos observations; elles deviendraient plus fatigantes à force d'être obligés de les répéter; la faute que nous relevons n'est pas encore la dernière de cette campagne.

A peine arrivé à Soissons, l'empereur Napoléon fut obligé de porter son attention sur Reims. Le général St.-Priest, qui de Coblentz avait, ainsi que nous l'avons vu, pris sa route par les Ardennes, était arrivé dans les premiers jours de mars à Vitry, avec son corps fort d'environ neuf mille hommes. Il y fut rejoint par le général Jagow, qui arrivait d'Erfurt avec la réserve du corps de Kleist, forte d'environ huit mille hommes (*). Le général St.-Priest crut ne pas pouvoir mieux utiliser les troupes qu'il avait sous ses ordres, qu'en allant occuper Reims, pour rétablir la communication entre les deux armées coalisées. Le 7 mars il pa-

(*) FORCE DU CORPS ENNEMI DEVANT REIMS.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
Général Jagow		12	8	7,200	1,200
8e corps russe, Gén. St.-Priest	Général Emmanuel		8		1,200
	— Gurialew	7		4,000	
	— Pillar	7		4,000	
	Total	26	16	15,200	2,400

rut devant la ville, mais sans hasarder une attaque sérieuse; il se contenta d'incendier les fabriques, les usines et les maisons de plaisance situées sur les bords de la Vesle. Ce fut sa première victoire, après laquelle il fut s'établir à Beaumont-sur-Vesle et le général Jagow à Puisieux. Le général Corbineau, qui était resté à Reims avec cent chevaux, quelques gendarmes et les cadres de trois bataillons, se hâta d'avertir l'empereur Napoléon du danger qui le menaçait. Mais la faiblesse de l'armée française, qui alors se trouvait en présence du maréchal Blücher, ne permit pas à Napoléon de disposer d'autres troupes, que des gardes d'honneur du général Defrance. Encore ce dernier reçut-il l'ordre de ne pas dépasser Fismes, et de se contenter de pousser une de ses brigades à moitié chemin de Reims.

Le général St.-Priest, qui avait été autrefois français, ne tarda pas à se trouver d'intelligence avec quelques nommes qui, n'ayant rapporté que leurs corps en France, avaient laissé toutes leurs affections à l'étranger. Il connut bientôt et les revers du duc de Raguse, et la faiblesse de la garnison. Ce double motif le décida à tenter un coup de main; le jour en fut fixé au 12, et l'attaque préparée en trois colonnes. La première composée des troupes russes, trois bataillons prussiens et quatre bouches à feu, devait attaquer la porte de Rhetel (ou de Cérès). La seconde, de deux bataillons et deux obusiers avec cinquante chevaux,

devait attaquer la porte de Châlons. La troisième forte de six bataillons et un escadron avec dix bouches à feu, dont deux pièces de 12, devait forcer la porte de Paris. Le restant de la cavalerie forma sans bruit, dans la nuit du 11 au 12, l'investissement de la ville. Le 12, les colonnes d'attaque réunies à Cormontreuil se mirent en mouvement, vers trois heures du matin, et, un peu avant le jour, parurent aux portes de Reims. Elles furent forcées des trois côtés, malgré la résistance que le cadre du 5e bataillon de voltigeurs opposa au faubourg de Rhetel. Le général Corbineau, enveloppé d'ennemis, fut obligé de se cacher dans la ville. Le général Lacoste, qui devait commander la levée en masse, fut pris avec environ deux cent cinquante hommes et neuf bouches à feu. Le restant de la garnison, secondé par le dévoûment de la garde nationale, qui combattit avec valeur pour couvrir sa retraite, gagna la porte de Mars et se retira par la route de Laon. Le général Emmanuel la suivit et la harcela jusqu'à Neuvillette, où il rencontra le général Defrance, qui était accouru aux premiers coups de canon avec six escadrons de gardes d'honneur et le 10e de hussards. La cavalerie russe fut chargée et enfoncée, mais la présence d'un corps de quinze mille hommes arrêta court le général Defrance.

Le même soir l'empereur Napoléon fut prévenu de cet échec. Décidé à se rabattre sur les derrières de l'armée de Schwarzenberg, et voulant aussi

rallier à lui la division des Ardennes, il lui fallait se remettre en possession de Reims. Il ne balança pas à entreprendre cette opération, qu'on doit appeler hardie, car il ne pouvait pas deviner que Blücher, endormi sur ses lauriers, se contenterait de faire loger ses troupes dans les villages. Cependant il n'avait pas de choix, car il fallait arrêter les progrès des Austro-Russes, et le meilleur moyen d'y réussir était d'inquiéter, pour ses communications, un général très-prudent. Il destina à rester sous les murs de Soissons le duc de Trévise avec les divisions Christiani, Curial et Charpentier, les dragons du général Roussel, les lanciers du général Pacz et la brigade Curely de la division Berckeim, faisant environ onze mille hommes. Le duc de Raguse, avec le 6[e] corps et le 1[er] de la cavalerie, reçut l'ordre de se mettre en mouvement de Fismes le 13 au matin; les divisions Friant et Boyer de Rebeval et la cavalerie de la garde partirent dans la nuit pour se rendre à Reims. Cependant le général St.-Priest, maître de cette ville, avait aussi résolu de faire reposer ses troupes dans des cantonnemens. En partie par présomption, en partie par un effet de l'erreur dans laquelle l'entretenaient les rapports des Prussiens, qui annonçaient que l'armée française avait été anéantie à Laon, il ne crut pas à la possibilité d'être attaqué. Conservant la ville pour ses Russes, il ordonna à l'infanterie prussienne de s'étendre en cantonnemens depuis Cormontreuil jusqu'à Ronay, excepté

un bataillon qui devait occuper Sillery; la cavalerie devait la couvrir en occupant Junchery. Cette dernière y ayant rencontré les gardes d'honneur du général Defrance, on en prévint le général St.-Priest. Mais celui-ci, persuadé que ces troupes ne pouvaient être que des fuyards de Reims ou de Laon, se contenta d'ordonner que la cavalerie prussienne se repliât à Ronay, et maintint ses premières dispositions.

Le 13 au matin, la cavalerie du général Bordesoulle rencontra à Ronay les avant-postes ennemis. La cavalerie prussienne fut culbutée et se sauva à toute bride, faisant rétrograder en hâte sur Reims, les bataillons qui étaient à Muizon, Gueux et Thillois. Les deux bataillons du 3e de Landwehr de Poméranie qui étaient à Ronay, où ils furent à moitié surpris en déjeunant, essayèrent de se retirer; mais talonnés par la division Ricard, ils mirent bas les armes à Gueux. Le général St.-Priest, prévenu par la cavalerie prussienne, se hâta de faire sortir les troupes russes de Reims; le général Jagow avait rassemblé les siennes. Les deux corps ennemis prirent position sur les hauteurs de Ste.-Geneviève, sur deux lignes, les Russes à droite et les Prussiens à gauche : vingt-quatre bouches à feu couvraient le front de la position. La cavalerie des deux nations fut portée à la hauteur de Tinqueux, au-devant de l'avant-garde française. Vers midi, le 1er corps de cavalerie arriva devant Reims et prit position en face de l'ennemi. Le

combat s'engagea par une canonnade assez soutenue ; mais l'Empereur Napoléon défendit que l'attaque fut poussée à fond, voulant avoir le temps de réunir ses troupes afin d'envelopper l'ennemi. Vers quatre heures, Napoléon étant arrivé avec les colonnes d'infanterie, reconnut l'impossibilité de tourner Reims, les ponts de la Vesle étant détruits, et ordonna l'attaque de front. Le général St.-Priest avait eu tout le temps nécessaire, pour réfléchir sur le vice de sa position et pour se retirer; mais il était toujours persuadé que l'armée française était détruite et qu'il n'avait à faire qu'à des troupes égarées. Plus tard, lorsque les colonnes d'infanterie arrivèrent, il ne vit pas déployer des forces supérieures aux siennes en infanterie(*), et il se confirma dans la résolution de soutenir le combat. Quoi qu'on en dise, le général St.-Priest

		INFANTERIE	CAVALERIE.
(*) Nous avons vu ci-dessus page 297, que le général St.-Priest avait, ci.		15,200	2,400
Voici la force des troupes françaises qui combattaient à Reims.			
Vieille garde	Div. Friant et Letort.	3,600	1,200
Prince de la Moskowa.	— Boyer, Defrance et Berckeim.	3,000	2,500
Duc de Raguse	— Ricard, Lagrange, duc de Padoue, Merlin et Bordesoulle	7,200	2,400
Général Sébastiani.	— Excelmans et Colbert.		2,400
	Total.	13,800	8,500

ne donna pendant le combat aucun ordre de retraite; il ne le pouvait pas. Les rapports ennemis avouent franchement que leur ligne fut enfoncée et leurs troupes culbutées dans le défilé.

L'armée française se déploya : le 6e corps en première ligne, le 1er de cavalerie à la droite. Le général Sébastiani prit la gauche avec les divisions Colbert et Defrance; celle du général Excelmans et les lanciers polonais de la garde, sous le général Kraszinski, près du pont de St.-Brice, auquel on travailla. Les divisions Friant et Boyer en masse et la cavalerie du général Letort, restèrent en réserve en avant de Tillois. La cavalerie ennemie, à la vue de nos colonnes, rentra en ligne, la russe à droite et la prussienne à gauche. L'action fut engagée par la division Merlin qui, ayant renversé la cavalerie prussienne, entama l'aile gauche et sabra trois bataillons dont une grande partie fut pris. La division Ricard aborda la ligne d'infanterie et la culbuta franchement jusqu'à l'entrée du faubourg. Ce choc fit ployer l'ennemi sur tout son front. Dans ce moment, le général Ségur s'apercevant de son ébranlement, chargea à la tête de sa brigade de gardes d'honneur par la droite de Tinqueux, enfonça la cavalerie russe, prit huit canons et pressa le mouvement rétrograde de l'infanterie. Les troupes ennemies, n'ayant que le défilé du faubourg de Soissons pour se retirer, puisque le 1er corps de cavalerie leur coupait la retraite, s'y entassèrent. Le général St. Priest ayant été

blessé à mort par un éclat d'obus, qui lui fracassa les épaules, le désordre alla encore en croissant. Le général Jagow, pour essayer d'y remédier, réunit trois bataillons prussiens à l'entrée du faubourg et essaya d'y tenir ferme. Mais le général Picquet, à la tête de deux escadrons de gardes d'honneur, et soutenu par le restant de la brigade Colbert, culbuta ces bataillons par une charge vigoureuse. Les gardes d'honneur emportés par leur courage, seraient entrés pèle-mêle dans la ville, avec l'ennemi, si l'encombrement avait permis à leurs chevaux de passer. S'efforçant de se faire jour à coups de sabre, ils souffrirent beaucoup de la fusillade, et le général Ségur y fut blessé, mais la division Ricard, qui arriva peu après, dégagea les gardes d'honneur et refoula l'ennemi dans la ville, dont il se hâta de fermer la porte.

Le général Emmanuel à la tête des Russes, et le général Jagow à la tête des Prussiens, se hâtèrent de traverser Reims et de se retirer par la route de Laon; laissant dans la ville le général Bistram avec un bataillon russe et un prussien, pour défendre la porte et leur faire gagner du temps. Le duc de Raguse essaya de faire rompre la porte de Soissons; mais c'était une grille derrière laquelle se trouvait un épaulement. Le duc fut obligé de faire retirer ses pièces et de les remplacer par des tirailleurs dans les maisons voisines. La fusillade dura sur ce point jusqu'à onze heures du soir. Pendant ce temps le pont de St.-Brice

avait été réparé. Le général Krazszinski, suivi de la division Excelmans le passa et atteignit la colonne ennemie vers Neuvillette. Elle fut enfoncée et dispersée dans une déroute complète sur les routes de Laon, Rhetel et Châlons. Ce dernier désastre ayant forcé l'ennemi à évacuer Reims, l'empereur Napoléon y entra vers une heure du matin, aux acclamations de la population.

Notre perte dans ce combat s'éleva à un peu plus de huit cents hommes. Celle de l'ennemi s'éleva à cinq mille trois cents hommes dont neuf cents morts et deux mille cinq cents prisonniers, onze bouches à feu, cent caissons, un équipage de ponts, beaucoup de bagages et les pièces prises au général Corbineau. Le corps de Jagow seul perdit trois mille hommes. Les débris des deux corps ennemis arrivèrent, le 14 à cinq heures du matin à Bery-au-Bac, les fuyards qui avaient pris la route de Rhetel, gagnèrent Neufchâtel sur l'Aîne; ceux qui avaient pris, en petit nombre, la route de Châlons, se retirèrent dans cette ville avec le bataillon qui était à Sillery.

Pendant que l'empereur Napoléon marchait sur Reims, l'armée russo-prussienne restait encore dans les cantonnemens qu'elle avait pris, à l'exception du corps de Sacken qui se rapprocha de Soissons. La division Christiani, qui occupait les hauteurs de Crouy fut vivement attaquée; mais après un assez long combat, les Russes furent obligés de renoncer à leur entreprise et de pren-

dre position un peu en arrière. Le même jour, le général Katzler, qui occupait Bery-au-Bac avec cinq bataillons et seize escadrons, passa l'Aîne avec sa cavalerie pour reconnaître la position du duc de Raguse, que les Prussiens croyaient encore à Fismes. Une reconnaissance de la division de dragons du général Roussel, envoyée vers Bery-au-Bac, d'après l'ordre du duc de Trévise, fut rencontrée par l'ennemi et perdit une cinquantaine d'hommes dans le choc. Cependant le maréchal Blücher, pour s'occuper à quelque chose, s'amusait à faire des hypothèses. Son ordre du 14 mars, adressé aux chefs des différens corps, en établit deux. La première était que Napoléon resterait à Soissons et à Fismes, pour attirer à lui des renforts et reprendre l'offensive contre Laon ; la seconde qu'il marcherait contre la grande armée. Dans le premier cas, les corps d'armée sous ses ordres devaient se rapprocher de Laon; dans le second cas, il attendait un avis du général Tettenborn qui était à Epernay.

Le 14, le corps prussien de Kleist ayant probablement épuisé toutes les ressources des environs de Bouconville et de Chermisy, vint s'établir à Craone et Craonelle. Les débris des corps de St.-Priest et de Jagow qui arrivèrent dans la matinée à Corbeny, furent encadrés dans l'armée. Les Russes, au nombre d'environ sept mille hommes, rejoignirent le corps de Langeron. Les Prussiens, réorganisés en six bataillons et deux escadrons,

faisant environ quatre mille cinq cents hommes, furent incorporés dans les deux divisions du corps de Kleist. Dès le matin, l'empereur Napoléon avait ordonné au duc de Raguse de se mettre à la poursuite du corps ennemi chassé de Reims, avec ses trois divisions et la cavalerie du général Merlin. Ce dernier rencontra dans l'après-midi, en avant de Bery-au-Bac, les avant-postes prussiens, les culbuta et passa l'Aîne. Mais ayant été attaqué à son tour par l'avant-garde, réunie, des corps de Kleist et d'York, il fut ramené au-delà de la rivière, où une brigade de la division Ricard arrêta l'ennemi. La division Ricard prit position le soir, sur les hauteurs en arrière de Bery-au-Bac et barricada le pont. Le reste de l'infanterie du 6e corps cantonna autour de Cormicy et la cavalerie en avant à Sapigneulle.

Le maréchal Blücher ayant appris le résultat du combat de Reims, crut que le mouvement du duc de Raguse annonçait une nouvelle attaque de la part de l'empereur Napoléon. Il se hâta en conséquence de rapprocher ses différens corps de Laon. Le 15 au soir l'armée russo-prussienne occupa les positions suivantes: le corps de Sacken à Ursel; le corps de Langeron près de Marlieux; le corps de Winzingerode à Laon; la cavalerie du général Czerniszeff observait l'Aîne à Prouvay et la brigade Benkendorf était à Neufchâtel. Les corps d'York et de Kleist occupaient Craone et Corbeny; leur avant-garde, sous les or-

dres du général Ziethen, était à Bery-au-Bac et Pont-à-Vaire, soutenue par le restant de la cavalerie à Juvincourt. Le corps de Bülow rétrograda à la Fère, laissant cependant sa cavalerie à Noyon. Le même jour le colonel Sydow avec une colonne d'infanterie, quelque cavalerie et une batterie, se présenta devant Compiègne, bombarda et somma la ville. Cette inutile tentative se termina par la retraite de l'ennemi, que les paysans suivirent à coups de fusil. L'armée de Blücher resta les 16 et 17 dans cette position.

CHAPITRE VI.

Napoléon se dispose à marcher vers l'Aube.—Opérations du prince de Schwarzenberg. — Combat de Provins, le 16 mars. —Le duc de Tarente se replie sur Nangis. — Mouvemens du prince de Schwarzenberg.

Cependant l'empereur Napoléon, en restant quelques jours stationnaire autour de Reims, se préparait au mouvement qu'il voulait faire sur les derrières de l'armée du prince de Schwarzenberg. Le 15 les généraux Vincent et Colbert partant, le premier de Château-Thierry et le second de Reims, occupèrent Epernay et en chassèrent le général Tettenborn. Le même jour le prince de la Moskowa avec les divisions Boyer de Rebeval et Defrance entra à Châlons. Le général russe Dawidow, qui occupait cette ville avec quatre bataillons (régimens Wiatka et Wyborg) et quatre escadrons (dragons de Moskowa) du corps de Langeron, se hâta de se replier à Vitry, où s'était également retiré le général Tettenborn. Le restant

de l'armée, c'est-à-dire les divisions Friant, Excelmans, Letort et Berkeim, restèrent encore le 16 à Reims, où elles furent rejointes par la division des Ardennes, sous les ordres du général Janssens. Le 17, Napoléon se mit en mouvement pour joindre l'Aube et attaquer l'armée austro-russe, ainsi que nous le verrons dans le livre suivant.

Le prince de Schwarzenberg, toujours dans l'attente des événemens qui devaient se passer sur la Marne ou sur l'Aîne, continuait à rester dans l'inaction devant le duc de Tarente. Le seul mouvement qu'il fit, le 11, fut de faire marcher, de Nogent à Pont-sur-Seine, l'avant-garde du général Pahlen. Ce dernier détacha de là le général Dechterew, avec un régiment de hussards et un de cosaques à Plancy et Anglure, afin d'éclairer Villenoxe et communiquer avec Platow, qui occupait Sézanne. Le 12, le prince de Schwarzenberg, voyant que le duc de Tarente n'avait pas encore quitté sa position, ordonna une reconnaissance sur le flanc gauche des corps français. Le général Wittgenstein fit jeter un pont de bateaux à Pont-sur-Seine et y fit passer un régiment de cosaques. Le général Dechterew s'avança d'Anglure à Villiers-aux-Corneilles. Le général Kaisaroff, qui avait pris le commandement des cosaques réunis à Sézanne, vint occuper Villenoxe, d'où les avant-postes français se retirèrent. Le résultat de cette reconnaissance fut de donner au prince de Schwarzenberg la certitude, que les 2e et 7e corps français étaient avec

la cavalerie autour de Provins et que le 11e corps était à Bray, occupant Montereau. Il savait que Blücher avait rallié à lui les corps de Bülow et de Winzingerode et qu'il était sur l'Aîne, en présence de Napoléon. Cette circonstance, qui aurait dû le rassurer sur ses opérations ultérieures et l'enhardir à prolonger la gauche de son armée vers Fontainebleau, en même temps qu'il pouvait rappeler à Troyes les réserves qui étaient encore à Chaumont, semble avoir produit un effet tout contraire. Soit que le prince de Schwarzenberg ait craint que Blücher ne se fit encore une fois battre en détail; soit qu'il ait pensé que Napoléon pourrait masquer l'armée russo-prussienne par un de ses corps, lui échapper par une marche rapide et revenir sur l'Aube, il se décida à s'étendre vers la droite. En conséquence le 13, le corps de Giulay vint de St.-Liébault à Prunay. Le corps de Wurtemberg laissant son avant-garde à Pont-sur-Yonne, vint à Avon-le-Pèze. Celui de Wrede, laissant la division Hardegg à Traines et à Montigny, marcha vers Arcis-sur-Aube. Le corps de Wittgenstein, dont le général Rajewiski prit le commandement, resta à Pont-sur-Seine. Les gardes et réserves s'avancèrent de Chaumont à Bar-sur-Aube; le général Lambert prit le commandement des grenadiers russes. La garde légère russe fut envoyée à Fère-Champenoise et la garde à cheval prussienne vers Châlons. Le prince de Schwarzenberg, qui s'amusait aussi à faire des hypothèses, en avait

établi quatre sur les mouvemens futurs de l'empereur Napoléon, qui furent mises à l'ordre pour les chefs des corps d'armée: ce sont les suivantes. 1° Napoléon a été battu par Blücher et se retire sur Paris; alors la grande armée se réunira entre Provins et Nangis. 2° Napoléon battu revient sur la grande armée; alors elle se réunira entre Mery et Arcis. 3° Blücher a été battu par Napoléon et ce dernier marche sur Châlons; dans ce cas la grande armée se réunira à Vitry. 4° Napoléon ne s'est pas engagé avec Blücher et revient vers Châlons; dans ce cas la grande armée se concentrera à Chaumont. Il paraît cependant que ces hypothèses n'étaient que des prévisions préparatoires, car le mouvement ordonné le 13 peut s'appliquer à toutes les quatre, quoiqu'il ne réponde à aucune. La reconnaissance du 12 et l'occpation de Sézanne ayant donné quelqu'inquiétude au duc de Tarente, il crut devoir se couvrir à gauche par de la cavalerie. Le corps du comte de Valmy fut posté entre Rouilly et Cucharmoy, pour couvrir la route de Nangis. Le général Milhaud avec deux divisions, fut placé à l'Échelle pour observer Villenoxe; la troisième division fut envoyée à Hermé pour éclairer la Seine entre Nogent et Bray.

Le 14, le prince de Schwarzenberg résolut de faire une tentative pour forcer le duc de Tarente à quitter sa position de Provins, espérant par là obliger Napoléon à s'approcher de Paris et à réunir

ses forces contre les deux grandes armées coalisées, qui pourraient aussi de leur côté se réunir. Le corps de Rajewski passa la Seine à Pont, sur un pont de bateaux qui fut jeté dans la nuit. Les divisions du prince Eugène de Wurtemberg prirent position sur les hauteurs de Mont-le-Potiers; celles du général Gorczakow à droite en arrière de Villenoxe; le général Rüdinger avec deux régimens de cosaques, dix escadrons de hussards et une brigade de cuirassiers occupa St-Martin de Chennestron; le général Jlowaiski avec un régiment de cosaques, un de hussards et la seconde brigade de cuirassiers vint à St-Ferréol. Le même matin, le duc de Tarente avait poussé deux reconnaissances sur sa gauche. La première composée d'environ deux mille chevaux, sous les ordres du général Treilhard, se dirigea par Mouceaux et Esternay sur Sézanne, où était le général Kaisaroff avec une partie de son corps. L'ennemi fut d'abord chassé, mais ayant rappelé ses détachemens de Barbonne et de Villenoxe, le général Treilhard fut ramené à son tour avec quelque perte. La seconde reconnaissance, composée de la division Saint-Germain, se dirigea par Chalautre-la-Grande sur Villenoxe. Vers Mont-le-Potiers, elle donna dans la cavalerie des généraux Rüdinger et Jlowaisky et fut ramenée sur le 2e corps. Le général Gérard se hâta de se porter à Port, et poussa la division Jarry sur les hauteurs de St-Nicolas. La brigade Belair attaqua et reprit le village, et ayant avancé

une batterie sur le flanc de la colonne ennemie, la força à se replier à St.-Ferréol. Le corps de Wurtemberg arriva devant Nogent. Celui de Giulay se mit en marche de Prunay pour se rendre à Sens. Celui de Wrede arriva à Arcis. Les gardes et réserves vinrent à Brienne.

Le 14, dans l'après-midi, un aide-de-camp de Blücher apporta au prince de Schwarzenberg la nouvelle de la bataille de Laon. La relation emphatique, annonçant l'entière destruction de l'armée française, le prince de Schwarzenberg se crut à la première des quatre hypothèses qu'il avait établies. Il se décida donc à attaquer le duc de Tarente, mais il le fit encore avec molesse. D'après sa disposition du 15 au matin, il paraît qu'il avait admis que le duc de Tarente aurait abandonné Provins ou renoncerait au projet de s'y défendre. Le corps de Rajewsky devait occuper la forêt de Sordun et pousser son avant-garde à Provins; le corps de Wrede, venir s'établir entre Chalautre et Villenoxe; le corps de Wurtemberg devait passer la Seine à Nogent, prendre position à Meriot et s'étendre jusqu'à Bray; le corps de Giulay devait toujours se rendre à Sens; la division Maurice Lichtenstein devait occuper Joigny. Aucun de ces mouvemens ne put avoir lieu. Dès le matin du 15, le duc de Tarente s'attendant à être attaqué par sa gauche, porta sa cavalerie à l'Echelle, afin de se dégager un peu et de pouvoir appuyer sa ligne de défense à la forêt de Sordun.

Le général Rüdinger fut chassé de l'Echelle et forcé de se replier à St.-Martin-de-Chennetron. Le général Rajewsky n'ayant reçu que tard l'ordre d'attaquer Provins, en remit l'exécution au lendemain. Le prince royal de Wurtemberg essaya de jeter trois compagnies à la rive droite de la Seine, près de Nogent; mais elle furent attaquées et forcées de repasser en hâte, ayant perdu près de deux cents hommes. Le général de Wrede, ayant trouvé que le droit chemin d'Anglure à Villenoxe était trop mauvais, fit le grand détour par Faux et Pleurs sur Sézanne. Cependant le même soir, le duc de Tarente, voyant que les forces de l'ennemi se concentraient vers sa gauche, ordonna l'évacuation de Bray et fit rapprocher le 11e corps. Le général Pacthod eut l'autorisation de se retirer de Montereau sur Melun ou sur Brie. La retraite du général Allix, qui d'Auxerre était venu à Nemours, fut marquée par Fontainebleau. Les parcs furent renvoyés de Guignes sur Charenton.

Le 15 au soir, le prince de Schwarzenberg répéta l'ordre qui n'avait pu être exécuté la veille, en y ajoutant que la forêt de Sordun devait être occupée à neuf heures du matin, et qu'il fallait surtout faire des prisonniers pour savoir où s'était retiré le duc de Tarente. On ne sait trop quel nom donner à l'idée que s'était formé le prince de Schwarzemberg, il croyait donc que la bataille de Laon avait fait disparaître toutes les troupes françaises? Cependant il y ajouta pour correctif,

que si, *contre toute attente*, le duc de Tarente était encore devant Provins, le corps de Rajewsky devait l'attaquer en trois colonnes. La principale sur St.-Martin de Chennetron, la seconde par Saint-Ferréol et la troisième en réserve par Fouchères. Le corps de Wrede devait se trouver à dix heures du matin, sur deux colonnes à Villegrue et en avant de Villenoxe.

Le 16 au matin, le général Rajewski s'avança contre les positions qu'occupait le 7e corps, en trois colonnes. Celle de droite sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg et composée d'une division du corps de Gorczakow, de celle de Piszнitzky, d'un régiment de cavalerie et un de cosaques et d'une brigade de cuirassiers, déboucha de St.-Martin-de-Chennetron. Celle de gauche, composée de la division Szaszafskoy, d'un régiment de hussards et d'une brigade de cuirassiers, déboucha par Chalautre-la-Grande. Celle du centre, composée du restant du corps de Gorczakow, déboucha par Puis-Joli et y resta en réserve. La division Leval était en position en arrière de l'Echelle, ayant en première ligne, pour garder ce village, la brigade Maulmont. Le village de Cormeron était occupé par des tirailleurs, et un bataillon du 10e léger était à la pointe du bois de Sordun. La division Duhesme tenait le débouché du bois de Sordun vers Chalautre. La division du général Jarry occupait Meriot par une brigade : l'autre était à Nogent. Le corps de cavalerie du

général Milhaud était derrière le Houssay. Celui du général St.-Germain en arrière de Meriot. Celui du comte de Valmy et le restant du 7e corps, en avant de Provins, le prince Eugène de Wurtemberg déploya, à huit heures du matin, sa colonne d'infanterie, soutenue par la brigade de cuirassiers, devant l'Echelle, qu'il fit attaquer; le régiment de hulans de Czujugew et les cosaques, longèrent le parc du Houssay pour tourner Carmeron. Ce mouvement se fit en présence du général Milhaud qui perdit l'occasion de charger. Le village de l'Echelle fut emporté et les tirailleurs français forcés d'évacuer Cormeron. Le général Leval porta alors sur le village de l'Echelle le 130e régiment, qu'il fit appuyer à droite par le 3e, dont les tirailleurs s'étendirent vers le bois de Sordun, pour empêcher le passage du ravin de Richebourg. L'Echelle et Cormeron furent repris et le 130e se maintint dans le premier village pendant une heure, malgré le feu de l'ennemi et sous la protection du 3e, qui se déploya à l'autre bord du ravin. Enfin un dernier effort des Russes obligea ces régimens à se replier sur leur division; mais le feu du bataillon du 10e léger et d'une batterie les arrêta. Dans ce moment le général Leval fit entrer en ligne les brigades Montfort et Chassé, et le prince Eugène de Wurtemberg, se vit forcé de renoncer aux avantages qu'il avait remportés contre la brigade Maulmont. Le corps de Wrede n'arrivait pas, et tout ce qu'il put faire

fut de soutenir le combat jusqu'à la nuit. A la gauche, la division Szaszafskoy avait également attaqué la division Duhesme, mais elle fut repoussée et forcée de renoncer à son entreprise.

Le prince royal de Wurtemberg, pour appuyer l'attaque du corps de Rajewsky, avait fait passer la Seine au-dessus de Nogent à un bataillon de grenadiers. Le général Matère, qui gardait le faubourg, avec sa brigade, marcha à la rencontre de l'ennemi et le força de se rembarquer, après lui avoir tué ou noyé environ cent cinquante hommes et brûlé cinq bateaux. Le soir le corps de Rajewski se réunit sur les hauteurs de Mont-le-Potiers. Le corps de Wrede, encore embarrassé dans le détour qu'il avait été faire, avait sa tête à Villenoxe, tandis que sa queue était encore à Plancy, le corps de Wurtemberg resta devant Nogent; celui de Giulay arriva à Sens. Les gardes et réserves vinrent à Arcis.

Le 17, un peu avant le jour, le duc de Tarente voyant sa gauche menacée et au moment d'être débordée, quitta la position où il se trouvait. Loin de lui offrir quelques avantages, elle était dangereuse à vouloir tenir plus long-temps, puisqu'un revers, en poussant l'aile gauche sur Provins, compromettait le 2ᵉ corps dont la retraite se trouvait coupée. Le duc de Tarente établit son armée en travers de la route de Provins à Nangis, de manière à couvrir cette dernière ville. Le 11ᵉ corps s'étendit à droite vers Donnemarie et le 7ᵉ à

gauche vers Cucharmoy; toute la cavalerie réunie prit position près de Rouilly pour couvrir la gauche; le 2e corps en arrière de Provins; cette position n'était pas bonne en elle-même, puisque les ailes n'étaient pas appuyées et que la supériorité des forces de l'ennemi, surtout en cavalerie, lui aurait permis de les déborder. Mais comme il était probable que le prince de Schwarzenberg ne voudrait pas employer tous les trois corps qu'il avait sous la main, il était possible de recevoir la bataille. Dès que la forêt de Sordun ne fut plus occupée, le général Szaszafskoy se hâta d'en prendre possession et poussa ses cosaques à Sordun. Lorsque le prince de Schwarzenberg apprit la retraite de l'armée française, il semble qu'il aurait pu faire avancer le corps de Rajewski jusque devant Provins et le faire remplacer vers St.-Martin de Chennetron, par celui de Wrede. Mais il était inquiet des mouvemens que ferait l'Empereur Napoléon après la bataille de Laon et il ne voulait pas s'aventurer. Il se contenta d'ordonner que la cavalerie du général Pahlen fut poussée vers l'Echelle, en la faisant échelonner par deux divisions d'infanterie. Le prince royal de Wurtemberg reçut l'ordre de jeter un pont à Nogent et de faire occuper les hauteurs de Meriot.

Peu d'heures après le prince de Schwarzenberg apprit le résultat du combat de Reims et changea toutes ses dispositions. Il paraît qu'il craignit que Blücher, dont un corps venait ainsi d'être défait,

ne se fut encore disséminé après la bataille de Laon et ne fut au moment de perdre ses avantages. Ce qui devait surtout l'étonner, après l'annonce d'une victoire complète, c'était de voir que Blücher n'avait fait aucun progrès. La preuve en était dans le mouvement de Napoléon sur Reims. Dans la perplexité où le mettait le manque absolu de résultat de toutes les exagérations prussiennes, il crut devoir prendre un parti mitoyen. Si Napoléon avait été réellement défait, il fallait continuer le mouvement sur Nangis, et se rapprocher de Paris; mais si au contraire il ne l'avait pas été, ce que semblait démontrer le succès qu'il venait de remporter, il était à craindre qu'il ne se jetât sur la ligne d'opérations des armées. C'est ce que le prince de Schwarzenberg ne voulait pas permettre. Il crut remédier aux deux inconvéniens, entre lesquels il se trouvait à son avis, en étendant son armée vers la droite, sans abandonner cependant le passage de la Seine qui venait de lui être cédé. Il oublia sans doute qu'en s'étendant ainsi, il répétait la faute que Blücher et lui-même avaient commise au commencement de février. Le soir l'armée austro-russe occupa les positions suivantes. Le corps de Rajewski, avait son avant-garde à St. Martin de Chennetron, deux divisions à Pont-sur-Seine et deux à Mery. Le corps de Wurtenberg avait une brigade à Nogent et Meriot; le restant était aux Grez et à Fontaine-St.-George. Le corps de Wrede à Arcis, à la rive gauche de

l'Aube. Les gardes et réserves à Brienne. Le corps de Giulay fut rappelé de Sens à Troyes. La division Maurice Lichtenstein à Joigny. Les cosaques de Seslawin à Pont-sur-Yonne. La droite de cette ligne, aussi étendue, était couverte par des corps détachés dans toutes les directions par lesquelles on pouvait attendre l'empereur Napoléon. La garde à cheval prussienne était à Braban, observant Châlons. Les cosaques de Tettenborn à Cosle ; le petit corps de Dawidow entre Vitry et Châlons, où il fut renforcé par un détachement de cavalerie, sous les ordres du général Lambert ; quatre escadrons de la garde légère russe à Sommesous ; la cavalerie de Wrede à Mailly ; les cosaques de Kaisaroff à Plancy et à Sézanne.

Nous verrons dans le livre suivant, comment dix mille hommes firent replier tout cet étalage.

CHAPITRE VII.

Opérations en Belgique.—Mouvement du général Maisons sur Gand. — Combat de Courtray, le 7 mars.—Sortie d'Anvers.—Attaque de Berg-Op-Zoom, le 8 mars.—Mouvemens du duc de Weymar. — Opérations de l'armée du Rhône. — Mouvemens du duc de Castiglione. — Combat de St.-Julien, le 1er mars. — L'armée autrichienne du sud arrive à Châlons. — Combat de Poligni, le 5 mars. — Le duc de Castiglione revient à Lyon. — Combat de Mâcon, le 11 mars.

Pendant que les événemens que nous venons de rapporter se passaient à la grande armée, la guerre se soutenait sur les frontières de la Belgique, sans aucun avantage de la part de l'ennemi. Nous avons vu (tom. 1, pag. 432) que le général Maisons, ayant été obligé de renoncer à son dessein de pousser jusqu'à Gand, pour rallier la division Roguet qui devait quitter Anvers, était revenu le 26 février à Lille et à Courtray. Le lendemain ayant été rejoint par le 12e régiment de voltigeurs et par un escadron, il repassa la Marcq à Bouvi-

nes et culbuta tous les avant-postes ennemis sur Tournay. Le général Borstel, qui tenait cette position, reçut le 1er mars du duc de Weimar, l'ordre de faire une tentative sur Courtray, afin d'empêcher le général Maisons de faire un second mouvement sur Gand. Le colonel Hobe fut dirigé sur Courtray avec six bataillons, trois escadrons et dix canons; le major Hellvig y marcha aussi avec ses partisans. Le 2, les postes de Belleghem et Sweweghem furent attaqués et repliés après un combat opiniâtre, mais le colonel Hobe ne voyant pas jour à une entreprise sur Courtray, essaya une diversion sur Menin et passa la Lys à Haerlebecke. Le lendemain, croyant sans doute que la garnison de Courtray serait affaiblie, il se présenta devant la place. Il y fut si chaudement reçu que ne pouvant se replier directement à Oudenarde, il se hâta le même jour de gagner Deynse, d'où il vint le lendemain à Oudenarde.

Cependant, le général Maisons n'avait pas perdu de vue le projet de retirer la division Roguet d'Anvers, d'où elle était rappelée par les ordres réitérés du ministre de la guerre. Ayant réuni ses troupes à Courtray, il en partit le 5 mars avec les divisions Barrois, Ledru et Castex, faisant environ six mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux. Il prit avec sa colonne la route d'Oudenarde, tandis que le général Penne, avec environ cinq cents hommes, devait suivre la route de Courtray par Deynse, arriver à Gand le 6 par surprise, et s'y

maintenir jusqu'au soir, que la colonne serait arrivée. Le général Carnot devait en même temps faire une grande sortie d'Anvers, dans la direction de Lockeren et joindre le général Maisons à Gand. Oudenarde était occupé par le colonel Hobe, avec six bataillons et trois escadrons, et les avant-postes de l'ennemi étaient à Avelghem et Peteghem. Ces avant-postes furent aisément repoussés, et vers quatre heures après-midi la colonne du général Maisons parut devant Oudenarde. La canonnade s'engagea et l'avant-garde fit une tentative sur la porte de Courtray. Mais la ville conservant encore les massifs de ses fortifications, et étant entourée d'un fossé profond et rempli d'eau, le général Maisons se persuada aisément qu'une attaque de vive force ne pouvait pas avoir de succès. Cette réflexion, et l'avis qu'il reçut que le détachement du major Hellevig et les cosaques de Bihalow occupaient Gand, et en rendaient la surprise impossible, le décidèrent à la retraite. Sans doute que le général Maisons fit bien de se retirer, sans essayer d'enlever d'emblée une place en état de défense et gardée par près de cinq mille hommes; mais on se demande pourquoi il alla attaquer Oudenarde. Il ne pouvait pas ignorer que cette place était gardée et par conséquent qu'il échouerait. Le mouvement qu'il voulut faire sur Gand ne pouvait réussir qu'en étant fait rapidement. Il valait donc mieux prendre lui-même la route par laquelle il dirigea le général Penne; il

aurait pu arriver le même jour à Deynse, et pousser sa cavalerie à Gand. Le danger qui pouvait suivre son arrivée à Gand, était le même par quelque route qu'il y arrivât. Il est au contraire probable que le mouvement ayant réussi, le duc de Weimar aurait réuni ses forces devant Bruxelles.

Le 6, le général Maisons rentra à Courtray, n'ayant pas perdu quinze hommes, les Prussiens en avaient perdu une centaine. Le duc de Weimar prévenu de l'attaque d'Oudenarde, se décida à prendre l'offensive à son tour. Il réunit à Warcoing dix bataillons, quatre escadrons et quatorze canons et fit jeter un pont sur l'Escaut à Hérinne. Le colonel Hobe eut l'ordre de diriger sur ce point quatre bataillons et un escadron, et de se contenter d'amuser le général Maisons devant Oudenarde, tandis que le duc de Weimar lui couperait la route de Courtray. Avant tout le colonel Schon fut envoyé, avec trois bataillons et une centaine de chevaux vers Courtray, pour tenter de s'emparer de la ville. Mais le colonel Schon ayant rencontré non loin de Warcoing la colonne française, en fut fort maltraité et eut de la peine à se dégager. Le 7, le duc de Weimar eut ses troupes réunies à Warcoing. Le général Maisons avait placé à Courtray la division Barrois; le général Penne était avec un bataillon, cent chevaux et trois canons à Belleghem; le général d'Audenarde avec deux bataillons, quatre cents chevaux et trois canons à Sweweghem; le colonel Lastours

avec un bataillon et cent chevaux à Haerlebecke; le restant de la cavalerie et un bataillon à Cuerme et Heule. Dès le matin, le colonel Hobe partit d'Oudenarde avec deux bataillons et deux escadrons et vint prendre poste à Awelghem pour observer Courtray. Le major Hellvig avec son détachement et les cosaques de Bihalow s'avança le long de la Lys, contre Haerlebecke. Un peu plus tard, le duc de Weimar, avec dix bataillons et quatre escadrons, se mit en mouvement de Warcoing et se présenta devant Belleghem et Sweweghem. Les quatres bataillons qui avaient marché d'Oudenarde à Herrinne y restèrent en réserve. Vers quatre heures après-midi, le combat fut engagé de toutes parts. A l'extrême gauche, le colonel Lastours arrêta l'ennemi devant Haerlebecke. Le général d'Audenarde, attaqué à Sweweghem par quatre bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du colonel Ziegler, repoussa l'ennemi toute la journée. A la nuit le général Maisons lui donna l'ordre de se replier sur Courtray, ce qu'il fit sans être entamé. A Belleghem, le général Penne fut d'abord attaqué par une avant-garde de sept à huit cents hommes qu'il repoussa avec perte. Mais la colonne de six bataillons et deux escadrons du colonel Schon s'étant approchée de l'abatis qui couvrait le village, le général Penne ne crut pas prudent de s'obstiner à le défendre et se replia sur une hauteur en arrière. Le général Maisons y fit avancer en hâte la division Castex, une bri-

gade de la division Barrois et deux batteries à cheval. Une vive canonnade désorganisa les masses de l'ennemi, qui s'avançait par la chaussée, et le colonel Schon fut rejeté dans Belleghem, d'où il lui fut impossible de déboucher. La nuit mit fin au combat.

Le duc de Weimar prit position en avant de Coeyghem, et passa la nuit à préparer l'attaque qui devait avoir lieu le lendemain. Le général Maisons, ne se croyant pas assez en forces pour accepter un combat rangé contre environ quinze mille hommes, qui pouvaient l'attaquer le lendemain, se décida à évacuer Courtray. On a dit que le premier projet du général Maisons fut de faire, pendant la nuit, un mouvement de flanc sur Turcoing, et de se rabattre au jour sur Coeyghem et Avelghem, où il aurait surpris le duc de Weimar. Ce mouvement était le meilleur qu'il pût faire, et il est fâcheux qu'on ne nous ait pas fait connaître les *considérations particulières* qui l'en ont détourné; ce ne fut certes pas la fatigue des troupes. Quoi qu'il en soit, le général Maisons se replia un peu avant le jour sur Lille et prit position en avant de la ville, étendant ses avant-postes entre Bouvines et Turcoing. Au grand jour, le duc de Weimar, qui avait mis ses colonnes en mouvement, suspendit son attaque et entra à Courtray en triomphe. Il y publia des bulletins pompeux, mais content de ses trophées il revint sur ses pas. Les

Prussiens retournèrent à Tournay et à Oudenarde; les Saxons à Mons; le corps de Hellwig resta à Courtray. Ce combat nous coûta environ cent quatre-vingts hommes et six cents à l'ennemi.

Pendant que ces mouvemens se passaient devant Courtray et Oudenarde, le général Carnot avait fait la grande sortie qui était convenue. Il occupa Rupelmonde, Waasmunster, Lokeren et St-Nicolas. Mais ayant appris d'une part, que le général Maison s'était retiré et de l'autre, que les Anglais se concentraient à Calmthout, il fit rentrer ses troupes dans Anvers.

La rentrée de la sortie d'Anvers fit naître au général Graham l'idée de faire une tentative, pour se rendre maître de la place de Berg-op-zoom, qui n'avait été jusque-là que bloquée. Des intelligences qu'il s'était ménagées parmi les marins, qui habitaient le quartier du port, lui avaient fait espérer qu'une partie des habitans l'aideraient dans une surprise, par leur coopération. Le 8 mars, jour de naissance du prince d'Orange, fut choisi pour cette entreprise, à laquelle le général Graham destina quatre mille huits cents hommes. La garnison de Berg-op-zoom, forte d'abord de près de quatre mille hommes, se trouvait réduite par la désertion et les maladies à deux mille sept cents. L'insuffisance de cette garnison dans une place qui, par le nombre et le développement de ses ouvrages, en aurait exigé une quatre fois aussi

forte, avait obligé le général Bizanet à abandonner les ouvrages extérieurs. Il supléa à ce défaut en doublant les gardes intérieures, en faisant faire de fréquentes patrouilles et en établissant des piquets de nuit.

Le 8 mars, vers neuf heures du soir, à la basse marée, le corps anglais s'avança en quatre colonnes. La première devait attaquer entre les portes d'Anvers et du Port; la seconde à la droite de la porte de Breda; la troisième qui était la plus faible, devait faire une fausse attaque à la porte de Steenbergen; la quatrième devait, en profitant de la basse-marée, se glisser par le port dans la ville. Un peu avant dix heures, la troisième colonne surprit la garde avancée de la porte de Steenbergen; mais elle fut arrêtée court par le feu des palanques qui défendaient le pont dormant. La garnison prit les armes et cette attaque fut contenue. Pendant ce temps la quatrième colonne, conduite par les généraux Skerret et Goore, pénétra dans le port, sans être aperçue par l'embarcation qui y était de garde. Une partie de cette colonne s'engagea bientôt avec les réserves de la garnison, que le général Bizanet y dirigea. Le restant, sous les ordres du général Goore, suivit le rempart pour gagner la porte d'Anvers, hors de laquelle le général Graham attendait avec sa cavalerie. Ayant nettoyé le bastion d'Orange, il favorisa l'escalade de la première colonne, com-

mandée par le général Cooke, et que les glaces du fossé avaient retenue. De là le général Goore se rendit à la porte Breda, pour introduire la seconde colonne. Mais le piquet qui défendait cette porte sut y contenir le général Goore, et la colonne qui s'était déjà emparée des ouvrages extérieurs. La garnison cependant s'était répartie sur tous les points, et l'ennemi entré en ville par trois côtés fut arrêté et ne pût faire aucun progrès jusqu'au jour. A peine put-on distinguer les objets, que le général Bizanet forma sa garnison en trois colonnes d'attaque. Deux devaient nettoyer le rempart et la troisième se porter sur la porte du Port. Au signal donné, les Anglais furent attaqués de toutes parts. Notre colonne de droite refoula devant elle celle du général Skerret et l'accula vers la porte d'Eau où, empêchée de sortir par la mitraille, qui l'écrasait dans les ouvrages extérieurs, elle fut obligée de mettre bas les armes. Les généraux Goore et Cooke se soutenaient encore, mais bientôt attaqués en flanc par notre colonne de droite qui y accourut, ils succombèrent, et à neuf heures du matin leurs troupes mirent bas les armes. Cette équipée coûta aux Anglais près de deux mille morts, parmi lesquels étaient le général Goore et quatre colonels (*) et

(*) On en enterra huit cents dans la place. Un bien plus grand nombre fut tué dans le port et emporté par la marée, ou noyé dans le fossé, le bassin ou le chenal.

deux mille soixante-dix-sept prisonniers parmi lesquels les généraux Skerret et Cooke; le dernier mourut de ses blessures. La garnison perdit cent soixante morts, trois cents blessés et cent prisonniers. Le 10, le général Graham atterré par cet échec, demanda et obtint une suspension d'armes de trois jours, pour enterrer les morts, évacuer les blessés et recevoir les prisonniers, que le général Bizanet renvoya sur parole.

Le 12, le général Gilly ayant réuni une partie des garnisons de Dunkerque, Ostende et Nieuport, fit une excursion sur Bruges, où se trouvait un régiment de cosaques, pour couvrir un rassemblement insurrectionnel que l'ennemi cherchait à y former. Les cosaques furent dissipés, le maire et l'intendant, établis par les Prussiens, enlevés en otages et la ville imposée à cent mille francs d'amende. Presque en même temps une sortie de la petite garnison de Maubeuge, délivra cinq cents prisonniers français, qui venaient de l'intérieur et passaient à Solre. De son côté, le général Carnot fit, peu de jours après (le 17), une nouvelle sortie vers Lockeren, qui mit en mouvement tous les corps qui étaient à Gand, Dendermonde et Oudenarde.

Cependant l'arrivée du corps du général Thielemann, qui entra le 12 à Bruxelles et le 14 à Tournay, porta la force de l'armée du duc de Wei-

mar à plus de trente-six mille hommes (*). Enhardi par ce renfort, le duc pensa pouvoir entreprendre quelque chose, contre les frontières de l'ancienne France. Le projet auquel il s'arrêta fut la prise de Maubeuge; et comme l'artillerie de siége lui manquait, il se décida à essayer de s'en emparer par un coup de main. Il destina trente-deux bataillons et dix-neuf escadrons, ce qui faisait environ vingt-cinq mille hommes avec cinquante pièces de bataille, quatre de vingt-quatre et huit mortiers, à former son armée active. Le restant tint les garnisons de Bruxelles, Dendermonde, Alost et Oudenarde; la brigade Gablentz resta au siége d'Anvers. Pour couvrir l'opération qu'il méditait, le duc de Weimar fit la répartition suivante de ses troupes.

Le général Ryssel avec quatre bataillons, quatre escadrons et six canons fut placé à St.-Ghilain,

FORCE DE L'ARMÉE

DU DUC DE WEIMAR, LE 16 MARS.

	BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
Général Borstel	11	12	8,000	1,500
Cavalerie saxonne		14		2,000
Général Lecoq	7		5,000	
— Ryssel	4		3,000	
— Gablentz	4		3,000	
Brigade de Thuringe	5		3,500	
Général Thielemann	12		8,000	
Corps de Hellwig	2		1,500	250
Cosaques de Bihalow		2		600
Total	45	28	32,000	4,350

pour observer Condé et Valenciennes et couvrir Mons.

Le général Borstel avec neuf bataillons, huit escadrons et douze canons, à Bavay, pour observer Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies.

Le général Thielemann fut détaché à Tournay avec douze bataillons, quatre escadrons et dix-sept canons, pour observer le corps réuni devant Lille. Les détachemens du major Hellwig, du colonel Bihalow et du major Puttler, devaient occuper, sous ses ordres, Courtray, Gand et Bruges. Le général Lecoq, avec sept bataillons, trois escadrons, douze pièces de douze et l'équipage de siége, fut destiné à l'entreprise contre Maubeuge.

Nous verrons, dans le livre suivant, le résultat de cette singulière disposition.

Nous avons laissé le duc de Castiglione, le 26 février, à Lyon (tom. 1, pag. 438), ayant le général Pannetier avec la brigade Estève à Macon ; la division Meunier à Bourg ; la brigade Ponchelon à Nantua. Le général Marchand occupait Frangy et Coursel. Le duc de Castiglione avait reçu de l'empereur Napoléon l'ordre réitéré de diriger la masse de ses forces vers Genève et le pays de Vaud, afin de porter un coup décisif. Napoléon savait à quel point le prince de Schwarzenberg craignait la diversion, que pouvait faire le duc de Castiglione sur sa base d'opération. Il fallait donc profiter du premier mouvement d'étonnement pour s'emparer de Genève, et y ayant mis une forte garnison, se

prolonger vers Bâle. M. Koch, qui a pu recourir aux archives du gouvernement, nous dit que le général Clarke annonçait au duc de Castiglione, qu'il pouvait compter sur la coopération des Vaudois et des Argoviens, ainsi que du canton de St.-Gall et de Soleure. Les vexations de l'aristocratie bernoise, peuvent rendre cette assertion croyable quant aux deux premiers cantons. Quoi qu'il en soit, le duc de Castiglione était trop peu stratégicien, pour concevoir le plan d'opérations que l'empereur Napoléon voulait lui faire adopter. Mettant tous ses soins à avoir une armée nombreuse et bien équipée, il se retrancha sur sa faiblesse numérique et sur la nudité de ses bataillons de garde nationale. Le maréchal d'Empire, n'était plus le défenseur de la patrie, qui avait aidé à conquérir l'Italie avec des soldats mal équipés et luttant contre toutes les extrémites de la misère. Lassé de ces vaines réclamations, Napoléon pour y mettre fin, ordonna au duc d'Albufera de diriger sur Lyon une nouvelle division de dix mille hommes, et au prince Borghèse d'y envoyer de Turin une de six à sept mille. Il aurait mieux fait de transporter le commandement de l'armée à un lieutenant-général.

Enfin, le duc de Castiglione, ayant appris que le général Marchand avait acculé l'ennemi sous Genève, se décida à suivre le plan d'opérations tracé par Napoléon. Le général Musnier reçut l'ordre de se porter sur Lons-le-Saulnier, et de là par

Chiette, et les Rousses sur Nyon. Le général Pannetier, avec la brigade Estève et la cavalerie, devaient se rendre sur le premier point. Le général Bardet, avec la brigade de réserve, renforcée par deux bataillons de garde nationale de Toulon, fut dirigé par grande route de Genève, vers le fort l'Écluse. Le général Ponchelon avec deux bataillons de sa brigade, et un du soixante-dix-neuvième régiment, eut l'ordre de passer le Rhône vers Seyssel, et de joindre le général Marchand devant Genève. Lyon fut gardé par sept bataillons de garde nationale et un de ligne, sous les ordres du général Rémond. Toutes ces mesures étaient trop tardives, et nous verrons même que le duc de Castiglione ne sut pas y tenir. Il les changea dans le moment où elles pouvaient avoir quelques succès.

Le 28 février, le général Ordonneau, qui était d'avant-garde avec sa brigade, attaqua les Autrichiens à Lons-le-Saulnier, et les chassa sur Poligny. Le 2 mars, l'armée du Rhône fut échelonnée entre Moret et Lons-le-Saulnier. Le général Marchand, renforcé par trois bataillons du général Ponchelon, se prépara à s'avancer vers Genève. Le 28 février, le général Dessaix vint prendre poste au Luiset, d'où il chassa les avant-postes autrichiens après un léger combat. L'ennemi était en position derrière le torrent des Usses, défendant les deux routes de Rumilly et d'Annecy. Le général Zechmeister, avec quatre bataillons et six escadrons,

occupait le plateau entre St.-Julien et Bardonex. La brigade de Klopfstein, de six bataillons et deux escadrons étaient entre Landecy, et Archamp. Un détachement de la garnison de Genève occupait le plateau de Bernex. Le général Klebelsberg commandait ces deux brigades, dont la force pouvait s'élever à sept mille hommes d'infanterie et mille chevaux avec vingt-neuf canons. Le général Bubna était à Genève, avec deux bataillons et dix escadrons.

Le 1er mars, le général Marchand se décida à attaquer l'ennemi, afin de le resserrer sur Genève. L'attaque fut combinée en trois colonnes. Celle de droite, commandée par le général Serrant, devait déboucher par la grande route d'Annecy sur la Chable. Celle de gauche sous les ordres du général Dessaix devait se diriger du Luiset par Viry, et Grache sur Tairier. Le général Marchand, avec celle du centre, devait suivre la route de Rumilly, et attaquer St.-Julien de front. A huit heures du matin, le général Serrant attaqua les avant-postes ennemis, le chassa successivement de la Chable, Moissin et Neidens, et vint canonner la Place, que tenait le général Klopfstein. Le général Dessaix chassa l'ennemi de Viry et de Grache, et vint attaquer Tairier, où le combat s'alluma avec la plus grande vigueur. Le général Marchand se présenta également devant St.-Julien. A la droite, le général Serrant, étant parvenu à se rendre maître de la place, poussa une colonne dans la direction de

Collonge pour tourner Archamp. Ce village fut assez long-temps défendu par un bataillon de Reuss-Greitz et un de Kaunitz, pris et repris plusieurs fois, mais il finit par rester en notre pouvoir. Alors le général Klebelsberg, ayant fait déboucher un bataillon de Colloredo par Charat, parvint à déborder la gauche du général Serrant, et à menacer Archamp en flanc. Nous fûmes alors obligés de céder ce village, et de rentrer en position devant la Place, où le combat se soutint jusqu'au soir. A la gauche, le général Dessaix vint à bout de se rendre maître de Tairier, et de déboucher dans le vallon de Turens. Alors le général Marchand crut pouvoir tenter une attaque sur St.-Julien. Mais une batterie de quatorze canons ayant démonté deux des cinq pièces qui composaient toute son artillerie, il fut obligé de renoncer à son entreprise. Nos troupes bivouaquèrent en présence de l'ennemi, qui se félicitait d'avoir pu conserver sa position. Cet affaire nous coûta environ cinq cents hommes. Les Autrichiens, fort économes dans ce genre d'aveux, réduisent la leur à six cent cinquante hommes.

Le général Marchand, qui avait consommé toutes ses munitions, aurait été fort embarrassé le lendemain, si le général Bardet n'avait pu exécuter le mouvement qui lui avait été prescrit. Mais heureusement il avait réussi à emporter le fort de l'Écluse et le 1er mars au soir, il déboucha par la grande route de Lyon sur St.-Genis. A cette ap-

parition, le général Bubna, craignant pour la ville de Genève, qui n'était pas à l'abri d'un coup de main à la droite du Rhône, se décida à rappeler à lui les troupes qu'il avait devant le général Marchand. Le 2 mars le général Klebelsberg quitta les positions de St-Julien et Landecy et se replia sur Genève. Le général Bubna apprit en même temps que la division Musnier, était parvenue à l'aide des habitans à déblayer, dans les neiges, le passage du défilé des Rousses, et que la brigade Ordonneau était déjà arrivée à St-Cergue; craignant alors d'avoir à soutenir un siége, il ne conserva dans la place que son infanterie, la cavalerie fut envoyée en hâte à Yverdun, pour se réunir au corps autrichien le plus voisin. Le général Marchand, forcé d'attendre les munitions qu'il avait envoyé chercher au fort de l'Écluse, ne suivit pas l'ennemi. Il se contenta de réunir son corps sur le plateau d'Arare. Le 3, le général Marchand occupa Carrouge et le général Serrant, Véry. Le général Bardet vint à St-Genis à la droite du Rône. Le général Bubna, serré de tous côtés, n'était pas sans inquiétude dans une place peu susceptible de défense. Sommé par le général Dessaix, il avait déjà chargé un des principaux habitans de Genève d'entrer en négociations pour l'évacuation de cette ville (*), lorsqu'une nouvelle bévue du duc de

(*) M. Plotho, (Campagne de 1814) prête au général Bubna des sentimens d'indignation qui font un bel effet dans son ouvrage.

Castiglione le tira d'embarras. Le maréchal, oubliant encore une fois que l'occupation de Genève lui était nécessaire, pour remplir le véritable but de sa mission, qui était d'inquiéter le prince de Schwarzenberg sur sa base d'opérations, s'avisa de vouloir faire lever le siége de Besançon. Le 4, la division Musnier eut ordre de repasser le Jura et de s'établir à St-Laurent et Champagnole, pour se réunir aux divisions Pannetier et Digeon. Ce mouvement obligea également le général Bardet à se replier sur le fort de l'Écluse. Alors le général Bubna, dégagé sur ses derrières, rompit les négociations et se décida à rester dans Genève, où le général Marchand n'était plus assez fort pour l'attaquer.

Pendant que le duc de Castiglione perdait ainsi son temps, marchant d'aberration en aberration, une nouvelle armée ennemie s'avançait contre lui. Nous avons vu (tom. 1, pag. 416), que le grand conseil de guerre de la coalition, inquiet de la formation de l'armée du Rhône et des progrès que le duc de Castiglione devait faire, avait décidé qu'un corps serait envoyé vers Lyon, sous le nom d'armée du sud. Cette armée composée du corps qu'avait commandé le général Colloredo, de deux brigades de celui de Lichtenstein, d'une partie de la réserve, de la légion allemande, du 6e corps d'Allemagne et des troupes du général Bubna, s'éleva à environ soixante mille hommes

Le fait est, que si la Brigade Ordonneau, qui était à St.-Cergue, fût descendue sur Nyon, le général Bubna aurait volontiers consenti à évacuer Genève.

d'infanterie, onze mille chevaux et un train de cent huit bouches à feu (*). Le commandement en fut confié au

(*) ARMÉE AUTRICHIENNE DU SUD, LE 26 FÉVRIER 1814.

		BATAIL.	ESCADR.	INFANT.	CAVAL.	
CORPS DU GÉNÉRAL BUBNA.						
	Général Zechmeister	2	6	1,400	750	di. Bu.
Div. Klebelsberg.	Gén. Klopfstein	6		4,200		2e cor.
		1	2	700	250	ca. Bu
	Garnison de Genève	3	10	2,100	1,250	in. 2e c
	Total	12	18	8,400	2,250	
CORPS DU GÉNÉRAL BIANCHI.						
— Hardegg	Gén. Raigecour	2	12	1,400	1,500	1er co.
	— Scheither	2	12	1,400	1,300	di. Bu
— Wied Runkel.		6		8,400		1er co.
	— Quosdanowich	6				
— Bianchi	— Hirsch	4		8,400		Réser.
	— Haugwitz	4				
	— Quallemberg	4				
Grenadiers	— Fürstenwerther	4		2,800		—
Cuirassiers.	— Rothkirch		12		3,000	—
Div. Lederer	— Kutalek		12			
	Total	32	48	22,800	6,000	
CORPS DU GÉNÉRAL WIMPFEN.						
	Général prince de Cobourg	2	6	1,400	750	2e co.
— Wimpfen	Gén. Mumb	6		9,100		1er co.
	— Watzel	7				
Légion allemande.	— Bentheim	4	8	2,800	1,000	
	Total	19	14	13,500	1,750	
6e CORPS ALLEMAND.						
	Général Meczery	5	6	3,500	750	
	— Moser	4		3,200		
	— Isenburg Büdingen	3		2,400		
Pr. Emile de Hesse	Gén. Schæfer	5		4,000		
	— Gall	4	4	3,200	600	
	Total	21	10	16,300	1,350	
	Total général	84	90	60,800	11,350	

prince héréditaire de Hesse-Hombourg. Le 26 février, la général Bianchi, avec son corps et les troupes de la réserve, se trouvait à Châtillon-sur-Seine. La division Wimpfen devait se tenir prête à lever le blocus d'Auxone. Le 6e corps d'Allemagne était du côté de Béfort marchant sur Dôle. Le 3, le corps du général Bianchi était à Beaune. Le 4 il vint à Seurre pour couvrir le mouvement du général Wimpfen, qui, ce jour-là, quitta le blocus d'Auxone, laissant quatre bataillons et un escadron devant la place. La division Hardegg, vint à Louhans; un détachement fut poussé à Châlons pour renforcer le général Scheither. Le général Wimpfen s'avança à Villette sur la route de Dôle à Lons-le-Saulnier.

Le duc de Castiglione, qui, par une circonstance qui paraît assez extraordinaire, ignorait le mouvement de cette nouvelle armée, commença le sien le 5. Son projet était de faire lever les siéges de Besançon et d'Auxone, de rallier, aussitôt après la prise de Genève les troupes du général Marchand et la brigade Bardet, et de déboucher avec toutes ces troupes par Béfort sur le haut Rhin. Il est inutile de s'étendre sur l'intempestivité d'un projet pareil. Il demandait, de la manière dont le duc de Castiglione l'avait conçu, beaucoup plus de temps que les circonstances n'en laissaient disponible. Il était même fondé sur une hypothèse dont il avait détruit lui-même les chances; la prise de Genève. Le 5 donc, le général Gudin

attaqua Poligny, où arrivait l'avant-garde du général Wimpfen. Les Autrichiens furent poussés vers Arbois, avec perte de quatre cents hommes dont cent prisonniers. Mais dans le même moment le duc de Castiglione apprit que le général Bianchi avait fait occuper Louhans et marchait sur Châlons. Il craignit alors pour Lyon et songea à revenir défendre cette ville. Elle était alors, par une négligence impardonnable, sans aucun moyen de défense. Le maréchal n'avait pas fait réparer les ouvrages tenans au système de défense de 1793; la garde nationale n'était ni organisée, ni armée; rien n'avait été fait pour utiliser le patriotisme des Lyonnais; même un parc de quatre-vingts bouches à feu, tirées des places de Catalogne et destinées à l'armement de Lyon, était resté à Avignon. Si l'on ne veut pas qualifier de négligence coupable la cause d'un désarmement pareil, il faut l'attribuer à une incapacité honteuse.

Pour couvrir Lyon, le parti que le duc de Castiglione avait à prendre était celui de passer la Saône à Macon, et de se présenter de front à la colonne ennemie, à une assez grande distance pour avoir le temps de prendre quelques mesures de défense à Lyon. Il le pouvait sans crainte, car il n'était pas probable que le général Bianchi voulût marcher sur Macon, en laissant une armée française à Lons-le-Saulnier. Au lieu de cela le duc de Castiglione se décida à revenir sur Lyon, en faisant occuper Bourg par la brigade Bardet. Le 5,

il réunit son armée à Lons-le-Saulnier, le 6, il vint à St. Amour, le 7, à Bourg et le 9, il arriva à Lyon. Le même jour le général Bardet vint occuper Bourg et le général Ponchelon Pont-d'Ain. De Lyon, le duc de Castiglione, qui croyait sans doute que l'ennemi marchait aussi vite que lui, envoya à Villefranche, pour l'observer, le général Rémond avec deux bataillons et cinquante chevaux. Cependant le général Bianchi, qui était arrivé le 5 à Châlons-sur-Saône, se contenta de faire pousser de Louhans des reconnaissances vers Lons-le-Saulnier, et resta en place pour attendre le 6ᵉ corps d'Allemagne. Ce dernier étant arrivé le 7 à Dole, le général Bianchi s'avança jusqu'à Tournus, et fit occuper Cluny et Macon. Le 9, le 6ᵉ corps d'Allemagne se réunit à Lons-le-Saulnier; le général Wimpfen poussa ses avant-postes jusqu'auprès de Bourg. Le 10, le général Bianchi s'avança avec son corps jusqu'à Macon, et son avant-garde commandée par le général Scheither aux Maisons-Blanches, où elle eut un engagement avec un détachement de levée en masse; la division Hardegg occupa Toissey.

La présence de la brigade Bardet à Bourg, fit croire à l'ennemi que le duc de Castiglione y avait réuni son armée et se préparait à attaquer. Le général Bianchi se décida donc à s'arrêter à Mâcon, jusqu'à ce que les colonnes qui marchaient à sa gauche fussent à sa hauteur. D'un autre côté, la lenteur du mouvement des Autrichiens persua

da au duc de Castiglione qu'il avait été trompé par de faux rapports, et le décida à occuper de nouveau Macon. Mais cette opération, qu'il aurait déjà dû faire en quittant Lons-le-Saulnier, ne devait plus être faite partiellement. C'était avec toute son armée qu'il devait s'y porter; car l'unique but qu'il pouvait avoir en occupant Macon de nouveau, était de disputer à l'ennemi les approches de Lyon. La faiblesse de son armée, dont il s'était tant de fois plaint, ne lui permettait pas de la disséminer devant un ennemi supérieur. Mais il paraît que le duc de Castiglione agissait au hasard, sans avoir une connaissance positive des forces et de la situation de l'ennemi; sans même ajouter foi aux avis que le patriotisme des habitans lui faisait donner. N'ayant voulu former aucun de ces corps légers qu'il pût opposer à ceux de l'ennemi, et même mettre en contact avec les colonnes principales, pour en connaître la force et la direction, il errait sans guides. C'est ainsi qu'il ordonna, le 10, au général Musnier de se rendre à Villefranche avec sa division et le 12e de hussards, et d'y réunir à sa colonne les deux bataillons du général Rémond, afin d'attaquer Macon le 11. Le général Bardet devait appuyer cette attaque, par une diversion sur la tête du pont de Macon. Le duc de Castiglione, avec la division Pannetier et la cavalerie, devait s'avancer à moitié chemin de Lyon à Villefranche. C'est ce qu'on a appelé échelonner la division Musnier.

La divison Musnier, par une brusque attaque, culbuta les avant-postes du général Scheither, et le serra lui-même de si près qu'il n'eût que le temps de faire monter à cheval ses douze escadrons. Avant qu'il ne pût les déployer en arrière des Maisons-Blanches, le Colonel Colbert à la tête des trois escadrons du 12e de hussards, chargea et enfonça la cavalerie autrichienne; le général Scheither fut blessé dans la mêlée et deux pièces prises, avant d'avoir eu le temps de faire feu. Revenus de la première surprise, les chevau-légers de Vincent parvinrent à se railler et à tenir ferme; mais deux compagnies de voltigeurs s'étant jetées sur leur flanc, les obligèrent, par une fusillade bien nourrie, à tourner le dos. Le colonel Colbert les suivit avec deux escadrons, tandis que le troisième se rabattant sur un bataillon de chasseurs, lui fit mettre bas les armes.

Encouragé par ce début, et comptant sur la coopération du général Bardet, le général Musnier poussa en avant vers Macon. Le 12e de hussards et l'artillerie suivirent la grande route, flanqués de chaque côté par deux bataillons. Le général Ordonneau, avec deux bataillons de ligne et deux des gardes nationales de Toulon, suivaient en colonne. Le général Ordonneau reçut l'ordre, à quelque distance de Mâcon, d'appuyer à gauche vers Léger et Vinzelles, pour s'emparer des hauteurs auxquelles s'appuie la ville. Cet ordre de bataille ridicule, par son étendue, avec un corps

de cinq mille hommes, eut le succès qu'il méritait. Le général Bianchi, dont la gauche s'appuyait à la Saône, avait renforcé sa droite qui occupait Vinzelles. Le général Ordonneau, en débouchant sur la hauteur, se trouva arrêté par la division Bianchi et la brigade de grenadiers. Le combat s'alluma cependant avec une telle vigueur que les Autrichiens, ainsi que le confirment leurs rapports, crurent être attaqués par quarante mille hommes. Le 12ᵉ de hussards se soutint avec honneur devant plus de trois mille chevaux. Enfin le général Musnier voyant cinq de ses neuf pièces démontées, sa gauche menacée d'une charge de toute la cavalerie ennemie, et que la brigade Bardet ne paraissait pas, ordonna la retraite. Il la fit heureusement et sans être entamé jusqu'à St-Georges en avant de Belleville. Le général Bianchi fit suivre la division Musnier, jusqu'aux Maisons Blanches, par toute sa cavalerie. Notre perte dans cette journée, s'éleva à trois cent vingt hommes hors de combat et environ trois cents prisonniers, outre trois pièces démontées. Celle de l'ennemi fut de près de cinq cents hommes hors de combat et huit cents prisonniers, tous de la brigade Scheither. La brigade Bardet arrètée dans son mouvement sur Macon, par la division Hardegg qui était à Toissey, se replia vers Trévoux.

Après le combat de Macon, le duc de Castiglione réunit les divisions Musnier, Pannetier et Digeon en arrière de Belleville. Le général Bian-

chi resta toujours à Macon, ou il fut rejoint successivement par le restant de l'armée du sud. Le 6e corps allemand vint le 12 à Louhans et le 14 à Baye, d'où le prince de Hesse-Hombourg lui fit passer la Saône, pour prendre position près de Macon. Le général Wimpfen ayant poussé un détachement à St-Claude, pour ouvrir la communication avec le général Bubna, passa également la Saône. Le 16, toute l'armée ennemie fut réunie à la droite de cette rivière aux environ de Macon. Alors le prince de Hesse-Hombourg se décida à faire attaquer le duc de Castiglione le 17.

CHAPITRE VIII.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Bataille d'Orthez, le 27 février. — Retraite du duc de Dalmatie. — Réflexions sur la bataille d'Orthez. — Les Anglais passent l'Adour sous Bayonne. — Combat d'Aire, le 28 mars. — Mouvemens du duc de Dalmatie.

Du côté des Pyrénées, la situation des armées ne présentait pas un aspect beaucoup plus favorable que sur les bords du Rhône. Une suite de faux mouvemens avaient conduit le duc de Dalmatie à Orthez, où il se trouvait isolé du point d'appui que lui avait offert jusqu'alors la place de Bayonne. Il paraissait avoir choisi cette position pour couvrir Mont-de-Marsan, et sa ligne de communication avec Bordeaux; mais dès le 25, son aile droite était déjà débordée, et l'ennemi avait passé la rivière derrière laquelle il s'était placé. Vouloir livrer une bataille dans une situation pareille était une faute majeure, parce que l'ennemi

arrivant par la route de Peyrehorade, le forçait à établir sa ligne de bataille obliquement à celle de retraite. C'est ce qui arriva en effet, et ce qui pensa causer de grands désastres. Nous ne reviendrons plus sur les motifs qui auraient dû déterminer le duc de Dalmatie à rester sur Bayonne; nous les avons développés (tom. 1, pag. 458 et suiv.). Nous dirons seulement que, dès l'instant où la gauche de l'armée anglaise avait passé le gave de Pau à Peyrehorade, la position d'Orthez n'était plus tenable. Le duc de Dalmatie n'avait alors que deux partis à prendre. Le premier, et sans contredit le meilleur, était celui de se rabattre par un mouvement rapide sur le maréchal Beresford, le pousser sur Peyrehorade, et aller de nouveau prendre position derrière l'Adour vers Bayonne. Le duc de Wellington aurait-il continué son mouvement sur Mont-de-Marsan, abandonnant toutes ses communications ? On peut hardiment répondre que non. Le second parti était celui de se retirer derrière le Luy-de-Béarn, à Sault-de-Navailles, où derrière le Luy-de-France. Par ce moyen, il se trouvait encore une fois de front à l'ennemi ; il couvrait encore Mont-de-Marsan, et il était le maître de se retirer, soit vers Bordeaux, soit vers Agen. Il avait bien peut-être un troisième parti à prendre, celui de se retirer sur Pau. Mais nous n'en parlons que parce que plus tard, une seconde série de mouvemens vicieux, conduisit le duc de Dalmatie à Tarbes. Nous y reviendrons plus bas.

Si l'armée française eût été plus nombreuse que celle du duc de Wellington, le duc de Dalmatie aurait peut-être pu espérer de contenir la gauche de l'ennemi, tandis qu'il aurait pris l'offensive contre le général Hill, qui pouvait se trouver cruellement compromis. Mais il n'en était pas ainsi. L'armée française diminuée des divisions Leval, Boyer et Treilhard, qui étaient allées renforcer celle de l'Empereur, avait été réduite à environ trente-huit mille hommes. Depuis que le duc de Dalmatie avait quitté Bayonne, il ne pouvait plus disposer de la division Abbé, qu'il avait laissée pour en renforcer la garnison. Son armée se trouvait donc réduite à environ trente mille hommes d'infanterie, et trois mille de cavalerie (*). Le duc de Wellington avait laissé devant Bayonne,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES, LE 26 FÉVRIER.

			BATAIL.	ESCADR.	INFANT.	CAVAL.
	AILE DROITE.					
Gén. Reille.	4e	Gén. Taupin	8		5,400	
	5e	— Maransin	8		4,800	
	CENTRE.					
— d'Erlon.	1er	Gén. Foy	9		4,500	
	2e	— Darmagnac	10		5,000	
	AILE GAUCHE.					
— Clausel.	6e	Gén. Villatte	7		4,500	
	8e	— Harispe	9		4,300	
Réserve		Brigade Paris	5		2,000	
Cavalerie		Général Soult		17 1/2		2,900
		Total	56	17 1/2	30,500	2,900
A Bayonne.		Général Abbé	8		5,000	
		Total général	64	17 1/2	35,500	2,900

les divisions Hope et Colleville et la brigade Ponsonby, faisant environ dix mille hommes d'infanterie, et quinze cents chevaux. Le corps espagnol du général Freyre était toujours aux environs d'Irun. Mais il avait devant Orthez, les divisions Stewart, Picton, Cole, Clinton, Walker, Alten, la division portugaise, et les brigades Sommerset, Vivian et Fane, c'est-à-dire plus de quarante mille hommes d'infanterie et quatre mille cinq cents chevaux.

Le 26, le maréchal Beresford ayant passé le gave de Pau aux gués de Cauneille et de la Hontan, s'avança vers Orthez, par la grande route de Peyrehorade, avec les divisions Cole et Walker, et la brigade Vivian. Dès qu'il fut presque en face de Bereux, le général Picton passa le Gave au-dessous du pont de ce village avec sa division, et la brigade Sommerset, et vint prendre position sur les hauteurs de Baigts. Le maréchal Beresford prit position un peu plus à gauche. Aussitôt après, le duc de Wellington ordonna aux divisions Clinton et Alten de prendre poste sur les hauteurs de Bereux, en remplacement du général Picton. Le général Hill, avec la division Stewart, la portugaise et la brigade Fane resta sur les hauteurs de Magret et Départ en face d'Orthez. Le duc de Dalmatie avait laissé le long du gave de Pau, depuis Baigts jusqu'à Peyrehorade, le 15e régiment de chasseurs échelonné à tous les passages. La marche du maréchal Beresford replia naturelle-

ment toutes ces postes, et le colonel de ce régiment, le baron Faverot vint en personne rendre compte au duc de Dalmatie, du mouvement de l'ennemi et du refoulement successif de son régiment. Sans doute que le colonel Faverot aurait mieux fait de rester à la tête de son corps pour présider à la retraite forcée, et d'envoyer un officier au maréchal. Mais cette faute purement disciplinaire, ne méritait pas tout le tapage qu'on en a fait; le colonel Faverot fut suspendu de ses fonctions, et traduit devant une commission d'enquête, comme ayant, par sa négligence, favorisé l'établissement de l'ennemi à Baigts. C'était une injustice, parce que le colonel ne pouvait pas arrêter Beresford, et que le général Picton ne passa la rivière, que lorsque son collègue fut à sa hauteur.

D'ailleurs, le colonel en venant lui-même, a-t-il empêché le duc de Dalmatie de faire le mouvement qu'on dit qu'il avait en vue, celui de jeter à l'eau la division Picton? On ne peut s'empêcher de sourire, et ce n'est pas d'approbation, lorsqu'on veut nous faire croire que *cette négligence ravit au maréchal le fruit de sa combinaison*. Au moins faudrait-il que les mots dont on se sert aient un sens. Quelle était cette combinaison qu'on a pu ravir? La division Picton était depuis la veille sur les hauteurs de Bereux; Peyrehorade était évacué; il n'était donc pas difficile de deviner que le maréchal Beresford déboucherait par la route de Bayonne, et que son mouvement couvrirait le

passage du général Picton. La seule combinaison qui pût empêcher ce résultat, était d'attaquer en force le maréchal Beresford. Or, c'est précisément ce qu'on n'a pas fait. Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette circonstance ; elle est une triste preuve des ressources que trouve l'amour-propre des puissans, pour couvrir leurs fautes, aux dépens de leurs subordonnés.

Le 26, l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes : la brigade Rey, de la division Taupin tenait le village de St.-Boès. La brigade Bechaud de la même division était en échelon en arrière. La division Maransin était à gauche, parallèlement à la route de Dax. La brigade Paris était derrière cette division en réserve. La division Foy était à la gauche de celle du général Maransin, à la naissance des contreforts qui s'étendent vers Castetarbe ; la division d'Armagnac un peu en arrière ; la division Harispe occupait Orthez, et les hauteurs en arrière, elle avait un bataillon du 115e, et un de gardes nationales de Pau, détachées vers Souars, pour défendre le gué du gave. La division Villatte (*) était sur les hauteurs de Ron-tun en réserve. La division de cavalerie était également en réserve sur les mêmes hauteurs; elle était diminuée de cinq escadrons des 2e de hussards et 13e de chasseurs, qui se trouvaient sous les or-

(*) C'est celle que commandait le général Darricau avant de se rendre à Dax.

dres du général Berton à Lacq, pour observer le gave jusqu'à Lescar. Le général Darricau avait été envoyé à Dax, pour organiser la garde nationale des Landes. Il ne faut pas de longs raisonnemens pour démontrer le vice de cette position. La droite était en l'air et tout-à-fait en dehors de la ligne de retraite. Si cette droite, que l'ennemi pouvait déborder, était forcée, l'armée refoulée de droite à gauche, se trouvait entassée sur les hauteurs d'Orthez. L'ennemi qui la débordait, gagnait Sallespisse avant que la gauche tenue en échec pût être dégagée. Alors l'armée courait le risque d'être acculée en masse sur la route de Pau, sans pouvoir prendre position nulle part. On dit que le duc de Dalmatie, cédant aux représentations de ses généraux, et notamment du général d'Erlon, avait résolu de refuser la bataille. Toujours est-il vrai qu'il donna au général d'Erlon, l'ordre de faire filer le soir son artillerie sur Sault-de-Navailles. Peu après il changea d'avis.

Le 27, au point du jour, le duc de Wellington fit passer le gave aux divisions Clinton et Alten, et se prépara à attaquer l'armée française. D'après ses premières dispositions, le maréchal Beresford devait attaquer notre aile droite en la débordant; le général Picton s'avancer sur la route de Bayonne, et aborder le centre; le général Hill, forcer le passage du gave au-dessus d'Orthez. En conséquence, le maréchal Beresford s'avança sur St.-Boës, avec les divisions Cole et Walker, soutenu

par la brigade Vivian. Le général Picton avec sa division et celle de Clinton, soutenu par la brigade de Sommerset, déboucha par la route de Bayonne. La division Alten resta en réserve sur les hauteurs en avant de Baigts. Le général Hill, laissant la division portugaise devant Orthez, s'avança vers Souars avec la division Stewart et la brigade Fane. Vers neuf heures du matin, l'action s'engagea à St.-Boès, que le maréchal Beresford fit attaquer par la division Cole. Le 12e léger défendit le village avec intrépidité, mais après un combat opiniâtre il fut enlevé. Cet avantage ne fut cependant d'aucune utilité pour l'ennemi. La nature du terrain à la gauche et derrière St.-Boès, ne permit pas au maréchal Beresford de déployer ses masses et de déboucher. Les efforts de la brigade Ross et celle de Vasconcellos (division Walker), échouèrent contre la résistance de la division Taupin, et le feu de notre artillerie. Les généraux Walker et Ross y furent blessés, et nos troupes restèrent à St.-Boès.

Le duc de Wellington voyant l'impossibilité de tourner la droite du général Reille et de la forcer, avec les seules troupes qu'il avait devant St.-Boès, se décida à étendre sa ligne, en affaiblissant le centre de son attaque. La brigade Sommerset fut laissée seule devant la division Darmagnac. La brigade Bernard, de la division Alten, fut opposée à la division Maransin, soutenue par deux brigades de la division Picton. La troisième brigade

et la division Clinton attaquèrent la division Foy. En même temps la brigade Anson, de la division Cole, et la division Walker, renouvelèrent leur attaque contre St.-Boès. Ce moment aurait été celui où le duc de Dalmatie aurait pu renverser tous les plans de son adversaire, si sa cavalerie eût été en avant d'Orthez, en réserve des divisions du général d'Erlon, et si la division Villate avait été moins éloignée. Une charge vigoureuse sur la brigade Sommerset, appuyée par une partie de la réserve, perçait la ligne d'attaque de l'ennemi, et le forçait à un contre-mouvement dont il aurait été facile de profiter.

Le combat s'alluma alors avec la plus grande violence et la vivacité de l'attaque fut égale à celle de la défense. Cependant la brigade anglaise du général Anson parvint à reprendre St.-Boès, où nous perdîmes le général Bechaud. Le général Foy, ayant été blessé grièvement, presqu'au même moment, sa division fut un instant ébranlée. Le mouvement se communiqua aux divisions voisines. Mais bientôt la brigade Paris ayant formé les carrés, arrêta l'ennemi débouchant de St.-Boès sur la route de Dax, et le combat se rétablit. Cependant le général Hill avait forcé le passage du Gave vers Souars, malgré la résistance des deux bataillons qui le défendaient. Voyant la situation de la bataille, il jugea le moment favorable pour porter un coup décisif. A la tête de la division Stewart et de la brigade Fane, il gagna les hau-

teurs de Souars, poussant devant lui nos deux bataillons, qui déployaient en vain une valeur héroïque pour l'arrêter, et se dirigeant vers Sallespisse. Le général Harispe, fortement engagé contre la division portugaise, qui cherchait à forcer le pont, qui n'avait été qu'imparfaitement rompu, ne put pas empêcher ce mouvement; le général Villatte négligea de s'y opposer, ou le duc de Dalmatie oublia de lui en donner l'ordre.

Dans cet état de choses, le duc de Dalmatie ne vit d'autre ressource, que celle de dégager ses troupes du champ de bataille, avant que le général Hill ne lui coupât la retraite; il le fit. Les généraux Reille et d'Erlon reçurent l'ordre de se replier de colline en colline vers Sallespisse. Le général Harispe eut celui de se retirer sur Rontun, en faisant l'arrière-garde. Le général Berton reçut l'avis de se replier par Arthes sur St.-Sever ou Hagetmau. La retraite se fit lentement à travers du terrain coupé de ravins et embarrassé de broussailles, que la droite et le centre avaient à traverser; mais elle se fit en bon ordre, et elle ne fut marquée que par deux incidens qui n'eurent aucune suite fâcheuse. Le premier fut que le général Soult, pour dégager la division Foy, vivement pressée par la brigade Vasconcellos, fit charger assez maladroitement, sur la route de St.-Sever, un escadron du 21e de chasseurs sans le faire soutenir. Cet escadron entra franchement dans la colonne ennemie et fit mettre bas les armes à trois

cents hommes, mais enveloppé à son tour et n'étant pas appuyé, il fut rompu et perdit une soixantaine d'hommes. Le second fut que les deux braves bataillons, qui seuls tenaient tête à la colonne du général Hill, furent coupés en arrière de Rontun par la brigade Sommerset; ils se jetèrent dans les bruyères à droite de la route, mais chargés par le 7e de hussards, ils perdirent plus de deux cent cinquante hommes. Le soir l'armée française prit position à Sault-de-Navailles, sur les deux rives du Luy de Bearn. L'armée anglo-portugaise s'arrêta entre Rontun et Sallespisse.

Notre perte s'éleva, dans cette journée, à près de deux mille cinq cent hommes hors de combat ou prisonniers, deux canons pris, deux et un obusier abandonnés faute de chevaux. Celle de l'ennemi fut, de son aveu, de deux mille cent hommes, non compris les Portugais. On peut donc la porter à trois mille en tout.

Le 28, avant le jour, l'armée des Pyrénées continua sa retraite et vint prendre position à Grenade, ayant son arrière-garde à St-Séver. Le général Darricau reçut l'ordre d'évacuer Dax avec quelques centaines d'hommes qu'il avait; il se retira par les Landes sur Langon, d'où il rejoignit plus tard l'armée. Le général Berton se retira par Arthes, Mant, Samadat et Condures, et rejoignit l'armée, amenant avec lui deux bataillons de nouvelles levée. Le 1er mars le duc de Dalmatie se

replia à Aire, et établit son armée dans les positions suivantes: Les deux divisions du général d'Erlon et la brigade de cavalerie du général Berton à Cazères; les deux divisions du général Reille à Barcelone; celles du général Clausel à la gauche de l'Adour, savoir: la division Villatte sur les hauteurs en avant d'Aire, à droite de la route de Pau, et la division Harispe sur cette même route et se prolongeant à gauche. Ainsi, deux jours après la bataille d'Orthez, le duc de Dalmatie avait abandonné la ligne d'opérations de Bordeaux et tous les magasins qui avaient été établis dans cette direction. Ce n'est cependant pas sous le rapport de l'abandon de ses magasins, quelque dommage que leur prise par l'ennemi ait causé à la France, que nous examinerons cette nouvelle aberration du duc de Dalmatie. Nous nous contenterons de l'analyser sous le rapport stratégique.

Quelle était alors la position de la France, et qu'avait à faire le duc de Dalmatie? voilà la question à laquelle il s'agit de répondre, et ce n'est que sous ce point de vue seul qu'on peut et qu'on doit examiner la conduite du général en chef de l'armée des Pyrénées. La France, envahie sur toute l'étendue de ses frontières orientales, avait besoin de la totalité de ses forces disponibles à l'intérieur, pour résister aux masses qui la pressaient de ce côté. L'armée des Pyrénées ne pouvait donc compter sur aucun renfort d'hommes, si ce n'est les ressources qu'elle pouvait tirer des gardes nationales,

des départemens sur lesquels elle s'appuyait. D'un autre côté des menées, que le duc de Dalmatie ne pouvait pas ignorer, menaçaient de paralyser ces ressources dans les départemens de l'ouest. L'ennemi y était appelé, et le premier résultat d'une invasion pouvait être de donner naissance à une guerre civile dans la France occidentale. Il n'est pas difficile de conclure, de ce simple exposé, que la mission de l'armée des Pyrénées était de garantir la France méridionale et occidentale d'une invasion, plus dangeureuse encore sous le rapport politique, que sous le rapport militaire. Cette mission était impérieuse, et l'état respectable de défense dans lequel avait été mise la place de Bayonne, la rendait assez peu difficile à remplir. Nous avons déjà vu que le duc de Dalmatie s'en était écarté en quittant Bayonne. Nous avons fait voir la faute qu'il commit en recevant l'inutile et dangereuse bataille d'Orthez. Nous n'y reviendrons plus.

Après la bataille d'Orthez, le duc de Dalmatie avait gagné l'Adour et St.-Séver; c'était l'unique parti qui lui restât à prendre pour rasseoir son armée, que la perte d'une bataille devait toujours avoir ébranlée. Là il dut réfléchir au système qu'il voudrait adopter pour l'avenir, et fixer la ligne d'opérations sur laquelle il voudrait agir. Il s'en présentait trois: celle de Mont-de-Marsan à Langon; celle de Condom à Agen; celle d'Auch à Toulouse. On en a ajouté une quatrième; celle de

Tarbes; c'est probablement parce que le duc de Dalmatie l'a suivie qu'on l'indique, car cette direction est hors de toutes celles entre lesquelles il devait fixer son choix. Si une armée de réserve eût existé à Bordeaux, et que cette place se fût trouvée à l'abri des tentatives de l'ennemi, il pouvait la découvrir sans crainte. Alors il pouvait se retirer dans la direction d'Agen, y passer la Garonne et attendre le développement des manœuvres de l'ennemi. Le duc de Wellington devait nécessairement se porter sur Bordeaux ou sur Toulouse; sur la première ville, afin de se tenir en contact avec la mer, sur la seconde pour envahir le Languedoc et aller donner la main sur le Rhône, aux troupes coalisées qui devaient s'y rendre. Nous avons déjà vu que tel était le plan général de la coalition. Si Wellington marchait sur Bordeaux, il s'exposait à se voir couper les communications avec sa base d'opérations. S'il marchait sur Toulouse, il ne pouvait dépasser cette ville, sans laisser derrière lui l'armée des Pyrénées à Agen et l'armée d'Arragon, qui serait revenue sur Perpignan. Mais la ville de Bordeaux était dégarnie et rien n'empêchait le duc de Wellington, dont l'armée était plus que double de la nôtre, de faire un détachement pour s'en rendre maître. Cette opération, favorisée par quelques-uns des magistrats locaux, n'exigeait pas un corps bien nombreux. Aucun danger ne l'accompagnait, puisque l'occupation d'un port de mer assurait la

retraite du corps qui aurait été employé. L'intérêt que les Anglais devaient porter à cette facile conquête, était d'autant plus grand, que les avantages qui devaient en résulter étaient non-seulement politiques et militaires, mais qu'ils étaient également mercantiles; c'est ce que les Anglais négligent aussi peu que les Carthaginois dans le temps. D'un autre côté le duc de Dalmatie ne pouvait pas ignorer que la conservation de Bordeaux était aussi importante pour l'opinion publique, dans l'ouest de la France, que celle de Lyon à l'est et de Lille dans le nord. Ainsi tous les motifs les plus pressans se réunissaient, pour engager le duc de Dalmatie à couvrir Bordeaux, Cette mission était facile à remplir, en s'établissant derrière Langon et couvrant cette ville par une forte tête de pont. Dans cette position, le duc de Dalmatie pouvait attirer à lui les hommes disponibles des dépôts des 11e et 12e divisions militaires.

Il couvrait et hâtait l'organisation du corps que le général Decaen ne put réunir que trop tard. Le duc de Wellington aurait-il continué son mouvement vers Toulouse, quittant tout-à-fait les bords de la mer et se séparant de sa base d'opérations? On nous dispensera sans doute de répondre à cette question. Aurait-il été passer la Garonne à Agen pour arriver, par la rive droite, sur l'armée des Pyrénées? Mais celle-ci pouvait encore se couvrir par le Lot, et l'armée anglaise renfermée

dans un cercle assez étroit, ayant une grande rivière derrière elle, en avait une autre à forcer sur son front. Il ne faut pas perdre de vue, que tous les mouvemens que le duc de Wellington pouvait faire par sa droite, affaiblissaient nécessairement sa gauche, par laquelle seule il tenait à sa base d'opérations. D'ailleurs, si pendant ce temps l'armée d'Arragon revenait par Foix et St-Girons, sur Tarbes, où en était l'armée anglaise ?

Le parti de manœuvrer dans la direction de Toulouse, ne pouvait convenir au duc de Dalmatie, que dans le cas où l'armée d'Arragon aurait déjà été prête à se réunir à lui, derrière la Garonne. Encore entraînait-il toujours avec lui le danger de perdre Bordeaux, puisqu'un détachement de six mille hommes était plus que suffisant pour occuper cette ville. D'ailleurs l'armée d'Arragon n'était pas encore en mesure de quitter ses positions; le duc de Dalmatie ne l'ignorait pas. Quant au mouvement sur Tarbes, il ne devait jamais tomber dans ses combinaisons. Le résultat ne pouvait en être, que d'acculer son armée aux montagnes et de courir le risque de se voir prévenu même à Toulouse. La comparaison qu'on établit entre le duc de Dalmatie et Frédéric II est on ne peut pas plus déplacée. Frédéric, forcé de quitter le siège d'Olmutz, écartait le fléau de la guerre de ses états, en transportant le théâtre dans une province ennemie. Le duc de Dalmatie ayant quitté Bayonne, ouvrait à l'ennemi, en se retirant sur

Tarbes, tout le pays entre Bayonne, Bordeaux et Toulouse; et ce résultat était directement contraire au but qu'il devait se proposer.

Pendant que le duc de Wellington, avec la majeure partie de son armée, poursuivait son mouvement vers Orthez, le général Hope, resté devant Bayonne avec sa division, celle du général Colville et la brigade Ponsonby, complétait l'investissement de cette place. La flotille de l'amiral Penrose étant venue mouiller à l'embouchure de l'Adour; les forces maritimes destinées à défendre la place, et consistant en une corvette et une vingtaine de chaloupes canonnières, furent renfermées en-dedans de la Barre. Cette circonstance obligea le général Thouvenot, gouverneur de la place, à retirer les deux bataillons et l'artillerie qui étaient à Boucau et à n'y laisser que des postes d'avertissement. Le 23, le général Hope fit passer l'Adour à six cents hommes, sur des radeaux, et fit occuper Boucau, en même temps que des batteries élevées sur le rivage de l'Adour forcèrent la flotille française à rentrer sous les ouvrages de la place. Dans la nuit, le restant de la brigade Howart passa également l'Adour et s'établit à Boucau, le 24 au matin. Le général Thouvenot renonça à essayer de l'en chasser par une sortie, qui aurait pu se trouver compromise. Maître de Boucau, le général Hope fit entrer dans la rivière et passer la Barre, aux embarcations destinées à la construction d'un pont. Six de ces embarcations périrent, mais la

passe ayant été trouvée, le pont fut construit, et le 25, le général Hope acheva l'investissement de la place en se rendant maître de St.-Étienne. Peu après, il reçut du duc de Wellington l'ordre d'envoyer la brigade Ponsonby à l'armée. Le général Freyre se mit également en mouvement des environs d'Irun, pour joindre le duc de Wellington.

Ce dernier étant arrivé le 1er mars à St.-Séver, trouva l'Adour tellement grossi par les pluies, qu'il ne jugea pas à propos de faire passer cette rivière à toute son armée. Cependant, voulant reconnaître la direction qu'avait prise le duc de Dalmatie et la position qu'il occupait, il jeta à la rive droite le général Stappleton-Cotton avec la brigade Sommerset, tandis qu'il poussa vers Aire le général Hill, avec la division portugaise, celle du général Stewart et la brigade Fane. En même temps le maréchal Beresford fut envoyé à Mont-de-Marsan avec la division Alten et la brigade Vivian, afin de s'emparer des grands magasins de subsistances qui s'y trouvaient. Le 2, la brigade Sommerset se présenta devant Cazères. Le général d'Erlon, qui avait reçu l'ordre de refuser le combat, se replia sur Barcelone, se faisant couvrir par la brigade Berton qui se retira lentement. La cavalerie anglaise s'étant un peu légèrement engagée au travers de Cazères, elle fut chargée et mal menée par le 13e de chasseurs; cet accident la rendit plus circonspecte. De son côté le géné-

ral Hill s'étant présenté devant Aire, se décida à attaquer en même temps la droite de la division Villatte et le centre de la position. La première attaque fut confiée au général Stewart et lá seconde à la brigade portugaise du général Lacosta. Ce dernier s'avança d'abord avec assez de résolution, mais pris en flanc par la division Harispe, sa brigade fut rejetée en désordre sur la division anglaise, près de laquelle elle se rallia à peine. Le général Stewart, qui venait de faire plier la brigade de droite du général Villatte, fit alors soutenir les Portugais par la brigade Barnes. Nos troupes du centre furent repoussées à leur tour et la division Villatte, un peu pressée, repassa l'Adour. L'ennemi ayant fait entrer en ligne la brigade Byng, la division Harispe allait se trouver compromise, lorsque le général Reille, qui était accouru au bruit du canon, jeta, au pas de course, dans la ville, un bataillon qui arrêta les tirailleurs ennemis à la tête du pont. Peu après déboucha la division Maransin, qui repoussa l'ennemi, et mit fin au combat, en prenant position à gauche de la route de Pau. Notre perte s'éleva à plus de six cents hommes; celle de l'ennemi à douze cents, dont près de neuf cents Portugais.

Dans la nuit, le duc de Dalmatie continua sa retraite par les deux rives de l'Adour, savoir : les corps des généraux Clausel et Reille et la brigade de cavalerie du général Berton, par la route de Vic-Bigorre, et le général d'Erlon avec la brigade

Vial, par celle de Plaisance. Le 3 mars, l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes : le général d'Erlon et la brigade Vial à Plaisance ; le général Reille à Madèran, couvert par la brigade Berton vers Viella ; le général Clausel à Maubourguet. La retraite ne fut suivie que par la brigade de cavalerie anglaise du général Fane, qui ne dépassa pas Viella. L'armée des Pyrénées s'arrêta dans cette position pendant quelques jours, et le duc de Dalmatie en profita pour en faire une nouvelle organisation. Elle était réduite alors à trente mille combattans et en comptait presque dix-huit mille hommes détachés dans les différentes garnisons (*). A peu près en même temps,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES AU 10 MARS.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
AILE DROITE.					
Gén. Reille..	Gén. Taupin	10		5,093	
	— Maransin	10		4,801	
CENTRE.					
— d'Erlon..	Gén. Darricau	9		4,220	
	— Darmagnac	10		5,221	
AILE GAUCHE.					
— Clausel. .	Gén. Villatte	8		4,769	
	— Harispe	10		4,060	
Cavalerie....	Soult		19		2,791
	Total	57	19	28,124	2,791
Garnison de	Bayonne	21		12,852	
—	St.-Jean-Pied-de-Port	3		1,562	
—	Navarreins	3		1,400	
—	Santona	3		1,944	
	Total	87	19	45,882	2,791

une proclamation du duc de Wellington ayant été répandue avec profusion à tous nos avant-postes, le duc de Dalmatie y répondit par un ordre du jour, dont nous rapporterons les passages que nous a conservé M. de Beauchamp (*). Alors également, le duc de Dalmatie recourut au moyen tardif de former des corps francs, pour inquiéter les derrières de l'ennemi. Ce moyen, qui aurait été efficace dès le commencement de la campagne, ne pouvait plus être que d'une bien médiocre utilité, lorsque sa retraite marquée annonçait la volonté ou la nécessité d'abandonner le pays. Flottant toujours dans l'incertitude sur ses mouvemens ultérieurs, il songea également à Toulouse, comme point de retraite, et il donna l'ordre au général commandant la 10e division militaire de s'occuper de mettre cette place en état de défense.

Cependant, au même instant presque, il venait de se prolonger, en apparence, dans la direction de Tarbes, et il avait ouvert la route de Toulouse à l'ennemi qui aurait pu y arriver avant lui.

(*) *Pièces justific.* XXX.

CHAPITRE IX.

Situation politique de Bordeaux. — Cette ville est occupée par les Anglais, le 12 mars. — Mouvemens du duc de Dalmatie. — Position générale des armées, le 16 mars.

Le duc de Wellington, après le combat d'Aire, tint encore pendant quelques jours son armée dans l'inaction. Cherchant à assigner une cause raisonnable au mouvement du duc de Dalmatie vers le haut Adour, il imagina qu'il était allé au devant de l'armée d'Arragon. Il crut donc devoir attendre, d'un côté, le développement des manœuvres auxquelles cette jonction donnerait lieu, et de l'autre l'arrivée de l'armée espagnole du général Freyre, qui devait le mettre en état de lutter encore avec avantage contre les deux armées françaises réunies. Pendant son séjour à St.-Séver, le duc de Wellington reçut la dernière et la plus pressante invitation de prendre possession de Bordeaux. Le parti contraire au gouvernement impérial n'avait

pas été moins actif à Bordeaux qu'ailleurs; les mêmes vœux s'y formaient pour son renversement et pour l'occupation de la France par les armées coalisées, qui devait amener la révolution politique qu'un parti plus puissant par son rang et les places qu'il occupait préparait depuis quelque temps. Des circonstances locales donnèrent au comité établi dans cette ville, l'avantage d'être le premier à qui la protection de l'armée anglaise permit de se pro-prononcer. Dès le moment où les revers de Leipzig ramenèrent les armées françaises sur les bords du Rhin, les espérances du parti royaliste s'étaient ranimées. Profitant du malaise où la stagnation prolongée du commerce avait mis toutes les classes de la population, dont l'existence ou le bien-être dépendaient de ses ressources, on acheva d'aigrir le mécontement et on commença à semer l'agitation. Bientôt accoururent de la Vendée une foule d'officiers de l'ancienne armée royaliste. Un comité directeur fut organisé. La prorogation imprudente du corps législatif vint porter de nouveaux germes de mécontentement et de trouble. Un député de Bordeaux ne tarda pas à augmenter le comité directeur, dont le maire était membre. En un mot, selon la remarque très-judicieuse d'un autre historien de cette guerre (M. Koch), le gouvernement impérial n'avait que quatre hommes à Bordeaux et eux-mêmes le trahissaient déjà. Il devait donc être facile de se soustraire à l'autorité de ce gouvernement, si toute la population

avait été d'accord sur les moyens et les résultats. Cependant ce comité ne fut pendant long-temps que le directeur des caquets. Ses chefs proposaient souvent dans leurs réunions à huis-clos d'arborer l'étendart de l'insurrection ; un sentiment intime les avertissait que le peuple serait encore sourd à leurs voix ; et si le commissaire de police paraissait un peu plus sérieux, l'épouvante les gagnait.

Enfin on apprit que l'armée anglaise était entrée sur le territoire français, et on se hâta d'envoyer M. de Laroche-Jacquelin à lord Wellington, pour presser sa marche. La prudence que ce dernier crut devoir mettre dans ses opérations, s'accommodait mal avec l'impatience du comité directeur et surtout la crainte qu'il avait d'être découvert et compromis. Cet accident serait arrivé sans doute, si le maire n'eût été dans le secret.

Lorsque la nouvelle de la bataille d'Orthez arriva à Bordeaux, on se hâta d'envoyer au duc de Wellington un second député, M. Bontemps du Barry. Il était chargé de représenter au général anglais, que la faiblesse de la garnison rendait l'occupation de Bordeaux infaillible. La garde nationale, qu'on craignait surtout et qui aurait facilement comprimé toutes les tentatives, paralysée par des émeutes intérieures, se trouvait hors d'état de résister à des troupes étrangères. Le duc de

Wellington voyant alors que la direction de la retraite du duc de Dalmatie, l'éloignait de Bordeaux ; calculant d'ailleurs qu'il serait bientôt renforcé par le corps du général Freyre, céda aux instances réitérées qui lui furent faites. Mais ne se fiant pas tout-à-fait aux promesses qu'on lui faisait, il se décida à renvoyer un corps assez fort pour pouvoir se dégager en cas d'accident. Le maréchal Béresford reçut l'ordre de se rendre à Bordeaux avec la division Cole, celle du général Walker, commandée alors par lord Dalhousie, et la brigade Vivian. Pour couvrir ce mouvement, le genéral Hill, s'étendit derrière le Lees entre Aire et Garlin, et le général Fane fut occuper Pau le 7 mars, avec une brigade portugaise et la sienne.

Le maréchal Beresford, parti le 8 de Mont-de-Marsan, arriva le 12 à Bordeaux, sans avoir rencontré sur son chemin d'autres troupes que des brigades de gendarmerie, qui observaient sa marche. A l'approche de l'ennemi, le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, le général Lhuilier, commandant la division, et les autorités civiles et militaires, partirent avec environ cinq cents hommes qui formaient toute la garnison. Le maréchal Beresford ayant reçu *les clefs de la ville*, des mains du maire y fit son entrée. C'est ainsi que la troisième ville de l'empire français, fut remise entre les mains des Anglais. Le duc de Wellington, ayant transporté son quartier général

à Aire, s'y arrêta pour attendre d'une part la nouvelle de l'occupation de Bordeaux, et de l'autre l'arrivée du général Freyre.

Cependant, le duc de Dalmatie, voyant que l'armée anglaise restait immobile devant Aire, crut pouvoir tenter un mouvement offensif. Mais ayant appris que Pau avait été occupé le 7, il voulut auparavant y pousser une reconnaissance. Le colonel Seganville, qui en fut chargé, avec le 2e de hussards se dirigea par Pontrac, d'où étant parti à la chûte du jour, il arriva la nuit devant Pau, surprit les avant-postes ennemis et enleva un capitaine et trente dragons montés. Le duc de Dalmatie, sachant alors qu'il n'y avait dans cette ville qu'une brigade d'infanterie et une de cavalerie, se décida à marcher sur Garlin, afin de forcer l'aile droite des Anglais, et tâcher de réoccuper Aire. Cette opération ne pouvait l'amener à aucun résultat avantageux, dès l'instant où toute l'armée ennemie était réunie autour d'Aire, et que le corps d'armée du général Freyre, se rendant d'Orthez au même point, le menaçait lui-même en flanc. Son but était, dit-on, d'empêcher le duc de Wellington de faire un détachement sur Bordeaux, ou de l'obliger à le rappeler. D'abord, c'était un peu trop tard, car il devait bien penser que si le général anglais en avait eu le projet, il avait pu profiter de dix jours de repos pour le faire partir, et même le faire remplacer par les réserves qu'il avait laissées à Irun. Ensuite ce n'é-

tait pas en se jetant à la rive gauche de l'Adour, au risque d'y être enveloppé par l'armée ennemie, qu'il pouvait espérer de réussir. Il aurait fallu réunir son armée à Plaisance, afin de pouvoir manœuvrer sur Auch, dans le cas où il ne réussirait pas, et se conserver la facilité de se retirer sur Toulouse ou sur Agen.

La perte des magasins établis sur la ligne de Bordeaux, obligea le duc de Dalmatie à attendre jusqu'au 12, qu'il eût réuni les vivres, qu'il ne pouvait plus se procurer que par réquisition. Le 13, ayant réuni toute son armée, il se mit en mouvement et vint prendre position à Conchez. Le général Berton poussa jusqu'à Viella, d'où il chassa les avant-postes portugais; un régiment de cavalerie ennemie fut chargé par le 10e de chasseurs, qui lui prit une trentaine d'hommes. Le général Hill se voyant menacé, se hâta de concentrer ses troupes sur le plateau de Viella. Le 14, le duc de Dalmatie continua son mouvement, et le général Hill se replia derrière le Lees, où le duc de Wellington avait déjà réuni les trois divisions qui lui restaient encore. Les divisions françaises prirent position à Moncla et Viella. Le 15, le duc de Dalmatie voyant que l'ennemi s'était renforcé devant lui, ne crut pas devoir suivre son mouvement. Il craignit alors que le duc de Wellington ne le tournât par la vallée de Bigorre, et ne le prévînt à Tarbes. Si cette réflexion toute naturelle lui fût venue avant de se diriger sur

Conchez, elle lui aurait épargné un mouvement inutile, et l'aurait peut-être décidé à manœuvrer de préférence par sa droite. Le 16, l'armée des Pyrénées se replia sur Simacourbe et Lambége, et le 17 à Momy. Le duc de Wellington ayant été rejoint, le 14, par le corps d'armée du général Freyre, et le 15 par la brigade Ponsonby, se décida à se mettre en mouvement, le 16, et à reprendre l'offensive. Il ordonna au maréchal Beresford de laisser à Bordeaux la division Dalhousie, et de venir le rejoindre avec celle du général Clinton et la brigade Vivian.

Ainsi, la situation générale des armées françaises et coalisées n'était pas à beaucoup près aussi favorable pour la France, qu'elle l'avait été le 26 février. La perte de Soissons, ayant fait manquer à l'empereur Napoléon le but de son mouvement sur la Marne, il s'était vu obligé de se rabattre sur la grande armée austro-russe, afin de l'éloigner encore de Paris. C'était la répétition, à peu de chose près, des manœuvres qui avaient suivi le combat de Vauchamps, et l'effet pouvait en être le même; mais l'armée prussienne venait de recevoir un puissant renfort, et une victoire ne pouvait pas terminer la guerre. Le moment était venu où il lui aurait fallu mettre en jeu toutes les ressources du patriotisme français; le succès aurait sans doute couronné les efforts de l'armée et des citoyens, si... Mais n'anticipons pas sur l'avenir. Au nord la guerre se soutenait, sans événe-

mens marquans, entre nos places fortes. Dans le midi, le duc de Castiglione, par une série de fautes, avait laissé échapper tous les avantages que lui promettait une conduite décidée et l'activité si nécessaire dans le danger. Son armée, suffisante pour ce qu'il avait à faire vingt jours plutôt, se trouvait alors trop faible, et Lyon allait être menacé. Aux Pyrénées, nous venons de voir que la perte de Bordeaux, si imprudemment amenée, avait porté une secousse politique dans l'Ouest de la France. Le duc de Dalmatie, errant dans une irrésolution continuelle et sans parti décidé, paraissait hors d'état, sous tous les rapports, de tenir la campagne, et l'invasion des départemens méridionaux n'était retardée que par la lenteur du général anglais.

LIVRE V,

Comprenant les événemens qui se sont passés du 17 mars au 11 avril.

CHAPITRE PREMIER.

Négociations de Châtillon. — Traité de Chaumont. — Rupture des négociations.

PENDANT que les événemens qui ont fait le sujet des trois livres précédens se passaient, le congrès, offert par les coalisés et réclamé par la France, pour traiter de la paix générale, s'était réuni et s'était dissous après de vaines négociations. Nous avons vu (tom. I, pag. 278) que le duc de Vicence, nommé plénipotentiaire pour la France, au congrès qui devait se réunir, était arrivé le 6 janvier à Lunéville, et avait sur-le-champ fait la demande de ses passe-ports. Le but de la coalition n'avait jamais été de s'en tenir aux bases de la déclaration dic-

tée à M. de St.-Aignan, autrement que dans le cas ou un grand revers en France les aurait forcés à repasser le Rhin. On voulut donc attendre le développement des premières opérations des colonnes qui entraient en France, et leur réunion sur la Marne, afin de ne pas se trouver forcé par trop de précipitation, d'accéder à des propositions qui n'étaient qu'un pis-aller. Le duc de Vicence ne reçut donc pas de réponse, et se vit forcé de rétrograder jusqu'à St-Dizier. Arrivé dans cette ville le 17 janvier, sans avoir encore reçu ses passeports; il paraît qu'il pressentit que l'occupation de toutes nos frontières orientales pourrait enhardir les coalisés à jeter le masque. Les discours que tenaient les chefs de leurs armées, le langage de leurs proclamations, les efforts qu'ils faisaient pour séparer la cause du gouvernement de celle de la France; tout démontrait qu'ils cherchaient à dominer l'opinion publique, et à se servir de la loyauté française même, pour arriver à leur but.

Tel est le sens de la demande, que fit le duc de Vicence, de nouvelles instructions, pour le cas où les coalisés démentiraient leurs déclarations de Francfort. L'empereur Napoléon, qui était au moment de se mettre à la tête de son armée à Châlons, ne crut pas encore devoir lui-même se mettre au-dessous des conditions que les coalisés avaient proposées, et il ajourna sa réponse.

Cependant l'armée française avait débouché de Châlons sur Saint-Dizier, et son mouvement de

flanc vers Langres, donnait quelques inquiétudes au conseil de la coalition. A la suite d'une invasion à peu près paisible, la lutte allait s'engager. Afin d'être prêts à arrêter l'effet des chances défavorables, auxquelles ils pouvaient être exposés, les coalisés se décidèrent à ne pas retarder plus long-temps la réunion d'un congrès, qu'ils savaient bien eux-mêmes n'être qu'une cérémonie. Le duc de Vicence reçut ses passe-ports dans les derniers jours de janvier, et Châtillon-sur-Seine fut fixée pour le lieu du congrès.

Pendant ce temps, lord Castereagh, après avoir installé le prince d'Orange à Amsterdam, était arrivé à Langres, pour présider à la marche du congrès au nom de l'Angleterre, qui soldait la coalition. Il arrivait très-à-propos pour établir la base des instructions à donner aux plénipotentiaires. Aussi, dès le 29 janvier, les ministres des quatre puissances qui prenaient la dictature de l'Europe, se réunirent. Il fut décidé dans cette réunion, 1° que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre traiteraient au nom *de l'Europe entière*, assujétissant les autres puissances à ratifier les conventions faites sans leur intervention; 2° que la forme des négociations serait celle des conférences préliminaires avec protocole; 3° que la France rentrerait dans ses limites de 1792; 4° que son intervention serait écartée dans le partage des provinces dont on la dépouillait; 5° que Napoléon renoncerait à tout titre de souveraineté et de

suprématie sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse; 6o qu'on écarterait toute question relative au code maritime; 7o enfin, que les négociations suivraient la marche des événemens de la guerre. Ces sept points formèrent la base des instructions qui furent remises aux plénipotentiaires des coalisés, d'où il résultait que ceux-ci ne recevraient les propositions de la France, que pour en référer au ministère de la dictature européenne. Ce simple exposé suffit pour démontrer combien peu la France pouvait compter sur des négociations, qui n'avaient pour but que de tromper l'opinion publique, par une modération apparente. La déclaration de Francfort était écartée, comme il aurait pu être facile de le prévoir. Les conférences des plénipotentiaires se réduisaient à un simple interrogatoire, que devait subir celui de la France. Les provinces, dont on voulait dépouiller l'empire français, n'étaient plus destinées à reconstruire l'édifice européen sur la base de 1792; elles devenaient une masse dont les dictateurs se réservaient le partage. A l'esprit d'un équilibre politique, si hautement proclamé, était substitué celui de l'agrandissement personnel de quatre puissances, aux dépens de la France, qu'on voulait mettre hors de proportion.

Pour parvenir à ce dernier but, la coalition et surtout l'Angleterre, dont elle dépendait, avaient dès-lors arrêtée deux points essentiels. Ils ne pouvaient pas figurer dans les instructions des plénipotentiaires, ni entrer dans le projet de paix,

parce que leur simple énoncé aurait suffi pour amener les conséquences les plus désastreuses; mais ils n'en étaient pas moins irrévocablement résolus, et ils étaient regardés comme la seule garantie solide, des usurpations que les quatre grandes puissances méditaient. Ces deux points étaient la déposition de l'empereur Napoléon et l'abolition des principes de liberté et d'égalité, conquis et sanctionnés par la révolution, et que le gouvernement impérial, forcé lui-même de les respecter, n'avait pu éteindre. Les menées fomentées et favorisées par le gouvernement anglais, qu'on trouve toujours derrière ou à côté des intrigues politiques; le malaise où les dévastations des troupes coalisées et les charges, que la défense imposait aux départemens non encore foulés par l'ennemi, avait plongé la presque totalité de la nation; les élémens de défection qui fermentaient déjà à Paris, et qui réagissaient dans les départemens, toutes ces causes devaient amener le premier résultat. Le second était confié au temps, à l'influence que la coalition pourrait acquérir par la révolution qui se préparait et le système du nouveau gouvernement, et au crédit ainsi qu'à la puissance dont elle pourrait faire investir le parti féodal. Le préambule du traité du 20 novembre 1815 est là pour répondre aux objections qu'on pourrait vouloir opposer à une vérité que le temps, en la développant, rend toujours plus incontestable.

C'est sous ce point de vue qu'il convient

de considérer les négociations qui eurent lieu à Châtillon, afin de ne pas perdre la clef des inconvenances qu'elles présentent, et pouvoir s'expliquer le mépris des bienséances et des droits politiques de la France, qu'y déployèrent les plénipotentiaires des coalisés. Nous présenterons au lecteur une analyse de ces négociations, plus longues par le temps qui y fut employé, que par les objets qui s'y traitèrent. Les pièces officielles qui y ont rapport, n'ayant pas été imprimées dans le temps, il a fallu y suppléer par les notions, qu'il a été possible de se procurer des personnes qui ont pu en avoir connaissance, et suppléer souvent par les aveux de l'une, aux réticences de l'autre. On a déjà publié des extraits de ces pièces officielles, puisées dans les archives des gouvernemens; nous croyons cependant qu'on ne peut en faire usage qu'avec précaution et quelque méfiance. La correspondance supposée du roi de Naples en 1814, nous a prouvé à quelles singulières modifications ont été assujétis les actes officiels du gouvernement impérial, et la correspondance de Napoléon.

Le 24 février, les plénipotentiaires furent réunis à Châtillon. C'étaient pour la France, le duc de Vicence; pour la Russie, le comte Rasumowski; pour l'Autriche, le comte de Stadion; pour la Prusse, le baron de Humbold. L'Angleterre, par son droit de primauté, comme puissance payante, en avait trois; les lords Aberdeen et Cathcart et

le général Stewart; le second est célèbre par l'exécution d'un des actes les plus honteux de la politique britannique: l'incendie de la flotte danoise à Copenhague. Le duc de Vicence voyant cet appareil, demanda, dit-on, à Napoléon de lui donner des adjoints. L'Empereur qui avait trop de perspicacité pour ne pas voir que toute cette négociation était une comédie, dont le dénoûment dépendait de ses succès, s'y refusa. Il aurait cependant été piquant d'y envoyer M. le baron de St.-Aignan, pour s'entendre nier en face, ce qui lui avait été dit à Francfort et par les mêmes personnes qui le lui avaient dit. Le 5, la première conférence eut lieu. Elle fut courte, parce que le plénipotentiaire russe allégua ne pas avoir de pleins pouvoirs. On inscrivit cependant sur le protocole deux déclarations, comprenant les articles 1 et 6 des instructions générales que nous avons rapportées ci-dessus.

Dans la seconde conférence, le 7 février, les plénipotentiaires des coalisés remirent au protocole, en forme de bases de négociations, les demandes exprimées dans les articles 3 et 5 de leurs instructions. L'article 3 reçut pour modification la promesse d'arrangemens d'une convenance réciproque, pour des échanges de territoire, et la promesse vague de restitutions à faire par l'Angleterre, d'une partie de ses conquêtes. On voit que les coalisés allaient peu à peu, et voulaient attendre le développement des conséquen-

ces de la bataille de Brienne. Le duc de Vicence se réclama de la note remise à M. de St.-Aignan. Le plénipotentiaire russe dit l'ignorer; l'autrichien en doutait, les anglais firent les sourds. Ce premier acte de mauvaise foi donnait la mesure de ce qui devait suivre. Le duc de Vicence ne put se dispenser de présenter, à son tour, au protocole, une comparaison entre les principes consignés, tant dans la déclaration du 1er décembre, que dans la note de M. de St.-Aignan, et la demande actuelle. Il réclama ensuite des coalisés le développement des bases obscurément indiquées, parce que quand on veut forcer quelqu'un de se dépouiller, on doit lui faire au moins connaître exactement ce qu'on exige. La comparaison établie par le duc de Vicence fit impression sur les autres plénipotentiaires, et le sentiment de la honte de voir un mensonge consigné et signalé dans le second protocole, les porta à en demander la suppression, et ensuite le plénipotentiaire russe à déclarer qu'il ne pouvait plus traiter. Les conférences furent donc interrompues.

Le duc de Vicence ayant reçu, le 8, les pleins pouvoirs illimités qu'il avait sollicités, en profita pour demander confidentiellement, le 9, un armistice au prince de Metternich. Il offrit même la remise immédiate d'une partie des places qui devaient être cédées, si l'armistice pouvait être conclu sans délai. Cette demande intempestive, lorsque la suspension même des conférences prou-

vait que les coalisés n'avaient pas pris un parti définitif, changea la face de la négociation. En la comparant avec l'évacuation de Troyes et la retraite de l'empereur Napoléon sur Nogent, les coalisés s'exagérèrent encore les résultats de la bataille de Brienne, et jugèrent que Napoléon regardait tout comme perdu. Ils transformèrent alors en conditions absolues les déclarations à discuter, qui avaient été portées au protocole, les étendirent et en firent un projet de traité, qui n'était pas d'un plus heureux présage que leurs actes précédens.

Dans la conférence qui eut lieu le 17, après avoir annoncé dans un préambule qu'ils pourraient facilement prouver la bonne foi des coalisés, par la différence même qui existait entre leurs déclarations passées et leur langage présent, mais qu'ils ne voulaient pas s'écarter du but actuel de la négociation, les plénipotentiaires *désavouèrent formellement* la note dictée à M. de St.-Aignan. Dix jours de suspension dans les conférences avait effacé la rougeur du front de ceux qui avaient aidé à dicter cette note. Le projet de traité, auquel on donna le nom de *préliminaire* suivit. La France devait céder toutes les conquêtes faites depuis 1792 et Napoléon renoncer au royaume d'Italie et au protectorat de la Suisse et de l'Allemagne. La France reconnaissait la distribution que feraient les quatres puissances, chefs de la coalition, des provinces cédées et renonçait à y intervenir.

L'Angleterre restituait à la France ses colonies, excepté les plus importantes. Les places des provinces cédées devaient être remises dans l'espace de six à quinze jours, et la France devait en outre remettre en dépôt, jusqu'à la ratification du traité définitif, celles de Valenciennes, Lille, Metz, Strasbourg, Besançon, Béfort, Huningue, Perpignan et Bayonne (*). Nous nous arrêterons un instant sur ce projet. Les motifs qui l'avaient dicté sont clairement prouvés par le titre même de *préliminaire*, qu'on lui donnait. En effet, pourquoi donner ce nom à des stipulations qui ont été définitives dans le traité du 30 mai? Lorsque, dans la séance du parlement d'Angleterre, du 27 avril 1815, M. Whitbread releva l'assertion avancée par lord Castlereagh, que les conditions du traité du 30 mai étaient plus avantageuses que celles qu'on aurait accordées à Napoléon, et en demanda l'explication, lord Castelereagh ne répondit pas. Il ne sera peut-être pas difficile de suppléer à son silence. Nous avons déjà dit que la détermination des coalisés et surtout de l'Angleterre était de parvenir à détrôner Napoléon. Qu'il nous soit permis de dire en passant qu'il n'y entrait aucune idée de ce qu'on appelle légitimité; le motif principal

(*) M. Koch ne nomme que Béfort, Huningue et Besançon. L'insignifiance de ce dépôt, qui n'aurait été remis qu'à l'Autriche seule, tandis que toutes les autres puissances voulaient y avoir part, et les motifs que nous avançons suffisent pour faire voir qu'il s'est trompé.

était que, croyant la France uniquement soutenue par le génie supérieur de son chef, on espérait l'abattre plus aisément en écartant cet obstacle. Dès l'instant où Napoléon faisait la paix, la chance d'une révolution intérieure était perdue; il fallait donc s'en assurer d'autres. C'était ce qu'on préparait par un traité préliminaire. Les places que l'on demandait en otage, en même temps qu'elles démantelaient la France, assuraient la base d'opérations des différentes armées coalisées. Celles-ci seraient naturellement restées sur pied de guerre, dans les provinces nouvellement acquises à la rive gauche du Rhin et dans les places de dépôt. Pendant la négociation du traité définitif, qu'il était aisé de prolonger, la France se trouvait obligée de se relâcher de ses efforts extraordinaires. Alors on aurait demandé des garanties pour l'exécution future des stipulations consenties. Ces garanties auraient été l'abdication de Napoléon, dont le *caractère*, disent tous les manifestes, *ne présente aucune garantie pour la paix de l'Europe;* la cession de quelque provinces et l'abolition du système de gouvernement, basé sur des principes auxquels les *coalisés faisaient la guerre depuis vingt ans*, pour rentrer dans le système libéral de la Prusse et de l'Autriche. Qu'on relise tous les actes diplomatiques de 1813, 1814 et 1815, on verra que nous venons d'en donner un extrait.

Le duc de Vicence, effrayé du développement des prétentions des coalisés, essaya quelques ob-

jections sur le sort futur de la Saxe, de la Westphalie et de l'Italie. On y répondit par le refus d'y admettre l'intervention de la France. Le duc de Vicence, ayant demandé du temps pour répondre, rendit compte du résultat de cette conférence. L'empereur Napoléon, irrité de la dureté des conditions qu'on voulait imposer à la France en foulant aux pieds des protestations solennelles et en violant toutes les convenances envers une nation, qui avait vu les mêmes ennemis pendant vingt ans à ses genoux, révoqua les pleins pouvoirs du de Vicence et se décida à écrire à l'empereur d'Autriche une lettre confidentielle. Il paraissait y avoir quelque motif de croire que ce souverain ne voudrait pas ébranler ou renverser le trône, sur lequel sa fille était assise et que devait occuper son petit-fils. Mais l'acquisition de l'Italie était trop avantageuse, et la raison d'état est là pour diriger la conduite des souverains, par des règles différentes de celles du commun des hommes.

A dater du 17 février, on pourrait regarder les négociations de Châtillon comme terminées, puisque le premier objet présenté était un *ultimatum*. Mais les combats de Mormant et de Montereau avaient refoulé Schwarzenberg sur l'Aube, comme ceux de Champaubert, Vauxchamps et Montmirail avaient rejeté Blücher à la Marne. Les souverains alliés, en fuyant à Chaumont, ordonnèrent d'une part, à leurs plénipotentiaires, de demander une réponse au duc de Vicence; et de l'autre, ils

songèrent à resserrer les liens de la coalition par un nouveau traité. Cette précaution parut surtout nécessaire à l'Angleterre qui n'était pas sans défiance au sujet de l'Autriche, et elle profita, pour y réussir, du besoin de nouveaux subsides qui se faisait sentir à ses alliés. Les principales dispositions du traité, qui fut signé à Chaumont, le 1er mars 1814, étaient 1°, la continuation de la guerre contre la France, jusqu'à ce que la coalition eût atteint le but, dont les chefs étaient convenus entre eux et qui n'était pas énoncé; 2° d'y employer cent cinquante mille hommes chacun: 3° un subside de cinq millions de livres sterling, payable par l'Angleterre pour 1814, et à renouveler indéfiniment; 4° une stipulation défensive contre la France, même après la paix et par laquelle chaque puissance s'engageait à fournir soixante mille hommes à celle qui serait attaquée; 5° une réserve pour l'Angleterre, puissance marchande, par laquelle elle pouvait acheter des hommes chez les coalisés, pour fournir son contingent. La durée de ce traité était fixée à vingt ans. (*)

Le 28 février, une nouvelle conférence eut lieu, et les plénipotentiaires des coalisés demandèrent au duc de Vicence une réponse, qui fût conforme à la *substance* de leur projet, offrant de lui accorder un délai convenu, pour qu'il pût recevoir les

(*) *Pièces justificatives* XXXI.

ordres de son gouvernement. Ils se prévalurent dans leur note de l'offre que le duc de Vicence avait faite lui-même au prince de Metternich, par sa lettre du 9. Verbalement ils ajoutèrent à cette note qu'ils étaient prêts à traiter, *en esprit de conciliation*, les modifications qui ne différeraient pas trop des bases posées. On voit par-là, que l'incertitude des événemens avait changé leur *ultimatum* en un projet à discuter. Le duc de Vicence déclina les inductions qu'on avait tirées de sa lettre au prince de Metternich. En effet, elle posait la condition d'un armistice immédiat, et cette condition n'avait pas été acceptée. Une sixième conférence eut lieu le 10 mars, et le duc de Vicence, qui n'avait pas encore reçu les instructions de l'empereur, se vit forcé de s'en tenir à la déclaration, que Napoléon reconnaissait les bases générales de la pacification, en renonçant à tout titre de souveraineté et de suprématie hors de la France, et en admettant l'indépendance de l'Espagne sous Ferdinand VII, celle de la Hollande sous le prince d'Orange, et celle de la Suisse et de l'Allemagne sous la garantie des quatre autres puissances. La tactique des coalisés était de forcer la France à énoncer elle-même, dans la plus grande latitude, les sacrifices qu'elle consentait à faire, afin d'écarter, en apparence, l'odieux de la spoliation et la honte de la violation de leurs déclarations solennelles; un plus puissant motif était encore celui de se réserver la faculté de profiter

des chances, que leur présenterait la guerre, afin d'étendre leurs prétentions encore plus loin s'il se pouvait. En un mot, ils voulaient dépouiller la France et l'affaiblir, autant qu'il serait en eux, et le terme qu'ils avaient fixé était aussi indéfini que l'étendue de leurs succès et de la possibilité d'en profiter. Aussi les plénipotentiaires de la coalition témoignèrent-ils beaucoup d'humeur, mais comme on n'avait encore aucune nouvelle positive de Blücher, ils prirent la réponse *ad referendum*.

Le 13 mars, les coalisés insistèrent de nouveau sur un contre-projet. Bien que les bases principales, qu'ils avaient posées, eussent déjà été acceptées par la France, et que les stipulations de détail, qui restaient à fixer, eussent été reconnues par eux-mêmes susceptibles de discussion, ils ne voulurent plus y entrer. La raison en était simple. S'ils présentaient leur *ultimatum*, ils risquaient, dans le cas où il serait accepté, de ne plus pouvoir faire à leur projet les surcharges qu'ils voudraient; c'est ce dont ils entendaient se réserver le droit. Le duc de Vicence se vit forcé de promettre un contre-projet, dans le terme de trente-six heures. Pendant ce temps, le conseil de la coalition apprit la bataille de Laon, et la jonction d'une partie de l'armée du Nord avec Blücher. Alors il fut décidé qu'on hâterait la conclusion des négociations. Si le contre-projet s'écartait des stipulations exigées par la coalition, il était à re-

jeter et il fallait rompre les conférences. Dans le cas contraire, on le prendrait *ad referendum*, et le conseil de la coalition se réservait, bien entendu, le droit d'y faire les modifications que permettait la nouvelle situation des affaires. La marche de leur armée du Sud, avait rassuré les coalisés sur les mouvemens du duc de Castiglione. Les avantages remportés par Wellington aux Pyrénées, et l'agitation des départemens de la 11[e] et 12[e] division militaire, leur promettaient des succès importans de ce côté. La position des armées de Blücher et de Schwarzenberg était avantageuse, et leur faisait toucher Paris, pour ainsi dire, du bout du doigt. Les avis, sur la révolution qui se préparait dans la capitale, devenaient tous les jours plus positifs. Il n'y avait donc plus aucune raison de continuer à négocier, au risque de se voir privés, par l'acceptation totale des conditions imposées à Napoléon, des avantages plus grands qu'on pouvait encore espérer.

Le 15, le duc de Vicence remit son contre-projet, où la nécessité de mettre le plus promptement possible un terme aux dévastations affreuses de l'ennemi, le fit rester au-dessous des offres qui avaient été faites à la France, dès Francfort, qu'elle avait acceptés; mais qu'on n'avait jamais eu l'intention de lui accorder. Ce contre-projet portait en substance : 1° Que la France et Napoléon, en son nom, comme empereur, renonçait à tout droit de souveraineté et de possession, sur

les départemens réunis à la droite du Rhin, les provinces illyriennes et les départemens d'Italie, l'île d'Elbe excepté; 2° que la France reconnaissait l'indépendance de la Hollande, sous la souveraineté du prince d'Orange, et consentait à lui fournir un accroissement de territoire; l'indépendance de l'Allemagne, unie par un lien fédératif, et celle de la Suisse, sous la garantie des quatre grandes puissances; celle de l'Italie et de chacun des états dont elle serait composée; enfin celle de l'Espagne, sous la domination de Ferdinand VII; 3° l'empereur Napoléon renonçait à la couronne d'Italie, en faveur du prince Eugène; 4° la réunion des îles Ioniennes au royaume d'Italie; 5° le consentement aux cessions des colonies demandées par l'Angleterre, sous la condition d'une compensation; 6° la remise à la France du matériel de terre et de mer à elle appartenant, et qui se trouvait dans les places cédées; 7° l'évacuation du territoire français à mesure de la remise des places; 8° la restitution au roi de Saxe et au pape de leurs états; 9° la conservation, par les titulaires actuels, des principautés de Lucques et de Neufchâtel et du duché de Berg; 10° enfin un congrès spécial, pour régler le sort des pays cédés.

Ce contre-projet, conforme aux bases générales énoncées par la coalition, était un terme moyen entre les propositions faites à Francfort et les conditions présentées le 17 février. Aucune de ces

trois ébauches de traité n'était un *ultimatum.* Il y avait donc lieu, d'après la déclaration même des plénipotentiaires, à entrer en discussion sur les modifications à apporter de part et d'autre. En effet les plénipotentiaires coalisés prirent le contre-projet *ad referendum*, ce qu'ils n'auraient pas osé faire si les bases générales n'eussent pas été reconnues. Mais les coalisés, se croyant dès-lors sûrs d'arriver à leur but, et entrevoyant dans la différence d'opinions qui se faisait sentir en France, sur le gouvernement à établir, après la révolution qui aurait déposé Napoléon; entrevoyant, dis-je, dans cette différence prononcée d'opinions, les germes d'une guerre civile, dont il leur serait facile de profiter, ils résolurent de rompre.

Dans la dernière conférence, qui eut lieu le 18 mars, les plénipotentiaires des coalisés remirent une note finale, qui terminait les négociations. Cette note amphibologique répétait encore les grands mots de la déclaration du 1er décembre; les coalisés n'avaient, disaient-ils, *aucune vue de conquête;* ils ne faisaient pas la guerre à la France; leur loyauté était prouvée par leurs propositions. Mais l'examen du contre-projet de la France était entouré d'une telle obscurité, et accompagné d'expressions tellement équivoques, qu'il était facile de voir que tout cet échafaudage de mots vides de sens, ne présentait pas une idée de bonne foi, et n'était construit que pour éblouir le vulgaire, encore habitué à donner une valeur

positive aux manifestes de la diplomatie. On avait soigneusement évité de parler des propositions de Francfort; ce fut un hommage tacite rendu à la morale publique, qu'on ose rarement fouler aux pieds à visage découvert. Le duc de Vicence répondit à cette note, en développant la preuve que la France avait matériellement adopté les bases générales de négociation, qui avaient été adoptées, et prouvé sa bonne foi, en offrant elle-même la très-grande partie des sacrifices qu'on avait demandés. Le projet et le contre-projet, basés tous deux sur les mêmes principes généraux, ne s'écartaient que dans des détails sujets à discussion, puisque ni l'un ni l'autre n'étaient des *ultimatum*. On ne pouvait donc pas alléguer que la France voulait conserver une trop grande étendue de territoire, puisque non contente des cessions qu'elle faisait, elle offrait de négocier pour des cessions majeures. Mais cette réplique était inutile; les coalisés étaient trop contens de ne plus se trouver dans l'obligation de conclure un traité ou de prononcer leur dernier mot.

Ainsi finit une des négociations les plus singulières dont l'histoire nous ait conservé la mémoire. On a beaucoup blâmé, dans le temps, l'empereur Napoléon, de n'avoir pas consenti en entier et de prime-abord, aux conditions imposées le 17 février. Nous pourrions alléguer que des Français ne peuvent guère blâmer un souverain, pour avoir reculé devant l'idée de signer volontaire-

ment la spoliation et l'affaiblissement de la nation qui l'avait élevé sur le trône; que lui-même aurait été coupable, s'il avait pu se résoudre, au prix du sacrifice des provinces qui lui avaient été confiées, à régner sur un pays démembré, sous l'influence ou la domination de l'étranger, qui lui aurait dicté des lois. Mais nous nous contenterons de poser nous-mêmes deux questions, dont la solution suppléera à tout ce que nous pourrions dire : L'empereur Napoléon, pouvait-il, comme chef de la nation française, céder, sans le consentement de la nation, des provinces appartenantes au domaine dont l'administration lui avait été confiée (*) ? Si l'empereur Napoléon eût accepté les conditions imposées le 17 février, aurait-il obtenu la paix; n'aurait-on pas objecté que la bataille de Laon avait changé la position des affaires, comme on le fit à l'égard de la note de Francfort? Deux jours avant la clôture des con-

(*) Un seul trait, tiré de notre propre histoire, servira de réponse à cette question.

Par le traité de Madrid conclu en 1526, François Ier cédait à l'empereur Charles V ses droits de suzeraineté sur l'Artois et la Flandre, et s'engageait à lui remettre dans six semaines la Bourgogne.

Au terme fixé, Lannoy vint de la part de l'Empereur réclamer l'exécution du traité. Pour toute réponse, le roi lui présenta les notables assemblés à Cognac.

« *Le Roi n'est pas le maître*, dirent ces citoyens courageux, *de démembrer le royaume;* et si, abusant de son pouvoir, il voulait livrer une seule de ses provinces, *le patriotisme français ne le souffrirait pas.* »

férences, les coalisés avaient publié un manifeste, sur lequel nous nous abstiendrons de toutes réflexions, pour nous épargner une répétition fastidieuse de ce que nous avons déjà dit (*). Nous nous contenterons de rappeler l'attention du lecteur sur deux phrases de cette pièce diplomatique. La première est celle-ci : *Rien n'empêchait plus qu'ils* (les coalisés) *n'exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social.* La note de Francfort avait donc été un mensonge. La seconde est l'appel fait à la nation française, à la fin du manifeste, pour l'exciter à se soulever contre son gouvernement. On a évité dans les publications allemandes de cette pièce, de répéter cet appel d'assez mauvais exemple.

(*) *Pièces justificatives* XXXII.

CHAPITRE II.

Napoléon s'avance vers l'Aube.—Mouvemens du prince de Schwarzenberg. —Bataille d'Arcis-sur-Aube, le 20 mars. —Second combat, le 21. — L'armée française repasse l'Aube.

Nous avons vu (page 120) que l'empereur Napoléon, ayant rallié à Reims la division Janssens et donné trois jours de repos indispensable à son armée, s'était décidé à se porter sur les derrières de l'armée du prince de Schwarzenberg, afin de menacer ses communications. Le vice de l'extension excessive de cette armée, la mettait dans une situation pareille à celle où elle était le 17 février. Si, à la journée de Laon, la valeur n'avait pu triompher de l'excessive supériorité du nombre, au moins un but stratégique avait été rempli. L'armée russo-prussienne était jetée hors de sa ligne d'opérations, et l'armée française, occupant Soissons, Reims et Châlons, coupait la communication entre les deux armées ennemies.

Le prince de Schwarzenberg, pour remédier a ce défaut, s'était à la vérité étendu par sa droite; mais, en touchant encore l'Yonne par son extrême gauche, il avait allongé outre mesure le front de son armée. Il était donc probable que

par une marche rapide sur son flanc, on le rencontrerait dans quelque mouvement décousu.

Avant de se mettre en marche, l'empereur Napoléon songea à attirer à lui une partie des garnisons des places de la Moselle. La communication ayant été rétablie de Châlons avec l'Argonne, le général Duvignau, qui y commandait, fut chargé de faire passer l'ordre au général Durutte, de tirer environ douze mille hommes des places de la troisième division militaire, et de venir joindre l'armée à Châlons. Napoléon aurait bien désiré faire prendre les armes á la population des départemens de la Meurthe, de la Moselle et des Vosges; mais le meilleur moyen d'y parvenir eût été celui d'y envoyer un général connu et estimé. Personne n'y était plus propre que le prince de la Moskowa, et à sa voix se seraient bientôt réunis autant d'hommes qu'on aurait pu en armer. Il paraît que des motifs, que nous ne pouvons pas apprécier, empêchèrent l'empereur Napoléon d'agréer l'offre qu'en fit le maréchal.

Pour masquer son mouvement, et en même temps couvrir Paris au besoin, Napoléon se décida à laisser sur l'Aîne les corps des ducs de Trévise et de Raguse, montant à environ treize mille hommes d'infanterie et six mille chevaux. Lui-même ne conserva pour son expédition que les divisions Friant, Boyer et Janssens, et celles de cavalerie des généraux Excelmans, Colbert, Letort, Defrance et Berckeim, faisant dix mille hommes d'infanterie et moins de six mille chevaux. Il attendait, il est vrai, quatre mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents chevaux de la garde, que le général Lefebvre-Desnouettes lui amenait de Paris. D'un autre côté, il

comptait être rejoint le 20, sur l'Aube, par le duc de Tarente avec les corps sous ses ordres, montant à environ vingt-deux mille hommes d'infanterie et plus de neuf mille chevaux. La réunion de ces forces aurait porté l'armée qui devait combattre le prince de Schwarsenberg à environ cinquante-cinq mille hommes, dont plus de dix-sept mille de cavalerie. Le tableau ci-dessous fera voir, qu'à cette époque, la totalité des troupes que l'empereur Napoléon avait à employer contre les deux armées de Blücher et de Schwarzenberg, ne s'élevait qu'à soixante-dix-sept mille hommes en tout (*). Le 17

(*) FORCE DE LA GRANDE ARMÉE FRANÇAISE, AU 17 MARS.

			INFANT.	CAVAL.
SUR L'AINE.				
Duc de Trévise		Div. Christiani.......	2,100	
		— Curial..........	2,800	
		— Charpentier.....	2,800	
	Gén. Belliard command. toute la cavalerie.	— Roussel.........		1,750
		Bri. Grouvelle.......		350
Le duc de Raguse		Div. Ricard.........	1,000	
		— Lagrange.......	2,100	
		— Duc de Padoue..	2,100	
	Gén. Bordesoulle	— Merlin.........		1,150
		— Bordesoulle.....		1,250
		Total......	12,900	4,500
AVEC L'EMPEREUR A REIMS.				
		Div. Friant.........	3,700	
	Le prince de la Moskowa......	— Janssens........	3,600	
		— Boyer de Rebeval	3,000	
		— Berckeim.......		1,500
		— Defrance.......		800
	Gén. Sébastiani.	— Excelmans......		3,600
		— Colbert........		
		— Letort.........		
		Total......	10,300	5,900
	Venant de Paris.	— Henrion........	4,500	
		— Lefebvre-Desnou.		2,000
	Sous le duc de Tarente.	Cor. du duc de Reggio	17,300	5,600
		— Tarente.	5,600	4,400
		Total......	37,700	17,900
	Sur l'Yonne.	Div. Allix et Souham.	4,500	500
		Total général......	55,100	22,900

mars, l'empereur se mit en mouvement, avec toutes les troupes de la garde, et vint à Epernay. La division Janssens se rendit à Châlons; le prince de la Moskowa, qui y était encore, rappela la division Defrance qu'il avait poussée vers Vitry, et la dirigea sur Vatry.

Le prince de Schwarzenberg, ayant enfin appris que Napoléon se dirigeait de Reims par Châlons, probablement sur son extrême droite, pensa à renforcer cette aile. Il ordonna donc pour le 18, que le corps de Wrede se plaçât entre Rameru et Allibaudière, occupant devant son front Vatry et Fère-Champenoise, et ayant son avant-garde à Sommesous. Les gardes et réserves devaient se concentrer entre Dommartin et Lesmont. Le corps de Wittgenstein entre Charny et Arcis. Celui de Wurtemberg devait relever, à St.-Martin-de-Chenestron, l'avant-garde du général Pahlen. Ce dernier mouvement n'ayant pas eu lieu, le corps de Wittgenstein resta entre Mery et Châtres. Le prince de Schwarzenberg ayant appris ce retard, qui laissait une lacune dans son ordre de bataille, ordonna au général de Wrede de repasser l'Aube. Les divisions Hardegg et Spleny occupèrent Arcis, et le restant du corps s'étendit vers Coclois. Le 18, l'empereur Napoléon continua son mouvement. La cavalerie du général Sébastiani attaqua les cosaques de Kaisaroff, en avant de Fère-Champenoise et les replia sur Herbisse. Le général Sébastiani vint prendre position à Gourganson et Semoine; la division Friant occupa Fère-Champenoise. Le

Prince de la Moskowa, avec les divisions Boyer, Janssens et Defrance s'avança jusqu'à Sommesous. A son approche, le général Frimont, qui occupait ce lieu, se replia sur Herbisse, d'où il repassa l'Aube, d'après l'ordre qu'il en reçut. Le général Tettenborn, qui s'était avancé à Cosle, se hâta de repasser la Marne. Les généraux Lambert et Dawidow se retirèrent à Vitry. Le même jour, le duc de Tarente poussa vers St.-Martin-de-Chenestron, une reconnaissance de cavalerie, qui, y ayant rencontré le général Pahlen, se replia sur son corps. Pendant que l'empereur Napoléon se dirigeait ainsi vers l'Aube, le prince de Schwarzenberg, toujours flottant dans l'irrésolution, s'imagina que ce mouvement n'était qu'une simple démonstration, qui cachait une manœuvre différente. Il se décida, dans cette hypothèse, à pousser de nouveau un corps au-delà de l'Aube, et étendre des reconnaissances vers la Ferté-Gaucher, Montmirail et Vertus, pour éclairer la Marne jusqu'à Meaux. Le corps de Rajewski reçut l'ordre de se rendre de Mery, par Rancy, sur les hauteurs d'Allibaudière, pour y prendre position. Le général Pahlen devait se rendre, par la droite de la Seine à Pleurs, et s'y établir, occupant Sézanne et Fère-Champenoise, et poussant les reconnaissances dont nous venons de parler. Le général Kaisaroff devait s'avancer jusqu'à Vertus. En cas d'attaque, le corps de Wrede devait se porter sur les hauteurs d'Allibaudière.

Ayant appris, vers le soir, que l'empereur Na-

poléon débouchait également par la route de Châlons, le prince de Schwarzenberg en revint au projet qu'il avait déjà eu, de se concentrer vers Brienne et d'y recevoir la bataille. Un nouvel ordre de mouvement fixa, pour le 19, que le corps de Wrede resterait la nuit derrière l'Aube, et s'échelonnerait vers Pougy; que les corps de Giulay, Rajewski et Wurtemberg se replieraient à Troyes, laissant les cosaques de Seslawin devant Nogent et Bray; que les gardes et réserves prendraient position derrière la Voire; pour le 20 que le corps de Wrede viendrait à Brienne, laissant une arrière-garde à Lesmont et Rosnay. Les corps de Giulay, Wurtemberg et Rajewski, à Vandœuvres. Cette disposition était motivée sur ce que l'approche de l'ennemi ne permettait pas de se concentrer à Arcis. D'après cette nouvelle disposition, le corps de Rajewski se mit en mouvement de Mery, pour se replier sur Troyes. Celui de Wurtemberg le suivit de près, faisant occuper Mery par son arrière-garde.

Cependant l'empereur Napoléon continua son mouvement le 19, se dirigeant avec la colonne de droite sur Plancy et le prince de la Moskowa sur Arcis. Le général Sébastiani, qui faisait l'avant-garde, rencontra le corps de Kaisaroff, à la hauteur de Champfleury; les cosaques furent chargés, culbutés et perdirent un bon nombre de prisonniers. Le pont de Plancy fut réparé, malgré une vive canonnade, et la division Friant étant arrivée, un

bataillon occupa Charny, et le général Sébastiani franchit le gué sous sa protection. Aussitôt qu'il eût débouché, il se dirigea à gauche, avec les divisions Excelmans et Colbert, et se mit à la poursuite des cosaques. Ces derniers se sauvèrent à Pouan, qu'ils brûlèrent, et le général Sébastiani, ne pouvant faire traverser de nuit le ruisseau marécageux de la Barbuise à son artillerie, s'arrêta à Bessy. L'empereur Napoléon se rendit à Mery, avec les divisions Letort et Berckeim et les escadrons de service. L'arrière-garde du corps de Wurtemberg, qui y était encore, repassa la Seine et brûla le pont. Napoléon, sans perdre de temps à une attaque de front, fit passer la division Letort à gué au-dessous de Mery. L'ennemi se hâta de se replier sans l'attendre. C'était l'extrême arrière-garde, en sorte que, malgré la diligence du général Letort, il ne put atteindre qu'un équipage de treize pontons, qui avait servi à Pont-sur-Seine. Le général Letort prit position aux Grez. L'empereur Napoléon, voyant que le prince de Schwarzenberg avait retiré toute son armée vers Troyes, se décida à l'attaquer en flanc pendant sa marche entre la Seine et l'Aube; il lui fallait pour cela occuper le passage d'Arcis, afin de se conserver la faculté de reprendre la ligne d'opération de Châlons ou de Vitry. Le soir il revint avec ses escadrons de service à Plancy. La division Friant bivouaqua sur les deux rives de l'Aube. Le prince de la Moskowa, qui avait été dirigé sur Plancy, aussitôt que

le pont avait été emporté, prit position, son infanterie en arrière de Plancy, la cavalerie à Viapre. Le duc de Tarente ayant eu avis de la retraite du général Pahlen, se porta avec toute sa cavalerie vers Villenoxe, jetant des partis du côté de Sézanne et de la Ferté-Gaucher. L'infanterie, les 7e et 2e corps en tête, s'étendit de Provins à Villenoxe. Les deux brigades de la division Pacthod, qui étaient a Montereau, vinrent occuper Bray, Nogent et Pont-sur-Seine. L'armée ennemie occupa le soir les positions suivantes: Le corps de Rajewski devant Troyes sur les hauteurs du Pont-Ste-Marie; les corps de Giulay et de Wurtemberg y arrivèrent pendant la nuit; le corps de Wrede à la hauteur de Nogent-sur-Aube; son arrière-garde quitta Arcis dans la nuit. Les gardes et réserve en avant de Brienne, à la hauteur de Perthes.

Ce jour-là même, le prince de Schwarzenberg, toujours persuadé que l'empereur Napoléon se dirigeait sur Brienne, changea encore sa disposition pour le 20; d'après ce nouvel ordre, le corps de Wrede, formant l'avant-garde, devait prendre position entre Braux et Aulnay, occupant sur son front Dommartin et Donnement, et s'éclairant vers Rameru, Dampierre et Corbeil. Le corps de Rajewski, se dirigeant par Assencières et celui de Wurtemberg par Piney, devaient passer l'Aube à Lesmont et prendre position derrière la Voire. Le corps de Giulay devait garder Troyes, et dans le cas où il s'y trouvât menacé, se replier sur Van-

dœuvres et Moustier-Amey. Mais vers le soir, le général Kaisaröff, ayant rendu compte du passage de l'armée française à Plancy, et le prince de Schwarzenberg ayant également appris que Mery était occupé, il changea encore une fois ses dispositions et se décida à prendre l'offensive. Arcis n'ayant pas été attaqué, il lui parut évident que l'empereue Napoléon avait le projet de se diriger, par Plancy et Mery, sur Troyes. Dans cette hypothèse, ayant toute son armée, pour ainsi dire, sous la main, il forma le projet de la réunir devant Plancy et de rejeter la tête de colonne de l'armée française au-delà de l'Aube, ou, si le passage était déja terminé, la forcer à passer la Seine à Mery.

L'ordre de mouvement, donné sur ces bases, porte en substance, que le prince royal de Wurtemberg réunira son corps, celui de Rajewski et celui de Giulay, qui passèrent sous ses ordre, en colonnes d'attaque, le 20 à neuf heures du matin, à la hauteur de Charmont. De là ces trois corps, couverts à leur gauche par toute leur cavalerie, devaient se diriger sur Plancy, la cavalerie s'étendant vers Mery. Le corps de Wrede devait, à la même heure, être aussi en colonnes d'attaque à la hauteur de Chaudrey; toute sa cavalerie devait s'étendre à gauche, pour joindre les autres colonnes. De là le général de Wrede devait, en longeant l'Aube, passer Arcis et forcer le défilé de la Barbuise. Toujours à la même heure, les gardes et réserves devaient avoir passé l'Aube à Lesmont

et être en position, l'infanterie sur les hauteurs d'Auzon et la cavalerie en avant de Mesgnillêtre. L'attaque était fixée à onze heures du matin, et le signal devait en être donné par une colonne de fumée et trois coups de canon à Mesgnillêtre.

Le 20 au matin, l'empereur Napoléon ordonna au général Sébastiani d'occuper Arcis, où se trouvait également le prince de la Moskowa, par la rive droite. A dix heures du matin, la cavalerie de la garde y entra, le pont fut réparé en hâte et le prince de la Moskowa déboucha, avec ses deux divisions d'infanterie. Les habitans ayant prévenu le prince et le général Sébastiani que l'armée coalisée approchait, ils en rendirent compte à l'empereur Napoléon et se préparèrent à défendre Arcis. La division Janssens fut placée à cheval de la route de Brienne, sa gauche appuyée à Grand-Torcy; la brigade du général Boyer en seconde ligne; les deux divisions de cavalerie du général Sebastiani, à cheval de la route de Troyes, en face du général Kaisarof; la division Colbert en première ligne et la division Excelmans en seconde. La division Defrance fut poussée vers Vinets, sur la route de Rameru, pour observer l'ennemi de ce côté. L'empereur Napoléon fit partir de Plancy, par la rive droite de l'Aube, la division Friant, et ordonna au général Letort de venir également à Arcis avec sa division. Par un mal entendu d'ordres, le général Letort ne revint qu'avec ses dragons, laissant à Mery les grenadiers et les chas-

seurs. Vers une heure, Napoléon arriva de sa personne à Arcis et envoya un de ses officiers d'ordonnance reconnaître la position de l'ennemi. Ce jeune homme ayant rapporté qu'il n'y avait en présence que les cosaques de Kaisarof, Napoléon se décida à rester en position, et attendre le restant de ses troupes, ainsi que celles du duc de Tarente, qu'il croyait voir arriver dans la journée.

Cependant l'armée coalisée s'avançait également de son côté. A huit heures du matin, le corps de Wrede était réuni à la hauteur de Chaudrey. Les réserves et les gardes arrivaient sur les hauteurs d'Auzon et de Mesgnillêtre; mais les trois corps du prince royal de Wurtemberg, fatigués des marches forcées des jours précédens, ne purent se mettre en mouvement que plus tard. Il était près de neuf heures quand ils débouchèrent de Troyes, en deux colonnes; le corps de Rajewski sur la route d'Arcis, et ceux de Giulay et de Wurtemberg sur celle de Plancy. Une division du corps de Giulay était restée à Troyes. A midi, ces colonnes étaient arrivées à la hauteur d'Aubeterre, où le prince royal de Wurtemberg leur donna quelque repos.

Dès que les gardes et réserves furent réunies, le prince de Schwarzenberg porta son aile droite en avant. Vers une heure, le corps de Wrede se déploya en colonnes d'attaque; le général Volkmann, avec les onze bataillons autrichiens, forma l'aile droite, en arrière de Petit-Torcy; les divisions Rechberg et Delamotte étaient au centre,

séparées par une brigade de cavalerie de huit escadrons; le général Frimont, avec vingt-six escadrons autrichiens et quatorze bavarois, forma l'aile gauche, s'étendant vers la route de Troyes. Le général Kaisarof s'avança de Voué et se plaça à gauche du général Frimont. Quatre escadrons de la garde russe furent envoyés à la droite de l'Aube vers Vinets, au-devant de la division Defrance. Le prince de Schwarzenberg, voyant que Napoléon avait déjà occupé Arcis, se décida à attaquer de suite, afin de se rendre maître de ce passage et déboucher plutôt par les défilés de la Barbuise, sur Plancy. Un peu après une heure, le prince de Schwarzenberg donna le signal du combat. Les gardes et les réserves s'avancèrent sur les hauteurs, en arrière du village de Mesgnil-la-Comtesse, la cavalerie en première ligne, l'infanterie formant la seconde.

L'action fut engagée par le général Kaisaroff, qui, voyant la cavalerie française aussi éloignée de l'infanterie et sans appui, profita de la supériorité de ses forces pour la charger. La division Colbert fut renversée, et ébranla celle du général Excelmans. Le général Frimont se porta alors en avant avec sa cavalerie et trois batteries. Les divisions Excelmans et Colbert furent enfoncée et ramenées sur Arcis, ayant perdu trois canons dans la charge. L'empereur Napoléon, l'épée à la main se jeta devant les fuyards et les arrêta. Dans ce moment arrivait la division Friant; elle passa

les ponts au pas accéléré, et prit position en avant d'Arcis. La cavalerie ennemie fut repliée, et la nôtre reprit sa position. Pendant ce temps, le général de Wrede fit attaquer Grand-Torcy par le général Volkmann, à la tête de quatre bataillons du régiment Archiduc Rodolphe. Un instant la division Janssens plia et perdit le village; mais ayant été appuyée par le général Boyer, l'ennemi fut chassé et le régiment autrichien vivement maltraité. Le général de Wrede fit alors soutenir le général Volkmann, d'abord par deux bataillons de la brigade du prince Charles de Bavière (division Rechberg), et ensuite par la brigade Habermann de la division Delamotte. Le village de Grand-Torcy fut attaqué plusieurs fois et toujours en vain; malgré les efforts réitérés de ces dix-huit bataillons, ceux de leurs généraux, et particulièrement du prince Charles qui s'y distingua par sa valeur, nos troupes restèrent inébranlablement en possession du village.

Pendant que l'aile droite des coalisés était ainsi arrêtée devant Grand-Torcy, le prince royal de Wurtemberg s'avançait vers Plancy. Vers quatre heures après-midi, le corps de Rajewski était arrivé à la hauteur de Voué; ceux de Wurtemberg et de Giulay étaient sur les hauteurs des Grandes Chapelles; la cavalerie, qui s'était dirigée par Chapelotte-Ste.-Geneviève et les Grandes Chapelles, approchait de Premierfait. Jusque-là, ces colonnes n'avaient rencontré aucune troupe fran-

çaise. Dans ce moment elles découvrirent une colonne de cavalerie à la hauteur de Réges. C'étaient les grenadiers et chasseurs de la garde, laissés, comme nous l'avons vu, par erreur à Mery, et qui en étaient partis à deux heures, avec l'équipage des ponts capturé, pour gagner Arcis. Le prince royal de Wurtemberg ordonna sur-le-champ l'attaque. Le général Pahlen, avec douze escadrons, fut porté à droite de la route pour couper la communication d'Arcis. La division des cuirassiers russes de Duca attaqua de front, et la cavalerie de Wurtemberg par la gauche. La cavalerie du corps de Giulay et la division de cuirassiers autrichiens de Nostitz, restèrent en réserve. Les escadrons de la garde se déployèrent devant l'ennemi, et soutinrent le combat avec la plus grande valeur. Mais ils auraient sans doute succombé sous la supériorité du nombre, si le général Berckeim ne les eût fait soutenir par la brigade Curely et de l'artillerie. Ce renfort facilita leur retraite, et ils se replièrent à Mery, sans autre perte que cent vingt hommes et trois pontons. A la nuit, les grenadiers et chasseurs de la garde repartirent de Mery, laissant l'équipage de ponts au général Berckeim, passèrent l'Aube à Plancy, et rejoignirent le général Letort à Arcis.

Le combat durait encore devant Arcis, vers six heures du soir, lorsque le prince de Schwarzenberg résolut de tenter un dernier effort, pour emporter Torcy. Il fit avancer le corps de grenadiers

russes, sous les ordres du général Czoglokow, la division de cuirassiers de Kretow, et la garde à cheval prussienne, en second ligne du corps de Wrede, et fit appuyer ces troupes par soixante-dix bouches à feu. Une division de grenadiers entra sur-le-champ en ligne, et une nouvelle attataque générale fut tentée sur Grand-Torcy. Les divisions Janssens et Boyer, soutenues par deux bataillons de gendarmes de la division Friant, unique renfort dont Napoléon pût disposer, soutinrent sans s'ébranler les efforts réitérés de l'ennemi. Le combat dura jusqu'à onze heures du soir, à la lueur des flammes qui consumaient Arcis, incendié par le feu de l'ennemi. Dans cette lutte glorieuse nous perdîmes le général Janssens blessé à mort, presqu'en même temps que le général bavarois Habermann. Enfin, l'ennemi rebuté renonça à ses attaques, et se retira du champ de bataille.

Sur le plateau, le général Sébastiani avait fourni et reçu plusieurs charges avec des succès variés, lorsqu'à la nuit tombante, il fut renforcé par la division de cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes, qui vint se placer en réserve à la droite d'Arcis. La division d'infanterie du général Henrion, fatiguée d'une longue marche, avait été obligée de s'arrêter à Plancy. Vers neuf heures du soir, après avoir laissé reposer les chevaux arrivans, le général Sébastiani voulut profiter de leur appui pour tenter une attaque vigoureuse. Les cosaques

de Kaisaroff furent enfoncés et écharpés; l'aile gauche du général Frimont entamée, fut ramenée en désordre vers le centre, et toute l'aile gauche du corps de Wrede risquait d'être fortement compromise. La brigade de chevau-légers bavarois de Vieregg se soutenait encore, et, ayant été appuyée par les cuirassiers de Kretow et la garde à cheval prussienne, la charge de notre cavalerie fut arrêtée. Le général Sébastiani rentra dans sa position, et l'ennemi s'arrêta devant lui.

A la droite de l'Aube, la division Defrance avait poussé devant elle les quatre escadrons de garde russe, jusqu'au-delà de Rameru. Alors le prince de Schwarzenberg, toujours inquiet pour Brienne, se hâta d'envoyer à Rameru la division des gardes légères russe du général Ojarowski, et le général Defrance s'arrêta.

L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille. Le duc de Tarente, d'après les ordres de l'empereur Napoléon, avait continué son mouvement vers Arcis. Le 20, le 7e corps et la cavalerie du général St.-Germain s'étaient avancés jusqu'à St.-Saturnin et Boulages; les corps de cavalerie du général Milhaud et du comte de Valmy, à Marsangy. Les 2e et 11e corps d'infanterie à Marsilly et Conflans. L'armée coalisée occupa les positions suivantes ; le corps de Wrede à la hauteur de Chaudrey; les gardes et réserves restèrent dans leur position en arrière de Mesgnil-la-Comtesse, les cosaques de Kaisarof en avant de Voué ;

le corps de Rajewski, couvert par sa cavalerie, à la hauteur de Nozai; ceux de Wurtemberg et de Giulay sur les hauteurs de Premierfait, à cheval de la route et couverts également par la cavalerie. Telle fut l'issue de la bataille d'Arcis, où sept mille hommes (*) luttèrent avec succès contre tout le corps de Wrede, et une division de grenadiers (c'est-à-dire contre vingt-deux mille), pour la défense du village de Torcy; où deux mille cinq cent chevaux en arrêtèrent sept mille (**), et où l'ennemi fut obligé d'en ajouter encore deux mille cinq cents (***) pour se soutenir, lorsque la division Lefebvre-Desnouettes fut arrivée. Nous l'examinerons plus bas, sous le rapport stratégique.

Dans la nuit du 20 au 21, le prince de Schwarzenberg, convaincu que l'intention de l'empereur Napoléon, auquel les rapports ennemis prêtaient une armée de soixante-dix mille hommes, était de déboucher dans la plaine et de l'attaquer, se prépara à recevoir la bataille. Le terrain qu'il choisit pour déployer son armée, s'étendait depuis l'Aube auprès d'Ortillon, jusqu'au-delà de la Barbuise à la hauteur de Nozai. Le prince de Wur-

(*) Les divisions Janssens et Boyer et deux bataillons de gendarmerie.

(**) Les divisions Excelmans et Colbert.—Quarante escadrons du corps de Wrede et les cosaques de Kaisarof.

(***) Les cuirassiers de Kretow et la garde à cheval prussienne.

temberg reçut l'ordre d'appuyer à droite pour se joindre au corps de Wrede. A six heures du matin, le 21, l'armée coalisée occupait les positions suivantes : à l'extrême droite, le géneral Volkmann avec ses bataillons autrichiens du corps de Wrede, occupait le village d'Ortillon. A sa gauche était le restant de ce corps, dans le même ordre que la veille s'étendant jusqu'au chemin de Mesgnil-la-Comtesse. La division des grenadiers russes de Czoglokow était en réserve. Le corps de Wurtemberg à gauche de celui de Wrede, ayant devant son front le village de Mesgnil-la-Comtesse, occupé par trois bataillons et deux escadrons de la garde prussienne. Suivait le corps de Giulay. Le corps de Rajewski était derrière Nozai, qu'il occupait fortement. La cavalerie de ces trois corps était en échelons entre celui de Rajewski et celui de Giulay, celle du général Pahlen à gauche. Les cosaques de Kaisarof étaient à la gauche de la Barbuise, s'étendant jusque vers Pouans ; les gardes, la division de grenadiers de Paskiewicz et celles de cuirassiers de Duca et de Kretow, restèrent dans la position que les réserves occupaient le 20. A la droite de l'Aube, la division de garde légère du général Ojarowski resta vers Rameru. Le front de l'armée était couvert par les troupes légères, et soixante-douze pièces de la réserve passèrent en première ligne.

Napoléon ayant vu que le prince de Schwarzenberg n'avait engagé le 20 que la moindre

partie de ses forces, crut que le combat qui avait été livré, n'avait eu d'autre but que de masquer la retraite des coalisés. En effet, il était difficile de croire, le 20, que le général ennemi jetterait une portion considérable de son armée vers Plancy, avant de savoir si réellement l'armée française y était. Mais le combat qui eut lieu près de Réges, et le rapport de ses éclaireurs de droite avaient cependant dû le persuader de la réalité de ce mouvement. Dans la nuit, il rappela à lui les divisions Berckeim, Henrion et Defrance. Le 21, au jour, il leur fit passer l'Aube, et vers huit heures du matin, le duc de Reggio étant arrivé, avec les trois brigades du général Leval et la cavalerie du général St.-Germain, Napoléon rangea son armée en bataille. Le prince de la Moskowa à la gauche avec ses divisions et celle de la garde. Le général Leval au centre, le général Sébastiani à la droite, avec la cavalerie de la garde et celle de la ligne. Une reconnaissance, poussée en avant de Grand-Torcy, n'ayant rencontré vers St.-Nabor que quelques piquets de cavalerie, l'empereur Napoléon se confirma dans l'opinion que l'ennemi se retirait.

Vers dix heures du matin, il ordonna au général Sébastiani de se porter en avant; le prince de la Moskowa devait suivre et appuyer son mouvement. Arrivés sur le plateau en avant d'Arcis, le prince et le général Sébastiani virent l'armée ennemie en bataille, attendant de pied ferme le

signal du combat. Près de cent huit mille hommes en attendaient vingt-huit mille (*). Malgré cette grande supériorité le combat s'engagea d'abord. Le général Sébastiani ayant fait occuper Moulin-Neuf, d'où l'on chassa les cosaques, fit attaquer le premier échelon de la cavalerie ennemie. Le général Pahlen fut vivement poussé, sa cava-

(*) ARMEE FRANÇAISE LE 20 MARS.

			INFANT.	CAVAL.
Pr. de la Moskowa.	Garde.	Div. Friant et Henrion......	8,000	
		— Janssens et Boyer	5,500	
Gén. Sébastiani....		—Excelmans, Colbert, Letort, Defrance		7,300
		Berkeim et Lefebvre Desnouettes..........		
Duc de Reggio	Gén. St-Germain.	Maurin et St-Germain....		2,500
	7e corps.	Leval........	6,500	
		Total......	20,000	9,800

ARMÉE COALISÉE.

Gén. Giulay.......	Div. Crenneville, Fresnelle et Nostitz.......		10,800	3,200
Pr. Wurtemberg...	— Pr. Adam, Franquemont et Duca.......		10,200	3,600
Gén. de Wrede.....	— Hardegg, Spleny, Rechberg, Delamotte et Czoglokow.		22,100	4,800
— Rajewski......	— Pr. Eugène, Gorczakow et Pahlen.......		16,500	3,500
Réserve..........	Grenadiers autrichiens, (3 brig.)		5,000	
	— Paskiewicz et cuirassiers Kretow.		3,000	1,600
	Garde russe à pied et à cheval, et garde prussienne......		15,800	4,800
Corps de cosaques.	Gén. Kaisarof et Seslawin			3,000
	Total......		83,400	24,500

lerie ploya ; et aurait été mise dans une déroute complète, si le second échelon ne fut arrivé à son secours. Pendant que le combat se soutenait, le prince de la Moskowa fit prévenir l'empereur Napoléon, que l'ennemi était en présence, en nombre quadruple de nos forces. Napoléon vint lui-même sur la hauteur, et il lui fut facile de s'apercevoir que le prince de Schwarzenberg pouvait l'occuper de front, tandis que le corps de Wrede l'attaquerait en flanc par Torcy, qui était dégarni. Ce n'était pas à beaucoup près l'intention du général ennemi, mais il était permis et même raisonnable de le supposer. Les 2e et 11e corps d'infanterie, les 5e et 6e corps de cavalerie, c'est-à-dire plus de seize mille hommes, ne pouvaient arriver que le soir. Napoléon ne crut pas devoir hasarder près de trente mille hommes, l'élite pour ainsi dire de son armée, contre des chances aussi désavantageuses. Il ordonna la retraite. Le prince de la Moskowa fit de suite commencer le reploiement des deux divisions de la garde. Celle des généraux Janssens et Boyer suivirent, et celle du général Leval devait soutenir encore quelque temps la cavalerie, qui resta sur le plateau pour couvrir la retraite. Un pont fut jeté en hâte entre Ormes et Villette, pour aider à l'écoulement des dernières troupes.

Le prince de Schwarzenberg restait, de son côté, dans l'incertitude et dans l'indécision. Ayant admis que l'empereur Napoléon devait le croire en

retraite, et se fiant au double avantage du nombre et de la position, il attendait l'attaque de l'armée française. Les têtes de colonne qu'il avait vu paraître sur le plateau en avant d'Arcis, lui parurent un sûr garant que Napoléon allait donner de la tête dans le milieu du demi-cercle qu'il avait tracé; il ordonna aux chefs de corps de se tenir prêts, au signal qu'il donnerait, à attaquer concentriquement les colonnes françaises. Cependant le rude choc qu'éprouva sa gauche ne laissa pas que de l'inquiéter. Cette gauche, à son avis, était en l'air; son idée fixe sur Brienne ne l'abandonnait pas. Oubliant qu'il avait plus de cent mille hommes, et qu'il en fallait au moins autant pour un mouvement semblable, il craignit d'être débordé par Troyes d'un côté, et par la droite de l'Aube de l'autre. Dans cette anxiété, et plutôt prêt à la retraite qu'au combat, il attendit pendant quatre pénibles heures le développement des manœuvres de l'empereur Napoléon. Enfin, vers deux heures, ayant vu clairement la retraite de l'armée française, et la tête de colonne de la garde gravir les hauteurs derrière Arcis, sur la route de Vitry, il se décida à mettre son armée en mouvement. Craignant toujours une manœuvre sur Brienne, il résolut de porter son aile droite au-delà de l'Aube. Le corps de Wrede reçut l'ordre de passer sur-le-champ cette rivière, et d'aller prendre position entre Dommartin et Donnement. La division de grenadiers de Czoglokow devait rester

à Chaudrey; celle de Paskiewicz sur les hauteurs derrière Mesgnil-la-Comtesse; les cuirassiers de Kretow entre deux. Le restant des gardes et réserves devait aller prendre position sur la Voire, en seconde ligne du corps de Wrede. Le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et ceux de Giulay et Rajewski, reçut l'ordre d'attaquer les troupes qui couvraient encore Arcis, et de se rendre maître de cette ville.

Le général Sébastiani soutenait toujours le combat sur le plateau, et les divisions du prince de la Moskowa avaient déjà passé l'Aube, lorsque les colonnes ennemies s'ébranlèrent vers Arcis. Napoléon ordonna au duc de Reggio de défendre les approches de la ville avec la division Leval, afin de retenir l'ennemi autant que possible. La brigade Montfort fut chargée de la partie orientale des faubourgs; la brigade Maulmont de la partie occidentale; la brigade Chassé resta en réserve. Des sapeurs furent placés au pont de Villette, pour être prêts à le rompre; les avenues d'Arcis furent barricadées. La division Rothembourg, qui arrivait dans le moment, prit position à la droite de l'Aube pour soutenir le général Leval. Le prince royal de Wurtemberg avait cependant fait avancer ses trois corps d'infanterie, en colonnes d'attaque, précédées par l'artillerie de réserve des gardes russes et prussiennes. La cavalerie, celle du général Pahlen en tête, se porta contre celle du général Sébastiani, excepté

la division de cuirassiers de Kretow, qui passa à droite vers Torcy. Le général Sébastiani se mit alors en retraite en échiquier, et sa cavalerie commença à passer le pont de Villette en bon ordre. Il n'y eut que la brigade formant le dernier échelon, qui pût être entamée par la cavalerie russe et qui perdit quelques prisonniers. Devant Arcis, s'engagea une violente canonnade, et les coups convergens des batteries formidables de l'ennemi firent beaucoup souffrir la division Leval. Le duc de Reggio, voyant ce dégat et désespérant de se soutenir contre près de quarante mille hommes, ordonna la retraite. La brigade Montfort passa la première et se retira en bon ordre, n'ayant pas été bien vivement suivie. La brigade Maulmont serrée de près par le corps de Rajewski, fut acculée vers le pont, et les tirailleurs russes parvinrent à s'établir dans le faubourg de Mery. Une charge du 10e léger les en rechassa. Mais la brigade Maulmont s'étant mise en retraite, les colonnes ennemies arrivèrent de toutes parts. Il y eut un moment de désordre au pont. Le général Leval fut blessé et le général Maulmont démonté. Le général Chassé pensa être pris, mais ayant réuni une centaine d'hommes des 16e léger et 28e de ligne, il nettoya les avenues du pont et le passage s'acheva en ordre. Le duc de Reggio prit position au-dessus des Vasseurs, à l'embranchement des routes; la brigade Maulmont resta à la tête du pont, pour protéger sa destruction.

Vers neuf heures du soir, le duc de Tarente, ayant pressé sa marche, au bruit du canon, arriva à portée d'Arcis. Le 11e corps et la cavalerie du comte de Valmy s'établirent à Ormes, avec les divisions Excelmans, Colbert et Berckeim, sous les ordres du général Sébastiani; le 2e corps à Viapre. Le même soir l'empereur Napoléon, avec les divisions du prince de la Moskowa, les divisions de cavalerie de Letort, Lefebvre-Desnouettes, Defrance et Jacquinot, et celles du général Milhaut, vint à Sommepuis; la cavalerie du général St-Germain resta à Mailly. Le prince royal de Wurtemberg resta avec les trois corps qu'il commandait, à la gauche de l'Aube, dedans et autour d'Arcis. Le corps de Wrede vint prendre position entre Donnement et Dommartin, couvert vers Braban par la cavalerie du général Frimont. Les gardes et réserves vinrent par Lesmont à Chalette. La division légère du général Ojarowski occupait Rameru, ayant ses postes avancés à Luistre et à Vinets. Le général Tettenborn, qui s'était retiré de Cosle à Pogni, le 18, à l'approche du prince de la Moskova, fit le 20, une pointe sur Châlons. Ayant ainsi prévenu le général Duvignau, qui de Clermont avait eu l'ordre de s'y porter; il se rendit maître de la place et rouvrit la communication avec l'armée de Blücher, dont la tête touchait Reims. Le 21, le général Tettenborn détacha deux régimens de cosaques avec deux canons, pour occuper Epernay, que tenait le gé-

néral Vincent, avec cinq cents hommes et un escadron. Une première attaque fut facilement repoussée; mais dans l'après-midi, la tête de l'avant-garde du corps de Winzingerode ayant débouché par la route de Reims, la ville fut attaquée de nouveau par deux côtés. Le général Vincent, hors d'état de tenir, se jeta dans la forêt de Vaucienne et gagna Dormans. La ville d'Épernay fut saccagée de la manière la plus honteuse, pour les généraux qui en donnèrent l'ordre.

Les deux journées des 20 et 21 mars nous coûtèrent deux mille cinq cents hommes, dont huit cents prisonniers et trois canons (1). Celle de l'ennemi ne peut pas être portée à moins de quatre mille hommes, puisque le corps de Wrede seul, d'après les états de l'ennemi, perdit deux mille trois cents hommes dans la journée du 20.

(*) C'est ce que confirment les écrivains allemands. On a voulu la porter à plus de quatre mille hommes. Nous n'avons pas eu plus de sept mille hommes d'infanterie engagée le 20, et quatre mille le 21. Deux mille cinq cents hommes en font le tiers ; on ne perd pas davantage sans être désorganisé.

CHAPITRE III.

Réflexions sur la bataille d'Arcis. — Napoléon se dirige vers la haute Marne. — Schwarzenberg se rapproche de Vitry. — Les coalisés décident de suivre Napoléon, qui s'avance vers Chaumont.

La bataille d'Arcis a été fertile en conséquences désastreuses, non pas qu'elle en ait été la cause première, mais parce qu'elle fut l'occasion du développement des mouvemens qui se préparaient à Paris. Les coalisés l'ont exaltée au pair de celles de Brienne et de Laon et même au-delà. En cela ils n'ont pas seulement servi leur amour-propre; mais ils se sont appuyés sur les résultats qu'ils ont obtenu dix jours plus tard. La bataille d'Arcis a-t-elle dû, a-t-elle pu amener seule, ces résultats? A-t-elle été une faute stratégique majeure? C'est ce que nous allons tâcher d'examiner en peu de mots. Selon notre coutume, nous développerons des faits, et nous les présenterons au lecteur; il établira son jugement. La bataille d'Arcis et le

combat du 21, sont deux opérations distinctes, qui n'appartiennent pas au même plan et dont l'une a pu être indépendante de l'autre; il convient donc de les examiner séparément. C'est à quoi nous conduira naturellement l'examen des projets que pouvait former l'empereur Napoléon, le 17 mars, du développement qu'il y a donné, et des causes qui ont pu diriger ou gèner ce développement. Qu'on ne croie cependant pas que nous allons chercher ici une victoire de l'armée française; pas plus qu'on ne nous verra partager la prévention d'amour-propre qui a voulu nous donner la victoire à Orthez et à Toulouse.

Napoléon ayant échoué, par les causes dont nous avons rendu compte, dans son projet de mettre hors de combat l'armée de Blücher, se tourna vers Reims, pour se débarrasser d'un corps qui venait se placer sur son flanc. Blücher, par une inactivité dont il est difficile d'assigner une cause raisonnable, ne fit aucun mouvement pour s'y opposer ou pour remédier à l'échec de Reims. Il se présentait donc à l'empereur Napoléon, la possibilité de lui dérober quelques marches, et de gagner le temps de faire un mouvement stratégique, qui pût le dégager et éloigner encore une fois le théâtre de la guerre. L'armée de Blücher était devant Soissons et semblait menacer la capitale, dont elle pouvait approcher par la rive droite de l'Oise. L'armée de Schwarzenberg était devant Nogent, et allait également me-

nacer Paris par la droite de la Seine. Dans cette position, il n'y avait que deux partis à prendre : ou aller joindre le duc de Tarente et se présenter de front à l'armée austro-russe; ou se porter sur le flanc de cette dernière, afin de la forcer à un mouvement rétrograde, pour se concentrer et couvrir ses communications. Le premier parti ne valait rien. L'armée qu'il pouvait rassembler à Provins, et dont la force ne passait pas cinquante mille hommes, dont plus d'un tiers de cavalerie, n'était pas assez forte pour forcer le passage de la Seine, en présence du prince de Schwarzenberg. Ce dernier pouvait donc l'arrêter assez longtemps pour que Blücher, refoulant devant lui les deux faibles corps qui lui étaient opposés, pût s'approcher de Paris. Que faire alors ? Il fallait que Napoléon se rapprochât lui-même de la capitale, y réunit toutes ses forces et y attirât à sa suite plus de deux cent mille ennemis. Un tel résultat, qu'il était toujours le maître d'amener, ne valait pas la peine de le faire précéder par de grandes combinaisons stratégiques. Encore avons-nous supposé qu'il aurait trouvé le duc de Tarente à Provins. Si l'on réfléchit que, soit en passant par les chemins défoncés d'Épernay à Sézanne, et Villenoxe, soit par Château-Thierry, il ne pouvait pas arriver à Provins avant le 22 ou le 23, cette supposition est inadmissible. On ne saurait trop admirer la bonhomie avec laquelle on nous raconte, que *tous les militaires éclairés* auraient

désiré que Napoléon se fût dirigé de Reims sur Provins, et de là par Sens, sur Auxerre. Eh! croit-on que Blücher aurait eu la complaisance de rester à Laon, pendant tout le temps qu'aurait duré cette marche? Et quand même, par impossible, cela serait arrivé, n'aurait-il pas bien vite marché sur Paris, dès qu'il aurait su Napoléon à Auxerre? *La ligne intérieure d'opérations* est une expression technique, qui demande, comme toutes les autres, d'être employée à propos. Dans le sens où l'on a voulu s'en servir, elle suppose que le centre d'opérations était Paris; et il ne nous reste aucun doute sur cet objet, lorsqu'on pose en fait que la perte de la capitale amenait la chûte du gouvernement. Or, dans ce cas, la ligne intérieure d'opérations, relativement à la position des armées ennemies, ne pouvait pas sortir du triangle formé par Provins ou Montereau, Soissons et Paris. Le mouvement sur Auxerre était tout-à-fait excentrique, et la conséquence en aurait été de couper Napoléon de sa capitale, dès l'instant où le prince de Schwarzenberg se serait établi entre Sens et Troyes. Ce qu'on a dit de la facilité avec laquelle se serait faite la jonction du duc de Trévise et du duc de Raguse n'est pas plus conséquent. Sans doute qu'ils auraient pu facilement venir à Auxerre, mais alors que serait devenu Paris?

Le second parti que pouvait choisir Napoléon, celui de se présenter sur le flanc de l'armée aus-

tro-russe, était dans les circonstances du moment, le plus conforme aux principes de l'art de la guerre et par conséquent le meilleur. Le prince de Schwarzenberg étant attaqué en flanc, il devait arriver de deux choses l'une, ou que la rapidité du mouvement permettait de l'atteindre, pendant que ses différens corps étaient encore séparés, ou qu'il aurait le temps de les réunir. Dans le premier cas, l'armée austro-russe non-seulement souffrait un échec au premier choc, mais elle risquait d'être battue en détail. Dans le second, il était évident que le général ennemi choisirait le point de réunion de son armée, de manière à se retrouver de front avec l'armée française. La nécessité de ne pas se séparer de ses parcs de réserve et de ses grands dépôts; la crainte de se voir coupé de sa base d'opérations par une insurrection, que protégerait la présence d'une armée nationale; tous les motifs, en un mot, se réunissaient pour imposer au prince de Schwarzenberg la nécessité d'empêcher que l'empereur Napoléon ne s'interposât entre lui et Langres. Non-seulement l'armée austro-russe ne pouvait pas se réunir devant Nogent, mais elle ne le pouvait peut-être pas même à Troyes. Si Schwarzenberg était obligé de rétrograder jusqu'à Bar-sur-Aube, il n'était pas à craindre que Blücher marchât seul sur Paris; il était bien plus probable qu'il reviendrait lui-même à Châlons, sur sa propre ligne d'opérations. Et quand même il aurait marché sur Paris, les deux corps

des ducs de Raguse et de Trévise, avec les réserves qui y étaient, suffisaient pour le défendre d'une occupation forcée. Alors même la prise de la capitale n'aurait eu aucune conséquence politique, parce qu'une révolution de gouvernement ne pouvait avoir lieu que sous les yeux des souverains coalisés.

Telles étaient les considérations qui pouvaient décider l'empereur Napoléon à marcher vers l'Aube. N'ayant qu'environ seize mille hommes avec lui, il ne pouvait pas passer cette rivière plus haut que Plancy ou Arcis, afin que le duc de Tarente pût le rejoindre en deux marches. Persuadé que son mouvement avait été trop rapide pour que le prince de Schwarzenberg pût en avoir été averti, autrement que par le corps qui avait été chassé de Fère-champenoise, le 18 au soir, il crut le trouver en mouvement de concentration derrière Troyes. C'est dans ce but qu'il marcha sur Plancy et se porta rapidement à Mery, où il pensa dans le fait atteindre le corps de Wurtemberg. Assuré que toute l'armée ennemie avait dépassé Mery et que la tête devait avoir passé Troyes, il se décida à marcher sur Arcis. De là il pouvait à son gré, se rabattre sur Troyes ou se diriger vers Bar-sur-Aube. Le duc de Tarente, prévenu de son arrivée, devait pouvoir le joindre dans la journée du 20, avec cinquante mille hommes, il était plus maître de ses mouvemens et ne devait plus craindre de se compromettre.

Ce calcul fut doublement trompé. D'abord, le prince de Schwarzenberg crut que l'intention de Napoléon était de passer la Seine à Mery, et il fut confirmé dans cette idée, par l'apparition d'une tête de colonne de cavalerie sur ce point. Les rapports de ses avant-postes lui annonçaient, qu'il n'y avait que de la cavalerie à la gauche de l'Aube. Ayant donc presque toute son armée sur la ligne de Troyes à Arcis, il forma le projet de marcher sur Plancy, pour s'opposer au passage de l'armée française. Le même matin Napoléon occupa Arcis, et ce mouvement amena la bataille du 20; vivement attaqué par le corps de Wrede, Napoléon se trouva dans la nécessité de défendre le passage d'Arcis. Non-seulement il ne devait pas songer à se laisser acculer dans la ville, ce qui aurait pu compromettre son faible corps, mais il lui importait de se soutenir au-delà de l'Aube, jusqu'au soir, afin de conserver le passage aux troupes du duc de Tarente, qu'il attendait au plus tard dans la nuit. Il s'y décida d'autant plus aisément, que pendant toute la journée il ne vit de troupes ennemies que par sa gauche. On ne peut pas non plus accuser l'empereur Napoléon d'avoir attendu inutilement le duc de Tarente. Il est bien loin d'être démontré que ce dernier n'ait pas pu arriver à Arcis, au moins le 20 au soir. Le 17, lorsqu'il vit que l'ennemi au lieu de renouveler le combat de la veille, s'était retiré dans ses anciennes positions et restait inactif, il pouvait aisément

préjuger un mouvement, qu'il devait lui importer de connaître exactement. C'est dans ce cas là que pour bien faire la guerre défensive, il est nécessaire de prendre instantanément l'offensive. Il fit pousser le 18, sur St.-Martin de Chenestron, une reconnaissance, qui rentra après avoir vu la cavalerie du général Pahlen. Si cette reconnaissance, faite par les trois corps de cavalerie et soutenue par un corps d'infanterie, eût été poussée à fond, on aurait enfoncé le rideau qui couvrait la retraite de l'ennemi. Rien n'empêchait alors le duc de Tarente d'occuper, le même soir, les hauteurs de Villenoxe et de Mont-le-Potiers. Il en serait résulté qu'il aurait facilement pu arriver à Arcis le 20 au soir.

Le passage d'Arcis conservé, l'empereur Napoléon avait atteint le premier but de son mouvement; celui de s'emparer du passage de l'Aube et de se mettre en mesure d'agir sur le flanc de l'ennemi. Mais l'exécution de la seconde partie du plan qu'il avait formé avait dépendu de circonstances qui ne pouvaient plus se réaliser. D'un côté la totalité des troupes du duc de Tarente ne put être arrivée à Arcis que le 21, très-tard; autant vaut dire le 22. D'un autre côté l'armée du prince de Schwarzenberg était ralliée et il ne fallait plus songer à la battre en détail. L'attaque vigoureuse et opiniâtre de Torcy et la marche d'un gros corps de troupes dans la direction de Plancy, que Napoléon dût connaître dans la nuit,

en étaient des indices certains. Il n'était pas possible de prendre ce mouvement combiné pour une démonstration tendante à couvrir une retraite. Il ne fallait donc plus penser à un mouvement offensif avec une aussi grande disproportion de forces, surtout ayant un défilé à dos. Ici comme à Leipzig, il fallait profiter de l'inaction de l'ennemi pour mettre sa petite armée en sûreté. Il lui restait encore un moyen de dégager Troyes et de forcer le prince de Schwarzenberg à repasser l'Aube. Ayant rallié, le 21 au soir, les troupes du duc de Tarente, il pouvait laisser un corps devant Arcis, pour défendre le passage et se porter avec le reste, le 22 au matin, à Rameru. Ce mouvement aurait empêché d'aborder le prince de Schwarzenberg, de prendre position derrière le ruisseau de Puy, ainsi qu'il en avait le projet, afin de s'appuyer à Vitry. En second lieu, en menaçant la position de Brienne et les défilés de Bar-sur-Aube, dont le prince de Schwarzenberg était si jaloux, il obligeait ce dernier à aller se placer derrière la Voire et par conséquent à retirer ses troupes de la gauche de l'Aube. Alors l'empereur Napoléon pouvait, à son choix, repasser l'Aube à Rameru, rentrer dans la ligne intérieure d'opérations et replacer les choses où elles en étaient le 26 février, ou bien prolonger son mouvement par la gauche vers les communications de l'ennemi.

Nous ne ferons aucunes observations sur la con-

duite du prince de Schwarzenberg; elle porte le même caractère d'indécision qu'elle avait dès le commencement de la campagne. La bataille d'Arcis a été gagnée tactiquement par les deux divisions du prince de la Moskowa, puisque le corps de Wrede échoua dans tous ses efforts pour s'emparer de Torcy. Mais le prince de Schwarzenberg a remporté une victoire stratégique incontestable, dans les journées des 20 et 21, en empêchant l'armée française de déboucher à la gauche de l'Aube et en forçant Napoléon à changer son plan d'opérations. Il est cependant une chose à remarquer; c'est que l'indécision du prince de Schwarzenberg et son anxiété à l'égard de son aile gauche montèrent à un tel point le 21, que, si les deux corps d'infanterie et les deux de cavalerie du duc de Tarente étaient arrivés le matin et que le front de l'armée française se fût prolongé, il est indubitable que l'armée ennemie repassait l'Aube à Lesmont et à Dieuville.

Quittant les bords de l'Aube, Napoléon en revint au projet qu'il avait déjà conçu quelque temps auparavant, de manœuvrer sur les communications de l'ennemi. Pour cela il résolut d'abord de regagner la Marne, afin de se dégager tout-à-fait de l'armée austro-russe. Son intention était de prendre la route de St-Dizier et de Joinville; de pousser un corps de cavalerie sur Chaumont et Langres, afin de couper tout de suite ses communications, et de manœuvrer lui-même en remontant la

Marne, tant afin de couvrir la réunion des garnison des 3e et 4e divisions militaires et protéger la levée en masse, que pour être à portée de profiter des mouvemens que l'ennemi ferait pour se rapprocher de sa base. Les ducs de Trévise et de Raguse reçurent l'ordre de rejoindre l'armée par Vitry. Le résultat de ce mouvement de l'Empereur devait être de se rendre maître des deux lignes d'opérations des armées ennemies ; de les séparer de leurs bases, et de les priver de toutes leurs grandes réserves de munitions, dont elles avaient un besoin indispensable pour continuer la guerre. Il devait lui paraître indubitable, que les armées coalisées le suivraient, soit pour se remettre en possession de leurs lignes d'opérations, soit pour s'en ouvrir une nouvelle. On verra, dans la suite de cette histoire, que Napoléon ne s'était pas trompé en comptant sur ce résultat. On lui a reproché l'imprévoyance avec laquelle il avait découvert Paris, sans songer à rendre l'action du gouvernement indépendante de l'occupation de la capitale. Ce reproche, visiblement fondé sur la marche qu'ont prise les événemens, est-il juste? Nous avons nous-même dit que Napoléon n'évitait et ne devait rien tant éviter que de revenir sous les murs de Paris, avec son armée et d'y entraîner les ennemis à la suite. La raison en est simple, c'est qu'alors il abandonnait tous les départemens qui couvrent la capitale, et réunissait sur un seul point toutes les

espérances du salut de la France. Mais toutes les chances que devait amener le mouvement qu'il entreprenait le 22 mars, étaient absolument différentes. S'il entraînait les armées ennemies à sa suite, et cela aurait été, sans le dernier coup qui lui fut porté, il est évident qu'il éloignait le danger de la capitale. Si au contraire les coalisés, le voyant déjà maître de leurs communications, tentaient un mouvement, plutôt de désespoir que d'audace, en marchant eux-même sur Paris, qu'arrivait-il? D'abord il n'était pas de condition essentielle que les agens du gouvernement et même les corps constitués, appartenans à l'empire, suivissent le sort de la capitale. Napoléon devait donc supposer, dans ce cas, que les grands corps constitués s'éloigneraient à l'approche du danger. Si les grands corps constitués s'éloignaient de Paris, la défense de cette ville était aussi facile, que l'occupation en était désastreuse pour l'ennemi. Cependant il pouvait se faire que Paris succombât après un combat malheureux. Sait-on bien ce que c'est que l'occupation d'une ville de sept cent mille âmes, par une armée privée presque de munitions (c'est le cas où se trouvaient les coalisés le 31 mars), séparée de toutes ses communications et entourée d'une population plus ou moins ennemie! Napoléon serait revenu sur ses pas et, en revenant, achevait de détruire les derniers magasins de l'ennemi. Que seraient devenues ces armées, peu de jours après triomphantes, mais que pouvaient à

peine rassurer la révolution politique faite sous leurs yeux?

Le 22, l'empereur Napoléon continua son mouvement et passa la Marne au gué de Frignicourt. Le prince de la Moskowa, avec la division Janssens, dont le général Lefol avait pris le commandement, et les divisions de cavalerie des généraux Briche et Lhéritier, fut chargé de faire une tentative sur Vitry. Cette place était défendue par cinq bataillons et trois escadrons russes, deux bataillons et demi et deux escadrons prussiens, faisant environ cinq mille cinq cents hommes, avec quarante bouches à feu, sous les ordres du colonel Schwichow. Après quelques instans de canonnade, la place fut sommée et le commandant, intimidé, demanda d'abord d'envoyer un officier au quartier-général des coalisés. Cette demande ayant été refusée, la négociation se rompit. L'empereur Napoléon n'ayant pas l'intention de tenter sérieusement une attaque de vive force, les troupes furent prendre position à Vitry-le-Brûlé; les divisions Friant, Henrion et Letort, occupèrent Farémont; le duc de Tarente, avec les 2e et 11e corps, la division Treilhard et la cavalerie du général Sébastiani vint prendre position sur les hauteurs de Dosnon; le duc de Reggio, avec les divisions Leval et Rothembourg, resta devant Arcis, et fit garnir la rive droite de l'Aube de batteries, depuis Ormes jusqu'en face de Torcy.

Dès l'instant où le prince de Schwarzenberg

fut assuré que les colonnes françaises, en repassant l'Aube, avaient pris la direction de Vitry, c'est-à-dire le 21 au soir, il s'était décidé à déployer son armée derrière le ruisseau de Puy. Le prince royal de Wurtemberg reçut l'ordre, aussitôt qu'il aurait forcé le passage, d'aller prendre position entre Dampierre et Corbeil, avec son corps et celui de Rajewski. Le corps de Wrede devait se placer en seconde ligne derrière le Meldenson à Donnement ; les gardes et réserves en troisième ligne derrière la Voire ; le corps de Giulay devait occuper Arcis. Le lendemain matin, il changea de disposition et se décida à approcher son armée de Vitry. Son intention était, si le prince de Wurtemberg pouvait déboucher par Arcis, de lui faire prendre position sur les hauteurs de Dosnon ; dans le cas contraire il devait appuyer à droite. En conséquence de ce dernier ordre, le prince royal de Wurtemberg fit jeter un pont, le 22 au point du jour, à Rameru, et commença à y diriger ses troupes. Le corps de Giulay essaya de déboucher d'Arcis, en faisant reconstruire le pont, mais il fut contenu par la brigade Maulmont jusqu'à la nuit. Dès que l'avant-garde du corps de Rajewski eût passé l'Aube, le prince royal de Wurtemberg fit occuper Luistre, par les cinq régimens de cosaques du général Ilowaisky. Ce dernier en fut peu après chassé par la cavalerie du général Sébastiani. Mais le général Pahlen s'étant avancé lui-même, avec le restant de l'avant-

garde, notre cavalerie se replia. Le général Pahlen resta cependant à Luistre, pour observer le duc de Tarente. Le soir, les corps de Wrede et de Wurtemberg étaient sur les hauteurs de Corbeil, couverts par la cavalerie du général Frimont; celui de Rajewski à Dampierre; les gardes et réserves entre Dommartin et Donnement; le corps de Giulay à Arcis; la division de garde-légère du général Ojarowski à Metiercelin, près de Sommepuis; le général Kaisarow entre Mery et Plancy, ayant le général Seslawin, devant lui à Sézanne. La division Lichtenstein, qui avait quitté Joigny, couvrait Dijon. Le général Tettenborn, qui occupait toujours Châlons, ayant été instruit du mouvement de l'armée française, poussa des partis vers Cosle et Sommesous. Un de ces partis prit un courrier, porteur de dépêches pour l'impératrice.

Le 23, l'empereur Napoléon vint à St.-Dizier, avec les divisions Friant et Henrion, et celles de cavalerie des généraux St-Germain, Desnouettes, Defrance et Piré. Cette dernière division, qui formait la tête de la colonne, s'empara, à St-Dizier, d'un équipage de ponts, et fit environ neuf cents prisonniers; le soir elle vint à Doulevent. Le prince de la Moskowa resta devant Vitry, avec les divisions Lefol et Boyer et les deux de dragons du général Milhaud. Le duc de Tarente se mit en mouvement au point du jour, le 2e corps en tête et le 7e faisant l'arrière-garde. Le parc d'artillerie qui était resté à St.-Saturnin, reçut l'ordre de re-

monter à Pleurs, pour se rendre à Sommepuis par Semoine. La division Amey, qui l'avait déjà escorté, devait le couvrir encore dans sa marche; mais par un mal-entendu d'ordres, ce général se rendit à Sézanne, et le parc marcha seul. Arrivé près de Sommepuis, ce parc fut tout-à-coup assailli par la division Ojarowski, qui débouchait de Métiercelin, par la route romaine. Le commandant le forma en carré et s'apprêta à se défendre, avec environ quatre cents canonniers ou sapeurs; mais les obus qui tombaient au milieu des caissons, le décidèrent à essayer de sauver les chevaux en abandonnant les voitures. Il fut chargé dans le moment, et perdit plus de deux cents prisonniers. Le 2e corps avait alors dépassé le Fenu, et le général Gérard se pressa d'arriver à Sommepuis. Les Russes furent attaqués, et forcés de se retirer à Humbeauville, mais ils emmenèrent quatorze bouches à feu avec eux.

Pendant toute la journée du 22, le prince de Schwarzenberg resta dans l'indécision, sur le véritable mouvement de l'empereur Napoléon. Il ne pouvait deviner si l'armée française s'était dirigée sur Châlons, sur Vitry ou sur Montmirail. En attendant qu'il obtînt des renseignemens positifs, il prépara deux ordres de mouvement pour le 23. Dans le cas où l'empereur Napoléon se serait dirigé sur Vitry, l'armée austro-russe devait se déployer, la droite vers Huiron, la gauche en avant de Luistre; le corps de Giulay restant à Arcis,

les réserves à Sommesous. Dans le cas où Napoléon marcherait sur Châlons, l'armée coalisée devait appuyer sa droite à Sommepuis et la gauche à Luistre; le corps de Giulay restait toujours à Arcis, mais les réserves venaient à Humbeauville. Cette double disposition fut envoyée au général de Wrede, afin qu'il choisît celle qui lui paraîtrait la plus convenable; il fut seulement invité de faire connaître celle qu'il aurait choisie. L'incertitude du prince de Schwarzenberg dura encore pendant toute la matinée du 23. Le général de Wrede ne s'était décidé à rien, et les avis les plus bizarres arrivaient au quartier-général des coalisés. Enfin vers midi, on reçut le rapport de l'affaire qui venait d'avoir lieu près de Sommepuis. Le prince de Schwarzenberg reçut, en même temps, les dépêches dont était porteur un courrier, pris un peu avant l'attaque du convoi, et la lettre autographe de Napoléon, adressée à l'impératrice (*). Toutes ces dépêches s'accordaient à indiquer le mouvement de l'armée française sur St.-Dizier, et le projet de l'Empereur de manœuvrer sur Langres. Une nouvelle non moins importante était, que les coureurs du général Winzingerode s'étaient ren-

(*) M. Plotho (tome III, page 342) rapporte textuellement la lettre de Napoléon à l'impératrice. Cette prétendue lettre a partagé le sort de toutes les pièces publiées à cette époque. Elle porte des signes si évidens de falsification, que nous avons cru devoir l'écarter d'une histoire que nous n'avons pas destinée à être une archive de pièces fausses.

contrés avec ceux du général Pahlen, à Poivre, et que les postes avancés du premier étaient vers Sommesous. On était donc assuré que plus rien ne devait s'opposer à la réunion des deux armées coalisées.

A trois heures après midi, le grand conseil de la coalition se réunit chez l'empereur Alexandre. Deux plans d'opérations y furent débattus. Le premier était celui de suivre l'armée française par une marche parallèle. Dans ce cas, comme l'empereur Napoléon devait être arrivé le 22 à St.-Dizier, et qu'il serait par conséquent, le 24, maître de Chaumont et de la route de Langres, il fallait que l'armée coalisée se retirât par Vandœuvres, Bar-sur-Seine et Châtillon. L'autre plan était d'abandonner la ligne d'opérations actuelle; de se réunir à l'armée de Blücher et de s'ouvrir une nouvelle ligne d'opérations par la Belgique. Le premier de ces deux plans d'opérations, parut à quelques membres du conseil, devoir entraîner le renversement total de tous les projets de la campagne. Ils craignaient que l'armée austro-russe ne fût successivement obligée, par les manœuvres de Napoléon, de se replier au Rhin, en perdant beaucoup de monde et la plus grande partie de l'artillerie et des bagages. D'autres craignaient les dangers presqu'inévitables, qu'allait entraîner l'abandon de la ligne d'opérations et de toutes les réserves de munitions, pour chercher une autre

ligne, sur laquelle rien n'avait pu être préparé. Des considérations politiques l'emportèrent sur les objections de ces derniers. L'empereur Alexandre que ses liaisons mettaient plus au fait de ce qui se passait à Paris, ne voulait s'éloigner du centre de l'empire que le moins possible. Le Roi de Prusse partageait cette opinion. Les derniers avis parvenus personnellement aux souverains, annonçaient que tout était prêt pour une révolution, qui avait, de son côté, besoin des armées ennemies pour éclater avec succès. La prolongation de la guerre sur le territoire français, en augmentant le mécontentement du peuple, pouvait hâter ou au moins faciliter cette révolution. Il fut donc décidé que l'armée austro-russe se mettrait sur-le-champ en marche, toutes les colonnes se dirigeant sur Châlons, afin de se réunir à l'armée de Silésie et manœuvrer sur les flancs et les derrières de l'armée française. L'occupation de Châlons, qui devenait le pivot de la nouvelle ligne d'opérations, avait été regardée comme le premier objet dont on devait s'occuper.

Cependant le duc de Tarente continuait son mouvement sur Vitry, avec les 2e et 11e corps, suivi de près par le duc Reggio. La cavalerie du général Sébastiani resta quelque temps sur les hauteurs de Dosnon, pour couvrir la marche des colonnes. Elle y fut attaquée par la cavalerie des corps de Rajewski et de Wurtemberg; le combat

n'eut d'autre résultat que d'obliger la cavalerie ennemie à se contenter de suivre tranquillement l'arrière-garde française. Vers cinq heures du soir, le général Gérard passa la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et le 2e corps releva devant Vitry le prince de la Moskowa, qui se mit en marche pour gagner St.-Dizier. Le 11e corps passa un peu plus tard et vint prendre position près Bignicourt. Le duc de Reggio arrivant vers le soir, avec le 7e corps, sur les hauteurs de Courdemange et Huiron, vit l'ennemi sur son flanc. C'était la cavalerie du corps de Wrede, sous les ordres du général Frimont, celle du général Ojarowski et la tête des colonnes d'infanterie. La contenance de nos troupes en imposa au général de Wrede, qui se contenta de cotoyer le mouvement. Ayant cependant fait occuper Huiron et Courdemange, le duc de Reggio, pour ne pas être trop pressé dans son passage, en fit chasser l'infanterie ennemie. Le passage se fit en ordre et sans autre dommage que la perte de quelques voitures, abandonnées à cause de la fatigue des chevaux; le pont fut brûlé et le 7e corps rejoignit le 11e; la cavalerie du général Sébastiani continua sa marche à St.-Dizier. Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: le corps de Wrede sur les hauteurs de Courdemange; celui de Wurtemberg à Sommepuis; celui de Rajewski et les cuirassiers de Duca à Poivre; le général Pahlen à Soudé-Ste.-Croix; celui de Giulay, parti le soir d'Arcis, était en route pour

se rendre à Mailly : il escortait les réserves du parc général d'artillerie ; les gardes et réserves à Saint-Chéron ; le général Seslawin fut envoyé à Fère-Champenoise.

CHAPITRE IV.

Les coalisés se décident à marcher sur Paris.—Blücher passe l'Aîne —Les ducs de Trévise et de Raguse repassent la Marne.—Réflexions sur leur mouvement.—Les ducs de Trévise et de Raguse se dirigent sur Vitry.

Le 24, le mouvement de la grande armée continua. L'empereur Napoléon avec la garde, la cavalerie du général Sébastiani, celle des généraux Milhaud et de Valmy et les divisions du prince de la Moskowa, vint à Vassy. Le duc de Tarente avec les 7e et 11e corps et le 2e de cavalerie, arriva à St.-Dizier. Le 2e corps et la cavalerie du général Treilhard, faisant l'arrière-garde, s'arrêtèrent à Perté, Le même jour, de grand matin, le prince de Schwarzenberg apprit que l'armée de Blücher occupait Châlons et que la cavalerie du général Winzingerode était déjà à Vatry. La jonction était donc faite, et la possession de Châlons assurée, et les deux premiers objets de la décision du conseil

des coalisés étaient remplis. Alors le prince de Schwarzenberg s'occupa de suivre la détermination qui avait été prise, d'agir offensivement sur les derrières de l'armée française avec toutes les forces réunies de la coalition. Les colonnes, qui allaient se mettre en marche pour Châlons, reçurent l'ordre de changer de route et de se diriger sur Vitry; le général Winzingerode reçut celui de prendre également la même direction. Vers dix heures du matin, le corps de Rajewski et les réserves arrivèrent à Sommepuis; le corps de Wurtemberg qui les avait attendus se mit en mouvement; l'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui avaient passé la nuit à Sommepuis, se mirent à la tête des colonnes. Le corps de Wrede avait passé la Marne avec sa cavalerie à neuf heures du matin et s'était avancé jusqu'à Vitry; il devait former l'avant-garde des coalisés. Arrivés à peu de distance de Vitry, les souverains s'arrêtèrent soudain, et sur un tertre à côté de la route, réunirent l'état-major général en conseil. Une communication venue de Paris, fut la cause de cette délibération inattendue. Un individu, expédié par les chefs de la révolution qui se préparait, était venu leur porter les dernières assurances que tous les moyens de la révolution étaient prêts (*). Bordeaux avait

(*) M. de V. fonctionnaire impérial, apportait à l'empereur Alexandre un billet de T*** qui contenait ces mots: « Vous pouvez tout, et vous n'osez rien. Osez donc une fois. » Le laconisme de la dépêche était fondé sur la nécessité de la cacher.

été remis le 12 mars entre les mains des Anglais, et, ainsi appuyé, le parti royaliste s'armait dans les départemens de l'ouest. Il fallait donc se décider ou à diriger la révolution en se hâtant d'occuper Paris, ou la voir dégénérer en des dissentions civiles, insignifiantes, qui seraient bientôt comprimées. Toutes les mesures étaient prises pour paralyser la défense de la capitale, et le parti puissant, par le rang qu'il occupait, qui avait ainsi préparé les voies et applani les difficultés qui pouvaient arrêter les coalisés, n'attendait que leur protection pour se déclarer et agir.

Puissamment encouragés par l'appel qui leur était fait, les coalisés jetèrent les yeux sur la position générale des armées et des affaires. Le parti que venait de prendre Napoléon était extrêmement dangereux pour les coalisés. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes de bonnes troupes; appuyé aux Vosges et aux forteresses de la Moselle; renforcé par une levée en masse, qui n'attendait que la protection d'une armée pour éclater dans dix départemens, il détruisait tous leurs magasins, leurs dépôts et leurs hôpitaux. Favorisé par la nature du terrain, il aurait à chaque instant eu l'avantage de les forcer à se battre dans des positions désavantageuses. La prise de Lyon, assurait il est vrai leurs communications avec la Suisse, mais ne réparait pas le dommage que devait causer l'apparition des troupes françaises à Chaumont. Tout autour de l'armée coalisée, les

habitans des campagnes, mis au désespoir par les vexations, les incendies et le pillage de ces troupes mal disciplinées, faisaient une guerre acharnée à leurs détachemens. Dès que les coalisés auraient repassé la Marne, tous les départemens qu'ils quittaient allaient s'insurger. Entourés d'ennemis de toutes parts, privés de vivres et bientôt de munitions, ils ne pouvaient soutenir cette guerre et se seraient vus forcés de se hâter de regagner le Rhin, avec les débris démoralisés de leurs armées.

D'un autre côté, en marchant sur Paris, ils s'exposaient à de grands dangers. Si la capitale, où de nouvelles troupes pouvaient arriver, se défendait seulement deux ou trois jours, ils risquaient de trouver leur perte totale, là où ils avaient compté sur la victoire. Napoléon devait nécessairement revenir sur ses pas : il fallait se retirer en hâte au travers d'un pays insurgé et ruiné; dans quarante-huit heures au plus, la retraite devenait une déroute. Mais les garanties données suffirent pour assurer que Paris ne pourrait pas être défendu. Les assurances qu'avaient reçues les coalisés, les avaient déjà empêchés de suivre leur premier mouvement de retraite; le second message les décida à marcher sur Paris. Ils le pouvaient sans danger puisque, par un de ces hasards qui président souvent à la destinée des empires, Napoléon, en se dirigeant vers Chaumont, leur en ouvrait le chemin. Ils n'avaient besoin que de marcher rapidement et ils le firent.

Autant on les avait vus aller lentement lorsqu'ils étaient en présence des corps français, quelques faibles qu'ils fussent, autant leur mouvement fut accéléré lorsqu'ils n'eurent plus rien devant eux.

Le conseil de la coalition décida donc : « Que » les armées coalisées se rendraient à marches » forcées à Paris, *dont le chemin venait de leur » être ouvert* (*); et que le général Winzingerode » avec sa cavalerie se mettrait à la suite de l'armée » de l'empereur Napoléon, vers Saint-Dizier, et » chercherait, par tous les moyens, à lui faire » croire qu'il était suivi par toute l'armée coa- » lisée. »

C'est ainsi que le mouvement qui aurait dû donner la victoire à Napoléon, si la capitale avait été en état de défense, servit à lui faire perdre sa couronne, parce que Paris fut, pour ainsi dire, perdu le jour même où il arriva à Vassy. Le soir, l'armée coalisée occupait les positions suivantes: Le corps de Wrede à Maisons, devant Vitry; celui de Wurtemberg à Blacy; celui de Rajewsky à Pringy et Loisy; celui de Giulay était vers Herbisse; les gardes et réserves à Courdemange; le général Kaisaroff à Villenoxe; le général Seslawin vers Sézanne; le général Winzingerode avec son corps, composé de neuf régimens de cavalerie du général Orurk, de quinze régimens de cosaques,

(*) Militairement le chemin de Paris était ouvert dès le 22; politiquement il ne le fut que le 24.

d'une brigade d'infanterie et de quarante-huit canons, dépassa Vitry et s'avança jusque vers Heitz; le général Tettenborn, avec un régiment de hussards, cinq de cosaques et huit canons, en forma l'avant-garde et vint à Thiblemont.

Nous avons laissé l'armée de Blücher, le 17 mars, en avant de Laon jusqu'à l'Aîne, et le corps de Bülow à la Fère. Le duc de Raguse était toujours à Bery-au-Bac et le duc de Trévise était à la gauche de l'Aîne et de la Vesle, vers Soissons. Le 18, Blücher, ayant appris que l'empereur Napoléon avait fait occuper Châlons, jugea que son dessein était de manœuvrer vers l'Aube, et se décida lui-même à se porter en avant et à se rapprocher du prince de Schwarzenberg. Dès le matin, les corps de Kleist et d'York se portèrent en avant, le premier à Pont-à-Vaire et le second à Bery-au-Bac; en même temps, la cavalerie du général Czerniszeff s'avança à gauche vers Asfeld, et y força le passage de l'Aîne, qui n'était défendu que par les habitans du pays.

Le duc de Raguse, ayant eu avis, dès le 16, des projets de Blücher, en avait prévenu le duc de Trévise, en l'invitant à venir se réunir à lui à Reims, où il allait être obligé de se retirer, ne pouvant pas résister seul à des forces aussi imposantes. Le duc de Trévise, ayant laissé la brigade Grouvelle sur la route de Compiègne, et la division Charpentier devant Reims, se mit en mouvement sur-le-champ, avec les divisions Cu-

rial, Christiani et Roussel. Le 17, il arriva à Fismes, où il croyait trouver quelque détachement du 6e corps, destiné à couvrir la communication. Le général Belliard, qui arriva le premier avec la cavalerie, n'y rencontra personne et ne put avoir aucune nouvelle du duc de Raguse.

Le 18 au matin, le duc de Raguse, voyant les colonnes ennemies s'approcher de l'Aîne, chargea le général Ricard, avec sa division et celle du général Merlin, de la défense de Bery-au-Bac, et lui-même se porta à Pont-à-Vaire avec une brigade et une batterie; le restant de son infanterie et les cuirassiers du général Bordesoulle furent placés en réserve sur les hauteurs de Roucy. La division Ricard défendit Bery-au-Bac avec la plus grande opiniâtreté, et ayant enfin été obligée de repasser l'Aîne, le pont qui avait été miné fut détruit et le corps d'York arrêté tout court. A Pont-à-Vaire, tous les efforts du général Kleist, pour construire un pont, furent inutiles; le feu bien nourri de six bouches à feu et d'environ trois cents tirailleurs, empêcha constamment les travailleurs prussiens d'approcher de la rivière. Enfin, vers le soir, la cavalerie du général Czerniszeff commençant à passer la Suippe, la division Ricard et puis les troupes qui étaient à Pont-à-Vaire furent forcées de se replier: elles se réunirent à Roucy, où le duc de Raguse prit un moment position. Mais la cavalerie des deux corps prussiens ayant passé l'Aîne à gué, entre Bery et

Pont-à-Vaire, le duc de Raguse, menacé de front et débordé sur son flanc droit, se vit forcé de penser à la retraite : il la fit sur Fismes. L'expédient n'était pas maladroit, car le mouvement des Prussiens étant prononcé sur Reims, il évitait le choc direct des corps ennemis qui étaient en marche, et jetait le corps du duc de Trévise en première ligne. Ce dernier était cependant reparti de Fismes le 18 au matin, et était venu à Reims, où il ne rencontra également aucunes troupes du 6e corps. Les divisions d'infanterie prirent position sur les hauteurs en avant de la ville; le général Belliard, avec la cavalerie, s'établit à Neuvillette, occupant Merfy et Saint-Thiery et couvrant toutes les routes. Une reconnaissance qu'il poussa jusqu'à Cauroy, pour avoir des nouvelles du duc de Raguse, y trouva les cosaques.

Le soir l'armée russo-prussienne occupa les positions suivantes. Le corps d'York à Juvincourt et la Ville-aux-Bois ; l'avant-garde de Katzler à Bery-au-Bac. Le corps de Kleist à Pont-à-Vaire. La cavalerie des deux corps et celle de Czerniszeff sur les hauteurs de Cormicy. Le corps de Winzingerode à Amifontaine. Ceux de Sacken et Langeron autour de Corbeny. Celui de Bülow à Laon.

Le 19, le duc de Raguse, ayant donné avis à son collègue de sa retraite sur Fismes, l'invita à venir l'y joindre. Ce mouvement convenait sous le rapport de la concentration des deux corps, et pour rallier la division Charpentier. Le duc de

Trévise se mit donc en mouvement. Le général Belliard, chargé de l'arrière-garde, avec la cavalerie, partit plus tard; un régiment de dragons passa par Reims, et le restant de la division Roussel au pont de St.-Brice. Un détachement de cent hommes d'infanterie, qui y était pour le détruire, fut chargé avec un escadron de dragons de couvrir la retraite. Le duc de Trévise, arrivé à Fismes, trouva que son collègue avait encore une fois changé; il fut décidé entre eux de réoccuper Reims, où les deux corps devaient revenir. Le général Belliard reçut en conséquence l'ordre d'y retourner. Il était à Junchery, et les cosaques du corps de Winzingerode, qui étaient entrés à Reims, peu après son départ, débouchaient déjà vers Thillois. La cavalerie du général Belliard revint en hâte sur ses pas; les cosaques furent culbutés sur les hauteurs de Tinqueux par l'avant-garde, qui entra en ville au galop et les en chassa. Le général Belliard, ayant fait barricader les portes de la ville, garnit les remparts de quelques pièces d'artillerie et de trois escadrons de dragons, auxquels il fit mettre pied à terre. Les cent hommes d'infanterie, qu'il avait fait rétrograder avec lui, furent placés au pont St.-Brice, avec une batterie, afin d'empêcher l'ennemi de le rétablir. Le restant de la cavalerie prit position hors de la ville, sur les hauteurs de Tinqueux, à portée de tout. Le corps de Winzingerode qui débouchait sur Reims, étonné de ce contre-mouvement imprévu, crut que Na-

poléon était revenu sur ce point et s'arrêta indécis. Les colonnes ennemies pressées autour de Reims, se déployèrent, mais elles n'engagèrent qu'une canonnade peu soutenue, et un feu de tirailleurs.

Cependant le maréchal duc de Raguse avait une troisième fois changé d'avis, et il persuada son collègue, de retirer la cavalerie de Reims, et de rester à Fismes. Le général Belliard reçut en conséquence, vers les deux ou trois heures du soir, l'ordre de quitter Reims. Cet ordre, dicté par l'irréflexion, ne pouvait pas être exécuté, en plein jour, sans des inconvéniens majeurs et inévitables. A peine le général Belliard aurait-il quitté Reims, que la cavalerie de Winzingerode déboucherait à sa suite. L'extrême supériorité de nombre ne laissait aucun espoir de résistance; et la cavalerie française mise en déroute, et culbutée sur les corps des deux maréchaux les compromettait eux-mêmes. Le général Belliard refusa donc sagement d'obéir à cet ordre et prit sur lui de tenir jusqu'au soir. Pendant le restant du jour la canonnade se soutint à Reims, et l'ennemi se présenta au pont St.-Brice; mais il ne fit que de faibles tentatives pour y passer. A la nuit, le général Belliard fit évacuer la ville à petit bruit, réunit ses troupes, fit sa retraite en bon ordre et sans être suivi, et rejoignit les maréchaux à Fismes. Ils y étaient en position, ayant devant eux à l'autre bord de la Vesle les corps d'York et de Kleist, qui, pendant

toute la journée entretinrent un feu de tirailleurs.

Le 19, au soir, l'armée prussienne occupait les positions suivantes : le corps d'York à Romain et Vantelay ; celui de Kleist à Blanzy; l'avant-garde de Katzler et la cavalerie des deux corps devant Fismes ; le corps de Winzingerode devant Reims ; celui de Langeron à Bery-au-Bac ; celui de Sacken à Pont-à-Vaire ; celui de Bülow devant Soissons.

Le 20, l'armée russo-prussienne resta, à peu de chose près, dans ses positions de la veille. Le corps de Sacken s'avança à Vailly, et un pont y ayant été jeté sur l'Aine, son avant-garde vint à Braisne. Le corps de Winzingerode occupa Reims et rétablit le pont. Le général de Witte, du corps de Langeron, fut détaché vers Rhetel, avec une brigade de cavalerie et une d'infanterie, pour comprimer la levée en masse des Ardennes. Vers le soir, la cavalerie prussienne, sous les ordres du général Ziethen, passa la Vesle à Courlandon et se présenta sur le flanc droit des deux maréchaux, qu'elle attaqua faiblement. Ce mouvement les obligea à retirer leur aile droite et à prendre position derrière l'Ardre, ayant Fismes devant leur front. Il paraît que les maréchaux croyaient que le dessein de Blücher était de les pousser sur Paris, et qu'ils avaient l'intention de l'arrêter au passage de l'Ourcq. Cependant il est probable que, si tel eût été le dessein de Blücher, il ne se serait pas étendu jusqu'à Reims, et qu'au lieu de se jeter dans les traverses impraticables qu'il lui fallait

suivre jusqu'à Mareuil, il aurait gagné la grande route de Soissons. Ce jour-là, la division Charpentier et la brigade Grouvelle rejoignirent le duc de Trévise.

Dans la nuit du 20 au 21, les maréchaux reçurent une dépêche du major-général. L'empereur Napoléon leur annonçait que Schwarzenberg se retirait, par Troyes, vers Bar-sur-Aube et Brienne, et les blâmait d'avoir pris la direction de Fismes, au lieu de celle de Reims, afin de pouvoir se replier sur Epernay et Châlons. Il leur ordonnait de prendre sur-le-champ cette communication avec lui, afin de ne pas courir le risque d'être écrasés par les armées réunies de Blücher et de Schwarzenberg. Il leur annonçait aussi qu'il allait *peut-être* manœuvrer lui-même sur Vitry. Cet ordre, dont l'exécution amena le combat de Fère-Champenoise, était basé sur la certitude où était Napoléon, que Blücher n'avait point d'autre dessein que celui de se joindre au prince de Schwarzenberg. Le mouvement prononcé sur Reims, qui ne pouvait pas se combiner avec des projets contre Paris, dût le confirmer dans cette opinion. Les maréchaux s'étaient trompés, lorsqu'ils imaginèrent que Blücher voulait les pousser sur Paris. Dans ce cas, il aurait manœuvré par la vallée de l'Oise, en se servant de la ligne d'opérations du nord, qu'avaient assurée les corps de Bülow et de Winzingerode. Les troupes qu'il aurait employées pour contenir les maréchaux, se seraient

présentées sur leur gauche et non sur leur droite. Mais dans la croyance où ils étaient, ils n'avaient pas pu s'avancer jusqu'à Reims. Au reste, leurs tâtonnemens, le 19, témoignent leur incertitude. D'après l'ordre qu'ils venaient de recevoir, il leur fallait tâcher de reprendre la communication de Châlons. Le mauvais état des chemins de traverse, et surtout la présence du corps de Winzingerode à Reims, les empêchaient de prendre la route d'Epernay; ils se décidèrent à passer par Château-Thierry. Le 21 au matin, ils se mirent en mouvement; le duc de Raguse par Oulchy et le duc de Trévise par Fère-en-Tardenois: le soir ils se réunirent devant la Marne. Le corps du duc de Raguse eut un léger engagement d'arrière-garde avec la cavalerie de Ziethen à Oulchy et celui du duc de Trévise à Rocourt. Le maréchal Blücher ne fit d'autre mouvement que d'achever de passer l'Aîne, et de faire suivre à quelque distance les maréchaux par son aile gauche; le corps d'York vint à Fère-en-Tardenois; celui de Kleist à Cramaille; la cavalerie de Ziethen à Oulchy; le corps de Sacken à Braisne; celui de Langeron près de Fismes. Celui de Winzingerode resta à Reims.

En arrivant à Château-Thierry, les maréchaux avaient appris l'échec du général Vincent à Epernay et sa retraite sur Dormans. Voyant ainsi la grande route de Châlons coupée, ils se décidèrent à prendre celle de Montmirail et d'Etoges. Nous n'examinerons pas s'ils devaient, ainsi qu'on l'a

prétendu, s'arrêter à Château-Thierry, afin d'attendre que le mouvement du maréchal Blücher fût prononcé. Il n'y avait plus rien à attendre de ce côté. L'ennemi ne les avait pas attaqués le 20, il ne les avait pas suivis le 21, beaucoup au-delà de l'Ourcq, et une tête de colonne s'annonçait vouloir déboucher par Epernay. Il n'y avait donc plus de doute que l'intention de Blücher ne fût de faire sa jonction avec le prince Schwarzenberg; c'est ce que l'empereur Napoléon leur avait annoncé. Rester à Château-Thierry n'eût été convenable, que dans le cas où, désespérant de rejoindre Napoléon, sans donner sur le gros de l'armée ennemie, ils auraient voulu se borner à couvrir Paris. Ils s'en tinrent à l'exécution de l'ordre qu'ils avaient reçu et ils crurent avoir le temps de passer entre les deux armées ennemies, avant qu'elles ne fussent jointes. Mais pour y parvenir, il y avait deux conditions essentielles à remplir. La première était de hâter la marche autant que possible; la seconde de bien choisir la direction qu'on voulait suivre.

Dès l'instant où Épernay avait été occupé, le 21, par la tête de colonne des troupes ennemies, qui avaient passé par Reims, il était dans l'ordre des choses probables que le corps principal serait lui-même le 22 à Épernay et pouvait arriver le 23 jusqu'à Vertus. Cette supposition était d'autant plus admissible, que le mouvement de Blücher n'avait point d'autre but que de porter des secours à l'armée austro-russe. Il est donc

naturel qu'il voulût se présenter sur les derrières de l'armée de Napoléon, et par conséquent prendre la route la plus courte, par Épernay et Fère-Champenoise. Il fallait donc traverser la route directe de Reims à Arcis, sur un point où l'on fut assuré de précéder les corps ennemis. Il était impossible d'arriver le 22 à Vertus, et le 23 on pouvait risquer d'y trouver le corps de Winzingerode. Il fallait donc descendre plus à droite, et c'est ce qu'on pouvait en passant par Sezanne et Fère-Champenoise. Il aurait été facile de passer Montmirail le 22 et par conséquent d'arriver à Fère-Champenoise le 23 de bonne heure. Là, en se faisant éclairer à quelque distance par de la cavalerie, on aurait connu avec exactitude la position de l'ennemi et l'on aurait évité le combat du 25. Nous remarquerons qu'en prenant cette direction, les maréchaux ralliaient les divisions Pacthod et Amey. Ce n'est pas pour leur reprocher d'avoir négligé ces deux divisions que nous faisons cette observation : les maréchaux ne savaient pas qu'elles fussent à Sezanne. Mais c'est une exemple de plus, qui prouve qu'on ne s'écarte presque jamais des règles de la guerre, sans entraîner des accidens secondaires, qui augmentent encore les désastres auxquels on s'expose.

Laissant même de côté les réflexions que nous venons de faire sur la direction que prirent les maréchaux, et à laquelle on peut supposer qu'ils ont été décidés par la crainte de trop s'écarter de

Châlons; il n'en résulte pas moins qu'ils ont mis trop de lenteur dans leur mouvement. En faisant de Château-Thierry, une marche pareille à celle qu'ils avaient faite de Fismes, ils pouvaient atteindre Champaubert et Etoges le 22, et Châlons le 23, ou le 24 au matin, au plus tard. Le maréchal Blücher n'ayant réuni son aile droite à Reims que le 23, ils auraient eu le temps de connaître son mouvement et de se mettre en mesure de retraite vers Vitry ou vers Bar-sur-Ornain, et de là rejoindre l'empereur. Il est vrai qu'alors ils n'auraient pas défendu Paris, mais puisque les mesures étaient déjà prises pour paralyser la défense de la capitale, le mal n'aurait pas été grand. Peut-être même leur jonction avec Napoléon aurait-elle beaucoup influé, sur les conséquences que pouvait avoir l'occupation de Paris; c'est ce que nous verrons en son lieu.

Le 22, les maréchaux ayant détruit le pont de Château-Thierry, se rendirent à Montmirail, où le général Vincent les rejoignit par Orbais. Le maréchal Blücher fit faire ce jour-là peu de mouvement à son armée; il paraît, par son ordre du lendemain, qu'il voulait attendre, pour se décider à un plan d'opérations, soit des nouvelles du prince de Schwarzenberg, soit que les maréchaux eussent marqué eux-mêmes, la direction qu'ils voulaient suivre. Le corps d'York vint à Oulchy; celui de Kleist à Billy-sur-Ourcq, couvert à droite par de la cavalerie légère; le corps de

Sacken, derrière York; celui de Langeron à Fismes; celui de Winzingerode à Reims. La cavalerie légère de Czerniszeff vint à Épernay; celle de Ziethen s'avança devant Château-Thierry, où les Prussiens s'occupèrent à jeter un pont de bateaux. Le corps de Bülow compléta l'investissement de Soissons.

Le 23, les maréchaux ne s'avancèrent que jusqu'à Étoges et leur avant-garde à Bergères. Le général Winzingerode, parti d'Épernay avec sa cavalerie pour se rendre à Vatry, venait de passer à Vertus, où son arrière-garde se trouvait encore, occupée à piller la ville. Le cavalerie française s'y porta et en chassa l'ennemi; on lui prit une centaine d'hommes, deux cents chevaux et une soixantaine de voitures en grande partie chargées de pillage. Le maréchal Blücher, ayant appris que les maréchaux s'étaient dirigés de Châteu-Tierry vers Montmirail, jugea que le plan de l'empereur Napoléon était de réunir son armée, pour livrer une bataille décisive à celle du prince de Schwarzenberg. Il se décida alors à réunir, entre la Marne et l'Aube, les trois corps de son aile gauche, afin d'attaquer l'armée française en queue. Pendant ce temps, les généraux York et Kleist devaient suivre la route de Montmirail. Mais le souvenir des journées des 10, 11 et 14 février, l'engagea à ordonner que la cavalerie seule suivit les corps français de près, tandis que l'infanterie resterait à une marche en arrière. Les soir les corps

de Sacken et de Langeron et l'infanterie de celui de Winzingerode étaient sous Reims. Le général Winzingerode avec sa cavalerie à Vatry, ayant le général Czernizeff à Sommesous, et le général Tettenborn à Soudé-Ste.-Croix. Le pont de Château-Tierry n'ayant pu être achevé ce jour-là, les corps d'York et Kleist prirent position derrière Château-Tierry; La cavalerie de Ziethen à Étrepilly. Le soir le maréchal Blücher, ayant reçu des nouvelles du prince de Schwarzenberg, avec le quel il venait de se remettre en communication, et ayant appris la marche de l'empereur Napoléon sur Vitry, donna l'ordre aux trois corps qu'il avait à Reims de se rendre le lendemain à Châlons.

Le 24, les maréchaux continuèrent leur mouvement dans la direction de Vitry, en prenant le chemin de Vatry; c'était une faute. Quoiqu'ils ignorassent encore la bataille d'Arcis et ses résultats, la marche du corps de Winzingerode sur Reims, et la présence de l'ennemi à Bergères leur indiquaient assez que l'armée prussienne se dirigeait sur Châlons. Il fallait donc éviter de s'approcher trop de cette ville, afin d'éviter de se trouver compromis par une attaque de flanc, en marche. Le général Belliard représenta au duc de Trévise, que Sezanne étant sur la communication directe de Paris à l'armée de l'empereur Napoléon, c'était cette direction qu'il fallait gagner. En se portant sur Fère-Cham-

penoise, on se trouvait sur la nouvelle ligne d'opérations, et on n'était pas beaucoup plus éloigné de Vitry, qu'à Vatry. En cas de revers, on avait une retraite assurée. Le duc de Trévise sentit la justesse de cette observation, et en fit part à son collègue; mais ce dernier s'obstinant dans son faux mouvement, et ayant répondu qu'il le suivrait seul, le duc de Trévise se laissa entraîner. Ce dernier s'avança donc à Vatry et le duc de Raguse poussa jusqu'à Soudé-St^{e}.-Croix. Le général Vincent fut renvoyé à Montmirail avec deux cents hommes d'infanterie et cent chevaux pour éclairer les derrières de la marche.

Cependant le général Pacthod, rappelé le 22 de Nogent et de Bray avec deux brigades de sa division, forte d'environ quatre mille hommes, était arrivé le 23 à Sezanne. Le général Amey, qui s'était dirigé par erreur sur Sezanne, ainsi que nous l'avons vu, y était arrivé le même jour; sa division était forte d'environ dix-huit cents hommes. Enfin un convoi de quatre-vingt voitures chargées de pain, d'eau-de-vie et d'effets militaires, était également venu dans cette ville, escorté par huit cents hommes d'infanterie et une escadron du 13$_{e}$ de hussards, sous les ordres de l'adjudant commandant Noizet. Le 24, le général Pacthod, ayant appris qu'un corps de troupes française était en marche, sur la route de Montmirail à Étoges, pour rejoindre l'empereur, se mit en mouvement avec la division Amey pour

tâcher de l'atteindre. Il prit avec lui le convoi de l'adjudant commandant Noizet, qui resta avec ses troupes à Sezanne. Le général Compans arriva le même jour dans cette ville, envoyé par le ministre de la guerre pour orgagniser la réunion des troupes qui allait se faire sur ce point; devenu le centre de communication avec l'armée. Presqu'avec lui vinrent deux régimens de marche de cavalerie, de quatre cents hommes environ chacun. Le soir le général Pacthod arriva à Étoges, où il apprit que les maréchaux s'étaient portés sur la Soude. Il leur envoya un officier pour prendre leurs ordres et se prépara à les rejoindre le lendemain. Le 24, le maréchal Blücher continua son mouvement. Les corps de Sacken, Langeron et Woronzow vinrent à Châlons. Le général Winzingerode avec sa cavalerie passa la Marne, ainsi que nous l'avons vu. A Châlons, Blücher reçut la notification de la décision prise par le conseil de la coalition et l'ordre de marcher avec son armée par la route de Montmirail sur Meaux. Le pont de Château-Tierry ayant été achevé dans l'après-midi, le corps d'York vint prendre position à Viffort. Le corps de Kleist resta dans le faubourg de Château-Tierry. La cavalerie de Ziethen s'avança jusqu'à Montmirail, que le général Vincent fut obligé d'évacuer.

Dans la soirée du 24, les maréchaux poussèrent des reconnaissances devant eux. Celle du duc de Trévise, dirigée par le général Belliard s'a-

vança jusqu'à la hauteur de Nuisement, où l'on apprit l'occupation de Châlons par les Prussiens. En même temps, on eut à Vatry même des nouvelles de la marche des coalisés sur Paris. L'ennemi y avait été peu avant l'arrivé de nos troupes, et à la lecture des ordres de marche, que les officiers avaient reçus, ils n'avaient pas caché qu'ils allaient se diriger sur la capitale. Le général Bordesoulle, envoyé en reconnaissance par le duc de Raguse, rencontra la tête de l'avant-garde bavaroise à Cosle. Il en fit son rapport au maréchal, qui ne voulut pas croire à un mouvement des forces de l'ennemi dans cette direction. Il ne tint donc aucun compte du rapport. Le général Pacthod avait continué sa marche pendant la nuit et était arrivé à Bergères au jour.

CHAPITRE VIII.

Double combat de Fère-Champenoise, le 25 mars.—Retraite des ducs de Trévise et de Raguse.—Combat de la Ferté-Gaucher, le 26 mars.—Combats de Claye et de Ville-Parisis, le 28.

Les armées coalisées s'ébranlèrent le 25 au point du jour. Celle du prince de Schwarzenberg sur deux colonnes. La première composée des corps de Wurtemberg et de Rajewski, sous les ordres du de prince royal Wurtemberg, et suivie à quelque distance par le corps de Wrede, devait marcher par la route de Fère-Champenoise. La seconde, composée des garde et des réserves, devait suivre plus à gauche la crête des hauteurs et se diriger sur Montepreux. Le corps de Giulay devait déboucher par Semoine, et joindre cette dernière colonne.

Le général Pahlen, qui devait faire l'avant-garde de la colonne de droite, était parti des bords de la Marne à trois heures et demie du matin. A Cosle

il prit la tête de la colonne, et vers huit heures du matin, il fut en vue de Soudé-Ste.-Croix.

A l'approche de l'ennemi, dont les colonnes repliaient ses avant-postes, le duc de Raguse se hâta de prévenir son collègue en l'invitant à venir le joindre en remontant la Soude. Ce mouvement aurait été bon, si le 6e corps avait pu être assuré de tenir assez long-temps à Soudé-Ste.-Croix; mais dans le doute, c'était une faute majeure qui influa sur les désastres de la journée. C'était Sommesous qu'il fallait indiquer pour le point de réunion des deux corps. Le duc de Raguse se hâta de faire prendre les armes à ses troupes, et de les ranger sur les hauteurs de Soudé-Ste.-Croix, et peu après la canonnade s'engagea d'un rideau à l'autre.

Le général Pahlen, de son côté, ordonna au général Dechterew, avec sa brigade de huit escadrons et un régiment de cosaques, de gagner la gauche de la ligne française, au-delà de Soudé-Notre-Dame. Le prince Adam, avec la cavalerie de Wurtemberg, fut porté en écharpe sur la droite. Le général Delianow, avec huit escadrons et un régiment de cosaques, soutenu par la division de cuirassiers de Kretoff et douze bouches à feu, devait attaquer de front. Le général Ilowaisky, avec quatre régimens de cosaques fut dirigé vers l'Estrée. Ce mouvement et l'approche des colonnes d'infanterie qu'on apercevait déjà, firent sentir au duc de Raguse qu'il fallait se préparer à la re-

traite. Pour la soutenir et pour gagner assez de temps pour que le duc Trévise pût entrer en ligne, le duc de Raguse jeta deux compagnies de voltigeurs dans Soudé-Ste.-Croix. Elles y furent vigoureusement attaquées, enveloppées et prises. Les cuirassiers du général Bordesoulle qui voulurent s'avançer à leur secours, furent chargés avant d'être complètement formés et ramenés.

Cependant le duc de Trévise s'était mis en mouvement vers six heures du matin. Le général Belliard, qui le précédait avec la cavalerie, rencontra à Dammartin la cavalerie russe de Dechterew, qu'il fut obligé de faire attaquer et chasser pour ouvrir le passage. Un peu après les cosaques d'Ilowaiski débouchèrent par l'Estrée, sur le flanc de la colonne du duc de Trévise; la division Charpentier qui était en queue se trouva coupée. Elle fut obligée de se diriger sur Sommesous, où elle arriva ayant essuyé quelque perte.

Le duc de Raguse tint cependant assez longtemps, pour que les deux corps pussent se réunir arrière de Soudé-Ste.-Croix, la cavalerie en première ligne, et l'infanterie en seconde; la gauche couverte, par le régiment du colonel Ghigny, contre les cosaques d'Ilowaisky. La cavalerie du général Pahlen et du prince de Wurtemberg se déploya, et le combat s'alluma sur toute la ligne. Alors les maréchaux se replièrent en combattant, en arrière de Sommesous, et prirent position sur les hauteurs entre Chapelaine et Montepreux, la

cavalerie toujours en première ligne, l'infanterie en seconde. Les régimens de marche du colonel Ghigny à l'extrême gauche, en observation des cosaques d'Ilowaiski. La cavalerie de Wurtemberg, les cuirassiers de Kretow, et la brigade Delianow suivirent nos troupes de front, tandis que la brigade Dechterew débouchait, entre Vassimont et Haussimont, sur le flanc gauche, et que le restant des cosaques se répandait vers Lenharé et Normé.

La canonnade s'engagea avec vigueur et avec avantage de notre côté, et dura plus de deux heures sur ce point. Mais vers midi, la cavalerie du corps de Giulay et les cuirassiers autrichiens, sous les ordres du général Nostitz, au nombre de près de quatre mille chevaux, débouchèrent par Mailly, et se présentèrent sur la droite des corps français. Les maréchaux reprirent leur mouvement rétrograde en échiquier. Le général Pahlen en profita pour attaquer la ligne de cavalerie. Deux charges furent repoussées, mais la troisième enfonça les cuirassiers du général Bordesoulle, au centre de la ligne. Le général Belliard, avec la division Roussel, accourut de la gauche pour prendre la charge en flanc, mais cette division débordée elle-même par la seconde ligne ennemie, fut ramenée jusque sur l'infanterie. Alors, le général Merlin fit charger le général Latour-Foissac avec le 8e de chasseurs en colonne, et parvint à arrêter l'ennemi. Pour augmenter encore

les difficultés de la retraite, un orage de pluie et de grêle, poussé par un vent d'est, vint fouetter le front de la ligne française; les armes trempées ne faisaient plus feu. Les deux corps continuèrent cependant leur retraite vers Conantray en appuyant à gauche : l'infanterie passa le ravin. Dans ce moment le grand duc Constantin déboucha de Semoine, avec les divisions de cuirassiers de la garde russe et douze escadrons de garde légère, faisant environ trois mille chevaux avec douze bouches à feu. En même temps, une charge du général Pahlen enfonça de nouveau les cuirassiers du général Bordesoulle. Les brigades des généraux Jamin et Le Capitaine, laissées sur un mamelon à gauche de Vorrefroy, pour couvrir le passage du ravin par notre cavalerie, n'eurent que le temps de se former en carré. Abordées par les cuirassiers russes, deux carrés de la brigade Jamin furent enfoncés et le général pris; la brigade Le Capitaine souffrit beaucoup sans être entamée.

Enfin l'orage cessa, les divisions Ricard et Christiani, aux extrémité de la ligne, arrêtèrent la cavalerie ennemie et la nôtre put repasser le ravin. Au passage du ravin, une bonne partie de l'artillerie fut abandonnée avec un bataillon des équipages. Le duc de Raguse avec quelqu'infanterie reprit ce qui n'était pas dételé; mais vingt-quatre bouches à feu, et soixante caissons restèrent sur le terrain. L'ennemi se déploya en face, cherchant toujours à gagner la gauche vers Normé. Les deux corps

français se remirent en ordre, et le combat se rétablit. Mais la cavalerie de la garde russe s'étant étendue au-delà de Vorrefroy vers Fère-Champenoise, le mouvement de retraite continua. Le général Pahlen en profita, pour s'étendre par sa droite et gagner la plaine de Fère-Champenoise. Ce double mouvement et une attaque de front, mirent le désordre dans les colonnes, et auraient eu les suite les plus fâcheuses, si, dans le moment, le 9e régiment de marche de cavalerie ne fût arrivé. Le colonel Leclerc, qui le commandait, et que le général Compans avait placé en observation vers Conantré, déboucha fort à propos de Fère-Champenoise, et arrêta la cavalerie ennemie.

Cependant, le général Pacthod s'était remis en marche au point du jour de Bergères, se dirigeant sur Vatry. Ce ne fut que vers dix heures du matin, à son arrivé à Villeseneux, qu'il reçut l'ordre du duc de Trévise de rester à Bergères, où on le croyait encore. L'officier qu'il avait envoyé s'était amusé en route. Par une fatalité inconcevable, cet ordre, pur et simple, ne donnait au général Pacthod aucune connaissance de la présence des armées ennemies derrière la Cosle, ni de l'occupation de Châlons ; il n'appelait aucunement l'attention du général Pacthod, sur le danger qu'il pouvait courir. Sans cela, il est présumable, qu'au risque d'être obligé par la fatigue des chevaux, d'abandonner son convoi, il aurait sauvé ses troupes en les repliant sur Fère-Champenoise. Le général Pac-

thod ne se croyant pas pressé, pensa avoir le temps de faire rafraîchir les chevaux du convoi, exténués de fatigue. Dès le matin, le maréchal Blücher, ayant laissé l'infanterie du général Voronzow à Châlons, s'était mis en marche avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonow, par la route de Bergères. A la hauteur de Bierges, le général Korff, qui formait l'avant-garde avec la cavalerie du corps de Langeron (*), aperçut le corps du général Pacthod, et se dirigeant de ce côté parut bientôt devant Villeseneux. Le général Pacthod se hâta de former ses troupes; ses deux brigades en bataille, la droite appuyée au village, et la gauche couverte par la division Amey, en un grand carré; son convoi en masse. Dans cette position, il repoussa pendant une heure et demie toutes les attaques de la cavalerie ennemie. Mais l'imprudence d'avoir prolongé ainsi le combat, au lieu de se mettre de suite en retraite, amena la perte de ce corps; le général Pacthod en convint lui-même. Enfin, le général Wassilczikow, attiré par le bruit du combat, ayant paru à la hauteur de Trecon à la tête de la cavalerie du corps de Sacken, forte de près de quatre mille chevaux, le général Pacthod sentit la nécessité de se mettre en retraite. Il la fit en échiquier jusqu'à Clamange, couvrant son convoi qui marchait sur quatre voitures de front. Mais là, il fut obligé de l'abandonner pour ne pas

(*) Plus de cinq mille chevaux.

s'exposer à une perte certaine; la cavalerie de Wassilczikow approchait et menaçait ses derrières, par Pierre-Morains; une partie de la cavalerie du général Korff l'avait déjà débordé. Pour avoir cependant le temps de dételer les chevaux et de doubler les attelages de son artillerie, il jeta dans Clamange deux bataillons, sous les ordres du major Caille. Cette opération réussit, et la retraite continua en carrés et en échiquier.

Vers trois heures après midi, le général Pacthod avait atteint Ecury-le-repos, lorsque la brigade Pahlen 2, du corps de Korff, se présenta sur ses derrières, pour lui couper le chemin de Fère-Champenoise. Le général Delord proposa de se faire jour, en culbutant cette cavalerie. Sa brigade formée en colonnes d'attaque rompit la brigade Pahlen; mais au même moment la cavalerie de Wassilczikow entra en action et une charge obligea le général Delord à se reployer en carrés. Alors le général Pacthod, désespérant d'atteindre Fère-Champenoise et de joindre les maréchaux, qui, en ce moment, dépassaient eux-mêmes ce bourg, essaya de gagner le marais de St.-Gond. Les premiers instans de sa marche, dans cette nouvelle direction, furent assez paisibles. Le général Korff rebuté de l'inutilité de ses attaques et fatigué d'un aussi long combat, arrêta sa cavalerie pour lui faire reprendre haleine. Le général Wassilczikow prolongeait la sienne par la droite, vers Petit-Morains et Petit-Aulnay, pour tourner les carrés

français. Dans ce moment l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg arrivaient à Fère-champenoise. Le restant de la cavalerie de la garde russe et prussienne et les réserves, débouchaient d'Euvy. Les corps de Wurtemberg et de Rajeweski arrivaient à Conantray, où ils se reposaient et se rétablissaient du désordre, où les avaient mis les défilés marécageux de Soudé et de Sommesous.

Les Souverains voyant approcher les troupes du général Pacthod, qui déjà étaient à l'instant d'atteindre Petit-Aulnay, se hâtèrent de porter de ce côté la cavalerie de la garde prussienne, les hussards et les cosaques de la garde russe, qu'ils avaient sous la main, et rappelèrent également la réserve du grand duc Constantin, qui n'avait pas encore de beaucoup dépassé Fère-Champenoise. Ils firent en même temps déboucher le corps de Rajewsky. Peu de momens après le général Pacthod se vit attaqué, sur sa droite, par la cavalerie de la garde russe et prussienne. Celle du général Korff reprit son attaque de front, celle du général Wassilczikow l'assaillit sur sa gauche et presque sur ses derrières. Le général Pacthod arrêta ses carrés et; par une courte harangue, exhorta ses soldats à périr les armes à la main. Un feu nourri et la fermeté inébranlable des troupes firent échouer plusieurs charges successives, et déjà l'ordre avait été donné au général Rajewsky de hâter le pas avec son infanterie. Mais la mitraille de soixante-

dix-huit bouches à feu, avait entr'ouvert les rangs de nos braves et une dernière charge pénétra par les brèches, que le canon avait faites dans les carrés. Nos valeureux soldats, les gardes nationaux surtout, vendirent chèrement leur vie et périrent en grande partie, plutôt que de poser les armes. Le carré du général Thévenet de la division Amey, résistant à toutes les attaques, était au moment d'atteindre Bannes, lorsque presqu'entièrement démoli par quarante bouches à feu, il fut également enfoncé. Le corps du général Pacthod périt presqu'en entier, car rien ne pouvait arrêter la fureur d'un ennemi sanguinaire, irrité de voir une poignée de fantassins résister pendant plus de sept heures, à neuf, puis à douze mille hommes de cavalerie. Quinze cents hommes furent faits prisonniers avec les généraux Pacthod, Amey, Delord, Bonté et Thévenet. Un millier environ s'échappèrent par le marais. Le restant au nombre de trois mille cinq cents mourut au Champ-d'honneur : c'étaient presque tous des gardes nationaux. Leur cendre, qu'on aurait vue dans d'autres temps recouvrir d'un mausolée honorable, languit ignorée dans les champs, où ils se sont sacrifiés pour l'indépendance nationale. La patrie ne les a pas oubliés.

Cependant, après avoir dépassé Fère-Champenoise, les maréchaux avaient rallié leurs troupes sur les hauteurs entre Linthes et Conantré ; l'infanterie à gauche, en masse par bataillons ; la

cavalerie à droite dans la plaine, en partie déployée, en partie en masse; le prince-royal de Wurtemberg les avait suivis. Les cosaques d'Ilowaiski et la brigade russe de Delianow, se déployèrent devant notre infanterie; la brigade Dechterew, la cavalerie de Wurtemberg, celle du corps de Giulay et les cuirassiers de Kretow devant notre cavalerie. Le général Seslawin, détaché, le 22, vers Sezanne et qui n'avait pas pu y entrer, déboucha en ce moment du côté de Pleurs, et vint se présenter sur le flanc droit des maréchaux avec environ quinze cents cosaques. Dans ce moment le feu de la colonne du général Pacthod, qui se rapprochait toujours, se fit entendre entre Ecury et Petit-Morains. Le bruit se répandit dans les deux corps que l'Empereur approchait et refoulait l'ennemi devant lui. Un cri s'éleva dans les rangs et les soldats rendus à la confiance, que les mauvaises dispositions de la journée avaient ébranlée, demandèrent d'être conduits à l'ennemi. Les cuirassiers du général Bordesoulle se portèrent en avant, mais leur charge, menacée en flanc par les cosaques de Seslawin, ne put pas être poussée à fond. Cependant l'ennemi était retenu et mis dans un état d'incertitude, par le combat violent qui s'allumait presque sur ses derrières. Les maréchaux en profitèrent pour se retirer à Allement, espérant pouvoir y rallier le corps du général Pacthod, qu'ils avaient vu se diriger vers Bannes.

Cette journée fatale, nous coûta environ neuf

mille hommes, dont près de quatre mille prisonniers et quarante-six pièces de canon. (Le général Pacthod en avait seize.) La perte de l'ennemi s'éleva à plus de quatre mille hommes, tous de cavalerie, la seule arme qui ait donné. Le colonel Rapatel, ci-devant aide-de-camp du général Moreau et depuis attaché à l'empereur de Russie, fut tué devant un des carrés du général Pacthod, en sommant ses anciens compagnons d'armes de se rendre à son nouveau souverain; son frère se battait dans le même carré comme capitaine d'artillerie.

Tel fut l'événement des deux combats que les coalisés ont décoré du nom de bataille de Fère-Champenoise. La comparaison des forces des deux côtés établira le mérite de la victoire (*). Dans une disproportion pareille,

(*) FORCE DES TROUPES
QUI ONT COMBATTU DEVANT FÈRE-CHAMPENOISE.

		INFANT.	CAVAL.	CANONS.
	TROUPES FRANÇAISES.			
Duc de Trévise.	Divis. Christiani, Curial et Charpentier......	7,400	»	30
	— Roussel et col. Ghigny...	»	2,050	
Duc de Raguse..	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue...	4,900	»	38
	— Bordesoulle et Merlin...	»	2,300	
	Total.......	12,300	4,350	68
Gén. Pacthod.....	— Pacthod et Amey......	5,800	»	16
	TROUPES COALISÉES.			
Prince royal de Wurtemberg.	Cavalerie du gén. Pahlen......		3,500	12
	— de Wurtemberg.....		2,000	12
	Cuirassiers de Kretow.........		1,600	12
Gén. Nostitz.....	Caval. de Giulay et cuirassiers...		3,700	24
Grand-duc Constantin.	Cuirassiers de la Garde russe....		1,600	12
	Garde légère..................		2,400	12
	Garde prussienne.............		800	8
Gén. Seslawin...	Cosaques....................		1,500	2
	Total.......	»	17,100	94
Gén. Korff.......	Caval. du corps de Langeron...		5,400	22
Gén. Wassilczikow. —	— de Sacken.....		3,900	12
	Total.......		9,300	34
	Total général........		26,400	128

puisque le combat ne fut qu'une action de cavalerie, il est au moins aussi honorable de succomber que de vaincre. Nous avons déjà indiqué les fautes qu'ont commises les deux maréchaux, avant le désastre qu'ils éprouvèrent. Le récit du combat aura servi à les développer. Il y en a deux principales: la première est celle de ne s'être pas mis en mouvement de retraite, dès qu'ils connurent la présence de l'armée coalisée, entre la Marne et la Cosle, et le projet des souverains de revenir sur Paris. La prudence leur ordonnait de mettre le plutôt possible les défilés de Sommesous et de Conantray entre l'ennemi et eux. Le mouvement de flanc du duc de Trévise, de Vatry à Soudé, était dangereux; d'abord par le retard qu'il occasionnait; en second lieu parce que la réunion des deux corps, se faisant en avant du défilé de Sommesous, qu'il fallait passer après, elle devenait difficile à exécuter et ne faisait qu'augmenter le danger. En se retirant avant le jour, le duc de Trévise par Lenharé et le duc de Raguse par Sommesous, la jonction se faisait sans difficulté derrière le ravin de Conantray. Alors les maréchaux pouvaient y prendre position, et, en se faisant éclairer devant eux, voir venir l'ennemi et éviter ainsi les désastres de la journée. La seconde faute fut d'avoir laissé le général Pacthod dans l'incertitude, et dans l'ignorance des dangers qui pouvaient le menacer. L'ordre de rester à Bergères était une faute qui devait entraîner la perte du convoi, puisque les maréchaux s'attendaient eux-mêmes à voir les corps d'York et de Kleist déboucher par Etoges. Il fallait ordonner au général Pacthod de se

rendre sans délai à Fère-Champenoise. Alors le convoi pouvait être sauvé et les maréchaux se renforçaient de près de six mille hommes.

Le soir, l'armée coalisée occupait les positions suivantes : les corps de Wurtemberg et de Rajewski, entre Fère-Champenoise et Cauroy; celui de Giulay à Euvy; celui de Wrede, qui avait marché par Faux et Dammartin, entre Fère-Champenoise et Ecury; les réserves, à gauche de Conantray; la cavalerie de Pahlen et la réserve du grand-duc Constantin à Conantray; les cosaques d'Ilowaiski et Seslawin entre Linthes et Broussy; la cavalerie de Wurtemberg, à Pleurs; celle du corps de Giulay à Ognes. Le maréchal Blücher, avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonoff, vint à Etoges. La cavalerie de Korff et Wassilczikow, resta vers Pierre-Morains; les corps d'York et Kleist, prirent position à Montmirail; la cavalerie de Ziethen fut poussée jusque devant Sezanne.

Les maréchaux arrivés à Allement, délibérèrent sur la direction qu'ils donneraient à leur retraite. Cette délibération et le séjour qu'ils firent à Allement furent nuisibles. Ils ne pouvaient pas douter que les corps ennemis qui les avaient suivis à Château-Thierry, n'eussent passé la Marne et n'occupassent Montmirail; cette route leur était donc interdite. Il résultait de la marche des armées coalisées sur Paris, que les corps prussiens qui étaient à Montmirail pouvaient, ou marcher directement

sur Meaux, ou se rabattre sur la Ferté-Gaucher et leur barrer le chemin de Coulommiers. C'était donc sur Sezanne qu'il leur convenait de se retirer, et il fallait que ce mouvement fut assez prompt pour pouvoir prévenir l'ennemi à la Ferté-Gaucher. Ils se décidèrent en effet, à gagner Sezanne, mais ils remirent leur mouvement au lendemain matin. Ils l'annoncèrent au général Compans, en l'engageant à tenir Sezanne jusqu'à leur arrivée. Ce général, à qui, après avoir envoyé à l'appui des maréchaux les deux régimens de cavalerie, il ne restait qu'environ mille hommes et un escadron, il ne pouvait cependant pas rester, sans imprudence, où il était. Il avait à couvrir l'évacuation d'un matériel considérable, et devant lui se trouvait le général Ziethen, avec plus de quatre mille chevaux. Il répondit qu'il était obligé de partir à minuit. Cette détermination sauva les maréchaux, qui cependant, au lieu de partir sur-le-champ, ne se mirent en mouvement que vers deux heures du matin, sur une longue colonne encaissée dans des chemins creux et par une traverse difficile. La cavalerie passa la première, les dragons du général Roussel en tête; la division Lagrange faisait l'arrière-garde.

Le général Ziethen, ayant occupé Sezanne aussitôt après le départ du général Compans, on rencontra des vedettes ennemies dans un chemin latéral, avant d'arriver à la ville; ce chemin conduit vers la route de Pont-St.-Prix. L'apparition de

l'ennemi arrêta les éclaireurs. Le général Belliard, voulant éviter les conséquences d'un moment d'hésitation, sur la colonne engagée dans un chemin creux, se mit à la tête de l'avant-garde, et chargeant ce poste ennemi, le poussa sur la hauteur. La nuit ne permettait pas de pousser plus loin, et le général Belliard resta en position, pendant que l'infanterie continua à défiler derrière lui. Au point du jour le général Belliard fit attaquer la cavalerie de Ziethen, qui était encore sur le plateau. Après un combat assez vif, elle fut chassée vers Pont-St.-Prix, avec une perte d'environ deux cents hommes.

Vers neuf heures du matin, la colonne des maréchaux eût traversé Sezanne, et prit position à Mœurs. Là, on fit encore une halte de quatre heures. Enfin, vers une heure après midi, les deux maréchaux remirent les troupes en mouvement. L'armée se dirigea d'abord à Esternay, et de là prit la route de la Ferté-Gaucher par Réveillon. Le général Compans, en quittant Sezanne, s'était également retiré a Réveillon : il en partit au point du jour et vint occuper la Ferté-Gaucher.

Le 26 au matin, les armées coalisées continuèrent leur mouvement. L'avant-garde du prince de Schwarzenberg, composée de l'infanterie et de la cavalerie des corps de Wurtemberg et de Rajewski, de la cavalerie du général Nostitz et des grenadiers de la réserve, se réunit à six heures du matin à Conantray, sous les ordres du prince royal

de Wurtemberg. Vers dix heures, le général Pahlen, dont l'artillerie avait été renforcée de trente bouches à feu de la réserve, se mit en marche vers Sezanne où il arriva à une heure après midi. Là, il rencontra l'avant-garde du corps de Kleist, sous les ordres du colonel Blücher, et tous deux réunis, suivirent l'armée des maréchaux par Esternay. Le maréchal Blücher, avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonow, suivit la route de Montmirail. Le corps de Woronzow quitta Châlons pour rejoindre l'armée. Les corps d York et de Kleist se dirigèrent sur la Ferté-Gaucher. L'avant-garde de ces deux corps, composée de huit escadrons, et suivie de près par la division Horn, parut de bonne heure devant cette ville.

Le général Compans hors d'état de résister, avec une poignée d'hommes, fit défiler son convoi sans retard et se mit lui-même en retraite. Il arrêta cependant sa petite troupe, sur les hauteurs de Chailly, pour gagner du temps; mais attaqué par la division Horn, il fut obligé de céder à la grande supériorité du nombre et de se retirer à Coulommiers, ayant perdu une centaine d'hommes. Le général Vincent, obligé de quitter Montmirail la veille, s'était replié d'abord à Rebais; de là il vint à Coulommiers où l'appelait le son du tocsin, qui retentissait dans toutes les campagnes. Là, il avait rallié environ un millier d'hommes, en grande partie échappés au désastre du général Pacthod. Ce renfort inespéré, qui porta la force

du général Compans à deux mille deux cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux, lui permit d'arrêter l'ennemi. Il prit ensuite position sur les hauteurs en arrière de Coulommiers et détruisit les ponts du Morin. La division prussienne de Horn se replia sur la Ferté-Gaucher et y passa le Morin pour se diriger vers Rebais. La division du prince Guillaume de Prusse prit position en avant de la Ferté-Gaucher, à la gauche du Morin. La tête de colonne du corps de Kleist approchait de la ville.

Vers quatre heures après midi, la tête de la colonne des maréchaux étant arrivée à Moutis, ils apprirent que la Ferté-Gaucher était occupé par les Prussiens. C'était la conséquence du temps perdu à Allement et de la halte de Mœurs. Le duc de Raguse se chargea de contenir l'avant-garde du prince de Schwarzenberg, qui débouchait de Réveillon. Le duc de Trévise s'avança vers la Ferté-Gaucher. La canonnade s'engagea bientôt, et lorsque les troupes du duc de Trévise commencèrent à se déployer en avant de Lécherolles, le prince Guillaume retira sa division à la droite du Morin, ne laissant à l'autre bord qu'un rideau de tirailleurs. Trois bataillons occupèrent la Ferté-Gaucher et le restant des troupes se déploya sur les hauteurs en arrière, couvert par une batterie de seize bouches à feu. La division Christiani s'avança vers la Maison-Dieu, et le duc de Trévise ordonna en même temps une seconde attaque par la chaus-

sée. Mais notre artillerie était trop peu nombreuse pour dominer celle de l'ennemi, que l'arrivée de la réserve du corps d'Yorck porta bientôt à quarante-huit bouches à feu. Le corps de Kleist commençait à entrer en ligne. Après une attaque infructueuse, le duc de Trévise, voyant approcher la nuit, songea à se retirer de cette fausse position. Il fit marcher son corps par la gauche dans le vallon, et gagna le plateau de Chartronges, où il prit position pour attendre le duc de Raguse.

Pendant que ceci se passait, le duc de Raguse avait pris position derrière le ruisseau qui couvre le bois de Meaux. Le général Pahlen et le colonel Blücher ne tardèrent pas à être en présence et la canonnade s'engagea. Malgré que l'ennemi eût mis successivement en batterie jusqu'à cinquante pièces de canon, il ne lui fut pas possible de déboucher. Alors le général Pahlen désespérant d'emporter le passage de front, se dirigea, avec sa cavalerie de ligne et la plus grande partie de son artillerie, sur Courgivaux, afin de tourner la position et de gagner Moutis par le sommet des coteaux. Le colonel Blücher et les cosaques d'Ilowaisky restèrent seuls devant le 6e corps. A peu près en même temps, le duc de Raguse reçut l'avis que le duc de Trévise, ne pouvant forcer le passage de la Ferté-Gaucher, s'était retiré sur la route de Provins. Alors, faisant manœuvrer sa cavalerie, il fit pousser les cosaques et la cavalerie de Blücher vers Esternay. Ces troupes ayant été

mises assez en désordre, le duc de Raguse dégagé, mit les siennes en mouvement et vint, par Moutis, à Lécherolles, joindre son collègue sur le plateau de Chartronges. Le général Joubert fut laissé avec sa brigade au défilé de Moutis, pour couvrir le mouvement. D'un autre côté, le général Pahlen ne pouvant pas se tirer, avec son artillerie, des traverses où il s'était engagé, fut obligé de se rabattre sur Réveillon. Cet incident facilita la retraite du général Joubert, qui gagna Provins sans accident, pendant la nuit.

Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes; les corps de Wurtemberg et Rajewsky, avec leur cavalerie et les grenadiers, occupèrent Villeneuve de Lion et Moutis; celui de Wrede, Meilleray; celui de Giulay, chargé de l'escorte du parc d'artillerie, vint à Treffaux; les gardes, à Veziers; les cosaques de Seslawin, s'avancèrent par Sezanne vers Provins; ceux de Kaisaroff étaient restés vers Arcis. Les corps d'York et Kleist étaient à la Ferté-Gaucher, où la cavalerie de Ziethen vint les rejoindre; la division Horn à Rebais; les corps de Langeron, Sacken et Strogonoff à Montmirail; celui de Woronzow avait dépassé Etoges.

Le 27, à deux heures du matin, les maréchaux, ayant perdu tout espoir de gagner Meaux avant les coalisés, se mirent en marche pour Provins. Leur projet était d'y joindre la grande route de Troyes et de gagner Paris, par Nangis et Brie. Ils firent prendre position à leurs troupes devant

la ville, vers dix heures du matin, et vers une heure, ils les firent passer sur le plateau de Montrouge conservant toujours Provins où ils s'établirent pour la nuit. Ils commirent encore ici une double faute. La première fut celle de faire aussi peu de chemin et de n'avoir pas gagné Nangis le même jour. La seconde fut, puisqu'enfin ils voulaient s'arrêter à Provins, de n'avoir pas attiré à eux la division Souham, retirée d'après les ordres de Napoléon des bords de l'Yonne, et arrivée à Nogent le 26. Par cet oubli, ils se privèrent d'un renfort de quatre mille cinq cents combattans, qui restèrent inutiles sur les bords de la Seine. Le général Compans se retira sur Meaux, où il trouva le général Ledru des Essarts, avec environ seize cents hommes d'infanterie et six cents chevaux. Ce renfort éleva son petit corps à trois mille huit cents hommes d'infanterie et huit cent cinquante chevaux. Le général Compans donna le commandement de sa cavalerie au général Vincent, et lui ordonna de prendre position sur le plateau qui domine le village de St.-Jean-les-deux-Jumeaux. Le général Vincent y fut joint par environ six cents gardes nationaux volontaires des environs. La division Compans défendait le pont et le faubourg de Cornillon. La division Ledru était derrière Trilport.

Le 27, l'armée coalisée continua son mouvement vers Meaux, point de réunion indiqué pour les différentes colonnes. Le maréchal Blücher dirigea

ses trois corps russes par Vieux-Maisons, et les prussiens par Rebais, tous à la Ferté-sous-Jouarre. Dès le matin la cavalerie d'avant-garde du corps de Langeron, commandée par le général Emmanuel, arriva à St.-Jean-les-deux-Jumeaux et s'engagea avec le général Vincent. Le combat se soutint jusqu'après midi; mais vers quatre heures arrivèrent les avant-gardes prussiennes du général Katzler et du colonel Blücher, appuyées par la division Horn. Le général Vincent se voyant menacé par une force aussi supérieure, qui déjà le débordait par sa droite, se replia sur Trilport, passa la Marne et détruisit le pont, mais il n'eut pas le temps de faire revenir à la rive droite tous les bateaux. L'ennemi ayant fait avancer son artillerie, jeta à l'autre bord un bon nombre de tirailleurs, sous la protection de trente bouches à feu; en même temps, il fit commencer la construction de deux ponts de bateaux. Ils furent achevés vers huit heures du soir et de suite les avant-gardes prussiennes et la division Horn passèrent la Marne. La division Ledru, vivement attaquée, se replia en combattant, sur Meaux. L'ennemi poussa des troupes à gauche vers le faubourg de Cornillon, mais il fut contenu. Le soir les corps d'York et de Kleist prirent position à Trilport, celui de Langeron à St.-Jean-les-deux-Jumeaux, celui de Sacken à la Ferté-sous-Jouarre, ceux de Woronzow et Strogonoff à Bussières.

L'armée du prince de Schwarzenberg fit peu

de chemin. Le prince royal de Wurtemberg, ayant réuni sa cavalerie et celle du général Pahlen à St.-Mars, les poussa jusqu'à Courtacon, pour suivre les maréchaux. Bientôt après le général Pahlen fut rappelé et dirigé vers Crecy. Les cosaques d'Ilowaiski restèrent seuls vers Provins, jusqu'à l'arrivée du général Seslawin. Le soir le général Pahlen était à Pommeuse et Guerard sur le Morin; les corps de Wurtemberg et Rajewski à Mourons; celui de Giulay à St.-Pierre-en-Veuve; les gardes et réserves à Aulnay. Le corps de Wrede resta à Chailly et sa cavalerie à la Ferté-Gaucher, pour observer les mouvemens possibles de l'empereur Napoléon, dont on craignait le retour.

Le 28, le général Compans, hors d'état même de disputer la possession de Meaux avec quelque succès, se replia sur la route de Paris; le général Vincent, chargé de l'arrière-garde, suivit après avoir fait sauter le pont et le magasin à poudre. Cette dernière explosion causa quelqu'alarme parmi les Prussiens, qui coururent aux armes de tous côtés. Le général Compans avait pris position à Claye, où il fut joint par trois bataillons de la jeune garde, sous les ordres du général Guye, par quatre cents cuirassiers et par quatre cents lanciers polonais. La force de son corps se trouva alors être de cinq mille six cents hommes d'infanterie et seize cent cinquante chevaux. Bientôt l'avant-garde du général Katzler (*) parut devant

(*) Sept bataillons et dix escadrons.

Claye et attaqua le village. Le général Compans le fit évacuer avec mesure, et un bataillon d'infanterie, qui voulut s'aventurer un peu trop vite, fut rudement malmené. Le général Compans prit position à la tête du bois de Montsaigle, occupant Grosbois et les bois voisins. Le défilé de Claye ouvert, l'avant-garde prussienne passa et se déploya à gauche de la grande route, à la hauteur du taillis de Grosbois; la division Pirch, qui passa ensuite, se déploya à cheval de la grande route; la division Klüx suivit et se plaça à gauche derrière l'arrière-garde; la cavalerie du général Ziethen fut poussée sur les hauteurs de Lepin, pour tourner la position du général Compans.

Le combat dura long-temps à la tête du bois de Montsaigle et à Grosbois. Mais l'ennemi ayant successivement fait entrer en action tout le corps de Kleist; et la division Horn, de celui d'Yorck, étant venue se mettre en ligne vers Souilly, le général Compans prit une seconde position entre Ville-Parisis et le bois. Le débouché de la grande route et les fermes de Morfonde et de Montsaigle furent occupés ainsi que le bois Mulot et le bois Mony. Deux bataillons furent dirigés à gauche pour tourner la ferme par le chemin de Lepin, tandis que deux autres bataillons l'attaquèrent par la trouée du chemin de Grosbois à Ville-Parisis. Les deux bataillons prussiens, chargés de l'attaque de flanc, eurent beaucoup à souffrir du feu d'écharpe des troupes qui défendaient le bois Mulot et les vignes

en arrière. Le bataillon qui défendait la ferme de Montsaigle ne céda ce poste qu'après une défense opiniâtre et meurtrière.

Alors le général Compans songea à la retraite, et la fit en bon ordre. Ville-Parisis fut garni de tirailleurs et la cavalerie du général Vincent, qui était en position derrière, fit un mouvement, la droite en arrière, et se plaça parallèlement en face à la route. La cavalerie prussienne essaya de déboucher, mais, refoulée par le feu des tirailleurs, elle fut obligée de s'arrêter. Alors l'infanterie s'avança, et ayant facilement replié nos tirailleurs, sortit du village à leur poursuite. A peine avait-elle débouché, qu'elle fut chargée en flanc par les cuirassiers du colonel Dugeon, qui la ramenèrent en désordre au-delà de Ville-Parisis et lui prirent deux cent-cinquante hommes. Le général Compans se replia à Bondy, laissant une arrière-garde près de Vert-Galant. Les Prussiens, rendus circonspects par ce petit échec, ne dépassèrent pas Ville-Parisis; l'avant-garde de Katzler resta en arrière du village, ayant derrière elle la division Pirch; la division Klüx et la cavalerie de Ziethen près Montsaigle; la division Horn à Souilly; celle du prince Guillaume de Prusse à Claye.

Le combat de Ville-Parisis nous coûta environ deux cents hommes; l'ennemi en perdit plus de six cents (*).

(*) Les états prussiens portent à deux cent quarante-cinq la perte du corps d'York, dont l'avant-garde seule a donnée.

Le maréchal Blücher vint prendre position entre Trilport et Meaux, avec les corps de Langeron, Sacken et Woronzow.

Les ducs de Trévise et de Raguse continuèrent leur retraite ensemble jusqu'à Nangis, où ils se séparèrent; le premier vint à Guignes, et le second gagna Melun par la traverse. On se demande encore pourquoi cette séparation ?

Le prince de Schwarzenberg continua son mouvement sur deux colonnes. Le corps de Rajewsky et les réserves suivirent la route de Lagny jusqu'à Rouilly et se dirigèrent sur Meaux. Le premier vint à Nanteuil; les réserves s'avancèrent jusqu'au faubourg de Meaux; le corps de Wurtemberg suivit la route de Lagny et vint à Couilly; le corps de Giulay ne s'avança pas au-delà de Mouron; celui de Wrede resta à Chailly.

Le 29 de bonne heure, la cavalerie prussienne d'avant-garde s'engagea avec le général Vincent. Peu d'instans après se présentèrent aux avant-postes deux parlementaires, l'un aide-de-camp du maréchal Blücher, l'autre officier d'état-major de l'empereur Alexandre, chargés disaient-ils de porter des paroles de paix au gouvernement à Paris. Cette mission, prétendue pacifique, était absurde sous le point de vue sous lequel elle se présentait. Si l'intention des coalisés avait été de faire de bonne foi des offres de paix à l'empereur Napoléon, ils savaient que le ministre des relations extérieures résidait en ce moment près du

souverain, et que la régence, établie à Paris, ne pouvait faire autre chose que de rendre compte des ouvertures qu'elle recevrait ; c'était donc à Napoléon lui-même qu'il convenait de s'adresser. Mais ce parlementage était dirigé dans un but tout-à-fait différent d'une pacification. D'abord, il importait de faire connaître d'une manière positive, que ce n'était pas l'armée de Blücher seule qui était devant les murs de Paris, mais que les chefs de la coalition y étaient en personne. Cette connaissance était nécessaire, afin que le parti qui avait réclamé la protection des souverains étrangers, pût prendre les dernières mesures, et remettre, ainsi qu'il l'avait promis, la capitale aux coalisés. Le second objet était de profiter de l'armistice qu'amènerait la réception de leurs parlementaires, pour achever leur mouvement d'investissement sans être troublés. Ils ignoraient si les corps des ducs de Trévise et de Raguse, coupés il est vrai de Meaux, n'avaient pas réussi à gagner Paris avant eux; si la régence, avertie par Napoléon du mouvement qu'il faisait sur la Marne, ne s'était pas hâtée de réunir à Paris toutes les troupes, et les gardes nationales actives dont elle aurait pu disposer. En un mot, ils ignoraient s'ils ne trouveraient pas, derrière des retranchemens qu'ils devaient croire achevés, une armée qui pourrait les retenir jusqu'à l'arrivée de Napoléon ; il suffisait de deux jours pour cela.

Le général Vincent, d'après les ordres du général

Compans, retira les dépêches des parlementaires et les renvoya. Ces dépêches n'étaient point adressées à la régence, mais *au duc de Feltre*, ministre de la guerre. Le silence qu'on a gardé sur leur contenu, en dit plus que les commentaires. Après le renvoi de ces parlementaires, le général Yorck insista encore pour une suspension d'armes de quelques heures, qui fut convenue, sous la condition que les armées resteraient dans leurs positions respectives. Mais cet armistice n'était qu'une perfidie. Le général Yorck ne voulait que gagner le temps nécessaire, pour achever le mouvement qu'il avait commencé au-delà de la forêt de Bondy, et couper ainsi le corps du général Compans. Mais les éclaireurs du général Vincent ayant prévenu, que des colonnes prussiennes défilaient vers Aulnay, par la route des Petits-Ponts, le général Compans se replia sur Paris.

Dès le matin, le général Ornano, avec les dépôts d'infanterie et de cavalerie de la garde, avait été porté en avant sur la route d'Allemagne, vers Pantin. Sa cavalerie s'était avancée jusqu'au Moulin de la Folie, pour éclairer la plaine entre Noisy et Bondy. Cette reconnaissance terminée, le général Ornano replia ses troupes en avant du faubourg de la Villette, laissant Pantin pour les troupes du général Compans. Ce dernier ne vint cependant pas occuper Pantin; son infanterie, quittant la route à ce village, s'établit à la butte Beauregard, à la tête de Belleville. Les

ducs de Raguse et de Trévise, qui s'étaient séparés la veille, se réunirent de nouveau le 29 au matin à Brie, et repassèrent à midi la Marne à Charenton. L'infanterie du duc de Raguse occupa St.-Mandé, Vincennes et Charonne; la cavalerie, Montreuil. L'infanterie du duc de Trévise s'établit en seconde ligne à Charenton, Conflans et Bercy; la cavalerie au faubourg de Picpus. On aurait pu profiter du restant de la journée pour faire occuper à ces deux corps les positions défensives, où il était de la plus haute importance de prévenir l'ennemi; mais il paraît qu'on n'y pensa pas.

CHAPITRE VI.

Les coalisés arrivent devant Paris. — Situation politique et militaire de la capitale. — L'empereur Napoléon fait occuper Chaumont. — Combat de St.-Dizier, le 26 mars. — Napoléon revient sur Paris.

L'ARMÉE coalisée s'était, de son côté, mise en mouvement dès le matin, afin de compléter l'investissement de Paris au nord-est, dans le même jour. Elle marcha sur trois colonnes. Celle de droite, composée des corps d'York, Kleist, Langeron et Woronzow, devait prendre la route des Petits-Ponts, par Mory et Aulnay; les deux premiers corps devaient rester à Ville-Parisis, jusqu'à ce que les troupes du général Rajewski fussent venues les relever; le maréchal Blücher devait laisser le corps de Saken à Meaux. La colonne du centre composée du corps de Rajewski, des grenadiers russes et de la réserve des gardes, devait suivre la grande route de Meaux; la colonne de gauche, composée des corps de Wurtemberg et de Giulay,

et des grenadiers autrichiens devait suivre la rive droite de la Marne, par Annet et Neuilly. Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes. Les corps d'York et Kleist à Aulnay; l'avant-garde de Katzler au grand Drancy; le corps de Langeron au Bourget; le corps de Woronzow à Villepinte; le corps de Sacken entre Meaux et Trilport; le corps de Rajewski à Noisy-le-Sec, ayant une brigade à Pantin et une à Romainville. Les gardes et réserves à Ville-Parisis; les corps de Wurtemberg et Giulay à Annet. Le corps de Wrede fut rapproché de Meaux; il s'établit à Quincy, ayant sa cavalerie en avant de Crécy, et l'avant-garde à Coulommiers.

Toutes les dispositions étaient prises pour entrer à Paris le lendemain, soit de gré, soit à la suite d'un combat que les coalisés étaient décidés à tenter. Non-seulement ils y étaient containts par l'impossibilité de reculer, sans s'exposer aux plus grands désastres; mais ils y étaient encouragés par la certitude qui leur fut donnée, que les moyens intérieurs de défense de la capitale étaient entièrement paralysés, et qu'ils n'auraient à faire qu'à un corps de troupes de ligne trop faible pour résister. Pendant toute la nuit, les messages se succédèrent au quartier-général des coalisés, qui s'étaient avancés à Bondy. Dans cette même nuit fut faite la proclamation qui devait amener la chûte du gouvernement impérial (*).

(*) *Pièces justific.* XXXIII.

Cependant la présence des armées coalisées sous les murs de la capitale avait répandu le trouble, parmi les agens principaux du gouvernement. Les citoyens étaient dans une anxiété réelle, que justifiait la comparaison de l'attaque qu'on allait avoir à soutenir, avec la faiblesse, ou pour mieux dire la nullité des moyens de défense qui avaient été préparés. Le parti royaliste triomphait, et son impatience était telle, qu'elle aurait pu lui attirer une castatrophe funeste, si l'autre parti qui s'était formé au sein même du gouvernement, ne l'eût protégé en le paralysant, en même temps qu'il comprimait l'esprit du peuple. Le caractère personnel du roi Joseph, lieutenanant de l'empereur Napoléon était bien peu propre aux mesures de vigueur, qui lui auraient été nécessaires dans un moment pareil. Plus fait pour une vie paisible que pour l'activité qu'aurait exigé une crise qui devait être décisive, il était destiné à être plutôt l'instrument de ses subordonnés que leur chef. Il ne manquait pas, dit-on, de talens et de perspicacité : mais n'ayant jamais été dans l'occasion de déployer par lui-même les ressources de son âme, il était dominé par une méfiance dans ses propres moyens, qui lui ôtait toute énergie. L'impératrice était régente, et pouvait, dans ce moment important surtout, réunir sans contraste toutes les attibutions du pouvoir suprême. Mais ce n'était pas Marie-Thérèse portant son enfant dans ses bras, et le confiant à la valeur pa-

triotique des Hongrois. Femme sans énergie, abandonnée à l'influence de ses alentours, elle se laissa entraîner et descendit les marches du trône, quelle a perdu sans retour, et même, dit-on, sans regret.

Rien n'avait été fait pour la défense de Paris. On avait à la vérité construit de mauvais tambours en charpente, aux ponts de St.-Maur, de Charenton et de Neuilly; mais l'enceinte de la ville et les barrières étaient sans défense; et les hauteurs qui dominent Paris vers le nord, et dont l'occupation est inséparable de la conservation de cette capitale, n'étaient défendues par aucun ouvrage de campagne (*). Lorsque Blücher marcha pour la seconde fois sur Paris, à la fin de février, le lieutenant de l'Empereur reconnut la nécessité de couvrir la capitale de l'empire par quelques ouvrages, qui permissent au moins de conclure une convention, et de la sauver de la rapacité d'une soldatesque, avide de pillage. Un système de défense fut reconnu et arrêté; mais lorsqu'il fallut mettre la main à l'œuvre pour l'exécuter, on sut faire naître des scrupules à Joseph, et il se crut obligé de demander et d'attendre l'approbation de l'empereur son frère. Enfin, le 29 mars arriva, et de faibles tambours établis aux barrières étaient les seules défenses extérieures.

(*) Les relations allemandes parlent des retranchemens presque inexpugnables qui couvraient Montmartre, et des redoutes qui étaient sur toutes les hauteurs. Et les Allemands y croient!

L'artillerie destinée à garnir les ouvrages projetés n'offrait pas un tableau plus satisfaisant. D'après les ordres de l'empereur Napoléon, il devait y avoir deux cents bouches à feu réunies à Paris, pour l'armement des différens ouvrages. Les hauteurs de Montmartre surtout devaient être garnies de pièces d'un gros calibre. Il ne s'en trouvait le 29 mars que soixante-douze, dont un tiers de huit et deux tiers de quatre. A qui en attribuer la faute? Ce n'était certainement pas le ministre des cultes qui avait été chargé de les tirer de l'intérieur. Il semble que la même main qui livrait en 1812 les états de situation et de mouvement de nos troupes à la coalition, ait continué, en 1814, à prendre ses ordres pour l'armement de la capitale. On disait cependant que le supplice du malheureux Michel (*) avait rompu la trame. Quoi qu'il en soit, force fut de se contenter de l'artillerie existante et d'en faire la répartition. Quarante-quatre bouches à feu, dont vingt canons de huit, furent répartis entre les douze grandes barrières (**). Les vingt-huit autres

(*) Condamné à mort en 1812 pour avoir livré au général Czernisceff, alors agent de la Russie, les états de situation et de mouvement des armées françaises. On demande comment un employé subalterne d'un bureau, a pu livrer des états qui partent de plusieurs divisions et se réunissent ordinairement au secrétariat ou dans le cabinet du ministre? Il est fâcheux que les révélations de Michel n'aient pas été publiées. Il est surtout fâcheux que la réclamation qu'il voulait faire en montant à l'échafaud ait été étouffée par un bâillon.

(**) A la rive droite: Passy, Neuilly, le Roule, Clichy, St.-Denis,

formèrent deux réserves égales, dont l'une fut placée à la barrière du Trône et l'autre à la barrière de Fontainebleau.

D'après le décret du 3 janvier, la garde nationale de Paris formée en douze légions ou quarante-huit bataillons, devait s'élever à trente mille hommes. Trente-un mille étaient enrôlés. On s'est beaucoup plaint, dans le temps, de ce que la totalité de cette garde nationale n'a pas pu être habillée en uniforme, parce qu'on avait admis dans ses rangs des ouvriers, qui ne pouvaient pas en faire la dépense. Il y a long-temps qu'on ne peut plus ignorer qu'un revers de couleur, ou une panache, n'ajoutent rien au courage d'un brave, et n'en donnent pas à un lâche. On n'ignore pas non plus que la classe ouvrière, ainsi que la classe des campagnards, sont celles qui ont toujours fourni à nos armées les soldats les plus braves et les plus disciplinés.

Mais la véritable cause, qui empêcha la garde nationale d'agir et qui n'a rien de commun avec les uniformes, fut le manque d'armes. Sur trente mille hommes, onze mille à peine ont été armés, et encore quatre mille ne l'ont été que le 29 au soir et le 30 au matin. A qui doit-on attribuer cette pénurie? si ce n'est au manque d'énergie du lieutenant de l'empereur, qui avait déjà entraîné

la Villette, Pantin, du Trône et Charenton. A la rive gauche: Fontainebleau, d'Enfer et du Maine.

une partie des fonctionnaires publics du premier ordre. Les armes manquèrent le 30 à dix heures du matin pour les gardes nationaux, que la générale avait conduits aux lieux de réunion. Les munitions manquèrent également et les canons, qui étaient sur le front d'attaque, avaient leurs réserves de munitions au-delà de la Seine; les caissons contenaient souvent des cartouches à canon d'un autre calibre. Des cartouches d'exercice, d'autres pleines de cendres furent distribuées à des pelotons de gardes nationales. En un mot, nous répèterons ce que dit un auteur contemporain, non suspect d'exagération (M. Giraud): « Paris se » montra disposé à se défendre, mais tout s'y passa » comme si l'on avait voulu qu'il ne fut pas dé- » fendu. »

La répartition de la garde nationale armée se fit de la manière suivante : cent hommes de garde à chacune des grandes barrières. Douze cents hommes, en douze grand-gardes, chargées de la défense des dix-huit petites barrières au besoin. Deux mille quatre cents hommes, en douze réserves prêtes à porter du secours aux points menacés. Douze cents hommes étaient destinés pour le service intérieur. En ajoutant à ce nombre une légion d'officiers et d'employés, qui aurait suffi pour cinquante mille hommes, on verra qu'il ne restait pas plus de cinq mille hommes disponibles. C'est de ce nombre que sortirent environ trois mille volontaires qui, à la voix du doyen des maréchaux,

allèrent renforcer les rangs des braves, qui résistaient aux efforts de l'ennemi.

Les renforts que l'armée, arrivant sous les murs de Paris, pouvait recevoir des différents dépôts, ne s'élevaient qu'à un bien petit nombre d'hommes. La garnison de Paris était composée de trente dépôts; mais l'extraction successive de renforts pour l'armée les avait tellement réduits, qu'après en avoir extrait environ sept cents hommes pour compléter les garnisons de St.-Denis, St.-Maur, et Charenton, il n'y avait plus rien de disponible pour la défense extérieure. Il y avait bien environ vingt mille hommes dans les différens dépôts, qui se trouvaient à une ou deux journées de la capitale; mais on se garda bien de les faire venir. Mille hommes de cavalerie, pris dans le dépôt de Versailles, quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevaux de la garde, furent chargés d'escorter l'impératrice et son fils à Rambouillet. On se demande vainement pourquoi ce luxe d'escorte? Seize cents hommes d'infanterie et sept cents chevaux de la garde avaient été envoyés, le 28, au général Compans. Il ne restait donc plus disponible, dans les dépôts de ce corps, que trois cents cavaliers et quatre mille conscrits à peine habillés. Le général Ornano forma de ces derniers une division dont le général Michel, mal guéri de sa blessure, prit le commandement. Ainsi dix-huit mille hommes d'infanterie et un peu plus de cinq mille chevaux, allaient lutter contre cent dix-neuf

mille hommes d'infanterie et vingt-six mille chevaux (*). Les mesures préparatoires de défense prises, le conseil de régence en prit une, qui acheva de consommer la perte de Paris et la chûte du gouvernement impérial. Ce fut celle de faire partir, à peu près individuellement pour Tours, l'im-

(*) ARMÉE FRANÇAISE, LE 30 MARS.

		INFAN.	CAVAL.
Aile droite. Duc de Raguse.	Div. Bordesoulle, Chastel et Merlin	»	3,350
	— Duc de Padoue, Ricard, Lagrange	3,370	»
	— Compans, Ledru, Boyer.	5,670	»
Aile gauche. Duc de Trévise.	— Michel, Charpentier, Curial, Christiani	8,950	»
	— Ornano, Roussel	»	2,200
	Total	17,990	5,550
Garnisons : St.-Denis, 570. Vincennes, 400. Neuilly, 250. Charenton, 450. St.-Maur, 300		1,970	
ARMÉE COALISÉE.			
Colonne de droite. Le mar. Blücher.	Corps d'York	12,000	3,500
	— de Kleist	11,000	3,000
	— de Langeron	14,000	5,000
	— de Woronzow	15,000	»
	Total	52,000	11,500
Colonne du centre. Le gén. Barklay.	Corps de Rajewski	16,000	3,000
	Réserves des grenadiers et cuirassiers	6,000	3,000
	Gardes	15,000	4,000
	Total	37,000	10,000
Colonne de gauche. Prince royal de Wurtemberg.	Corps de Wurtemberg	10,000	2,000
	— de Giulay	15,000	3,000
	Grenadiers autrichiens	5,000	»
	Total	30,000	5,000
	Total général	119,000	26,500

pératrice et son fils, les membres du conseil, les grands dignitaires et les ministres. Le gouvernement allait se trouver à moitié de l'autre côté de la Loire, tandis qu'il aurait dû y être en entier. En l'absence du corps législatif, le sénat était le seul corps constitué existant; il fallait le transporter en entier et formellement à Tours. On a dit que le prince de Benevent avait voulu partir et qu'on l'avait retenu à une barrière de Paris. Cela ne peut pas être, puisque M. de Talleyrand était le chef et le directeur de la révolution qui se préparait, et que son absence aurait pu faire échouer, puisqu'il était revêtu de la confiance des coalisés.

Nous avons laissé, le 24 mars, l'empereur Napoléon à Vassy, ayant son arrière-garde à Perthé. Le 25, il vint, avec les divisions du prince de la Moskowa et la cavalerie du général Sébastiani, à Doulevent. Le duc de Tarente, avec le 11e corps, vint à Vassy; le 7e était resté à Humbécourt, pour garder les débouchés de la forêt du Val et protéger le mouvement rétrograde du 2e corps. Le général Gérard se replia à Saint-Dizier, où il passa la Marne. Son mouvement fut suivi par l'avant-garde de Winzingerode. Le général Tettenborn, ayant occupé Hoiricour, établit une batterie de huit pièces sur le bord de la Marne. Le feu inattendu de cette batterie causa un instant du désordre dans la colonne, qui défilait le long de la rivière, sur le chemin de Vassy, et qu'elle

prenait en flanc; mais le général Treilhard, ayant fait appuyer sa division à droite, derrière le village de Valcour, dont il la couvrit, l'infanterie du 2e corps put déboucher et gagna rapidement le sommet du coteau. Le général Gérard, ayant fait avancer deux batteries sur le plateau et jeté une centaine de tirailleurs au-delà de la Marne, le feu de l'ennemi fut bientôt éteint et ses troupes obligées de se retirer. Le général Gérard resta quelque temps sur le plateau de Valcour, après quoi il continua sa retraite sur Humbécour, où il prit position sans être inquiété; le 7e corps se réunit à Vassy au 11e. Le général Winzingerode occupa Saint-Dizier; le général Tettenborn s'établit à Eclaron, faisant observer Humbécour par quelques cosaques. Le général Czerniszeff avait été envoyé vers Montierender, avec un parti de cosaques.

Cependant, l'empereur Napoléon avait, de Vassy, dirigé la division Jacquinot vers Bar-Sur-Aube et la division Piré vers Chaumont. Le mouvement de la première obligea l'empereur d'Autriche à se sauver en hâte à Dijon, où il arriva ayant fait treize lieues à cheval, dans la traverse et d'une seule traite. Le général Piré occupa Chaumont le même jour. A la première nouvelle de son arrivée, le parc général d'artillerie et les gros bagages s'enfuirent à Vauderoute vers Béfort, harcelés par la levée en masse, qui détruisit beaucoup de voitures et de détachemens isolés

et prit des convois d'évacuation des hôpitaux et plusieurs officiers d'état-major et agens diplomatiques. Parmi ces derniers, se trouvèrent le baron de Wessenberg, le général suédois Skjoldebrand, le comte Palfy, le conseiller de Beguelin et les conseillers d'Etat de Tolstoy et Markow. L'épouvante gagna la rive droite du Rhin, où les peuples attendaient d'un instant à l'autre les armées françaises. Malgré la célérité de la fuite des parcs ennemis, le général Piré leur enleva cependant de l'artillerie, des munitions et des bagages.

Le 26, l'empereur Napoléon, informé par le duc de Tarente que, jusque-là, l'arrière-garde n'avait vu que de la cavalerie, résolut de revenir sur ses pas et, en forçant le rideau que l'ennemi avait jeté devant ses colonnes, de reconnaître si l'armée coalisée suivait. Les colonnes se mirent sur-le-champ en mouvement, par la route de Humbécour, excepté le 7e corps qui fut gagner celle de Joinville par derrière le bois du Val. Les cosaques, qui étaient devant Humbécour, furent aisément dispersés. Le général Tettenborn essaya de tenir en avant de Valcour, pour donner au général Winzingerode le temps de réunir ses troupes, et au général Czerniszeff celui de revenir. Après un léger combat, le général Tettenborn fut culbuté et rejeté derrière la Marne. Arrivé sur le plateau de Valcour, Napoléon vit l'ennemi en bataille au-delà de la rivière. La cavalerie de Winzingerode était déployée sur deux lignes, en avant et en ar-

rière de la route de Vitry, la droite vers Lanoue; l'avant-garde du général Tettenborn tenait la gauche, appuyée vers Hallignicour; deux bataillons de chasseurs occupaient Saint-Dizier; le reste de l'infanterie était à la tête du bois de Perthé, ayant un rideau de tirailleurs sur les bords de la Marne. L'empereur Napoléon, ayant alors réuni son infanterie, ordonna l'attaque. Le général Sébastiani franchit le gué de la Neuville-au-pont, et déploya ses divisions à l'autre bord; les corps des généraux Saint-Germain, Milhaud et Valmy le suivirent et se déployèrent sur les ailes; les corps du prince de la Moskowa, du duc de Tarente et du général Gérard, passèrent à la suite de la cavalerie. Bientôt l'armée française fut en bataille au-delà de la Marne, la droite en avant de Hoiricour, la gauche vers Hallignicour; la cavalerie formait la principale ligne et l'infanterie la seconde; le duc de Reggio, avec le 7e corps, s'avançait par la route de Joinville.

Le général Winzingerode voyant qu'il allait avoir toute l'armée française sur les bras, chercha à éviter le combat. Mais voulant gagner du temps pour sauver l'infanterie qu'il avait à St.-Dizier, il ordonna au général Tettenborn de défendre la route de Vitry, pendant qu'il défendrait lui-même St.-Dizier. La retraite en cas de nécessité fut marquée vers Bar-sur-Ornain. Le général Tettenborn, d'après cet ordre, essaya quelques charges qui furent sans succès. Enfin chargé lui-même par la

cavalerie du général Milhaud, il fut enfoncé et culbuté en désordre sur Perthé, ayant perdu six canons. En même temps le général Letort attaqua les tirailleurs d'infanterie ennemis, qui, formés en carrés, cherchaient à gagner le bois de Perthé; la plus grande partie fut sabrée. La cavalerie de la garde et les dragons du général Treilhard, refoulèrent alors le restant de la cavalerie ennemie sur St.-Dizier, où le duc de Reggio entrait au pas de charge. Le gros du corps de Winzingerode, mis dans la plus complète déroute, fut poursuivi sur la route de Bar-sur-Ornain, par le duc de Reggio, avec le 7e corps et les dragons du général Treilhard. Le soir, le duc de Tarente, avec les 2e et 11e corps et la cavalerie du général Milhaud prit position devant Perthé, où le général Tettenborn avait rallié ses troupes. Le duc de Reggio s'arrêta à Saudrupt. Le restant de l'armée bivouaqua devant St.-Dizier. L'ennemi perdit dans cette journée plus de deux mille hommes, dont cinq cents prisonniers, neuf canons, un équipage de ponts et tous ses bagages. Notre perte ne s'éleva pas à plus de six cents hommes.

Le combat de St.-Dizier démontra à l'empereur Napoléon qu'il n'avait été suivi que par un corps détaché et confirma le rapport qu'avaient déjà fait des prisonniers de l'ennemi : que les armées coalisées marchaient sur Paris. Ayant acquis ainsi la certitude du danger qu'allait courir la capitale, la première détermination, à laquelle il s'arrêta,

fut de gagner Châlons et de manœuvrer, soit par la route de Montmirail, soit par celle de Château-Thierry. Il résolut donc, pour assurer sa marche, d'essayer encore d'enlever Vitry. Cette détermination peut cependant être regardée comme une faute stratégique. D'abord en prenant une des deux routes de Châlons à Meaux, il devait s'attendre à être obligé de forcer le passage de la Marne; cette opération pouvait échouer et il se trouvait dans une position critique. En second lieu l'attaque de Vitry, même si elle réussissait, lui faisait perdre un jour, et c'était beaucoup dans ce moment. On peut même ajouter que Vitry lui était assez peu utile. S'il marchait sur Châlons, le 7ᵉ corps pouvait le rejoindre directement; s'il se dirigeait par Troyes, il n'avait pas besoin de Vitry. En se mettant en mouvement par cette derrière route, le 27 dès le matin, il gagnait une journée entière et épargnait une forte marche à ses soldats.

Le 27 au matin, l'armée se dirigea sur Vitry. Le commandant prussien, sommé de nouveau, ayant refusé de se rendre, et une reconnaissance exacte ayant démontré le danger d'une attaque de vive force, il fallut renoncer à ce projet. L'empereur Napoléon décidé à marcher au secours de Paris, fut un moment indécis s'il prendrait la route de Sezanne ou celle de Troyes. Le mauvais état du chemin de Sezanne à Coulomniers, et la nécessité de forcer le passage de la Marne à Meaux ou à Lagny, qu'on n'évitait pas en prenant cette

route, la firent rejeter. Il fut donc décidé que l'armée reviendrait sur St.-Dizier, d'où elle se dirigerait sur Troyes et de là sur Paris par la gauche de la Seine. Ce mouvement commença le même jour; l'infanterie et la cavalerie de la garde arrivèrent à St.-Dizier. Les autres divisions s'échelonnèrent entre Valcour et Marolles. La division Albert et les dragons du général Milhaud formèrent l'arrière-garde. Le duc de Reggio était entré à Bar-sur-Ornain, où le général Winzingerode s'était retiré le 26 au soir et s'était réuni avec le corps du prince Biron de Courlande. Ce dernier, parti de Nancy, le 23, avec environ quatre mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux, pour comprimer l'insurrection de la Meuse et des Vosges, était arrivé à Naives le 26. A l'approche du duc de Reggio le général Winzingerode se retira à Châlons, où le général Tettenborn le rejoignit. Le prince Biron repassa la Meuse à St.-Mihiel. Dans la nuit, le duc de Reggio reçut l'ordre de revenir sur St.-Dizier. Le général Piré reçut celui de se replier à Bar-sur-Aube, d'où, réuni à la division Jacquinot, il gagnerait Troyes. De Bar-sur-Ornain, le duc de Reggio avait poussé sur-le-champ des partis en avant, pour avoir des nouvelles du général Durutte. Mais ce dernier, comme nous le verrons en son lieu, n'était sorti de Metz que le 26, et se trouvait le 27 à Thionville. La population de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, déjà en partie armée et insurgée, atten-

dait et réclamait le signal de la levée en masse, pour se délivrer des troupes qui ravageaient son territoire. Le duc de Reggio en rendit compte à l'Empereur et demanda l'autorisation de faire cet appel. Mais le prince de Neufchâtel s'y opposa, sous le prétexte qu'il faudrait de la cavalerie pour soutenir la levée en masse et qu'il était impossible de priver l'armée d'une partie de celle qu'elle avait, son avis prévalut. Comme si la cavalerie était nécessaire dans les bois et les montagnes de ces départemens, comme si les mêmes habitans, sans autre cavalerie que celle qu'ils formèrent eux-mêmes, n'avaient pas en 1792, détruit plus du quart des armées du duc de Brunswick. Mais Napoléon avait une certaine aversion pour les mouvemens populaires, qu'il ne pouvait pas diriger lui-même, et ses courtisans avaient grand soin de l'y entretenir.

Le 28, l'armée française continua son mouvement. Toute la garde vint à Montiérender, sur la route de Brienne, et en avant. Le duc de Tarente avec le 11e corps et les 2e, 5e et 6e de cavalerie vint à Vassy, où le duc de Reggio le rejoignit le soir. Le général Gérard occupa Valcour, jusqu'à ce que le duc de Reggio eût débouché de St.-Dizier; alors il se reploya en arrière de Humbécour. Cette marche faite par un mauvais temps, et par des traverses fangeuses, fut très-fatigante pour l'armée. Il fallut brûler une soixantaine de caissons, pour renforcer les autres attelages. Le général Winzin-

gerode quitta Châlons et s'approcha de St.-Dizier.

Le 29, l'empereur Napoléon, s'étant mis à la tête de la cavalerie de la garde, était en route pour gagner Vandœuvres, lorsqu'au pont de Doulencourt, un courrier lui apporta la nouvelle que les armées coalisée étaient entrées à Meaux, et le prévint en même temps de ce qui se passait à Paris, et du danger où il était de perdre la capitale, s'il ne revenait en hâte. Napoléon fit partir sur-le-champ le général Dejean pour Paris, porter l'ordre au duc de Trévise d'éviter l'occupation de la capitale, en annonçant au prince de Schwarzenberg les propositions qu'il faisait à son maître. En même temps, un agent diplomatique porta à Dijon, à l'empereur d'Autriche, l'acceptation pure et simple des conditions proposées par les coalisés. On ne peut pas dire que ce fut trop tard, puisque jamais les coalisés n'avaient eu l'intention de traiter avec lui; mais cette démarche était inutile, parce que l'empereur d'Autriche n'était alors pas moins décidé que les autres souverains à le détrôner. Ce jour-là, la cavalerie de la garde arriva à Troyes; l'infanterie resta à Lusigny, abîmée de fatigue. Les autres corps ne s'avancèrent que jusqu'à l'Aube. La division Jacquinot avait rejoint, et celle du général Piré arriva le lendemain. On a dit que le duc de Tarente conseilla alors de diriger l'armée sur Sens, pour y réunir les troupes qui auraient défendu Paris, et se rabattre ensuite sur l'armée du duc de Castiglione. Il se fondait

sur ce qu'on arriverait trop tard pour sauver la capitale, que les deux maréchaux ne pourraient pas défendre. Ce conseil paraît avoir été composé après coup, car il ne contient que ce que fit à peu près l'empereur Napoléon, excepté que l'espoir d'arriver à temps devant Paris, l'engagea à s'en approcher un peu plus qu'à Sens. Si la capitale tenait deux jours, il arrivait assez tôt pour la sauver; sinon il ne gâtait rien en se plaçant de front à l'ennemi. Le parti de *mourir honorablement, au lieu d'être dispersés et dépouillés par des cosaques, pouvait aussi bien être pris le* 5 AVRIL que le 30 mars.

De Troyes, l'empereur Napoléon traça l'itinéraire de l'armée, de manière à ce qu'elle fût réunie, le 2 avril, devant Paris. La division Souham reçut l'ordre de se rendre de Nogent à Fontainebleau. Le 30, l'infanterie et la cavalerie de la garde dépassèrent Troyes et s'avancèrent jusqu'à Villeneuve-l'Archevêque, où la fatigue les obligea de s'arrêter. L'empereur Napoléon continua sa route avec les escadrons de service, qui l'escortèrent jusqu'à Villeneuve-la-Guyard. De là il partit à franc-étrier pour Fontainebleau. Il espérait arriver, de sa personne, assez tôt à Paris pour en présider la défense, et ce n'était pas sans raison qu'il pensait que sa présence soutiendrait l'énergie des habitans, et qu'en prolongeant la défense de quarante-huit heures seulement, il donnerait à son armée le temps d'arriver. La vérité est, que

s'il était arrivé à Paris, pendant qu'on se battait devant les murs, sa présence seule aurait décidé les coalisés à la retraite : nous en fournirons la preuve plus tard. Le duc de Tarente, avec les autres corps de l'armée arriva à Troyes.

CHAPITRE VII.

Bataille devant Paris, le 30 mars. — Évacuation de Paris par les troupes françaises. — Réflexions sur la bataille de Paris.

PENDANT que l'empereur Napoléon se hâtait ainsi de venir présider de sa personne la défense de Paris, les destinées de cette capitale se décidaient, moins encore par la force des armes, que par le développement des menées politiques, qui reposaient sur son occupation par l'ennemi. Le 30 mars, au point du jour, les tambours battant la générale dans tous les quartiers de la ville et au camp, appelèrent sous les armes, et l'armée, et les citoyens. Ces derniers se rassemblèrent aux lieux de réunion des légions. Un grand nombre d'anciens défenseurs de la patrie qui, appartenaient la plupart à la classe ouvrière, demandèrent qu'on leur rendît ces armes qu'ils avaient déposées pour rentrer dans le sein de leurs familles, et qui leur avaient servi tant de fois à humilier les ennemis de la France; mais il ne se trou-

vait d'armes nulle part. Renvoyés d'un endroit à l'autre, beaucoup coururent jusqu'aux barrières espérant d'y trouver des fusils. Enfin, vers neuf heures du matin, dans un seul lieu de Paris, sur la place Vendôme, on offrit aux gardes nationaux qui s'y étaient réunis quelques piques..... pour combattre dans les rangs de nos bataillons.........

Cependant les corps des ducs de Raguse et de Trévise s'étaient ébranlés sur-le-champ, pour se rendre à leurs postes de bataille. Le duc de Raguse, avec les divisions d'infanterie des généraux Ricard, Lagrange, duc de Padoue, Compans, Ledru et Boyer, et celles de cavalerie des généraux Chastel, Bordesoulle et Merlin, faisant environ neuf mille hommes d'infanterie et un peu plus de trois mille chevaux, fut chargé de la défense de la droite de la ligne d'attaque, depuis Pantin jusqu'à Montreuil. Le duc de Trévise, avec les divisions d'infanterie des généraux Michel, Curial, Christiani et Charpentier, et la cavalerie des généraux Roussel et Ornano, sous les ordres du général Belliard, faisant environ neuf mille hommes d'infanterie et un peu plus de deux mille chevaux, devait tenir la gauche depuis Pantin jusqu'à St.-Ouen. Les troupes du duc de Raguse, déjà en grande partie sur leur champ de bataille, furent bientôt en position. Celles du duc de Trévise, qui étaient restées plus en arrière, avaient plus de chemin à parcourir et ne purent être déployées dans leurs positions que vers sept heures du matin.

L'ordre de bataille de l'armée française était le suivant : à l'extrême droite, la cavalerie du duc de Raguse était en bataille entre Charonne et Montreuil ; la division Chastel en première ligne, les deux du général Bordesoulle, en seconde ; la division du duc de Padoue sur le plateau de Malassis, occupant Montreuil ; la division Lagrange, en avant du parc de Bruyères, à cheval de la route de Belleville à Romainville. La division Ricard, en réserve en masse, dans le parc de Bruyères ; la division Ledru couronnait les hauteurs des Prés-St.-Gervais, ayant devant élle la division Compans, en tirailleurs dans le bois de Romainville ; la division Boyer était en arrière de Pantin, à la droite de la route. La division Michel avait la brigade Secretant en arrière de Pantin, et la brigade Robert à Aubervilliers ; la division Charpentier en masse au pied de la butte Chaumont ; la division Curial en arrière de Pantin, en réserve de la division Michel ; la division Christiani en masse entre la Chapelle et la Villette. La cavalerie du général Belliard était en avant des retranchemens de 1792, entre la Chapelle et St.-Ouen ; la division Roussel à droite, et celle du général Ornano à gauche. Neuf batteries de position couvraient le front de l'armée et défendaient les principales avenues ; une de quatre pièces sur la butte de Fontarabie, battait la route de Montreuil ; une de six pièces sur la hauteur de Mont-Louis, prenait en flanc le chemin de Charonne à Ménilmontant ; une à la

gauche du parc de Bruyères, et une seconde sur la butte Beauregard, battaient les avenues des Prés-St.-Gervais; une de douze pièces de douze devant les Prés-St.-Gervais, défendait le débouché entre Pantin et Romainville; une de quatre pièces était établie sur la butte Chaumont; une de douze pièces de douze au Rouvroy, battait la plaine d'Aubervilliers et la route des Petits-Ponts; la tête de la Chapelle était défendue par une batterie de cinq pièces sur la butte Montmartre, au moulin de la Lancette; une dernière batterie de deux pièces, au pied de la hauteur de Montmartre, battait les avenues de Clichy et de St.-Ouen. Le total de cette artillerie montait à cinquante-trois pièces, dont vingt-quatre de douze. Le roi Joseph, qui portait le titre de général en chef de l'armée qui défendait Paris, avait établi son quartier-général sur une butte, en arrière de Clignancourt.

La position de l'armée française se ressentait de la faute majeure qu'on avait faite la veille, de laisser les corps des ducs de Trévise et de Raguse, entassés autour de Vincennes et de Charenton. Il aurait fallu, dans la journée même de leur arrivée, leur faire occuper leurs positions de bataille. Pantin et Romainville surtout, qu'on devait considérer comme les clefs de la défense de la capitale, n'auraient pas dû être abandonnés comme ils le furent. Il en résulta qu'il s'en fallut peu, ainsi que nous le verrons, que le duc de Raguse ne se trouvât refoulé sur les barrières avant d'avoir com-

battu. La nécessité d'employer la presque totalité des forces réunies à l'aile droite, pour empêcher l'ennemi de déboucher de Pantin et de Romainville, porta tout l'effort de la bataille sur ces deux points. Il ne resta dès-lors plus aucun moyen de parer au mouvement de Blücher, dont les colonnes vinrent déborder la gauche de l'armée. La faiblesse de l'artillerie de position employée en batteries immobiles, et dont le feu nourri et dirigé en masse sur les principales avenues devait suppléer à la disproportion numérique des troupes; cette faiblesse, dis-je, fit encore bien du mal. La nécessité d'avoir de fortes batteries sur la plaine d'Aubervilliers et sur celle entre Pantin et Romainville, y fit employer la moitié des pièces qu'on avait; dès-lors les autres batteries se trouvèrent trop faibles, pour produire un effet bien sensible sur les masses de l'ennemi. L'empereur Napoléon avait ordonné au ministre de la guerre de réunir deux cents bouches à feu à Paris. Si cet ordre avait été exécuté, chacune des batteries que nous venons d'indiquer aurait pu être de vingt pièces, et la butte de Montmartre défendue par quarante pièces au lieu de sept.

Les coalisés se mirent aussi en mouvement le 30 au matin. La lenteur de leurs marches depuis le 24, risquait de leur faire perdre l'avantage de celles qu'ils avaient gagnées sur l'empereur Napoléon. Ils savaient que Winzingerode avait été battu le 26; il était donc facile de prévoir que Napo-

léon se remettrait en marche le 27, pour revenir sur Paris. Ils devaient, par conséquent, s'attendre à voir paraître la tête des colonnes de son armée dans deux jours. Lui-même pouvait arriver le lendemain, et sa présence détruisait tous les effets de l'occupation de Paris, dans le cas où ils auraient pu l'obtenir. Il ne fallait plus alors penser à une révolution politique. Tout serait rentré dans l'ordre accoutumé, et le seul résultat aurait été de faire du retour de Paris au Rhin, la parodie du retour de Moskow. La saison et le climat étaient moins rigoureux, mais le fer de nos soldats et la levée en masse y auraient suppléé. La coalition n'avait donc que le 30 mars seul pour accomplir ses projets. Un ordre laconique aurait transporté le sénat au-delà de la Loire, et les signataires de l'acte de déchéance se seraient disputés l'honneur d'obéir avec le plus de promptitude.

Le plan d'attaque des coalisés devait embrasser toute la partie septentrionale de Paris, en trois colonnes. Celle de droite, composée de l'armée de Blücher, se subdivisait elle-même en deux. Le corps de Langeron devait se diriger par Aubervilliers et attaquer Montmartre par le côté de Clichy. Ceux d'York et de Kleist, ayant celui de Woronzow pour réserve, devaient enlever la Villette et la Chapelle, et attaquer Montmartre par Clignancourt. La colonne du centre, composée du corps de Rajewski, et appuyée par les gardes et réserves, débouchant par la route d'Allemagne, devait em-

porter les hauteurs de Romainville et de Belleville. Celle de gauche, composée des corps de Giulay et de Wurtemberg, débouchant par Neuilly et Nogent-sur-Marne, devait occuper St.-Maur et Charenton, et bloquer Vincennes. Dans cette disposition, la colonne du centre, étant le plus près de Paris, fut la première engagée. D'après l'ordre général de mouvement, le combat ne devait pas commencer avant que toutes les colonnes ne fussent arrivées à la même hauteur. Mais le général Barklay voyant les troupes du duc de Raguse déboucher sur les hauteurs de Belleville, prévit que ses postes de Pantin et de Romainville allaient être attaqués, et pour s'y maintenir, il résolut de prendre l'offensive. La division Helfreich, du corps de Rajewski, occupait ces deux villages, ayant la brigade Roth (25e et 26e chasseurs) à Pantin et la brigade Laelin (Tinginsk et Esthonie) à Romainville. Le général Barklay fit avancer le prince Eugène de Wurtemberg avec les divisions Szaszafskoy et Pisznitzky et les cuirassiers de Kretow, sur Pantin, et la division Mezenzow, appuyée par la cavalerie du général Pahlen, sur Romainville.

La division Boyer venait de se former devant Pantin, lorsque les deux divisions russes débouchèrent du village. Trop faible pour attendre leur choc, elle se replia à la droite de la division Michel, qui venait de prendre les armes à la tête de ses bivouacs. Ces deux divisions ouvrirent la canonnade vers six heures du matin, et leur feu

bien dirigé arrêta les colonnes ennemies. Dans le même moment, le général Compans déployait la division Ledru sur les hauteurs des Prés-St.-Gervais, et poussait la sienne dans les bois de Romainville. Le duc de Raguse arrivait avec le 6e corps, par le vallon de Bagnolet. Lorsque la division Lagrange, qui était en tête de colonne, fut au haut de ce vallon, la division russe de Mesenzow, couverte par ses tirailleurs, se déployait sur le plateau de Romainville; la division Szaszafskoy s'avançait vers le bois, où ses tirailleurs entrèrent. La division Lagrange se déploya elle-même; la brigade Fournier à droite, et la brigade Joubert à gauche de la route de Belleville, se joignant ainsi à la division Ledru. La division Ricard se plaça en réserve au parc de Bruyères, ayant derrière elle sur la butte des deux Tourelles, l'artillerie du corps d'armée. La division du duc de Padoue, s'établit sur le plateau de Malassis devant Bagnolet. La cavalerie du général Vincent, dont le général Chastel prit le commandement, et qui revenait en ce moment de la Villette, fut prendre son poste à droite en première ligne de celle du général Bordesoulle. Il est aisé de voir par ce récit, combien peu s'en est fallu que la division Mesenzow n'occupât Bagnolet, et que le duc de Raguse ne se trouvât, en commençant le combat, acculé aux barrières de Paris, coupé du général Compans, et refoulant le corps du duc de Trévise.

Cependant le duc de Raguse, voulant un peu dé-

gager le front de sa ligne de bataille et l'assurer, prit sur-le-champ l'offensive. Il aurait fallut pouvoir réparer la faute faite, en occupant Romainville et Pantin; c'est ce que le duc de Raguse essaya d'obtenir. La division Compans attaqua vivement les Russes dans les bois de Romainville; la division Lagrange les aborda de front sur le plateau ; le général Boyer poussa ses tirailleurs par le revers du coteau vers Pantin. La division Mesenzow, attaquée en colonne de marche, fut ramenée au bas du coteau, contre le parc de Romainville. La division Compans nettoya le bois et força la division Szaszafskoy à se replier sur le revers du coteau. Les tirailleurs du général Boyer pénètrent aux premières maisons de Pantin. Le prince Eugène de Wurtemberg, obligé de se reployer en arrière du village, essaya de lancer les cuirassiers de Kretow contre les tirailleurs de la garde, par la droite de la grande route. Mais embarrassée par les obstacles du terrain et écrasée par la mitraille, cette cavalerie fut mise en désordre, et obligée de s'abriter derrière Pantin. Le combat se soutint entre ce village et Romainville, avec un désavantage marqué du côté de l'ennemi. Pendant ce temps, le duc de Trévise, avec les divisions Christiani, Curial et Charpentier, et la cavalerie du général Belliard avait débouché derrière le 6[e] corps, et occupait les positions de bataille qui lui avait été assignées. Le corps de Langeron débouchait en ce moment du Bourget, et son avant-

garde attaquait la brigade Robert à Aubervilliers.

Le général Barklay voyant, vers neuf heures du matin, le corps de Rajewski au moment d'être ramené de toutes parts et de perdre les villages de Pantin et Romainville, se décida à le faire appuyer par une partie de ses réserves, qui venaient d'ariver en avant de Bondy. La division de grenadiers de Paskiewicz fut dirigée vers Romainville, à l'appui du général Mesenzow. La division de grenadiers de Czoglokow, vers le bois de Romainville pour soutenir la division Szaszafskoy. La garde prussienne à pied s'avança vers Pantin. La division Mesenzow, appuyée par les grenadiers de Paskiewicz, déboucha de nouveau de Romainville, et en s'étendant vers Montreuil, menaça de déborder la droite du duc de Raguse. Le général Rajewski se voyant en état de reprendre l'offensive partout, et sentant l'impossibilité de déboucher de Pantin sur la barrière, tant qu'il ne serait pas maître des hauteurs qui dominaient la route, résolut d'y diriger ses plus grands efforts. Le général Knaejnin, avec deux bataillons de grenadiers, fut dirigé entre le village et le bois de Romainville. Le général Czoglokow avec ses quatre autres bataillons, appuya l'attaque du bois que renouvela la division Szaszafskoy. La division Pisznitzki fut dirigée entre les Prés-St.-Gervais et le bois de Romainville. La brigade Laelin ayant été rappelée de Romainville, la division Helfreich fut réunie à Pantin, où elle devait bientôt être renforcée par la garde prussienne.

Aussitôt que le duc de Raguse vit déboucher la brigade de grenadiers de Knaejnin, il porta au-devant d'elle la brigade Fournier, forte d'environ six cents hommes. Le général fut grièvement blessé, mais l'ennemi fut contenu. En même temps il ordonna à la division Ledru d'avancer à l'appui du général Compans, qui était vivement pressé dans le bois de Romainville. La division Ledru, en se portant en avant, rencontra la division russe de Pisznitsky qui arrivait sur les hauteurs. L'ennemi fut attaqué et culbuté en désordre sur Pantin, et la division Ledru, continuant son mouvement, vint aider le général Compans à arrêter les divisions russes de Szaszafskoi et Czoglokow devant le bois de Romainville. Cependant le prince Eugène de Wurtemberg, ayant rallié la division de Pisznitzky, la dirigea à l'attaque du village des Prés-St.-Gervais, défendu par deux bataillons de la division Boyer. Malgré la vigoureuse résistance de cette poignée de braves, les tirailleurs russes avaient déjà pénétré dans le village lorsque le duc de Raguse, prévenu par le général Compans, qui ne pouvait les contenir, y envoya le colonel Fabvier avec environ trois cents hommes de la division Ricard. Les Russes furent culbutés; et foudroyés en écharpe par la mitraille des douze pièces de 12, qui étaient devant le front de la division Boyer, ils furent obligés de se réfugier dans Pantin.

A notre droite, la division russe de Mesenzow, soutenue par les grenadiers de Paskiewicz et la

cavalerie du général Pahlen, se déploya en face du plateau de Malassis et occupa Montreuil, que le duc de Padoue était hors d'état de défendre. Le général Pahlen s'avança sur les hauteurs de Montreuil et poussa des reconnaissances vers Vincennes, pour chercher à se lier au prince royal de Wurtemberg. A notre gauche, le général Michel fit encore attaquer Pantin par la brigade Secretant; la division Boyer appuya cette attaque. La division russe de Helfreich se défendit avec opiniâtreté, mais elle souffrit beaucoup; et elle aurait fini par être forcée, si la brigade des gardes prussiennes n'était arrivée à son secours. Deux bataillons passèrent par la gauche de Pantin le long du canal; quatre passèrent par la droite, et deux autres occupèrent le village, pour soutenir les tirailleurs russes. La brigade Secretant, fortement pressée sur ses deux ailes, et qui était éparpillée en tirailleurs, fut obligée de plier et de se rapprocher des Maisonnettes. Les Prussiens débouchèrent en colonnes et se portèrent en avant; mais le feu des batteries qui couvraient la division Boyer, et dont on les laissa approcher à portée de mitraille, les obligea bientôt à tourner le dos et à se mettre à couvert dans le village de Pantin.

Le général Barklay, rebuté de la résistance qu'il éprouvait, malgré la supériorité de ses forces, se vit forcé vers onze heures de suspendre ses attaques. Il avait successivement fait entrer toutes ses troupes en ligne, et il ne lui restait plus en ré-

serve que les deux divisions de la garde russe. Les pertes qu'il avait faites étaient énormes en comparaison des troupes auxquelles il avait eu à faire, et il risquait d'échouer et de faire écraser son corps en s'obstinant. Il se décida donc à attendre que le maréchal Blücher et le prince royal de Wurtemberg fussent entrés en ligne. Il fit rallier les tirailleurs, que la disposition du terrain avait tellement multipliés, que la plus grande partie des régimens se trouvaient disséminés de cette manière. Ayant réuni le corps de Rajewski, il changea son plan d'attaque et tint ses colonnes réunies et prêtes à se porter en avant, dès que le combat s'engagerait à sa droite et à sa gauche. Le général Gorczakow, avec les divisions Mesenzow et Helfreich, devait déboucher de Montreuil et attaquer Charonne. Le général Lambert, avec les deux divisions de grenadiers de Paskiewicz et Czoglokow, devait attaquer Belleville et Ménilmontant. Le général prince Eugène de Wurtemberg, avec les divisions Szaszafskoy et Pisznitzky, devait attaquer Belleville, par l'autre côté. La brigade des gardes prussiennes et la division Udom, des gardes russes, devaient déboucher de Pantin. Les cuirassiers de Kretow devaient soutenir l'attaque de Belleville; la cavalerie du général Pahlen, couvrir et protéger l'attaque de Charonne. Le duc de Raguse rétablit également la ligne que la vivacité et la nature du combat qu'il avait eu à soutenir, l'avaient jusqu'alors empêché de rectifier. Le

duc de Trévise, ayant laissé la division Curial en avant de la barrière de Pantin, pour soutenir la brigade Secretant, qui s'établit à Rouvroy, fit occuper la Chapelle par la division Charpentier; la division Christiani resta entre ce village et celui de la Villette. Sur son front, le duc de Trévise n'avait encore d'engagé que la brigade Robert, à Aubervilliers. Mais les corps d'York, Kleist et Woronzow, commençaient à paraître sur la route des Petits-Ponts.

Dans ce moment, le roi Joseph qui, avec le titre de général en chef, n'était réellement que spectateur de la bataille qui se livrait, se trouvait dans une grande perplexité. Les rapports des maréchaux lui annonçaient l'approche de toutes les forces de la coalition; le chef de l'état-major de la garde nationale de Paris, M. Allent, vint lui confirmer ces rapports. Il avait été chargé de suivre, la lunette à la main, les mouvemens des troupes ennemies et de venir en rendre compte. Il aurait été bien plus à propos, si le lieutenant de l'Empereur ne voulait pas voir par lui-même, d'en charger un officier général expérimenté. Ce n'est pas dans les bureaux qu'on apprend à juger la force et les mouvemens des armées sur le terrain. Peu après arriva un capitaine du génie, attaché à l'état-major de Paris, qui, dit-on, avait reçu la mission d'aller reconnaître les positions de l'ennemi avec un gendarme, et qui avait débuté par se faire prendre à Pantin. Cet officier, qui avait été conduit à l'empereur Alexandre, était porteur de la procla-

mation que nous avons citée. Il n'était donc plus possible de douter, non-seulement que toutes les armées coalisées étaient devant la capitale, mais même que leur intention était de renverser le gouvernement. Ce dernier projet, qu'annonçait clairement la proclamation et qui ne pouvait être exécuté que sous l'influence d'une conspiration, sur l'appui de laquelle les coalisés comptaient, augmenta la perplexité du roi Joseph. Il délibérait encore sur le parti le plus convenable pour sauver l'armée et garantir la capitale, lorsque l'armée de Blücher se déploya dans la plaine St.-Denis.

Cette apparition, qui ne laissait presque plus d'espoir d'une défense prolongée, hors des barrières, acheva de le décider à se mettre en sûreté. Personne ne songea à le retenir, parmi tous ceux qui l'entouraient; les uns pensaient à leurs intérêts personnels; les autres étaient bien aises de se débarrasser d'un homme, qui aurait peut-être pu reprendre de l'énergie dans le dernier moment, et à la vue du danger, qui menacait le trône de son frère, prolonger la défense de Paris par un appel au peuple. Le roi Joseph expédia aux deux maréchaux l'autorisation de conclure une convention pour l'évacuation de Paris. Jouet de la plupart de ceux qui l'entouraient, il aurait mieux servi son frère en partant deux jours plutôt, avec les ministres et le sénat en corps, et de laisser à sa place un homme énergique, qui sût tirer parti des moyens qui existaient de tenir l'ennemi deux jours en échec devant Paris.

Pendant que ces événemens se passaient, le prince royal de Wurtemberg, parti d'Annet à cinq heures du matin, s'était avancé le long de la Marne. Vers onze heures il arriva sur les hauteurs de Nogent. Là, il forma son corps en deux colonnes. Celle de droite, composée de la brigade Stockmayer (quatre bataillons) et de quatre bataillons de grenadiers autrichiens, devait pénétrer dans le parc de Vincennes, par la route de Neuilly, et se rabattre sur St.-Maur, par celle de Paris. La colonne de gauche, composée des brigades Hohenlohe (quatre bataillons) Misany, (trois bataillons) et Lalance (quatre bataillons), devait suivre le bord du bois le long de la Marne. Un bataillon fut laissé en réserve à Nogent, jusqu'à l'arrivée du corps de Giulay. Le général Stockmayer força aisément la barrière du parc, qui n'était défendu que par un faible piquet de gardes nationales et de troupes de ligne. Ayant laissé un bataillon en avant des Minimes, pour observer Vincennes, il continua son mouvement vers St.-Maur. Le prince de Hohenlohe ne rencontra sur sa route d'autre obstacle que le mur du parc, qui descend jusqu'à la Marne et dans lequel il lui fallut faire brêche. St.-Maur n'était défendu que par trois cents hommes, auxquels on avait donné huit bouches à feu. Par un effet du bon esprit qui avait présidé aux mesures de défense de Paris, le pont de la Marne n'était couvert que par un simple tambour, et encore était-il en sens inverse de ce qu'il aurait dû être.

Les braves gens qui défendaient ce poste, sans s'étonner d'être pris à dos, retournèrent leur artillerie à bras et engagèrent le combat. Il ne fut pas long entre trois cents hommes(*) et dix mille; six canons tombèrent entre les mains de l'ennemi et la garnison fut repoussée au-delà de la Marne.

Maître de St.-Maur, le prince royal de Wurtemberg songea à attaquer Charenton. Trois bataillons de Wurtemberg et les quatre autrichiens y furent dirigés au travers du bois, pour gagner le chemin de St.-Mandé. Un bataillon suivit le bord de la Marne. Le pont de Charenton, garni d'un tambour en sens inverse, comme celui de St.-Maur, était défendu par une compagnie de vétérans et le bataillon de l'école vétérinaire d'Alfort, en tout quatre cent cinquante hommes. Ces braves jeunes gens, voyant approcher l'ennemi, amenèrent à bras une partie de leur artillerie à la tête de Charenton et s'y mirent en défense. Malgré leur vive résistance, la disproportion du nombre les obligea à se replier dans le tambour à la rive gauche. Pour se couvrir, ils voulurent faire sauter une arche du pont, mais on avait détruit le canal de communication de la fougasse, et l'ennemi arriva dans le tambour à leur suite. Forcés dans cette enceinte, ils furent poussés en partie sur la route de Melun, en partie sur celle de Provins,

(*) C'est ce que les rapports de Wurtemberg appellent des forces considérables !

ayant perdu beaucoup de monde. Quelques piquets de troupes légères de l'ennemi se portèrent jusqu'au port à l'Anglais, mais le bac ayant été détruit ils furent arrêtés.

Dès que les colonnes du prince royal de Wurtemberg s'étaient montrées sur les hauteurs de Nogent, le général Pahlen était descendu avec sa cavalerie entre Montreuil et Vincennes, afin de couvrir son mouvement. Le major Evain, qui se trouvait à la barrière du Trône, avec les vingt-huit pièces de la réserve de la garde nationale de Paris, qu'on y avait réunies, entreprit de canonner cette cavalerie, pour faire une diversion utile à la droite du duc de Raguse. La route de Vincennes étant élevée en terrasse des deux côtés, le major crut pouvoir y engager son artillerie sans danger et il la mit en mouvement, sous l'escorte de quelques gendarmes. Arrivé à la croisée du chemin de Charonne, le major Evain fit mettre les premières pièces en batterie, et commença à canonner la cavalerie du général Pahlen. L'ennemi répondit par le feu d'une batterie de douze pièces d'artillerie à cheval. Bientôt le général Pahlen, s'apercevant que la batterie du major Evain n'était pas couverte, ordonna au général Kameniew de la charger avec les hulans de Czujugew, et se couvrant par les maisons du petit Vincennes. A l'approche des hulans ennemis les gendarmes s'étant repliés, le major Evain fit mettre ses pièces en retraite. La charge arriva presqu'aussitôt et les hu-

lans russes, entrant dans le convoi par la tête, tuèrent ou blessèrent plusieurs canonniers et prirent des pièces. Mais le général Vincent qui tenait la droite de la division Chastel, et le général Laville qui tenait celle de la division Bordesoulle, avaient aperçu le mouvement des Russes. Le premier se détacha avec les lanciers polonais, pour les prendre en flanc; le second les fit charger par le 30e de dragons. Le colonel Ordener, se frayant un passage au travers des haies, arriva sur les hulans ennemis et les força à rétrograder. Le major Evain ayant fait mettre quelques pièces en batterie, les fit accompagner par de la mitraille. Dans le même moment, un détachement de la 8e légion de garde nationale, sous les ordres du chef de bataillon St.-Romain et du capitaine Calmer, arriva de la barrière du Trône au pas accéléré. Le major Evain se replia alors avec son artillerie, ayant perdu quelques pièces que l'ennemi parvint à emmener, il perdit aussi des prisonniers, parmi lesquels six élèves de l'école polytechnique. Quinze de ces jeunes gens furent blessés.

Dans le temps que le prince royal de Wurtemberg faisait attaquer Charenton, il portait sa cavalerie en avant par le bois de Vincennes et St.-Mandé. Les barrières de Bercy et de Charenton et le faubourg de Bercy n'étaient gardés que par la 9e légion et par quelques gardes nationaux du faubourg. La cavalerie ennemie repoussa aisément les patrouilles, qui avaient été poussées en

avant, et occupa Bercy. Mais le prince royal de Wurtemberg ne s'avança pas jusqu'aux barrières. Sa cavalerie prit position entre St.-Mandé et Bercy, derrière l'avenue; l'infanterie, ayant laissé des troupes à St.-Maur et Charenton et devant Vincennes, se déploya derrière la cavalerie. Le corps de Giulay s'établit en réserve sur les hauteurs de Fontenay-au-bois. Il était alors environ trois heures. Nous avons rapporté de suite toutes les opérations de la colonne de gauche des coalisés, afin de ne pas interrompre le récit des événemens, qui se sont passés sur les hauteurs de Belleville et dans la plaine St.-Denis, et qui ont décidé du sort de la journée.

Un peu après onze heures, l'avant-garde des corps d'York et de Kleist parut sur les bords du canal de l'Ourcq. Cette avant-garde composée de sept bataillons et dix escadrons, sous les ordres du général Katzler, passa sans obstacle le pont et s'empara de la ferme de Rouvroy. Le général Katzler voulut s'avancer vers les Maisonnettes, en même temps que la garde prussienne débouchait de Pantin. Mais contenus par la batterie immobile de douze pièces, qui était en avant de Maisonnettes et qui les mitraillait à bout portant, les Prussiens furent obligés de reculer. La garde rentra à Pantin et le général Katzler s'abrita derrière le Rouvroy. Alors les Prussiens amenèrent une batterie de huit pièces de douze près de la ferme, et un peu plus tard deux autres batteries de même calibre à droite de la route de Senlis, contre le canal.

La canonnade s'engagea et se soutint pendant quelque temps sur ce point. Les corps d'York et de Kleist étaient arrivés à la hauteur de Pantin; celui de Woronzow les suivait vers Baubigny. Se trouvant ainsi en contact avec la colonne du général Barklay, le maréchal Blücher ordonna à ses deux corps prussiens d'appuyer à droite, pour gagner la grande route de St.-Denis. Le prince Guillaume de Prusse resta, avec sa division de six bataillons, en face de la Villette et du Rouvray. La division Horn, suivie par les deux du corps de Kleist, passa le canal près d'Aubervilliers et se dirigea vers la Chapelle. Le corps de Woronzow se déploya entre Aubervilliers et la route de St.-Denis. Le corps de Langeron déboucha entre Aubervilliers et St.-Denis, et après avoir détaché le général Karnilow pour bloquer cette petite ville, qu'on croyait en état de défense (*) se forma en colonnes; celle de droite composée du corps de Rudzewicz et celle de gauche du corps de Kapczewicz. Toutes deux prirent la direction de St.-Ouen, pour arriver sur Montmartre par le côté de Clichy. La brigade Robert, qui avait défendu Aubervilliers, à l'approche de ces masses fut forcée de se replier sur la Chapelle.

Ainsi appuyé à sa droite et à sa gauche, le géné-

(*) L'ingénieur de la maison impériale de la légion d'honneur, uniquement guidé par son zèle, avait couvert les avenues par quelques retranchemens, que défendirent les cinq cents hommee de garnison et la garde nationale.

ral Barklay donna vers une heure le signal d'une nouvelle attaque générale. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec ses deux divisions, s'avança en gravissant le coteau vers le bois de Romainville. Le général Lambert, avec le corps des grenadiers, déboucha de Romainville. La brigade de cuirassiers du général Stahl marcha entre les deux colonnes. Les divisions Pisznitzky et Czoglokow, qui étaient en tête, poussent devant elles la faible brigade du général Chabert, qui défendait le bois et s'avancent vers Belleville. La division Lagrange était répandue en tirailleurs dans les jardins et les clôtures, et le duc de Raguse n'avait de troupes organisées que les sept cents hommes de la division Ricard. Voyant l'ennemi s'avancer à grands pas et nos tirailleurs refoulés de toutes parts, il forme la moitié de cette faible réserve en colonne d'attaque, sous les ordres du général Clavel, et s'avance avec elle au-devant de la division Pisznitzky qui était la plus voisine. Mais au même instant une batterie russe placée sur une butte dans le bois, ouvre son feu et met le désordre dans les rangs de la brigade Clavel. Profitant de ce moment, les grenadiers de Czoglokow et les cuirassiers de Stahl, la chargent en flanc et la culbutent; le général Clavel fut blessé et pris, le duc de Raguse fut démonté. L'ennemi suivit son succès à grands pas et il aurait été difficile de rallier la division Ricard, si d'un côté un bataillon lancé par le général Compans et de l'autre le colonel Gheneser, qui

occupait le parc des Bruyères avec deux cents hommes, ne se fussent jetés sur les derrières des grenadiers russes et ne les eussent arrêtés. Le parc des Bruyères resta au pouvoir de l'ennemi et le duc de Raguse rallia la division Ricard et Lagrange au télégraphe.

En même temps que les colonnes de la droite et du centre des Russes attaquaient le duc de Raguse de front, celle de gauche le menaçait de flanc. Le prince Gorczakow, ayant dirigé la division Mesenzow contre le village de Bagnolet, se porta lui-même, avec la division Helfreich, contre celui de Charonne. Le duc de Padoue s'y défendit avec succès; mais les progrès de l'ennemi au centre, obligeant le duc de Raguse à resserrer sa ligne, il ordonna au duc de Padoue de se replier sur le parc de Saint-Fargeau, et à la cavalerie de se retirer dans la gorge de Charonne. Les Russes occupèrent alors Bagnolet et Charonne, et de suite débouchèrent de ce dernier village, dirigeant leurs tirailleurs vers la barrière de Fontarabie, pour tourner le cimetière de Mont-Louis. La butte de Fontarabie était occupée par une batterie de quatre pièces, soutenues par un bataillon de la 7e légion, dont les tirailleurs, unis à ceux des 8e et 9e légions, disputaient les jardins et les clos sur le flanc de Charonne. Cinquante gardes nationaux de bonne volonté s'avancent en tirailleurs au-devant de la division Helfreich. Leur feu et

celui de la batterie arrêta la colonne russe, qui se contenta d'occuper Charonne.

Le duc de Raguse prit en ce moment une seconde position. La cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle s'établit dans le vallon de Charonne, couvrant Ménilmontant; la division du duc de Padoue dans le parc de Saint-Fargeau, en tête de Ménilmontant; les divisions Ricard, Lagrange, Ledru et Compans, s'étendirent du télégraphe jusque par-delà de Belleville, où elles se liaient à la division Boyer, qui tenait les Prés-Saint-Gervais; cette dernière se liait également à la brigade Secrétant, de la division Michel, qui couvrait les Maisonnettes et gardait le pont du canal de l'Ourcq de flanc à la Villette. Ici le duc de Raguse commit une faute, dont les conséquences se firent sentir à l'aile gauche. Puisqu'il était obligé de faire acculer sa cavalerie à la butte de Mont-Louis, où elle ne pouvait plus agir et devait se trouver embarrassée pour se retirer, il valait mieux l'envoyer au général Belliard, qui allait en avoir un pressant besoin. Le général Barclay, de son côté, maître du parc des Bruyères, de Bagnolet et de Charonne, se préparait à attaquer encore le duc de Raguse dans cette dernière position. Le général Gorczakow, avec ses deux divisions, fut chargé d'occuper les hauteurs de Mont-Louis; le général Lambert de faire attaquer Belleville par les grenadiers de Czoglokow, et Ménilmontant par ceux de Pas-

kiewicz; le prince Eugène de Wurtemberg d'emporter le village des Prés-Saint-Gervais. Le général Yermolow devait déboucher de Pantin avec les gardes prussiennes et la division des gardes russes d'Udom, acculer la brigade Secrétant aux barrières et prendre les Près-Saint-Gervais de revers. Cette dernière attaque devait se combiner avec celle que les Prussiens allaient faire sur la Villette.

Les colonnes du général Gorczakow débouchèrent de Charonne en gravissant le flanc des hauteurs de Mont-Louis. Le général Chastel essaya envain quelques charges pour les arrêter; les obstacles du terrain, tout en ralentissant leur marche, rendaient inutiles les efforts de la cavalerie. La nôtre, forcée de reculer peu à peu, se vit bientôt acculée aux barrières. La batterie de six pièces, qui était sur le Mont-Louis, battait les colonnes ennemies en écharpe et leur faisait beaucoup de mal; mais, malgré leurs pertes, elles gagnèrent toujours du terrain et finirent par couronner les hauteurs de Mont-Louis: En même temps le général Pahlen, s'approchant des barrières de Fontarabie et de Montreuil, força les tirailleurs de la garde nationale, qui défendaient ces faubourgs, à rentrer en ville. Le duc de Padoue, menacé en flanc par ces troupes et vivement attaqué de front par les grenadiers de Paskiewicz, se vit obligé de quitter Ménilmontant et de s'appuyer à Belleville. A la gauche du duc de Raguse, pendant que le prince Eugène de Wurtemberg

attaquait les Prés-Saint-Gervais, le général Yermolow débouchait de Pantin; les quatre bataillons de la brigade Szeltuszin, des gardes russes, les gardes prussiennes et le général Katzler, se portèrent sur la brigade Secrétant; les six bataillons de la brigade Richter, également des gardes russes, attaquèrent à revers le village des Près-Saint-Gervais. Le général Compans, voyant le danger où se trouvait la division Boyer, se hâta de lancer, contre la brigade Richter, l'escadron de lanciers polonais du capitaine Zayonczek, la seule cavalerie qu'il eût sous la main. Une charge heureuse culbuta les tirailleurs ennemis, et la division Boyer put se replier sur Belleville, au travers des clôtures et en abattant des pans de murs; mais il fallut abandonner les batteries immobiles qui y avaient été établies le matin.

Pendant ce temps, la brigade Secrétant était vivement attaquée par les Russes et les Prussiens. La batterie qui la couvrait, ayant reçu alors *des boulets d'un calibre inférieur*, était devenue inutile. Le colonel Secrétant se battit vaillamment (*). Mais hors d'état de résister à des forces aussi supérieures, il fut forcé et rejeté sur la barrière. Le colonel Christophe, que le duc de Trévise avait envoyé avec son régiment, pour soutenir la brigade Secrétant, essaya d'arrêter l'ennemi par une charge.

(*) Le général Michel, grièvement blessé un peu auparavant, avait été obligé de se retirer.

Mais ayant été lui-même chargé en flanc par la cavalerie de Katzler, il fut repoussé sur l'infanterie. La batterie de douze pièces fut abandonnée. Le général Yermolow fit occuper fortement les Maisonnettes, et voyant qu'aucun corps de troupes n'avait essayé de l'attaquer en flanc, en descendant la butte Chaumont et celle de Beauregard, il jugea que la batterie qui était sur la première n'était couverte que par des tirailleurs. Il y dirigea une partie de la garde prussienne, qui replia facilement le piquet de troupes de ligne, et les tirailleurs des 5e et 6e légions qui défendaient la batterie. Delà les tirailleurs prussiens se portèrent sur Belleville, et arrivèrent dans les premières rues, du côté de la butte des Moulins.

En même temps, le prince Eugène de Wurtemberg et la brigade Richter, débouchant des Prés-St.-Gervais, poussaient leurs tirailleurs aux premières maisons de Belleville, de leur côté. Dans ce moment critique, le duc de Raguse ayant réuni à la hâte une poignée de braves, se mit à leur tête avec son chef d'état-major, et les généraux Ricard, Pelleport et Boudin (*). Une charge vigoureuse refoula les tirailleurs du prince Eugène de Wurtemberg et du général Yermolow. Le maréchal reçut une contusion, les généraux Ricard et Pelleport furent blessés, mais nous restâmes maîtres du vil-

(*) Ce général étant à Paris pour se rétablir d'une blessure, servait comme volontaire le 30 mars.

lage. La brigade de gauche de la division de Lagrange reprit sa position en avant, et l'ordre se rétablit dans la ligne. Toutes les rues de Belleville furent occupées et particulièrement celle qui conduit à Ménilmontant, et le duc de Raguse se trouva prêt à recevoir un nouveau choc.

Dans le moment où le général Yermolow faisait déboucher de Pantin, la garde russe et prussienne, pour refouler la brigade Secrétant, le prince Guillaume de Prusse faisant un changement de front à droite, se présentait devant la Villette. Le corps de Woronzow s'en était également approché, par l'autre bord du canal. La divison Horn et le corps de Kleist arrivaient à la tête de la Chapelle. Deux bataillons prussiens attaquèrent le pont du canal de St.-Denis en avant de la Villette, en même temps que la brigade russe de Krassowsky (13e et 14e chasseurs) abordait le village par la gauche. Le duc de Trévise y avait appelé la division Curial, dès le moment où les Prussiens débouchèrent près d'Aubervilliers; la garde du pont à la droite de la Villette avait été confiée à cent soixante chasseurs vétérans; la brigade Secrétant restait seule à la défense des Maisonnettes. Le combat se soutint avec opiniâtreté pendant quelque temps, mais enfin le prince Guillaume força le pont du canal de St-Denis. Alors il fit entrer le restant de sa division en ligne, et jeta ses tirailleurs par la gauche le long de la digue. Le général Woronzow renforça son attaque par de nou-

velles troupes. En même temps, le général Katzler, qui venait de repousser l'attaque du colonel Christophe, reçut l'ordre de pousser son infanterie au pont du canal de l'Ourcq, pour prendre la Villette de revers. La division Curial, hors d'état de résister à ces attaques combinées, fut forcée d'abandonner la partie supérieure du village, et les batteries qui s'y trouvaient. Le pont du canal de l'Ourcq fut également forcé par le général Katzler. Alors le duc de Trévise ordonna à la division Christiani de reprendre la Villette. Le bataillon de grenadiers flanqueurs fut envoyé aux secours des chasseurs vétérans, et le reste de la brigade Gros s'avança dans la grande rue. Les grenadiers flanqueurs abordèrent à la baïonnette la colonne de Katzler, qui débouchait du pont, la renversèrent et la poussèrent cent pas au-delà. Cette poigné d'hommes se trouva bientôt enveloppée; sommée de mettre bas les armes, elle répondit en se frayant un passage à la pointe de ses baïonnettes. La brigade Gros, s'avançant au pas de charge dans la grande rue, arrête d'abord la colonne ennemie, et bientôt la force à reculer, et lui reprend quatre pièces de canons.

Le prince Guillaume et les Russes allaient se voir rejetés hors de la Villette, lorsque le duc de Trévise apprit que la brigade Secrétant, ayant été forcée, la garde russe et prussienne se trouvait devant les barrières, et allait l'attaquer à dos. Il se vit alors obligé de mettre ses troupes en retraite;

elle se fit en bon ordre, la colonne de la grande rue couverte par le feu de chaussée d'un bataillon; les troupes qui étaient entre la Villette et la Chapelle, se retirèrent en échiquier. La division Charpentier, qui tenait ce dernier village, et le défendait pied à pied contre les trois divisions prussiennes, reçut en même temps l'ordre de l'abandonner; elle le fit également en bon ordre, la brigade Le Capitaine étant d'arrière-garde. La brigade Robert, qui avait été placée à la gauche de la Chapelle, se replia par la butte des cinq Moulins. Le général Belliard obligé, par ce mouvement rétrograde et par ceux du corps de Langeron, à prendre une position plus rapprochée de Paris, appuya sa droite à Clignancourt; la gauche formée, par la brigade Dautencourt, s'étendait vers le chemin de St.-Ouen aux Batignolles. Le duc de Trévise remit son corps en bataille aux barrières.

Pendant ce temps, le général Langeron avait continué son mouvement; arrivé à la hauteur de St.-Ouen, il avait détaché le général Emmanuel avec quelque infanterie, et environ quinze cents chevaux, par le chemin de la Révolte, vers le bois de Boulogne. La colonne de droite du général Rudzewicz se dirigea par le chemin des Batignolles. Celle de gauche du général Kapczewicz sur Clignancourt. Un avant-garde d'infanterie et de cavalerie avec une batterie précédait ces colonnes, dans la direction des Batignolles. Dès que la colonne du général Emmanuel se détacha, le

duc de Trévise ordonna au général Belliard de la faire observer par la brigade Dautencourt, qui ne tarda pas à tirailler avec l'ennemi.

Ce fut dans ces circonstances critiques, que le général Dejean, envoyé par l'empereur Napoléon, arriva près du duc de Trévise. Le maréchal, pour se conformer aux intentions de son souverain, expédia le général Lapointe, son chef d'état-major, au prince de Schwarzenberg, pour lui communiquer les ouvertures faites à l'empereur d'Autriche, et demander une suspension d'armes *in statu quo*. Il était aisé de prévoir la réponse des coalisés : ils voulaient se hâter d'occuper Paris, et d'y faire consommer une révolution avant l'arrivée de Napoléon. Le prince de Schwarzenberg refusa. Le général Lapointe n'était pas encore de retour, lorsque le général comte Orlow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, vint sommer le duc de Trévise de poser les armes. Cette proposition, comme on le pense bien, fut rejetée avec indigation.

Cependant, le duc de Raguse, resserré dans Belleville, voyant l'ennemi d'un côté à la barrière de Pantin, et de l'autre sur les hauteurs de Mont-Louis et de Ménilmontant, se décida à faire usage de l'autorisation que lui avait adressée le roi Joseph. Il l'avait reçue avant d'avoir perdu sa première ligne de défense. Son collègue n'avait pas alors été attaqué, et il ne se voyait pas lui-même dans une position assez désespérée pour capituler. Il ne

voulut donc pas renoncer à l'espoir de couvrir Paris, pendant le reste de la journée ; le sort, pour être équitable, devait cette consolation à la valeur et à la constance qu'il déploya dans cette fatale journée. Mais en ce moment il n'y avait plus que cette ressource, pour éviter d'être obligé de défendre les barrières et les rues de la capitale. Quoiqu'on puisse regarder comme certain que les coalisés se seraient bien gardés d'entrer de vive force dans Paris, et de s'exposer par-là, non-seulement au danger d'un combat, où leurs troupes auraient pu trouver la mort à chaque pas ; mais encore à irriter une population qu'ils voulaient décider à un changement sous leur protection ; quoique, dis-je, on doive admettre que les coalisés n'auraient pas dépassé les barrières, on ne saurait blâmer le duc de Raguse du parti qu'il prit. Lorsque l'Empereur était absent, et que son lieutenant avait exprimé l'intention de céder la capitale, le duc de Raguse ne pouvait pas prendre sur lui une aussi grande responsabilité, que celle de la défendre par un combat dans les murs.

Avant d'entrer en négociation, le duc de Raguse voulut cependant consulter son collègue, et lui envoya un officier pour prendre son avis. Le duc de Trévise répondit qu'il fallait en référer au lieutenant de l'Empereur ; il n'avait pas reçu l'autorisation que lui avait envoyée le roi Joseph, soit que l'officier se fut égaré, soit par toute autre cause. Le duc de Raguse qui avait cette autorisa-

tion et savait que Joseph était parti et l'état major-général dissous, envoya, sans plus tarder, un de ses aides-de-camp au prince de Schwarzenberg. On convint d'une suspension d'armes de deux heures, sous la condition que les troupes françaises se retireraient en dedans des barrières, et que l'on se concerterait pour une convention, basée sur l'évacuation de la capitale. Des officiers d'état major des deux armées, furent envoyés sur la ligne pour faire cesser les hostilités, et les maréchaux se réunirent à la Villette avec les commissaires des coalisés, pour négocier la convention.

Les hostilités avaient cessé sur toute la ligne; il restait encore devant notre extrême gauche un corps commandé par le général Langeron, qui n'avait pas encore donné. Un aide-de-camp de l'Empereur de Russie lui fut envoyé pour lui notifier la suspension d'armes, qui stipulait également l'évacuation de Montmartre, et en rendait l'attaque inutile. Mais le général Langeron, voulant prendre part aux succès de cette journée, continua son mouvement vers Montmartre. Ce point important, que Napoléon avait ordonné au ministre de la guerre de faire fortifier et de garnir d'une nombreuse artillerie de gros calibre, n'avait aucun retranchement; quant à l'artillerie nous avons déjà vu qu'elle ne consistait qu'en une batterie de cinq pièces de six, au moulin de la Lancette, et une de deux pièces, sous la butte des Gardes. Le matin il y avait eu pour garnison quelques déta-

chemens de garde nationale, non seulement de la 2e légion, mais encore des légions voisines et même des 9e et 10e. Vers midi, sur l'invitation d'officiers généraux, sans doute de la ligne, ces détachemens descendirent dans la plaine, pour protéger la cavalerie contre les tirailleurs de Langeron qui approchaient. Il ne resta à Montmartre qu'une centaine de vétérans et de conscrits, que vinrent renforcer plus tard deux cents sapeurs pompiers de la garde.

Vers quatre heures après midi, la colonne du général Emmanuel était arrivée à la hauteur de Villiers, où ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux de la garde nationale parisienne. L'avant-garde des deux colonnes principales, qui suivait le chemin de St.-Ouen, était parvenue au contre-fort qui descend de la butte des Gardes: elle y prit position et mit son artillerie en batterie. Ces mouvemens refoulèrent la cavalerie du général Belliard, qui fut obligée de s'acculer à la butte Montmartre, où rejoignit aussi la brigade Dautencourt. Depuis Montmartre jusqu'à la barrière de l'Étoile, la défense de Paris était entièrement confiée à la garde nationale et au duc de Conegliano. Ce dernier, s'étant rendu à la barrière de Clichy, fit avancer une batterie légère sur la route de St.-Ouen. Les tirailleurs descendus de Montmartre et que les colonnes ennemies refoulaient sur les Batignolles, occupèrent ce village et garnirent les maisons. Les commandans des piquets et des gardes des

barrières de l'Étoile et du Roule firent mettre leurs postes en bataille sur les crètes qui dominent les Thermes et la plaine, jetant devant eux des patrouilles et des tirailleurs. La batterie de quatre pièces, qui était à l'Étoile, fut portée en avant de la barrière et couverte par des abattis.

Cependant l'attaque du corps de Langeron se développa. Le général Emmanuel, qui s'était arrêté près de la porte Maillot, porta un détachement de cavalerie avec de l'artillerie vers la barrière de l'Étoile. Ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux de la garde nationale; mais ils ne firent aucun progrès sensible. L'ordre général donné aux troupes coalisées était de ne pas dépasser ni même attaquer les barrières. L'avant-garde russe, qui était en face des Batignolles, soutint le combat de pied ferme avec la garde nationale qui tenait ce village. La colonne du général Rudzewicz aborda Montmartre par la gauche de Clignancourt; celle du général Kapczewicz par ce village même. Le général Belliard, serré par ces deux colonnes, essaya d'arrêter celle de Rudzewicz par deux charges successives des brigades Dautencourt et Sparré. Les nombreuses batteries qui couvraient le front des Russes arrêtèrent notre cavalerie, et le général Belliard se vit toujours plus acculé à la croupe de Montmartre. Débordé par ses deux ailes et coupé des plaines latérales, exposé à la mitraille de plus de soixante pièces, auxquelles il n'en avait que six à opposer, le général Belliard se vit forcé de se

replier par les chemins escarpés qui conduisent au haut de Montmartre. Ayant fait placer dans un enclos sur la gauche de la butte, les deux cents sapeurs pompiers, qui faisaient la garnison de ce village, il fit rentrer sa cavalerie par les barrières Poissonnière, et de Montmartre. Un escadron de cuirassiers et un de dragons, qui se retiraient vers la barrière Blanche, furent appelés aux Batignolles par le duc de Conegliano qui y tenait encore.

Les colonnes du corps de Langeron gravirent toutes les avenues de Montmartre, et ayant facilement poussé devant elles les deux cents sapeurs pompiers, couronnèrent les hauteurs (*). Les deux escadrons qui étaient venus aux Batignolles, repoussèrent au premier instant les troupes légères russes, qui s'en approchaient. Mais bientôt, pressés par le nombre, ils furent obligés de se replier à la barrière de Mouceaux. Un officier vint alors inviter le commandant de la garde de cette barrière à pousser en avant un piquet et des tirailleurs, pour protéger la retraite de cette cavalerie. Le détachement de la 4e légion, qui s'y trouvait, s'ébranlait, lorsque le duc de Fitz-James le retint (**).

(*) Le général Langeron reçut pour cette conquête le grand cordon de je ne sais quel ordre. De mauvais plaisans ont prétendu que l'empereur Alexandre dit au général, qu'il avait trouvé cette décoration sur les hauteurs de Montmartre. Si cela est, elle avait été laissée là par les deux cents hommes, qui osèrent essayer de se défendre contre douze mille.

(**) Campagnes de 1814, tome II, page 221, par M. de Beauchamp.

Cependant les gardes nationaux qui défendaient les Batignolles, découverts par la retraite des deux escadrons, attaqués de front et menacés en flanc par une partie du corps de Rudzewicz, qui allait leur couper la retraite, plièrent et se retirèrent vers la barrière de Clichy. Il y eut un moment de désordre, mais le duc de Conegliano y remédia promptement; et les gardes nationaux reprirent contenance d'une manière qui fait leur éloge. Les bâtimens de la barrière furent garnis de tirailleurs, et les canonniers, qui avaient ramené leurs pièces, les mirent en batterie dans le tambour; un feu vif et bien nourri arrêta l'ennemi et le força à se jeter dans les maisons. Pour assurer la retraite des troupes qui défendaient la barrière de Clichy, le duc de Conegliano fit construire en arrière une barricade de charrettes et de bois de charpente. Elle fut rapidement élevée et le zèle des citoyens, hommes, femmes et enfans, en fit construire volontairement une seconde au bas de la rue. Le feu dura encore quelque temps, jusqu'à ce qu'un parlementaire vint annoncer l'armistice et faire cesser le combat, tant sur ce point, qu'à la barrière de l'Étoile.

Pendant que ces derniers événemens se passaient, les ducs de Trévise et de Raguse discutaient, à la Villette, les bases de la convention. Les coalisés auraient bien voulu se rendre maîtres de l'armée qui avait défendu la capitale, et le commencement de la négociation se passa en débats

assez vifs. Enfin les bases furent arrêtées verbalement, et il fut convenu que l'armée française aurait toute la nuit pour évacuer et que les troupes coalisées ne pourraient pas entrer à Paris avant sept heures du matin. Le lendemain, la garde nationale releva les postes intérieurs et prit la garde des barrières, que tenait encore l'armée. Le corps du duc de Trévise partit aussitôt après, sous les ordres du général Curial, sortit de Paris par le pont d'Austerlitz et la barrière de Fontainebleau et s'établit militairement en arrière de Villejuif. Le corps du duc de Raguse passa la nuit aux champs Elysées et partit à quatre heures du matin, pour rejoindre le duc de Trévise. L'armée coalisée occupa les positions suivantes : Les corps du maréchal Blücher campèrent entre le canal St.-Denis et la Peine, occupant la Villette, la Chapelle et Montmartre. Le corps de Rajewsky sur les hauteurs de Belleville et de Mont-Louis. Les gardes et réserves sur celles de Pantin et Romainville ; le corps de Wurtemberg devant le bois de Vincennes; celui de Giulay sur les hauteurs de Fontenay.

La journée du 30 mars nous coûta environ quatre mille hommes tués, blessés, ou pris. La garde nationale de Paris eut trois cents hommes tués et le double de blessés. Nous perdîmes les cinquante-trois pièces des batteries immobiles et une partie de celles des deux corps. Les soixante-douze bouches à feu de la garde nationale fu-

rent *remises* à l'ennemi (*). L'armée coalisée perdit près de dix-huit mille hommes. (**)

Dans la nuit, la convention d'évacuation fut rédigée par écrit, signée et ratifiée par les généraux en chef des deux armées. (***) Elle était purement militaire et rien n'y fut stipulé pour la ville de Paris Le sort même de la garde nationale resta indécis. D'un côté, les maréchaux ne pouvaient pas s'engager dans des stipulations politiques, puisque le gouvernement avait été transporté au-delà de la Loire. Toute autorité légale cessait dans Paris, dès que la ville était au pouvoir de l'ennemi. Il n'y existait même *plus aucun pouvoir constitutionnel*, qui pût leur déléguer le droit de traiter de tout autre objet, que du départ de leurs troupes. D'un autre côté, les coalisés, appelés à Paris par le parti qui voulait renverser le gouvernement, ne savaient pas si la conservation de la garde nationale était utile ou nuisible à la révolution. Il fallait donc laisser partir l'armée et se consulter avec les chefs de cette révolution dans Paris, avant de prendre une détermination définitive à cet égard.

Il y a bien peu de réflexions à faire sur la ba-

(*) Les coalisés portent ce nombre bien plus haut. Mais pour ne citer qu'un exemple de leur exagération, nous dirons que le rapport du général Langeron élève à vingt-neuf le nombre des pièces prises à Montmartre, où il n'y en avait que sept.

(**) Les huit bataillons de la garde prussienne perdirent à eux seuls treize cent cinquante-cinq hommes, dont soixante-neuf officiers.

(***) *Pièces justificatives* XXXIV.

taille du 30 mars, sous le rapport de la conduite des généraux français. Le duc de Raguse commit peut-être une faute en retenant toute sa cavalerie, qui aurait été bien plus utile à la gauche. Mais tout examen stratégique disparaît, devant celui des forces de part et d'autre. S'il a manqué des troupes dans quelque lieu où elles auraient été nécessaires, c'est qu'il en manquait presque partout. Soldats, officiers, généraux, tous ont noblement rempli leurs devoirs envers la patrie. Sans espoir de vaincre les légions nombreuses qui se développaient à leurs yeux, ils se sont voués à la mort, pour écarter les ennemis des murs sacrés de la capitale de l'empire français, que leur généreuse résolution n'a pas même pu sauver. Honneur à ceux que le fer a moissonnés dans cette lutte sainte! leurs ombres, décorées de l'auréole civique, ont trouvé leur place à côté de Léonidas et de ses trois cents Spartiates.

Mais si la postérité équitable ne peut refuser des éloges aux valeureux défenseurs de Paris, que dira-t-elle de ceux qui, par leur situation et leur autorité, pouvaient en doubler le nombre, et leur assurer les moyens de vaincre? Nous avons dit qu'aucune mesure n'avait été prise pour fortifier les environs de Paris et pour armer cette garde nationale, dont la moitié aurait pu concourir à défendre ses foyers, le berceau de ses enfans, et le tombeau de ses pères. Tous les prétextes qui avaient pu retarder la construction des retran-

chemens, qui devaient couvrir les hauteurs de Belleville et de Montmartre, avaient cessé le 26, lorsque la marche de Napoléon vers la Marne et l'approche des coalisés furent connues. Avec une volonté ferme, et le zèle de la majorité des habitans de Paris, il ne fallait pas plus de trois jours pour élever ces retranchemens. La garde nationale les aurait défendus et les troupes de ligne devenaient disponibles. Le nombre de celles-ci aurait pu être plus que doublé, par la réunion des dépôts qui se trouvaient dans un rayon de deux journées de marche. Pour ne citer que les deux plus rapprochés : les dépôts d'infanterie réunis à Versailles, sous les ordres du colonel Vertillac, s'élevaient à deux mille deux cents hommes : le dépôt général des remontes que commandait le général Préval, contenait un nombre d'officiers montés, qui, avec leurs cavaliers d'ordonnance, également montés, formaient un total de plus de six mille chevaux. Une députation de ces officiers vint demander, on peut même dire implorer du ministre de la guerre, la permission de combattre dans les rangs de l'armée. Que n'aurait-on pas pu attendre d'un corps ainsi composé? Leur demande fut rejetée.

Les munitions manquèrent à l'armée vers deux heures après midi, et l'on fut obligé d'économiser le feu, dans le moment où il était le plus urgent de le redoubler. Cependant il y en avait. On a dit que le directeur de l'artillerie avait reçu d'un

colonel l'ordre de faire sauter le magasin à poudre de Grenelle. On ajoute que la non-exécution de cet ordre sauva la ville, dont la moitié aurait été renversée par l'explosion. Sans nous amuser à démontrer la fausseté d'une anecdote de ce genre, nous pourrions dire qu'il y avait, si on l'eût voulu, deux moyens de détruire les munitions que contenait ce magasin, sans causer de dommage à la ville. Le premier était de disperser les munitions dans la campagne, avant de les incendier; le second était de les jeter à l'eau, ou de les inonder. Mais cette anecdote même nous fournit une réflexion plus importante. Le magasin de Grenelle contenait deux cent-cinquante milliers de poudre en barils, *cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille cartouches à boulet, trois mille obus chargés.* Et on manqua de munitions à l'armée!..... Au reste, la conservation des munitions des magasins de Grenelle ne fut utile qu'à l'armée des coalisés. En en prenant possession, elle s'approvisionna des munitions qui lui manquaient. Aucun de ses parcs n'ayant pu la suivre, il ne lui en restait pas assez le 30 au soir, pour hasarder une bataille rangée le lendemain.

On demandera peut-être, si quarante mille hommes de ligne qu'on pouvait réunir, et vingt mille gardes nationaux qu'on pouvait mettre en seconde ligne en leur donnant des armes, auraient pu résister aux armées coalisées, et empêcher l'occupation de Paris. D'abord le récit que nous

venons de faire de la bataille de Paris et de la résistance qu'ont opposé vingt-trois mille hommes, sans réserve pour les soutenir; ce récit seul prouve que quarante mille auraient arrêté l'ennemi pendant toute la journée du 30. L'armée, occupant Pantin et Romainville, étendant sa ligne de Charonne à Aubervillers, flanquée à sa gauche par douze mille hommes de cavalerie, qu'on aurait pu avoir, en acceptant l'offre du dépôt des remontes, appuyée en seconde ligne par des retranchemens garnis de vingt mille gardes nationaux; l'armée, dis-je, dans cette position aurait tenu pendant toute la journée. Si même elle avait été forcée vers le soir, il fallait que les coalisés recommençassent la bataille le lendemain, contre une position plus resserrée et plus formidable. L'auraient-ils fait ? L'auraient-ils osé, lorsque l'armée de Napoléon pouvait arriver d'un instant à l'autre, et les prendre en flanc, soit en débouchant par le bois de Boulogne, soit par la barrière du Trône? L'auraient-ils pu, lorsque séparées de leurs dépôts et de leur seconde ligne de réserve, ils n'avaient pas de munitions pour une seconde bataille? Mais encore, les hauteurs emportées, *le second jour gagné*, qu'auraient pu faire les coalisés? Seraient-ils entrés de vive force dans Paris? Nous avons déjà énoncé les raisons *politiques* qui les en auraient empêché: les motifs militaires s'y opposaient. On n'admettra sans doute pas que les armées coalisées eussent essayé de pé-

nétrer dans une ville, où il leur fallait entrer sur plusieurs colonnes, arrêtées à chaque pas par des barricades, séparées entr'elles par d'autres barricades; écrasées par le feu de l'artillerie et de la mousquetterie qu'on leur aurait opposé de front; harcelées en flanc par les rues latérales et par le feu de l'infanterie postée dans les maisons; il leur aurait fallu une journée entière pour avancer de deux cents toises. Enfin, *ce troisième jour*, l'armée qui venait de Saint-Dizier serait arrivée et l'entreprise était manquée. Dans quelle position se trouvaient alors les coalisés, séparés de leurs ressources en tout genre, entourés d'une population irritée, avec des troupes battues et découragées? Mais, dira-t-on, ils auraient bombardé la ville. Cette menace, tout-au-plus faite pour épouvanter des enfans, ne mérite pas une réponse sérieuse. Il faut plus de temps que les coalisés n'en avaient à leur disposition et plus de munitions qu'ils n'en possédaient, pour bombarder une ville de soixante mille maisons (*).

(*) Nous ne pouvons pas nous dispenser de citer les expressions d'un auteur ennemi, qu'on peut à coup sur croire impartial dans cette occasion.

« Si l'on était fermement résolu de défendre la ville à toute extré-
» mité, on pouvait arrêter les armées alliées, un ou peut-être deux
» jours, si par des mesures énergiques, et une volonté décidée, on
» avait tiré parti de sa position avantageuse, que la garde nationale
» eût été disposée et qu'on eût armé sa nombreuse population ; on
» pouvait les arrêter jusqu'à ce que Napoléon soit arrivé pour la dé-
» livrer, avec son armée qui s'avançait à marches forcées »

Plotho, Guerre de 1814, tome III, page 402.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE SECOND VOLUME.

LIVRE IV.

Pages

Comprenant les événement qui se sont passés du 26 février au 16 mars.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

LIVRE V.

Pages

Comprenant les événemens qui se sont passés du 17 mars au 11 avril.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

IMPRIMERIE DE DAVID,
BOULEVART POISSONNIÈRE, N° 6.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

.................O! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere. ....

TOME TROISIÈME.

PREMIÈRE PARTIE.



PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35;
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRES,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

CHAPITRE VIII.

Négociations sur le sort politique de Paris.—Situation de cette capitale et de la France.—Entrée des coalisés à Paris.—Revolution préparée dès la fin de 1813.—Situation des coalisés à l'égard de la France.

Le sort politique de la capitale et celui de la garde nationale n'ayant pas été réglés par la convention militaire, une députation, composée des deux préfets, de quelques membres du conseil municipal et de trois officiers de la garde nationale, se rendit encore dans la nuit au quartier général ennemi. Les coalisés promirent la conservation de la garde nationale, des musées, des monumens publics et des institutions civiles.

Plusieurs considérations les engagèrent à cette condescendance, dont la France n'est pas tenue de leur savoir beaucoup de gré. Leur but n'était et ne pouvait pas être de rester à Paris, et de continuer, de là, une guerre régulière contre l'empereur Napoléon. Une telle entreprise aurait été la cause immédiate de leur ruine. En s'étendant, leurs armées s'affaiblissaient; en s'éloignant du Rhin, leurs communications devenaient plus difficiles. La population des départemens, qu'ils étaient obligés de quitter et de laisser peu garnis, s'insurgeait et menaçait de les isoler de toutes leurs ressources futures. D'un autre côté, Napoléon, en repassant la Loire, ralliait à lui les dépôts de l'intérieur, qui auraient bientôt pu lui fournir une armée de plus de quatre-vingt mille hommes. Il s'appuyait à l'armée du Rhône, à celle des Pyrénées, à celle d'Arragon, qu'il pouvait faire revenir, et au corps que le général Decaen réunissait dans les environs de Périgueux. La guerre se transportait dans un pays plus difficile, où la supériorité numérique des coalisés devait disparaître devant les combinaisons stratégiques. Nous verrons plus bas une preuve de la répugnance qu'ils avaient à continuer la guerre, après l'occupation de Paris. Les coalisés ne s'étaient décidés à marcher sur la capitale, que d'après l'assurance que leur avaient donné les chefs de la conspiration qui s'était organisée dans le sein du gouvernement. C'était pour diriger et protéger une révolution qu'on leur re-

présentait comme infaillible, qu'ils avaient commis une faute militaire, en entassant toutes leurs forces au centre de la France. Bien loin que la conquête de Paris pût, par elle-même, compenser l'abandon de leurs lignes d'opérations, l'occupation d'une ville de cette étendue, et d'une aussi forte population leur imposait de grands embarras et les exposait à des désastres presqu'inévitables. Ce qu'ils devaient donc chercher à éviter le plus soigneusement possible, était de mécontenter et d'irriter une population qui pouvait leur devenir aussi dangereuse. Il leur fallait, au contraire, pour assurer le succès de la révolution qui se préparait, contre le gouvernement avec lequel ils venaient de traiter et allaient traiter encore; il leur fallait, dis-je, continuer le rôle qu'ils avaient embrassé en passant le Rhin, et se couvrir par les apparences de la générosité. Tous les Français n'étaient pas initiés dans la conspiration qu'ils voulaient favoriser, et la majorité de la nation était loin d'être préparée à un changement de gouvernement fait sous l'influence des étrangers. Le sentiment de l'honneur national l'emportait, malgré les revers qu'on avait éprouvés; et, quelques titres de conciliation ou de respect humain que pût présenter un gouvernement nouveau, il eût été repoussé en le présentant sans préparation. Il convenait donc de laisser, en *apparence,* jouir la capitale de l'exercice de ses droits politiques, afin

de mieux préparer les voies au changement qu'on projetait.

Tandis qu'on négociait à la Villette et à Bondy, l'intérieur de la capitale était livré à une agitation d'autant plus dangereuse qu'il était dans l'intérêt de bien des gens de l'alimenter, afin de profiter des dissentions intestines pour arriver à leur but. Deux partis extrêmes divisaient Paris et toute la France. Bien des écrivains les ont classés en plusieurs divisions. Les napoléonistes, les partisans de la régence, les royalistes constitutionnels et les royalistes féodaux. Ils ont pris les nuances pour le fond. Il n'existe et ne peut exister en France, depuis trente ans, qu'une seule division d'opinions, d'intérêts et de volontés. Tout Français appartient au parti national, à celui qui défend les intérêts et les droits achetés par une révolution sanglante et au prix de tant de sacrifices, que toutes les institutions ont consacrés, et que la Charte même a garantis; ou il appartient au parti des intérêts féodaux. Toute nuance intermédiaire doit nécessairement reposer, par sa base, sur un de ces deux extrêmes. Vouloir créer un milieu entre ces deux principes, dont l'un exclut nécessairement l'autre, ne saurait être qu'une illusion dangereuse. Il n'est point de terme moyen dans une question qui se réduit à ce peu de mots : Les intérêts féodaux doivent-ils être rétablis ou non?

C'est donc sous ce point de vue seul, qu'il faut

considérer l'état politique de la France, ou plutôt de la ville de Paris. Le premier parti se subdivisait en apparence en deux nuances d'opinion. Les uns se regardaient comme obligés, par un sentiment d'honneur, de rester attachés au souverain que la France avait reconnu et de le défendre contre les corps du sort et surtout contre ceux de l'étranger. D'autres pensaient devoir mettre un terme aux maux de la patrie, en consentant à l'exclusion que les coalisés voulaient donner à la personne de Napoléon; mais les uns et les autres voulaient à tout prix conserver les institutions fondées au milieu de trente années de troubles, de guerres et de sacrifices de tout genre. Le parti des intérêts féodaux était au contraire uni d'intention et d'action. Il ne pouvait pas vouloir la conservation d'une dynastie qui avait bien à la vérité recréé une aristocratie, mais sur des bases qui excluaient à jamais le retour de la féodalité. Il se rattachait à la maison de Bourbon, dans l'espérance de parvenir, par son rétablissement, à renverser d'un seul coup tout l'édifice constitutionnel. Jamais l'idée qu'un Bourbon pût se présenter à la nation, en garantissant par un nouveau pacte fondamental les institutions qu'ils voulaient détruire, ne s'offrit aux hommes féodaux. Ce n'est pas ainsi qu'ils entendaient le mot restauration. Ils ne s'aveuglaient pas sur la résistance que pourrait leur opposer la masse de la nation, mais ils comptaient sur la coopération des armées ennemies pour la vaincre. Aussi

voulaient-ils se hâter d'en profiter pour atteindre leur but, avant que ce secours ne leur échappât.

Tandis que les citoyens attachés à leur patrie, et au nouvel ordre de choses, attendaient avec auxiété, il est vrai, mais dans une résignation calme, le développement de la crise qui se préparait, les partisans de la vieille monarchie s'efforçaient de donner le signal d'un mouvement dans leur sens. Ils savaient bien que le prince de Bénévent et les quatre collègues qu'il s'était donné, travaillaient au rétablissement des Bourbons; mais ils n'ignoraient pas que ces cinq chefs avaient jugé que ce rappel pourrait encore éprouver bien des obstacles, s'il était présenté brusquement, et qu'il fallait y préparer la nation, en le faisant précéder par une forme constitutionnelle et accompagner par une *garantie immuable* pour les intérêts consolidés par la révolution. Tel n'était pas leur but; tout ce qui s'écartait du rétablissement de l'ancien ordre de choses, ne pouvait pas leur convenir. Les coalisés allaient entrer à Paris; quelques-uns professaient encore les mêmes principes qu'à Pilnitz, et ces principes étaient basés sur la destruction de tout ce que la révolution avait créé. Rassurés par ces dispositions qui leur étaient connues; encouragés par les promesses et les exhortations de quelques hommes puissans, parmi les étrangers; enhardis par cent mille bayonnettes étrangères, qu'ils croyaient prêtes à les soutenir, ils résolurent de tenter la fortune. Ils se berçaient

de l'espoir que le peuple, saisi de crainte et de respect à leur vue, allait les suivre et qu'ils amèneraient, non pas la restauration, qu'ils ne voulaient pas seule, mais la contre-révolution.

Les plus impatiens d'entr'eux, dès qu'ils surent que les barrières étaient occupées par les troupes coalisées et que les têtes de colonnes y étaient, c'est-à-dire vers onze heures du matin, s'élancèrent sur la place de la Concorde et de là remontèrent les boulevarts, agitant des drapeaux et criant, *vivent les Bourbons.* Cette acclamation, que devait répéter plus tard la nation française, ne pouvait pas alors avoir une signification rassurante, dans la bouche de ceux qui la proféraient. Le peuple était trop éclairé pour ne pas saisir l'intention de ceux qui se mettaient ainsi en avant, et pour ne pas juger que, s'il devait recevoir un nouveau gouvernement, ce changement devait se faire par des voies légales et non pas au caprice d'une cinquantaine d'individus sans autorité reconnue; il attendait d'ailleurs des garanties que ne pouvaient lui donner des hommes, qui ne représentaient aucun pouvoir constitué et dont les opinions étaient contraires au vœu général de la nation. Excepté d'un petit nombre de leurs amis ou de leurs dépendans, qu'ils mêlèrent dans les rangs du peuple, aucun signe d'adhésion ne vint se joindre à leurs cris. Déconcertés par le calme froid et par le silence concentré de la masse du peuple, maltraités quelquefois par des groupes

plus exaltés, arrachés aux plus grands dangers par la prudence de la garde nationale, leur tentative menaçait de finir par une catastrophe sanglante, pour eux, lorsque l'entrée des troupes coalisées en appelant l'attention publique sur un autre point, fit manquer leur mouvement révolutionnaire.

Les troupes coalisées qui entrèrent dans Paris vers onze heures du matin, furent les gardes russes et prussiennes et les réserves. Elles défilèrent depuis la porte Saint-Martin, le long des boulevarts, jusqu'aux Champs-Élysées. Nous ne répéterons pas le détail de toutes les scènes d'acclamations dont les souverains coalisés furent l'objet et que partagèrent leurs armées. Ce récit, étranger au présent ouvrage, ne serait que la répétition de ce qu'on a pu dire dans d'autres histoires; d'ailleurs on doit déjà les connaître par les différens ouvrages qui ont paru jusqu'à ce jour et qui ont décrit fort au long les événemens intérieurs de Paris, pendant cette journée, en même temps qu'ils nous ont donné une liste exacte de tous les noms qui y ont figuré. La part du mérite et de la réputation de chacun est faite et assurée. Les réclamations et les discussions ont éclairé ce qui pouvait être douteux; il est donc inutile de revenir sur cet objet.

Mais une révolution de balcons et de mouchoirs n'était pas ce que demandaient les coalisés. Elle ne pouvait pas remplir l'objet qui les avait appelés à Paris; elle ne pouvait pas leur offrir les

garanties, qui étaient nécessaires pour leur sûreté. Le parti exagéré auquel appartenaient ceux qui s'étaient mis en avant, était d'une faiblesse trop disproportionnée, pour donner de la stabilité au changement total qu'ils voulaient opérer. Leurs projets étaient trop en opposition avec la masse de la nation, pour qu'un mouvement dans leur sens ne dût pas causer une scission, qui, en dévoilant leur faiblesse, qu'elle mettait en évidence, amènerait la catastrophe que les coalisés avaient voulu éviter; cette catastrophe était un soulèvement général en France. L'apparition inattendue d'un signe aboli depuis vingt-cinq ans, et qui se présentait sans qu'on y fût préparé, avait déjà causé, dans la masse du peuple, une impression qui n'avait pu échapper aux coalisés, et dont les effets auraient pu être menaçans, si d'autres causes ne l'avaient empèché. Mais l'aspect du signe de ralliement des troupes de la coalition, de ce mouchoir blanc, qui n'avait pas été pris sans motif, contint l'expression du mécontentement. Les cocardes et les mouchoirs blancs dominaient sur le passage des souverains coalisés, mais des renseignemens plus certains leur annonçaient, que les emblèmes tricolores paraissaient à peu près unanimement partout ailleurs. Ils ne prirent donc aucune part active à tout ce qui se passait sous leurs yeux, et attendirent, pour se décider, le résultat de leur première conférence avec le prince de Bénévent et ses collègues.

Le comte de Nesselrode, ministre de l'empereur de Russie, était déjà chez le prince de Bénévent, où son souverain devait aller loger. Dès le matin il avait été envoyé près du chef du comité de Paris et du directeur du mouvement qui se préparait, et qui avait amené les coalisés au terme avantageux où ils se trouvaient. Là furent proposées les bases, et discutés les résultats de la conférence, qui devait avoir lieu quelques heures plus tard. Dès long-temps le prince de Bénévent, profitant des liaisons que ses emplois diplomatiques lui avaient fait contracter, était entré en correspondance avec les cabinets étrangers. Il leur avait fait entrevoir la possibilité d'arriver à la déposition de l'empereur Napoléon, en poussant la guerre à outrance contre la France. La nation, fatiguée des guerres continuelles, où une série de coalitions l'avaient entraînée, désirait sincèrement la paix, et aurait sans doute fait les plus grands sacrifices ou les plus généreux efforts pour y parvenir. C'étaient ces efforts qu'il fallait paralyser, et même retourner contre le gouvernement impérial, pour hâter la dissolution de l'empire. Un seul et même moyen conduisit à ce double but. Les coalisés, cachant soigneusement leurs projets, s'annoncèrent comme les amis de la nation française, dont ils séparèrent la cause de celle de son chef. Ils parsemèrent tous leurs manifestes des grands mots de droits des peuples, d'indépendance des nations, de liberté et de bonheur. Aujourd'hui toutes ces

expressions ont reçu leur véritable signification; alors bien des gens leur donnaient encore une valeur effective. Les hommes les plus éclairés, les patriotes les plus fermes et les plus courageux, ne se laissèrent ni ébranler par un danger, que la crainte seule pouvait rendre réel, ni tromper par des protestations. Ils virent le piége que la politique tendait à la nation, ils sondèrent la profondeur de l'abîme où une confiance imprudente pouvait la plonger. Malheureusement la multitude fut ébranlée, moins peut-être encore par des protestations, que le simple instinct national faisait accueillir avec méfiance, venant d'une main ennemie, que par les intrigues intérieures qui, se couvrant encore du manteau patriotique, se limitaient, pour l'instant, à la chûte de Napoléon. La malheureuse et imprudente scission entre le corps législatif et le gouvernement, vint sourire aux projets qui se mûrissaient. La nation, qui n'avait pu méconnaître dans l'expression publique des sentimens de ses représentans, les accens du patriotisme, fût frappée de stupeur. De là cette espèce d'inertie, qui causa un si funeste retard dans les préparatifs de défense de Napoléon.

Les coalisés, avertis de ces dispositions intérieures, hâtèrent le passage du Rhin. Mais la lenteur et l'incertitude de leurs mouvemens, et les fautes de la plupart de leurs généraux, leur firent bientôt reperdre les avantages d'une première victoire. Les grandes qualités stratégiques que dé-

ploya Napoléon, et qu'on ne peut lui contester, leur firent perdre tout le mois de février. Le poids de leur occupation, et plus que tout le pillage et les dévastations de leurs troupes, irritaient le peuple français. Loin de les recevoir en amis, la population des départemens s'insurgeait de toutes parts. Enfin, les derniers jours de mars les trouvèrent aussi peu avancés que les premiers jours de février. C'est dans cet état d'incertitude, mesurant les dangers qui croissaient autour d'eux et commençant à reculer devant les conséquences, que le dernier message les décida à se hâter d'arriver à la capitale. Les conjurés, craignant eux-mêmes un accident fortuit, que pouvait amener un plus long retard, et qui les aurait entraînés à une perte certaine, employèrent tous leurs moyens de persuasion pour décider les coalisés à venir à leur secours. Il paraît qu'ils étendirent la garantie des succès qu'ils promettaient, un peu au-delà de la réalité. Du moins les tergiversations des coalisés, dont nous rendrons compte plus bas, semblent démontrer qu'ils ne les trouvaient pas suffisans.

Le prince de Bénévent s'associa d'abord deux sénateurs; le général Beurnonville et le général Jaucourt: le duc de Dalberg et l'abbé de Montesquiou, furent admis ensuite dans le comité directeur, dans lequel entrèrent également l'abbé de Pradt et l'abbé Louis. Mais les cinq premiers doivent être considérés comme les principaux chefs. Parmi les agens qu'ils employèrent, pour corres-

pondre avec les coalisés, les plus remarquables furent M. Laharpe et M. de Vitrolles, dont le dernier fut cependant le plus actif et le plus persévérant. M. de Pradt nous apprend que ce fut lui qui, *muni des moyens de se légitimer*, décida enfin les coalisés et fixa leur irrésolution (*). Une trentaine de sénateurs et environ quatre-vingts membres du corps législatif, étaient restés à Paris depuis la prorogation de ce dernier corps. Quelques-uns avaient été mis dans le secret de la conjuration, d'autres étaient restés, soit pour se trouver à portée du théâtre d'une crise, dont la possibilité se faisait entrevoir, soit appelés par leurs affaires, soit parce que leurs départemens étaient occupés par l'ennemi. Cette minorité, que la dissolution du corps législatif et l'absence de la régente laissait sans titre légal, était le moyen dont le prince de Bénévent avait résolu de se servir, pour accomplir ses desseins. Lorsque les barrières de Paris furent ouvertes aux coalisés, le comte de Nesselrode se hâta, ainsi que nous l'avons vu, de se rendre auprès du prince de Bénévent, afin de concerter les premières mesures à prendre. Le moment était pressant; l'arrivée subite de l'empereur Napoléon, pouvait, d'un instant à l'autre, changer la situation des affaires. Il fallait, sans retard, prendre des mesures décisives, et il fallait se garder d'en prendre d'imprudentes. Quoique

(*) Récit historique de la restauration, page 61.

constans dans leur dessein de priver Napoléon du trône de France, les souverains coalisés avaient trop de jugement pour se laisser éblouir par des illusions; et les promesses imprudentes, que leur faisaient des hommes aveuglés par l'impatience de leurs désirs, n'étaient pas autre chose. Ils avaient assez pu apprécier, soit par eux, soit par leurs agens directs, la véritable opinion de la nation française, pour ne pas se convaincre que le retour à l'ancien ordre de choses, tel qu'il était avant la révolution, était impossible. En heurtant ouvertement les vœux, disons mieux, la volonté de la nation française; ils renversaient dans ses fondemens même, l'édifice qu'ils voulaient élever. Au lieu d'avoir conquis la capitale d'un gouvernement, qu'ils entendaient reconstruire sur d'autres bases et sous leur influence; ils se trouvaient chargés de la garde d'une population aussi nombreuse que mécontente, au milieu d'une nation irritée et menaçante. Ce n'est donc qu'à ce motif de prudence personnelle qu'il faut attribuer l'intercalation des mots : *bonheur de l'Europe*, *grandeur et force de la France*, *et constitution qui conviendra au peuple Français et qu'il se donnera*, qu'on a vu figurer dans leur déclaration du 31 mars. Ils y paraissent assez bizarrement, par leur comparaison avec l'aveu sincère de l'un d'eux, qui convint *qu'ils avaient vingt ans fait la guerre aux principes constitutionnels* (*).

(*) Réponse de l'empereur d'Autriche au sénat, le 14 mars 1814.

Trois partis se présentaient à la coalition. Celui d'exclure du trône la personne de l'empereur Napoléon, en y conservant son fils sous la régence de la mère. D'exclure toute la famille de Napoléon, en la remplaçant par une dynastie française ou étrangère. De rappeler la maison de Bourbon. Le premier parti pouvait peut-être convenir aux intérêts du gouvernement autrichien, qui aime assez à porter sa main où il peut. L'espoir d'établir une régence autrichienne en France, pouvait sourire au cabinet de Vienne et à l'ambition de quelques individus, qui auraient pu espérer de servir de tuteurs à une femme sans expérience et sans capacité pour les affaires, et que ses inclinations auraient toujours portée vers l'Autriche. Mais ce parti aurait été le pire qu'on pût prendre, pour la tranquillité de la France et de l'Europe. La domination des conseillers étrangers d'une régente étrangère elle-même; l'influence de l'oligarchie autrichienne et le secours qu'elle aurait prêté au parti féodal en France, pour essayer d'effacer jusqu'à la trace des institutions constitutionnelles: tout aurait tendu à plonger la France dans une crise terrible, qui aurait réagi sur l'Europe. Enfin rien ne garantissait que Napoléon ne pût revenir et enlever sans efforts une autorité éventuelle à sa femme et à son fils presque au berceau. Le second parti méritait un mûr examen et pourtant il est probable que la Russie, et par conséquent la Prusse, y auraient prêté l'oreille, si le prince

de Bénévent et ses collègues ne s'étaient hâtés d'y opposer des objections.

On mit en avant que l'opinion publique repousserait toujours un prince étranger, et que sa présence devenant un sujet de mécontentement de plus, hâterait une guerre civile au lieu de l'éloigner. Il n'y avait alors que deux Français qui pussent être mis sur les rangs. Mais l'un tenait lui-même à la dynastie qu'on voulait déposséder, et la dernière objection opposée au projet de régence, se reproduisait contre lui. L'autre, bien loin de tenir à cette dynastie, avait toujours été en opposition avec l'empereur Napoléon. Son nom se rattachait à une belle époque de notre histoire moderne; à celle où nos citoyens armés pour la défense de la patrie, repoussaient les efforts de ses ennemis, les terrassaient et les forçaient de reconnaître l'indépendance de la nation. Ses opinions politiques comme général français, sa conduite à l'égard de la nation qui l'avait adopté et l'avait placé sur les premières marches du trône; enfin le libéralisme qu'il avait déployé depuis lors, semblaient se présenter comme des garans, que, loin de porter atteinte aux institutions que la France voulait conserver, il y consoliderait la monarchie constitutionnelle. C'est à cette occasion que des témoins dignes de foi assurent que l'empereur Alexandre, témoin des hésitations que causaient quelques-unes des propositions qui furent discutées, sécria: que ne prenez-

vous Bernadotte? On y opposa, dit-on, l'opinion publique qui le repousserait parce qu'il avait porté les armes contre la France. La vérité historique exige que cette allégation soit examinée avec impartialité. Appelé sur les marches du trône par les vœux d'une nation libre, dont le choix ne fut décidé que par ses vertus civiques et ses talens militaires, quelle est à sa place, le patriote même le plus rigide, qui n'aurait pas accepté? Lorsqu'il eut accepté, lorsqu'il se fut imposé tous les devoirs qu'entraînait cette acceptation, lorsqu'il fut devenu Suédois, en un mot, pouvait-il trahir la nation à laquelle il appartenait? C'est dans la solution de ces deux questions qu'on peut seulement trouver les bases d'un jugement impartial sur sa conduite. Des motifs politiques, pris dans la divergence des intérêts personnels des coalisés, militaient pour et contre ce second parti. Il serait inutile de vouloir révoquer en doute le désir bien légitime, que devait avoir l'empereur Alexandre, de voir remonter son neveu, le fils du dernier Gustave, sur le trône de ses pères. A ce vœu, né des liens mêmes de la parenté, devait nécessairement se joindre l'intérêt politique de la Russie, qui doit chercher à se soustraire, autant qu'il est en elle, aux entraves que lui susciteront toujours ses rivaux dans le commerce de la mer Baltique. Quoi qu'on ait voulu dire depuis, jamais il n'a pu entrer dans les plans de l'empereur Alexandre de déposséder par la force le roi de Suède actuel; la

loyauté de son caractère y mit un obstacle invincible. Mais lui donner en échange une couronne plus belle, n'était pas le déposséder. Il nous suffit d'avoir exposé les motifs politiques qui pouvaient alors parler en faveur du prince royal de Suède, pour que nous puissions nous dispenser de développer ceux que l'Angleterre avait de s'opposer à ce qu'il fût mis sur les rangs. Ils sont absolument contraires.

Ces deux partis écartés, il ne restait plus que celui de rappeler la maison de Bourbon. Ici commençait la dissidence entre le comité du prince de Bénévent et les royalistes exclusifs. Nous avons déjà vu quels étaient leurs projets. Le prince de Bénévent et son comité connaissaient et devaient assez bien connaître la France, pour savoir que la garantie positive et irrévocable des droits et des intérêts créés par la révolution étaient une base dont il était impossible de s'écarter, sans de grands dangers, en rappelant l'ancienne dynastie. De grands préjugés et des méfiances difficiles à vaincre s'opposaient à son rétablissement. Une déclaration franche et loyale pouvait les écarter, en ce qui regardait la personne du prince, que l'ordre de la succession appelait au trône. La France ne repoussait pas un Bourbon assis sur un trône constitutionnel; mais elle craignait la plus grande partie de ceux qui allaient rentrer avec lui. L'opposition constante à toute idée constitutionnelle, qui les avait empêchés de rentrer en

France, même lorsque les formes républicaines avaient fait place à un gouvernement monarchique, présageait celle qu'ils opposeraient, dès leur retour, à la marche d'un gouvernement constitutionnel. Toutes les personnes douées de quelque jugement, même dans les rangs du peuple, craignaient les troubles et les déchiremens que pouvaient produire leurs efforts, pour renverser un ordre de choses contraires à leur vœux et à leurs opinions. Ils n'avaient fait, pour la plupart, le sacrifice de vingt-cinq ans d'exil, que pour voir la monarchie rétablie sur ses bases féodales, et pour reconquérir leurs biens, leurs places, leurs pensions et leurs droits féodaux. Ces prétentions rendues actives par leur présence et appuyées par l'autorité, qui allait tomber dans leurs mains, étaient de nature à compromettre la tranquilité publique, en menacant et les citoyens du retour des priviléges onéreux et abusifs, et les propriétaires des bien nationaux de la perte de leur fortune.

Telles étaient les difficultés que le prince de Bénévent et ses collègues entreprirent de surmonter. Avec de la bonne foi et l'intention réelle du bien, elles étaient loin d'être invincibles, malgré la fausse position où se trouvaient ceux qui s'étaient chargés de la solution du problème. Nous verrons comment ils s'en tirèrent.

CHAPITRE IX.

Première conférence de Talleyrand avec les princes coalisés. — Proclamation de ces derniers. — Déchéance de Napoléon. — Gouvernement provisoire. — Napoléon arrive devant Paris. — Réorganisation de l'armée française. — Mouvemens des deux armées.

Cependant l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, représenté par le prince de Schwarzenberg, après avoir vu défiler leurs troupes, étaient descendus chez le prince de Bénévent. Le comte de Nesselrode, le comte Pozzo di Borgo et le prince de Lichtenstein y étaient déjà, ainsi que le prince de Bénévent et ses quatre collègues. L'abbé de Pradt et l'abbé Louis y furent appelés et la conférence s'ouvrit. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les résultats de la conférence furent conformes aux désirs de ceux qui l'avaient provoquée. En effet les coalisés, dès le commencement de cette campagne, *avaient fixé leur attention sur MM. Talleyrand et Dalberg*, comme

étant à leurs yeux *les mieux informés de la situation ultérieure de la France* (*). Il en résultait qu'ils devaient s'en rapporter entièrement à eux, et les en croire implicitement dans tout ce qu'ils diraient sur la tendance générale de l'opinion publique. Ils persuadèrent donc facilement aux coalisés que le vœu de *la France entière* repoussait l'empereur Napoléon et rappelait les Bourbons. Ils furent cependant obligés d'avouer, que ce vœu était accompagné de la volonté formelle de voir tous les intérêts garantis par une constitution. Ici se rencontrait un écueil qui aurait pu renverser la base la plus essentielle de l'édifice qu'ils voulaient élever, si les coalisés avaient été dans l'intention de présider eux-mêmes et de consolider l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. D'abord il aurait fallu qu'ils convocassent un parlement national, afin d'imprimer un caractère vraiment légal au pacte constitutionnel, qu'ils voulaient donner à la nation, en rappelant la maison de Bourbon, et pour lequel ils n'avaient ni titre ni mandat. Mais ils n'ignoraient pas que s'ils s'avisaient de convoquer ce parlement, il ne pourraient plus le dirige à leur gré. Un pacte fondamental, rédigé par les délégués libre de la nation, serait devenu inviolable et même inattaquable, étant placé sous la garantie de la nation, en même temps que des coalisés, et aucune modification ne pouvant y être

(*) M. de Pradt, ouvrage cité, page 30.

faite que dans les mêmes formes, ils se trouvaient engagés au-delà de leur volonté. Ils ne purent cependant pas échapper aux conséquences du vice légal de celui qu'ils construisirent eux-mêmes. Il tomba, parce qu'il n'émanait d'aucune autorité compétente, et il fut remplacé par un nouveau, qui doit porter en lui-même le caractère de l'inviolabilité. Car non-seulement un pacte quelconque est obligatoire pour celui qui le propose; mais dès le moment qu'il est accepté, il devient encore plus inviolable de la part de son auteur, que s'il avait été conclu d'un consentement mutuel.

Pour tourner cette difficulté, en sauvant toutefois les apparences, le prince de Bénévent et ses collègues avaient un moyen tout prêt. Il consistait dans ce fantôme sans titre et sans mission qu'ils intitulèrent sénat et corps législatif. Ayant donc déclaré aux souverains coalisés que le seul parti avantageux auquel on pût s'arrêter, était le rappel des Bourbons avec une constitution, ils y ajoutèrent qu'à cette condition le sénat, le corps législatif et la municipalité de Paris, se déclareraïent sans difficulté. Ils promirent également que le vœu de ces premières autorités entraînerait infailliblement le peuple et l'armée. Cette apparence de légalité parut aux coalisés plus conforme à leurs intérêts, en ce qu'ils paraissaient ne pas s'écarter du sens de leurs déclarations antécédentes. Il fut donc convenu que la révolution se ferait dans le sens et sous la forme qu'avait indiquée le prince

de Bénévent. Mais ce dernier avait remarqué quelques hésitations parmi les coalisés. La défense opiniâtre de l'armée devant Paris, et la part que la garde nationale y avait *volontairement* prise; l'insurrection de presque tous les départemens de l'Est; l'éloignement, ou pour mieux dire, l'aversion que les Français leur témoignaient partout, avaient fait naître parmi les coalisés, et sur le succès des projets du prince de Bénévent, quelques doutes qui ne lui échappèrent pas. Il résolut donc, pour faciliter et consolider son propre ouvrage, de se faire donner des garanties. Il n'en avait personnellement pas besoin, pour lui ni pour ses collègues; les souverains coalisés, dès leurs premières relations, *avaient poussé l'attention jusqu'à pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événemens* (*). Mais il la crut nécessaire pour assurer le succès de la révolution en satisfaisant les mécontens, en même temps qu'elle ôtait tout espoir à ceux qui étaient disposés à se laisser intimider.

Le prince de Bénévent exposa donc, que la déclaration qu'allaient faire le Sénat et le corps législatif, devant les engager sans retour, il fallait réciproquement que les souverains coalisés s'engageassent à ne plus traiter avec Napoléon ni avec sa famille. Cette demande fut trouvée juste, et on rédigea, séance tenante, une proclamation, que

(*) M. de Pradt, ouvrage cité page 31.

le prince de Bénévent se hâta de faire imprimer et afficher dans tout Paris (*). Cette pièce intéressante et peut-être unique dans les annales de l'Europe, commence par annoncer que les souverains coalisés accueillent le vœu de la France. Jusqu'alors cependant la France n'était représentée que par M. de Talleyrand et ses cinq ou six collègues; mais les faits ont redressé le vice d'expression, puisque la France a sanctionné, par son acceptation, la révolution du 31 mars. On y trouve les phrases que nous avons déjà citées, et qui sont relatives à la *grandeur* et à *la force* de la France, et à la constitution *qu'elle doit se donner*. Elles suivent la déclaration de ne pas traiter avec Napoléon, ni avec sa famille, qui avait été promise au prince de Bénévent. Nous verrons plus bas combien peu il s'en fallut que cette déclaration ne fût illusoire, et que les princes coalisés ne fissent la paix avec celui-là même qu'ils avaient exclu de toute négociation. On peut donc se demander pourquoi ils ont consenti à s'imposer une obligation, qu'ils pouvaient se trouver forcés de violer par des circonstances majeures et irrésistibles. Enfin on voit avec peine, dans une acte fait pour appeler la confiance de la nation française, une réticence qui n'est employée que pour couvrir, s'il se peut, la transition qui a changé la déclaration de Francfort dans le traité de Paris.

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXV.

Nous passerons sur les détails relatifs à la police des spectacles, où les souverains assistèrent; mais nous ne pouvons passer sous silence une anecdote assez piquante et que nous croyons unique dans l'histoire. Le 31 mars, on voulait faire jouer à l'opéra, en l'honneur des souverains alliés, dont les armées, après avoir dévasté la France, étaient entrées à Paris sur les corps sanglans de ses vaillans défenseurs, *le Triomphe de Trajan*.... L'empereur de Russie trop délicat pour nous comparer à des Daces, et fait pour des louanges plus honorablement choisies, refusa et demanda une autre pièce.

Le 1er avril, les trente membres du sénat qui se trouvaient à Paris, se réunirent à la convocation du prince de Bénévent, dans sa qualité de *vice grand Electeur*. Ce dernier, après les avoir entretenus du sentiment de leur liberté, au milieu des armées étrangères, les engagea à venir au secours d'un peuple *délaissé*. Il termina par l'invitation, qu'ils durent trouver neuve, de s'occuper du salut de l'état; mais ce n'était que pour nommer un gouvernement provisoire. La liste des membres, qui devaient le composer, leur fut présentée, et ils les nommèrent sur-le-champ. Ce gouvernement provisoire fut chargé non-seulement de pourvoir aux besoins de l'administration, mais encore de présenter au Sénat de Paris, un projet de constitution qui pût convenir au peuple français. On voit que les sénateurs allaient assez

vite en besogne et qu'ils sautaient à pieds joints par dessus tous les principes constitutionnels, pour avoir plus vite une constitution. Le 2 avril, les souverains coalisés voulurent faire prendre la cocarde blanche à la garde nationale. Le comte de Nesselrode ministre de l'empereur de Russie, fut chargé de le notifier. Mais six chefs de Légion ayant déclaré que leurs corps n'y consentiraient pas, et les six autres étant d'un avis partagé, la prudence obligea les coalisés à renoncer à l'exécution d'un ordre qui était dans le fait contraire à leur proclamation, où ils prenaient l'engagement de ne pas se mêler de la constitution intérieure de la France.

Le 3, le sénat ayant achevé de prendre possession, par ses agens, de toutes les branches de l'autorité, s'occupa du grand objet de terminer la révolution, dont il se croyait le chef et n'était que l'instrument. Les deux jours précédens avaient été employés, par le prince de Bénévent, à s'ouvrir des intelligences dans l'armée et à préparer des défections parmi les chefs. La principale de toutes était déjà négociée et convenue. Enfin s'étant assuré les moyens de désorganiser l'armée, en privant Napoléon de la plus grande partie de ses généraux, il se crut en état de porter le dernier coup. Dans la séance de ce jour, le sénat prononça la déchéance de Napoléon, abolit le droit d'hérédité dans sa famille et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité envers lui. Le préambule

de ce dernier sénatus-consulte posait deux principes qui leur sont sans doute échappés, dans la précipitation avec laquelle ils marchaient à leur but. Le premier est que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution et du pacte social. Le second, que la violation des constitutions entraîne la déchéance du souverain qui les viole. On y a universellement applaudi lorsqu'ils ont été appliqués à l'empereur Napoléon. A-t-on bien réfléchi aux conséquences de leur admission en pratique, comme principes fondamentaux du droit public? ou les hommes revêtus du pouvoir se croient-ils à l'abri des dangers, qui ont menacé ou renversé leurs semblables?

Mais cette aberration n'est pas la seule dans laquelle se laissa entraîner l'assemblée qui prit l'arrêté du 3 avril, et qui, sans mandat et sans pouvoir légal, a dépassé les bornes que se serait imposées une assemblée composée des vrai mandataires du peuple. Ou les sénateurs réunis au Luxembourg croyaient être le sénat de l'empire, ou ils ne le croyaient pas. Dans ce dernier cas, qu'étaient-ils pour décider des questions aussi graves? Dans le premier, ils auraient au moins dû voir, que l'acte qui abolissait la constitution de l'an 12, abolissait même en même temps le sénat. Il fallait donc y ajouter une disposition qui convoquât sur-le-champ une assemblée nationale, chargée de reconstruire le gouvernement et de

dresser un acte constitutionnel. Le vice-président, trois secrétaires et quelques membres du corps législatif, prirent aussi un arrêté d'adhésion à ce sénatus-consulte. En présentant l'arrêté législatif individuellement aux législateurs qui étaient à Paris, on parvint en quelques jours à y réunir quatre-vingts signatures. Dans la même séance du 3 avril, le sénat prit un arrêté qui licenciait les levées en masses, les conscrits, et les *bataillons de nouvelles levées*. On savait bien qu'on ne ferait pas déserter de vieux soldats, mais on savait aussi que les conscrits se laisseraient entraîner facilement à abandonner leurs drapeaux.

Nous avons quitté l'empereur Napoléon le 30 mars, se rendant en hâte et à franc-étrier à Fontainebleau. Arrivé dans cette ville, il se jeta dans une voiture et continua sa route sur Paris, suivi seulement du prince de Neufchâtel, et du duc de Vicence. En arrivant à la Cour de France, le 31, il rencontra la cavalerie du général Belliard, qui était en tête de colonne des corps des maréchaux, et il apprit, non sans étonnement et sans indignation, les événemens de la veille. Il eut avec le général Belliard une assez longue conversation, sur ce qui s'était passé. Nous nous contenterons d'en faire ressortir les traits principaux. Il en résulte les faits suivans ; l'intention de Napoléon avait été qu'on mît en mouvement la garde nationale, et par conséquent qu'elle fût armée, et qu'on lui confiât la défense des ouvrages de fortification, pen-

dant que l'armée aurait combattu en avant. Le ministre de la guerre avait reçu l'ordre de faire élever ces fortifications, et de les garnir d'artillerie ; Napoléon croyait même qu'il y en avait deux cents pièces à Paris. Montmartre devait être converti en une citadelle, et armé de pièces de gros calibre. Avec ces moyens de résistance, sur lesquels il croyait pouvoir compter, ainsi que sur la bonne volonté de la garde nationale, il avait pu se flatter que Paris tiendrait plus d'un jour, et qu'il aurait le temps d'y arriver. La comparaison qu'il fit entre les ordres qu'il avait donnés et leur exécution, et l'aveu que fit le général Belliard, que les munitions d'artillerie avaient manqué vers deux heures, firent naître en lui l'idée que le ministre de la guerre pouvait l'avoir trompé. C'était y penser un peu tard. Le premier mouvement de Napoléon fut de pousser droit sur Paris, avec les deux corps d'armée qui en revenaient. Ce parti pouvait peut-être présenter quelques chances de succès en ce moment.

Les dispositions de la masse de la population de Paris étaient loin d'être favorables aux coalisés. L'arrivée des premiers cosaques, qui accompagnaient un officier chargé de faire le logement de l'empereur de Russie, avait causé une émeute qui avait failli leur être fatale, et que la garde nationale eut quelque peine à calmer. Un bruit sourd se répandit que le duc de Vicence était à Paris et que l'empereur Napoléon allait arriver à la tête

de son armée. Il n'en fallut pas davantage pour agiter la classe industrieuse de la population, où l'on comptait un grand nombre d'hommes qui avaient servi dans nos armées. Des cris de « fermez les boutiques, barricadez les maisons et les rues » se firent entendre dans plusieurs quartiers et notamment dans celui du Louvre. Il est certain que si alors, c'est-à-dire vers onze heures, Napoléon était entré à Paris à la tête de douze à quinze mille hommes, les coalisés, engagés en colonnes sur les boulevarts, ayant les souverains à leur tête, auraient pu être chassés de la ville et en seraient sortis comme ils auraient pu. Napoléon aurait pu faire distribuer dans la journée les armes manquantes, et toute la garde nationale aurait présenté dès le soir une ligne de défense formidable. On objectera peut-être encore le danger d'exposer la capitale à être prise d'assaut et livrée au pillage. Nous y répondrons ainsi que nous l'avons déjà fait, que c'est un épouvantail d'enfans. Les coalisés manquaient de munitions pour soutenir un nouveau combat. Ce fait est connu et a été confirmé dix fois à l'auteur depuis cette époque.

On opposa d'abord à Napoléon, que les troupes françaises ayant quitté Paris par une convention, ne pouvaient plus y rentrer sans la violer. Cette objection était sans fondement réel. En effet, cette convention fixait la reprise des hostilités à neuf heures du matin, et si, à cette époque, l'avant-garde que les coalisés avaient poussée sur la route

de Fontainebleau avait pu être battue, rien n'empêchait qu'on ne poussât ses avantages jusqu'où l'on pourrait: il n'y avait rien en cela qui violât les lois de la guerre(*). Mais une objection plus réelle qui fut faite à l'empereur Napoléon, fut celle, que les troupes fatiguées et affaiblies qui composaient les restes des deux corps qui avaient défendu Paris, n'étaient pas en état de combattre cent mille ennemis. Il y avait en effet des chances également fortes pour et contre cette entreprise. D'un côté, il était probable que les troupes coalisées, dispersées et presque égarées au milieu d'une ville, se voyant attaquées de front par un corps de troupes, en même temps que menacées d'un soulèvement, et peut-être d'un feu meurtrier partant des maisons, auraient souffert une défaite partielle sur quelques points: cette circonstance seule pouvait entraîner une déroute. Mais il se pouvait aussi que l'attaque échouât, et que la population de Paris compromise, devint la victime d'un mouvement imprudent. Napoléon, qui ne savait pas les motifs que les coalisés avaient de ménager la capitale, devait juger ainsi.

(*) Lorsqu'au mois d'octobre 1805, la ville de Vérone nous fut remise par une convention pareille, le général autrichien qui avait traité, nous attendit à une portée de canon. En débouchant, nous fûmes attaqués et peu s'en fallut que nous ne fussions rechassés de la ville. Loin d'accuser ce général d'avoir violé la convention, il n'y eut personne parmi nous qui ne louât un brave militaire, qui, servant son souverain, n'avait pas étendu, en notre faveur, la convention au-delà de ses justes limites.

Quoi qu'il en soit, il crut devoir renoncer à son premier projet, et il ordonna que les deux corps des ducs de Trévise et de Raguse prissent position derrière la rivière d'Essonne. Les maréchaux étaient restés à Paris, où l'un d'eux négociait avec le prince de Bénévent. Napoléon, avant de retourner à Fontainebleau, expédia le duc de Vicence avec des propositions pour l'empereur Alexandre. Mais on était alors à Paris dans l'effervescence de la déclaration que les coalisés venaient de faire, et ses propositions ne furent pas reçues. On verra cependant plus tard, que, quand l'enthousiasme fit place à la réflexion, on se relâcha un peu sur l'exclusion absolue qu'énoncait cette déclaration. On a accusé Napoléon d'avoir manqué d'énergie, et on a prétendu qu'un prince d'un caractère inflexible aurait pu se tirer avec gloire de cette lutte. Le récit de ce qui s'est passé, jusqu'au 11 avril, suffira pour prouver qu'il fut atterré et entraîné par de trop nombreuses défections. L'abandon de presque tous ses généraux, qui le surprit presque d'un seul coup, nécessitait des mesures dont les conséquences auraient pu être terribles, puisqu'il n'avait pas pu s'y préparer d'avance.

Dès que les coalisés furent entrés à Paris, ils poussèrent sur la route de Fontainebleau, une avant-garde, composée de la cavalerie du corps de Rajewski. Le général Pahlen s'avança à Parey et Rungis, où il prit position, ayant un régiment de hulans à Juvisy et ses avant-postes à Ris. Le

soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: les corps de Giulay et de Wurtemberg, auprès de Charenton; le corps de Rajewski, les hauteurs de Belleville; celui de Wrede, rappelé de Meaux, vint à Chelles; le corps d'York, de Neuilly à Auteuil; celui de Kleist, entre Montmartre et Clichy; celui de Langeron, au-delà de Neuilly à la gauche de la Seine; celui de Woronzow, à la Chapelle et la Villette; celui de Sacken resta à Meaux. Le général Emmanuel, avec environ quinze cents chevaux, avait passé la Seine à St.-Cloud et s'était avancé jusqu'à Antony, où il fit prisonniers les habitans de l'endroit. Le général Winzingerode avait suivi les colonnes du duc de Tarente, jusqu'à Troyes, où il entra le 31.

Le premier soin de l'empereur Napoléon fut de réorganiser son armée. La division Berckeim, composée de régimens provisoires, ainsi que tous les régimens de marche furent dissous et incorporés. La division Friant fut renforcée d'un bataillon de gendarmerie de la 1re division. Celle du général Lefebvre-Desnouettes, le fut d'un régiment à cheval des même troupes. La division Boyer de Rebeval, réunie, passa au corps du duc de Trévise. Celui du duc de Raguse fut renforcé par la garnison de Paris, par les divisions Compans et Ledru, et par celle du général Souham, qui lui fut envoyée de Fontainebleau. Chacun de ces deux corps reçut trente bouches à feu. La cavalerie de la garde forma trois divisions, et passa sous les ordres du général Ornano. Les Polonais formèrent une division sous les ordres du général Krazinsky. La réunion de toutes les

troupes qui se trouvaient entre l'Yonne et la rivière d'Essonne présentait encore un total de plus de soixante-cinq mille hommes (*).

Le duc de Tarente reçut l'ordre de s'arrêter entre

(*) FORCE APPROXIMATIVE DE L'ARMÉE FRANÇAISE, LE 2 AVRIL 1814.

		INFANT.	CAVAL.	TOTAL.
Prince de la Moskowa.				
Garde.	Div. Friant, Henrion et Lefol.............	12,500		12,500
Général Ornano.				
Garde.	Div. Guyot, Excelmans et Lefèbre-Desnouettes.		4,500	4,500
Gardes-d'Honneur.	— Defrance		800	800
Polonais.	— Krazinsky..........	1,500	700	2,200
Duc de Trévise.				
	Div. Christiani, Curial, Charpentier et Boyer de Rebeval.........	9,500		10,600
	— Roussel..............		1,100	
Duc de Raguse.				
6e Corps.	Div. Ricard, Lagrange, Lucotte, Souham, Compans et Ledru......	8,500		11,800
1er Corps.	— Chastel, Bordesoulle et Merlin..........		3,300	
Duc de Tarente.				
2e Cor. gén. Gérard.	Div. Duhesme et Jarry....	3,500		
7e — Duc de Reggio.	— Leval et Rothembourg.	6,500		
11e — gén. Molitor.	— Albert et Brayer.....	2,800		23,300
2e	— Maurin et St.-Germain.		2,700	
5e — gen. Milhaud,	— Piré, Briche et l'Héritier		4,600	
6e	— Jacquinot et Treilhard.		3,200	
	Total........	44,800	20,900	65,700
	— Allix......	1,500	500	2,000
	Dépôts d'infanterie......	2,200		2,200
	Total général.......	48,500	21,400	69,900

Sens et Montereau. Le colonel Vertillac, avec deux mille hommes des dépôts d'infanterie, qui s'étaient retirés de Versailles, fut placé à Milly pour couvrir Fontainebleau. Le général Préval, avec le dépôt des remontes, reçut l'ordre de se retirer à Orléans. Ces premières opérations achevées, le plan de campagne à suivre fut discuté. Il paraît que la majorité des généraux étaient d'avis de porter le théâtre de la guerre au-delà de la Loire, et ce parti était sans contredit le meilleur. Les départemens étaient loin d'être ébranlés; le gouvernement et la majorité du sénat étaient déjà à Blois, d'où on pouvait les faire passer plus dans le centre de la France. Les armées des Pyrénées, d'Arragon et du Rhône pouvaient, en s'appuyant sur les montagnes de l'Auvergne, venir joindre celle de l'Empereur. Il centralisait ainsi la guerre, en la transportant dans un pays où la supériorité numérique devenait à peu près nulle. Pendant ce temps les coalisés, forcés de s'éloigner des frontières, rendaient plus facile l'insurrection des départemens de l'Est; Paris même, qu'ils auraient été obligés de contenir par une force imposante, leur devenait à charge. Ils ne possédaient encore aucune place forte importante, qui pût assurer leurs lignes d'opérations; leur isolement et la difficulté des communications et de l'arrivage des munitions, les auraient donc mis dans une situation difficile. Ils s'y seraient déjà trouvés après la

bataille de Paris, si les magasins de Grenelle n'avaient alimenté leurs parcs. Enfin, un des principaux motifs d'éloigner l'armée de Paris, était celui de couper court à toutes les manœuvres qui amenèrent la défection d'un grand nombre de généraux, et désorganisèrent l'armée. Le mauvais génie de Napoléon l'emporta, et il fut résolu que l'armée manœuvrerait pour se rapprocher de la capitale. Cette entreprise audacieuse pensa cependant réussir, et nous verrons que, sans des causes qui pouvaient échapper à la prévoyance, Napoléon aurait réussi à ressaisir sa capitale et à changer toutes les chances de la guerre. Nous ne nous amuserons pas à réfuter les bruits absurdes qu'on a voulu répandre, sur le pillage de Paris, que Napoléon aurait promis à ses troupes. Cette calomnie insensée, n'a pu être inventée que par les écrivains étrangers, et répétée par de misérables écrivassiers toujours prêts à compiler des factums de calomnie, en faveur de ceux qui les paient. Jamais une idée semblable n'a pu entrer dans le caractère de Napoléon, et la proposition seule aurait révolté l'armée. M. Koch, après avoir traité cette calomnie comme elle le mérite, dit que l'opinion de toute l'armée était : *Que si la capitale n'avait pas été vendue à l'ennemi, la plupart des habitans auraient pris les armes pour se défendre* (*).

Le 1er avril, les armées coalisées ne firent au-

(*) Tome II, page 567.

cun grand mouvement. Le corps de Wrede vint s'établir entre Rosny et Charonne, sous les murs de Paris. Le général Pahlen, ayant poussé une reconnaissance générale jusqu'à la vue d'Essonne, laissa ses avant-postes en face de la ligne française et revint prendre position à Juvisy. Le général Emmanuel s'établit à Montlhéry, et poussa ses avant-postes vers Arpajon. L'armée française continua à se serrer. Les corps des ducs de Trévise et de Raguse restèrent derrière Essonne. L'empereur Napoléon en passa la revue, et fut reçu par les troupes avec les plus vives acclamations. La garde arriva un peu tard à Fontainebleau; les corps du duc de Tarente passèrent l'Yonne.

Le 2, le duc de Tarente s'avança jusqu'à la hauteur de Montereau. Les 2e et 11e corps s'établirent à la droite de la Seine, sur les hauteurs de Surville. La cavalerie du général St.-Germain, à Cannes. Le 7e corps et la cavalerie du comte de Valmy, à Villeneuve-la-Guyard. Le général Milhaud, à Émans et Noisy. La division Allix occupa Auxerre. Ce jour-là, Napoléon passa la revue de sa garde, à laquelle il annonça, dans les termes suivans, son dessein de marcher sur Paris. « Soldats ! l'ennemi nous a dérobé trois marches, et » s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. » D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous » avions pardonné, ont arboré la cocarde blanche, » et se sont joints aux ennemis. Les lâches ! ils » recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons

» de vaincre ou de mourir, et de faire respecter » cette cocarde tricolore, qui depuis vingt ans » nous trouve dans le chemin de la gloire et de » l'honneur. »

Ce dernier serment fut répété à l'envi, par toutes les troupes présentes à la revue. Dans la même soirée, la garde partit pour se placer en seconde ligne des deux corps qui gardaient la rivière d'Essonne.

Le prince de Schwarzenberg, ayant appris que l'empereur Napoléon était arrivé avec son armée à Fontainebleau, se décida à déployer la sienne en avant de Paris, pour couvrir cette capitale. Les corps de Giulay et de Wurtemberg prirent positions à Villeneuve-le-Roi et Athis; celui de Wrede, entre Rungis et Parey; celui de Rajewsky, renforcé par une division de cuirassiers, à Juvisy, ayant son avant-garde à Fleury; le corps de Langeron, à Longjumeau, ayant derrière lui à Morangis, celui de Woronzow; le corps de Kleist, à Champlan; celui d'York, à Palaiseau; le corps de Sacken fut appelé à Paris, et vint occuper la Villette; le corps de Bülow fut également rappelé à Paris, et vint le 2 à Nanteuil, ayant laissé la division Thümen devant Soissons. Les gardes et les réserves restèrent dans Paris.

Le 3, l'armée française se trouva réunie en avant de Fontainebleau, les corps des ducs de Trévise et de Raguse en première ligne derrière la rivière d'Essonne; la garde en seconde ligne entre

Boissise et Auvernaux, appuyée à gauche par la division Defrance à la Ferté-Aleps; les 2e, 7e et 11e corps en 3e ligne entre Villiers, Ury et Fontainebleau; les 2e, 5e et 6e corps de cavalerie, sur la rivière d'Écolle, appuyant la gauche vers Soisy; la division Allix occupait Sens, pour couvrir les derrières de l'armée, contre le général Winzingerode. Le prince de Schwarzenberg, s'attendant à être attaqué, donna ce jour-là une disposition de bataille à son armée. D'après cette disposition les corps de Giulay, Wurtemberg et Rajewski devaient, au premier signal, se déployer en bataille entre Juvisy et Morangis, occupant Ris et Fleury sur leur front. Le corps de Wrede, qui fut renforcé par les grenadiers russes, restait en réserve à Rungis; les corps d'York, Kleist et Langeron devaient se déployer entre Palaiseau et Longjumeau, ayant celui de Woronzow en réserve. Le corps de Sacken fut chargé d'occuper les ponts de Charenton et de St.-Maur; le corps de Bülow vint occuper Montmartre. Le général Barklay prit ce jour-là le commandement de l'armée de Silésie, en remplacement du maréchal Blücher.

Mais l'intention des souverains coalisés n'était pas de s'exposer aux chances d'une bataille, sous les murs de Paris; en la gagnant ils ne terminaient pas encore la guerre; s'ils la perdaient, ils risquaient de voir détruire leurs armées avant de pouvoir regagner le Rhin. Placés entre une armée, dont le courage leur était encore redoutable,

et une ville populeuse, dont le mécontentement n'était pas méconnaissable, ils avaient à craindre l'effet moral qu'une insurrection sérieuse ferait sur leurs troupes. Le conseil des souverains décida en conséquence, que les armées coalisées quitteraient leurs positions actuelles, évacueraient Paris, et se retireraient à Meaux. Les ordres étaient expédiés et allaient être adressés aux deux généraux en chef, lorsque le prince de Schwarzenberg, arrivant de son quartier-général de Chevilly, vint rendre compte d'un événement, qui, en écartant toute espèce de danger, rendait cette mesure inutile.

CHAPITRE X.

Défection du duc de Raguse. — Abdication conditionnelle de Napoléon. — Les troupes du duc de Raguse sont conduites à Versailles. — Négociations relatives à l'abdication conditionnelle. — Elles échouent. — Constitution du sénat de Paris. — Défection de plusieurs généraux. — Emeute militaire à Versailles. — Napoléon est forcé d'abdiquer sans restriction. — Traité du 11 avril.

Depuis l'évacuation de Paris, le duc de Raguse, déjà ébranlé par ses amis, et par le parti du prince de Bénévent, était entré en négociation avec le prince de Schwarzenberg d'une part, et avec le gouvernement provisoire de l'autre. Les négociations ne furent pas longues, et bientôt le duc de Raguse se laissa entraîner à abandonner la cause de l'empereur Napoléon. On dit que le motif principal qui l'engagea à sacrifier ainsi la reconnaissance, qu'il devait à son bienfaiteur, fut le désir d'empêcher la guerre civile et de terminer la révolution, en jouant

le rôle de Monck et de Malborough. Il vaut mieux qu'il ait été guidé par cette illusion de l'amour-propre, que par un motif moins honorable; mais ce n'était qu'une illusion. Le danger de la guerre civile n'existait pas alors, puisque l'autorité de Napoléon était reconnue sans contradiction dans les départemens non-occupés par l'ennemi; que même dans la plupart de ceux occupés, le peuple s'insurgeait en sa faveur; que l'armée lui était dévouée; et que les places et leurs garnisons lui étaient fidèles. Quant aux rôles de Monck et de Malborough, il n'y avait aucune parité. Ces derniers étaient dans une position bien différentes; ils entraînèrent leurs armées en entier, et le duc de Raguse fut obligé d'user de surprise, pour enlever ses troupes, qui, irritées de se voir livrées à l'ennemi à leur insu, pensèrent sacrifier leurs chefs. Quoi qu'il en soit, le duc de Raguse conclut le 3, avec le prince de Schwarzenberg, une convention, par laquelle il s'engageait à se retirer avec les troupes de l'armée de l'empereur Napoléon, et se rendre derrière la ligne des coalisés, à la disposition du gouvernement provisoire. La seule condition qu'il y mit, fut un acte de garantie, 1° pour les troupes qui voudraient suivre son exemple; 2° pour la sûreté de la personne de Napoléon. Ayant ainsi stipulé sa défection, il s'appliqua à gagner les généraux de son corps d'armée, et les mit succesivement dans le secret, excepté les généraux Chastel et Lucotte, qu'il trouva inébranlables. Le gé-

néral Ricard qui était déjà resté à Paris, le 31, y avait accepté le commandement de la 1ere division militaire, sous les ordres du général Dessolles, nommé par le gouvernement provisoire, commandant supérieur et chef de la garde nationale.

Les suggestions et les manœuvres du prince de Bénévent, ne s'étaient pas arrêtées au duc de Raguse; elles s'étaient étendues sur un grand nombre de généraux de l'armée, et particulièrement sur les maréchaux. Ces derniers qui avaient leurs familles et leurs hôtels à Paris, étaient surtout inquiets du sort de la capitale, et craignaient pour elle des dangers qui les regardaient de si près. Ils étaient tous las de la guerre, et désiraient par dessus tout, que la paix les mit en jouissance paisible des avantages que leur promettaient leur rang et leurs fortunes, acquises par vingt ans de guerre. Il est vrai que la patrie pouvait bien exiger le sacrifice de quelques parties de ces fortunes, acquises aux prix du sang de ses enfans. Mais la paix présentait un moyen terme pour échapper à cette dure nécessité.

Les maréchaux présens à l'armée s'étant donc réunis dans l'après-midi du 3, se rendirent chez l'empereur Napoléon, et le prince de la Moskowa portant la parole, ils lui déclarèrent sans beaucoup de détours, qu'il fallait abdiquer. Cette brusque défection fit une profonde impression sur Napoléon. Réfléchissant que les maréchaux n'auraient pas hasardé cette démarche, sans être sûrs

de la majorité des généraux, il craignit que l'armée elle-même, sur le dévouement seul de laquelle il pouvait fonder ses espérances ne fût ébranlée. Cette crainte, plus encore que la répugnance de faire de son autorité un emploi, que personne ne pouvait blâmer, le força à céder à la nécessité, au lieu de punir un acte d'insubordination, auquel les maréchaux l'avaient moins accoutumé encore que le restant de l'armée. Napoléon consentit à souscrire un acte de renonciation au trône en faveur de son fils, et sous la régence de l'impératrice. C'est à cause de cette condescendance qu'on a accusé l'empereur Napoléon d'avoir manqué d'énergie. Avant que de proférer cette accusation, a-t-on réfléchi sur la nature et l'étendue des mesures qu'il aurait dû prendre, pour déployer toute l'énergie qui pouvait le sauver? Cet examen est cependant nécessaire pour établir un jugement sain.

Il n'y avait qu'un seul moyen à employer, parce que, dans les cas extrêmes, les demi-mesures ne valent jamais rien. Il fallait d'abord faire arrêter les maréchaux; les destituer de leurs commandemens et les renvoyer de l'armée, ainsi que les généraux ou officiers supérieurs, que leur exemple avait entraînés. Ensuite, comme le moral des troupes était ébranlé par leur méfiance dans les chefs, il fallait le remonter par une mesure éclatante; passer de suite la revue des divisions, les former en cercle, et leur faire désigner par acclamation les chefs qui méritaient la confiance de l'armée

et celle du chef suprême. Après cette opération, prêter et recevoir un nouveau serment solennel, et mener sans délai l'armée à l'ennemi. C'était sans doute un moyen un peu révolutionnaire, mais il était infaillible avec l'armée française, et il n'y avait à opter qu'entre ce moyen et la résignation. Après ce court exposé le lecteur décidera lui-même si Napoléon a bien ou mal fait.

Le même soir, l'empereur Napoléon signa la promesse d'abdiquer en faveur de son fils, et il chargea le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente, de Vicence et de Raguse, d'aller négocier avec les coalisés sur cette base. Les trois premiers partirent encore dans la nuit et, en passant à Essonne, annoncèrent au duc de Raguse la mission dont il se trouvait chargé avec eux. Ce dernier ne fut pas peu embarrassé de recevoir une mission, aussi directement contraire à la convention qu'il avait conclue avec le prince de Schwarzenberg. Il fit cependant bonne contenance, et ayant avoué à ses collègues la moitié de la vérité, c'est-à-dire qu'il était en négociations avec le généralissime des armées coalisées, il promit de suspendre les négociations et les suivit. Arrivés de bonne heure à Chevilly, les plénipotentiaires s'arrêtèrent chez le prince de Schwarzenberg, qu'ils ne pouvaient se dispenser de voir et de prévenir avant de continuer leur route. Le duc de Raguse ne les y accompagna pas; mais pendant le temps où le duc de Tarente fut chez le prince royal de

Wurtemberg, son collègue se rendit chez le généralissime. Le duc de Tarente, ayant appris du prince de Wurtemberg que le duc de Raguse devait passer avec ses troupes du côté des coalisés, lui en fit des reproches, ainsi que de l'entrevue qu'il venait d'avoir avec le prince de Schwarzenberg, à l'insu de ses collègues. Le duc de Raguse prétendit s'être dégagé de sa convention et promit de nouveau de ne faire aucun mouvement, avant l'issue de la négociation qui allait s'entamer (*).

On ne connaîtra sans doute jamais les détails de l'entrevue qui eut lieu entre le duc de Raguse et le prince de Schwarzenberg; trop de motifs s'opposent à leur publication. Mais voici l'exposé des faits qui l'ont suivie, et qui seront toujours considérés comme en étant les conséquences, à moins que des preuves solides ne viennent démontrer le contraire. Le 4 mars au matin, le prince de Schwarzenberg signa, scella et remit l'acte de garantie dont nous avons parlé ci-dessus (**), et qui ne dut naturellement être remis, qu'en échange de la convention signée par le duc de Raguse. D'après cette convention, le duc de Raguse devait se mettre en mouvement dès le 4 au jour (***), et le prince de Schwarzenberg avait ordonné que l'armée coalisée se tînt sous les armes, tant pour

(*) Tel est le récit que donne le duc de Raguse de cet événement malheureux.

(**) *Pièces justificatives* n° XXXVI.

(***) Plotho, Campagne de 1814, tome III, page 430.

rendre les honneurs militaires au 6e corps, que pour repousser les autres corps français qui voudraient poursuivre le duc de Raguse. La circonstance imprévue dont nous venons de rendre compte, changea ces dispositions, et il fut convenu que le 6e corps ne quitterait ses positions que dans la nuit du 4 au 5.

Un ordre du jour du prince de Schwarzenberg et un ordre du jour et de mouvement du maréchal Barklay de Tolly, tous deux datés *du 4 mars* (*) firent connaître la marche et la destination de ce corps aux armées coalisées. Deux régimens de cavalerie bavaroise furent tenus prêts pour l'escorter jusqu'à Fresnes, et deux de cuirassiers russes depuis là jusqu'à Versailles. Cette ville fut fortement garnie de troupes, non-seulement à cause de la disposition hostile des habitans, mais aussi par crainte que le 6e corps ne voulût revenir sur ses pas. D'après ces faits avérés, il est bien difficile d'admettre que le général Souham ait agi sans ordres et par la seule impulsion de la crainte. Dans cette hypothèse, les armées coalisées n'auraient pas été prévenues, et cependant elles étaient sous les armes dès le 4 au soir, et les régimens de cavalerie, destinés à l'escorte des troupes françaises, étaient à leur poste. Nous nous abstiendrons de toute réflexion; notre devoir se borne ici à retracer les faits. Cependant nous ne

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXVI.

pouvons pas nous empêcher d'observer, qu'il est douloureux de voir figurer dans l'histoire un ordre du jour, pareil à celui du maréchal Barklay de Tolly, qui accuse un général en chef français, d'avoir passé à l'ennemi avec son corps d'armée.

Le 5, à cinq heures du matin, les troupes sous les ordres du duc de Raguse (*), formant un corps de plus de huit mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux, avec quarante-huit pièces de canon, quittèrent leurs positions et se mirent en mouvement vers Juvisy. Les divisions Chastel et Lucotte, reçurent l'ordre de mouvement directement du général Souham; leurs généraux n'étaient pas dans le secret. La cavalerie du général Bordesoulle formait l'avant-garde; l'infanterie suivait en deux colonnes, entre lesquelles marchait l'artillerie; la cavalerie du général Chastel forma l'arrière-garde. On dit que le général Souham n'avait pas reçu d'ordres du duc de Raguse, mais qu'ayant été mandé par Napoléon pour lui expliquer les motifs qui le portaient à révoquer les ordres relatifs à la marche sur Paris, il craignit d'être arrêté et se décida avec ses collègues à partir sur-le-champ. Nous avons déjà fait voir que les coalisés étaient prévenus de ce mouvement. Nous y ajouterons que le restant du récit est inadmissible. D'abord, il n'y avait point d'ordre de mouvement donné

(*) Les divisions d'infanterie des généraux Souham, Ricard, Lagrange, Compans, Lucotte et Ledru des Essarts. Celles de cavalerie des généraux Merlin, Bordesoulle et Chastel.

pour l'armée; il n'y avait donc rien à révoquer; en second lieu quand il y en aurait eu, il n'était ni dans l'ordre des choses, ni même nécessaire de conférer en particulier avec un général, pour lui rendre compte de choses arrêtées avec les maréchaux, et que ce général avait apprises des plénipotentiaires et de son chef. Il est une autre version, qui n'est pas dépourvue de probabilité; c'est que le duc de Raguse, absolument décidé à aider de tout son pouvoir la révolution organisée par le prince de Bénévent, et voulant être le premier des maréchaux qui y coopérât activement, se hâta de frapper un coup décisif, qui fit échouer toutes les négociations tendantes à conserver la dynastie de Napoléon. Sans décider de la croyance que mérite cette version, nous remarquerons que l'événement l'a confirmée.

Les troupes du duc de Raguse ainsi enlevées par surprise, et croyant, d'après le silence qu'on faisait observer, qu'elles marchaient à l'ennemi, pour le surprendre lui-même, cheminèrent d'abord avec confiance. Mais après Juvisy, la présence sur leurs flancs de la cavalerie ennemie, qui les cotoyait sans les attaquer, commença à exciter des soupçons. A Fresnes elles ne purent douter qu'elles étaient entre les mains de l'ennemi, dont les nombreuses colonnes étaient déjà derrière elles. Un cri de *trahison* se fit entendre, et un nombre d'officiers, avec les éclaireurs polonais retournèrent à toute bride vers l'armée. L'indignation des troupes étai

à son comble, et les efforts des chefs pour les contenir auraient été inutiles, si l'impossibilité de se faire jour, au travers de l'armée ennemie, au pouvoir de laquelle elles se trouvaient, ne les eût forcées à continuer leur marche jusqu'à Versailles. Dès le matin, l'empereur Napoléon apprit le départ du 6e corps. Ce coup l'attéra et les expressions que lui arracha la douleur, prouvent qu'il lui fut aussi inattendu qu'il était sensible. « Qui au-» rait pu croire un pareil trait de Marmont? S'écria-» t il... Un homme avec lequel j'ai partagé mon » pain.... que j'ai tiré de l'obscurité.... dont j'ai » fait la fortune et *la réputation*.... voilà le sort » des souverains, M. le général Belliard, c'est de » faire des ingrats. » Le général Belliard fut envoyé sur-le-champ à Essonne; mais le duc de Trévise avait déjà garni la ligne. Cependant la division Leval y fut envoyée pour la renforcer.

Arrivés à Paris, le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence se trouvèrent seuls chargés de la négociation. On ne sait trop pourquoi ils en communiquèrent l'objet au gouvernement provisoire. Elle le mettait dans le plus grand embarras, il était donc évident qu'il y serait contraire; c'est ce qui arriva en effet. Le soir les plénipotentiaires virent l'empereur Alexandre et lui exposèrent l'objet de leur mission et les vœux de l'armée. Ces ouvertures ébranlèrent les déterminations énoncées par la déclaration du 31 mars. L'amour-propre était satisfait par l'abdication

forcée de Napoléon ; restait le sentiment du danger auquel les coalisés s'exposaient, en attachant irrévocablement aux destinées de son souverain malheureux, une armée qui pouvait encore les faire trembler. En rejetant ces propositions, la guerre recommençait avec plus d'activité que jamais et les coalisés dépouillés du prestige qui les avait accompagnés jusqu'alors, risquaient de voir la population se soulever contre eux et accourir renforcer les rangs des braves, qui défendaient l'indépendance nationale. Quelque importance qu'ils aient voulu donner à la possession de la capitale, ils sentaient bien que dans une guerre nationale ce n'était qu'une ville, qui leur était plus onéreuse qu'utile. L'empereur Alexandre se montra donc disposé à traiter sur ces bases et remit les plénipotentiaires au lendemain, afin d'avoir le temps de consulter le roi de Prusse et le gouvernement provisoire.

Cependant, l'empereur Napoléon, malgré l'envoi de ses plénipotentiaires, ne se faisait pas illusion sur la réussite de leur négociation. Il ne voyait pas l'avantage de la France, ni même sa dignité dans la régence d'une femme, qui aurait été sous l'influence de l'Autriche. Il ne voyait pas que les coalisés même voulussent le permettre, par un effet naturel de la jalousie que devait exciter la prépondérance qu'aurait acquise l'Autriche. Il n'ignorait d'ailleurs pas les desseins de l'Angleterre, devenue par son argent l'âme de la coalition;

Castlereagh avait donné son ultimatum. Cette opinion prophétique, et la défection du duc de Raguse, lui firent sentir le danger de laisser plus long-temps son armée près de Paris, et exposée à des suggestions et à des manœuvres, qui pouvaient amener d'autres défections. Il était sûr des soldats et de presque tous les officiers; depuis l'exemple du duc de Raguse il ne l'était plus des généraux. L'empereur Napoléon se décida donc à se rapprocher de la Loire. Le général Gérard reçut l'ordre, le 6 au matin, de faire occuper le pont de Malesherbes par une brigade, et de faire défiler son corps vers Puiseaux. Ceux du duc de Reggio et du général Molitor devaient le suivre avec le grand parc, et couverts sur leurs flancs par la cavalerie des généraux Defrance, Milhaud et St.-Germain. Les divisions Friant, Henrion et Lefol, couvertes par la cavalerie du général Ornano, devaient se mettre en mouvement, le 6 au matin, dans la même direction. Le comte de Valmy, qui avait été envoyé sur le Loing pour observer la marche de Winzingerode, devait se porter à Pethiviers. Le corps du duc de Trévise et les divisions Roussel et Leval devaient rester dans leurs positions, jusqu'au 7 à midi.

On a voulu prétendre que ce mouvement n'aurait pas pu être exécuté sans obstacles, parce que les coalisés avaient étendu leur droite vers Pethiviers. C'est une erreur: la droite des coalisés est constamment restée dans une position défensive

entre Palaiseau et Longjumeau, couverte à Orsay par la cavalerie de Ziethen, et à Montlhéry et à Arpajon par celle d'Emmanuel. Les troupes ennemies qui pillèrent Pethiviers et prirent les cent cinquante hommes de garnison, étaient l'avant-garde de Kaisaroff. Le corps principal de ce dernier passa le Loing à Souppes, pilla cet endroit et marchait sur Puiseaux, lorsque la brigade de dragons du général Rigaud le rechassa au-delà de la rivière. Ce n'étaient pas ces deux mille cosaques qui auraient retardé l'armée. L'avant-garde de Winzingerode n'avait pas dépassé Sens, que le général Allix défendit avec autant de courage que d'intelligence, jusqu'à ce que forcé par le nombre, et les obus de l'ennemi ayant incendié une partie de la ville, il fut obligé de se retirer à Villeneuve-la-Guyard. Mais le mouvement qu'avait ordonné l'empereur Napoléon, fut suspendu le 6 dès le matin. Le rapport que lui firent les plénipotentiaires de l'aspect favorable que prenaient leurs négociations, le décida à contremander les ordres de marche, malgré qu'il ne partageât en aucune manière leurs espérances.

La soirée et la nuit du 5 avril furent très-orageuses à Paris. Le prince de Bénévent et tous ceux qui avaient coopéré à l'acte de déchéance étaient dans des transes mortelles. L'établissement de la régence les exposait à la vengeance du gouvernement qu'ils avaient proscrit. Ayant jeté le masque sans retour, il n'y avait plus de possibilité

d'entrer en composition; biens, honneurs, emplois tout était perdu, et ils se seraient vus obligés de quitter la France avec ces armées étrangères, que les principaux d'entr'eux y avaient appelées. L'inquiétude des royalistes n'était pas moins vive. Ils ne voyaient que dans le rétablissement des Bourbons, la garantie de leurs intérêts et du retour du système monarchique, tel qu'ils voulaient le rétablir et tel qu'il leur convenait; la régence les privait de tout espoir de ce côté. On ne voyait dans les salons du faubourg St.-Germain que des figures allongées et sur lesquelles étaient peints l'abattement et l'anxiété. Dans la nuit, l'empereur Alexandre réunit chez lui le gouvernement provisoire; le général Dessolles, en sa qualité d'ami du général Moreau et de général en chef du nouveau gouvernement, fut également appelé à cette conférence. Le prince de Bénévent employa toute la rhétorique de ses collègues, pour détourner l'empereur de Russie d'une négociation, ou plutôt d'une concession qu'il paraissait disposé à faire. La déclaration du 31 mars fut remise sur le tapis; mais il était impossible de la rappeler, sans qu'elle ne fût accompagnée du souvenir pénible, qui suit un acte peu réfléchi et prématuré, publié avec une précipitation qui doit toujours être éloignée d'un acte d'une importance pareille. L'espèce de surprise par laquelle il avait été, pour ainsi dire arraché, ne pouvait manquer de ressortir vivement, à côté des dangers qui pouvaient accompa-

gner son exécution. D'un côté étaient deux villes isolées, à une grande distance l'une de l'autre, et servant d'unique appui à la coalition; de l'autre côté était un empire ayant encore son armée, son chef et son gouvernement. Un acte comme celui du 31 mars, tendait à priver la coalition de l'appui que pouvaient lui prêter les apparences conservées jusqu'alors. Les raisonnemens et les efforts du prince de Bénévent, ne parurent pas ébranler l'empereur Alexandre. En effet lui et ses collègues avaient, il est vrai, servi les coalisés; mais ceux-ci, en promettant de *pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événemens*, avaient conservé le droit de diriger cette issue selon leurs propres intérêts. Le géneral Dessolle chercha alors à émouvoir l'empereur Alexandre par un discours touchant, où il lui exposa qu'ayant toujours été l'ennemi de Napoléon, il ne s'était cependant décidé à suivre les bannières du gouvernement provisoire que d'après cette déclaration du 31 mars, et que si la coalition reconnaissait la régence, il ne lui restait d'autre parti que celui de demander un asile en Russie. L'empereur Alexandre répondit en déclarant que ni lui, ni les autres souverains n'abandonneraient à la merci de Napoléon et de sa dynastie, les hommes qui avaient pris part à la révolution qui s'était faite dans Paris. C'était, dans le fait, garantir de nouveau la promesse que nous avons rappelée ci-dessus; mais cette réponse ne préju-

geait pas la question principale. On pouvait en effet, traiter avec Napoléon et ne pas abandonner le soin de *l'avenir*, pour les individus qui se trouvaient compromis ; cela pouvait se faire sans qu'ils restassent en France.

Le 6 au matin, le prince de Moskowa, et les ducs de Tarente et de Vicence, reprirent la négociation entamée la veille. L'empereur Alexandre, à la décision duquel les autres souverains s'étaient remis, présenta encore quelques objections. Le prince de Bénévent, dans la conférence de la nuit précédente, ne lui avait pas laissé ignorer que le gouvernement provisoire fondait son espérance et ses promesses sur des défections, qui devaient prouver que le vœu de l'armée était au moins partagé et par conséquent douteux. La discussion cependant prenait une tournure favorable aux négociations, lorsque *le général de jour*, vint remettre à l'empereur Alexandre une dépêche du prince de Schwarzenberg et lui annoncer que le corps du duc de Raguse, était passé du côté des coalisés et était arrivé à Versailles. Cet événement changeait la face des affaires ; la défection du duc de Raguse, en même temps qu'elle ôtait douze milles hommes à l'empereur Napoléon, pouvait en faire espérer d'autres, et donnait du poids aux promesses du gouvernement provisoire. Le danger qui avait pu déterminer les coalisés à revenir sur leurs pas, diminuait, et ils pouvaient encore une fois changer de détermination. La retraite

d'un corps, qu'on pouvait croire volontaire de la part des individus, annonçait alors de l'ébranlement dans l'armée. Cet ébranlement pouvait amener sa désorganisation et alors tous les obstacles, qui s'opposaient à la révolution du 31 mars, avaient disparu. On renonça cependant à l'idée de ne plus traiter avec Napoléon, non pas précisément parce qu'elle était absurde dans la position actuelle des choses, mais pour séparer toujours davantage sa cause de celle de la nation et de l'armée. On croyait pouvoir le forcer à abdiquer sans condition; s'il s'y soumettait on avait rempli une grande partie du but, puisqu'en traitant avec une gouvernement provisoire, dépourvu de tout moyen de résistance, on était maître des stipulations. Si Napoléon refusait, on serait toujours à temps de prendre un parti convenable aux circonstances.

L'empereur Alexandre, après avoir lu la dépêche qui lui fut remise, reprit la question du vœu de l'armée, et la retourna contre les argumens des plénipotentiaires. Ils s'étaient appuyés de ce vœu pour insister sur la nécessité d'accepter l'abdication conditionnelle. Il leur objecta qu'ils ne connaissaient pas bien la volonté, ni les sentimens de l'armée française. Il leur demanda s'ils savaient que le 6e corps s'était rangé en entier du côté des coalisés. Les plénipotentiaires, d'après l'assurance donnée par le duc de Raguse, nièrent la possibilité de ce fait. La communication de la dépêche

les en convainquit. L'empereur de Russie leur annonça alors que cette circonstance, prouvant que l'empereur Napoléon ne pouvait pas compter sur le vœu de l'armée, changeait les bases de la négociation. Celles qu'il posa furent l'abdication absolue, moyennant la cession d'une principauté indépendante, où Napoléon pourrait se retirer.

Le même jour, le prince de Bénévent et ses collègues, incertains encore de l'issue des nouvelles chances que pouvait amener la rupture de cette négociation, se déterminèrent à porter la dernière main à leur ouvrage. Ils n'ignoraient pas que la nation entière exigeait des garanties du gouvernement quelle reconnaîtrait. On avait reproché à Napoléon le despotisme de sa constitution impériale; on ne pouvait pas justifier ce reproche, tant qu'on laisserait la France en présence de l'anarchie, qui pourrait produire un nouveau despotisme, qui n'aurait pas même de limites apparentes. Il fallait apporter un prompt remède, aux dangers que présageait le choc des partis en présence et à l'exaspération, qui s'augmentait d'un côté, tandis que l'impatience de quelques individus menaçait de prendre une initiative imprudente et de remettre ainsi en question, ce que le sénat croyait avoir décidé. Le moyen qui parut le plus propre à calmer les esprits et à arrêter des tentatives irréfléchies, fut celui de faire rédiger en hâte une constitution par le sénat.

C'est ici le lieu de rendre justice à une partie

des membres de ce corps. Connaissant et partageant les vœux de la France, ils opposèrent une résistance courageuse aux efforts qu'on employa pour leur faire rédiger un acte, qui abolît les principes consacrés depuis vingt-cinq ans. La constitution, qui fut rédigée en quelques heures, portait dans ses vingt-neuf articles, plusieurs garanties qui ont été conservées par la charte, et d'autres qui auraient pu s'y trouver. Le 1[er] article appelait à la couronne Louis Stanislas Xavier et le 29[e] assujétissait le nouveau souverain à un serment, *après* lequel il serait proclamé *Roi des Français*. Mais l'article 5 et l'article 6, entièrement consacrés à stipuler les conservations et les intérêts pécuniaires du sénat actuel, devinrent la pierre d'achoppement de cette œuvre éphémère. Quelques sénateurs mus sans doute, par un noble désintéressement et peut-être apercevant le piége qu'on leur tendait, s'opposèrent à l'insertion de ces deux articles qu'on peut appeler scandaleux; mais la majorité l'emporta, et en scellant sa déconsidération, le sénat fournit le premier prétexte de sa chûte. Le gouvernement provisoire se hâta de faire promulguer l'acte constitutionnel, qui devait servir de motif pour décider les adhésions au nouvel ordre de choses. Mais en ôtant au sénat l'appui de l'opinion publique, on lui avait enlevé la force nécessaire pour soutenir son ouvrage. Il n'était plus difficile de faire valoir comme motif de nullité, le défaut de pouvoirs de

la part du sénat, pour faire une constitution, pour laquelle il n'y avait pas de mandat de la nation. On aurait pu y ajouter qu'il n'en avait point d'autre qui l'autorisât même à se réunir, que l'invitation des coalisés. Ainsi fut accompli le premier et le principal projet des chefs de la révolution du 31 mars. La nation se trouva sous l'empire d'un acte constitutionnel illusoire, qui pouvait être déchiré sans cérémonie, ainsi qu'il le fut. Il ne lui restait alors d'autre ressource, pour échapper à l'anarchie, que d'accepter le pouvoir tel qu'il se présenterait. Heureusement que les vœux et l'opinion des Français étaient connus, et que le prince appelé au trône sut les apprécier et les accomplir; la charte vint remplacer le dernier sénatus-consulte. Elle calma les esprits agités et assoupit les méfiances.

Pendant que le gouvernement de Paris s'occupait de faire rédiger cette constitution provisoire, il ne perdait pas de vue l'armée. Un aide de camp du ministre de la guerre, fut envoyé à Fontainebleau près du prince de Neufchâtel, pour porter l'acte de déchéance et recueillir des adhésions. Sa mission lui réussit à merveille. Le prince de Neufchâtel ne signa pas le premier; la prudence le défendait. Mais un assez grand nombre de généraux, mandés successivement chez lui, ayant apposé leurs signatures à l'acte d'adhésion, le prince y joignit la sienne. La défection tacite du major-général parut aux coalisés un avantage

immense; mettant Napoléon au nombre des rois fainéans, ils regardaient son chef d'état-major comme le créateur de tous ses plans militaires. Cette prévention, fondée sur une erreur impardonnable, dure encore. Néanmoins cette défection fit, non par elle-même, mais par ses conséquences un grand mal à Napoléon. Il en résulta que, dès le 7, lorsqu'il connaissait à peine le refus de son abdication conditionnelle, il était déjà abandonné par presque tous les généraux qui l'entouraient. Au reste, les faits que nous venons de rapporter ne sont pas sans exemple dans l'histoire. Othon, après la bataille de Bedriac, se donna la mort, parce que, disait-il, la défense des intérêts d'un homme ne valait pas le sacrifice de plusieurs milliers de citoyens. Eh bien! Othon, dont on n'a pas assez apprécié le patriotisme, expira abandonné; tous les sénateurs, les chevaliers et les chefs des légions qui l'entouraient, le quittèrent mourant, pour aller au-devant de son successeur. Les soldats seuls accompagnèrent son corps au bûcher, où quelques-uns se précipitèrent pour le suivre. Mille autres exemples pareils s'offrent dans les annales du genre humain, et devraient apprendre aux souverains, qu'ils ne doivent pas même compter sur les favoris qu'ils élèvent et qu'ils enrichissent aux dépens des intérêts des peuples.

Le duc de Raguse de son côté, sachant que les coalisés avaient refusé de reconnaître la régence, se hâta de se rendre à Versailles pour passer la

revue de son corps. Il adressa aux troupes un ordre du jour, qui n'était pas rédigé de la manière la plus convenable, pour persuader des soldats, qui n'ignoraient pas qu'ils avaient été enlevés par surprise. Il finit par la promesse de leur donner de bons cantonnemens *pour oublier les fatigues.* Ce n'était pas le langage qu'il aurait fallu tenir à des soldats français, accoutumés à tout sacrifier pour la patrie et qui n'étaient sûrement pas sourds à sa voix. Cette pièce imprudente produisit l'effet auquel on devait s'attendre. Le voile fut entièrement déchiré, et l'indignation alluma un soulèvement général. Ce ne fut pas la crainte de la Sibérie, comme on a voulu l'insinuer, qui irrita les soldats; ils ne devaient pas plus la craindre qu'à Champaubert. Mais ce fut la certitude d'avoir été mis au pouvoir de l'ennemi, avant qu'on daignât les consulter; il y avait eu véritablement tromperie à leur égard. En vain les généraux voulurent-ils essayer de calmer les soldats; ils avaient perdu leur confiance et ils échappèrent à peine au milieu des coups de fusils dirigés contre eux de toutes parts. Enfin la triste certitude de ne pas pouvoir forcer une ligne de deux cent mille ennemis, placés entre eux et leurs compagnons d'armes, les força de se soumettre à la nécessité; ils se laissèrent conduire à Mantes.

Cependant le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente, quittèrent Paris dans la journée du 6. En passant à Chevilly, les deux pre-

miers s'y arrêtèrent, pour conclure avec le prince de Schwarzenberg un armistice nécessaire pour la continuation des négociations. Il fut en effet conclu sans retard, pour quarante-huit heures, et proclamé aux deux armées. Le duc de Tarente fut chargé de rendre compte à l'empereur Napoléon, de l'issue défavorable qu'avaient prise les négociations, depuis la défection du duc de Raguse. L'empereur Napoléon se résigna, et remit le lendemain matin, aux mêmes plénipotentiaires, ses instructions et ses pouvoirs sur la base de l'abdication pure et simple (*). Lui-même l'annonça

(*) On a beaucoup glosé sur cette résignation et sur le calme et l'impassibilité de l'empereur Napoléon pendant tous ces événemens.

Le duc de Vicence a publié une pièce qui pourra mieux servir à expliquer cette indifférence, en faisant voir que le parti de l'abdication était pris par Napoléon dès le commencement de la campagne. Elle expliquera aussi les motifs pour lesquels il n'a pas cru pouvoir consentir à démembrer la France de 1802. Cette pièce appartient à l'histoire; nous la rapporterons.

Paris, le 19 janvier 1814.

......La chose sur laquelle l'Empereur insiste le plus, c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles. C'est là une condition *sine quà non*. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin, ne compense point ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le seul démembrement de la Pologne. Tous ces états se sont agrandis. Vouloir ramener la France à son état ancien, *ce serait la faire décheoir et l'avilir*. La France sans les départemens du Rhin, sans la Belqigue, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses an-

à son lever. Après les modifications qui avaient successivement été faites aux déclarations, aux promesses des coalisés, en commençant par les notes officielles de Francfort, l'empereur Napoléon n'était pas bien certain que les conditions qu'il avait acceptées fussent maintenues. Il était évident que les coalisés n'avaient pas encore découvert le fond de leurs projets, et qu'ils n'y poseraient de limites, que celles que leur tracerait la crainte de se perdre par excès de prétentions. Il était possible que le voyant consentir à l'abdication, on exigeât qu'il fût livré, ou qu'il se remît lui-même à discrétion; depuis 1815, on ne peut plus nier que ce soupçon ne pût être fondé. Voulant se tenir prêt à tout événement, il prépara dans son cabinet les dispositions nécessaires pour se reployer, avec les troupes qui lui restaient fidèles, sur l'armée du Rhône et aller de là joindre celle

ciennes frontières, est inséparable du rétablissement des Bourbons; parce qu'eux seuls pourraient offrir *une garantie du maintien de ce système*. L'Angleterre le sent bien. Avec tout autre, la paix, sur une telle base, serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'Empereur, ni la république, si des bouleversemens la faisaient renaître, ne souscriraient jamais une telle condition. Pour ce qui est de S. M., sa résolution est bien prise, elle est immuable. *Elle ne laissera pas la France moins grande qu'elle ne l'a reçue.* Si donc les alliés voulaient changer les bases proposées ET ACCEPTÉES, *les limites naturelles de la France*, elle ne voit que trois partis; ou combattre et vaincre: ou combattre et mourir glorieusement, ou enfin, *si la nation ne la soutenait pas*, ABDIQUER. Elle ne tient pas aux grandeurs. Elle n'en achètera jamais la conservation par l'avilissement.

d'Italie. Ce projet était moins audacieux peut-être qu'on ne le pense. Il lui était facile de gagner quelques marches sur les coalisés; l'armée autrichienne du sud ne pouvait pas l'arrêter, ni l'empêcher de passer les Alpes. Son nom, sa présence et la proclamation de l'indépendance de l'Italie, mettaient ce pays sous les armes en sa faveur, et les coalisés auraient pu se voir bientôt rappelés sous les murs de Vienne. Le même matin, il passa la revue des 2e et 7e corps; ces vieilles bandes se montrèrent toujours également dévouées, et les vétérans sillonnés d'honorables blessures, saluèrent leur général par les mêmes acclamations qu'aux jours de sa gloire; ils n'avaient cependant ni palais, ni riches dotations. Après la revue, Napoléon voulut savoir s'il pouvait compter sur son armée. Il consulta le duc de Reggio. Ce dernier lui répondit que non, parce qu'il avait abdiqué, et que le soldat ne connaissait pas de restrictions politiques. Le duc de Reggio répondit dans le sens de l'adhésion, qu'avaient déjà signée la plupart des généraux; ce n'était pas là la question. La question était de savoir si l'abdication absolue serait même acceptée, et si, dans le cas où elle ne le serait pas, les soldats voudraient défendre leur souverain plutôt que de le livrer. *Leur* réponse n'était pas difficile à deviner. Napoléon se décida à attendre le résultat de ses nouvelles négociations. Le même jour l'empereur Napoléon publia son ordre du jour du 4, qu'on peut regarder comme une

proclamation, en réponse à l'acte de déchéance. Le sénat n'y est pas flatté, ainsi qu'on pourra en juger par les passages suivans. « L'Empereur » remercie l'armée de l'attachement qu'elle lui té» moigne, et principalement parce qu'elle recon» naît que la France est en lui et non dans le peu» ple de la capitale. — Le soldat suit la fortune et » l'infortune de son général, son honneur et sa ré» ligion. — Le sénat s'est permis de disposer du gou» vernement français; il a oublié qu'il doit à l'Em» pereur le pouvoir dont il abuse maintenant; que » c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres » de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité » et protégé l'autre, contre la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la consti» tution; il ne rougit pas de faire des reproches » à l'Empereur, sans remarquer que, comme le » premier corps de l'état, il a pris part à tous les » événemens; il est allé si loin qu'il a osé accuser » l'Empereur d'avoir changé des actes dans la » publication (d'être faussaire). Le monde entier » sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices : *un » signe de sa part était un ordre pour le sénat, » qui toujours faisait plus qu'on ne lui deman» dait.* »

Pendant ce temps, le gouvernement provisoire prit divers arrêtés, basés sur l'abdication absolue, et qui, jusqu'à la conclusion du traité que les coalisés négociaient avec l'empereur Napoléon, ne pouvaient avoir d'effet que dans les départemens

qui environnaient Paris. Le 9, un ordre du gouvernement provisoire enjoignit à la garde nationale, de prendre la cocarde blanche, *redevenue cocarde nationale.*

Le 11 avril, le traité, non pas secret mais autentique, puisqu'il fut imprimé dans le temps, par lequel l'empereur Napoléon stipulait, et les coalisés acceptaient son abdication des couronnes de France et d'Italie, fut conclu et signé (*). Napoléon le ratifia le lendemain, et ensuite dicta au duc de Bassano son acte d'abdication, dans les termes suivans.

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au » rétablissement de la paix en Europe, l'empereur » Napoléon, *fidèle à son serment*, déclare qu'il » renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de » France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacri» fice personnel, même celui de la vie, qu'il ne » soit prêt à faire dans l'intérêt de la France. »

(*) *Pièces justific.* XXXVII.

CHAPITRE XI.

Opérations dans la Belgique, — Seconde tentative du duc de Weimar sur Maubeuge. — Mouvement du général Maisons sur Gand. — Combat de Sweweghem, le 31 mars. — Suspension d'armes dans le nord. — Opérations de l'armée du Rhône. — Combat de St.-Georges, le 18 mars. — Combat de Limonest, le 20 mars. — Evacuation de Lyon. — Mouvemens du général Marchand. — Armistice pour l'armée du sud.

Nous avons laissé, dans le nord, le duc de Weimar, disposé le 16 mars à faire une tentative sur Maubeuge. Le 17, le général Lecoq, destiné à cette entreprise, se mit en mouvement et vint le 18 à Requignies, où il forma l'invertissement de Maubeuge sur les deux rives de la Sambre. Nous avons déjà vu que la garnison de cette place était composée d'un bataillon de gardes nationales du Pas de Calais, d'un de douaniers et d'un dépôt de chasseurs à cheval; en tout, mille hommes et trente chevaux. Les Saxons, qui avaient jugé la

garnison précisement double de ce qu'elle était, passèrent les journées du 19 et du 20 à reconnaître les approches. Ils s'imaginèrent voir des ouvrages de campagne partout et un camp retranché à Roussy. Le 21, environ quatre cents Saxons, qui occupaient le poste d'Assevent, pensèrent en être chassés par une patrouille de la garnison. Dans l'après-midi, le général Lecoq ayant été renforcé par trois bataillons prussiens, s'enhardit et fit attaquer les hauteurs de Roussy, où la garnison poussait également des patrouilles. Elles furent occupées sans peine. Dans la journée du 22, le général Lecoq fit construire trois batteries de bombardement sous le feu de la place, dont la mitraille lui tua quelques hommes. Le 23, vers trois heures du matin, les Saxons ouvrirent le feu de quatre pièces de vingt-quatre, six de douze et huit mortiers. L'artillerie de la place, servie par la garde nationale, y répondit avec tant de vigueur, que vers midi la moitié des batteries ennemies était démontée et un magasin sauté avec quelques hommes. Le duc de Weimar, qui s'était rendu devant la place, voyant que ses pièces allaient être réduites au silence, la fit sommer. Le colonel Schouler rejeta la sommation et refusa même une suspension d'armes qui fut demandée. Force fut aux Saxons de continuer le feu, comme ils purent, jusqu'au soir. Pendant la nuit, le duc de Weimar fit retirer l'artillerie de siége à Mons, où il se rendit tout honteux de son équipée et prétextant

avoir *manqué de munitions*. Le général Lecoq se replia à Requignies, où le rejoignit le général Ryssel. Le 24 au matin, la garnison de Maubeuge fit une sortie et chassa l'arrière-garde ennemie de Ferrière-la-Grande. Le général Lecoq se contenta de continuer le blocus de Maubeuge, de sa position de Requignies. Le général Borstel, qui s'était avancé à Bavay, partit ce jour-là avec sa division, pour rejoindre le corps de Bülow à Laon.

Le général Thielemann resté à Tournay, voyant que le général Maisons ne faisait aucun mouvement, imagina le 23 de faire un grand fourrage sous les murs de Lille. Il disposa à cet effet ses troupes sur trois colonnes. Celle de droite d'un bataillon, un escadron et deux canons, devait passer la Marcq à Choraing; la seconde de même force, devait passer à Bouvines, la troisième de six bataillons, deux escadrons et neuf canons devait se diriger, par Orchies, sur Pont-à-Marcq. Les deux premières colonnes replièrent nos avant-postes sous le canon de Lille. Mais le général Maisons, qui avait réuni son corps d'armée à Sanghien, ayant reconnu la faiblesse des deux colonnes ennemies, les fit charger par le général Castex, qui les culbuta au delà de Bouvines, leur tua environ soixante hommes et en prit une centaine. Le général Thielemann, qui était à la tête de sa colonne de gauche, se hâta de se replier à Tournay.

Le général Maisons, voyant l'ennemi occupé de-

vant Maubeuge, et ayant appris le départ de la division Borstel, reprit son projet de s'avancer à Gand, pour rallier la division Roguet. Ayant annoncé, pour donner le change à l'ennemi, qu'il avait le dessein de débloquer Maubeuge, il employa la journée du 24 à préparer l'équipage de ponts, dont il avait besoin pour rester maître du passage de la Lys. Le 25, il se mit en mouvement avec les division Barrois, Solignac et Castex, faisant environ six mille hommes d'infanterie et onze cents chevaux, avec vingt bouches à feu. Le corps de partisans du major Hellwig fut aisément chassé de Menin, et le soir le corps d'armée arriva à Courtray. Le général Maisons poussa encore le même jour le général Penne avec sa brigade, quelque cavalerie et de l'artillerie jusqu'à Pelleghem. Le 26, le général Penne attaqua les avant-postes ennemis à Deynse et les mena battant jusqu'à Gand. Cette ville se trouvait en état de défense et garnie de quelqu'infanterie. Vers trois heures après midi, le général Maisons y arriva avec son corps d'armée et ordonna l'attaque. La brigade Penne, qui en fut chargée, emporta la porte de la Lys et enleva l'artillerie qui la défendait. Les cosaques de Bihaloff essayèrent une charge pour la reprendre, mais ils furent enfoncés par nos lanciers et poussés en déroute jusqu'à Melle. On leur prit une centaine d'hommes, ainsi que le colonel de Polis avec une douzaine d'officiers, formant le cadre de son régiment d'insurgés Belges. Le même jour,

le général Maisons envoya à Lockeren le colonel Villatte avec cinquante lanciers et une compagnie de voltigeurs, pour ouvrir la communication d'Anvers et porter l'ordre au général Roguet de quitter cette place et de venir prendre position entre Gand et Alost. Cette fois la jonction réussit, et le général Maisons se trouva renforcé de quatre mille hommes d'infanterie, deux cents chevaux et quatorze canons.

Aussitôt que le général Thielemann apprit que le général Maisons marchait sur Gand, il partit lui-même de Tournay et vint occuper Courtray, avec sept bataillons, quatre escadrons et treize canons. Mais ne s'y croyant sans doute pas assez fort, il retourna le 27 à Tournay, où il fut renforcé par sept bataillons et un escadron saxons. D'un autre côté, la position qu'avait prise la division Roguet, donna au duc de Weimar des inquiétudes pour Bruxelles. Pour couvrir cette capitale, il ordonna au général Wallmoden, qui venait d'arriver à Louvain, de se rendre sans délai à Alost avec sa première brigade, forte de quatre bataillons, quatre escadrons et seize canons. La seconde brigade se rendit devant Anvers, pour relever le général Gablentz, qui devait également se rendre à Alost avec ses quatre bataillons. Le colonel de Lottum, qui se trouvait à Bruxelles avec quelques bataillons prussiens et saxons, en partit aussi pour aller renforcer le corps qui s'assemblait à Alost.

Ces préparatifs terminés, le duc de Weimar se rendit le 30 à Alost, et fit ses dispositions pour écarter le général Maisons de Bruxelles. Les douze bataillons, sept escadrons et trente canons qui étaient réunis à Alost, devaient attaquer l'armée française de front. Le général Thielemann devait déboucher d'Oudenarde, avec quinze bataillons et sept cents chevaux. Le major Hellwig fut renforcé d'un bataillon et deux canons et occupa Deynse et Haerlebecke, de concert avec le major Pückler. Tournay fut occupé par deux mille hommes, que soutenaient un détachement de pareille force à Leuze. La ligne d'avant-postes devant Condé et Valenciennes appuya à droite; le général Lecoq resta au blocus de Maubeuge. La position du général Maisons serait devenue critique, s'il avait perdu un plus long temps à Gand. Le général Graham pouvait venir se placer entre Gand et Anvers, à la longue peut-être, même l'armée suédoise serait-elle venue aussi; il suffisait de lui en laisser le temps. Mais ce n'était pas le but du général Maisons. Le mouvement de la division Roguet avait dû donner des craintes à l'ennemi pour Bruxelles; tel avait été son but. Il était naturel que le duc de Weimar fit des dispositions pour couvrir cette place; car ne sachant pas que le général Maisons voulait revenir à Lille, il ne pouvait agir autrement. Or le mouvement que l'ennemi faisait pour couvrir Bruxelles, dégageait nécessairement la Lys; le général Maisons avait résolu de n'attendre que

l'instant où il serait prononcé, pour se mettre en retraite.

Le 30 mars, à trois heures du matin, l'armée française quitta Gand, sur deux colonnes. Le général Solignac, avec sa division et une brigade de cavalerie, suivit la rive gauche de l'Escaut; le restant du corps suivit la droite de la Lys. Le soir les deux colonnes se réunirent à Courtray. Le général Thielemann, instruit de ce mouvement, conçut le projet d'atteindre l'arrière-garde française et de forcer le général Maisons à combattre. Ayant donc donné l'ordre aux généraux Gablentz et Wallmoden de venir le joindre par Oudenarde, il en partit dans la nuit du 30 au 31, avec environ dix mille hommes d'infanterie, sept cent chevaux et seize canons. A six heures du matin le poste de Sweweghem fut attaqué et forcé de se replier sur Courtray. Le général Thielemann déboucha aussitôt de Sweweghem, en colonnes d'attaque. Le général Maisons fit sortir ses troupes de Courtray et les forma dans la plaine. S'étant assuré que l'ennemi ne débouchait que par la route d'Oudenarde, il s'avança au devant de lui; la division Roguet de front, celles des généraux Solignac et Barrois en colonne sur les ailes, débordant celles de l'ennemi. Le général Thielemann reconnaissant la faute, qu'un peu trop de présomption lui avait fait commettre, chercha à éviter le combat. La division Roguet, le 10e de tirailleurs en tête, aborda le village de Sweweghem, l'emporta, fit

prisonnier un bataillon entier, et coupa ainsi la ligne ennemie. Les cuirassiers saxons essayèrent une charge pour arrêter notre infanterie; la brigade de chasseurs, du général Daudenarde les prit en flanc et les culbuta. Bientôt tout le corps de Thielemann fut en pleine fuite. Le général Dariule, avec un bataillon et quelques pièces les poursuivit quelque temps. Les Saxons perdirent environ six cents hommes tués ou blessés, autant de prisonniers et trois canons. Le général Thielemann rallia ses troupes à Oudenarde, où il trouva les généraux Gablentz et Wallmoden. Le général Maisons, ayant laissé la division Barrois à Awelghem, pour observer Thielemann, marcha le même jour sur Tournay. La division Solignac poussa les avant-postes ennemis dans la place, et le général Maisons, espérant pouvoir tenter un coup de main, fit établir des batteries pour la battre. Leur feu dura jusqu'à dix heures du soir et causa quelque dommage à la ville. Mais ayant été informé pendant la nuit, que les quatre bataillons de la garnison avaient été renforcés par les quatre du général Gablentz et par les deux qui étaient à Leuze, il renonça à son entreprise. Ayant donné l'ordre au général Barrois de se retirer à Lille, il prit la même direction le 1er avril au matin. Le colonel Lottum qui avait occupé Gand le 30, avec quatre bataillons, s'avança le 31 jusqu'à Haerlebeck.

Le 1er avril, le colonel Lottum retourna à Gand; le général Thielemann vint à Tournay, et le

corps de partisans de Hellwig occupa Courtray. Le duc de Weimar, ayant été renforcé par quelques bataillons saxons et par la brigade du général Walmoden, que les Suédois avaient relevée devant Anvers, fit une nouvelle disposition de son armée, qu'il divisa en deux grands corps, ayant en seconde ligne une double réserve. Le 3 avril, le général Thielemann avec onze bataillons, quatre escadrons et demi et seize canons, prit position à Tournay, le corps du major Hellwig occupa Courtray.

Le général Lecoq, avec quatorze bataillons, quatre escadrons, deux régimens de cosaques et quatorze canons, à Mons.

Le général Gablentz, avec sept bataillons, six escadrons et demi, et vingt-six canons, en réserve à Ath.

Le général Wallmoden avec huit bataillons, huit escadrons et vingt-quatre canons de la légion russe allemande, à Lessines.

La totalité de ces forces s'élevait à quarante bataillons, et vingt-trois escadrons, faisant vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et près de trois mille chevaux, ayant quatre-vingts canons.

Le général Maisons, rappelé dans la Belgique par les réclamations d'un grand nombre d'habitans, irrités des mauvais traitemens des coalisés, se préparait à une nouvelle expédition; mais voulant, avant tout ravitailler Maubeuge, il vint le 4 à Orchies, et le 5 à Valenciennes. La nouvelle de

la prise de Paris suspendit cependant ses projets. Ayant laissé la brigade Penne à Valenciennes, et jeté quelques bataillons dans Douai et dans Bouchain, il retourna à Lille. Le 7, il conclut avec le duc de Weimar un armistice indéfini, et arrêta la ligne de démarcation des deux armées. Cette ligne, partant de la mer à Ostende et Blankenberg, venait à Menin, qu'elle laissait à l'armée française, et suivait les frontières du département du Nord jusqu'à Maubeuge.

Pendant que cette suspension d'armes se négociait, quelques agitateurs, cherchant à profiter, dans leur intérêt particulier, de la crise où se trouvait la France, et voulant désorganiser l'armée, au risque de livrer nos places fortes à l'ennemi, commencèrent à exciter les soldats à la désertion. Le général Maisons serait venu à bout d'arrêter sans peine le désordre qui commençait à éclater, si le gouvernement provisoire de Paris, n'était venu y porter le comble. Le décret qui licenciait les conscrits, causa un soulèvement, dont les agitateurs cherchèrent à tirer parti à leur profit. Mais la fermeté du général Maisons fit rentrer les troupes dans l'ordre.

Nous avons quitté l'armée du Rhône à l'instant où le prince de Hesse-Hombourg se préparait à attaquer le duc de Castiglione, dans ses positions en arrière de Belleville. Le 17 mars, il se mit en mouvement sur deux colonnes. La première composée des divisions Bianchy et Wied-Runkel, et

des cuirassiers de Léderer se forma à Lancié. La seconde, composée de la division Wimpfen, se réunit aux Maisons-Blanches. Le corps allemand resta en réserve à Crêche. Le prince de Cobourg avait été détaché à la gauche de la Saône; la division Hardegg était devant Miribel, en face de la brigade Bardet. L'avant-garde française, abordée de front par ces masses, se replia en combattant sur la ligne. L'ennemi ne dépassa pas Belleville. Le duc de Castiglione occupa le soir les positions suivantes. La division Pannetier, avec le 4e de hussards, étaient en avant de St.-Georges, occupant Lagé-Lonsard; la brigade Ordonneau, avec le 12e de hussards, en arrière de Beaujeu; le général Musnier, avec la brigade Gudin, et le 13e de cuirassiers, en réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

Le 18, le prince de Hesse-Hombourg continua son mouvement offensif. La colonne du général Wimpfen, renforcée de la brigade hessoise du général Gall, devait attaquer de front, par la grande route. La division Bianchy, le centre de la ligne française, à Lagé-Lonsard, et la division Wied-Runckel, la gauche, par Beaujeu. Un détachement fut poussé le long de la rive droite de la Saône. Les avant-postes de la division Pannetier furent attaqués de bonne heure à Marsenne, qu'ils quittèrent après une assez vive résistance. Le général Bianchi attaqua alors Lagé-Lonsard, que la division Pannetier défendit long-temps avec valeur.

Mais la division Wied-Runckel, qui débordait la gauche, étant venue à bout d'occuper les hauteurs des Rues, et la tête de colonne du général Wimpfen s'approchant, le général Pannetier se vit forcé de céder sa position. Ayant été bientôt après soutenu par quelques troupes de la réserve, il reprit l'offensive. Le 4e de hussards chargea la brigade Gall, qui s'était abandonnée à la poursuite, la sabra et la culbuta en déroute; le 20e de ligne reprit Lagé-Lonsard. Le général Haugwitz, en essayant de rallier sa brigade, fut grièvement blessé, et la division Bianchi allait être ramenée en désordre, lorsquelle fut appuyée par celle du général Wimpfen, qui entra en ligne. Le combat se soutint encore quelque temps avec un succès à peu près égal ; mais enfin les progrès de la division Wied-Runckel , et les renforts que recevait l'ennemi de ses réserves firent pencher la balance. Vers le soir, le général Pannetier, ayant été forcé une seconde fois d'abandonner Lagé-Lonsard , le duc de Castiglione mit son armée en retraite, pour gagner la position de Limonest. Le général Ordonneau la soutint, en défendant le terrain pied à pied. Dès que le général Bianchi vit la division Pannetier à portée du défilé de St.-Georges, il poussa en avant les cuirassiers de Léderer , espérant acculer notre arrière-garde. Une décharge à bout portant du 67e régiment, arrêta cette cavalerie, qui se contenta de suivre la retraite avec

précaution. Le soir, l'armée du Rhône occupa les positions suivantes; la division Musnier, et le 4e de hussards à cheval de la route en avant de Limonest, celles des généraux Pannetier et Digeon, en seconde et troisième ligne. Un bataillon et un escadron furent portés à la Tour de Salvagny. L'armée ennemie s'avança jusqu'aux Échelles, où le général Léderer prit position. La colonne du général Bianchi vint à Anse; celle du général Wimpfen à Pommiers; leur avant-garde à la Chassagne. Le prince de Cobourg s'avança à Neuville.

Le 19, le prince de Hesse-Hombourg, que la grande supériorité de ses forces mettait en état de s'étendre tant qu'il voudrait, résolut de déborder la position de Limonest. Certain que le duc de Castiglione ne chercherait pas à déboucher par Anse, où il tint en réserve le corps d'Allemagne, il étendit son armée à droite, pour gagner la route de Moulins. Voulant d'abord s'assurer les passages de l'Azergue et de la Brevonne, il fit porter l'avant-garde du général Bianchi en avant du bois de Vanvres, vers Dammartin; celle du général Wimpfen s'avança sur la grande route, jusqu'à la hauteur de Chasselay. Le gros de son armée vint camper entre Belmont et Lozanne; le général Bianchi en première ligne, et le général Wimpfen en seconde. Le duc de Castiglione, de son côté, pour parer au mouvement de flanc auquel il s'attendait, déploya son armée vers la gauche. La division Mus-

nier resta sur les hauteurs de Limonest, occupant à sa droite Couzon et St.-Romain; la brigade Ponchelon (division Pannetier) avec les 4e de hussards et 13e de cuirassiers, fut placée sur la plateau entre Limonest et Dardilly. La brigade Estève occupa ce dernier village. Le général Digeon, avec le 12e de hussards et la brigade Beurmann, qui venait d'arriver de Catalogne, forte de quatre bataillons (environ deux mille hommes), fut placé en avant des Granges-Blanches; sa droite s'appuyait à la brigade Estève. Le général Bardet, qui était toujours à Miribel, détacha deux bataillons du 79e à Caluire, pour contenir la division du prince de Cobourg.

Le 20 au matin, le prince de Hesse-Hombourg mit ses troupes en mouvement. La colonne du général Bianchi passa les ponts de Dorieux, sans autres difficultés que celles qu'ont pu causer la maladresse des charretiers du train. Elle se déploya entre Dammartin et la Tour-de-Salvagny; le corps de Wimpfen suivait en colonnes serrées. La brigade Mumb, de ce dernier corps, fut dirigée sur Chasselay, pour tourner l'aile droite française dans la division de Pollemieux et Couzon. Une autre colonne d'environ six cents hommes, sous le colonel Nageldinger fut dirigée par la Tour-de-Salvagny, pour gagner la route de Clermont, en-deça de Grezieux. Ainsi un peu plus de seize mille hommes, à peu près enveloppés, allaient en avoir à com-

battre trente-quatre mille, soutenus par dix-huit mille autres à peu de distance (*).

Vers midi, la brigade autrichienne de Mumb, ayant chassé les postes français de Couzon et de Saint-Romain, se présenta sur la hauteur de Colonge. Le général Musnier se voyant tourné, au lieu de porter des troupes sur l'ennemi, se replia sur Lyon; en même temps, le général Bianchi,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DU RHONE, LE 20 MARS 1814.

		INFAN.	CAVAL.	CANO.
En ligne.	Div. Meunier	4,900		6
	— Pannetier	4,800		6
	— Digeon		1,800	6
	Brig. Beurmann	2,100		6
	Total	11,800	1,800	24
A Caluire.	79e régiment	1,500		
A Miribel.	Brigade Bardet	3,000		4
	Total	16,300	1,800	28
ARMÉE COALISÉE.				
Colonne du général Bianchi.	Div. Bianchi	8,000		24
	— Wied-Runkel	8,000		16
	— Grenadiers	3,000		8
	— Lederer		3,000	16
Colonne du général Wimpfen.	Brig. Wazel	4,300		8
	Lég. allemande	2,800	1,000	8
	Brig. Mumb	4,800		8
	Total	30,300	4,000	88
A la gauche de la Saône.	Brig. Cobourg	1,200	750	8
Devant Miribel.	Div. Hardegg	2,500	3,000	16
EN RÉSERVE.				
6e Corps d'Allemagne.	Autrichiens	9,000	750	76
	Hesse Darmstadt	7,000	600	8
	Total	50,000	9,100	136

ayant fait occuper la tour de Salvagny, se déploya sur le plateau en face de Dardilly. Le général Pannetier ne pouvant arrêter l'ennemi avec ses six pièces, et voyant que la division Musnier se retirait, se mit également en retraite. Le général Bianchi, maître, presque sans coup-férir, de ce poste important, vers une heure après midi, fit couronner les hauteurs par ses troupes, et les garnit d'artillerie; la division Wied-Runckel occupa Dardilly.

Cependant, le général Digeon, dès qu'il avait entendu l'engagement de la division Pannetier, avait porté en avant, vers la tour de Salvagny, le général Beurmann avec trois bataillons, deux escadrons et quatre canons. Dès que ce général fut arrivé à la hauteur de Dardilly, le général Bianchi envoya contre lui la division Wied-Runckel, avec laquelle le combat s'engagea. Le général Beurmann, voyant que le village de Dardilly était occupé par l'ennemi, et apercevant la colonne du major Nageldinger qui gagnait la route de Clermont, se replia sur Grange-Blanche. Le général Digeon, résolu de tenir à ce poste, plaça deux bataillons sur un mamelon à droite de la route, deux à gauche, et le 12e de hussards en réserve. La division Wied-Runckel se déploya bientôt après devant lui, et le combat se soutint sur ce point. Pendant ce temps, le général Bianchi poussait la division Pannetier, en appuyant à gauche, pour s'unir au général Mumb; vers trois

heures, les divisions Pannetier et Musnier furent acculées sur Lyon, et la fusillade s'engagea en avant du faubourg de Vaize.

Le duc de Castiglione avait quitté le champ de bataille assez mal à propos, vers une heure après midi, pour venir se concerter avec les autorités administratives de Lyon. Il accourut se remettre à la tête de ses troupes; les Autrichiens occupaient les hauteurs de la Duchère et de Roche-Cardon : le duc de Castiglione reporta en avant les divisions Musnier et Pannetier, et arrêta l'ennemi. Vers cinq heures du soir, le général Digeon, vivement pressé, était au moment d'être forcé, lorsque le duc de Castiglione lui envoya le 13e régiment de cuirassiers et une demi-batterie; ce renfort rétablit les affaires, jusqu'à l'arrivée de la colonne du général Wimpfen. Cette division entra de suite en ligne, et celle de Wied-Runckel s'étendit à droite. Malgré les efforts de la brigade Beurmann, cette division ennemie gagnait du terrain, et ses tirailleurs atteignaient déjà le faubourg St.-Just; alors le général Digeon, voyant que son artillerie allait manquer de munitions, hasarda deux charges. L'une, à droite, de deux escadrons du 13e de cuirassiers, sabra les canonniers d'une batterie de vingt pièces, du général Wimpfen; l'autre, de deux escadrons du 12e de hussards, porta à gauche sur la division Wied-Runkel; le régiment de Hiller, qui s'avançait sur la route de Clermont, fut sabré et perdit près

de quatre cents prisonniers et son colonel: ces deux charges arrêtèrent l'ennemi, et le combat cessa à la nuit.

Le prince de Cobourg, qui s'était avancé de Neuville, dès le matin, se présenta devant Caluire; le colonel Gay, du 79e, le ramena vigoureusement et assez en désordre. Le prince de Cobourg essaya, pour rallier ses troupes, une charge de six escadrons de cavalerie, mais les vieux soldats du 79e reçurent de sang-froid; et repoussèrent la charge avec tant de succès, que le prince de Cobourg fut arrêté et contenu jusqu'au soir. Devant Miribel, le général Hardegg n'osant attaquer le général Bardet, passa la journée en démonstrations. Pendant la nuit, le général Hardegg fit passer le Rhône à la nage aux hussards de Hesse-Hombourg; un assez grand nombre se noyèrent, et le restant rôda aux environs de Meizieux, sans oser pousser jusqu'à la route de Vienne.

Notre perte dans les journées du 18 et du 20, s'éleva à environ neuf cent cinquante hommes. Celle de l'ennemi fut de plus de trois mille hommes, dont quatre cents prisonniers.

Le 20 au soir, le duc de Castiglione convoqua les autorités administratives, pour leur demander si les habitans étaient déterminés à se défendre. Cette question, adressée au maire, était assez oiseuse; il n'était pas difficile de deviner qu'il repondrait négativement: l'incurie du général en chef avait mis sa responsabilité à couvert. La garde

nationale n'était pas armée, ni organisée; la ville était sans vivres. Le courage et le patriotisme des Lyonnais furent trahis, par la coupable négligence de celui qui était chargé de les défendre: il fut décidé que la seconde ville de l'Empire serait remise à l'ennemi. Dans la nuit, les équipages et l'artillerie quittèrent Lyon ; à deux heures du matin, l'armée les suivit, couverte par la brigade Bardet, qui faisait l'arrière-garde. Le 21, les Autrichiens y firent leur entrée solemnelle, et firent faire des clefs d'or pour les envoyer à leur souverain. Il faut ranger parmi les mille et un mensonges, qu'on se permet trop souvent dans les rapports officiels, la prise de vingt-deux canons et de deux mille cinq cents fusils, qu'annoncèrent leurs bulletins. Nous avons vu que les pièces d'artillerie, destinées à la défense de Lyon, étaient restées à Avignon; quant aux fusils, il n'y aurait que la plus insigne trahison qui ait pu conserver à l'ennemi des fusils, qu'on refusait à la garde nationale. Le duc de Castiglione se retira à Valence, pour être à portée de se joindre au général Marchand. Le prince de Hesse Hombourg s'arrêta à Lyon pour jouir de sa nouvelle conquête.

Devant Genève, le général Marchand était resté dans les positions où il s'était établi le 3 mars. Le général Bubna, de son côté, ne fit aucun mouvement jusqu'au 12. Alors le général Wimpfen ayant fait occuper St.-Claude, le général Klebelsberg fut envoyé à Trénex, pour ouvrir la commu-

nication avec le prince de Hesse-Hombourg. Le général Klebelsberg, ayant appris qu'il n'était resté que cent hommes au fort de l'Écluse, voulut y hasarder un coup de main. A son approche le tocsin sonna et environ trois mille paysans armés vinrent occuper les hauteurs qui dominent le fort. Les Autrichiens, après l'avoir inutilement canonné pendant la journée, se retirèrent le soir, harcelés par les paysans, qui leur firent perdre une centaine d'hommes. Après le départ de la brigade Bardet, le général Marchand avait fait occuper les ponts de Bellegarde et de Seyssel, chacun par un bataillon. Sa gauche ainsi couverte, il attendait l'arrivée de la division Vedel, venant de Turin, pour reprendre l'offensive contre Bubna. Ce fut dans cette position qu'il apprit, le 23 au matin, la reddition de Lyon; il fallut sur-le-champ se mettre en retraite. Les troupes qui étaient au fort de l'Écluse, à Seyssel, et au pont de Bellegarde reçurent l'ordre de se rendre en hâte à Moirans, devant Grenoble. Deux bataillons furent envoyés occuper Pont-de-Beauvoisin. Le restant des troupes se mit en marche le même jour, sur deux colonnes. La première conduite par le général Marchand, prit la route de Rumilly ; la seconde aux ordres des généraux Dessaix et Serrant prit celle d'Annecy. Le général Bubna fit sur-le-champ réparer les ponts de l'Arve et poussa le général Klebelsberg, avec les brigades Klopfstein et Zechmeister à la suite de nos troupes. Le 24, près d'Alby, le général

Serrant se voyant serré de trop près par le général Zechmeister, l'attaqua à son tour. Les Autrichiens furent culbutés jusqu'au pont de la Caille et perdirent plus de trois cents hommes. Le général Marchand resta le 24 et le 25 entre Alby et Rumilly; dans la nuit du 25 au 26, il continua sa retraite sur Chambéry et de là sur l'Isère: il y occupa, entre Montmélian et les Echelles, la position qu'il avait déjà tenue au mois de janvier. Le général Dessaix se retira au confluent de l'Arc, à la Chavanne, pour couvrir la marche des troupes qui pourraient venir d'Italie, et défendre la Maurienne.

Cependant le duc de Castiglione était arrivé à Valence, où l'armée fut réunie le 23. Au lieu d'étendre ses troupes derrière l'Isère, afin de donner la main au général Marchand et s'appuyer sur les montagnes du Dauphiné, il les échelonna en arrière, jusqu'à Pont-St.-Esprit. Le motif qu'il donna à cette singulière disposition, fut celui d'être en mesure de passer le Rhône, pour s'opposer à la jonction des Autrichiens avec Wellington. Il ne pouvait pas en donner le plus pitoyable. Il était évident que l'ennemi n'irait pas s'engager dans les montagnes du Vivarais et descendre en Languedoc, en laissant un corps de plus de vingt mille hommes derrière l'Isère. Il fallait donc s'attendre à le voir arriver en même temps sur Grenoble et sur Valence. Cependant le corps du général Marchand, séparé du restant de l'armée par

une aussi grande distance, pouvait être prévenu et coupé. Alors le duc de Castiglione se trouvait acculé sur Avignon ou rejeté au-delà du Rhône et privé de cinq mille hommes. Heureusement que les Autrichiens continuèrent à mettre la même lenteur dans leurs opérations. Le 23, ils envoyèrent seulement une avant-garde à St.-Vallier. Le 24, le prince de Hesse-Hombourg, ayant envoyé des partis lever des contributions à Roanne et à Feurs, dirigea le prince de Cobourg à St.-Étienne et mit son armée en mouvement. La colonne du général Wimpfen, la division Hardegg et celle de Darmstadt, suivirent la route de Grenoble; le général Hardegg occupa le 25 Bourgoin; le restant de l'armée dépassa Valence. A l'approche de l'ennemi, le duc de Castiglione fit détruire le pont de Romans et celui de la grande route de Lyon à Marseille.

Le général Marchand, s'attendant à voir une partie des forces ennemies se diriger sur Grenoble, fit occuper la Grande-Chartreuse, et plaça à Voiron deux bataillons du 18e léger; le défilé le long de l'Isère, au-dessus de Voreppe, fut fortifié et flanqué par une forte batterie à la rive gauche. Le 29, l'avant-garde du général Wimpfen, forte de deux mille cinq cents hommes, se présenta devant Voiron. Le colonel Cubières s'avança au-devant d'elle, et l'arrêta par un combat qui dura toute la journée. Le lendemain cependant, le général Marchand lui ordonna de se replier à Voreppe.

Les Autrichiens s'avancèrent lentement. Ce ne fut que le 3 avril, que le général Wimpfen fit attaquer Voreppe. Le colonel Cubières se défendit pendant quelques heures, mais ne voulant pas se compromettre par une plus longue résistance, il se replia sur le défilé dont les retranchemens étaient achevés. En même temps, le général Bubna se préparait à attaquer le général Dessaix à la Chavanne. La destruction du pont rendant l'attaque impossible, le général Bubna remonta l'Isère, jusque près de Conflans, au confluent de l'Arly, et passa la rivière en radeaux. Le général Dessaix n'opposa à l'ennemi que la résistance nécessaire, pour couvrir sa retraite sur Aiguebelle. De là, il se replia avec deux bataillons vers St.-Jean-de-Maurienne, et envoya le général Serrant prendre position avec le restant de ses troupes à Pont-Charra, en face du fort Barreau.

Le prince de Hesse-Hombourg, désespérant de forcer le passage de l'Isère, entre Valence et Romans, fit appuyer la plus grande partie de ses forces à gauche, et lui-même transporta son quartier-général à Rives. Son projet était de forcer le passage, en se rendant maître de Grenoble, que le général Bubna aurait attaqué à revers. La position du général Marchand devenait assez critique; menacé de front par des forces considérables, il était déjà débordé par la colonne de Bubna. Le duc de Castiglione, au lieu de lui envoyer des renforts, qui le missent à même de se défendre, s'était

contenté de faire remonter l'Isère à deux bataillons. Cependant, considérant, d'un côté, qu'il coûterait bien des peines et du sang à l'ennemi, pour forcer le défilé de Voreppe; et de l'autre, que le général Bubna serait facilement retardé et arrêté par un petit nombre d'hommes dans le pays difficile où il s'était engagé, il résolut de soutenir l'attaque. Tout paraissait disposé des deux côtés, lorsque le 11 avril, le prince Émile de Hesse-Darmstadt, fit demander une entrevue au général Marchand. Cette entrevue, qui donna lieu à la communication des événemens de Paris, fut suivie d'un armistice, *in statu quo*, qui fut conclu entre le duc de Castiglione et le prince de Hesse-Hombourg.

CHAPITRE XII.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Combat de Vic-Bigorre, le 19 mars. — Combat de Tarbes, le 20 mars. — Observations sur les mouvemens du duc de Dalmatie. — L'armée des Pyrénées arrive à Toulouse. — Mouvemens de Wellington vers la haute Garonne. — Il passe la Garonne au-dessous de Toulouse. — Erreur du duc de Dalmatie. — Dispositions qu'il fait pour défendre Toulouse.

Nous avons laissé, le 17 mars, le duc de Dalmatie en position autour de Momy, couvrant la route de Pau à Vic-Bigorre. La brigade Berton était en arrière à Lambége. Ce jour-là, le duc de Wellington fut rejoint par la cavalerie et l'artillerie de réserve de son armée; le maréchal Beresford s'approchait également d'Aire. Le 18, l'armée anglo-espagnole se mit en mouvement sur trois colonnes. Le général Clinton à l'extrême gauche se dirigea vers Plaisance; le général Picton avec la brigade Fane, sur Conchez; le restant de l'armée prit la route de Castelnau. La brigade Berton

se retira en combattant de Lambége vers Maubourguet. Le 19 le duc de Dalmatie, s'imaginant que le général anglais le suivait pour lui livrer bataille, s'établit à la rive droite du Layza sur le plateau de Lamayou. Mais à peine avait-il fait ses premières dispositions qu'il apprit que l'ennemi débouchait également par la vallée du Larros et allait se porter sur ses derrières. Il se décida alors à se retirer sur Tarbes, et se mit en marche sur-le-champ pour s'y rendre. Le général d'Erlon eut l'ordre d'occuper Vic-Bigorre afin de couvrir le mouvement du reste de l'armée, qui se dirigea par la route directe de Lamayou à Tarbes. Le général Berton fut laissé à Maubourguet, pour couvrir la retraite et donner le temps au général d'Erlon d'arriver à Vic-Bigorre. A peine le général Berton avait-il assis sa position, que la brigade anglaise de Fane se présenta devant Maubourguet. Le général Berton échelonna ses deux régimens en arrière de la ville, et, lorsque l'ennemi en déboucha, il fit charger la tête de la colonne par l'escadron d'élite du 21e de chasseurs. Les Anglais furent culbutés au travers de Maubourguet, sur leur infanterie qui arrivait, et cet échec les rendit un peu plus circonspects. La retraite continua en bon ordre jusqu'à Vic-Bigorre, où venait d'arriver le général d'Erlon. La division Darricau arrêta la cavalerie ennemie et la rejeta même en arrière; la brigade Berton se dirigea sur Rabastens. Vers trois heures la division Picton et la brigade Bock

étant arrivées, attaquèrent la division Darricau; nos troupes soutinrent le combat pendant quelque temps et se replièrent vers le soir sur la division Darmagnac, qui avait pris position à Pujo.

Dans la nuit, le général d'Erlon continua son mouvement de retraite sur Tarbes, et le 20 au matin l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes. Le général d'Erlon était sur le plateau d'Oleac en arrière de Tarbes; à sa droite était le général Clausel, à cheval de la grande route de Tournay. Le général Reille couvrait les approches de Tarbes, qu'il était chargé de défendre; la cavalerie était à l'aile droite s'appuyant à la route de Trie. Le duc de Wellington s'avança de son côté, le même jour, sur deux colonnes. Celle de droite aux ordres du général Clinton, et composée de sa division et des brigades Ponsonby et Sommerset, s'avança par la route de Rabastens. Le restant de l'armée, ayant en tête le corps du général Hill, suivit la route de Vic-Bigorre. L'avant-garde de ce dernier fut arrêtée quelque temps, par les troupes postées à Aurëilhan et dans les faubourgs de Tarbes. Mais le duc de Dalmatie, se voyant alors menacé de nouveau en flanc, donna au général Reille l'ordre de quitter Tarbes, et se mit lui-même en retraite avec l'armée. Le général Hill traversa la ville en hâte pour suivre notre retraite; mais la division Alten, qui était en tête de colonne, fut arrêtée court par le corps du général Clausel. La division Clinton arriva trop tard, pour s'engager

autrement que par ses tirailleurs. Le général Clausel prit position à Clarac; les généraux Reille et d'Erlon à Tournay; la cavalerie à Trie : l'ennemi s'établit sur les hauteurs en face.

On a peine à concevoir les mouvemens du duc de Dalmatie, depuis la bataille d'Orthez. Ils sont tellement confus qu'ils ne laissent pas même la possibilité d'admettre, que son intention primitive ait été de gagner Tarbes. Il n'y avait qu'un seul cas qui pût l'amener sur cette ville; c'était celui où l'armée d'Arragon repassant les Pyrénées, serait en marche pour le joindre par la Haute-Garonne. Si ce cas eût existé, c'était d'Orthez même qu'il fallait prendre la direction de Tarbes; au lieu de livrer le 27 février une bataille inutile, il fallait se retirer sur Pau. Mais l'armée d'Arragon était bien loin de revenir en France; et alors on se demande ce que le duc de Dalmatie voulait faire à Tarbes. Pourquoi s'acculer aux montagnes et ouvrir à l'ennemi la route de Toulouse? Lorsqu'il quitta Aire, pourquoi vint-il à Couchez? Ayant mal-à-propos quitté la ligne d'opération de Bordeaux, il n'avait d'autre choix que de prendre celle de Toulouse. S'il la perdait il se serait trouvé acculé aux Pyrénées, privé de toutes espèces de ressources, et réduit bientôt, aux plus dure nécessités. L'ennemi avait déjà passé l'Adour, et lui allait se placer en dedans de la courbe que forme ce fleuve. Si lord Wellington, laissant un corps d'observation devant l'armée française, était venu

se porter à Auch, avec le gros de son armée, quel mouvement aurait fait le duc de Dalmatie ? Il lui était impossible de gagner Toulouse, et il pouvait encore moins s'aventurer vers Bordeaux. Son mouvement de Conchez sur Aire était également mal conçu, puisqu'il agissait en dedans du cercle, par la circonférence duquel il avait conduit l'ennemi. Un ennemi plus intelligent que le duc de Wellington, se serait contenté de faire garder Aire, comme tête de pont, et se serait porté par Plaisance sur Rabastens. Enfin, le duc de Dalmatie, après avoir perdu deux jours en promenades militaires, revient sur ses pas, lorsqu'il voit son adversaire prêt à le recevoir. Il remonte le Lees jusqu'à Momy, et on se demande encore pourquoi. Il n'était pas bien difficile de prévoir que le duc de Wellington ferait remonter l'Adour, et peut-être le Larros à une partie de son armée; la supériorité de ses forces le lui permettait : il en résultait que l'ennemi pouvait s'interposer entre l'armée française et Toulouse. La seule chose qu'il y eut donc à faire était de se replier par Vic-Bigorre sur Rabastens, afin de rester maître de la route d'Auch. La position de Tarbes ne valait plus rien, puisqu'elle se trouvait déjà tournée par les colonnes anglaises, qui s'étaient dirigées sur Plaisance. Nous ne parlons pas de l'idée de présenter une bataille derrière la Layza, ayant l'Adour à dos, n'ayant de retraite que par les ailes, et lorsque l'ennemi allait arriver à Rabastens. Le résultat de toutes ces opé-

rations fut que le duc de Dalmatie, obligé de quitter Tarbes, se vit dans la nécessité de faire le tour par St.-Gaudens, pour gagner Toulouse; la route directe cependant restait au pouvoir de l'ennemi. Depuis Orthez, nous voyons le duc de Dalmatie errer à peu près à l'aventure, présentant bataille partout, et ne l'acceptant nulle part; arriver enfin à Toulouse uniquement favorisé par la négligence de son adversaire.

Le 21, l'armée des Pyrénées continua son mouvement de retraite par St.-Gaudens, Martres et Noé; le 24, elle arriva devant Toulouse. Le général Clausel flanqua la marche pendant la journée du 21, et prit position le soir à Lossan et Franqueville; le 22, il rejoignit l'armée à Villeneuve-de-Rivière. L'ennemi suivit lentement la marche de l'armée française, et il n'y eut d'autre engagement que la surprise du 10e régiment de chasseurs, enveloppé entre St.-Gaudens et Martres, le 22, par la brigade Fane. Le 10e de chasseurs se fit jour et rejoignit l'armée, ayant perdu une quarantaine d'hommes. Le duc de Dalmatie établit son armée en avant de Toulouse, derrière le Touch, la droite à St.-Martin et St.-Michel, et la gauche à Portet. Le duc de Wellington s'avança lentement. Non-seulement sa marche était retardée par un nombreux train de pontons, mais encore par cette innombrable quantité de bêtes de somme, pour le transport des vivres si absolument nécessaires aux armées anglaises, qui ne

peuvent pas faire la guerre si les distributions ne sont pas régulières, et si elles éprouvent la moindre disette. Une autre cause de retard, furent les inquiétudes que lui causèrent les courses de quelques corps francs sur ses derrières, et l'enlèvement de quelques convois.

Le 27 mars, l'armée ennemie arriva devant Toulouse par la route d'Auch et par celle de St.-Gaudens. Il y eut ce jour-là et le lendemain quelques affaires d'avant-postes; mais vers le soir du 28, le duc de Dalmatie fit repasser la Garonne à son armée. Le général Clausel s'établit sur le côteau de Pech-David vers St.-Àgnès. Les Anglo-Espagnols s'approchèrent alors de Toulouse, appuyant leur droite à Portet et St.-Simon, et s'étendant le long du Touch jusqu'à Blagnac. Mais l'intention du duc de Wellington n'était pas d'attaquer Toulouse de vive force par la rive gauche de la Garonne. Le peu de développement que le coude de la rivière lui aurait permis de donner à son attaque, rendait la supériorité numérique de ses troupes à peu près nulle, et toutes les chances étaient contre lui. Il forma alors le projet de passer la Garonne plus haut, et d'aller s'établir entre Toulouse et Castelnaudary. Par ce mouvement, il remplissait un triple but. D'abord il coupait la communication entre l'armée des Pyrénées et celle d'Arragon, et il obligeait cette dernière à rester dans les Pyrénées qu'elle ne pouvait plus passer, puisqu'elle se serait trouvée

prévenue à Narbonne. En second lieu, il rentrait dans le plan général d'invasion, arrêté par les coalisés, qui était d'occuper le Languedoc, afin de donner la main aux troupes qu'ils devaient envoyer sur Lyon. Enfin, il tournait la position qu'occupait le duc de Dalmatie, et obligeait ce dernier à se retirer par Alby et à abandonner la ligne de la Garonne.

Le 29, le duc de Wellington fit commencer la construction d'un pont, à Portet, au-dessous de l'embouchure de l'Arriége. Mais la largeur de la Garonne dans cet endroit, et la rapidité du courant, augmentée par la crue des eaux, l'obligèrent à renoncer à son projet. Le 30, ayant fait reconnaître un emplacement plus favorable entre Roques et Pinsaguel, il y fit jeter un pont dans la nuit, et, le 31 au matin, le général Hill passa la Garonne avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane. Il se dirigea sur Cintegabelle et y passa également l'Arriége. Le duc de Dalmatie, ayant appris ce passage, fit avancer son armée en remontant la Garonne jusqu'à Vieille-Toulouse, où il prit position. La réserve, composée de conscrits tirés des dépôts de la 10e division militaire et commandée par le général Travot, prit position sur les hauteurs du Calvinet, ayant des postes vis-à-vis Blagnac. Le général Lafitte, qui commandait le département de l'Arriége, reçut l'ordre de former une brigade de ses dépôts de ligne et de gardes nationaux, et

de pousser des reconnaissances vers St.-Gaudens et Martori. On dit que le duc de Dalmatie écrivit également au duc d'Albuféra, qui commandait l'armée d'Arragon, pour l'engager à venir le joindre. Cela se peut, mais il était aisé de s'attendre à un refus. Il n'est pas dans l'ordre des choses probables qu'un maréchal aille se mettre volontairement sous les ordres d'un autre, surtout s'il a un moyen de s'en dispenser. Ici, le duc d'Albuféra avait la commission de remettre le roi Ferdinand aux avant-postes espagnols. Dès son arrivée à Toulouse, le duc de Dalmatie, s'imaginant que le duc de Wellington voudrait forcer le passage de la Garonne à Toulouse même, avait fait achever les retranchemens déjà commencés, non-seulement à l'enceinte du quartier St.-Cyprien, mais sur une ligne avancée, qui enveloppait toute l'étendue du faubourg. On a peine à concevoir le motif qui a pu engager le duc de Dalmatie à établir cette ligne avancée, dont le développement l'aurait obligé à employer presque toute son armée à sa défense. Elle présentait tous les inconvéniens d'une ligne circulaire sans appui, puisqu'il était fort difficile, pour ne pas dire impossible, de la flanquer d'une manière avantageuse par des batteries à la rive droite. Puisque le duc de Dalmatie avait toujours la ressource de faire détruire le pont de la Garonne, un combat à la rive gauche devenait une boucherie inutile. Il lui suffisait de faire réparer l'enceinte

du quartier St.-Cyprien, de la faire flanquer par des batteries à la rive droite, et de la faire garder par une brigade.

Le général Hill s'avança le 1er avril jusqu'à Nailloux, mais là il fut obligé de rétrograder. La mauvaise qualité des chemins lui ôtait tout espoir de continuer sa marche, surtout avec de la cavalerie et de l'artillerie, et rendait trop difficile ses communications avec le restant de l'armée. Il repassa donc l'Arriége et la Garonne, dont le pont fut replié après lui. Le duc de Dalmatie, instruit de ce contre-mouvement, dut aisément juger que l'intention de l'ennemi était de tenter le passage de la Garonne au-dessous de Toulouse. Le mouvement du général Hill, à Cintegabelle et Nailloux, avait déjà dû lui prouver que le duc de Wellington n'avait pas le projet de l'attaquer de front par le faubourg St.-Cyprien. Il commença donc à disposer la ligne de bataille qu'il devait occuper, lorsque l'ennemi déboucherait par la route de Montauban ou par celle d'Alby. Le 2 avril, l'ordre fut donné de mettre la main aux retranchemens, dont l'emplacement était déjà reconnu, et qui devaient servir à la défense des hauteurs de Calvinet et de Montauban. Les ponts sur le canal de Languedoc et toutes les issues de la ville, à la rive droite, furent également mis en état de défense. Ces ouvrages furent poussés avec la plus grande célérité; mais quelqu'aient été le zèle et l'activité des troupes et des citoyens qu'on employa à ce

travail, il avait été commencé trop tard. Sept jours entiers avaient été perdus, et il fallait l'accident dont nous parlerons plus bas, et la lenteur habituelle du général anglais, pour que le front de l'armée se trouvât couvert le jour de la bataille; encore les ouvrages n'étaient-ils pas achevés. Le 3, l'armée des Pyrénées occupa les positions suivantes. Le général d'Erlon prit la gauche de la ligne; la division Darmagnac, en avant des Minimes sur la route de Montauban; la division Darricau, avait la brigade Fririon en avant du pont Jumeau et la brigade Berlier le long de la Garonne, jusqu'en face de Blagnac. Le général Clausel tenait la droite, ayant ses deux divisions à droite de la route d'Alby, derrière les hauteurs du Calvinet. La cavalerie du général Soult couvrait le front de la ligne, sur les routes d'Alby et de Montauban. A la rive gauche de la Garonne, le général Reille occupait le quartier et le faubourg St.-Cyprien, mais il avait l'ordre de tenir la division Taupin disponible et prête à repasser la rivière, pour renforcer la ligne de bataille. Les conscrit tirés des dépôts, et dont quatre mille seulement avaient pu être armés, formèrent une division de réserve sous les ordres du général Travot et des généraux de brigade Poráilly et Vouillemont. Elle devait garder l'enceinte de la ville.

Forcé de renoncer au projet de se placer sur les communications de l'armée des Pyrénées, et de l'obliger à quitter Toulouse sans coup-férir,

le duc de Wellington risquait de se trouver fort embarrassé. Il n'avait d'autre ressource que d'attaquer l'armée française dans la position où elle se trouvait. Le pays montagneux et difficile, qui se rencontre à la droite de la Garonne, entre Toulouse, Alby et Montauban, ne lui permettait pas de manœuvrer de ce côté, ainsi qu'il l'aurait pu faire entre Castelnaudary et Toulouse. Le côté faible de la position de Toulouse était précisément celui qui regardait le Languedoc! le côté le plus fort se présentait en venant par les routes d'Alby et de Montauban. On vint à son secours, en lui faisant donner l'avis qu'on commençait seulement, le 2, à travailler aux retranchemens qui devaient couvrir l'armée, et qu'en hâtant son mouvement il pouvait en prévenir l'achèvement.

Ayant donc fait reconnaître, entre Grenade et Merville, un endroit propre à la construction d'un pont; il y dirigea, le 4 au matin, le maréchal Béresford avec les divisions Cole, Clinton et Picton, et les brigades de Sommerset et de Vivian; le corps espagnol du général Freyre et la brigade Ponsonby suivaient immédiatement cette première colonne. Le duc de Dalmatie prévenu de ce mouvement, que voyaient les postes de la division Darricau, le fit suivre par la cavalerie du général Soult, qui vint occuper Castelnau et St.-Caprais. Le 4, à l'entrée de la nuit, les ennemis commencèrent à jeter un pont sous la protection de plusieurs batteries de gros calibre, à la rive gauche;

ces batteries ne tirèrent pas un coup de canon. Avant minuit le pont fut achevé et le maréchal Beresford passa avec les divisions Picton, Cole et Clinton, et les brigades de Sommerset et Vivian. Le général Soult n'opposa aucune résistance au passage des Anglais et se replia par la rive droite de l'Ers, jusqu'à la hauteur de Lespinasse, en avant de Launaguet; la cavalerie ennemie vint s'établir devant lui. A peine la colonne de Beresford avait-elle achevé de passer que la crue des eaux de la Garonne, qui augmentait progressivement, fit chasser les pontons sur leurs ancres et fit fléchir le pont. Le passage du corps espagnol fut suspendu, et dans la matinée du 5, la violence des eaux ayant rompu les cinquenelles, il fallut replier les pontons.

Cet accident abandonna à lui-même le maréchal Beresford, qui se trouva isolé à la droite du fleuve avec quinze mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Le duc de Dalmatie, dès qu'il eut appris que les ennemis jetaient un pont au-dessus de Grenande, avait manifesté l'intention de marcher à eux, et de les attaquer au passage; c'est ce que lui commandaient les règles de la guerre. La fortune venait encore le seconder, en lui livrant une portion considérable de l'armée ennemie; il ne devait donc pas balancer un seul instant. Mais le duc de Dalmatie montra encore ici le même caractère d'irrésolution, que nous lui avons vu pendant toute cette campagne. Toujours er-

rant de projet en projet, en changeant à chaque instant sans motif, ou reculant devant l'exécution. C'est ainsi qu'on vit le corps du maréchal Beresford rester pendant trois jours, sans être inquiété, dans la position la plus critique, tandis que le duc de Dalmatie se contentait de le faire observer par sa cavalerie, et continuait tranquillement à retrancher son armée. C'était, disait-il, afin d'attirer les ennemis dans une position qu'il avait préparée à loisir, et les y combattre avec un avantage certain.

Enfin, le 8 avril, les eaux ayant baissé, le pont fut rétabli, et le corps du général Freyre, avec la brigade Ponsonby, vinrent se joindre au maréchal Beresford. Le même jour, la cavalerie anglaise attaqua la division Soult en avant de Launaguet, et la ramena sur Toulouse. La brigade Vial, vivement serrée, n'eut pas le temps de faire sauter le pont de Croix-Daurade qui resta au pouvoir de l'ennemi; elle perdit une quarantaine d'hommes. La brigade Berton se retira le long de la rive droite de l'Ers, et vint occuper Balma et les villages jusqu'à Lanta. On a reproché au duc de Dalmatie de n'avoir pas fait soutenir sa cavalerie, au moins par une brigade d'infanterie, qui aurait couvert sa retraite, et assuré la destruction du pont de Croix-Daurade. La destruction de ce pont était peu de chose en elle-même, puisque rien n'empêchait l'ennemi de s'avancer entre l'Ers et la Garonne et de s'en passer. Il paraît plutôt que le duc de Dalmatie, décidé à re-

cevoir la bataille sous les murs de Toulouse, n'aurait pas dû laisser sa cavalerie toute entière au-delà d'un défilé. Le 9, la cavalerie anglaise se prolongea à la rive droite de l'Ers. La brigade Berton, rentrée en partie pendant la nuit dans les lignes, n'avait laissé, au-delà de cette petite rivière, que les détachemens chargés de détruire les ponts de Las Bordes et de Montaudran; celui de Périolles l'était déjà. Ces détachemens restèrent, pendant la journée, entre Balma et Florens; ce ne fut que le 10 au jour, qu'ayant été vivement attaqués, ils se replièrent. Le pont de Las Bordes fut détruit, mais la mine de celui de Montaudran, n'ayant pas pris feu, il tomba entre les mains de l'ennemi.

Ainsi, le 9 avril, les deux armées se trouvaient en présence et prêtes à en venir aux mains. D'un côté, plus de soixante mille Anglais, Espagnols et Portugais, menaçaient Toulouse à l'ouest et au nord. De l'autre, environ vingt-deux mille hommes s'apprêtaient à le défendre : car il ne faut pas compter la réserve du général Travot, formant la garnison de Toulouse, et qui ne fut pas engagée (*).

(*) FORCE DES DEUX ARMÉES DEVANT TOULOUSE.

ARMÉE FRANÇAISE

Général Reille.

		INFANT.	CAVAL.
4e Gén. Taupin....	Général Rey................. — Racant.............	3,600	
5e — Maransin...	— Barbot.............. — Rouget.............	3,500	
	Total.....7,100		

Avant de passer au récit de la bataille de Toulouse, nous croyons convenable de faire connaître au lecteur les moyens de défense qu'avait employés le duc de Dalmatie, et la répartition qu'il fit de ses

			INFANT	CAVAL.
		Report.......	7,100	
(Gauche.) Général d'Erlon.				
1e — Darricau...	Général	Fririon............... / Berlier..............	3,000	
2e — Darmagnac.	— / —	Leseur.. .... / Menne.............	3,600	
(Droite.) Général Clausel.				
6e — Villatte....	Général / —	Saint-Pol............ / Lamorandière.......	3,500	
8e — Harispe....	— / —	Dauture............. / Baurot..............	3,000	
Soult......	— / —	Berton............... / Vial................		2,400
		Total.......	20,200	2,400
Garnison de Toulouse.				
— Travot....	Général / —	Poraillly.............. / Vouillemont.........	4,000	
ARMÉE ANGLO-ESPAGNOLE.				
Colonne du Maréc. Beresford	4e Division / 6e —	Cole............ / Clinton...........	10,000	
	Brigade	Sommers et Vivian.		3,000
	Div. lég. / 3e Division	Alten............. / Picton............	10,000	
	Brigade	allemande..........		1,500
Corps espagnol.	Général	Freyre...............	18,000	900
Colonne du gén. Hill	Brigade	Ponsonby.........		1,500
	2e Division / Portug. / Espagn.	Stewart........... / Lecor............. / Murillo............	15,000	
	Brigade	Fane.............		1,500
		Total.......	53,000	8,400
Réserve espagnole.	Général	Giron..............	18,000	900
		Total général.......	71,000	9,300

troupes. Nous avons vu que le premier point qu'il avait fait retrancher, était le quartier St.-Cyprien à la rive gauche de la Garonne, et qu'il l'avait couvert d'une double enceinte. La première était formée par l'ancienne enceinte du faubourg, à laquelle on avait ajouté les ouvrages suivans : sur la gauche, une redoute bastionnée, armée de six pièces (A) coupant la route de Muret. La barrière du faubourg de la Patte d'Oie, fut fermée par un double *blokhaus* découvert, armé de deux pièces (B). La tour de l'angle des hospices, fut couverte d'une redoute (C) armée de trois pièces. La seconde enceinte était à environ 300 toises et enveloppait le faubourg. Elle était appuyée à gauche par un retranchement saillant qui coupait la route de Muret, et que couvrait un abattis (D). A gauche de la route de Cugnaux, était une redoute armée de deux pièces (E), jointe au retranchement de gauche par une ligne que brisait une flèche. A droite, cette redoute était jointe par une ligne aux maisons de la rue de la Gravette. Ces maisons n'avaient pas été fortifiées, et pour en défendre les approches, on avait construit à cent toises en avant, sur la route de Cugnaux, une redoute en fer à cheval (F) armée de six pièces. La Patte d'Oie (G) avait été entourée d'une redoute octogone, armée de six pièces. De là, une ligne de retranchemens, qui bordait la route d'Auch, conduisait à la maison Rodelose, qui avait été entourée d'une redoute armée de deux pièces (H). De cette

maison, une ligne avait été tirée au fossé qui conduit au moulin Bourassol, qui formait la droite de l'enceinte.

Les retranchemens de la rive droite de la Garonne, formaient une triple enceinte. La première était celle de la ville même. On avait crénelé le couvent des Récollets (I) et barricadé les rues du faubourg St.-Michel. Le Busca avait été joint à la promenade par une ligne brisée, au milieu de laquelle on avait projeté une redoute bastionnée (K). Le restant des vieux remparts à l'est et au nord avait été armé de canons, aux points qui avaient vue sur le canal. La seconde enceinte était formée par le canal de Languedoc. La gauche de cette ligne appuyait à l'embouchure du canal, où l'on avait fortement occupé la maison d'administration. Le pont Jumeau, à la jonction du canal neuf (L), avait été couvert par un fort tambour armé de quatre bouches à feu; derrière le pont on avait élevé un pare-à-dos, pour le défendre des coups de revers de la rive gauche. Le pont d'Arnaud Bernard (M) sur la route de Montauban, avait été également couvert par un tambour et armé de six pièces. Le couvent des Minimes, à cent toises en avant (N), avait été crénelé et mis en état de défense. Le double tambour qui couvrait le pont Matabiau, sur la route d'Alby (O), armé de sept bouches à feu, complétait la ligne de défense du canal, vers le nord. Cependant, pour ménager, en cas de besoin, un

double passage de retraite, à la gauche des troupes qui couronnaient les hauteurs, un pont volant, en planches libres, avait été établi à côté du pont Matabiau. Le pont Guillemery (P) et le pont neuf (Q) avaient été laissés libres, pour la retraite de l'armée, qui avait été marquée par le faubourg St.-Etienne. Cependant les avenues de ce faubourg étaient défendues par deux redoutes : l'une à gauche, à la maison Sacarin (R); l'autre à droite, à la maison Bataille (S). Le dernier pont, sur le canal, à l'extrême droite, qu'on appelle pont de Montaudran ou des Demoiselles, avait été également couvert d'une redoute, armée de quatre pièces de canon (T).

L'enceinte la plus avancée, et qui couvrait le champ de bataille, s'étendait sur les hauteurs du Calvinet et de Montaudran, autrement appelé Mont-Rave. On avait négligé d'y comprendre le mamelon qui est au nord de Lapujade, et avec raison, parce que la défense de cette hauteur isolée, séparée du reste par un chemin creux, n'aurait servi qu'à compromettre les troupes qu'on y aurait placées. La gauche de cette ligne était fermée par une espèce d'ouvrage à cornes, qui faisait face au mamelon de Lapujade (U), et auquel le chemin creux de Périoles, qui coupe le penchant du coteau, sert d'avant-fossé. Le côté oriental de la butte du Calvinet était défendu par deux redoutes non achevées (V). A l'occident et autour du signal du Calvinet, une redoute bas-

tionnée, fermée à la gorge (W), battait à revers les avenues du pont Matabiau et la route d'Alby. Au midi de cette dernière, et au pied de la butte supérieure était une autre redoute (X), construite dans le même but. Ces différens ouvrages formaient ce que l'on appelait les redoutes du Calvinet. Un peu plus loin au midi, entre la butte du Calvinet et le chemin de Lavour ou de Balma, étaient les redoutes du centre. La première, appelée des Augustins (Y), entourait la maison Pomarède : la seconde entourait la ferme de la Colombette (Z). Enfin la droite de la ligne était fermée par une redoute encore imparfaite, établie à l'extrémité nord du mamelon de Cypière (AA), et qui n'était pas armée.

Le 9 au soir, l'armée anglaise se trouvant en présence, le duc de Dalmatie acheva ses dispositions pour recevoir la bataille, qui était inévitable le lendemain. Le général Reille fut chargé de la défense du faubourg St.-Cyprien, avec la seule division Maransin, qui fut répartie aux différens points de l'enceinte extérieure (1). De l'autre côté de la Garonne, le général d'Erlon étendit ses divisions entre l'embouchure du canal et la butte du Calvinet. La brigade Berlier, de la division Darricau, occupa la rive gauche du canal, depuis son embouchure jusque vis-à-vis Lacroix (2); elle était chargée de la défense du pont Jumeau. La brigade Fririon, de la même division, défendait les ponts d'Arnaud-Bernard et Matabiau (3). Le

couvent des Minimes (N) était défendu par le 31e léger, sous les ordres du major Bourbaki (*). La division Darmagnac était déployée à l'ouest de la butte du Calvinet, obliquement à la route d'Alby, la brigade Leseur (4) à droite, et la brigade Menne à gauche. Le général Clausel prit la droite de la ligne sur le Mont-Rave. La brigade St.-Pol, de la division Villatte (6), occupait les redoutes du Calvinet; la brigade la Morandière, de la même division, était en seconde ligne (7), ayant un bataillon en observation sur le mamelon de la Pujade. La brigade de cavalerie du général Vial était à droite de la division Vilatte (8), sur le plateau du Pigeonnier. La brigade Baurot, de la division Harispe (9), occupait les redoutes du centre; la brigade Dauture, de la même division (10), s'appuyait à celle de Cypière. La brigade de cavalerie du général Berton formait l'extrême droite, en potence le long du chemin de Caraman (11), observant les bords de l'Ers. La division Taupin était en réserve, en colonne par division, en avant de la maison Sacarin (12), à gauche de la route de Lavaur. Le général Travot, ayant garni les remparts de Toulouse et placé des troupes au pont des Demoiselles (T), établit le reste de sa réserve au Busca (13).

(*) De la brigade Leseur, division Darmagnac.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Toulouse, le 10 avril.—Retraite de l'armée des Pyrénées. — Réflexions sur la bataille de Toulouse. —Sortie de la garnison de Bayonne, le 14 avril. —Mouvemens autour de Bordeaux. — Armistice pour les armées des Pyrénées et d'Arragon. — Siéges des places.

Le 10 au matin, le duc de Wellington mit son armée en mouvement à la pointe du jour. Le plan d'attaque qu'il avait arrêté était le suivant. A la gauche de la Garonne, le général Hill, avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane, devait attaquer le faubourg St.-Cyprien, et chercher à enlever l'enceinte avancée. A la droite, la division Picton devait attaquer l'embouchure du canal et le pont Jumeau. La division Alten, soutenue par la brigade de cavalerie allemande, devait enlever le couvent des Minimes et menacer le pont Armand-Bernard. Le général Freyre, appuyé par l'artillerie por-

tugaise et la brigade de cavalerie de Ponsonby, devait déboucher par Croix-Daurade, et attaquer de front les retranchemens du Calvinet. Le maréchal Beresford, avec les divisions Cole et Clinton et la brigade de Sommerset, débouchant également de Croix-Daurade, devait longer la rive gauche de l'Ers, pour tourner la droite de la ligne française. La brigade Vivian, qui était en partie à Balma, et en partie au pont de Montaudran, sur l'Ers, qu'elle occupait, devait rester en observation dans cette partie, jusqu'à ce qu'elle se trouvât à portée d'appuyer le maréchal Beresford. Les rapports du duc de Wellington ne font mention d'aucune réserve; mais l'énumération du corps de son armée, que nous avons donnée (tome I, page 238) indique qu'il avait encore la réserve d'Andalousie du général Giron, qui était, à ce qu'il paraît, plus en arrière sur la rive droite de la Garonne.

Vers six heures du matin, le duc de Wellington donna le signal de l'attaque. La division Picton, s'étant formée dans la plaine sur le chemin de Latour (14), ramena nos avant-postes à la gauche du canal et vint se déployer en face de la brigade Berlier, depuis l'embouchure du canal, jusque vers l'écluse de Biornaise (15). Environ vers sept heures, le général Picton ayant ployé une de ses brigades en deux colonnes d'attaque, la fit déboucher sur la tête du pont, que défendaient un bataillon du 36e et un du 69e. Les Anglais arri-

vèrent au pas de course et avec beaucoup d'audace, jusqu'au pied des palissades, où ils se trouvaient à l'abri de notre feu, tandis que nos troupes étaient incommodées par celui des tirailleurs, qui garnissaient les arbres du canal. Alors le général Berlier résolut de faire employer à ses troupes la seule arme dont on put se promettre du succès; ce fut de se servir des pierres, qui avaient été préparées à cet effet, pour lapider les Anglais aux pieds des palissades. Ce moyen eut le succès qu'on pouvait en attendre; l'ennemi écrasé par une pluie de pierres, qui lui blessa ou tua bien du monde, fut obligé de reculer, et la mitraille de notre artillerie, qui le reprit alors, le força à chercher un asile dans le petit bois de Gragnagues. Trois attaques pareilles et successives n'eurent d'autre effet, que de faire perdre plus de trois cents hommes au général Picton. A peu près en même temps, la division Alten et la brigade de cavalerie allemande (16) se déployaient dans la plaine, à droite de la route de Montauban. La brigade de droite s'engagea bientôt avec le 31ᵉ léger, qui défendait le couvent des Minimes et les maisons vis-à-vis. Le général Freyre arrivait aussi en face des retranchemens du Calvinet. Le bataillon de la brigade la Morandière, qui était en avant de la Pujade, s'étant replié à l'approche de l'ennemi, le corps espagnol se déploya sur la butte (17) sur deux lignes, avec une réserve. L'artillerie portugaise couvrait son front; la brigade Ponsonby était en

réserve (18). Vers sept heures du matin, la canonnade s'engagea, mais le relief de nos retranchemens fit souffrir de grands dommages à l'ennemi, et maltraita ses batteries. Pendant ce temps, le maréchal Beresford, qui avait débouché à la suite des Espagnols, s'était dirigé vers Montblanc. Ayant à parcourir, après ce hameau, un terrain marécageux et difficile, il y laissa son artillerie et continua sa marche le long de l'Ers, sur trois colonnes, suivi par sa cavalerie (19). La brigade Vivian était toujours à Balma et au pont de Montaudran (20) à attendre la suite des événemens. Lorsque le général Freyre vit le maréchal Beresford à sa hauteur, il mit son corps en colonnes d'attaque, et le porta en avant. La cavalerie du général Ponsonby le remplaça sur le mamelon. Dès que le corps espagnol eut dépassé la Borde de Pujade, l'aile gauche se dirigea par un demi à gauche vers la redoute nord du Calvinet; l'aile droite continua à marcher vers le pont de Matabiau. La disposition du terrain, qui va en s'élevant d'une manière uniforme, de la Borde de Pujade jusqu'aux redoutes, n'avait pas permis aux Espagnols d'appercevoir le chemin creux qui coupait le milieu du coteau. Lorsque leur aile gauche fut arrivée contre ce chemin (21), l'obstacle se présenta à leurs yeux tout-à-coup et les arrêta court. L'aile droite s'avança presque près du pont de Matabiau (22); là le feu des batteries, qui y étaient établies y causa du flottement et une indécision

qu'augmenta encore la situation périlleuse de leur gauche. Le général Darricau en profita pour la faire attaquer par un bataillon (23). Le général Darmagnac, dont la division, cachée par quelques pépinières et par un pli de terrain, n'avait pas été vue par les Espagnols, les fit attaquer en flanc par la brigade Leseur (4) (*). Le désordre se mit dans cette colonne, qui se dispersa dans la plaine et dont une partie fut se jeter sous le feu du couvent des Minimes. La colonne de gauche, ne pouvant faire un pas en avant, et écrasée par la mitraille de nos redoutes, fut également mise en déroute par une attaque de flanc de quelques bataillons de la division Vilatte. Le général Freyre se replia sur la hauteur de la Pujade, où il s'occupa à rallier ses bataillons dispersés. Cette tentative malheureuse coûta aux Espagnols plus de quinze cents hommes : les généraux Mendizabal et Espeletta furent blessés. Le général Darmagnac, de son côté, ne put pas dépasser dans sa poursuite le coude de la route d'Alby, parce que le général Alten, voyant la déroute des Espagnols, se hâta de le menacer en flanc, en portant vers la route d'Alby, une de ses brigades et sa cavalerie (24).

Pendant que ces événemens se passaient à la droite de la Garonne, le général Hill avait dé-

(*) Le 31e léger étant aux Minimes, il ne restait au général Leseur qu'un bataillon du 51e et un du 75e.

ployé ses trois divisions devant le faubourg St.-Cyprien (25). Voulant aider par une diversion l'attaque du général Picton, il dirigea de suite quelques bataillons de la division Stewart vers le moulin de Bourassol, qui était en même temps le point faible de la ligne. Le général Reille, qui n'avait plus que trois mille hommes pour défendre cette double enceinte, n'avait que peu de forces à opposer sur chaque point. Le moulin Bourrassol était défendu par un bataillon de trois cents hommes du 40e, qui, ne pouvant résister aux forces qui le menaçaient, l'évacua après y avoir mis le feu. L'ennemi s'y établit, et y plaça des batteries pour prendre à revers le pont Jumeau (26). Peu après une colonne de la même division (Stewart) se détacha de Bourassol et se dirigea de revers sur la redoute de Rodelese (H). Cette redoute fut également évacuée, et le général Reille, voyant sa ligne de défense prise en flanc, fit évacuer aussi la Patte-d'Oye et les autres ouvrages de l'enceinte avancée, et fit rentrer, vers dix heures du matin, la division Maransin dans la première enceinte.

Cependant le duc de Wellington n'était pas sans inquiétude, sur les suites des revers qu'avaient éprouvés les Espagnols. Dans un conseil de guerre tenu à la hâte au village de Launaguet, il fut agité, si l'on ne se retirerait pas. Mais le maréchal Beresford était trop engagé pour le rappeler, ou même pour changer de dispositions, et il fut

décidé qu'on continuerait dans le même ordre, en redoublant d'efforts. La déroute des Espagnols avait arrrêté également le maréchal Beresford, mais de nouveaux ordres lui firent poursuivre son mouvement. Peu après qu'il eût dépassé Périoles, sa colonne de droite s'approcha des redoutes du centre; un combat très-vif s'alluma à la Joncasse avec les tirailleurs de la brigade Baurot. Le duc de Dalmatie, croyant que cette brigade allait être attaquée, fit avancer à son appui trois bataillons de la division Taupin; mais le maréchal Beresford passa outre. Ses colonnes prises en flanc par toutes nos batteries, harcelées par le feu de nos tirailleurs, et obligées de marcher presque par files, au travers des prairies marécageuses et coupées de canaux d'irrigation, s'avançaient lentement et avec de grandes pertes. Le duc de Dalmatie, sous les yeux de qui ce mouvement se faisait, jugea que le but de l'ennemi était de gagner les hauteurs de Montaudran. Hors d'inquiétude pour le centre de sa ligne, où la première tentative de l'ennemi avait aussi complètement échoué, il ordonna vers midi, au général Reille, de lui envoyer la brigade Rouget, et il tint la division Taupin prête à entrer en ligne. La brigade Rouget, n'ayant pas reçu l'indication précise du lieu où elle devait se porter, erra long-temps en ville et ne put entrer en ligne que très-tard. On vit encore ici l'effet des hésitations et du caractère d'incertitude du duc de Dalmatie. Le mouvement de l'ennemi était pro-

noncé, et il se trouvait en colonne de marche et embarrassé dans un terrain difficile. C'était le moment de faire avancer la division Taupin, par le chemin de Lescar; de se jeter dans la lacune qui s'était formée dans la ligne ennemie, et d'attaquer les colonnes du maréchal Béresford en queue et en flanc, pour les couper du restant de leur armée. Attendre qu'elles se soient réunies et formées, était la plus grande faute qu'on pût commettre. Néanmoins ce fut ce qui arriva. Le maréchal Beresford, arrivé à la hauteur de la redoute de Cypière, y arrêta la tête de sa colonne et y réunit ses troupes. La division Cole se déploya entre le ruisseau et le chemin de Caraman (27), la division Clinton un peu en arrière en face de la redoute (28), la brigade Sommerset vis-à-vis des redoutes du centre; la brigade Berton se retira en arrière du plateau (30).

Dès que ses troupes furent formées, le maréchal Beresford fit avancer la division Cole, en colonnes d'attaque contre la redoute de Cypière (AA), que défendait le général Dauture avec les deux bataillons du 9e léger. Le duc de Dalmatie fit alors avancer la division Taupin en colonne, le 12e léger en tête. Cette division était réduite à deux mille cinq cents hommes, par l'absence de trois bataillons, détachés avec toute son artillerie au soutien de la division Harispe. C'était trop peu pour arrêter de front les colonnes ennemies, auxquelles l'irrésolution du général en chef Français avait

donné le temps de se réunir et de se former. Le mouvement de la division Taupin, aussi mauvais alors qu'il aurait été utile et même décisif une heure plutôt, ne pouvait point avoir de succès, et une seconde faute impardonnable, le rendit désastreux. La division Taupin s'avança au pas accéléré sur la route de Caraman. Elle était déjà arrivée à petite distance de l'ennemi (31), lorsqu'un officier d'état-major du duc de Dalmatie apporta au général l'ordre d'appuyer à gauche de la route, afin de laisser passer le 13[e] de chasseurs (de la brigade Berton) qui devait charger. Cette fausse manœuvre, exécutée sous le feu de l'ennemi et à aussi peu de distance, causa un flottement inévitable. Le général Cole en profita pour prendre l'initiative de l'attaque. Le 12[e] léger qui était en tête de colonne fut culbuté et mit le désordre dans la division, et la cavalerie se retira. Le général Taupin, cherchant à rallier ses troupes au pied de la redoute, fut blessé à mort; alors le général Dauture, se voyant abandonné avec une poignée d'hommes, devant deux divisions ennemies, évacua la redoute de Cypière. Les Anglais poussèrent devant eux la division Taupin, vers le faubourg de St.-Étienne, et le duc de Dalmatie se vit forcé d'appeler en hâte la division Darmagnac, pendant que la brigade Rouget errait encore dans les rues de Toulouse. Le général Darmagnac, qui voyait que le général Freyre, ayant reformé ses troupes sur le mamelon de Lapujade, se préparait

à une nouvelle attaque, sentit la nécessité de laisser dans sa position l'adjudant-général Leseur, avec les deux bataillons du 51e et du 75e. Il prit avec lui la brigade Menne, composée des six bataillons des 118e et 120e et se porta rapidement, à travers champs, vers la maison Sacarin. Les tirailleurs ennemis approchaient déjà de l'embranchement du chemin de Caraman et de Lescar; la division Cole les suivait (32). Quarante grenadiers du 120e, qui étaient en tête de colonne, se jetèrent au pas de course au devant de l'ennemi et l'arrêtèrent; le 47e, qui soutenait la retraite de la division Taupin, se rallia; le duc de Dalmatie s'avança à la tête du 55e, qui était resté en réserve; la brigade Menne arriva et entra en ligne (33). L'ennemi attaqué par ces troupes fut ramené jusque sur le plateau.

Le maréchal Beresford y rallia les division Cole et Clinton, et les y arrêta quelque temps, pour attendre son artillerie. La brigade Vivian avait débouché en même temps du pont de Montaudran, et s'était avancée jusque près du pont des Demoiselles (34). Mais, vivement maltraitée par l'artillerie de la redoute et par le feu des tirailleurs, elle s'était retirée au pied des hauteurs, sur la route de Montaudran (35). Pendant que ces événemens se passaient à notre droite, le général Freyre avait tenté une seconde attaque sur les retranchemens du Calvinet. Les Espagnols, encore arrêtés au bord du chemin creux de Perioles, fu-

rent une seconde fois mis en déroute et forcés de se retirer avec une grande perte. Au couvent des Minimes, l'ennemi (36) parvint, après de grands efforts, à s'emparer des maisons qui sont en face, sur le chemin de Launaguet; mais il ne put parvenir à en déboucher, et le combat se soutint pendant toute la journée sur ce point, et au pont qui est en arrière, sans que le général Alten fit une tentative sérieuse. Le combat se soutenait également avec vigueur et de pied ferme au pont Jumeau. A la gauche de la Garonne, toute l'enceinte extérieure ayant été évacuée par nos troupes, le général Hill fit avancer les siennes contre l'enceinte intérieure (37). Ne pouvant pas, à cause du feu de flanc de nos pièces, placées à la rive droite, former ses colonnes d'attaque sur la route d'Auch, il essaya d'emporter la porte de Muret. Les Anglo-Espagnols y employèrent jusqu'au soir les plus grands efforts, sans aucun succès.

Le maréchal Beresford, ayant reçu son artillerie, s'ébranla après une courte canonnade, vers trois heures après midi, pour attaquer les redoutes du centre. La division Cole et la brigade Sommerset (38), suivirent la crête du plateau : la division Clinton (39) se dirigea par le revers. La brigade Vivian resta dans sa position (35), d'où le feu de la division Taupin l'empêchait d'avancer. La brigade Dauture s'était repliée derrière le chemin de Lescar; elle s'y défendit pendant quelque temps avec succès, jusqu'à ce que, se voyant dé-

bordée par la division Clinton, elle se replia derrière les retranchemens de la Colombette (YZ). Pendant ce temps, la brigade écossaise de Pack, de la division Clinton, attaquait, par le revers du coteau (39), la redoute des Augustins, et le retranchement défendu par les trois bataillons des 115e, 116e et 117e (*). Deux faibles compagnies du 115e, commandées par les capitaines Lassé et Pomard, postées en avant du retranchement, firent sur la colonne ennemie un feu si bien nourri, qu'ils l'arrêtèrent pendant quelque temps. Mais la division Cole avançant toujours, le duc de Dalmatie fit retirer l'artillerie de la redoute des Augustins et la fit évacuer. Les Écossais s'en emparèrent, mais ils en furent bientôt rechassés à la bayonnette, par les compagnies Lassé et Pomard. Une nouvelle attaque de la brigade Pack, força cependant cette poignée de braves à quitter de nouveau la redoute. Dans ce moment, arrivèrent trois bataillons de la réserve (10e, 34e et 81e). Les généraux Harispe et Baurot se mirent à leur tête, et secondés encore par les deux compagnies du 115e, reprirent une seconde fois la tour des Augustins. Le combat s'y ralluma avec fureur, et la brigade Pack fut presque écrasée : les deux généraux français et le général anglais furent blessés. Enfin il fallut céder au nombre, et les deux redoutes des Augustins et de la Colombette furent évacuées.

(*) Brigade Baurot.

Alors le duc de Dalmatie fit prendre à la division Harispe une position transversale; la brigade Danture, croisant le plateau au pigeonnier de Carivenc (40), et la brigade Baurot, s'appuyant vers la maison Sacarin (41), à la brigade Menne et à la division Taupin. La brigade Rouget, qui venait de passer le pont Neuf, forma la droite de cette nouvelle ligne, qui s'étendait vers le pont des Demoiselles (42). Pendant que le maréchal Beresford emportait les redoutes du centre, le général Freyre faisait une troisième tentative sur celles du Calvinet. Ayant tourné le chemin creux de Périoles, les Espagnols, le régiment de Cantabria en tête, arrivèrent jusqu'au pied des retranchemens (U); là, ils furent accueillis par un feu si terrible, qu'ils furent de nouveau rompus et mis en désordre : le régiment de Cantabria, surtout, souffrit beaucoup. A peu près en même temps, c'est-à-dire vers cinq heures du soir, le général Picton voyant le succès du maréchal Beresford, hasarda une seconde attaque de vive force sur le pont Jumeau (L). Elle n'eut pas un meilleur succès que la première, et les Anglais, ayant perdu beaucoup de monde, furent encore une fois obligés de se retirer derrière Gragnagues; le général Brisbane fut blessé, du côté des Anglais, et du nôtre, le général Berlier.

Cependant le combat continuait toujours au Calvinet où nos troupes tenaient encore les redoutes, quoique le duc de Dalmatie en eût fait retirer l'artillerie; la division Villatte s'y défendit

long-temps contre la division Clinton et contre les Espagnols qui arrivèrent également par le côté de l'Ers (43). La brigade Lamorandière fit des prodiges de valeur, à la défense des retranchemens de l'ouest (V); elle perdit son général. Enfin, vers sept heures du soir, ces retranchemens étant enlevés, les troupes de notre aile gauche se replièrent vers le pont de Matabiau. L'artillerie avait toute passé par le pont Guillemery. Le bataillon du 45e qui défendait la redoute de l'ouest (W), tint le dernier et ne rentra que sur les ordres réitérés du maréchal, et la menace de l'abandonner. L'ennemi, épuisé de ses derniers efforts, s'arrêta sur les hauteurs; ses tirailleurs tentèrent de s'avancer vers le canal, mais le feu de nos batteries les obligea à se retirer. Dans la nuit, l'armée des Pyrénées repassa le canal, le long duquel restèrent les avant-postes.

Le 11, tandis que d'un côté le duc de Dalmatie faisait en apparence tous les préparatifs d'une défense extrême, le duc de Wellington asseyait sa position sur les hauteurs. La journée du 10 lui avait coûté trop cher pour qu'il voulût tenter une seconde bataille, que l'armée française était encore en position de recevoir. Voulant cependant se rendre maître de la ville de Toulouse, il fit préparer, pendant la journée, les matériaux incendiaires pour ses batteries à la congrève, afin de la brûler: il eut soin de faire annoncer ce dessein par ses sentinelles avancées, et d'en faire par-

venir l'avis en ville, afin d'exciter les habitans à un soulèvement. Cependant, les magasins et les hôpitaux ayant été évacués pendant la journée du 11, l'armée des Pyrénées se mit en retraite dans la nuit suivante, sans être inquiétée. Le duc de Dalmatie crut devoir, en partant, témoigner aux habitans et à la garde nationale, la satisfaction qu'il ressentait de leur conduite patriotique, surtout pendant les journées du 10 et du 11; les uns et les autres méritaient ces éloges, et avaient des droit à la reconnaissance de la patrie. Les premiers, par les soins empressés et touchans qu'ils donnèrent aux blessés, que beaucoup d'entre eux allaient chercher jusque sur le champ de bataille ; la garde nationale, par ses soins à maintenir l'ordre. Elle était peu nombreuse, et quelques menées intérieures empêchèrent le duc de Dalmatie de la doubler, mais ses deux cohortes servirent avec éloge. Le 12, l'armée des Pyrénées prit position à Villefranche sans avoir eu d'autre engagement, que la surprise d'une vingtaine de chasseurs au pont de Mongiscard, sur le canal de Languedoc. Le 13, l'officier envoyé par le gouvernement provisoire, dès le 7, pour porter au duc de Dalmatie la nouvelle des événemens de Paris, arriva, au quartier-général de Naurouze, avec un aide de camp de Wellington. Le duc de Dalmatie convoqua les généraux de son armée, pour leur communiquer les dépêches du prince de Bénévent et celle de Wellington. Tous furent

d'avis que cette communication n'avait rien d'officiel, et que la seule chose qu'on pût faire était de proposer un armistice, en attendant qu'il vînt des ordres légaux. En effet, tout ce qui s'était passé à Paris ne pouvait encore être regardé que comme une révolte partielle, créée sous l'influence et à l'instigation des coalisés. L'orgueil de Wellington fut blessé de ce qu'on ne se soumettait pas à son avis ; il refusa la suspension d'armes, et l'armée des Pyrénées s'apprêta à se défendre.

La bataille de Toulouse nous coûta environ trois mille deux cents hommes, dont plus de deux mille trois cents blessés et cinq cents prisonniers. L'ennemi eut plus de dix mille hommes hors du combat (*). Le 12, il trouva dans Toulouse environ quinze cents malades ou blessés intransportables, parmi lesquels les généraux Harispe et Baurot.

La bataille de Toulouse, dout le duc de Dalmatie et le duc de Wellington réclament tous deux l'honneur, a été sans contredit perdue par le pre-

(*) On a porté la perte des coalisés à quatre mille quatre cent cinquante huit hommes, selon le rapport officiel anglais. Mais nous, qui savons comment le duc de Wellington modifie ses états de perte et qui avons pu avoir des données plus exactes, nous portons sa perte à dix mille hommes au moins. Il est ridicule de voir dans cet état, que les Anglais ont plus *perdu* que leurs alliés et que les attaques de la Pujade et de la porte de Muret, n'aient coûté que dix-sept cents hommes aux Espagnols.

mier. Mais elle fut achetée si chèrement, que le général anglais se trouva hors d'état d'en suivre les avantages, et que sa position aurait pu devenir assez critique, si le duc de Dalmatie avait su profiter de l'avantage qu'il avait encore. Le lecteur militaire apercevra facilement, dans le récit que nous en avons fait, une série de fautes de part et d'autre, dont nous relèverons les principales. La première, sans contredit, est celle que nous avons déjà relevée, de n'avoir pas attaqué le maréchal Beresford pendant trois jours, où il se trouva à la rive droite de la Garonne. La seconde faute fut dans son ordre de bataille même. Le point le plus fort de sa position étaient les hauteurs du Calvinet, qui en formaient le centre. Il ne l'ignorait pas, et en prolongeant ses retranchemens vers le mamelon de Cypière, il avait admis la possibilité que l'ennemi, ne pouvant le forcer de front, chercherait à gagner son extrême droite.

D'un autre côté, dès le 8, il ne pouvait plus douter que l'attaque principale de l'ennemi ne fût dirigée à la droite de la Garonne. Il ne pouvait dès-lors plus laisser beaucoup de troupes à St.-Cyprien, et il aurait fallu, dès le 9 au soir, abandonner l'enceinte extérieure de ce côté, et rendre par là disponible, dès le 10, de grand matin, la brigade qu'il fut obligé de rappeler plus tard. En admettant que l'ennemi chercherait à pénétrer par le vallon de l'Ers, il fallait se mettre en mesure de profiter de la position désavantageuse où ce mouvement le mettait. Obligé

de défiler avec peine, sous le feu de flanc des retranchemens du Calvinet et de la Colombette, et dans un terrain marécageux et embarrassé de rigoles, qui coupaient ses colonnes, une attaque vigoureuse devait mettre le corps de Beresford dans une déroute complète. Pour faire cette attaque à temps, il fallait avoir des troupes sous la main ; ce n'était donc pas à la tête du faubourg St. Etienne, mais sur le plateau même à droite de la redoute des Augustins et sur la route de Lavaur qu'il convenait de placer la division Taupin. La réserve du général Travot et la brigade rappelée de St.-Cyprien, suffisaient pour garder le faubourg St.-Etienne et le pont des Demoiselles, et pour assurer la retraite. Alors la division Taupin pouvait attaquer la colonne du maréchal Beresford, dès qu'elle se serait trouvée en travers des redoutes du centre, et par conséquent engagée dans le marais, et hors d'état de se défendre efficacement.

On aurait été assuré d'un succès complet, au lieu des désastres qu'amenèrent une attaque trop tardive, et l'idée inouie de faire faire à une colonne d'attaque un mouvement transversal, au travers d'un chemin encaissé, et presque sous les baïonnettes de l'ennemi. On ne sait aussi trop pourquoi le duc de Dalmatie avait placé la brigade Vial sur le plateau du Pigeonnier, où elle ne fit, et ne pouvait rien faire. N'aurait-il pas mieux valu la placer en bas, en seconde ligne de la division Darmagnac ? Le mouvement de la bri-

gade Leseur, appuyé par mille ou douze cents chevaux, aurait été bien plus décisif. Les observations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur suffisent pour démontrer que le duc de Wellington fit une faute capitale, en enfournant les divisions du maréchal Beresford dans le vallon de l'Ers, où elles ne pouvaient éviter un désastre que par une faute également capitale. Le duc a déployé dans cette occasion, et dans bien d'autres, les qualités qui plaisaient si éminemment au cardinal de Richelieu, celles d'un général heureux. On doit encore se demander pourquoi le duc de Dalmatie négligea, le 11, de profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui de prendre sa revanche. Le corps de Hill était isolé à la gauche de la Garonne, et ne communiquait avec Wellington, que par le pont de Bauzelle, assez éloigné.

Le duc de Dalmatie, dès qu'il vit, le 11 de grand matin, que l'ennemi ne faisait aucune disposition pour l'attaquer, pouvait laisser la défense de Toulouse, et du canal aux deux divisions du général d'Erlon, et à celle du général Travot. S'il se fut porté par une attaque rapide, avec quatre divisions et sa cavalerie sur le corps de Hill, que serait devenu ce dernier? Il pouvait le battre complètement, et revenir encore sur la rive droite assez tôt pour faire tête à une attaque, assez improbable cependant, de Wellington; rien ne l'empêchait après cela de quitter Toulouse, s'il était nécessaire.

Pendant que l'armée des Pyrénées se retirait sur Villefranche, il se passait à Bayonne un fait d'armes qui mérite d'être rapporté. Nous avons vu que, dès le 25 février, les Anglais avaient complété l'investissement de cette place. Ils la resserrèrent le 27, en s'emparant du plateau de St.-Etienne, à la suite d'un combat, qui nous coûta plus de deux cents hommes et où ils en perdirent plus de six cents, s'étant trop aventurés sous le feu de la citadelle; le général Thouvenot, gouverneur de Bayonne, fut blessé. Depuis cette époque, la place se trouva soumise à un blocus très-étroit. Dès les premiers jours d'avril, le général Thouvenot, voulant connaître la force du corps qui le bloquait, se prépara à une sortie. Elle fut fixée pour le 14 au matin, mais la désertion d'un homme, la fit avancer de quelques heures. Vers minuit, la division Abbé sortit en trois colonnes; celle de droite, commandée par le général Berge, se dirigea vers St.-Etienne; celle de gauche, commandée par le général Maucomble, vers Montaigu, en descendant l'Adour. St.-Etienne était gardé par les piquets de la brigade Hay; ceux de la 2e brigade des gardes étaient au centre, et ceux de la 1re brigade vers le bas Adour. Le village et l'église de St.-Étienne furent enlevés, et le général Hay, tué presqu'au commencement de l'action. Le général Hope, accouru aux premiers coups de fusils, tomba dans la colonne de gauche, où il fut blessé et fait prisonnier. Les retranchemens de

l'ennemi furent rasés, et les maisons qu'il avait crénelées, incendiées. Le combat se soutenait encore vers deux heures du matin, et nos troupes poussaient les piquets ennemis devant elles, lorsque la brigade Hinüber de la légion allemande, et les deux des gardes vinrent prendre part à l'action. Malgré ce renfort, le combat dura encore jusqu'au jour; alors le signal de la retraite fut donné, et la sortie rentra. La perte de l'ennemi s'éleva à environ quinze cents hommes, dont deux cent quarante prisonniers. Outre le général Hay tué, et le général Hope pris, le général Stapford fut blessé à la tête de sa brigade des gardes. Notre perte s'éleva à neuf cent dix hommes, dont, par une singularité remarquable, huit cent quatre-vingt-dix blessés.

Enfin, le 16 avril, le duc de Dalmatie, ayant reçu du major-général un ordre daté de Fontainebleau du 9, et qui lui enjoignait de cesser les hostilités, il envoya son chef d'état-major, le général Gazan, pour proposer de nouveau un armistice au duc de Wellington. Cette fois, il fut accepté et signé le 18, tant pour l'armée des Pyrénées que pour celle d'Arragon. Le duc d'Albuféra, qui commandait cette armée, ayant appris du duc de Dalmatie, que l'armée anglo-espagnole avait passé la Garonne, et se préparait à attaquer Toulouse, se hâta de repasser les Pyrénées. La non exécution du traité de Valençay, l'ayant empêché de retirer les garnisons, qu'il avait en Es-

pagne; ayant même été obligé d'en laisser à Figuières et à Perpignan, son armée se trouvait réduite à moins de quatorze mille combattans.

Le général Dalhousie, que le duc de Wellington avait laissé à Bordeaux avec sa division, s'était occupé du projet d'ouvrir la navigation de la Gironde, interceptée par le fort de Blaye et par la flotille, qui y était stationnée sous la protection d'un vaisseau de guerre. La libre communication avec la mer, devait non-seulement être le principal objet de la sollicitude des généraux d'un peuple marchand, mais elle lui était nécessaire pour faciliter sa retraite. Le général Decaen organisait à Périgueux un corps, qui devait être porté à dix mille hommes, par la réunion des troupes de Catalogne, que Napoléon avait ordonné de retirer du corps du Rhône, et de celles qu'avait envoyées en dernier lieu le duc d'Albuféra à la même destination. Il était plus que probable que ce corps forcerait le général Dalhousie à quitter Bordeaux. L'amiral Penrose entra dans la Gironde et essaya de forcer le passage, mais la flotille, et le fort de Blaye l'arrêtèrent. Alors, le général Dalhousie passa la Garonne, et ayant repoussé les postes français qui étaient devant Bordeaux, il passa encore la Dordogne. Le général Lhuillier et le général Desbarreaux avaient réuni quelques troupes à Étauliers ; après un léger combat, le général Lhuillier, ayant perdu une centaine d'hommes, fut obligé de se retirer. Le général Dalhousie investit

alors le fort de Blaye; mais bientôt, ayant appris que le général Decaen se préparait à marcher contre lui, il se replia à Bordeaux. Dans cette expédition, M. de la Roche-Jacquelin avait servi d'aide-de-camp au général anglais. Le 11 avril, le général Decaen ayant appris les événemens de Paris, conclut avec le général Dalhousie une suspension d'armes.

Il ne nous reste plus, pour terminer l'histoire de la campagne de 1814, qu'à instruire le lecteur du sort des places fortes, occupées par les troupes françaises, tant dans les limites naturelles de l'empire français, que hors de ces limites. Nous avons vu qu'à la fin de 1813, la France possédait encore à la rive droite du Rhin, Glogau, Magdebourg, Wittemberg, Hambourg, Custrin, les citadelles de Würzbourg et d'Erfurt, et Wesel, qui fut occupé par une division du 11e corps.

Glogau, dont le blocus avait recommencé après la rupture de l'armistice, le 17 août 1813, avait une garnison d'environ cinq mille hommes, sous les ordres du général Laplane. Le corps de blocus consistait en treize bataillons et quatre escadrons prussiens, trente-un bataillons russes et quelques régimens de cosaque. Les 2, 8 et 10 septembre, la garnison fit des sorties assez fortes pour se procurer des vivres; ce furent les seules. Le manque de subsistances força, dans les mois d'octobre et de novembre, le gouverneur à faire sortir de la place environ deux mille cinq cents ha-

bitans. Le blocus continua toujours, sans aucune tentative de la part de l'ennemi. Au mois de décembre, les Prussiens jetèrent dans la place par le moyen des fusées, un grand nombre de leurs bulletins. Ce moyen raviva l'esprit de désertion chez les Allemands, et l'insurrection qui se manifesta et qui menaçait de livrer la place à l'ennemi, obligea le général Laplane, le 24 janvier 1814, à désarmer et renvoyer les Allemands, les Croates et les Espagnols, au nombre de mille trois cents hommes. L'ennemi parut vouloir profiter de cet affaiblissement, pour essayer le 11 février d'emporter la tête de l'Oder; n'ayant pas réussi il continua le blocus. Enfin, le général Laplane se vit forcé, par le manque de vivres, de capituler le 10 avril; la garnison rentra en France au nombre de près de trois mille hommes.

CUSTRIN, gardé par trois mille hommes sous les ordres du général Fournier d'Albe, fut simplement bloquée par le général prussien Hinrichs, avec huit bataillons et deux escadrons. Le 30 mars 1814, le défaut de vivres obligea également cette place à capituler, la garnison fut prisonnière de guerre.

WITTENBERG, gardé par environ quinze cents hommes, sous les ordres du général Lapoype, fut investi après la bataille de Leipzig, par la division prussienne de Dobschütz, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons. Le 28 décembre, après la prise de Torgau, le général Tauenzien amena

encore devant Wittenberg, onze bataillons et huit escadrons; dans la nuit suivante, la tranchée fut ouverte et la première parallèle achevée. Le 8 janvier 1814, le couronnement du chemin couvert fut achevé, et les batteries de brêche commencées. Elles ouvrirent leur feu le 11, et la brêche fut praticable le 12. Le général Lapoype fut sommé, et, sur son refus, le général Taeunzien ordonna l'assaut pour la nuit suivante. Le général Dobschütz en fut chargé, avec quinze bataillons, que devaient appuyer deux régimens de cavalerie. L'assaut réussit, malgré la valeureuse résistance de la faible garnison; le général Lapoype se défendit encore, après la prise de tous les ouvrages, dans le château, où il s'était renfermé et qu'il avait fait créneler. Mais il y fut forcé et fait prisonnier avec environ quatorze cents hommes. Cet assaut coûta près de cinq cents hommes à l'ennemi.

Magdebourg, avait une garnison d'environ dix-huit mille hommes, sous les ordres du général Lemarrois. Après la bataille de Leipzig, cette place fut investie par les divisions prussiennes de Hirschfeld et de Püttlitz, fortes de vingt-un bataillons et douze escadrons, et par sept bataillons et quatre escadrons russes, sous les ordres du général Rossy. Le 2 janvier 1814, le corps ennemi fut encore renforcé par trente-trois bataillons de milices russes, sous les ordres du général Tolstoy, qui n'y resta cependant que quinze jours

environ. Pendant tout le blocus, la garnison fit un assez grand nombre de sorties, particulièrement les 4, 12 et 25 janvier et le 1er avril, la plupart avec un succès heureux, en ce qu'elles procurèrent à la place des vivres frais et du bois. A cette dernière époque les troupes russes quittèrent Magdebourg, et le blocus fut continué par trente-huit bataillons et quarante-huit escadrons, sous les ordres du général Wobeser. Le 14 avril, les événemens de Paris ayant été connus à Magdebourg, le général Lemarrois conclut le 23, avec l'ennemi, une suspension d'armes indéfinie. Le général Valazé, porteur des ordres du nouveau gouvernement français, étant arrivé peu après à Magdebourg, la place fut remise le 19 mai et le général Lemarrois rentra en France, avec les divisions Lanusse et Lemoine, fortes de quatorze mille hommes avec cinquante-quatre canons. Environ quatre mille Italiens, Espagnols et Croates avaient été renvoyés dans leurs foyers.

La citadelle de Würzbourg, fut bloquée, par la brigade bavaroise de Spretty, jusqu'au 21 mars 1814. Ce jour-là le général Turreau en sortit, d'après les ordres du gouvernement français, avec environ quinze cents hommes.

Les citadelles de Cyriaksbourg et Petersberg près d'Erfurt, furent également bloquées, d'abord par le corps de Kleist, puis par la division Jagow, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons et ensuite par la division Dobschütz. La garnison,

trop faible, ne fit qu'une seule sortie sans résultat. Le 5 mai 1814, le général Dalton ayant reçu l'ordre de remettre la place, il en sortit le 16 avec environ deux mille hommes.

Après la bataille de Leipzig, une partie du corps d'armée de Beningsen s'était portée sur Hambourg, dont il forma l'investissement à la rive droite, pendant que le général Strogonoff restait devant Haarbourg. Le 1er janvier 1814, le prince d'Eckmuhl fit une tentative pour reprendre l'isle d'Ochsenwerder, dont les Russes s'étaient rendus maîtres; cette tentative échoua. Le 5 et le 13 du même mois, le prince d'Eckmuhl fit faire des reconnaissances sur la ligne ennemie. Le 20 janvier, tout le corps de Benningsen se trouva réuni devant Hambourg; le corps de Wallmoden, avait remplacé devant Haarbourg, celui de Strogonoff. Ce jour-là, le général Beningsen fit serrer l'investissement de Haarbourg et en même temps fit faire, d'Ochsenwerder, une attaque sur l'île de Willemsbourg. La première opération réussit; mais la seconde échoua totalement, avec une assez grande perte du côté de l'ennemi (*). Le général Benningsen, pour fêter la naissance de l'impéra-

(*) Selon les rapports de Beningsen, la garnison de Hambourg aurait perdu plus de *dix mille hommes* dans ces attaques; il aurait été *toujours* vainqueur et il n'aurait quitté l'île de Willemsbourg, *chaque fois*, que *volontairement*, afin d'avoir le plaisir de la reprendre. On connait déjà la *véracité* des bulletins russes.

trice de Russie, fit faire le 26 janvier une attaque générale sur le faubourg de Hamm, et du côté d'Altona; le résultat en fut de lui faire perdre plus de cinq cents hommes. L'ennemi, sentant bien qu'il ne pouvait rien entreprendre avec succès, tant qu'il ne serait pas maître de l'île de Willemsbourg, forma alors le projet de s'en emparer, à quelque prix que ce fût. L'Elbe étant entièrement gelée, dans les premiers jours de février, le général Béningsen fit ses dispositions pour une attaque combinée le 9. La division Emme devait partir d'Ochsenwerder et se diriger sur Willemsbourg; le général Tolstoy, avec une division de milices, devait se diriger sur le même point par le Pont-Rouge; le général Markow, avec une division de ligne, partant du côté d'Altona, devait remonter l'Elbe sur la glace. L'attaque eut lieu à quatre heures du matin; les colonnes ennemies parvinrent jusqu'à l'île de Willemsbourg. Mais elles en furent repoussées avec une perte énorme. Sans se laisser rebuter par le mauvais succès de cette attaque, le général Béningsen la renouvela, les 17, 24 et 28 février et les 5, 6 et 11 mars. Toutes ces tentatives échouèrent et il ne fit qu'ajouter à ses pertes. L'ennemi dégoûté, resta tranquille jusqu'au 18 avril; ce jour-là le général Beningsen fit notifier au prince d'Eckmuhl les événemens de Paris, et essaya, à la faveur du drapeau blanc, de surprendre la place. Le 25, une

suspension d'armes fut conclue. Le 12 mai, le général Gérard vint remplacer dans son commandement le prince d'Eckmuhl. Le 25 mai, la garnison de Hambourg en sortit, forte de douze mille hommes, non compris près de trois mille malades.

La ville de Wesel, gardée par environ six mille hommes, sous les ordres du général Bourke, ne fut que bloquée, d'abord par la division Borstel du corps de Bülow, puis par la cavalerie de Winzingerode, enfin par le général prussien Püttlitz, avec sept bataillons et deux escadrons. Le 22 avril 1814, le général prussien chercha à tromper le général Bourke, en faisant arriver un courrier de Paris avec de faux ordres pour la remise. Cette ruse grossière n'eut pas de succès. Ce ne fut que le 10 mai que le général Bourke, ayant reçu des ordres véritables, évacua la place.

On verra, par ce court exposé, que nous avions environ quarante-cinq mille hommes de vieilles troupes, ensevelies, pour ainsi dire, dans les places au-delà du Rhin, tandis que, si on eût fait sauter les fortifications de ces places, leurs garnisons, rentrées en France, auraient changé la face des affaires.

A la rive gauche du Rhin, Mayence était gardée par les restes du 4e corps, et une brigade de la division Durutte, sous les ordres du général Morand. Elle fut bloquée, ainsi que nous l'avons vu, après le 1er janvier, par une partie du corps de Langeron.

Le 16 février, les Russes furent relevés par une partie du 5e corps allemand, sous les ordres du général Hünerbein. Ce corps de blocus était fort de dix-huit bataillons et huit escadrons, composés d'un ramassis de contingens des petits princes dont l'Allemagne fourmille, et de trois régimens de cosaques. Le blocus dura jusqu'à la remise de la place, à la suite des préliminaires de la paix.

LUXEMBOURG, bloqué par la brigade hessoise de Dorenberg, eut le même sort.

JULIERS, MAESTRICH, VENLOO, ANVERS, BERGOPZOOM et les autres places de la Hollande et de la Belgique, bloquées par les troupes suédoises, anglaises ou allemandes, ne furent de même remises qu'à la paix.

On ne peut passer sous silence une observation, relative à la remise de ces différentes places. C'est que non content de donner à l'ennemi, même l'artillerie venant des arsenaux français, les munitions de campagne appartenantes à l'armée et les vaisseaux qui se trouvaient à Anvers, on lui remit également tous les fusils de fabrique française qui s'y trouvaient, et les *magasins d'habillement* des troupes. A Wesel et à Magdebourg seulement, on livra trente mille fusils français et vingt mille uniformes complets.

Aucun événement particulier ne marqua les blocus de BESANÇON, LANDAU, SCHELESTADT, NEUF-BRISACH, STRASBOURG, PHALZBOURG et LANDAU; ils ne furent levés qu'après la convention du 23 avril.

Huningue, défendu par le général Barbanègre, que nous verrons défendre cette place si glorieusement une seconde fois, fut assiégé par un corps autrichien et bavarois; la faible garnison qui y était souffrit beaucoup, mais elle tint jusqu'au 14 avril. Alors le général Barbanègre, voyant l'ennemi sur la contrescarpe, et hors d'état de soutenir un assaut, se vit forcé de souscrire une convention, d'après laquelle les coalisés entrèrent dans la place, et y firent le service en commun avec la garnison.

Béfort, défendu par un millier d'hommes sous les ordres du colonel Legrand, se vit forcé, par le manque de vivres, d'ouvrir ses portes le 14 avril aux Autrichiens, qui en enlevèrent l'artillerie.

Les places de Metz, Sarlouis, Thionville et Longwy avaient d'abord été bloquées, ainsi que nous l'avons vu, par le corps prussien d'Yorck. Après le départ de ce corps, il ne resta devant ces places que le général Barasdin avec quatre régimens de dragons. Le 4 février, ce corps fut relevé par un détachement sous les ordres du général Jussefowicz; enfin, le 24 mars, arriva la division hessoise de Müller. Cette division, forte d'environ huit mille hommes, fut répartie devant Metz et devant Thionville. Le blocus de Sarlouis fut laissé au régiment de cavalerie prussienne qui y était; la place de Longwy fut laissée libre. Le 26 mars, le général Durutte, qui commandait à Metz, reçut l'ordre de réunir un corps de troupes, et de ve-

nir joindre l'empereur Napoléon; il sortit de la place le même jour, avec environ quatre mille hommes, et s'avança vers Bouzonville, au travers des corps de blocus. Les avant-postes ennemis devant Thionville, furent culbutés, et le général Durutte entra dans la place. Le 27, la division hessoise qui l'avait suivi, fut attaquée vers Hettange, et culbutée le long de la Moselle; le même jour, le général Durutte, renforcé par une partie de la garnison de Thionville, entra à Luxembourg, où il prit encore quelques troupes. Le 29, le général Durutte marcha sur Longwy, et le 1er avril il se dirigea sur Etain. Le corps russe de Jussefowicz, qui y était encore, se hâta de se replier vers Nancy. Cependant, le général prussien Biron, qui s'était retiré de Naives sur St. Mihiel (ainsi que nous l'avons vu tom. II page 320), lorsque le duc de Reggio s'avança vers Bar-le-Duc, apprit le mouvement du général Durutte. Débarrassé de la crainte d'être attaqué, par la retraite du duc de Reggio, il revint au devant du général Durutte, et prit position à Bernécourt, non loin de Nancy, plus pour observer le corps français que pour l'attaquer; il avait plus de cinq mille hommes (*); le général Jussefowicz vint le joindre avec à peu près autant. Quoiqu'ils fussent plus forts que le

(*) Sept bataillons prussiens et deux russes, faisant quatre mille sept cent quarante-quatre hommes. Six escadrons de cavalerie et un de cosaques, faisant six cent soixante-quatorze chevaux. Total, cinq mille quatre cent dix-huit.

général Durutte, qui n'avait que six mille hommes, tout au plus, ils restèrent cependant jusqu'au 3 à Bernecourt, parce que le général Müller, sur l'appui duquel ils comptaient, s'était retiré sur Luxembourg. Cependant, le général Durutte ayant reçu l'ordre de rentrer dans Metz, se replia sous le canon de cette forteresse, les généraux ennemis l'y suivirent, et prirent position devant lui, sans oser toutefois l'attaquer, autrement que par des escarmouches insignifiantes, quoique le général Müller fût revenu. Les deux corps restèrent ainsi en présence, jusqu'à ce que la convention du 23 avril vint mettre fin aux hostilités.

Ici finit l'histoire de la campagne de 1814, sur le territoire de l'empire français.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1814.

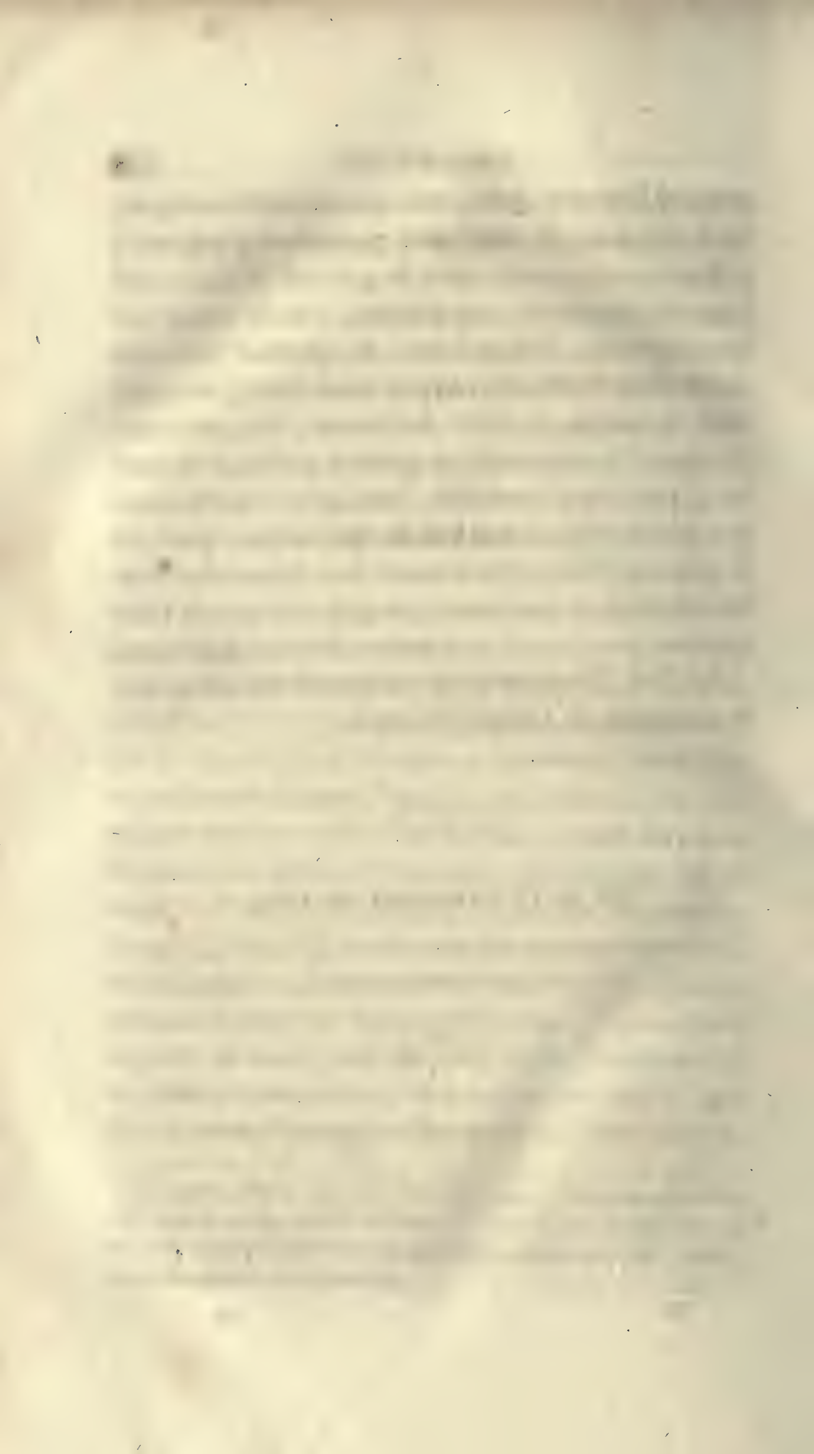


TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LA PREMIÈRE PARTIE DU TROISIÈME VOLUME.

LIVRE V.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

FIN DE LA TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE GÉNÉRALE

DE LA

CAMPAGNE DE 1814.

PREMIER VOLUME.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE II,

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

LIVRE III,

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

SECOND VOLUME.

LIVRE IV.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

LIVRE V,

Pages

Comprenant les événemens qui se sont passés du 17 mars au 11 avril.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

TROISIÈME VOLUME.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE VIII.

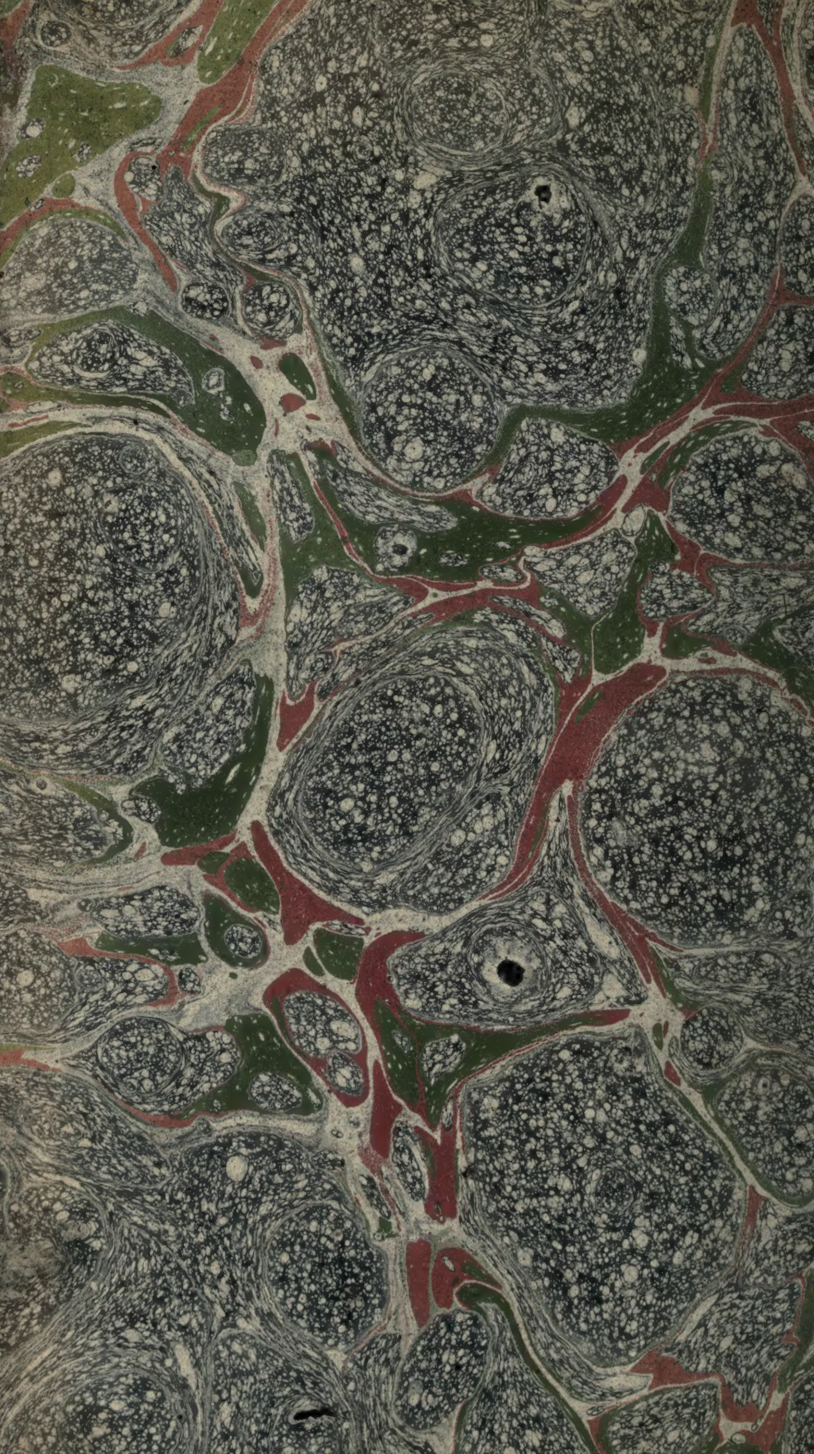
CHAPITRE IX.

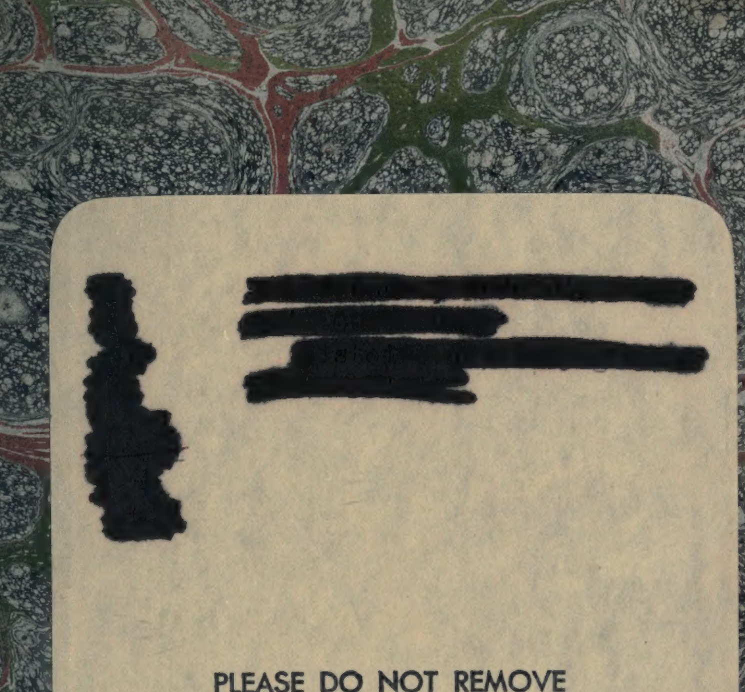
CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.





[redacted]

